Tome II — N° 1 Janvier 1932

DÉPOT-LÉGAL
RÉSIDENCE SUPÉRIEURE
TONKIN

7-6-54
2560

PHAP-VIEN BAO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

DEPOT LEGAL
•INDOCHINE•
N° 17524

Directeur : PHAM HUY-LUC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

4° F. 2733

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. H. TISSOT, Résident Supérieur honoraire ;

H. M. J. COLLET, Conseiller Juriste à Huế ;

L. L. E. E. Tôn Thất-ĐÀN, Ministre de la Justice à Huế ;

Thái Văn-TOẢN, Ministre des Finances à Huế ;

Hồ Đắc-KHẢI, Tham-tri au Ministère des Finances ;

MM. Hồ Đắc-HÀM, Tế-tửu du Collège Quốc-tử giám ;

Nguyễn Khắc-NIÊM, Hoàng-giáp, Thị-lang au Ministère de la Justice ;

Nguyễn Cao-TIÊU, Tiến-sĩ, Thị-lang au Ministère des Finances.

ABONNEMENTS

	Edition bilingue	Edition en quốc-ngữ
Un an	15$00	6$00
Six mois	8.00	3.50
Le numéro . . .	1.35	0.60

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste de l'Indochine.

■ Les manuscrits ne sont pas rendus ■

Les articles insérés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans le PHAP-VIÊN BAO sont interdites, sauf autorisation expresse du propriétaire-gérant.

LE PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : PHAM HUY-LUC

HỘI-ĐỒNG BẢO-TRỢ

Quan H. TISSOT, nguyên Khâm sứ ;
Quan H. M. J. COLLET, Pháp-luật Tham-nghị tại Huế ;
Quan Tôn Thất-ĐÀN, Hình-bộ Thượng-thư, sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Thái Văn-TOẢN, Hộ-bộ Thượng-thư sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Hồ Đắc-KHẢI, Hộ-bộ Tham-tri ;
Quan Hồ Đắc-HÀM, Quốc-tử-giám Tế-tửu ;
Quan Nguyễn Khắc-NIỆM, Hoàng-giáp, Hình-bộ Thị-lang ;
Quan Nguyễn Cao-TIỀU, Tiến-sĩ, Hộ-bộ Thị-lang.

GIÁ BÁN

PHÁP-VĂN VÀ QUỐC-VĂN

Một năm	15$00
Nửa năm	8.00
Mỗi số	1.35

Các quan-chức hành-chính và tư-pháp mua *cả hai phần*, đặc-biệt trừ 20 %.

RIÊNG PHẦN QUỐC-VĂN

Một năm	6$00
Nửa năm	3.50
Mỗi số	0.60

Mua báo đồng-niên có thể hỏi tại các sở Bưu-điện Đông-dương, không phải trả tiền phí-tổn ngoại.

Bản-chí không có lệ trả lại bản-thảo. Các bài đăng báo, soạn-giả ký tên chịu trách-nhiệm.
Cấm không được in lại hoặc phiên-dịch những bài của bản-chí, trừ khi nào bản-chí chủ-nhiệm cho phép riêng thì không kể.

THƯ-VIỆN ĐẠO

必也使無訟乎
(孔子)

« ..... faire qu'il n'y eût plus de procès, ne serait-ce pas préférable?»

(CONFUCIUS)

4° F. 2733

SOMMAIRE

Page

LE SERVICE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN COCHINCHINE . . . 3

A PROPOS DE L'ESCLAVAGE DANS L'ANCIEN DROIT CAMBODGIEN. . 12

MÉDECINE LÉGALE. — Des coups et blessures (suite) 24

NOTIONS DE DROIT CIVIL TONKINOIS. (Voir : partie annamite).

JURISPRUDENCE. — Contrat administratif. 27

La preuve par présomptions en droit annamite 38

LÉGISLATION. 42

QUESTIONS DE DROIT USUEL 44

VARIÉTÉS. — La justice indigène au Tonkin (*suite*). 46

CHRONIQUE. — Création d'un Bureau central provisoire pour l'étude des droits coutumiers 50

L'œuvre de Charles Gide. 51

Nominations, mutations, etc. 52

BIBLIOGRAPHIE. 54

YẾU-MỤC

Số trang

VIỆC QUẢN-THỦ ĐIỀN-THỔ Ở NAM-KỲ 3

TỤC MÃI NÔ 8

PHÁP-Y. — Đả-thương (tiếp theo). 11

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA. — Nói về giá-thú 13

ÁN-LỆ. — Nói về hợp-đồng làm với chính-phủ (xem phần chữ Pháp). Nói về sự dự-đoán dùng làm bằng-chứng theo luật An-nam . . . 18

PHÁP-LUẬT — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. — Nói về con nuôi (Điều 185 đến 203). Quyền người gia-trưởng (Điều 204 đến 220) 22

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Phép thưa kiệ người thân-trưởng. — Theo pháp-luật An-nam, vợ cả có quyền đuổi nhân-tình của chồng ra khỏi nhà không ? — Trong việc thưa kiện, ai có tư-cách đòi tiền bồi-thường ? 26

TẠP-LỤC. — Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào? (tiếp theo). . . . 28

TÙNG-KÝ. — Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển. 31

BÌNH-PHẨM SÁCH LUẬT (xem phần chữ Tây).

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARTIE GÉNÉRALE

LE SERVICE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN COCHINCHINE

Toutes les questions relatives à la détention et à l'utilisation de la terre, prennent en Cochinchine, pays presque exclusivement agricole, une importance de premier plan. La nourriture de tout un peuple, son développement, son enrichissement, la paix publique, tout cela en Cochinchine est produit par le sol nourricier, par la généreuse terre à riz.

L'on a exposé ailleurs les efforts prodigieux que la France a réussis pour décupler l'étendue des récoltes, en multiplier le rendement, en améliorer la qualité, en assurer la distribution ; mais quand il s'agit du sol, une condition domine et commande toutes les initiatives, toutes les réalisations : c'est la sécurité juridique du détenteur de ce sol et de ceux qui traitent avec lui. Comment la France a organisé et réglementé cette sécurité en Cochinchine, c'est ce que l'on va s'efforcer d'exposer dans une courte étude.

* * *

Et d'abord, quel était le régime des terres en Cochinchine avant l'arrivée des Français ?

Les Amiraux, premiers législateurs, constatèrent l'existence d'un document singulier dans toutes les communes annamites.

Les empereurs Gia-long et Minh-mạng avaient accompli une œuvre vraiment remarquable, surtout si l'on songe aux moyens restreints dont ils disposaient. Chaque propriété immobilière avait été mensurée, cataloguée, classée ; un cahier dressé en triple expédition donnait, par catégories de cultures, l'origine de la propriété, la description des limites et le nom du propriétaire. Ce cahier fut appelé *Địa-bộ* ou Livre des terres. Il était prévu que périodiquement, à intervalles fixes, *des rôles de petite et de grande correction* le tiendraient à jour.

Certes et ainsi qu'il arrive bien souvent, les souverains annamites n'avaient point eu une conscience nette des répercussions de leur entreprise ; pour eux, le *Địa-bộ* était un outil fiscal qui devait asseoir et faciliter la perception de l'impôt foncier. Mais il devint bien autre chose. Le fait de payer l'impôt foncier constituait évidemment une présomption de propriété. L'on considéra bientôt que d'être inscrit au *Địa-bộ* valait preuve de propriété, et le Livre des terres devint en pratique, sinon absolument en droit, un mode de publicité et de démonstration des droits immobiliers.

Sans se méprendre sur le caractère de cette évolution, les Amiraux en virent l'avantage et la commodité. Et officiellement, le *Địa-bộ* fut adopté comme Livre foncier. Mais il se ressentit toujours de son origine incertaine et tant soit peu équivoque. Sa valeur probante ne fut jamais expressément définie ; les rôles de correction furent irrégulièrement servis. Les modes d'inscription et de réfection furent imparfaitement réglementés. Une disposition typographique défectueuse rendit rapidement confuses et quasi illisibles les mentions qu'on y inscrivait. Cependant, en étudiant la décadence du *Địa-bộ*, il est juste de reconnaître le rôle

Từ kho sách xưa của Quán Ven Đường

essentiel de cet organisme dans la constitution de la propriété immobilière en Cochinchine. Malgré ses imperfections, il a rendu possible la création du Livre foncier dont il est devenu l'élément constitutif le plus important. Et là où il n'y a pas encore de Livre foncier, le *Địa-bộ* est encore l'instrument du crédit rural.

Mais une cause bien autrement grave, allait enlever au *Địa-bộ* la plus grande partie de sa valeur probatoire.

L'introduction — inévitable et justifiée — en Cochinchine de la législation française avait été faite par la promulgation en l'année 1864 du Code Civil français et de la réglementation hypothécaire issue des lois métropolitaines ; ces textes régissaient désormais les formalités à accomplir par les justiciables français contractant en matière immobilière. Ainsi se trouvaient introduites en Cochinchine deux législations différentes, applicables aux droits immobiliers, suivant qu'ils sont détenus par des Français ou par des Annamites.

Un autre inconvénient s'ajoutait au premier. La législation foncière et hypothécaire métropolitaine comporte des imperfections et même un certain illogisme dont les causes sont d'ordre historique. Ces défauts, en France, en raison d'une longue adaptation, sont supportables ; mais raisonnablement, ce ne sont pas articles d'exportation (hypothèques générales occultes, hypothèques judiciaires générales, défauts de précision du gage, etc...). En raison de l'enchevêtrement des transactions entre justiciables de statuts différents, l'on en était arrivé à ne plus savoir dans bien des cas où devaient être puisés les renseignements permettant de traiter sans risques avec le détenteur d'un immeuble. La jurisprudence, les initiatives administratives avaient tenté d'établir une liaison entre les divers organismes s'occupant des terres ; mais malgré ces précautions, l'on n'obtenait quelque sécurité qu'au prix de formalités longues, coûteuses et n'accordant jamais une certitude absolue. Français et

Annamites devaient également, avant d'acheter ou de prêter sur hypothèque, vérifier le *Địa-bộ* et les registres hypothécaires. La consultation de ces derniers entraîne d'ailleurs une nouvelle complication. La création successive des diverses Conservations des hypothèques restreignant les ressorts obligeait souvent à s'enquérir dans plusieurs bureaux au sujet du même immeuble. En faisant coexister deux législations, on avait encore aggravé en Cochinchine la critique célèbre que le Procureur général DUPIN faisait du régime hypothécaire dans la Métropole : « En France, en achetant, on n'est jamais sûr d'être propriétaire ; en payant, on n'est jamais sûr d'être libéré ; en prêtant, en n'est jamais sûr d'être payé ».

* * *

Ce que l'on appelle couramment la réforme foncière a pour but de remédier à une situation juridique aussi confuse. Mais il n'est pas inutile d'attirer ici l'attention sur un aspect particulièrement remarquable de cette situation.

Par suite d'habitudes ancestrales qui tiennent, semble-t-il, au fond même des conditions économiques locales, le propriétaire annamite ne peut conduire son exploitation agricole, grande ou petite, sans avoir recours au crédit. Or, du fait non à proprement parler de l'instabilité de la propriété, car l'expérience prouve que la détention immobilière est parfaitement bien assise en Cochinchine, mais de la difficulté de connaître les droits exacts des détenteurs, le prêt d'argent était resté longtemps dans les campagnes le monopole des usuriers professionnels adaptés de longue date, ethniquement pourrait-on dire, aux subtilités de l'usure paysanne : les banquiers indiens dits *chettys* et les Chinois. Même pour ces spécialistes au reste, le risque subsistait. Or, dans tout prêt, il faut distinguer deux éléments : la rémunération normale du capital engagé et la prime d'assurance contre le risque. En Cochinchine, il y a un certain nombre d'années, la prime

d'assurance aidant, le taux normal annuel de l'intérêt multipliait parfois le capital. Il est à peine utile de dire que le propriétaire ainsi écrasé ne se relevait pas des suites de l'emprunt qu'il avait eu l'imprudence et l'obligation de contracter.

Il faut se hâter d'ajouter aussi qu'un remède efficace a déjà été apporté à ce fléau ; le crédit mutuel agricole organisé par l'Administration et dont d'autres études font connaître le développement et l'action bienfaisante, a apporté un correctif dont les effets se font sentir chaque jour davantage. La démonstration qu'une entreprise régulière pouvait engager ses capitaux dans la campagne cochinchinoise et se faire régulièrement rembourser a entraîné par son exemple les établissements financiers de crédit immobilier. Mais, si salutaire que soit l'action de ces instruments économiques, leur activité reste néanmoins ralentie par ce qui demeure d'incertain ou d'inconnu dans l'exercice des droits fonciers. Ils ne prendront leur complet développement que s'ils trouvent, comme substratum, pourrait-on dire, une organisation foncière méthodique, précise, garantissant mathématiquement le gage affecté au prêt. Ce substratum, c'est le livre foncier, tel qu'il est issu du décret du 21 juillet 1925, tel qu'il a été créé en Cochinchine et dont il faut maintenant indiquer ici les caractéristiques essentielles.

C'est un devoir de justice chaque fois que l'on traite de l'introduction du Livre foncier en Indochine, de rappeler que la réglementation nouvelle est l'œuvre d'un réputé spécialiste, M. A. Boudillon, Directeur de l'Enregistrement, dont les travaux en la matière font autorité. M. A. Boudillon, qui est l'auteur des textes qui ont acclimaté la législation de droit réel dans plusieurs groupes de colonies françaises, Madagascar, Afrique Occidentale Française, a réalisé en Indochine une de ses plus parfaites adaptations. On sait que le principe de cette réglementation est emprunté à la législation australienne, connue sous le nom d'« *Act Torrens* ». Mais, en Australie,

l'«immatriculation» des terres aboutit à une véritable mobilisation de la propriété immobilière, ce qui n'est peut-être pas sans danger; elle se réalise facultativement, ce qui peut créer une multiplicité de statuts. En Cochinchine, toutes les propriétés, sans exception, sont soumises à la même loi foncière dans l'étendue de la circonscription du Bureau de Conservation. L'immatriculation, simple mode de preuve et de publicité, en harmonie avec les principes généraux de la loi française, ne mobilise pas la propriété, la simple tradition du titre étant radicalement inopérante pour en effectuer la mutation.

A. — Le Livre foncier en premier lieu, réalise l'unité de législation. Le décret du 21 juillet 1925 constitue effectivement et juridiquement la charte foncière unique qui s'impose à tous les propriétaires et ayants-droit indépendamment de leur statut personnel, et quel que soit ce statut.

B. — Instrument de droit réel, le Livre foncier sert à identifier et à individualiser chacune des propriétés comprises dans le ressort territorial auquel il est affecté. A chacune de ces propriétés correspond un feuillet où viennent se grouper les mentions relatives à tous les droits qui s'exercent sur l'immeuble. La parcelle foncière douée d'un état civil propre et indépendant, juridiquement indestructible, sera désormais une entité à laquelle viendront se rattacher tous les droits dont elle est l'objet, considérés comme des accidents.

C. — Organe de publicité absolue, le Livre foncier établit une situation d'où est bannie toute équivoque. Qu'il s'agisse de l'hypothèque des incapables, ou de l'hypothèque conventionnelle garantissant une obligation synallagmatique, aucun privilège ne peut être établi sans que tout intéressé en soit avisé par une inscription au Livre foncier. En outre, le gage doit être spécialisé et la garantie qui le grève ne peut être, sauf s'il s'agit d'incapables, obtenue que du consentement du

propriétaire. Ainsi se réalisent intégralement les conditions idéales d'une réglementation foncière parfaite : unité de statut, conventionnalité, publicité, spécialité.

On ne pouvait, en établissant le nouvel organisme juridique, faire abstraction de la législation antérieure, sous la garantie de laquelle les justiciables étaient fondés autrefois à contracter. Il fallait intégrer dans le Livre foncier tous les droits et toutes les sûretés régulièrement consolidés et conservés jusqu'à sa création. C'est là le rôle de la procédure d'enquête qui, conduite pendant une année, au vu de tous les documents que l'on peut utiliser et de tous les renseignements que l'on peut recueillir, aboutit, après une purge intégrale, à la formalité de l'« *immatriculation* ». La parcelle foncière, désormais identifiée, classée à son feuillet, a une existence juridique indestructible. Le droit de propriété établi par l'enquête est définitif et inattaquable et le Titre foncier, reproduction du feuillet, permet à celui qui le détient de manifester sans autres recherches, sans frais, sans délais, des droits irrévocables.

Mieux que toutes les explications, l'examen des modèles de titre et de certificat, démontre le caractère éminemment pratique de ce document dont on a dit par ailleurs les qualités juridiques. La disposition typographique adoptée ne constitue pas un de ses moindres mérites. Elle permet de se rendre compte, au premier examen, de la consistance de chaque propriété et des charges qui grèvent cette propriété, de connaître la suite des propriétaires, tandis que chacun des actes fait l'objet dans le fascicule attenant au tableau général d'une analyse détaillée. Enfin un extrait du plan complète cette carte d'identité foncière, au vu de laquelle aucune erreur matérielle ou juridique n'est possible.

Il est aisé de démontrer maintenant combien la préparation des conventions immobilières est simplifiée. Plus d'origine de propriété à rechercher, plus de purge, plus d'inquiétude

en ce qui concerne des droits ou des charges occultes. Le Titre foncier répond à tout ; la seule précaution que doit prendre celui qui traite avec un propriétaire est de s'assurer que le titre présenté par ce propriétaire est bien conforme au feuillet foncier et n'a subi aucune falsification. Ce renseignement qui peut être donné instantanément et qui n'entraîne que des frais insignifiants (0$50) remplace à la fois les états hypothécaires, les origines de propriété et la purge. Il faut ajouter que la détention par le co-contractant du Titre foncier pendant la période de pourparlers et après l'attestation de concordance, rend impossible la fraude qui consiste à vendre en même temps à plusieurs, ou à consentir plusieurs hypothèques sur le même gage, en laissant le soin à l'acheteur ou au prêteur le plus diligent de faire transcrire ou inscrire son acte le premier. En effet, le conservateur de la Propriété foncière refusera de procéder à toute inscription qui ne sera pas appuyée de la production du Titre foncier. Seul pourra donc agir l'acheteur ou le prêteur qui s'est fait remettre le Titre.

*
* *

L'Administration de la Cochinchine a accueilli avec faveur l'institution dans cette colonie du Livre foncier à laquelle elle s'est de suite vivement intéressée. Son attention s'est d'abord portée sur les textes eux-mêmes dont une Commission locale, déléguée par le Gouverneur et présidée par un Administrateur des Services civils, Inspecteur des Affaires politiques, a fait une étude approfondie.

Cette étude a conclu à quelques retouches sur des points assez peu nombreux, mais fort importants, notamment en ce qui concerne le mode de contracter pour les Français et le développement de la compétence des bureaux fonciers. Les suggestions de la Commission intégralement adoptées par l'autorité supérieure et par le Département ont fait l'objet

des décrets modificatifs des 23 novembre 1926 et 6 septembre 1927. Au début du second semestre de l'année 1927, trois bureaux de Conservation foncière ont été ouverts: une province, Gò-công, désignée en raison de la stabilité de la propriété dans cette circonscription, les deux grandes villes de Saigon et de Cholon, constituèrent le terrain d'expérience choisi pour l'application de la nouvelle réglementation.

Les résultats ont été probants: plus de 12.000 titres fonciers ont été établis à Gò-công; l'immatriculation des propriétés à Saigon et à Cholon suit une progression satisfaisante. On n'a relevé ni inquiétude de la part des propriétaires, ni réclamations, ni procès. Ces heureuses conditions ont déterminé l'Administration locale à ouvrir le 1er mai 1930 un quatrième bureau à Rạch-giá, dans une région, où, à la différence de Gò-công, la propriété immobilière récemment constituée n'a pas encore acquis une fixité suffisante et où le Livre foncier doit apporter une consolidation qui, sans lui, ferait défaut bien longtemps encore. Enfin, un programme d'ensemble d'extension du service à toutes les parties mises en valeur du delta cochinchinois vient d'être adopté par le Gouverneur de la Cochinchine et permettra d'ici cinq ans de faire fonctionner avec des modalités appropriées aux diverses situations la réglementation de droit réel dans toutes les provinces. L'on ne peut douter que le Gouvernement de la France qui par ailleurs a tant réalisé en Cochinchine, aura encore une fois bien servi ce pays en y faisant régner l'ordre foncier, si souvent fonction et gage de la paix et de l'ordre publics.

P. DE FEYSSAL

Chef du Service de la Propriété foncière en Indochine.

A PROPOS DE L'ESCLAVAGE DANS L'ANCIEN DROIT CAMBODGIEN

Si les indigènes conservent dans les possessions coloniales françaises leur statut personnel, ce n'est que dans la mesure où ce statut n'est pas incompatible avec les principes de la civilisation. Ainsi le décret du 27 avril 1848, relatif à l'abolition de l'esclavage dans les colonies et possessions françaises, prescrit que « le sol de la France affranchit l'esclave qui le touche».

« *L'esclavage* est la condition de la personne qui, par achat, par héritage ou par guerre, est devenue la propriété absolue, la chose d'un maître », dit le *Dalloz*. « La traite est le commerce des esclaves, principalement d'esclaves nègres sur les côtes d'Afrique en vue de leur transport et de leur vente aux colonies d'Amérique ». La convention de Genève, du 25 septembre 1926, déposée au secrétariat de la Société des Nations, le 28 mars 1931, adoptée pour la France, en juillet 1931, par le Sénat et la Chambre des Députés, promulguée, en France, par décret du 8 juillet 1931, en Indochine, par arrêté du 17 septembre 1931 (*J. O. I. C.*, 1931, p. 3134), donne de l'esclavage et de la traite les définitions suivantes : 1° l'esclavage est l'état ou la condition d'un individu sur lequel s'exercent des attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux ; 2° la traite des esclaves comprend tout acte de capture, d'acquisition ou de cession d'un individu en vue de le réduire en esclavage ; tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger ; tout acte de cession par vente ou échange d'un esclave acquis en vue d'être vendu ou échangé, ainsi qu'en général tout acte de commerce ou de transport d'esclaves.

La traite a lieu encore, bien qu'opiniâtrément poursuivie, dans la Mer Rouge, où des navires de guerre anglais et français, deux sloops,

pourchassent les boutres transportant des esclaves, du Soudan et d'Abyssinie, vers le golfe d'Aden, pour la Perse et la Syrie, « vers les divers centres d'achat. A Djeddab même, se tient un marché à la criée, aux enchères ». (KESSEL, *Marché d'esclaves*, dans le *Matin*.)

Au Libéria, république fondée en 1822 par l'American Colonisation Society sur la côte orientale d'Afrique, pour des esclaves noirs libérés, rachetés, l'esclavage fut rétabli par les quinze à vingt mille noirs descendant des anciens esclaves libérés, à l'égard de leurs congénères « non civilisés ». « Ceci sous une forme à peine dissimulée. Et même on vend les esclaves aux planteurs portugais de Fernando-Pô » (Pierre MILLE, *L'esclavage au Libéria*, dans *Excelsior*). Du reste, le fétichisme subsiste au Libéria, avec le consentement des autorités Certains « jugements de Dieu » y sont en honneur. L'épreuve la plus commune est celle de *l'huile bouillante*. La justice est entre les mains des sorciers (voir Victor FORBIN, *Au Libéria*, dans *La Dépêche Coloniale*). On estime à deux millions le nombre de Noirs réduits à l'esclavage en cette république d'affranchis.

Lorsque Pavie vint au Laos, l'esclavage y existait, comme au Siam, « sous forme de capture, de traite et de dettes. Il procurait de beaux bénéfices à ceux qui se livraient à ce trafic, car les enfants et les petits-enfants étaient esclaves eux-mêmes, en venant au monde, ce qui augmentait d'autant la fortune de leurs maitres » (PAVIE, *le Laos*, p. 488).

Le roi de Siam, par la loi *Pi-marong* (1880), ne libéra pas tous les esclaves, craignant des récriminations et d'indisposer contre la famille royale, quantité de riches Siamois, « riches surtout en troupeaux d'esclaves ». Cette loi déclara libres, à 21 ans, les enfants d'esclaves pour dettes ; libres, à leur naissance, les petits-enfants. Elle ne parle pas des esclaves de capture, le Siam ne les reconnaissant pas et même punissant sévèrement, dans les textes, la traite. L'esclave pour dettes put se racheter par son travail. Malheureusement, cette loi demeura souvent chose morte. Des Siamois, des Laotiens, des Cambodgiens, des Chinois et des Birmans continuèrent à se livrer à cet épouvantable trafic. En 1881, les Birmans tenaient du Siam le monopole de la traite au Laos. Nous supprimâmes au Laos l'esclave et la traite. En 1894, nous affranchimes les Khas ; puis, en mars 1896, réglementâmes « l'engagement pour dettes ». Même des Annamites capturés par les chasseurs d'esclaves, étaient vendus sur le marché d'Attopeu (Laos), centre principal de la traite. En 1883, les marchés étaient : Attopeu, Bassac, Khong, Stung-Treng, Pnom-Penh et Bangkok (voir MAITRE, *Les Jungles*

Moï, p. 482). Les premiers catéchumènes des Pères des Missions Etrangères, au Laos siamois, furent des Annamites esclaves.

L'esclavage et la traite existaient encore au Cambodge, voilà quelques années à peine. Il y avait différentes catégories d'esclaves : 1° les esclaves d'État ; 2° les esclaves des monastères ; 3° les esclaves des particuliers.

Aboli, en principe, par ordonnance royale du 15 janvier 1877, l'esclavage ne fut en réalité supprimé que vingt ans plus tard, par l'article 11 de l'ordonnance royale du 11 juillet 1897, spécifiant : « *De l'esclavage*. Article 11. — L'esclavage est définitivement aboli dans notre royaume. Le titre VI de l'ordonnance du 15 janvier 1877, pour le rachat des débiteurs insolvables, sera strictement appliqué et ses dispositions feront foi en justice ».

L'ordonnance royale (du 1er du mois Méac de l'ère de Chollasacrach, 1838) du 15 janvier 1877 (voir MICHEL, *Code judiciaire de l'Indochine*, T. I. p. 840, Hanoi, 1904) donne une nomenclature des catégories d'esclaves, parmi lesquels nous notons : les débiteurs insolvables ; des « sauvages » (Moï, Kha) ; les étrangers réduits à l'esclavage, après guerre ou véritables chasses à l'homme ; les *neac-ngear* (esclaves à vie du Gouvernement), réduits à cette condition par jugement régulier, à la suite de crimes.

La convention conclue entre la France et le Cambodge, le 17 juin 1884, pour régler les rapports respectifs des deux pays (approuvée par la loi du 17 juillet 1886 et déclarée exécutoire par décret du 9 janvier 1886), avait bien spécifié déjà, en son article 8, que « l'esclavage est aboli sur tout le territoire du Cambodge ». Mais nous venons de voir qu'il faudra attendre 1897 pour une abolition sinon définitive encore, du moins légale.

L'étude de l'esclavage conduit à parler de la situation de gens de la glèbe, en France ; à comparer la situation des esclaves romains à celle des serfs. Si, au Ve et au VIe siècle, des esclaves existaient en France, leur présence s'y explique « parce que les Francs laissaient vivre les Gaulois et les Romains suivant leurs lois et leurs coutumes. Il y eut, au moyen âge, beaucoup de serfs dont la condition tenait le milieu entre la servitude romaine et la liberté ».

Nous trouvâmes une situation à peu près semblable en pays d'Annam, bien différente toutefois de celle qui sévissait au Cambodge. Mais l'engagement pour dettes, le nantissement de la femme ou d'un enfant, ne firent jamais, en Annam, du serviteur « pour l'intérêt du capital »,

un esclave. La personne nantie fut un domestique, sans gages versés, de qui la rétribution du travail était représentée par l'intérêt du capital prêté. Quant aux enfants, il convient, pour comprendre leur situation, en cas de non-remborsement du capital, de juger leur situation par « l'adoption en droit annamite », chose totalement opposée à l'esclavage ; ou par la cession comme « serviteurs ». Il y a en ces deux cas, disparition totale de l'autorité paternelle, rupture de l'hérédité avec les premiers ancêtres. Dans le cas d'achat d'un enfant mâle pour adoption et assurer un culte, les ancêtres cultuels de l'adopté sont ceux de l'adoptant, aux tablettes de qui il doit être présenté.

La situation est plus délicate, parfois plus pénible, de la jeune fille vendue non comme femme légitime, mais comme concubine, chanteuse, ou à des tenanciers et tenancières de maisons de prostitution. « La vente » pour adoption fut seule légale en droit annamite. Elle avait pour but de perpétuer les cérémonies cultuelles aux ancêtres (voir : NGUYỄN-VĂN-VĨNH, *L'esclavage a-t-il jamais existé chez nous ?* dans *L'Annam nouveau*).

Louis le Gros, roi de France (1108-1137), lutta contre les grands vassaux. Affranchissant les serfs de son domaine, il obligea, peu à peu, les seigneurs à faire comme lui dans leurs terres. Il commença l'émancipation des *communes*. Saint-Louis (1215-1270) poursuivit son œuvre. Cependant, ce ne fut que la loi du 4 août 1789 qui « effaça les derniers vestiges du servage par l'abolition de la main-morte ».

L'esclavage aux colonies eut pour cause première le manque de main-d'œuvre en des pays qui menaçaient de devenir déserts. Des pays aujourd'hui surpeuplés, comme la Chine, ne comptèrent autrefois qu'une faible population. « On ignore le nombre exact des Chinois au VIe siècle avant J.-C., mais un recensement opéré en 684 avant J.-C avait donné 11.841.923 âmes ». (G. SOULIÉ de MORANT, *La vie de Confucius*, p. 12). Aujourd'hui, d'après une moyenne du Dr A. Legendre, cette population serait de 260 millions d'âmes. Certains auteurs indiquent 4, 5 et même 600 millions. Comme il faut faire prospérer les exploitations agricoles, que le « peuple stupide » ne comprend que si « on peut forcer le peuple à obéir, nul ne saurait l'obliger à comprendre » (*Krong Tse*), il fut « naturel » que « les seuls possesseurs du sol devinssent également possesseur des gens ».

Aussi, est-ce en vue de la protection de l'individu dans ses possessions d'outre-mer que la France, organisa l'esclavage et réglementa la traite, par le premier édit du 28 mai 1664 (avec privilège à la Compagnie

des Indes Occidentales), puis par l'édit de mars 1665, connu sous le non de *Code Noir*.

La loi du 4 mars 1861 mit fin à la traite. Le décret du 27 avril 1848 abolit l'esclavage dans les colonies et possessions françaises. Depuis la loi du 30 juillet 1850, « la France n'admet plus l'existence de l'esclavage dans les pays soumis à sa domination ou à son protectorat, ni même dans les pays dont elle a simplement assumé l'administration par suite d'un mandat. Partout où elle a trouvé même de simples traces des institutions serviles, au Cambodge, en Tunisie, au Dahomey, à Madagascar, et, plus récemment encore, au Cameroun et au Togo, elle s'est empressée de les faire disparaitre ». (*Répertoire Dalloz*, Traite des Noirs, t. XII, p. 236). Est déchu de la qualité de citoyen français, celui qui participe au commerce des esclaves.

Non seulement la France affranchit en droit les nègres de ses colonies ; mais, en fait, elle éleva leur niveau social, affirmant toujours, partout et en tout, leur qualité d'hommes. Chez nous, pas de travaux, d'hôpitaux interdits aux *coloured men*, pas de lynchage, pas de cimetières interdits, pas d'emplois inaccessibles. Aux Etats-Unis, « la ligne de démarcation entre les races est tellement marquée qu'un prêtre catholique de Washington, Cornelis Dacy, alla jusqu'à interdire aux nègres l'accès de l'église Saint-Paul » (*Le peuple*). Cependant, « certaines conventions qui mettent en jeu la liberté d'une personne humaine ont été déclarées licites par les tribunaux ».

Je cite ces textes, tenant à montrer que certains usages, certaines coutumes, dans les pays coloniaux, sont interprétés par nos tribunaux avec « le tact » — si je me puis ainsi exprimer — qu'il convient d'apporter à ce qui touche les mœurs d'un pays ; que nous ne devons pas toujours juger avec absolutisme, sans tenir compte des conditions de la vie sociale, en ces pays, voire, parfois, de l'intérêt privé et fort particulier des gens en faveur de qui nous défendons le principe sacré de la liberté humaine. A propos du marché d'esclaves du Hedjaz, *La Volonté* écrivit : « Le marché dans le Hedjaz est tenu ouvertement. Les autorités locales perçoivent même une taxe spéciale de deux cent cinquante francs par tête, sur chaque transaction. Dans le port de Iedde, un marché aux esclaves est tenu régulièrement à quelques dizaines de mètres seulement du quartier consulaire. Les esclaves âgés sont cotés douze mille francs. Les jeunes coûtent environ le double. Quant aux hommes, le prix d'un jeune atteint facilement

soixante-quinze mille francs. Celui d'un homme plus âgé varie entre vingt-cinq et cinquante mille ».

L'auteur posait cette question : « Ces esclaves qui valent si cher, ne sont-ils pas bien traités ? L'esclave africain qu'un maître a payé soixante-quinze mille francs est-il vraiment plus malheureux qu'un employé, un ouvrier ou un manœuvre européen et libre... c'est-à-dire esclave, lui aussi, dans une usine, ou dans un bureau, mal payé, mal nourri et obligé souvent, dès que la vieillesse vient, de se suicider pour échapper à la misère et aux souffrances ? »

Le Tribunal de Pnom-Penh, le 24 novembre 1898, déclara valable la convention par laquelle un débiteur se met au service de son créancier en payement de sa dette. En principe, les contrats de cette nature sont valables comme non contraires à la loi et conformes aux usages du Cambodge, sauf aux tribunaux à en faire une interprétation souveraine pour l'imputation tant des intérêts de la dette que du capital ; mais leur annulation serait une atteinte à la liberté des conventions et aux usages établis. (Tribunal Pnom-Penh, 24 novembre 1898, Penant 1899 - 1 - Art. 1337 ; p. 165).

Le Code civil laotien actuel prévoit et règlemente l'engagement pour dettes ; en fixe la durée maxima, renouvelable, le taux de la journée, avec ou sans nourriture, du débiteur seul, ou avec sa femme, ou toute la famille présente chez le créancier. « L'engagement de services ne peut être contracté que pour un temps ou une entreprise déterminés. Fait sans détermination de durée, le louage de services peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. On devra cependant tenir compte de l'usage des lieux (*C. civ. laotien*, art. 258). Quant au louage pour l'amortissement de dette (art. 260 et suivants), l'acte doit être passé par écrit devant le *tasseng* (chef de canton) ou le *pho-ban* (chef de village) et deux témoins, en trois exemplaires. Un est remis à chacune des parties, le troisième transmis au tribunal. Le louage de services pour cause de dette ne peut être fait pour plus de deux années. D'un commun accord, à l'expiration du premier contrat, la liquidation de la créance étant effectuée, le restant dû déterminé, le contrat peut être renouvelé pour une nouvelle période d'égale durée.

Plus encore, la Cour d'Appel d'Afrique occidentale française jugea, le 14 février 1917 : « Dans les colonies d'A. O. F., le délit de traite, réprimé par le décret du 12 septembre 1905, peut être constitué par le fait de mettre en gage une tierce personne ; mais si l'opération

incriminée ne présente pas le caractère d'une convention conclue dans le but d'aliéner la liberté de cette tierce personne, ce qu'il appartient à la chambre d'homologation d'apprécier, le délit ne peut être relevé et il y a lieu de renvoyer les prévenus des fins de la poursuite » (PENANT, 1918, 1, art. 3757 ; p. 34).

L'esclavage pour dettes exista dans la plus haute antiquité. Les Phéniciens, qui, au Xe siècle avant J.-C., pratiquaient l'hypothèque, qui firent prévaloir l'argent comme étalon de la valeur, trouvèrent, dans les milieux israélites en rapport avec Tyr l'esclavage pour dette (Voir : E. CAVAIGNAC, *Le Monde méditerranéen jusqu'au Xe siècle avant J.-C.*,, p. 221).

De nos jours, l'esclavage, partout poursuvi, n'a pu être aboli, ni partout réprimé. Nous venons de l'indiquer. Au Cameroun anglais, l'*esclavage domestique* retiendrait encore environ 4.000 personnes. En Haute-Birmanie, « près de la frontière de l'Assam, vivrait sur les hauteurs de Naga une population d'environ 10.000 âmes qui se rattache au type mongol, et dont un tiers serait esclave ». La convention de Genève du 25 septembre 1926, relative à l'esclavage, décide en son article 2 : « Les hautes parties contractantes s'engagent, en tant qu'elles n'ont pas déjà pris les mesures nécessaires, et chacune en ce qui concerne les territoires placés sous sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté ou tutelle : *a*) à prévenir la traite des esclaves ; *b*) à poursuivre la suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes, d'une manière progressive et aussi tôt que possible ».

Or, en signant pour l'Inde, Sir W. H. VINCENT spécifia : « Je déclare que ma signature n'engage pas mon pays en ce qui concerne la mise en vigueur de l'article 2, alinéa *b*, de la présente convention dans les territoires suivants, à savoir : en Birmanie, les districts de Naga qui s'étendent à l'Ouest ou au delà de la vallée du Hukawng, limités au Nord et à l'Ouest par la frontière de l'Assam, à l'Est par la rivière de Somra ; dans l'Assam, les districts frontières de Sadiya et de Balipara, le territoire situé à l'Est du district des Naga Hills jusqu'à la frontière birmane et une petite zone au Sud du district de Lushai Hills ; ainsi que sur les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous la suzeraineté de Sa Majesté ».

Le 8 décembre 1924, le Gouvernement français prit un décret pour mettre fin à la traite en ce qui concerne la Côte française des Somalis ; le 25 septembre 1926, fut signée à la Société des Nations, à Genève, la

« Convention sur l'esclavage », que nous citâmes plus haut, en exécution de laquelle l'Abyssinie supprima l'esclavage. L'empereur Hailé Selessie, qui vient de doter son pays d'une constitution, confirma récemment sa décision d'abolir l'esclavage dans son empire et en informa officiellement la Société antiesclavagiste de Londres.

Interviewé à ce propos, le secrétaire de cette société déclara que cette décision n'était que la mise à exécution de la promesse faite à la Société des Nations lors de la demande d'admission de l'Abyssinie à l'organisation de Genève. Mais il ajouta que si l'engagement contracté dans des circonstances aussi solennelles n'avait pas encore été rempli, ce retard tenait aux nombreuses difficultés que soulève, dans l'ordre pratique, la mise en libération de plus de deux millions d'esclaves.

Etudiant l'esclavage dans l'ancien droit cambodgien, nous devons donc aborder cette étude avec circonspection ; quelle que soit la sévérité d'un tel état, n'en juger qu'en nous adaptant le plus possible à la mentalité du milieu, à celle des gens en cause et, enfin, à leur intérêt même. Car l'esclavage domestique assurait au moins leur pitance à des misérables, que leur condition n'opprimait point, autant que nous le pensons.

Ainsi en l'année du Buffle (nov. déc. - 1855), à propos d'une réclamation de la propriété d'un esclave, dans la province de Pnom-Penh, le roi légiféra que : « Article unique. — Si un maître d'esclaves ayant le cœur généreux, par bonté, par pitié pour ses esclaves, l'autorise à s'en aller dehors gagner sa vie, et que cet esclave parvienne à posséder soit de l'argent, soit de l'or, soit des vêtements, du paddy, du riz, des bœufs, des buffles, des éléphants, des chevaux, des charrettes, etc., le patron n'a aucun droit sur ces choses. Si donc cet esclave veut se libérer, il n'aura à payer que le capital que son maître a payé » (voir Adh. Leclère, *Les Codes Cambodgiens*, t. II, p. 619).

Sept classes de personnes peuvent être esclaves de celui qui les acheta, décida, en l'an 1693 de notre ère, la loi *Chbap Kaul Bântop*, ou « loi du principe des autres lois » (1) : 1° l'esclave pris à la guerre ; 2° l'esclave acheté s'il n'est pas le parent de l'acheteur ; 3° l'esclave acheté à son maître ; 4° celui qui entre dans la maison et y travaille pour vivre ; 5° celui qui est reçu comme récompense de services rendus ; 6° celui qui n'a pas procédé à la levée du corps ; 7° celui qui est esclave par décision judiciaire.

---

(1) Pour ces citations, je me reporte aux *Codes Cambodgiens*, d'A. Leclère.

Au pays du bouddhisme, les castes ne disparurent point du fait de la doctrine — elles subsistent terriblement aux Indes — pas plus que la religion chrétienne n'agit en faveur de la *suppression* de l'esclavage, Ainst Saint-Paul s'adressant aux Corinthiens leur dit : « Que chacun demeure dans l'état où il était quand Dieu l'a appelé. Etes-vous esclave, ne vous en mettez point en peine ; mais, lors même que vous pouvez vous faire affranchir, préférez de rester dans l'esclavage ».

Actuellement aux Indes, le paria, s'il n'est un esclave, n'est cependant point un homme libre. « On pourrait dire qu'il est « serf » à la façon de nos paysans du moyen âge..... Comme le paysan romain, le paria des Indes fait partie intégrante de la terre ; quand celle-ci change de maître, il n'a pas le droit de s'enfuir pour aller servir sur une autre terre » (H. Lefeuvre Méaulle, *Du chaos à la lumière*, p. 188).

Le bouddhisme cambodgien envisagea peu la libération de certains esclaves. Toutefois, il améliora leur sort, rendit leur condition plus digne, leur donna des droits. La situation des esclaves fut précisée par des lois. « Disposant de la situation, ils entreprirent cette œuvre de charité et d'amour avecc une certaine ardeur. Ils pénétrèrent la loi de l'esprit bouddhique et insérèrent dans les nouveaux codes vingt articles ou *mantras*, recommandant de traiter les esclaves avec douceur, punissant les maîtres cruels, violents, insulteurs, et ceux qui traitaient leurs serviteurs comme s'ils étaient des animaux domestiques. Il fut défendu de faire manger un esclave à l'auge comme les porcs, de corriger un esclave autrement que le fils, de le frapper avec un instrument servant à conduire les bœufs, les buffles, les éléphants, de le lier avec une corde ayant servi à ces animaux ; on recommanda de ne pas demander à l'esclave un travail supérieur à celui que fournit d'ordinaire un homme libre, et la coutume s'établit de ne les faire travailler aux champs, dans les bois, que de six heures du matin à dix heures, que de deux heures du soir à cinq heures » (Adh. Leclère, *Le Bouddhisme au Cambodge*, p. 499 et s.).

« La loi sur le travail des esclaves », de l'an 1853 de notre ère : *Krâm téasa Kamokar*, du roi Ang Duong, dit :, « Art. 51. Quiconque, étant malheureux, engage son frère, son fils, son petit-fils pour n'avoir pas d'intérêts à payer, pour une somme plus ou moins élevée, si le maître envoie cet esclave surveiller les éléphants, les buffles, ou l'emploie à porter une herminette, le sabre, un parasol, ou lui faire conduire les charrettes, porter l'eau, lui fait vider les tinettes, il le fait conformément à son droit. Si l'esclave commet une faute quelconque,

le maître pourra le frapper avec le rotin, le mettre à la cangue. Si le maître meurt, l'esclave devra porter le cadavre et porter le deuil de son maître. — Mais le maître ne peut frapper son esclave avec un tison en feu, la torche, le fouet à cheval, l'aiguillon à bœuf, le pied, le couteau, la cuillère à soupe, ni lui jeter de la soupe ou du riz à la figure ».

Il ne s'agit là que d'esclaves pour dettes, rachetables. Mais l'article 4, de la même loi, parle du maître qui mit son esclave à la chaîne; de l'interdiction à qui rencontre ainsi un esclave en fuite, de lui enlever ses entraves : même pour le ramener à son maître. « Si quelqu'un le trouve, le déchaîne et le ramène à son maître, celui-ci n'aura rien à payer pour reprendre son esclave, parce que celui qui l'a arrêté n'avait pas le droit de le sortir de la chaîne. Celui qui l'a arrêté, ramené à son maître la chaîne aux pieds, pourra exiger une indemmité d'autant plus élevée que le lieu de l'arrestation sera plus éloigné de la maison du maître ».

N'exagérons donc pas, fût-ce dans un louable dessein, la situation favorable des anciens esclaves du Cambodge, que des lois pouvaient protéger et à qui « il ne fallait pas jeter du riz à la figure ».

« La douleur est la loi du monde », disent les préceptes bouddhiques, et la sainteté consiste à « fermer les sens aux choses de l'extérieur et les ouvrir sur les choses de l'intérieur ». Pour supprimer la douleur, il ne faut pas supprimer la vie, il faut chercher à ne plus renaître. Aussi, pour bien comprendre la mentalité avec laquelle l'esclavage était conçu au Cambodge, ne devons-nous pas perdre de vue que le but général de la félicité est ne plus renaître. La métempsychose joue un rôle important dans la conception des situations humaines. L'esclavage est un stade de l'imparfait.

Les esclaves des monastères « sont des condamnés ou des descendants de condamnés pour crime de sacrilège commis contre la religion, des descendants de prisonniers faits à la guerre et donnés aux pagodes, des esclaves donnés par leurs maîtres ou des gens qui sont volontairement entrés au service des monastères. Les premiers sont les *pols préas* ; les seconds sont les *komlas préas* ; les troisièmes sont les *bâmros préas* et les quatrièmes sont les *nhom préas*. Les biens immeubles de la pagode sont dits *sâmbat préas* (biens sacrés) ; les esclaves, les domestiques et les biens sont biens de main-morte ». Les religieux n'avaient pas le droit de « vendre un esclave pour en faire de l'argent. Si un monastère possède un esclave méchant, insoumis,

dangereux, il a le droit *de le faire vendre*; mais alors il doit employer l'argent à l'achat d'un autre esclave destiné à remplacer celui qui a été vendu ». (A. LECLÈRE *Le bouddhisme au Cambodge*, p. 309). « Les esclaves sacrés font à peu près ce qu'ils veulent ; ils ont un chef qui les convoque quelquefois, qui leur réclame des corvées pour le monastère ; mais ce chef reçoit rarement des ordres des religieux et leur réclame peu de lui-même ». Ils ne peuvent être esclaves d'un particulier.

Les esclaves d'Etat sont les criminels condamnés à l'esclavage par les tribunaux : malfaiteurs, assassins ayant fait usage d'armes pour tuer et piller ; les prisonniers de guerre.

A noter que si un maître envoie son esclave le remplacer à l'armée et prendre sa part des contrats, cet esclave, après la guerre, sera libre. — Si cet esclave rentre chez son maitre sans qu'on se soit battu, il ne devra plus que les deux tiers de son prix. — Si quelqu'un envoie son esclave au loin faire du commerce ou toute autre chose, et si cet esclave est fait prisonnier par l'ennemi, lui échappe ensuite et revient chez son maître, il sera libre. — Si l'esclave n'avait pas été chargé par son maitre d'aller au feu, s'il a été fait prisonnier de guerre et s'il a ensuite échappé à l'ennemi, il demeurera esclave de son maître ».

La « Loi sur les trahisons en temps de guerre », *Krâm Kbath Soek*, de 1877, édicta des peines horrifiantes contre les coupables, dépassant les supplices chinois.

La « Loi sur les envoyés du roi » (1877) concernant les fautes dans le service royal, les abus de pouvoir, les contraventions aux ordonnances royales, les fraudes et faux dans, l'interprétation de la loi, les transgressions d'ordres, l'oppression des habitants, prévoit dix peines, parmi lesquelles : la décapitation ; la mise en esclavage de la famille et la confiscation des biens...; la mise au nombre des esclaves qui coupent l'herbe pour les éléphants du roi.

« Seront considérés comme complices, les mandarins qui, connaissant la faute, ne l'auront pas dénoncée ; ils seront punis de la même peine... Quiconque manque de respect au roi ou qui parle mal en présence du roi qu'il ne craint pas, sera passible de l'une des huit peines suivantes : la décapitation et la confiscation.....; un mois de prison et l'esclavage des herbes ».

« L'oppression des habitants... — Si quelqu'un, armé de fusil, seul ou avec des complices, pénètre dans un lieu quelconque pour cueillir des fruits, prendre des poulets, des canards, de l'alcool, du riz, ce qui mécontente les habitants, celui-là doit être considéré, d'après la loi, comme opprimant les habitants. Il doit être puni de l'une des des sept peines suivantes:.... l'esclavage de l'herbe....»

La troisième catégorie des crimes comprend les vols sur les chemins, au marché, par embuscade, sur les cours d'eau et étangs, dans les bois.

Sept peines sont prévues par le Code contre ces malfaiteurs (*krâm chôv*), parmi lesquelles : la perte de la liberté du coupable, qui devient esclave du roi ; la perte de la liberté du coupable, de celle de sa femme et de ses enfants, qui deviennent esclaves du roi ; la perte de la liberté du coupable, de celle de ses père et mère et de ses parents, qui sont tous mis au nombre des esclaves du roi.

D'autres nombreux textes de lois et ordonnances punissent de l'esclavage : le coupable, sa femme, ses enfants, ses ascendants, ses parents.

Les esclaves des particuliers sont ceux qui furent donnés en récompense par le roi, les esclaves achetés, pris à la guerre par un combattant, les enfants d'esclaves nés en esclavage, les esclaves « d'origine sauvage », les esclaves pour dettes ou par décision judiciaire, les esclaves « livrés dans une succession ».

La loi cambodgienne fut toujours très dure pour les esclaves, malgré les préceptes même pour les esclaves pour dettes se rachetant et ayant eu des enfants nés en esclavage ; même pour les esclaves qui se mirent en esclavage « pour la nourriture ». « Si un époux et une épouse ayant des dettes particulières se vendent au même maitre qui est leur créancier et ont des enfants chez lui, ces enfants... appartiennent au maitre. — Si cet époux et cette épouse ne se sont mis en gage que pour payer les intérêts de la somme qu'ils doivent, le maitre n'a droit, sur les enfants, qu'à une indemnité (quatre-vingts ligatures). — Si ces époux sont esclaves de maitres différents, dans le premier cas, les enfants feront partie des biens des deux maitres ; dans le second cas, chaque maitre prendra pour l'enfant la proportion des sommes prêtées par lui ».

Aussi comprenons-nous que le roi bouddhiste Préas Maga, « très puissant et très glorieux, roi vertueux qui savait discerner le bien du mal », ait parlé en faveur de ces miséreux : « Si vous avez des esclaves, donnez-leur du riz, tout ce qui leur est nécessaire, parce que vos esclaves ne doivent jamais souffrir de la faim ; ne soyez donc pas avares avec ceux qui, par leur travail, font votre bien-être... ».

La France affranchit les esclaves ; elle assure à tous ses sujets la liberté, la vie de famille, la sécurité contre les raids des chasseurs d'hommes. Aux hommes de travailler pour leur indépendance et pour leur bien-être.

PIERRE GROSSIN

Administrateur des Services civils de l'Indochine.

Des coups et blessures

C. — Plaies contuses

Une plaie contuse est déterminée par un objet à surface mousse. Le nombre des objets contondants est infini : poings, pieds, ongles, dents ; bâton, canne, pierre ; coup de poing américain, etc. Les écrasements, les chutes, les accidents de voiture, les machines industrielles produisent aussi des plaies contuses.

Les questions médico-légales sont :

I. Est-ce une plaie contuse ? — Lorsqu'on regarde une plaie contuse à la loupe, on constate que ses bords sont irréguliers, déchiquetés.

II. Y a t-il agression ou accident ? — Un individu bousculé ou poursuivi par un autre peut faire une chute sur le trottoir ou dans un escalier et présenter des plaies contuses. Dans ce dernier cas, les plaies sont ordinairement multiples et s'accompagnent de nombreuses contusions.

III. Il s'agit d'une agression. Quelle est la nature de l'instrument contondant ? — Le juge instructeur doit savoir reconnaitre une morsure, une érosion par coup d'ongle, une plaie par arrachement. Une érosion par coup d'ongle est une petite section de la peau qui a la forme d'un croissant. En même temps que l'érosion de l'ongle, le doigt exerce souvent une certaine pression sur la peau. Sur le cadavre une

érosion pareille se reconnaît aisément, car on trouve habituellement du côté de la concavité une suffusion sanguine produite par la pression du doigt dont l'ongle a causé l'érosion. Cette constatation a une grande importance au niveau du cou pour le diagnostic de la strangulation à la main.

Les morsures présentent des aspects différents suivant qu'elles ont été produites par l'homme ou par les animaux.

L'empreinte dentaire de l'homme est facile à reconnaitre ; mais si les dents ont arraché une partie des tissus, on peut ne trouver au siège de la morsure qu'une plaie par déchirure sans marque caractéristique des dents.

En ce qui concerne les morsures d'animaux, il y a lieu de distinguer : 1° les morsures sur l'individu vivant ; 2° les morsures sur le cadavre.

Les morsures d'animaux ont des aspects divers en raison des diverses formes de dents. Sur le cadavre, les morsures par les rats ne sont pas rares. Ces animaux s'attaquent au nez, aux doigts, aux oreilles et produisent comme des amputations. S'il y a simplement plaies, celles-ci sont circulaires, grandes comme une pièce d'un sou, en cratère avec dentelures fines et régulières.

Les plaies par déchirure ont une surface inégale, irrégulière, à lambeaux, souvent douloureuses. Il s'agit ordinairement de plaies observées dans les ateliers, les usines, à la suite d'une imprudence ou de la maladresse des ouvriers qui se laissent prendre par une courroie, une roue dentée. Dans les mines, ce sont des plaies par écrasement par blocs de minerais que l'on observe fréquemment.

Les plaies par coups de cornes de buffle sont assez fréquentes en Indochine. Elles donnent lieu à des éventrations.

Les érosions, les morsures, les plaies par arrachement, écrasement par cornes de buffle se reconnaissent assez aisément. Mais pour toutes les autres plaies contuses il est bien difficile de déterminer la nature de l'objet contondant. Le médecin légiste lui-même hésite souvent à incriminer tel ou tel objet vulnérant en présence d'une plaie à bords irréguliers et déchiquetés.

IV. QUELLES PEUVENT ÊTRE LES COMPLICATIONS D'UNE PLAIE CONTUSE? — Les plaies contuses guérissent difficilement ; elles bourgeonnent, suppurent et sont sujettes à des phlegmons, des cicatrices vicieuses.

Lorsqu'une plaie contuse est déterminée par un instrument souillé de terre, le tétanos peut survenir, surtout si la plaie est infectieuse.

V. QUELLE EST LA DURÉE D'INCAPACITÉ AU TRAVAIL ? — Elle dépend : 1° des dimensions de la plaie, 2° de son aspect, 3° des complications.

Il est évident qu'une petite plaie guérit plus rapidement qu'une plaie étendue.

Les plaies à lambeaux se cicatrisent plus lentement que les plaies à bords légèrement dentelés; ces dernières peuvent se cicatriser par rapprochement des lèvres, à condition, bien entendu, qu'elles ne soient pas souillées.

Les complications retardent considérablement la cicatrisation des plaies.

(*A suivre*)

HENRI MARCEL
Lauréat de l'Académie de Médecine
Ancien professeur de Médecine légale
à l'Ecole des Mandarins de Hanoi

JURISPRUDENCE

Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi

Audience du 6 janvier 1932

M. Baurens, Président p. i.
MM. Fillion et Huckel, Conseillers
M. Géhin, Commissaire du Gouvernement

Contrat administratif

1° *Il convient, pour interpréter un contrat, de rechercher la commune intention des parties au moment de sa conclusion et d'en expliquer les diverses clauses solidaires les unes par les autres ;*

2° *Les contrats synallagmatiques doivent, dans la rigueur du droit, être exécutés « donnant donnant » ou « trait pour trait » ;*

3° *Le créancier ne peut obtenir d'indemnité que s'il est démontré que l'inexécution ou le retard dans l'exécution de l'obligation lui a causé un dommage ;*

4° *Les acquits-à-caution et les certificats de décharge en douane de ces acquits-à-caution sont des actes publics et authentiques qui font foi par eux-mêmes jusqu'à inscription de faux ;*

5° *Un avenant à un contrat administratif approuvé obligatoirement par le Gouverneur général en commission permanente du Conseil de Gouvernement a lui-même besoin de cette approbation pour être valable ;*

6° *Le Conseil du Contentieux administratif est incompétent pour connaître des oppositions faites par des tiers au remboursement au bénéficiaire d'un contrat administratif de son cautionnement.*

Instance F. L. contre Gouvernement général de l'Indochine

Le Conseil du Contentieux Administratif de l'Indochine séant à Hanoi.

Vu la requête introductive d'instance présentée par le sieur F. L., industriel, demeurant à Paris, 24 rue Vineuse, pour lequel domicile est élu en l'étude de Mes Larre et Coueslant, avocats-défenseurs, demeurant à Haiphong, lesquels se constituent et occuperont pour lui dans la présente instance et ses suites, et aussi en l'étude de Me Chrétien, huissier, demeurant à Hanoi, rue des Teinturiers ; ladite requête enregistrée au Secrétariat du Conseil de céans le 24 avril 1929 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil condamner le Gouvernement général de l'Indochine à payer au requérant la somme de 1.360.461 $ 61 avec les intérêts de droit, ordonner le remboursement du cautionnement de 35.000 f. déposé par ledit sieur L. à la Caisse des Dépôts et Consignations le 25 mai 1920 et condamner le Gouvernement général de l'Indochine en tous les dépens de l'instance ;

Ce faire, attendu que par contrat du 1er avril 1914, l'Administration des Douanes et Régies s'était engagée à lui réserver du 1er avril 1914 au 31 mars 1924 sur les quantités de sel dont elle estimerait pouvoir disposer pour la vente à l'étranger 100.000 tonnes de sel au cours des deux premières années du contrat et la même quantité au cours de chacune des huit autres années ;

Que, par suite des hostilités, la période d'essai de deux ans fut prorogée d'une durée égale à la période de mobilisation du requérant, c'est-à-dire jusqu'au 15 septembre 1920 ;

Que l'Administration des Douanes et Régies ne lui a cependant fourni jusqu'à l'expiration du contrat que 306.226 tonnes, au lieu des 900.000 prévues, et a manqué ainsi à ses engagements ;

Que l'Administration des Douanes et Régies a violé le contrat en vendant au sieur A.P. une première fois 2.300 tonnes de sel et une seconde fois 2.000 tonnes qui furent chargées respectivement à Qui-nhon et à Dégi (Annam) aux mois de juin et août 1921 et dirigées sur Hong-kong et Macao (Chine) ;

Que le Directeur des Douanes et Régies, ayant reconnu que l'Administration avait manqué à ses obligations, avait en conséquence préparé et signé un avenant au contrat, reconnaissant qu'il lui était dû un contingent de 614.758 tonnes de sel et prorogeant le contrat jusqu'à complète livraison par quantité minimum de 25.000 tonnes au cours de chaque exercice, mais que le Gouverneur général a refusé d'approuver cet avenant ;

Vu le mémoire en réponse présenté par ledit sieur L., enregistré comme ci-dessus le 17 décembre 1929 et par lequel le requérant a demandé subsidiairement au Conseil de nommer un expert pour déterminer et évaluer le préjudice subi par lui du fait de l'inexécution partielle du contrat du 1er avril 1914 par l'Administration qui, d'une part, lui a offert du sel dans des dépôts inaccessibles aux navires susceptibles d'embarquer un tonnage important, ou bien desservis par des rades foraines impraticables pendant une partie de l'année, et d'autre part lui a offert des sels impropres à l'exportation ;

Vu, enregistrés comme ci-dessus les 31 août 1929 et 7 janvier 1930, les mémoires en défense et en réplique déposés par le représentant de l'Administration concluant au rejet de la requête et à la condamnation du demandeur en tous les dépens ;

Vu le contrat passé le 1er avril 1914 entre l'Administration des Douanes et Régies et le sieur F. L. ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;.

Vu la décision du Conseil de céans en date du 20 novembre 1929 par laquelle le Conseil de céans s'est déclaré incompétent pour statuer sur la demande introduite par le Gouvernement général le 11 octobre 1929 et tendant à faire rapporter la décision nº 2167 du 18 septembre 1929 de son Président accordant un premier délai supplémentaire de trois mois à Mᵉ LARRE pour répondre au mémoire en défense de l'Administration dans ladite instance ainsi que la décision nº 2285 du 2 octobre 1929 confirmant la précédente, et à réduire ce délai à un mois, motif pris que l'art. 21 du décret du 5 août 1881 aurait fixé de façon impérative à 15 jours la durée de ce délai ;

Vu la décision du 4 juin 1930 par laquelle le Conseil de céans s'est déclaré incompétent pour réformer les ordonnances de son Président en matière de procédure ;

Vu les décrets des 5 août, 7 septembre 1881, 6 septembre 1921 et 20 mai 1928 ;

Vu les arrêtés du 7 février 1922 ;

Ouï M. l'Administrateur HUCKEL, Conseiller Rapporteur, en son rapport ;

Ouï en leurs observations orales Mᵉ COUESLANT, avocat du demandeur et Mᵉ MANDRETTE, avocat de l'Administration ;

Ouï M. l'Administrateur GÉHIN, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant publiquement et contradictoirement ;

Considérant que les articles premier, deuxième, troisième, cinquième et dixième du contrat passé le premier avril 1914 entre le Directeur des Douanes et Régies de l'Indochine, agissant pour le compte du Gouvernement général de l'Indochine et le sieur F. L. et approuvé le 10 mai 1914 par le Gouverneur général en commission permanente du Conseil de Gouvernement, sont ainsi rédigés :

« ARTICLE PREMIER. — L'Administration des Douanes et Régies de l'Indochine « s'engage à réserver à M. F. L. aux fins d'exportation, depuis le 1er avril 1914 « jusqu'au 31 mars 1924 inclus, sur les quantités de sel dont elle estimera pou- « voir disposer chaque année, pour la vente à l'étranger, le tonnage indiqué « à l'art. 3 du présent contrat.

« Le surplus des quantités annuellement disponibles sera également réservé à « M. F. L. à partir du jour où il en fera la demande, soit en totalité, soit partiel- « lement, au prorata des contrats qu'il justifiera avoir passés avec sa clientèle.

« Les quantités qui n'auront pas été ainsi réservées pourront à toute époque « de l'année, être vendues par l'Administration à destination des marchés étran- « gers dans la zone desquels M. F.L. n'aura pas de contrats en cours d'exécution...

« L'Administration aura en tout temps la faculté d'approvisionner le territoire « de Kouang-tchéou-wan de sels indochinois. . . ».

« Art. 2. — L'Administration des Douanes et Régies s'engage à régler l'exploi-
« tation des salines de l'Indochine de manière à pouvoir normalement assurer la
« consommation intérieure de la colonie et satisfaire aux demandes de M. F. L.
« pour l'exportation à destination de l'étranger dans les limites indiquées à l'art.
« 3 du présent contrat.

« M. F. L. ne pourra toutefois prétendre ni à dommages-intérêts, ni à résil-
« liation, si à la suite de phénomènes météorologiques ou sismiques, grève de sau-
« niers, cas de force majeure ou circonstances fortuites de toute nature, l'Admi-
« nistration estimait que l'exportation du sel doit être suspendue ou réduite à des
« quantités inférieures à celles qui sont indiquées à l'art. 3 du présent contrat. »

« Art. 3. — M. F. L. s'oblige à acheter à l'Administration aux fins d'exportation :
« au cours des deux premières années du présent contrat, 100.000 tonnes de sel ;
« au cours de chacune des huit autres années, 100 000 tonnes de sel.

« Pour l'exécution des présentes, l'année sera comptée du 1er avril au 31 mars
« de l'année suivante.

« Les quantités qui pourront être achetées et livrées pendant une période
« quelconque en sus des quantités préindiquées seront, le cas échéant, reportées
« sur les achats et livraisons des années subséquentes pour parfaire le tonnage
« obligatoire ».

« Art. 5. — A l'expiration des deux premières années et de chacune de celles
« qui suivront, l'Administration aura la faculté de résilier le présent contrat
« sans mise en demeure préalable et sans aucune formalité judiciaire, si M. F. L.
« n'a pas acheté pour l'exportation, pendant la période écoulée, le tonnage mini-
« mum prévu par l'art. 3 du présent contrat.

« L'Administration ne pourra toutefois user de cette faculté dans le cas où
« l'exportation du sel aura été suspendue ou réduite au cours de la période en
« jeu dans les conditions de l'art. 2 du présent contrat. »

« Art. 10. — Les sels seront payés à l'Administration par M. F. L. à raison de
« trois piastres cinquante cents (3p.50) la tonne métrique de 1000 kilogrammes. »

En droit :

Considérant que par l'art. 1er du contrat du 10 mai 1914, l'Administration s'est engagée à réserver au sieur L. aux fins d'exportation pendant une période déterminée « *sur les quantités dont elle estimera pouvoir disposer chaque année pour la vente à l'étranger* », le tonnage indiqué à l'art 3 ;

Considérant que par l'art. 2, alinéa 1 du même contrat, l'Administration s'est engagée à régler l'exploitation des salines de l'Indochine de manière 1° *à assurer normalement la consommation intérieure de la colonie*, 2° à satisfaire ensuite aux demandes du sieur L. pour l'exportation dans les limites indiquées à l'art. 3 ;

Considérant qu'aux termes de l'alinéa 2 du même article, l'Administration a dégagé sa responsabilité et spécifié que le sieur L. ne pourra prétendre à dommages et intérêts ou à résiliation « si l'Administration estimait que l'exportation
« du sel devait être suspendue ou réduite à des quantités inférieures à celles in-
« diquées à l'art. 3 pour l'une des quatre causes ci-après :

« 1° phénomènes météorologiques ou sismiques,

« 2° grèves des sauniers,

« 3° cas de force majeure,

« 4° circonstances fortuites de toute nature ; »

Considérant que le sieur L. s'étant obligé, aux termes des art. 3 et 5 du contrat, à acheter aux fins d'exportation un minimum de 100.000 tonnes de sel, soutient que, par réciprocité, l'Administration était également obligée, en tout état de cause, de lui fourair chaque année ce tonnage minimum ;

Considérant que pour interpréter les clauses obscures et en apparence contradictoires d'un contrat, il convient de s'inspirer des principes fixés en particulier par l'art. 1156 du Code civil prescrivant la recherche de la commune intention des parties au moment de la conclusion du contrat, et par l'art. 1161 prescrivant que les diverses clauses d'un contrat sont solidaires et doivent s'interpréter les unes par les autres ;

Considérant qu'il convient de retenir tout d'abord que l'Administration ne fabrique pas le sel elle-même et qu'elle possède seulement le monopole d'achat du sel produit par les sauniers indigènes ;

Considérant que, même en temps normal et en dehors des cas de force majeure, la production annuelle des salines est nécessairement variable puisqu'elle est subordonnée à leur superficie, à l'activité des sauniers et surtout aux circonstances atmosphériques indépendantes aussi bien de la volonté des sauniers que de celle de l'Administration ;

Considérant que la consommation locale indochinoise de sel constitue également un élément variable et que les variations de ces deux éléments, production et consommation locale indochinoise, qui peuvent s'effectuer soit dans le même sens, soit en sens contraire, sont dans les deux cas complètement indépendants de la volonté de l'Administration, sauf en cas de faute ou de négligence de sa part à démontrer ;

Considérant qu'il résulte de l'examen des discussions préparatoires qu'en 1914, lors de la conclusion du contrat, l'Administration, après avoir assuré la *consommation locale* indochinoise, disposait d'un excédent de sel variant de 150.000 à 200.000 tonnes, disponible pour l'exportation ;

Considérant que, désireuse de se décharger sur un entrepreneur du soin des ventes à l'étranger, elle avait établi un projet de contrat réservant au sieur L. le *monopole* de la vente de *tout l'excédent disponible après approvisionnement normal de la consommation locale indochinoise* ;

Considérant que le Gouverneur général ne voulant pas paraître instituer un nouveau monopole, on supprima l'expression « *monopole de l'excédent disponible* » et on la remplaça par le chiffre de *100.000 tonnes*, indiqué à l'art. 3, mais qu'il est évident que, dans l'un et l'autre cas, le monopole de tout l'excédent ou les 100.000 tonnes ne pouvaient être réservés pour l'exportation que sur *l'excédent restant disponible après approvisionnement normal de la consommation locale* qui constituait pour l'Administration une obligation impérieuse et primordiale à laquelle elle ne pouvait songer à se soustraire sans manquer à ses devoirs vis-à-vis des populations indochinoises ;

Considérant que *cette condition préalable à toute exportation d'assurer normalement la consommation locale* est formellement spécifiée dans l'art. 2. alinéa 1, et que c'est cette condition nécessaire qui, avec la production variable des salines, a amené l'Administration à se réserver la faculté d'appréciation spécifiée à l'art. I, alinéa 1 ;

Considérant que cette réserve ne saurait être considérée comme une condition purement potestative, puisqu'il a été démontré ci-dessus que les variations de la production des salines et de la consommation locale constituaient des événements normaux, c'est-à-dire des conditions casuelles, mais imprévisibles, totalement indépendantes de la volonté de l'Administration, sauf négligence ou faute grave de sa part dont le sieur L. n'a pas apporté la preuve ;

Considérant que cette condition préalable de *l'existence d'un excédent après approvisionnement normal de la consommation locale* domine tout le contrat dont les clauses apparaissent des plus claires si on l'admet, alors qu'elles deviennent pour le moins inintelligibles si on la repousse ;

Considérant au surplus qu'elle est conforme aux circonstances de l'époque et à la commune intention des parties lors de la conclusion du contrat ;

Considérant que le sieur L. ne peut soutenir sa thèse d'une part qu'en interprétant contrairement à cette intention commune l'obligation qu'il a contractée d'acheter la quantité de 100.000 tonnes indiquée à l'art. 3, et d'autre part en tenant pour inexistantes, en violation de l'art. 1161 du Code civil, les conditions casuelles et les réserves spécifiées dans les art. 1er et 2 qui constituent la base du contrat ;

Considérant, en conséquence, que le tonnage de 100.000 tonnes indiqué à l'art. 3 et le « surplus éventuel » indiqué dans les art. 1 et 3, termes substitués à celui de « monopole », ne pouvaient nécessairement être prélevés que sur *l'excédent disponible annuellement après approvisionnement normal de la consommation intérieure de l'Indochine* ;

Considérant enfin que le chiffre de 100 000 tonnes indiqué à l'art. 3 pouvait si peu être considéré comme un élément immuablement fixe et obligeant en tout état de cause l'Administration que la Cour de Cassation appelée à statuer sur un pourvoi relatif aux droits d'enregistrement de ce contrat, non seulement n'a pas relevé l'existence d'une condition potestative dans le mode de fixation de la quantité à livrer, mais a formellement déclaré, en son arrêt du 23 mai 1925, « que lors de la conclusion du contrat l'agent du Trésor » s'était trouvé dans l'impossibilité, *sur le vu du seul contrat*, « de fixer d'une manière définitive les droits exigibles », alors que cette évaluation eût été des plus aisées si le contrat avait obligé l'Administration à livrer annuellement au sieur L. en tout état de cause un minimun de 100.000 tonnes ;

Considérant que l'Administration était en droit, aux termes des art. 7 et 8, de mettre le sel à la disposition du sieur L. en totalité ou en partie *dans un ou plusieurs* des magasins et entrepôts de la régie existant le 1er avril 1914, jour de la signature du contrat, et que rien ne limitait son choix à ce sujet ;

Considérant qu'en ce qui concerne la qualité du sel livré, l'art. 9 du contrat avait décidé que « le sel sera livré en vrac dans les magasins et entrepôts de l'Administration, tel qu'il est produit dans les centres salicoles ou qu'il se trouvera

dans les magasins et entrepôts au moment de la livraison, sans aucune réduction, *quels que soient sa qualité et son état* » ;

En fait :

Considérant que la première période de deux ans (période d'essai) a été prorogée en application du décret du 15 juin 1915 et par suite de la mobilisation du sieur L. jusqu'au 15 septembre 1920 ;

Considérant que du 1er avril 1914 au 15 septembre 1920, l'Administration qui, au cours de cette période d'essai, devait mettre à la disposition du sieur L. 100.000 tonnes de sel en tout, a mis en réalité à sa disposition au cours des années :

1914 - 1915		96.654 tonnes
1915 - 1916		136.134 »
1916 - 1917	plus de	100.000 »
1917 - 1918		106.180 »
1918 - 1919		126.940 »
1919 - 1926		95.258 »
Soit au total :		661.258 tonnes environ ;

Considérant cependant que pendant la même période, le sieur L. n'a exporté que 193.402 tonnes 225, mais qu'il n'en reste pas moins que l'Administration et le concessionnaire avaient fait face à leurs engagements et qu'il restait même un excédent (93.402 t. 225) à reporter sur les achats et livraisons des années subséquentes pour parfaire le tonnage obligatoire (contrat du 1er avril 1914, art. 3, in fine) ;

Considérant que du 15 septembre 1920 au 14 septembre 1921 l'Administration, de son propre aveu, ne mit que 54.077 tonnes à la disposition du sieur L. qui n'en exporta que 21. 328 tonnes pendant cette période ;

Considérant que du 15 septembre 1921 au 14 septembre 1928 les quantités de sel respectivement offertes par l'Administration, achetées par le sieur L. et exportées par lui, se répartissent de la façon suivante par année salicole :

	Quantités offertes	Achats fermes	Exportation
Du 15-9-1921 au 14-9-1922	60.225 T.	25.000 T.	49.367 T 406
Du 15-9-1922 au 14-9-1923	14.000	14.000	19.150
Du 15-9-1923 au 14-9-1924	7.150	7.150	6.535
Du 15-9-1924 au 14-9-1925	9.100	9.100	2.095
Du 15-9-1925 au 14-9-1926	33.925	18.925	14.415
Du 15-9-1926 au 14-9-1927	38.410	24.110	25.395
Du 15-9-1927 au 14-9-1928	61.300	76.300	41.505
Totaux :	224.110 T.	174.585 T.	158.462 T 406

Considérant qu'il résulte de ces chiffres que le 15 septembre 1923, compte tenu du reliquat susvisé (93. 402 T 225) à reporter, le sieur L. était en retard de 146. 070 tonnes sur ses achats fermes ;

Considérant que le sieur L. qui n'a même pas acheté les quantités offertes par

l'Administratien (128. 302 T. au 15 septembre 1923) ne saurait lui reprocher de ne pas avoir mis à sa disposition les 100.000 tonnes annuelles, car dans tout contrat synallagmatique chacune des parties ne peut exiger la prestation qui lui est dûe que si elle offre elle-même d'exécuter son obligation ;

Considérant que les contrats synallagmatiques doivent en effet, dans la rigueur du droit, être exécutés « donnant donnant » ou « trait pour trait » (PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, Tome II, p. 318 ; COLIN ET CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil français*, Tome II, p. 333 ; AUBRY ET RAU, *Cours de droit civil français*, Tome IV, p. 105 ;

Considérant que la carence du concessionnaire se perpétue de 1924 à 1928 puisqu'il n'acheta ferme que 128.435 tonnes sur les 142. 785 tonnes offertes;

Considérant que le concessionnaire ne saurait donc reprocher utilement au service des Douanes et Régies de ne pas lui avoir fourni les quantités de sel prévues au contrat, puisque l'Administration avait, dès le 15 septembre 1923, le droit d'opposer l'exception « non adimpleti contractus » ;

Considérant qu'il ne suffit pas qu'il y ait eu faute du débiteur pour que le créancier ait droit à des dommages-intérêts, mais qu'il faut qu'il y ait eu aussi dommage causé au créancier ;

Considérant que celui-ci ne peut obtenir d'indemnité que s'il est démontré que l'inexécution ou le retard dans l'exécution de l'obligation lui a causé un dommage ;

Considérant que l'art. 1147 du Code civil est en effet ainsi conçu : « Le débiteur est condamné, *s'il y a lieu*, au paiement de dommages-intérêts soit à raison de l'exécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part » ;

Considérant que le sieur L. n'a pas prouvé qu'il était en mesure d'écouler le sel à l'étranger dans la mesure de 100.000 tonnes par an ou même dans une proportion supérieure à celle des quantités offertes par l'Administration ;

Considérant que la personne qui n'a pas d'intérêt ne saurait utilement intenter une action (PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, T. II. p. 82) ;

Considérant que l'Administration a invoqué que pendant les années 1921 1922, 1923, les plus importantes des salines indochinoises se sont trouvées sous l'influence de circonstances météorologiques anormales qui ont entraîné une baisse de production et que le requérant a reconnu lui-même dans son mémoire introductif (pages 13 et 14), qu'en 1924 les besoins du sel devinrent si considérables que la consommation locale ne pouvait plus être assurée ;

Considérant qu'à cette époque l'Administration qui avait la faculté de se dégager de ses obligations (art. 2) n'a jamais usé de ce droit et a importé du sel de Djibouti (côte des Somalis) qui lui revenait à 7 p. 00 la tonne, tout en continuant à fournir au requérant du sel au prix de 3p.00 la tonne ;

Considérant subsidiairement que si le sieur L. a, en 1922, réservé tous ses droit à la suite du refus de l'Administration de lui vendre autant de sel qu'il en désirait, par suite de l'insuffisance de la production des salines de l'Indochine, il n'a pas mis l'Administration en demeure de remplir ses obligations et ne saurait donc réclamer de dommages-intérêts (art. 1146 du Code civil) ;

En ce qui concerne les ventes de sel au sieur A. P.:

Considérant que le sieur L. a reproché à l'Administration d'avoir violé le contrat en vendant au sieur A. P. à Haïphong une première fois 2.300 tonnes de sel et une seconde fois 2.000 tonnes de sel qui furent chargées à Qui-nhơn et Dégi (Annam) sur le vapeur « Geuzan Maru n° 2 » et dirigées sur Hong-kong et Macao (Chine);

Considérant que le sieur A. P. se serait livré à un simulacre de débarquement à Fort-Bayard (territoire de Kouang-tchéou-wan), où il aurait pu obtenir d'un agent de l'Administration des Douanes et Régies la décharge des acquits-à-caution, mais qu'en réalité le « Geuzan Maru » aurait débarqué les 18 et 19 juin 1921, 1000 tonnes de sel à Hong-kong (Chine) les 21 et 28 juillet 1921, respectivement 700 tonnes et 1.500 tonnes à Macao (Chine);

Considérant qu'il y aurait eu là un manquement à l'art. premier du contrat, car si l'Administration avait en tout temps la faculté d'approvisionner le territoire de Kouang-tchéou-wan de sels indochinois, elle ne pouvait en 1921, au moment où elle n'arrivait pas à mettre à la disposition du sieur L. les 100.000 tonnes réservées annuellement, vendre du sel à l'étranger;

Considérant, au surplus, que l'Administration ne pouvait vendre le surplus qu'à destination des marchés étrangers dans la zone desquels le sieur L. n'avait pas de contrat en cours d'exécution, alors qu'il en aurait eu en 1921 dans les ports du Sud de la Ch ne;

Considérant que le sieur L. a produit:

1° copie d'une lettre pu 20 juillet 1921 du secrétaire de la Chambre de commerce de Hong-kong certifiant que le vapeur « Geuzan Maru n° 2 » avait débarqué 1.000 tonnes de sel à Hong-kong les 18 et 19 juin 1921;

2° copie d'une lettre du secrétaire colonial du Gouvernement de Macao adressée le 16 septembre 1921 au Consul de France à Hong-kong certifiant que le « Geuzan Maru » avait bien débarqué par trois fois, les 21 juin, 28 juillet et 25 août 1921, des quantités non définies de sel à Macao;

3° copie d'un état fourni par le capitaine du port de Macao et transmis par le Consul de Portugal à Hanoi, établissant que le vapeur japonais « Geuzan Maru » avait débarqué à Macao le 21 juin 1921, 700 tonnes de sel, et le 28 juillet 1921, 1.500 tonnes de sel;

Considérant que l'Administration des Douanes a produit par contre:

1° la copie d'un acquit-à-caution n° 371 délivré par le vérificateur à Qui-nhơn (Annam) le 13 juin 1921 au sieur A. P. pour l'expédition à Kouang-tchéou-wan sur le navire « *Geuzan Maru* » de 2.000 tonnes de sel marin d'une valeur de 40.000 francs, et portant le certificat d'embarquement de 2.000 tonnes le 14 juin 1921;

2° la copie d'un acquit-à-caution n° 109 délivré par le vérificateur à Dégi (Annam) le 13 août 1921 au sieur L. V. T., fondé de pouvoirs du sieur A. P., pour l'expédition à Kouang-tchéou-wan le 13 août 1921 sur la navire « *Geuzan Maru* n° 2 » de 2.000 tonnes de sel marin d'une valeur de 200.000 francs et portant le certificat d'embarquement de 2.000 tonnes du 9 au 13 août 1921;

Considérant que le premier passavant porte au verso la déclaration à l'arrivée à Fort-Bayard (Kouang-tchéou-wan) le 29 juin 1921, le permis de débarquement

signé le 29 juin 1921 par le Receveur des Douanes le certificat de débarquement les 29 et 30 juin 1921, le résultat de la vérification ainsi conçu : « Reconnu 2.000 tonnes de sel », enfin le certificat de décharge ainsi rédigé : « Nous, receveur subordonné au Bureau de Fort-Bayard, certifions que, d'après les certificats ci-contre, le présent a été déchargé à ce bureau, le 30 juin 1921, sous le nº 1. Signé : illisible » ;

Considérant que le 2e passavant porte au verso la déclaration de l'arrivée à Fort-Bayard le 20 août 1921, le permis de débarquement signé le 20 août 1921 par le receveur des Douanes, le certificat de débarquement les 21, 22, 23, 24, et 25 août, respectivement par 4, 7, 9 et 14 jonques, le résultat de la vérification le 5 sepembre 1921 et l'admisson pour 1.993 T.065 ;

Considérant que ces acquits-à-caution établissent que les quantités de sel chargées respectivement le 13 juin 1921 à Qui-nhơn et le 13 août 1921 à Dégi, ont bien été déchargées à Fort-Bayard, respectivement les 29 et 30 juin 1921, et les 21, 22, 23, 24 et 25 août 1921, réserve faite pour le 2e chargement d'une différence de 6 tonnes environ de sel mouillé, déclarée au receveur et notée par lui sur le passavant ;

Considérant que les acquits-à-caution, étant des actes authentiques, font foi par eux-mêmes et qu'il appartient au demandeur de s'inscrire en faux contre eux par une requête adressée au Conseil (Décret du 5 août 1881, art. 60 ; Code de procédure civile, art. 214 et suivants) ;

Considérant que les acquits-à-caution délivrés par l'Administration des Douanes, et les certificats de décharge de ces acquits-à-caution sont en effet des actes publics et authentiques dont les énonciations font foi jusqu'à inscription de faux (Civ. 29 janvier 1856, D. P. 56. I. 104), et qu'il y a lieu de surseoir à statuer, en cas d'inscription de faux, sur les autres moyens, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur l'inscription de faux (Req. 16 mai 1911, Caz, Pal. 1911. I. 738) ;

Considérant que cette procédure spéciale n'a pas été observée ;

En ce qui concerne l'avenant du 19 janvier 1924 :

Considérant que le sieur L. a joint à l'appui de sa requête copie d'un contrat signé le 19 janvier 1924 entre lui-même et le sieur A. K., directeur des Douanes et Régies de l'Indochine, agissant pour le compte du Gouvernement général de l'Indochine, qui, reconnaissant qu'il était dû au sieur L. un contingent de 614.758 tonnes de sel, prorogeait le contrat du premier avril 1914 jusqu'à complète livraison par quantités minimum de 25.000 tonnes au cours de chaque exercice ;

Considérant qu'aux termes de l'article 18 dudit avenant « M. L. renonce à toutes réclamations ou prétentions déjà émises ou qu'il pourrait émettre dans l'avenir en vertu du contrat du 1er avril 1914 ou pour toute autre cause s'y rattachant et antérieure à la signature des présentes » ;

Mais, considérant que cet avenant n'a pas été approuvé par le Gouverneur général en commission permanente du Conseil de Gouvernement ;

Considérant que cette approbation était cependant nécessaire en application des arrêtés du Gouverneur général du 10 mai 1912 et du 3 avril 1916, soumettant obligatoirement à cette formalité les acquisitions, aliénations et échanges des

biens mobiliers et immobiliers du domaine colonial lorsque la valeur dépasse 8.000$ ou 20.000 francs ;

Considérant qu'en son absence l'avenant en question n'a aucune valeur et qu'on ne saurait en tenir compte ;

En ce qui concerne le remboursement du cautionnement :

Considérant que le sieur L. a demandé au Conseil d'ordonner le remboursement à son profit du cautionnement de trente cinq mille francs déposé par lui à la Caisse des dépôts et consignations le 25 mai 1920 (récépissé nº 563) ;

Considérant que, pour en obtenir mainlevée à l'expiration du contrat (14 septembre 1928), le sieur L. devait dans les conditions habituelles produire un certificat de décharge de l'Administration contractante, attestant qu'il avait rempli toutes ses obligations ;

Considérant qu'aucune démarche n'a été faite dans ce sens ;

Considérant que la Société des Caoutchoucs de Chancar Locu, Société anonyme dont le siège est à Saigon, 14 Bd Doudart de Lagrée, en vertu d'une ordonnance rendue sur requête en date du 23 avril 1931 par le Président du Tribunal de la Seine, a, par acte d'huissier du 1er juin 1931, signifié au directeur de l'Administration des Douanes et Régies de l'Indochine à Hanoi, dit et déclaré à celui-ci, « qu'elle s'opposait formellement à ce qu'il se libère ou se dessaisisse de toutes « sommes, valeurs ou effets qu'il a ou aura, doit ou devra, à quelque titre et « et par quelque cause que ce soit, à M. L., demeurant à Paris, 24 Rue Vineuse, « et notamment celles pouvant lui revenir en exécution d'un contrat fait par « ledit sieur L. avec l'Administration pour l'exclusivité de la vente du sel in- « dochinois à l'exportation, contrat faisant l'objet d'une instance au Conseil du « Contentieux à Hanoi contre l'Administration des Douanes et Régies » ;

Considérant que, par acte d'huissier du 1er juin 1931, semblable opposition a été signifiée au Trésorier général de l'Indochine ;

Considérant que les oppositions sont ainsi faites pour sûreté et conservation et avoir paiement de la somme d'un million de francs à laquelle a été évaluée provisoirement par l'ordonnance sus-énoncée la créance de la Société des caoutchoucs de Chancar Locu sur le sieur L. ;

Considérant qu'il ne saurait être passé outre à ces oppositions, puisqu'il s'agit d'une contestation entre le bénéficiaire d'un contrat administratif et des tiers dont les noms ne figurent pas à ce contrat et que le Conseil du Contentieux n'est pas compétent, alors même que cette contestation aurait le contrat pour origine ;

En ce qui concerne la demande d'expertise :

Considérant que le Conseil du Contentieux est libre en l'espèce d'ordonner ou de ne pas ordonner l'expertise demandée par le requérant ;

Considérant que le Conseil du Contentieux estime que cette expertise n'est pas nécessaire puisqu'il ne reconnaît pas en principe le dommage subi par le sieur L.,

Par ces motifs,

Décide :

ART. 1er. — Le sieur L., industriel, demeurant à Paris, 24 Rue Vineuse, est renvoyé à se pourvoir devant les tribunaux judiciaires pour faire trancher la question des oppositions au remboursement de son cautionnement de 35.000 francs déposé par lui à la Caisse des Dépôts et Consignations le 25 mai 1920 en garantie de l'exécution de ses engagements et en application de l'art. 12 du contrat passé par lui le 1er avril 1914 avec M. le Directeur des Douanes et Régies de l'Indochine agissant pour le compte du Gouvernement général de l'Indochine.

ART. 2. — Le surplus de la requête du sieur L. est rejeté.

ART. 3. — Le sieur L. est condamné aux dépens.

COUR D'APPEL DE HANOI (1ère Chambre)

Audience du 29 janvier 1932

M. MORCHÉ, Premier Président
MM. FALK et LANGUELLIER, Conseillers
M. MENEAULT, Avocat général.

La preuve par présomptions en droit annamite

I. — *Une enquête nulle comme ayant été faite par un commissaire de police, alors qu'elle aurait dû être effectuée par le tribunal à l'audience ou par le Président du tribunal en chambre du conseil, peut cependant* en matière civile indigène, *servir de base aux présomptions de l'homme dans les cas où ce mode de preuve est admissible.*

II. — *En droit annamite, la preuve par présomptions est admise en toute matière, pour toute espèce de faits à prouver et quelle que soit la quantité de la somme réclamée, à condition que les faits allégués soient pertinents, concluants, vraisemblables et par suite admissibles.*

Cf. LURO, Cours d'administration annamite ; *Arrêts de la Cour d'Appel de Saigon, 4 novembre 1887*, J. J. *1895, p. 332, 29 janvier 1891*, J. J. *1896, p. 442 ; 13 janvier 1893*, J. J. *1893, p. 372 ; 3 janvier 1896*, J. J. *1896, p. 89 ; 1er avril 1898*, J. J. *1898, p. 367 ; 10 septembre 1903*, J. J. *1903, p. 415 ; 28 février 1908*, J. J. *1908, p. 437 ; 13 mai 1910*, J. J. *1911, p. 191.*

La Cour de Cassation s'est aussi prononcée dans le même sens (II) 4 juillet 1893, J. J. *1895, p. 132.*

Vũ-thị-C. contre Lê-thị-H. et Sam-vinh-H.

ARRÊT :

La Cour,

Attendu que la dame VŨ-THỊ-C. a régulièrement formé opposition à l'arrêt de défaut-congé rendu contre elle par la Cour de céans à l'audience du 23 août 1930 ;

Attendu que, par requête introductive d'instance du 28 octobre 1930, la dame Vũ-thị-C. a fait citer la dame Lê-thị-H. et son fils Sam vinh-H. devant le tribunal de paix à compétence étendue de Hà-giang statuant en matière civile indigène pour s'entendre condamner à lui payer la somme de mille piastres, montant d'une reconnaissance de dette non datée et enregistrée le 23 mars 1929 ;

Attendu que, par jugement du 27 février 1931, le tribunal a débouté la dame Vũ-thị-C. de sa demande ;

Attendu que le 9 mars 1931, la dame Vũ-thị-C. a interjeté appel de ce jugement ; que ledit appel est régulier et recevable en la forme ;

Attendu que la demande de la dame Vũ-thị-C. est basée sur un écrit rédigé en quốc-ngữ et non daté aux termes duquel le sieur Sam-phu-Y., dit Nam-U., commerçant à Hà-giang, reconnaît avoir, d'accord avec sa femme, emprunté à la dame Vũ-thị-C. la somme de mille piastres pour les besoins de son commerce, et s'est engagé à la lui rembourser le 4 du cinquième mois ; que cet écrit porte la signature de Sam-phu-Y. ainsi que l'empreinte d'un cachet dont les caractères ne sont pas traduits ; que ladite signature est suivie d'une mention en quốc-ugữ par laquelle Sam-vinh-H. reconnaît avoir reçu la somme de mille piastres que son père a empruntée à la dame Vũ-thị-C. ;

Attendu que la dame Lê-thị-H., veuve de Sam-phu-Y., et son fils Sam-vinh-H. nient avoir emprunté la somme de mille piastres à la dame Vũ-thị-C. et avoir signé une reconnaissance de pareille somme au profit de cette dernière ;

Attendu que Vũ-thị-C. a prétendu que le prêt dont elle réclame le remboursement remontait à la fin de l'année 1926, qu'elle avait remis la somme de 1.000$ à Lê-thị-H. et à son fils Sam-vinh-H., que Sam-phu-Y. était décédé en 1927 ;

Attendu que Lê-thị-H. a reconnu avoir seulement emprunté à Vũ-Thị-C. il y a huit ans la somme de quatre cents piastres et lui avoir donné des bijoux en garantie du remboursement ; qu'elle a ajouté lui avoir payé jusqu'en 1927 la somme de vingt piastres par mois à titre d'intérêts ;

Attendu que par jugement avant-dire-droit du 14 novembre 1930, le tribunal a commis le gendarme Curé, faisant fonctions de commissaire de police à Hà-giang, pour procéder à une enquête aux fins : 1° d'examiner si l'acte de reconnaissance de dette de 1.000$00 avait été effectivement souscrit par les époux Nam-U. au profit de Vũ-thị-C. et de dire dans l'affirmative, dans quelles circonstances de temps et de lieu le débiteur avait rédigé ou fait rédiger ledit acte, si l'acte n'avait pas été rédigé par le débiteur lui-même et rechercher la personne qui avait procédé à cette rédaction ; 2° de rechercher si, avant sa mort, le Chinois Sam-phu-Y., dit Nam-U., employait un cachet à cinq caractères chinois identique à celui figurant sur ledit acte ; 3° de vérifier si la mention portée au bas du même acte avait été écrite de la main de Sam-vinh-H., fils de Sam-phu-Y., dit Nam-U., et si l'écriture de cette mention était identique à celle de l'acte ; 4° de rechercher si Lê-thị-H. avait emprunté la somme de 400$00 à Vũ-thị-C. et lui avait consenti en nantissement, en garantie de ce prêt, quatre paires de bracelets en or et cinq taëls d'or en feuilles, et si réellement Lê-thị-H. avait payé à cette dernière vingt piastres d'intérêts par mois, pendant six années ;

Attendu qu'il a été procédé à cette enquête par le gendarme Curé, faisant fonctions de commissaire de police à Hà-giang, le 20 novembre 1930 ;

Attendu que ladite enquête est nulle comme ayant été faite par un commissaire de police, alors qu'elle aurait dû être effectuée par le tribunal à l'audience ou par le Président du tribunal en chambre du conseil, qu'il y a nullité d'ordre public, car l'enquête dont s'agit a été faite par un fonctionnaire incompétent pour y procéder ;

Attendu toutefois, que si l'enquête annulée est non avenue et ne peut fournir une preuve par témoins régulière et complète, elle peut servir de base aux présomptions de l'homme dans les cas où ce mode de preuve est admissible, qu'en droit annamite la preuve testimoniale, et par conséquent, la preuve par présomptions est admise en toute matière pour toute espèce de faits à prouver et quelle que soit la quantité de la somme réclamée, à condition que les faits allégués soient pertinents, concluants, vraisemblables et par suite admissibles

Attendu que Vũ-thị-C. a déclaré avoir, à un moment donné, chargé le fonctionnaire huissier Penalver de réclamer à Lê-thị-H. ladite somme de 1.000$00 et que promesse de remboursement par acomptes de 100$00 lui aurait été faite, que le sieur Penalver entendu le 26 décembre 1930 a reconnu être intervenu sur la demande de Vũ-thị-C. auprès de Lê-thị-H. et de son fils Sam-vinh-H. pour leur réclamer le paiement de la somme 1000$00 qu'ils devaient à Vũ-thị-C., qu'il a précisé qu'il s'agissait d'une reconnaissance de dette de 1.000$00 non datée ; qu'il a ajouté que Lê-thị-H. avait reconnu la dette et qu'elle avait promis de la payer en spécifiant toutefois que son mari avait versé quelques acomptes et qu'elle s'engageait à payer le surplus par acomptes de 10$00 ;

Attendu d'autre part que Sam-vinh-H. a affirmé n'avoir rien écrit sur le billet litigieux et déclaré qu'il ignorait le quốc-ngữ ;

Attendu que son ancien instituteur, le sieur Hua-van-M., entendu par le gendarme Curé, a déclaré que, bien que Sam-vinh-H. ait quitté l'école alors qu'il était encore jeune, il savait parfaitemet lire et écrire le quốc-ngữ ;

Attendu que Sam vinh-H. a dit qu'il ne correspondait qu'en langue chinoise avec certains commerçants chinois, qu'il a été établi que ceux-ci ne correspondaient plus depuis six ans environ ni avec Sam phu-Y., ni avec Sam vinh-H. ;

Attendu que le commissaire de police, ayant examiné à l'improviste tous les bijoux que possédait Vũ-thị-C., aucun de ces bijoux n'a été reconnu par Lê-thị-H. comme étant de ceux qu'elle prétendait avoir remis en gage à sa créancière et qu'elle n'avait pas retirés de ses mains, qu'aucun acte n'a été dressé pour l'engagement de ces bijoux, qu'enfin Lê-thị-H. prétend que l'huissier Penalver est venu chez elle pour une créance de 400$00, tandis que le sieur Penalver affirme qu'il n'a été nullement question d'une créance de 400$00, mais bien d'une créance de 1.000 $ 00 ;

Attendu que ces déclarations mensongères de Lê-thị-H. et de son fils Sam-vinh-H. ne peuvent que se retourner contre eux, que jointes à la déclaration de l'huissier Penalver, elles constituent autant de présomptions graves, précises et concordantes, de nature à établir l'authenticité et la sincérité du billet de dette dont le montant est réclamé par Vu-thị-C. ;

Attendu que Vu-thị-C. explique d'une façon plausibile la mention apposée sur ledit billet par Sam-vinh-H. en déclarant que Lê-thị-H. et son fils, lui ayant présenté cet écrit dont elle n'avait pas compris la teneur parce qu'illettrée,

elle avait exigé que SAM-VINH-H. y apposât une mention par laquelle il se reconnaissait lui-même son débiteur ;

Attendu que, dans ces conditions, il échet de condamner LÊ-THỊ-H. et son fils SAM-VINH-H. à payer à VU-THỊ-C. la somme de 1.000$00 avec les intérêts de droit ;

Et attendu qu'à raison de la mauvaise foi de SAM-VINH-H. il y a lieu de prononcer contre lui la contrainte par corps ;

Par ces motifs,

Déclare recevable en la forme, l'opposition faite par la dame VU-THỊ-C. à l'arrêt de défaut du 28 août 1931 ;

Déclare recevable en la forme l'appel interjeté par la dame VU-THỊ-C. contre le jugement rendu par le tribunal de paix à compétence étendue de Hà-giang statuant en matière civile indigène le 27 février 1931 ;

Déclare nulle et non avenue l'enquête à laquelle il a été procédé par le gendarme CURÉ, faisant fonctions de commissaire de police à Hà-giang, en exécution du jugement avant-dire-droit du 14 novembre 1930 ;

Infirme et met à néant le jugement sus-visé du 27 février 1931 ;

Condamne LÊ-THỊ-H. et SAM-VINH-H. conjointement et solidairement à payer à VU-THỊ-C. pour les causes sus-énoncées la somme de mille piastres (1.000$00) avec les intérêts de droit ;

Prononce, vu sa mauvaise foi, la contrainte par corps contre SAM-VINH-H. ;

Déboute LÊ-THỊ-H. et SAM-VINH-H. de leurs demandes, fins et conclusions ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée ;

Condamne LÊ-THỊ-H. et SAM-VINH-H. solidairement en tous les dépens de première instance et d'appel, dont distraction au profit de Me PASCALIS, avocat-défenseur aux offres de droit, dépens liquidés à la somme de...., en ce non compris le coût du présent arrêt, sauf suites.

LÉGISLATION

Devant les difficultés de l'heure présente, nous nous voyons dans l'obligation de réduire cette partie en n'y donnant que le sommaire des textes.

Nos lecteurs nous permettront, à cette occasion, de les remercier d'abord du concours qu'ils nous prêtent, et de leur dire ensuite quelques mots de l'œuvre à laquelle ils veulent bien s'intéresser. L'utilité de cette œuvre est de mieux en mieux reconnue ; l'esprit d'impartialité sévère dans lequel nous la dirigeons se fait de plus en plus accepter, et nous pouvons dire que les suffrages les plus précieux sont venus récemment encore nous encourager à marcher d'un pas ferme dans la voie où nous nous sommes engagés depuis le mois de mai dernier. Mais, nous devons le dire franchement aussi, malgré les marques d'estime et de sympathie qui nous sont parvenues de plusieurs côtés, l'existence matérielle du Pháp-viện báo *est loin d'être encore assurée. Quelle que soit la bonne volonté de notre imprimeur et notre confiance dans l'avenir de la revue, on concevra facilement que les sacrifices qu'elle exige actuellement ne sauraient être indéfinis. Nous ne craignons pas de signaler cet état de choses à ceux qui désirent la continuation de notre œuvre, et qui regretteraient de la voir échouer comme tant d'autres contre l'indifférence du public qui semblerait devoir la soutenir.*

Que nos amis nous permettent de leur signaler quelques moyens de nous être utiles, en dehors de la propagation directe de la revue. Le plus efficace est de nous envoyer les actes législatifs et les décisions des tribunaux qui se publient dans leur voisinage ; ils rendront ainsi au Pháp-viện báo *le meilleur de tous les services, dont ils profiteront d'ailleurs, en le mettant à même d'être de jour en jour plus complet et mieux informé. Ils le serviront aussi en engageant les personnes qui, auprès d'eux, auraient d'un sujet juridique quelconque une connaissence spéciale et méthodique, et qui comprendraient les recherches scientifiques comme nous, à nous envoyer des articles ou à nous faire part de leur désir de se joindre à nous. Ce n'est que par la collaboration du plus grand nombre possible de spécialistes que la revue sera en état de satisfaire aux justes exigences de lecteurs auxquels elle n'a pas le droit de demander d'être indulgents.*

Nous savons mieux que personne tout ce qui nous manque pour réaliser l'idéal auquel nous tendons avec persévérance. Quelques-uns de nos abonnés ont bien voulu nous adresser des observations dont nous les remercions, et qui généralement portent juste. Nous en sentons comme eux la gravité. Bien des parties, et des parties importantes, de la science juridique, sont encore ou absentes ou imparfaitement

représentées. Si nous jetons les yeux sur les huit fascicules que nous avons déjà publiés, la satisfaction que nous pourrons éprouver sera bien diminuée par la constatation de fâcheuses lacunes. Pour ce qui regarde les pays annamites, nous avons jusqu'ici traité le Tonkin mieux que l'Annam et la Cochinchine ; nous n'avons pas tenu nos lecteurs assez au courant des décisions de la Cour et des Tribunaux de Saigon ; l'activité si grande qui règne dans le domaine de l'Annam proprement dit n'a trouvé qu'un faible reflet dans notre recueil : de grandes masses juridiques, pour ainsi dire, telles que la haute région du Tonkin, ont été absolument exclues. Sur tous ces points, nous le répétons, des correspondants compétents seraient les bienvenus.

Au reste, nous devons le dire avec une vive reconnaissance, le Pháp-viện báo *s'est déjà attaché des collaborateurs assidus, qui ne cherchent, en écrivant dans notre revue, d'autre récompense que le plaisir de dire la vérité et d'être utiles à la science juridique. Quelques-uns ont montré un zèle et une activité hors ligne. En continuant à nous communiquer les résultats de leurs recherches, ils rendront un nouveau service à l'étude du droit annamite et donneront assurément un exemple bien digne de trouver des imitateurs.*

La Direction.

DÉCRET du 11 septembre 1931 (promulgué le 24 novembre 1931) relatif à l'organisation à Hanoi d'une Ecole supérieure de droit (*J. O.*, 28 nov. 1932, p. 3986).

DÉCRET du 16 novembre 1931 (promulgué le 11 janvier 1932) rendant applicable en Indochine la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance (*J. O.*, 16 janv. 1932, p. 242).

ARRÊTÉ du 9 février 1932 portant organisation intérieure de l'Ecole supérieure de Droit (*J. O.*, 13 fév. 1932, p. 587).

ARRÊTÉ du 9 février 1932 portant organisation du certificat d'études juridiques indochinois (*J. O.*, 13 fév. 1932, p. 589).

ARRÊTÉ du 9 février 1932 abrogeant celui du 18 septembre 1924 qui a, créé à Hanoi une école des Hautes Etudes indochinoises (*J. O.*, 13 fév. 1932, p. 590).

PARTIE PRATIQUE

QUESTIONS DE DROIT USUEL

QUESTION. — *J'ai lu dans les numéros 7-8 de votre revue* Pháp-Viện báo, *page 361, que l'époux, annamite pouvait entretenir une maîtresse au domicile conjugal, sans encourir pour cela de sanction pénale. Mon mari a justement usé de cette facilité et prétend m'imposer la présence d'une maîtresse* (nhân-tình) *au domicile conjugal, alors que je suis* vợ-cả. *Comme cela n'est pas défendu par le Code pénal tonkinois, suis-je contrainte de supporter ainsi le caprice de mon mari ? Je vous remercie d'avance de la réponse que vous voudrez bien donner à ma question.*

RÉPONSE. — Le Code pénal tonkinois n'interdit pas en effet au mari d'entretenir une maîtresse au domicile conjugal, alors que le Code pénal français(art. 339) punit ce délit d'une amende de 100 à 2000 francs.

Mais le Code civil tonkinois, s'il n'exige pas la fidélité du mari à l'épouse et à ses femmes de second rang (art. 92), a décidé que les époux s'obligent mutuellement à assurer la prospérité d'un commun accord à l'union conjugale (art. 91). Il porte aussi que le mari ne peut contracter mariage avec une femme de second rang sans le consentement de l'épouse (art. 93).

Enfin, il dit que l'épouse (*vợ-cả*) a le droit et le devoir d'habiter au domicile du mari et qu'en aucun cas, l'autel des ancêtres ne peut être installé ailleurs que dans la maison principale habitée par l'épouse (art. 94).

Il résulte implicitement de ces textes que l'époux ne saurait entretenir une maîtresse au domicile conjugal sans le consentement de sa *vợ-cả*. Celle-ci peut donc exiger l'expulsion du domicile conjugal de la maîtresse que l'époux prétend y entretenir.

Le juge indigène saisi de votre requête à ce sujet, doit ordonner l'expulsion de la maîtresse de votre mari *manu militari*, c'est-à-dire par la police.

La Cour d'appel de Saigon a déjà adopté cette manière de voir par un arrêt du 8 novembre 1906 en s'appuyant sur l'art. 96 du Code Gia-long.

Vous pourrez d'ailleurs demander le divorce contre votre mari en application des articles 119 et 120 du Code civil tonkinois pour « violation de la hiérarchie

entre les femmes » ou pour « excès, sévices, injures graves », ou pour « inconduite si déshonorante que la vie commune est devenue insupportable au demandeur ».

L'entretien d'une maîtresse au domicile conjugal est incontestablement une *injure grave* vis-à-vis de la *vợ-cả*.

Question. — *Mon cousin est mort des suites d'un accident d'automobile, dû à l'imprudence du chauffeur de l'entreprise qui assurait son transport. Puis-je poursuivre le chauffeur et l'entrepreneur de transport pour obtenir des dommages-intérêts ?*

Réponse. — Votre question soulève plusieurs problèmes de droit que nous allons examiner successivement.

Tout d'abord, avez-vous qualité pour réclamer des dommages-intérêts pour la mort de votre cousin ? En d'autres termes, avez-vous été lésé par la mort de ce cousin, survenue à la suite de l'imprudence d'un chauffeur d'auto ?

Il semble que c'est plutôt à la femme et aux enfants de la victime à demander des dommages-intérêts.

Vous n'avez qualité pour demander des dommages-intérêts que si la mort de votre cousin *vous* a causé un dommage matériel, pécuniaire. Il ne faut pas, en effet, oublier que l'article premier du Code de procédure civile et commerciale devant les juridictions annamites du Tonkin est ainsi conçu : « Celui seul qui est intéressé dans une affaire a le droit de former demande en justice ».

L'entrepreneur de transport est-il responsable de l'imprudence du chauffeur qui a causé la mort de votre cousin ? En droit annamite comme en droit français, on est responsable non seulement du dommage que l'on a causé par son propre fait, volontairement ou involontairement, mais encore de celui qui provient du fait des personnes sur lesquelles on exerce une certaine autorité. Mais il faut que trois conditions soient remplies pour que le commettant soit responsable du dommage causé par son préposé. Il faut 1° que le commettant, en l'espèce l'entrepreneur, ait choisi lui-même son préposé (chauffeur) ; 2° qu'il y ait un lien de subordination liant le préposé au maître ; 3° que le préposé ait agi dans l'exercice de ses fonctions. Il semble que ces trois conditions ont été remplies en l'espèce, car l'entrepreneur en question a choisi lui-même son chauffeur ; celui-ci était bien sous la direction et la surveillance de l'entrepreneur, et l'accident a été causé par le chauffeur dans l'exercice de la fonction pour laquelle l'entrepreneur l'employait.

L'entrepreneur est donc responsable, et aucune excuse n'est admise : le maître ou le commettant n'est pas autorisé à prouver qu'il n'a commis aucune faute et qu'il n'a pas dépendu de lui d'empêcher l'acte de s'accomplir.

VARIÉTÉS

La justice indigène au Tonkin [1]

(suite)

2e Période, 1901 - 1917. — Le décret du 1er novembre 1901, en faisant passer toutes les juridictions annamites du Tonkin sous le contrôle de la Cour d'appel et la direction du Procureur général, marque une étape décisive dans l'évolution de l'organisation judiciaire du Protectorat. Le rapport qui précède ce décret révèle l'intention du législateur et le but poursuivi. J'en extrais le passage suivant : « Aux termes de la législation actuelle, les jugements rendus par les tribunaux indigènes du Tonkin sont, d'office ou à la requête des parties, soumis à l'approbation du Résident supérieur qui se trouve investi sur ce point des pouvoirs autrefois exercés par le roi. Il m'a paru qu'il serait plus logique, plus conforme aux principes généraux de notre droit de remettre ces attributions à une Commission d'appel composée de trois conseillers à la cour d'appel

---

(1) V. *Pháp-viện báo*, t. I, p. 347 et 399. — On sent, à lire cette étude de M. L. A. Habert, combien de difficutés soulèvent les questions posées par la justice indigène au Tonkin. Il ne suffit pas, pour les résoudre, de rapprochements de mots ou d'idées, si ingénieux soient-ils, et de considérations générales, même éloquemment exprimées. On est ici dans le domaine des faits, et les intentions comptent peu au point de vue des résultats. Les répercussions juridiques n'obéissent pas aux désirs des cœurs, et dire que le Protectorat a le devoir d'améliorer le fonctionnement de la justice indigène, ce n'est pas dire qu'il le peut, ni comment il le peut, et cela seul importe au gouvernement vraiment épris du bien général. Or, pour le savoir, l'unique moyen est de constater les résultats déjà obtenus dans la voie qu'on préconise, et de les comparer avec « les intentions et les prescriptions du législateur, qui, selon une circulaire du 7 juillet 1899, veut étendre progressivement la juridiction française dans les pays de protectorat de l'Indochine » et « substituer à la justice indigène un personnel, une organisation judiciaire et une procédure analogues à celles qui ont été adoptées pour la Cochinchine » (G. Michel, *Recueil des circulaires, instructions et avis concernant le Service judide l'Indo-Chine*, 4e suppl., p. 131). Comme on le verra par l'exposé que nous reproduisons ci-dessus et auquel nous ajoutons quelques notes, M. Habert montre à la fois « le chemin parcouru et celui qui reste à parcourir ». — Nguyễn-văn-Tố.

de l'Indochine et de deux mandarins, et dont les arrêts seraient exécutés à la diligence du Procureur général, chef du Service judiciaire. Dans un autre ordre d'idées, j'estime que le Gouvernement de la République ne saurait tolérer plus longtemps l'application aux indigènes de châtiments corporels, soit comme moyen d'instruction, soit comme pénalité. » (1)

Cette Commission qui siégeait au Palais de Justice de Hanoi était composée de trois conseillers à la Cour et de deux mandarins siégeant avec voix délibérative. Elle était saisie par le Procureur général soit d'office, soit à la requête des parties et connaissait en fait et en droit de l'appel de tous les jugements rendus par les tribunaux indigènes tant en matière civile qu'en matière pénale. Elle statuait sur pièces. Ses décisions étaient définitives et exécutoires à la requête du Procureur général.

Dès le début, cette réforme s'avéra des plus utiles. Le contrôle des magistrats de la Cour fut particulièrement efficace : les mandarins apportèrent plus de soin dans le jugement des affaires ; leurs instructions furent plus complètes, leurs dossiers plus méthodiquement constitués ; la liberté individuelle fut davantage respectée et la durée des détentions préventives sensiblement réduite.

En présence des bons résultats obtenus, on décida de compléter la réforme en transformant en Chambre de la Cour d'appel la Commission que l'on avait instituée à titre d'essai et dont le rôle devenait de jour en jour plus important. Un décret en date du 31 août 1905 créa une 4e Chambre de la Cour d'appel de l'Indochine, chargée exclusivement de connaître de l'appel des affaires indigènes qui étaient précédemment soumises à la Commission d'appel. Cette Chambre siégeait à Hanoi, elle était composée d'un vice-président de la Cour d'appel, de deux conseillers et de deux mandarins ayant voix délibérative.

Le droit d'appel appartenait aux parties et au Procureur général en toutes matières. Pour permettre au Chef du Parquet d'exercer son droit d'appel, une expédition de tous les jugements rendus par les diverses juridictions indigènes devait lui être adressée dans la huitaine du prononcé. S'il approuvait la décision, il la renvoyait pour exécution au chef de la province ; dans le cas contraire, il

---

(1) Cf. cette circulaire du Procureur général, chef du Service judiciaire en Indochine, en date du 3 avril 1900 : «....L'instruction des crimes et des délits dirigés contre des indigènes justiciables de nos tribunaux doit être établie conformément aux dispositions de la loi du 28 mai 1836, complétée par les dispositions correspondantes du Code d'instruction criminelle. C'est assez dire que la justice régulière, qu'elle soit confiée à des administrateurs ou à des magistrats de carrière, ne saurait, dans aucun cas, emprunter aux anciennes coutumes de l'Annam des procédés inconciliables avec notre mission civilisatrice en Indo-Chine... J'ajoute d'ailleurs, à toutes fins utiles, que, même en matière indigène pure, l'administrateur qui aurait ordonné ou fait ordonner la torture tomberait personnellement sous l'application du Code pénal métropolitain. Le fait par lui de s'abriter derrière les dispositions de la loi annamite ne saurait le garantir contre les conséquences pénales qu'entraînerait à son endroit la méconnaissance de sa propre loi, à laquelle il est, avant tout, tenu de se soumettre.....» (G. MICHEL, *Recueil des circulaires...*, 4e suppl., p. 215-216).

déférait l'affaire à la Cour d'appel qui statuait en fait et en droit. Elle jugeait sur pièces, mais avait le droit d'entendre les parties et d'ordonner toute mesure d'instruction. Ses décisions étaient définitives et exécutoires à la requête du Procureur général.

On s'est demandé si les décrets de 1901 et de 1905 pris sans l'adhésion préalable du Gouvernement annamite n'étaient pas entachés de nullité au regarp du droit interne de l'Annam ; quelle que soit, en effet, l'étendue des pouvoirs délégués au Kinh-lược en 1886, et qui dans la suite ont été dévolus au Résident supérieur, le roi d'Annam n'a jamais cessé d'exercer le pouvoir législatif à l'égard de son peuple et il ne paraît pas contestable que toute mesure ayant pour objet de modifier le régime juridictionnel du royaume ne pouvait être régulièrement prise, qu'avec son assentiment et d'accord avec lui (1). Quoi qu'il en soit, le Gouvernement annamite n'a jamais élevé aucune protestation, et par son silence, il a tout au moins tacitement approuvé l'intervention de la Cour d'appel comme juridiction supérieure en matière indigène. Il est, du reste, permis de supposer que le Gouvernement français n'a pas jugé nécessaire à l'époque d'associer le souverain protégé à la réforme partielle réalisée par les décrets de 1901 et de 1905, parce que dans sa pensée, celle-ci constituait seulement le prélude de la réorganisation complète du système juridictionnel du Tonkin et de la refonte concomitante de la législation indigène, œuvre de longue haleine que l'on comptait soumettre en bloc à la ratification expresse du souverain protégé.

En fait du reste, si par une extension peut-être un peu excessive du droit de contrôle conféré à l'autorité française par le traité de 1884, on a cru pouvoir confier à une Chambre mixte de la Cour d'appel le droit de connaître en appel des jugements des juridictions indigènes, il faut considérer par contre que l'on n'a pas touché aux tribunaux des 1er et 2e degré, et que ces juridictions, telles qu'elles étaient constituées, ont été expressément maintenues et ont continué à fonctionner comme par le passé, appliquant la même législation.

En plaçant la justice indigène sous le contrôle d'une Chambre de la Cour d'appel et sous la surveillance du Procureur général, le législateur avait pour but de hâter l'instauration d'un nouveau régime mettant fin à certaines pratiques

---

(1) Il convient en effet de distinguer, ainsi que l'a d'ailleurs fait le Comité consultatif du contentieux des colonies dès le 16 novembre 1896 : d'une part, les colonies françaises régies par des textes généraux selon les distinctions prévues, notamment par le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ; d'autre part, les pays de protectorat, chacun d'eux étant soumis aux règles spéciales et particulières résultant des traités ou conventions diplomatiques intervenues. En ce qui concerne les premières, le législateur a prévu dans quelles conditions et sous quelles formes les lois et règlements de la Métropole seraient applicables ; mais de semblables prescriptions ne sauraient trouver place à l'égard d'un pays de protectorat. « En effet, l'application qui y est faite sous forme de promulgation d'un acte des pouvoirs publics français n'a pas pour caractère intrinsèque d'y rendre exécutoire une loi métropolitaine, mais doit être envisagée comme un acte établissant dans le Protectorat une législation particulière, peut-être conforme aux lois françaises, mais émanant des pouvoirs spéciaux ayant le droit de légiférer en vertu des traités intervenus, ».

de la justice mandarinale qui étaient dénoncées jusque dans la Métropole et qui étaient incompatibles avec les principes de civilisation que le Protectorat français devait nécessairement faire prévaloir dans le pays. Mais en semblable matière il importait de n'agir qu'avec circonspection, on ne pouvait envisager de passer brusquement, du jour au lendemain, sans ménagement ni transition d'un régime à un autre. La complexité des lois annamites, l'attachement de la population à sa justice traditionnelle, rendaient le problème délicat et sous risque de s'exposer aux pires difficultés, aucune réforme sérieuse ne pouvait être entreprise sans études préalables et sans qu'aient été prises toutes les précautions indispensables pour en assurer le succès et en faire accepter le principe par les indigènes.

En 1913, M. le Gouverneur général SARRAUT prescrivait au Chef du Service judiciaire d'élaborer un projet de codification générale de la législation indigène du Protectorat du Tonkin. Des commissions, composées d'administrateurs, de magistrats et de personnalités indigènes les plus qualifiées, furent appelées à donner leur avis sur ces textes préparés par les soins du Procureur génénéral et à les mettre au point.

Au début de 1914, ces travaux étaient achevés. On se préoccupa de les soumettre à la ratification du Roi d'Annam, car si pour la réforme partielle réalisée en 1901 et en 1905, on n'avait pas cru devoir faire intervenir ce souverain, il n'avait pourtant jamais été dans l'intention du Gouvernement protecteur de dépouiller le législateur annamite de ses prérogatives et d'effectuer par un acte unilatéral un remaniement complet du système judiciaire du Tonkin qui ne pouvait être accompli, aux termes du traité, avec l'agrément du Gouvernement annamite.

La Guerre retarda la réalisation de la réforme et ce n'est qu'en 1916 que le Roi, après une étude approfondie du projet qui lui avait été soumis, donna son adhésion à la nouvelle législation et à sa mise en vigueur (1).

(*A suivre*)

L. A. HABERT

(*La Justice en Indochine*, chap. III, *Le Tonkin*, p. 181 - 183).

---

(1) Cf. L. MARTY, *La codification tonkinoise*, in *Revue indochinoise*, 1917, 2e sem., p. 119 - 131 ; — *Extrait des travaux préparatoires de la codification des lois annamites applicables par les juridictions indigènes du Tonkin*, in *Journal judiciaire de l'Indochine*, 1922, 2e partie, p. 197 - 223 ; — *Revision des Codes annamites applicables par les juridictions indigènes du Tonkin*, in *Journal judiciaire de l'Indochine*, 1922-1924, 2e partie, p. 296 et suiv.

CHRONIQUE

Création d'un bureau central provisoire pour l'étude des droits coutumiers [1]

I. La moitié du globe est toujours sous l'empire de droits orientaux et tropicaux non codifiés. L'idée du XIXe siècle que ces droits étaient destinés à disparaître prochainement ne s'est pas réalisée, et la science juridique reconnaît de plus en plus leur importance. En outre, l'article 9 du statut de la la Cour permanente de Justice internationale à La Haye (1920) en assurant un aspect égal aux divers systèmes de droit que connaît le monde, paraît prendre sous son égide ces droits exotiques aussi bien que les droits européens.

II. Le difficile est d'en connaître la teneur, d'en étudier sans préjugé le contenu et de savoir quels sont les travailleurs qui s'en occupent.

III. A titre d'esquisse provisoire, et pour la simple commodité, on pourrait distinguer huit systèmes de droit exotique; savoir:

a. les droits océaniens;

b. les droits japonais, chinois, annamite, siamois, cambodgien, birman. Au cas même où ces droits devraient être codifiés à la moderne, le droit traditionnel et populaire ne disparaîtrait pas d'un coup; sa connaissance resterait indispensable pour appliquer et interpréter ces codes, tels qu'ils vivront dans la vie journalière et qu'ils seront compris dans la jurisprudence;

c. le droit indonésien (Formose, Iles Philippines, Indes néerlandaises, Péninsule malaise, etc., les Chams dans l'Indochine française, Madagascar). L'Union Académique Internationale fondée à Paris en 1919 vient de s'y intéresser pratiquement, en mettant sous presse un dictionnaire provisoire du droit indonésien, entreprise subventionnée par six nations;

d. les droits indigènes de l'Inde britannique;

e. les droits de l'Asie Occidentale;

f. les droits indigènes de l'Afrique mineure (française), de la Tripolitaine, de l'Egypte;

g. les droits indigènes de l'Afrique centrale et australe;

h. les droits des populations indigènes de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud.

---

(1) Extrait du *Journal asiatique*, avril-juin 1931, p. 360-362.

IV. Pour faciliter l'étude de ces systèmes de droit, il faut d'abord savoir quel est le travail déjà accompli, et quels sont les travailleurs divers (juristes ou non ; et notamment les travailleurs sur place) sur le concours desquels on peut compter.

V. Pour le droit indonésien (§ III. *c*, ci-dessus), les Hollandais ont créé à Batavia une « Section pour le droit indonésien » (1926) de la Société royale de Batavia pour les Arts et les Sciences (1778) et à Leyde une « Fondation pour le droit indonésien » (1917). Une enquête aux Iles Philippines est projetée pour 1931. Une *Liste de la littérature concernant le droit coutumier de l'Indonésie*, de 455 pages a été publiée en 1927. Toutefois, ces organisations et leurs publications ne pourvoient au besoin de l'ethnologie juridique que d'une façon fragmentaire.

VI. C'est pourquoi, sur les instances de la Fondation précitée de Leyde, la « Salle de travail d'ethnologie juridique » établie, en 1929, à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, a décidé de se déclarer prête à servir provisoirement de bureau central pour l'étude des droits coutumiers exotiques, en ce sens qu'elle veut mettre en contact les travailleurs épars, qui souvent s'ignorent les uns les autres. Elle fait donc appel à tous ceux qui sont à même de la renseigner sur les données relatives au droit non codifié d'une des huit circonscriptions indiquées au paragraphe III. Elle se propose de communiquer une ou deux fois par an, dans un bulletin, les informations reçues afin de fournir graduellement à cette étude indispensable l'organisation dont on sent l'urgence chaque jour davantage.

VII. Les communications pourront être adressées à M. le professeur René Maunier, 7 Avenue d'Orléans à Paris, 14e.

C. Van Vollenhoven.
Professeur à l'Université de Leyde.

René Maunier
Professeur à la Faculté de Droit à Paris.

L'œuvre de Charles Gide

Plus d'une branche de l'économie politique et de l'économie sociale est frappée par la mort de M. Charles Gide (1847-1932) : en lui les études sur *La coopération* et les *Doctrines économiques au XIXe siècle* perdent un de leurs représentants les plus autorisés et la science tout entière un des hommes qui l'honoraient le plus. Ses manuels d'économie politique sont devenus depuis longtemps classiques. Sous le titre de *Cours* et de *Principes* d'économie politique, Charles Gide a écrit de véritables traités sans leur donner la forme didactique. Ce sont parfois des aperçus que suggère à un homme réfléchi et studieux le spectacle des phénomènes contemporains, éclairé par les lumières de la science. Quoiqu'il ait beaucoup lu, il est visible que Charles Gide a consulté encore plus le livre de la vie. Il ne néglige pas les théories, il les expose avec une grande exactitude et une grande précision, il croit à l'existence d'un petit nombre de lois économiques ; mais ce qui l'intéresse surtout, c'est la réalité. Il n'y a rien de métaphysique dans ses ouvrages ; tout y est fondé sur l'observation, et ce sont les faits qui ont toujours le dernier mot.

Charles GIDE était un esprit libre et lucide, qui n'acceptait jamais de confiance les opinions reçues, qui tenait à se rendre compte des choses par lui-même, et qui aimait à voir clair dans les questions. Rien de curieux comme le soin qu'il met à définir les termes dont il se sert. Il rappelle qu'une foule d'obscurités et d'erreurs proviennent de ce que, dans les discussions, on emploie souvent des expressions vagues et équivoques, que chacun interprète à sa manière, en sorte que les deux interlocuteurs ne parlent pas la même langue. Pour obvier à cet inconvénient, il commence régulièrement par déterminer le sens des mots, et il prouve que dans bien des cas cette précaution, qui, au premier abord, paraissait superflue, était, au contraire, indispensable.

C'est une haute et pure figure morale qui disparaît, celle d'un grand ami des Annamites, d'un esprit puissant, étendu et ingénieux qui, toute sa vie et avec une dignité constante, a mérité, lui aussi, ce bel éloge de Mignet, parlant de son père à l'Institut : « Théoricien opiniâtre de la liberté et chevaleresque soutien du bon droit, sans tache dans sa conduite et sans défaillance dans son courage, il a vécu en homme d'un noble cœur, d'une âme ferme, d'un esprit élevé, d'un talent généreux, et il mérite le bel éloge d'avoir, dans le long cours de ses laborieuses années, pratiqué naturellement le bien qu'il a recherché savamment. »

Nominations, mutations, congés, etc.

Par décret du 4 décembre 1931 :

M. TOUSSAINT, procureur général près la Cour d'appel de Hanoi, mis à la disposition du Ministre des affaires étrangères, pour exercer les fonctions de juge consulaire en Chine, a été maintenu, à compter du 11 janvier 1932, en activité de service pour une période d'une année.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 11 décembre 1931 :

M. COLLET, avocat général près la Cour d'appel de Saigon, est désigné pour remplir les fonctions de conseiller juriste du Gouvernement local de Hué (Annam). La solde de ce magistrat sera supportée par le budget local de l'Annam.

Par arrêté du Ministre des Colonies du 14 décembre 1931 :

Est rapporté l'arrêté du 17 octobre 1931, nommant M. LAMBERT (Autoine-Maurice), licencié en droit, admis à l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature coloniale (2e session 1930) au titre d'attaché au parquet du Procureur général près la Cour d'appel de Saigon.

Par décret du 30 décembre 1931, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont nommés pour le 1er semestre de l'année 1932 :

Président du Tribunal militaire permanent de Saigon pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : M. NEPVEUR, conseiller à la Cour d'appel de Saigon ;

Présidents suppléants du Tribunal militaire permanant de Saigon pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : MM. PIERRE et FILATRIAU, conseillers à la Cour d'appel de Saigon ;

Président du Tribunal militaire permanent de Hanoi pour les militaires

jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : M. LANCUELLIER, conseiller à la Cour d'appel de Hanoi ;

Présidents suppléants du Tribunal militaire permanent de Hanoi, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : MM. ROZÉ et BAURENS, conseillers à la Cour d'appel de Hanoi ;

Président du Tribunal militaire permanent de Saigon, pour les officiers du grade de lieutenant-colonel et de colonel : M. CROSNIER DE BRIANT, conseiller doyen, président de chambre de cour d'appel intérimaire de Saigon ;

Président du Tribunal militaire permanent de Hanoi, pour les officiers du grade de lieutenant-colonel et de colonel : M. JODIN, président de chambre à la Cour d'appel de Hanoi.

Par décret du 6 janvier 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, est provisoirement nommé, sur sa demande, faute de vacances, dans l'emploi de juge d'instruction de 2e classe ou dans un emploi équivalent, juge suppléant dans le ressort des Cours d'appel de l'Indochine : M. LUCCIARDI (Frédéric), élève de l'École coloniale (section magistrature, Indochine).

Par arrêté du Ministre des Colonies du 11 janvier 1932 :

M. HABERT (Maurice), avocat général près la Cour d'appel de Hanoi, est maintenu à la disposition du Résident supérieur du Cambodge, dans les conditions prévues à l'arrêté du 16 avril 1926, pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 29 mars 1931.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 14 janvier 1932 :

M. SIZARET (Henri Joseph-Ange), procureur de la République près le tribunal de Tourane est désigné pour remplir par intérim l'emploi de procureur de la République près le tribunal de Haiphong, en remplacement de M. DUFILHO, procureur de la République titulaire, parti en congé.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 15 janvier 1932 :

M. CROSNIER DE BRIANT (Louis-Eugène), conseiller à la Cour d'appel de Saigon le plus ancien, est désigné pour remplir à titre intérimaire les fonctions de président de chambre à la Cour d'appel de Saigon en remplacement de M. NIZET, appelé à exercer les fonctions intérimaires de Premier président de ladite Cour.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 18 janvier 1932 :

M. NICOLAS (Raoul), conseiller à la Cour d'appel de Hanoi, remplira par intérim l'emploi de substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Hanoi, en remplacement de M. COPPIN, rentrant en congé en France.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 30 janvier 1932 :

M. ANDT, président du tribunal de Châu-đốc, remplira par intérim l'emploi de substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Saigon, en remplacement de M. LÉONARDI, appelé à d'autres fonctions ;

M. JALADE (Georges), président du tribunal de Tourane, conseiller *p. i.* à la Cour d'appel de Saigon, de retour de congé, remplira *p. i.* l'emploi de substitut du procureur général près la Cour d'appel de Saigon, en remplacement de M. DISSES, appelé à d'autres fonctions.

BIBLIOGRAPHIE

E. Maguet, docteur en droit, administrateur en chef des colonies. — *Considérations sur l'évolution du contrat de concession domaniale.* (Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes, juillet 1931, 2e partie, Doctrine, p. 7-13.)

En sept pages de petit texte, M. E. Maguet a entrepris de grouper tous les actes qui, dans la législation coloniale, se rattachent à l'obligation de mise en valeur des concessions domaniales et à la participation des colonies dans les résultats d'exploitation. Travail consciencieux, qui témoigne d'une merveilleuse érudition. Est-il complet? Je ne saurais le dire. Mais ce que je n'ignore pas, c'est que rien d'important n'y manque, au moins pour l'Indochine, où la participation aux résultats généraux d'exploitation est réglementée par une disposition générale et obligatoire pour toutes les concessions supérieures à 300 hectares. « Si, chez nous, conclut l'auteur, la formule de participation de l'Administration aux résultats d'exploitation de concessions de terres n'est pas encore bien définie, elle évolue dans un sens qui, sans engager la responsabilité de l'Etat ou de la colonie, tient mieux compte que précédemment de la situation de l'entreprise intéressée. C'est ainsi que l'on paraît vouloir renoncer, quand il est possible, au système de la redevance sur la production qui aboutit à imposer des exploitations ne faisant pas de bénéfices par attribution d'actions ou de parts de fondateur, système qui exclut par ailleurs l'intervention d'un contrôle administratif dans les affaires privées. Préférable encore à ce système paraît être celui de la participation aux bénéfices sans remise de titres... : cette participation est automatique et a l'avantage de ne pas pouvoir prêter à confusion dans l'esprit du public, tout naturellement porté à croire à une association et à la garantie de l'Administration si celle-ci a reçu des parts ou des actions, même si ces titres constituent une catégorie spéciale. »

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes. Directeur : D. Penant. Administration et Rédaction : 33, Chaussée-d'Antin, Paris, 9e. — 41e année, nos 442-447, mai-décembre 1931.

Le commentaire que M. Henry Solus, professeur à la Faculté de droit de Poitiers, publie dans la première partie (*Jurisprudence*) de ce *Recueil* à propos de différents arrêts de la Cour d'Appel de Hanoi, est une merveille d'érudition probe et probante. Il donne l'impression très nette que l'auteur a exploré son sujet dans tous les sens, avec une conscience, une méthode et une sagacité remarquables. C'est la critique du droit coutumier annamite, mais présentée dans

un esprit vraiment juridique : pas de construction ambitieusement systématique, pas d'idée préconçue ni de partialité ; mais une recherche patiente et sereine, un emploi constant et judicieux des textes, un exposé lumineux de documents d'où découle nécessairement la vérité rationnelle. Pas de théorie des quantités négligeables, pas d'affirmations dogmatiques, pas d'enchaînements forcés ni de cadres rigides, pas de déductions aventureuses, pas de généralisations superbes ; mais l'analyse dominant la synthèse, la réalité ondoyante et fuyante serrée du plus près possible, des faits, des faits rangés par ordre d'importance et d'influence, mais des faits, et tous les faits.

Si l'auteur se risque à faire une prédiction au sujet du *hương-hỏa*, prédiction qui confirme ce que j'ai écrit ici même (*Pháp-viện báo*, t. I, mai 1931, p. 11-17), « c'est en considération du courant d'idées contemporain qui tend à faire déclarer les filles aptes à être bénéficiaires des biens cultuels et à rendre le culte des ancêtres. On invoque à l'appui de cette thèse deux arguments : d'une part, un argument de droit : selon la vieille coutume annamite consacrée par le Code des Lê, la fille était héritière cultuelle à défaut de fils et elle bénéficiait du *hương-hỏa* ; d'autre part, un argument de fait : dans la pratique, « beaucoup de filles rendent le culte pour leurs propres parents et souvent d'une façon plus exacte et plus régulière que les hommes » (*Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite*, question nº 301). Déjà, d'ailleurs, on semble admettre aujourd'hui que, « lorsque le défunt est un fils cadet qui n'a pas de charges cultuelles, le choix d'un héritier cultuel pour son culte personnel n'étant pas obligatoire, il est libre d'instituer l'une de ses filles qui sera bénéficiaire de la part de *hương-hỏa* qu'il aura constituée pour son propre culte » (*eod. loc.*). Or, s'il en est ainsi et si ce courant d'idée l'emporte, la généralisation de l'accession des filles au service du culte des ancêtres, en supprimant la raison d'être de l'institution du gendre anomal, entraînera, dans les seules régions où elle subsiste encore (Lạng-sơn et Cao-bằng), la disparition de cette dernière. » (*Recueil général de jurisprudence*, juillet 1931, p. 173).

J'ai lu avec intérêt ces études de sources, de rapprochements et d'influences, dont une psychologie fine et juste constitue l'un des principaux charmes. Le style en est un autre, par sa variété surtout, allant de l'élégance la plus correcte, sans raideur, au négligé le plus aimable, sans abandon. La vérité, seul souci du commentateur, n'est jamais sacrifiée aux jeux stériles de la phrase ; elle se dégage du simple exposé des faits, elle apparaît sans affiquets ni voile, dans sa nudité, simple, sévère et gracieuse tout ensemble ; elle s'impose tellement à l'esprit par les conclusions particulières à chaque cas, qu'il ne me semble pas utile d'en retracer ici les grands lignes.

Ali Abd Elwahed, professeur au Caire, docteur de l'Université de Paris. — *Contribution à une théorie sociologique de l'esclavage. Etude des situations génératrices de l'esclavage, avec appendice sur l'esclavage de la femme et Bibliographie critique.* Préface de M. Paul Fauconnet, professeur de sociologie à la Sorbonne. — Paris, Editions Albert Mechelinck, 1931, in-8º de III-438 p.

« La majeure partie du livre, écrit le préfacier, traite de ce que M. Abd Elwahed appelle les « situations génératrices de l'esclavage ». Il ne s'agit pas là des causes de l'institution, ni des sources auxquelles puise le recrutement

des esclaves. C'est un problème moral qui est abordé. Pour qu'un être humain soit légitimement réputé esclave, il faut que certaines conditions morales soient réalisées. Dans les sociétés esclavagistes, certaines situations engendrent la croyance collective que tel homme peut et doit être asservi. Quelles sont ces situations? Pourquoi engendrent-elles cette croyance? Tel est le prob'ème posé. Je ne suis pas sûr que la solution qu'y apporte M. Abd Elwahed soit complète, ni même entièrement juste. A mon avis, sa théorie fait quelquefois violence aux faits, pour ramener à une unité, quelque peu factice, toutes les « situations génératrices » qu'il décrit.» (p. II - III).

Il n'est pas mauvais, toutefois, que des affirmations hardies, voire téméraires, comme celles de M. Abd Elwahed, se produisant de temps en temps, nous fassent réfléchir et nous ouvrent des horizons nouveaux. Quand elles sont appuyées, comme c'est ici le cas, sur des recherches aussi vastes que consciencieuses, elles ne peuvent manquer de s'imposer à la critique, et de la discussion qu'elles provoquent jaillit nécessairement quelque lumière. Je ne puis, pour ma part, entrer dans le détail de cette discussion : il faudrait, pour le faire sans outrecuidance, avoir approfondi, plus que je ne l'ai fait, des questions multiples et complexes ; il y faudrait aussi consacrer une place dont cette revue ne dispose point. Je me contenterai donc de signaler la « Bibliographie critique » qui accompagne la *Contribution* de M. Abd Elwahed.

Les travaux de bibliographie spéciale sont d'autant plus méritoires qu'ils coûtent à leurs auteurs, sans aucun retentissement profitable à leur renommée, un temps et des peines infinies. L'opiniâtre recherche des publications traitant un sujet déterminé, l'appréciation de leurs mérites relatifs tant au fond qu'en la forme, et cela sous la condition d'avoir tout vu, tout vérifié, jusqu'aux dernières limites du possible : voilà quelle tâche ils s'imposent, et qui est-ce qui prend souci de leur en tenir compte? En récompense de tant de soins, ces ouvrages si laborieusement enfantés ne procurent guère à leurs auteurs que le plaisir d'avoir accompli une tâche pleine de difficultés et dont le résultat utile, compris tout au plus de quelques rares adeptes, est regardé en dédaigneuse pitié par la masse des prétendus gens d'esprit, qui taxent de myopie littéraire l'investigation trop scrupuleuse des sources matérielles de toute sérieuse étude. Se charger de pareils travaux est véritablement faire acte d'abnégation.

C'est une œuvre de ce genre que M. Abd Elwahed a résolument entreprise et menée à bonne fin pour l'esclavage. Je lui signalerai ces deux travaux fondamentaux qu'il convient d'ajouter à l'ouvrage de A. Paulus (*L'esclavage dans l'Indo-Chine*), donné p. 412 : *Rapport sur l'esclavage*, par J. Silvestre, chef de la Justice indigène (1) (*Excursions et Reconnaissances*, nº 4, 1880, p. 95 - 144) ; — *L'esclavage et l'engagement pour dettes dans le droit sino-annamite*, par Camille Briffaut (Extrait des *Questions pratiques de législation et d'économie sociale*). Lyon, Storck, 1907.

Nguyễn-văn-Tố

---

(1) Cf. A. Fouquier, *Etude sur l'esclavage en Cochinchine, d'après un rapport de M. le Cne Silvestre, chef de la Justice indigène en Cochinchine* (Bull. Soc. Géogr. Rochefort, 1881 - 1882, p. 184 - 196).

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PHẦN QUỐC-VĂN

PHẦN LÝ-LUẬN

VIỆC QUẢN-THỦ ĐIỀN-THỔ Ở NAM-KỲ (1)

Ở Nam-kỳ các vấn-đề quan-hệ đến sự chiếm-hữu điền-thổ và sự tác-dụng điền-thổ, là những vấn-đề rất quan-trọng, vì Nam-kỳ là một xứ chuyên nông-nghiệp, mối dân-sinh, mối phồn-thịnh, sự bình-an, đều gốc ở đất-cát cả.

Nước Pháp mở mang xứ Nam-kỳ làm cho số đất ruộng trồng-trọt bội lên, số xuất-sản của ruộng đất cũng tăng lên, giống thóc gạo lại tốt hơn, và sự lưu-thông thóc gạo cũng tiện-lợi hơn nhiều; song nói về đất-cát thì có một việc quan-hệ hơn cả, mà việc gì cũng phải tùy vào việc ấy, là sự bảo-hộ cho kẻ có quyền sở-hữu ruộng đất được chắc-chắn, và những người có việc giao-dịch với kẻ có quyền sở-hữu ruộng đất cũng được vững-vàng. Các công việc của nhà-nước trù-tính để tổ-chức và ấn-định thể-lệ ruộng đất ở Nam-kỳ thế nào xin tóm lược ở bài này.

Trước khi nước Pháp sang bảo-hộ xứ nay, khi các quan thủy-quân đô-đốc đầu tiên đến cai-trị xứ Nam-kỳ, thì các xã đã có một thứ sổ gọi là địa-bạ.

---

(1) Tóm lược bài đăng ở phần chữ Pháp.

Sổ địa-bạ làm ra về đời đức Gia-long và đức Minh-mạng là một công-trình rất to, nhất là về thời bấy giờ mọi việc còn sơ-sài lắm. Các ruộng đất đều phân ra thứ hạng, và biên vào một quyển sổ chép làm ba bản, biên rõ trồng cấy giống gì, nguyên-ủy ruộng đất thế nào, giáp-giới những đâu, và tên họ chủ đất là gì, lúc làm trong địa-bạ lại đặt lệ được bao lâu thì lại bổ-chính lại địa-bạ cho được đúng luôn.

Các vị tiên-đế đặt ra địa-bạ chắc là cũng không ngờ cái ảnh-hưởng về sau nó ra thế nào; đối với các ngài thì quyển sổ ấy chẳng qua là để dễ đánh và dễ thu thuế điền-thổ mà thôi. Nhưng về sau địa-bạ lại có một cái nghĩa khác: đóng thuế tất là có quyền sở-hữu, và người ta cho việc biên tên họ vào trong địa-bạ là một cái chứng-cớ rằng có quyền sở-hữu, nên sổ địa-bạ trở nên một thứ chứng-nhận quyền sở-hữu ruộng đất. Kể về đường luật-pháp thì không phải, nhưng trong trường thực-tế nó hóa ra thế.

Các quan thủy-quân nguyên-soái cũng hiểu cái nguyên-ủy về sổ địa-bạ, nhưng xét ra nó cũng tiện-lợi, nên lấy địa-bạ làm sổ công điền-thổ. Tuy vậy, địa-bạ vẫn có nhiều điều không được chắc-chắn, chính địa-bạ vốn cũng không có gì làm chắc-chắn, mà cái lệ làm sổ bổ-chính cũng khi làm khi không. Cách biên chép địa-bạ cũng không có thể-lệ phân-minh. Cách xếp đặt cũng vụng, nên về sau có chỗ đọc không rõ. Tuy rằng biết địa-bạ có nhiều điều khuyết-điểm, nhưng cũng nên công-nhận rằng địa-bạ đã giúp được nhiều điều ích-lợi ở Nam-kỳ. Vì có địa-bạ mới lập được sổ công điền-thổ, mà những nơi chưa có sổ điền-thổ, thì trong việc vay tiền lấy ruộng đất làm của đảm-bảo vẫn lấy sổ địa-bạ làm chuẩn-đích.

Nhưng có một duyên-cớ làm cho địa-bạ giảm giá-trị đi, là từ khi tuyên-bố bộ Dân-luật Tây và thể-lệ về sự đề-đương (réglementation hypothécaire) do luật Tây mà ra, thì những người thuộc quyền các tòa Tây-án có việc giao-dịch quan-hệ về ruộng đất, đều phải theo luật Tây cả. Thành-thử ở

Nam-kỳ có hai thứ luật-pháp về ruộng đất: một thứ cho ruộng đất của người Pháp, một thứ cho ruộng đất của người Nam.

Ngoài điều bất tiện ấy, lại còn điều bất tiện khác nữa. Luật-pháp của nước Pháp về ruộng đất có nhiều điều bất tiện, và lại có khi có điều vô lý. Những sự ấy ở Pháp có đã lâu, nó thành quen đã đành, nhưng các sự bất tiện ấy thực không nên đem sang đây làm gì. Vì những sự giao-dịch của những người sở thuộc quyền tòa án khác nhau một ngày một phồn-tạp, nên nhiều khi muốn giao-dịch với một người chủ đất cho được chắc-chắn, không biết hỏi ở đâu cho được tin đích-xác. Các quan thẩm-phán và các quan cai-trị đã tìm cách làm cho các cơ-quan coi về ruộng đất quan-hệ với nhau. Tuy vậy, muốn hỏi xét tin tức về ruộng đất vẫn phải lôi-thôi tốn kém, mà cũng không được chắc-chắn hẳn bao giờ. Trước khi mua hoặc cầm ruộng đất, người Tây và người Nam vẫn phải đi xem xét địa-bạ và các sổ đề-đương. Mà xét các sổ đề-đương cũng lắm sự lôi-thôi, vì từ ngày đặt ra nhiều sở quản-thủ điền-thổ mỗi sở coi một hạt riêng, làm cho lắm khi muốn biết tin tức về một cái bất-động-sản, phải đi tra xét ở nhiều sở mới được. Vì đồng-thời thi-hành cả hai thứ luật về ruộng đất, thành ra cái thể-lệ đề-đương ở Nam-kỳ lại nhiều sự bất tiện hơn ở bên Pháp, mà cái thể-lệ ấy cứ như ở bên Pháp đã là bất tiện lắm rồi, đến nỗi quan Chưởng-lý DUPIN đã phải nói rằng: Ở nước Pháp tậu ruộng đất cũng không bao giờ chắc được là chủ, giả tiền cũng không bao giờ chắc là hết nợ, cho vay tiền cũng không chắc là đòi được.

Việc chỉnh-đốn điền-thổ mục-đích là để bổ-cứu lại cái tình-thế hỗn-độn ấy cùng là đặt nên quyền sổ điền-thổ. Sổ ấy được nhiều điều ích-lợi :

A. — Sổ điền-thổ làm cho luật-lệ điền-thổ được thống-nhất. Theo như sắc-lệnh ngày 21 juillet 1925 thì những trạch-

chủ cùng những người có quyền-lợi về điền-thổ, dù là người về dân-tịch nào mặc lòng, cũng phải theo một luật-lệ giống nhau.

B. — Sổ điền-thổ thành ra cái cơ-quan để ấn-định quyền-lợi về điền-thổ, làm cho điền-thổ trong một hạt có tông-tích nhất-định. Mỗi khu điền-thổ sẽ ghi vào một tờ giấy riêng và trong tờ giấy ấy có biên mọi điều quan hệ đối với khu điền-thổ ấy. Mỗi khu điền-thổ ấy định phân minh, về sau có sự giao-dịch gì thay đổi sẽ ghi cả vào đấy.

C. — Sổ điền-thổ sẽ là một cơ-quan quảng-cáo chắc-chắn không có điều gì lầm-lẫn nữa. Những khi có việc để-đương, dù là những việc để-đương của những người không đủ tư-cách đối với luật-pháp, dù là những việc để-đương do việc giao-ước đặt ra, tất phải có biên vào trong quyển quản-thủ điền-thổ. Biên vào phần điền-thổ nào phải nói rõ. Mà bao giờ cũng phải báo cho người chủ điền-thổ ấy biết. Như vậy, chánh-sách điền-thổ được hoàn-toàn.

Nhưng khi lập nên quyển sổ điền-thổ cũng không thể nhất-luật bỏ hết các điều-lệ cũ đã thi-hành ; vì vậy phải đặt cuộc điều-tra trong một năm giời để xét cho thật đích-xác ; hết hạn ấy thì sổ điền-thổ ấy đã nhất-định không thể khiếu-nại được nữa mà ai đã được giấy trích-lục của sổ điền-thổ là được quyền lợi chắc-chắn không phải tốn kém gì.

Cứ xem các kiểu-mẫu bản trích-lúc sổ điền-thổ vào các giấy chứng-chỉ thì rõ: quyển điền-thổ có giá-trị đặc-biệt về đảng luật-pháp, cách xếp-đặt cũng khôn-khéo lắm. Chỉ nhìn qua là đủ biết cái điền-thổ ấy thế nào, nó phải chịu những quyền-lợi gì, biết rõ tên các chủ kế tiếp nhau là ai và mỗi việc giao-dịch lại có biên rõ vào giấy riêng. Sau nữa lại có một bản trích-lục địa-đồ đính theo, xem đó thì không bao giờ có thể lầm-lẫn được.

Như vậy thì những khi làm văn-tự văn-khế rất dễ dàng, không cần phải tìm xét tông-tích của đất ruộng, không cần

phải xin giấy xóa những quyền-lợi vô hình về đất ấy. Mỗi khi muốn giao-dịch với một người trạch-chủ chỉ phải xét xem bản trích-lục có đúng như trong sổ điền-thổ hay không và có điều gì giả-mạo hay không. Muốn xét việc ấy rất chóng, mà chỉ mất phí tổn 0$50, không cần phải lấy giấy khai các việc đề-đương, giấy khai gốc-tích điền-thổ và giấy xóa các quyền-lợi đã có trước. Vả khi mình định cầm hay tậu đất cho ai, mình cứ cầm lấy bản trích-lục sổ điền thổ của người ta mà xin giấy chứng-chỉ của sở quản-thủ điền-thổ thì có thể giữ cho người chủ đất không thể bán hoặc cầm cho ai được, vì nếu không có giấy trích-lục điền-thổ thì sở quản-thủ điền thổ không nhận đăng ký việc gì cả. Khi đặt ra quyền điền-thổ, ở Nam-kỳ lấy làm hoan-nghênh lắm. Bắt đầu từ nửa năm 1927 có đặt ra ba sở quản-thủ điền-thổ, một sở Gò-công, một sở Saigon và một sở Chợ-lớn. Kết-quả công việc được tốt-tươi lắm. Ở Gò-công đã làm xong sổ về 12000 khu ruộng đất, công việc ở Saigon và Chợ-lớn cũng tiến-bộ lắm, nhân-dân rất là hoan-nghênh Ngày 1er mai 1930 lại lập một sở nữa ở Rạch-giá ; mới đây quan Thống-đốc Nam-kỳ lại có nghị-định chỉnh-đốn lại điền-thổ tất cả các hạt trung-châu Nam-kỳ, định trong năm năm thì có thể thi-hành được các thể-lệ mới về điền-thổ ở khắp các hạt Nam-kỳ.

P. DE FEYSSAL

Chánh sở Quản-thủ Điền-thổ tại Đông-dương

TỤC MẢI NÔ [1]

Các nước văn-minh ngày nay đều bãi bỏ cái địa-vị nô-nhân và bài-trừ tục mãi nô. Tại Hồng-hải, hai chiếc tàu Anh và Pháp ngày đêm đuổi bắt những tàu của bọn làm nghề buôn người bán thịt vô nhân-đạo, chở bọn Hắc-nô mua ở Soudan và Abyssinie về bán cho các xứ Ba-tư hay Syrie. Tuy vậy mà trong thế-giới vẫn thấy hạng người nô-lệ, vẫn thấy việc mãi nô. Nhiều nơi, giữa tỉnh-thành lại thấy công-nhiên mở chợ bán nô-lệ! Như xứ Libéria là nơi do hội Thực-dân Mỹ lập ra cho bọn nô-lệ được giải-phóng đến sinh cơ, lập nghiệp, ấy thế mà bọn này lại đặt ngay ra tục nô-lệ, bắt những người đồng-chủng vào vòng lao-lung.

Lúc ông Pavie đến xứ Lào, vẫn còn thấy tục nô-lệ cũng như ở Xiêm-la. Kẻ nào làm nghề vô nhân-đạo này được lãi rất lớn là vì một người nô-lệ đã bị mua, thì các con cháu, ngay từ lúc mới lọt lòng cũng là ở vòng nô-lệ rồi, chủ có muốn đổi bán thế nào được tùy ý.

Bên Xiêm-la, đạo luật Pi-Marong chỉ giải-phóng có mấy hạng nô-lệ thôi, là những người nô-lệ bị gán nợ thì đời con đến năm 21 tuổi mới được giải-phóng, còn đời cháu thì được giải-phóng ngay từ khi mới đẻ. Sợ rằng giải-phóng cả thì mất lòng biết bao nhiêu nhà giàu Xiêm-la, mỗi nhà có từng đàn nô-lệ. Luật năm 1880 không nói đến những hạng nô-lệ bị bắt và có nghiêm phạt việc buôn người, lại định rằng phàm nô-lệ bị gán nợ có thể do công việc làm của họ mà chuộc lấy thân được. Tuy có luật ấy mà nào người Lào, người Xiêm-la, người Diến-điện, người Cao-mên vẫn không bỏ cái nghề buôn người.

Năm 1894 nước Pháp bãi hẳn tục nô-lệ ở Lào. Hồi ấy các tỉnh Attopeu, Khong, Bassac, Stung-treng, Phnom-penh, Bangkok đều có chợ bán nô-lệ, mà đến người An-nam cũng có khi bị những bọn « săn » nô-lệ bắt đem bán ở đó. Các tín-đồ thứ nhất của các giáo-sĩ tức là bọn người An-nam bị người Lào và Xiêm bắt làm nô-lệ vậy.

Tại Cao-mên hồi ấy vẫn có tục này. Nô-lệ chia làm ba hạng:

---

(1) Tóm lược bài đăng ở phần chữ Pháp.

1° Nô-lệ của nhà-nước;
2° Nô-lệ của các nhà tu;
3° Nô-lệ của tư-gia.

Tuy có chỉ-dụ ngày 15 janvier 1877 bãi tục bắt người làm nô-lệ ấy, nhưng thực ra mãi 20 năm về sau, theo chỉ-dụ ngày 11 juillet 1897 mới bãi được hẳn.

Hiệp-ước Pháp-Mên ngày 17 juin 1884 đã bãi tục bắt người làm nô-lệ trong địa-phận xứ Cao-mên. Tuy thế mà mãi đến năm 1897 mới thực trừ được.

Ở nước Nam thì không có việc mãi nô như thế ; trước kia chỉ thấy hạng người gán mình, gán vợ con vì nợ mà thôi. Thân người bị gán chẳng qua chỉ là đầy-tớ không công cho chủ nợ thôi, mà công làm chính là tiền lãi của món tiền vay vậy.

Các thuộc-địa sở dĩ có tục bắt người làm nô-lệ là vì thiếu nhân-công. Những xứ nhân-số đông đúc như nước Trung-hoa ngày nay, xưa kia chỉ lưa-thưa có ít người.

Nước Pháp bài-trừ tục mãi-nô tại các thuộc-địa là có ý bảo-hộ dân bản-xứ. Tại Madagascar, Dahomey, Tunisie, Cao-mên, Cameroun và Congo, cái tục ấy đều do nước Pháp bài-trừ đi cả. Bọn hắc-nô chẳng những được nước Pháp giải-phóng mà thôi, lại được nâng cao cái địa-vị trong xã-hội nữa. Không như ở Mỹ, vẫn có tục cấm người giống đen làm lụng chung với người giống trắng, chôn chung đất với người giống trắng.

Ở chợ nô-lệ Hedjaz, một người có tuổi giá đặt bán ước 12.000 quan, con trai giá gấp đôi, trai-tráng thì đến 75.000 quan.

Tại Cao-mên, tòa-án Nam-vang ngày 24 novembre 1898, có công-nhận cho người mắc nợ được tự mình đi làm cho chủ-nợ để gán nợ, là vì những việc ấy không có gì trái với tục-lệ Cao-mên cả. Nếu bãi bỏ đi sợ phạm đến phong-tục dân bản-xứ chăng.

Bộ Dân-luật Lào bây giờ, qui-định việc gán mình trả nợ, có định cái thời-hạn nhiều nhất là bao nhiêu, công nhật thế nào, có nuôi cơm hay không, nuôi một mình người mắc-nợ hay cả vợ con đến ở với chủ nợ.

Cái việc bán mình để gán nợ, nguyên có từ đời thượng-cổ. Người xứ Phénicie có tục ấy từ thế-kỷ thứ 10 trước khi Thiên-chúa giáng-sinh.

Ngày nay cái việc mãi-nô, tuy đâu cũng bài-trừ mà không bài-trừ tiệt được, không trừng-trị hết được. Như trên kia đã nói, tại xứ Cameroun của Anh hãy còn ước 4000 người nô-lệ. Tại Thượng Diến-điện có 10.000 người thuộc giống Mông-cổ, thì một phần ba là nô-lệ. Bản hiệp-ước ngày 25 septembre 1926 về vấn-đề mãi-nô, điều thứ hai có định rằng : Các nước ký-kết phải cam-đoan ngăn giữ việc mãi-nô cho

tiệt. Vậy mà Sir W. H. Vincent, lúc ký thay cho Ấn-độ có tuyên-ngôn rằng không dám cam-đoan việc ấy đối với mấy xứ này là : những hạt Naga ở Diến-điện, một phần tại Assam cùng là những địa-hạt Ấn-độ thuộc về một ông hoàng hay một ông tướng nào.

Ngày 8 décembre 1924, Chính-phủ Pháp có ký sắc-lệnh bãi việc buôn người tại Côte française des Somalis.

Theo như hiệp-ước ngày 25 septembre 1926 đã nói trên kia thì xứ Abyssinie cũng bãi việc mãi-nô rồi. Những điều ấy sở-dĩ thực-hành chậm-chạp là tại phải phóng đến hơn hai triệu nô-nhân. Tại Ấn-độ có hạng người « uế-đa-phi », dù không phải là nô-lệ thì cũng không được là người tự-do. Hạng người ấy phải thuộc vào ruộng đất, khi ruộng đất đổi chủ thì không được trốn đi làm ở ruộng đất khác.

Các nhà sư ở Cao-mên không giải-phóng cho hạng nô-lệ, nhưng có trù-tính cho cái số-phận kẻ làm nô-lệ được khá hơn, cho họ có đôi chút nhân-phẩm và lại làm thành luật định rõ cả quyền-lợi của họ nữa. Trong bộ luật mới có thêm 20 điều, bắt phải đối-đãi tử-tế với nô-lệ, trừng-phạt các chủ-nhà độc dữ, nóng nẩy hay chửi bới, thường coi đầy-tớ như trâu ngựa. Lại cấm ngặt không ai được bắt nô-lệ ăn bằng cái bồn như lợn, cấm không được đánh nô-lệ bằng đồ-vật dùng để đánh đập trâu, bò, voi, cùng là trói nô-lệ bằng cái thừng buộc súc-vật. Lại khuyên không nên bắt nô-lệ làm việc quá sức một người thường. Theo tục-lệ thì chỉ bắt nô-lệ làm lụng ngoài đồng, trong rừng, từ 6 giờ đến 10 giờ sáng, và từ 2 giờ đến 5 giờ chiều.

Luật vua Ang-Đuông năm 1883 về công-việc làm của kẻ nô-lệ có định rằng : người nào nghèo khổ phải mang anh em, con cháu đi đợ lấy tiền, nếu người chủ sai kẻ nô-lệ ấy đi giữ voi, giữ trâu, sai mang lọng, gươm hay kéo xe, gánh nước, đồ thùng thì là cái quyền của người chủ. Nếu người nô-lệ phạm lỗi, người chủ có thể đánh roi hoặc đóng gông. Nếu chủ chết thì nô-lệ phải khiêng cữu và đề tang. Nhưng chủ không được dùng bó đóm hay mồi lửa, roi ngựa, hay dùng dao, dùng thìa mà đánh cùng là đổ cháo hay cơm vào mặt nô-lệ.

Đó là nói về bọn người mắc nợ phải đem thân đi gán.

Tuy ngày nay đâu đâu cũng bài-trừ tục nô-lệ mà vẫn thấy còn tại Cameroun thuộc Anh và tại Diến-điên. Bản hiệp-ước của hội-đồng Vạn-quốc ở Genève ngày 25 septembre 1926 đã định rõ thể-lệ về việc bài-trừ tục ấy.

Nước Pháp là nước đã từng phóng nô, gìn-giữ cho những dân thuộc-địa được tự-do khỏi vướng vào những tay « săn người ». Vậy thì ai nấy phải lo toan để mà hưởng lấy sự tự-lập cùng là sự sung-túc của loài người.

PIERRE GROSSIN
Hành-chính quan

Đả thương

(tiếp theo)

C. — Các vết xưng

Vết xưng là do một vật mặt nó không nhọn không sắc mà sinh ra. Các vật làm nên vết xưng nhiều lắm, không kể hết được: tay đấm, chân đá, móng-chân, móng-tay, răng, gậy gộc, gạch đá, quả-đấm, vân vân. Những khi bị đè, bị ngã, bị nạn xe-cộ, cùng các máy-móc cũng có thể làm nên vết xưng.

Những điều mà thầy-thuốc phải tự hỏi là những câu này:

I. Có PHẢI LÀ VẾT XƯNG HAY KHÔNG? — Khi dùng kính hiển-vi mà xét vết-xưng, thì thấy mép nó không được đều-đặn và rách vỡ ra.

II. Bị AI ĐÁNH ĐẬP HAY BỊ NẠN? — Một người bị kẻ khác ẩn, hay đuổi, có thể ngã trên bờ hè hay trên một cái thang mà mình mầy sinh ra xưng, những khi ngã thang thì có nhiều vết thương và nhiều chỗ xưng tím.

III. NẾU LÀ BỊ KẺ ĐÁNH ĐẬP THÌ VẬT DÙNG ĐÁNH ĐẬP THUỘC VỀ LOÀI GÌ? — Quan dự-thẩm phải phân-biệt một vết cắn, một vết cấu và một vết xé khác nhau thế nào. Một vết cấu là một chỗ da bị đứt ra mà hình nó bán-nguyệt. Cả móng-tay lẫn ngón-tay cũng đè ấn xuống. Khi cấu vào một cái tử-thi, thì dễ nhận ra lắm vì thường ở chỗ phần thịt phồng lên, có máu tụ lại vì ngón-tay ấn mạnh xuống mà sinh ra, những khi xét nghiệm người bị bóp cổ chết, nếu xét thấy ở cổ người chết có vết thương như thế là một cái chứng-cớ quan-trọng lắm. Vết cắn có nhiều hình-dạng là tùy người cắn hay loài vật cắn.

Vết người cắn thì dễ nhận lắm, nhưng nếu khi cắn lại kéo cả da thịt đi, thì chỉ thấy vết thương bị rách mà không thất vết răng.

Vết thương loài vật cắn thì phải phân-biệt hai điều sau này :

1° cắn khi còn sống; 2° hay cắn khi đã chết rồi.

Vết thương loài vật cắn thì mỗi lúc một hình dạng, vì răng mỗi con một khác. Tử-thi nhiều khi bị chuột cắn, cắn mũi, cắn ngón tay, cắn tai và nó ăn mất đứt hẳn đi. Khi nó không cắn mất hẳn, thì vết thương hình tròn lớn bằng đồng-xu, chỗ miệng vết thương có vết răng nho nhỏ và đều-đặn.

Vết thương bị xé thì khi to khi nhỏ không đều-đặn, mà rách ra từng mảnh, lắm khi rất đau.

Các vết thương như thế thường xảy ra ở các xưởng làm, các nhà máy, là khi thợ-thuyền vô ý hay là khinh-xuất để cho dây da hoặc bánh-xe vướng phải. Ở các nơi làm mỏ, thường xảy ra những việc tảng quặng rơi vào mà bị đè bẹp. Ở Đông-dương lại thường thấy người bị trâu húc mà lòi ruột ra.

Những vết cấu, vết cắn, vết xé, vết húc thì khám-nghiệm dễ lắm. Còn những vết xưng khác, muốn biết bởi vật gì sinh ra thì rất khó. Lắm khi thầy-thuốc trông thấy một vết thương mép không đều đặn, hoặc bị xé rách, không thể quyết đoán được vết thương bởi vật gì sinh ra.

IV. Vết-xưng có thể sinh nên những sự khó-khăn thế nào? — Vết xưng thường khó khỏi, nó thường xưng to lên, mâng mủ, và có thể thành ung thối ra.

Khi vết thương do một vật có rây đất bẩn làm ra, nhất là khi vết thương gặp trùng-độc thì có thể sinh ra chứng tề-phong (tétanos).

V. Vì vết thương mà người đau phải nghỉ bao nhiêu ngày không làm việc được? — Sự ấy quan hệ ở: 1° vết thương to nhỏ thế nào; 2° vết thương hình dạng thế nào? 3° vết thương có sinh ra sự khó-khăn gì không?

Một vết thương nhỏ thì dễ khỏi hơn một vết thương lớn.

Vết thương xé bị rách thì lâu thành sẹo hơn là vết thương có răng-cưa nho nhỏ vì nếu vết thương không gặp chất bẩn thì những chỗ có răng-cưa ấy có thể liền lại với nhau mà thành sẹo.

Vết thương mà sinh ra những sự khó khăn thì lại lâu thành sẹo lắm.

(Còn nữa)

Henri MARCEL

Được giải thưởng của Y-học Hàn-lâm viện Paris
Nguyên giáo-sư khoa Pháp-y trường Sĩ-hoạn Hà-nội

Bắc-kỳ Dân-luật giải-nghĩa

Nói về giá-thú

Giá-thú là gốc gia-đình, mà gia-đình là căn-bản của xã-hội, cho nên *Hoàng-Việt Luật-lệ* cùng bộ Dân-luật mới đều qui-định rất kỹ-càng. Mục-đích sự giá-thú là sinh con để phụng-sự tổ-tiên và nối dõi tông-đường. Cứ như luật cũ thì giá-thú là một việc riêng của hai bên nhà trai nhà gái đính ước với nhau và phải theo các lễ từ thượng-cổ truyền lại. Các lễ ấy, nguyên của Trung-hoa; nhưng về sau, những điều gì phiền-phức quá thì nước ta có châm-chước bỏ bớt đi.

Giá-thú theo luật Tây. — Theo luật Tây thì giá-thú là một cái hợp-đồng tối trọng, đôi bên nhà trai, nhà gái thuận tình cũng chưa đủ, lại phải theo một cái thể-thức riêng của pháp-luật đã định mới thành giá-thú, nghĩa là phải làm trước mặt hai bên nam nữ và phải do viên hộ-lại đứng thay mặt pháp-luật công-nhận cho mới được. Phàm sự giá-thú mà không theo lệ ấy, hoặc do công-chức nào khác không phải là hộ-lại, thì đối với pháp-luật là giá-thú vô-hiệu. Sự giá-thú do giáo-đường chủ-trương, đối với pháp-luật cũng không có giá-trị. Việc giáo-đường làm phép, pháp-luật không nói đến, hoặc giả nói đến là để cấm các giáo-sỹ không được làm phép giá-thú trước khi hộ-lại đã công-nhận. Theo luật Tây, không phải là chỉ việc khai trình với hộ-lại là đủ đâu, mà cũng không phải là hộ-lại chỉ có việc chứng nhận rằng đôi bên nam nữ đã thuận tình lấy nhau mà thôi đâu, hộ-lại còn phải thay mặt pháp-luật mà tuyên-bố rằng hai bên đã kết-hôn làm vợ chồng. Sau nữa giá-thú là gốc của gia-đình, vì có giá-thú, các con cái của hai vợ-chồng đẻ ra mới là con-chính, vả lại giá-thú can-thiệp đến những người đệ-tam, cho nên lúc giá-thú, luật bắt phải có hợp-đồng.

Giá-thú theo luật ta. — Cứ như lũật của ta ngày trước thì giá-thú không cần gì đến hộ-lại, chỉ tùy ở đôi bên cha mẹ là đủ. Sau nữa việc sinh tử giá-thú, luật không nói đến thì việc giá-thú không cần gì phải biên chép vào sổ công nào. Mãi đến ngày 4 octobre 1921 ở Bắc-kỳ mới có chỉ-dụ bắt biên chép các việc sinh-tử giá-thú vào sổ. Ban đầu còn thi-hành riêng về mấy hạt tỉnh Hà-đông, rồi mới do nghị-định ngày 12 décembre 1923 thi-hành khắp địa-hạt Bắc-kỳ. Đến nay việc sinh-tử giá-thú mới thật có Dân-luật bổ-khuyết rõ ràng. Nhà làm luật không muốn trái lễ-tục nước ta, nên ở điều 31 có định rằng hễ giá-thú có làm theo tục-lệ rồi thì hai vợ chồng cùng với hai bên cha mẹ và hai người chứng mới đến khai với hộ-lại để đăng-ký vào sổ giá-thú. Sự khai ấy hạn trong tám ngày, nhưng ngày cưới không kể vào trong hạn tám ngày ấy.

Theo luật Nam-kỳ và luật Tây, thì hộ-lại phải đứng thay pháp-luật mà kết-hôn cho hai bên nam nữ làm vợ-chồng, còn như theo luật Bắc-kỳ thì hộ-lại chỉ có cái chức-vụ đăng-ký vào sổ mà thôi. Điều 32 có định rằng chứng-thư khai giá-thú biên như sau này:

1° Họ, tên, tuổi và chỗ ở hai vợ chồng;

2° Người vợ cưới là chính-thất hay là vợ thứ mấy;

3° Họ, tên tuổi, chức-nghiệp và chỗ ở của cha mẹ hay là những người thay quyền cha mẹ; nếu cha mẹ mất rồi cũng phải nói rõ;

Họ, tên, tuổi, chức-nghiệp chỗ ở các người làm chứng;

4° Năm, tháng, ngày làm lễ giá-thú.

Việc giá-thú phải khai với hộ-lại xã nào? Điều 33 đáp rằng: « Sự giá-thú phải khai với hộ-lại sở-tại nơi người vợ hiện đang ở trong khi xuất-giá..». Nơi đó có khi không phải là nơi làm lễ cưới thật, nhưng luật định như thế là phải, vì lễ cưới không phải là do hộ-lại đứng làm, nguyên là làm từ trước, rồi mới khai cho hộ-lại biết. Vậy thì hộ-lại không cần phải xét xem lễ cưới đã làm ở nơi nào, vả xét như vậy có lẽ cũng có khi khó biết được, vì cứ theo phong-tục thì trong các lễ cưới, cũng không rõ rằng lễ nào là quan-hệ nhất, nhưng phận-sự hộ-lại là chỉ nên biết rằng việc giá-thú có đủ lễ và lúc làm lễ cưới đó thì người vợ có quả là ở trong địa-hạt xã mình không. Vậy thì luật cho rằng việc cưới là ở nơi người vợ ở giữa lúc làm lễ cưới (nơi này không tất nhiên là nơi trú-quán của người vợ). Xem như vậy thì biết rằng ý nhà làm luật muốn rằng người hộ-lại có tư-cách nhận lời khai giá-thú là hộ-lại ở nơi làm lễ giá-thú, nhưng vì các lễ giá-thú phiền-phức, muốn cho khỏi sự khó-khăn, cho nên định rằng nơi đó coi là nơi ở của người vợ.

Theo như điều 39, phàm người quốc-tịch An-nam giá-thú ở ngoài địa-hạt Bắc-kỳ, tại một xứ có đặt hộ-tịch, thì việc giá-thú ấy không cần phải khai lại nữa mới là hợp lệ. Khi ấy chỉ xin bản trích-lục chứng-thư giá-thú đã làm trước đem xuất trình là đủ.

Nói về chứng-cớ của giá-thú. — Cứ lệ ra thì chỉ có chứng-thư do hộ-lại làm và đã đăng-ký vào sổ giá-thú mới có thể chứng-thực cho việc giá-thú được. Song những việc giá-thú từ trước khi tuyên-bố bộ Dân-luật mới thì có thể chứng-thực bằng những giấy nhận-thực của các công-chức như lý-trưởng và bằng các hôn-thư hay bằng giấy má của những người làm chứng. Cách chứng-thực ấy, phần nhiều là do kỳ-lý trong làng khai là giá-thú có làm theo tục-lệ, có nộp cheo. Cái phái-lai tiền cheo ấy, lắm khi là một cái tang-chứng rõ ràng nhất cho sự giá-thú vào trước khi có hộ-tịch ở xứ mình.

Nói về sính-lễ. — Theo như luật cũ của ta, hễ có sính-lễ rồi, thì đôi bên nam nữ tất phải lấy nhau, hễ trái lệ thì phải phạt roi, hay phạt trượng. Chỉ khi nào một bên phạm tội ăn-trộm hay gian-dâm thì mới được bãi ước.

Bộ Dân-luật mới cũng như luật Nam-kỳ, về sính-lễ, không có theo các điều-khoản đã định ở trong *Hoàng-Việt Luật-lệ*. Điều 70 định rằng: « Có sính-lễ là có hứa giá-thú, lời hứa ấy bao giờ cũng có thể do một người hứa giá-thú hay cha mẹ người ấy xin bãi bỏ đi ».

Nhưng điều 71 lại thêm rằng: « Bên nào xin bỏ lời hứa về việc giá-thú mà không có duyên-cớ gì chính-đáng, hoặc vì sự lỗi bên ấy thì phải chịu trách-nhiệm bồi tổn-hại... »

Nói về những điều-kiện cần cho việc giá-thú. — Điều 73 đến 81 nói về các điều-kiện cần cho việc giá-thú. Dân-luật mới của Bắc-kỳ, y như Dân-luật Tây, định cái tuổi được kết-hôn là: con trai 18 tuổi và con gái 15 tuổi. Tại Trung-kỳ, bộ *Hoàng-Việt Luật-lệ* hãy còn thi-hành, thì tuổi kết-hôn phải theo như *Lễ-ký* nghĩa là con trai 16 tuổi và con gái 14 tuổi. Khi soạn Dân-luật cho xứ Nam-kỳ, nhà làm luật muốn theo tục ta, vẫn để nguyên cái tuổi ấy mà không thay đổi.

Tuy hạn tuổi như vậy mà cũng có khi được đặc-cách miễn. Theo như điều 75 trong Dân-luật mới, thì hễ có duyên-cớ đích-đáng, quan tỉnh có thể đặc-cách cho miễn tuổi được. Các duyên-cớ đích-đáng ấy là duyên-cớ nào? Luật không thấy nói đến, để tùy cho quan tỉnh định lấy. Thi-dụ cha mẹ bên cô-dâu hay chú-rể sắp chết, hoặc mới chết chưa phát tang, muốn cho đôi bên khỏi phải đợi hết tang ba năm, mà có bên nào xin miễn tuổi thì tất quan tỉnh sẽ cho.

Nhưng con trai dưới 15 tuổi và con gái dưới 12 tuổi thì không được miễn tuổi. Duyên-cớ mà người Âu-tây thường viện ra để xin miễn tuổi là người con gái chót có thai. Vì sự-thể nó đã ra thế rồi, thì nhà làm luật cũng sẵn lòng giúp cho đôi bên nam nữ khỏi mang tiếng. Vậy muốn tránh khỏi cái tiếng là sinh đẻ trước khi cưới, thì có thể miễn tuổi được. Có mấy tờ chu-tri của quan Tổng-trưởng Tư-pháp đã kể mấy trường-hợp được miễn tuổi tưởng cũng nên kể ra đây, như là khi người thiếu tuổi gặp cảnh gia-đình quẫn-bách, nhờ về sự kết-hôn mà có cách sinh-nhai, hay là người thiếu tuổi có tính chơi-bời, nhờ thành gia-thất mà tránh được sự dâm-ô tai tiếng.

Bộ Dân-luật mới cũng như Dân-luật Tây và *Hoàng-Việt Luật-lệ*, không có hạn-chế cái tuổi nhiều nhất bao nhiêu không được kết-hôn. Vậy thì muốn già đến đâu, luật cũng không cấm lấy vợ lấy chồng, luật ta với luật Tây không có điều nào như các điều-luật kia của nước Nga cấm những người 90 tuổi không được kết-hôn. Sau nữa, cái tuổi hai bên nam nữ dù chênh-lệch nhau đến đâu, cũng không trở-ngại cho sự kết-hôn. Tòa Phúc-thẩm Paris có xử việc một người đàn-ông 30 tuổi được lấy bà lão 70 !

Những điều ngăn-trở cho việc giá-thú. — Điều 74 có kể những hạng người trong thân-thuộc hay thích-thuộc không được lấy nhau. Về trực-hệ, phàm những người thân-thuộc hay thích-thuộc, vào bậc nào cũng vậy, bất cứ là con chính, con hoang hay con nuôi, thì cấm không được kết-hôn với nhau. Điều ấy nước nào cũng vậy, thiết tưởng chưa viết thành luật, thì tạo-hóa đã khắc sẵn vào lòng mọi người rồi. Về trực-hệ, thí-dụ cha không được lấy con gái, bà không được lấy cháu trai, bất cứ là con cháu chính, con cháu hoang, hay là con cháu nuôi cũng vậy. Về thích-thuộc, thí-dụ như khi vợ chết rồi, không được lấy mẹ vợ, hay là lấy con gái riêng của vợ. Về bàng-hệ thì những người sau này không được kết-hôn với nhau :

1° Anh em chị em đồng-phụ đồng-mẫu hay không cũng thế, hoặc lấy lẫn nhau, hoặc lấy anh em chị em nuôi ;

2° Chị dâu em dâu với em chồng anh chồng ;

3° Chú bác, cậu với cháu gái, cô dì với cháu trai ;

4° Bác gái hay thím với cháu chồng ;

5° Anh em với chị em con chú con bác, con cậu con cô, con dì và cả hai bên nội ngoại, anh em chị em cháu chú, cháu bác, cháu cô về bên nội ;

6° Anh em họ với chị em họ đồng tông.

Theo luật Tây, về bàng-hệ thì chỉ cấm anh em với chị em, chú, bác, cậu với cháu gái, cô dì với cháu trai, chị dâu em dâu với em chồng anh chồng, anh rể em rể với em vợ, chị vợ mà thôi, còn thì lấy nhau được cả. Như anh em con chú con bác lấy nhau cũng được, mà theo tục ta thì là loạn-luân. Duy có điều này luật Tây lại nghiệt hơn luật ta, là không được lấy em vợ hoặc chị vợ, nhưng mà gặp những duyên-cớ hệ-trọng thì có thể xin quan Giám-quốc miễn được. Chú, bác, cậu với cháu gái, cô, dì với cháu trai, chị em dâu với em chồng, anh chồng mà theo luật Tây gặp duyên-cớ hệ-trọng, xin miễn cũng được lấy nhau.

Những duyên-cớ ngăn-cấm trong việc giá-thú. — Những cái duyên-cớ cấm người thân-thích không được lấy nhau là do hai lẽ sau này:

Lẽ luân-lý. — Thân-thích với nhau, thường ở cùng một nhà, ăn ngồi một bàn, một chiếu, luôn luôn giao-thiệp với nhau, nếu được kết-hôn với nhau thì gia-đình tất sinh rối-loạn, cho nên ta gọi là loạn-luân là thế.

Lẽ sinh-lý-học. — Cổ-giả nước ta cấm người thân-thích không được kết-hôn với nhau là vì luân-lý, chứ vị tất đã biết là vì khoa-học, vậy mà rất hợp với khoa-học. Các nhà sinh-lý-học đã nghiệm rằng những người cùng chung một máu kết-hôn với nhau thì đẻ con yếu-ớt, hay sinh ra tật câm-điếc, điên-dại, động-kinh, hoặc là không sống được. Trừ Nam-kỳ theo hình-luật Tây không kể, cứ như hình-luật hiện hành ở nước ta và mấy nước bên Âu-châu như Đức, Áo, Hung-gia-lợi, Thụy-điển thì loạn-luân là một trọng-tội, hình-phạt rất nghiêm, còn như hình-luật nước Pháp thì không phạt. Là vì luật Tây lấy lẽ rằng sự loạn-luân khó viện được chứng-cớ, và khám-biện thì tất sinh ra rầm rĩ bại hoại phong-hóa.

Vợ chồng phải ưng-thuận mới thành giá-thú. — Việc kết-hôn muốn có giá-trị thì đôi bên nam nữ phải bằng lòng lấy nhau làm vợ chồng, và cha mẹ không được viện lẽ gì mà ép con cái. Điều 76 đã nói rằng: « Kết-hôn tất phải có hai bên nam nữ bằng lòng nhau mới được. » Điều ấy nguyên là lấy ở điều 146 trong Dân-luật Tây như sau này: « Không có thuận-tình thì không thành giá-thú ». Vậy thì cứ như điều 76, những người không tỏ được ý ra, như người mắc bệnh điên-cuồng thì không thể kết-hôn được. Điều 84, § 2 có nói rằng: « Khi làm lễ kết-hôn, trong hai vợ chồng có người bị bệnh điên-cuồng hoặc vô-tri-thức vì một bệnh-căn lâu khỏi thì việc giá-thú vô hiệu ».

(*Còn nữa*)

PHẠM-HUY-LỤC

DÂN SỰ

TÒA PHÚC-THẨM HÀ-NỘI (Ban thứ nhất)

Phiên tòa ngày 29 janvier 1932

Chủ-tịch : Quan Chánh án MORCHÉ

Bồi-thẩm : Các quan Tham-nghị FALK và LANGUELLIER

Chưởng-lý-cục : quan Phó chưởng-lý MENEAULT

Nói về sự dự-đoán dùng làm bằng-chứng theo luật An-nam.

I. — Một việc điều-tra, đáng lẽ phải do tòa-án làm ở phiên-tòa công đồng, hoặc do quan chánh án làm tại phòng hội-đồng quyết-nghị, mà lại đem giao cho một viên cảnh-sát làm, dù cho là vô-hiệu, song về luật hộ bản-xứ, cũng có thể dùng làm chuẩn-đích để dự-đoán, trong những trường-hợp khả dĩ lấy cách ấy làm bằng-chứng được.

II. — Theo luật An-nam, dù xử về việc gì, cũng có thể dùng cách dự-đoán để viện chứng, và dù số tiền đòi to nhỏ thế nào cũng được, miễn là các việc viện chứng phải cho đích-thực, chắc-chắn, có lý, và có thể công-nhận được.

Việc Vũ-thị-C. kiện Lê-thị-H. và Sâm-vinh-H.

THẨM-ĐỊNH :

Tóa Phúc-thẩm

Chiếu chi VŨ-THỊ-C. có đơn chống án một cách hợp-thức về bản thẩm-định xử khuyết-tịch ngày 23 août 1930;

Chiểu chi theo như đơn kiện ngày 28 octobre 1930, VŨ-THỊ-C. có xin tòa đòi LÊ-THỊ-H. và con trai thị là SÂM-VINH-H. đến trước tòa-án hòa-giải Hà-giang xét về việc hộ, để bắt thị trả số tiền một nghìn đồng, là tiền một cái văn-tự nợ, không biên ngày tháng, và có trước-bạ ngày 23 mars 1929 ;

Chiểu chi theo như bản thẩm-định ngày 27 février 1931, tòa-án không chấp các khoản yêu-cầu của VŨ-THỊ-C. ;

Chiểu chi ngày 9 mars 1931, VŨ-THỊ-C. có đơn chống bản thẩm-định ấy ; chiểu chi đơn chống án ấy hợp lệ và về đường phương-thức có thể thụ-lý được ;

Chiểu chi việc của VŨ-THỊ-C. yêu-cầu là lấy một cái văn-tự làm bằng ; văn-tự ấy viết bằng quốc-ngữ, không đề ngày tháng, trong ấy nói rằng SAM-PHU-Y., tức NAM-U, buôn-bán ở Hà-giang, nhận cùng vợ y, có vay của VŨ-THỊ-C. số tiền một nghìn đồng để buôn-bán, và cam-đoan đến ngày mồng bốn tháng năm An-nam sẽ trả ; chiểu chi văn-tự ấy có chữ ký của SAM-PHU-Y., và đóng một cái dấu (những chữ biên trong dấu ấy không dịch ra) ; chiểu chi dưới chữ ký ấy có biên mấy chữ bằng quốc-ngữ nói rằng SAM-VINH-H. nhận món tiền một nghìn đồng của cha y đã vay của VŨ-THỊ-C. ;

Chiểu chi LÊ-THỊ-H., vợ-góa của SAM-PHU-Y., và con trai là SAM-VINH-H. chối không vay số tiền một nghìn đồng của VŨ-THỊ-C., và không có ký giấy vay tiền của VŨ-THỊ-C. ;

Chiểu chi VŨ-THỊ-C. nói rằng số tiền nợ vay từ cuối năm 1926, thị giao số tiền 1000$ cho LÊ-THỊ-H., và con trai là SAM-VINH-H., mà SAM-PHU-Y. tạ-thế năm 1927 ;

Chiểu chi LÊ-THỊ-H. nhận vay của VŨ-THỊ-C. đã tám năm nay số tiền bốn trăm đồng, có gửi đồ nữ-trang làm của đảm-bảo, và từ đấy đến năm 1927 mỗi tháng vẫn trả hai-mươi đồng tiền lãi ;

Chiểu chi theo bản án tiên-thẩm ngày 14 novembre 1930, thì tòa-án cử viên sen-đầm CURÉ sung cảnh-sát ở Hà-giang điều-tra để : 1° xét xem cái văn-tự nợ một nghìn đồng có thực do hai vợ chồng NAM-U. chịu nợ VŨ-THỊ-C. hay không, và nếu thực như thế thì xét xem người mắc-nợ tự viết lấy văn-tự, hay là nhờ người viết văn-tự lúc nào, và viết ở đâu ; nếu văn-tự không do chính tay người mắc-nợ viết thì xét xem người nào viết văn-tự ấy ; 2° xét xem trước khi người Trung-hoa SAM-PHU-Y. tức NAM-U. tạ-thế, thì người ấy có dùng một cái dấu năm chữ nho giống như cái dấu đóng ở văn-tự ấy hay không ; 3° soát xem cái câu biên ở dưới văn-tự có phải chính tay SAM-VINH-H., là con trai SAM-PHU-Y. tức là NAM-U. viết hay không, và chữ viết câu ấy có giống như chữ viết trong văn-tự hay không ; 4° xét xem có thực LÊ-THỊ-H. vay số tiền 1000$00, của VŨ-THỊ-C. không, và có gửi bốn đôi xuyến vàng với năm lạng vàng-lá để làm của đảm-bảo số nợ ấy hay không, và có thực LÊ-THỊ-H. đã trả mỗi tháng hai-mươi đồng bạc lãi trong sáu năm hay không ;

Chiểu chi việc điều-tra ấy là do viên sen-đầm CURÉ sung cảnh-sát ở Hà-giang làm ;

Chiểu chi việc điều-tra ấy là vô-hiệu, vì là do một viên cảnh-sát làm, mà đáng lẽ thì phải do tòa-án làm ở phiên tòa công-đồng, hoặc do quan chánh-án làm tại trong phòng hội-đồng quyết-nghị ; chiểu chi xét ra việc điều-tra

ấy theo về công-pháp là vô-hiệu, vì người đứng chủ-trương là một viên-chức không có quyền làm ;

Chiếu chi việc điều-tra ấy tuy rằng vô-hiệu, coi như là không có, song có thể lấy làm chuẩn-đích để dự-đoán ; chiếu chi theo như luật An-nam thì bất cứ xử về việc gì, dù số tiền to đến đâu, cũng có thể viện chứng-cớ mà dự-đoán được, miễn là chứng-cớ phải cho đích-xác, có lý, và có thể công-nhận được ;

Chiếu chi Vũ-thị-C. khai rằng đã có nhờ thừa-phát-lại Penalver đòi Lê-thị-H. món tiền 1.000$00, và Lê-thị-H. có khất trả dần mỗi tháng 100$00 ; chiếu chi viên Penalver cũng khai có đến đòi Lê-thị-H. và con trai thị là Sam-vinh-H. món tiền nợ Vũ-thị-C. ; chiếu chi viên Penalver có khai rõ cái văn-tự nợ không biên ngày tháng, và Lê-thị-H. có nhận chịu món nợ ấy, và khất sau sẽ trả, mà lại nói rằng chồng mình đã trả được mấy lần, và cam-đoan sẽ trả dần số còn thiếu mỗi lần 100$00 ;

Chiếu chi Sam-vinh-H. quyết rằng không viết chữ gì lên trên cái văn-tự và mình không biết chữ quốc-ngữ ;

Chiếu chi Hứa-văn-M. là thầy-học cũ cửa Sam-vinh-H. có khai với viên sen-đầm Curé rằng tuy Sam-vinh-H. bỏ học từ khi còn bé, nhưng cũng biết đọc và biết viết quốc-ngữ ;

Chiếu chi Sam-vinh-H. khai rằng chỉ viết thư-từ cho mấy nhà buôn Trung-hoa bằng chữ nho ; chiếu chi xét ra đã sáu năm nay, các nhà buôn nói trên này không viết thư-từ gì cho Sam-phu-Y. và Sam-vinh-H. cả ;

Chiếu chi viên cảnh-sát bất kỳ đến khám xét tất cả các đồ nữ-trang của Vũ-thị-C., thì trong các đồ ấy, Lê-thị-H. không nhận cái nào của mình mà đem ký làm của đảm-bảo mà chưa lấy về ; chiếu chi không có giấy má gì về việc cầm đồ nữ-trang ấy ; chiếu chi Lê-thị-H. khai rằng viên Penalver đến đòi mình một món nợ 400$, mà viên Penalver thì khai rằng không phải một món nợ 400$, mà chính là một món nợ 1000$00 ;

Chiếu chi các lời khai man của Lê-thị-H. và của Sam-vinh-H. chỉ thêm hại cho họ mà thôi ; các lời khai man ấy, cùng với lời khai của viên thừa-phát-lại Penalver đều là những chứng-cớ quan-trọng, chắc-chắn và hợp nhau, tỏ rằng cái văn-tự 1000 $ mà Vũ-thị-C. đòi là đích-thực không phải giả-dối ;

Chiếu chi Vũ-thị-C. phân-trần về câu viết trên văn-tự một cách có lý rằng khi Lê-thị-H. và con trai của thị đem cái văn-tự ấy đến Vũ-thị-C., vốn không biết chữ, không hiểu thế nào, nên có bắt Sam-vinh-H. biên vào văn-tự mấy chữ nói rằng chính y vay tiền ;

Chiếu chi theo các lẽ ấy, nên kết án Lê-thị-H. cùng con trai là Sam-vinh-H. phải trả Vũ-thị-C. món nợ 1.000 $ với số tiền lãi theo lệ ;

Chiếu chi Sam-vinh-H. có bụng xấu, cho nên lại kết án thi-hành luật câu-thúc thân-thể đối với y ;

Vì những lẽ ấy :

Phán rằng đơn chống án của Vũ-thị-C. đối với cái án khuyết-tịch ngày 28 août 1931 về đường phương-thức có thể thụ-lý được ;

Phán rằng đơn kháng án của Vũ-thị-C. đối với cái án tòa-án hòa-giải ở Hà-giang xử về việc hộ bản-xứ ngày 27 février 1931 có thể thụ-lý được ;

Phán rằng việc điều-tra của viên sen-đầm CURÉ sung chức cảnh-sát ở Hà-giang làm theo bản án tiên-thẩm ngày 14 novembre 1931, có thể thụ-lý được ;

Nay bác hẳn cái án ngày 27 février 1931 ;

Kết án LÊ-THỊ-H. và SAM-VINH-H. liên-đới phải trả cho VŨ-THỊ-C. vì những lẽ nói trên kia, số tiền 1000 $ cùng tiền lãi theo như lệ ;

Vì SAM-VINH-H. có bụng xấu, nên phán cho thi-hành luật câu-thúc thân-thể đối với y ;

Bác không chấp các khoản yêu-cầu của LÊ-THỊ-H. và SAM-VINH-H. ;

Hạ lệnh hoàn lại tiền ký án ;

Phạt LÊ-THỊ-H. và SAM-VINH-H. liên-đới chịu án-phí sơ-thẩm và phúc-thẩm, cho luật-sư Pascalis được thu-nhận, số án-phí ấy tính là. . . . . không kể tiền bản án này.

DÂN LUẬT

thi-hành tại các tòa nam-án Bắc-kỳ

(tiếp theo)

THIÊN THỨ VII

Nói về con nuôi

Điều 185. — Phàm người đã thành niên tự hai-mươi-mốt tuổi trở lên đều có thể nuôi một người vị thành-niên hoặc con trai, hoặc con gái làm con nuôi, nhưng phải do cha mẹ để đứa con nuôi hoặc người có quyền quản-cố nó bằng lòng mới được.

Một người có thể nuôi nhiều con nuôi cũng được.

Điều 186. — Đàn ông có vợ tất phải do vợ bằng lòng mới được nuôi con nuôi. Vợ-thứ thì có chồng và vợ-chính bằng lòng có thể nuôi con nuôi được.

Điều 187. — Khế-ước lập con nuôi phải làm trước mặt hộ-lại chỗ trú-quán người đứng nuôi.

Người đứng nuôi, vợ người ấy cùng là cha mẹ để đứa con nuôi, hoặc người có quyền quản-cố nó phải khai rõ-ràng với hộ-lại rằng bằng lòng sự lập con nuôi đó. Và nếu biết chữ thì phải ký vào khế-ước.

Điều 188. — Nếu đứa con nuôi đã khai-sinh trong xã mình thì hộ-lại bản-xã phải biên-chú lập con nuôi vào bên cạnh chứng-thư khai-sinh ; nếu không phải là cùng xã thì hộ-lại phải đệ ngay một bản toàn-sao giấy lập con nuôi lên quan chánh án đệ nhị-cấp để chuyển giao cho hộ-lại nơi có tư-cách đăng-ký.

Điều 189. — Khế-ước lập con nuôi phải làm thành ba bản, do lý-trưởng thị-thực, một bản giao cho người đứng nuôi, một bản giao cho cha-mẹ để đứa con nuôi, hoặc người có quyền quản-cố nó, còn bản thứ ba thì lưu-chiểu tại công-hàm của hộ-lại.

Điều 190. — Đứa con nuôi chưa đầy ba tuổi mà cha mẹ nó đã cho hẳn làm quá phòng-tử thì tức là thuộc hẳn về nhà cha nuôi, nhưng không được quyền đứng thừa-tự. Nếu không thì đứa con nuôi vẫn giữ họ nhà cha sinh nó, hoặc lấy họ cha nuôi mà đặt họ mình tiếp theo.

Điều 191. — Bất-cứ trường-hợp nào, người đứng nuôi và người con nuôi, cấm không được giá-thú với nhau. Nếu con nuôi lấy họ người đứng nuôi thì các lệ cấm giá-thú với thân-thuộc cũng giống như con đẻ vậy.

Điều 192. — Người con nuôi đối với cha mẹ nuôi phải chịu các nghĩa-vụ và các phận-sự như con đẻ.

Tuy-nhiên, con nuôi không bắt-buộc phải phụng-tự cha mẹ nuôi cùng tổ-tiên cha mẹ nuôi, trừ khi nào người đứng nuôi chính mình không phải là người thừa-tự mà lập con nuôi lên con thừa-tự riêng cho mình thì không kể.

Điều 193. — Người đứng nuôi phải trông nom cấp-dưỡng cho con nuôi. Con nuôi đã thuộc về nhà mình thì phải đối-đãi như con đẻ.

Điều 194. — Người con nuôi không do người đứng nuôi cho phép thì không được bỏ nhà người đứng nuôi mà đi. Nếu người con nuôi không do người đứng nuôi cho phép mà tự bỏ đi thì người đứng nuôi bất-tất phải nuôi nữa, trừ khi cha mẹ đứa con nuôi ấy không biết là ai hoặc đã thất-tích đi rồi thì không kể.

Điều 195. — Khi nào đứa con nuôi hạnh-kiểm không tốt, hoặc không thể sửa-đổi lại được nữa, nếu có biết cha mẹ đẻ thì có thể đuổi về nhà cha mẹ đẻ, khi ấy người đứng nuôi phải khai tại trước mặt hai người chứng và lý-trưởng ở trú-quán mình rằng đã đuổi đứa con nuôi ấy về nhà cha mẹ nó rồi. Lý-trưởng tiếp khai phải lập biên-bản thị-thực. Lại khi người con nuôi trốn ra khỏi nhà người đứng nuôi cũng vậy.

Điều 196. — Người con nuôi mà không được lập thừa-tự thì không có quyền-lợi gì về của thừa-kế của cha mẹ nuôi.

Nếu không có chúc-thư hay san-thư của cha mẹ nuôi cho con nuôi một phần tài-sản thì đến khi phân-sản hội-đồng gia-tộc có thể chia cho con nuôi một phần trong của thừa-kế.

Người con nuôi không được quyền-lợi gì về của thừa-kế của cha mẹ người đứng nuôi.

Điều 197. -- Người con nuôi đối với cha mẹ đẻ mình vẫn phải có nghĩa-vụ như không đi làm con nuôi vậy.

Điều 198. — Người con nuôi vẫn được giữ nguyên quyền-lợi thừa-kế gia-sản của cha mẹ đẻ mình.

Điều 199. — Nếu sau khi lập con nuôi lại sinh con trai thì việc lập con nuôi vẫn không thủ-tiêu. Chỉ khi nào người con nuôi đã lập làm thừa-tự thì hễ sau sinh con trai, người con nuôi không được đứng thừa-tự nữa. Khi ấy tuy người con nuôi thôi không được đứng thừa-tự, nhưng vẫn được một phần chia trong di-sản người đứng nuôi như con đẻ.

Điều 200. — Nếu người con nuôi đã lập làm thừa-tự cho người đứng nuôi mà sao-nhãng phận-sự cúng giỗ của mình thì có thể do thân-thuộc người đứng nuôi yêu-cầu bắt phải hoàn lại tài-sản về việc phụng-tự cùng phần gia-sản đã được chia.

Người con nuôi không đứng thừa-tự thì được tùy-ý sử-dụng phần của kế-thừa mình đã được.

Điều 201. — Nếu người đứng nuôi để người con nuôi phải thiếu-thốn những sự cần-dùng hoặc đối-đãi tàn-nhẫn thì tòa-án đệ-nhị-cấp có thể tự mình hoặc do thân-thuộc người con nuôi thỉnh-cầu mà tuyên-án người đứng nuôi mất quyền cha nuôi.

Điều 202. — Án tuyên-cáo mất quyền cha nuôi sẽ định-liệu về sự trông-coi về sự giám-hộ cho đứa con nuôi vị-thành-niên.

Điều 203. — Bản án ấy sẽ biên-chú vào bên cạnh chứng-thư khai-sinh đứa con nuôi và bên cạnh khế-ước lập con nuôi lưu tại công-hàm bản-xã.

THIÊN THỨ VIII

Quyền người gia-trưởng

Điều 204. — Quyền chủ-tể đối với tất cả mọi người đồng cư trong nhà là quyền của người gia-trưởng.

Quyền gia-trưởng ấy là đối với tất cả thân-thuộc thích-thuộc cùng ở chung một gia-đình, lại đối với tất cả những người có quan-hệ bằng khế-ước, như người hầu hạ, người học nghề, người thuyền-thợ.

Điều 205. — Ông cha thì lấy lời khuyên-bảo mà giám-đốc gia-đình của con cháu ; con cháu ấy lại chính mình là gia-trưởng của gia-đình mình.

Điều 206. — Con cháu ở cùng nhà với cha mẹ ông bà nội thì thuộc hẳn quyền gia-trưởng trong nhà.

Điều 207. — Làm người con suốt cả đời phải hiếu-thuận cung-kính, làm vinh-dự cho cha mẹ ông bà. Lại phải cấp-dưỡng cho cha mẹ ông bà. Đạo hiếu cấm con cháu không được đem thưa cha mẹ ông bà tại trước tòa án. Không có phép cha thì không được bỏ nhà.

Cha mẹ còn sống thì con phải thuộc quyền cha, và cứ lý thì không được có tài-sản riêng ; trừ khi đã thành-niên được phép ra ở riêng, hoặc khi đã thoát phụ-quyền được phép tự-lập gia-thất riêng thì không kể.

Khi đã biệt-lập và khi được thoát-quyền như đã nói ở trên, luật đều cho rằng tài-sản của người con hiện có tức là của người ấy, đã lấy công lấy của làm ra và có quyền sở-hữu chánh-đáng.

Điều 208. — Cấm cha mẹ không được phép đem con cái đi cầm-cố hoặc gán để trừ nợ. Phàm khế-ước như thế đối với pháp-luật cho là phi luân-lý và vô hiệu-lực.

Con cái vị thanh-niên chưa thoát-quyền, cha mẹ vẫn có thể cho thuê mướn để làm công làm việc được.

Điều 209. — Quyền trừng-giới của cha mẹ đối với con cái chỉ được thi-hành trong giới-hạn cần-thiết để giữ quyền gia-trưởng mà thôi.

Điều 210. — Quyền cha được xin tống-giam con vì cớ thậm bất-bình về cách ăn ở của con.

Sự xin tống-giam ấy phải đệ đơn lên quan chánh án đệ-nhị cấp, quan chánh-án hạ trát bắt và ký giấy tống-giam.

Điều 211. — Trước khi hạ trát bắt quan chánh-án có thể đòi người nguyên-đơn để người ấy thuyết-minh và để quan chánh hiểu bảo các lẽ nên chăng.

Nếu đứa con chưa đầy mười-sáu tuổi thì người cha không được xin giam nó quá một tháng, khi ấy quan chánh-án đệ-nhị-cấp phải chiều đơn xin của người cha mà hạ trát bắt.

Nếu đứa con đã quá mười-sáu tuổi thì được xin giam nó luôn quá sáu tháng. Hễ nó đến tuổi thành-niên thì tự chiều luật được tha ngay.

Điều 212. — Người cha vẫn có quyền được xin giảm bớt hạn tống-giam. Nếu đứa con sau khi đã được tha, lại còn mất nết nữa thì lại được xin tống-giam nó lần nữa.

Điều 213. — Người cha xin giam con phải chịu các tiền phí-tổn về việc tống-giam và phải cho ăn uống tử-tế.

Điều 214. — Không khi nào được giam đứa con cùng với các tù thường-phạm.

Điều 215. — Nếu người nguyên đơn hoặc đứa con xem ra mắc bệnh yếu trí-khôn, hay là nếu sự tống-giam có thể làm nguy-hiểm cho sức mạnh của đứa con thì quan chánh-án vẫn có thể bác lời xin tống-giam được.

Điều 216. — Nếu có kháng-cáo thì tòa đệ-tam-cấp phải xét-xử lại trong hạn mười ngày kể từ sau ngày đã tiếp được giấy báo xin kháng-cáo do lục-sự tòa đệ-nhị-cấp phải tức-khắc đệ lên.

Điều 217. — Thủ-tục về việc tống-giam hay là về việc tha đứa con cùng là thủ-tục kháng-cáo đều được miễn cả mọi thứ tiền lệ-phí cùng các thể-lệ thường.

Điều 218. — Cha mẹ phải bảo-dưỡng giáo-huấn con vị-thành-niên cùng là chủ-trương việc giáo-dục, trông coi hạnh-kiểm và khuyên-bảo cho biết điều hay lẽ phải.

Cha mẹ lại phải tùy lực mình và tùy tư-chất đứa con, nếu tự dạy được thì dạy học cho nó, hay cho nó đi học.

Điều 219. — Khi nào người cha mệnh-một hay là hiện thất-tung hoặc bị cấm quyền thì người vợ chính được đứng giữ quyền gia-trưởng đối với tất cả các con-cái của chồng sinh ra cũng như người chồng vậy.

Tuy-nhiên muốn tống-giam một đứa con nào thì tất phải có một người thân-thuộc về bên nội hiệp-thỉnh mới được.

Điều 220. — Quyền cha được đối với tất cả con nuôi và con hoang đã khai nhận hợp phép.

(*Còn-nữa*)

NHỮNG ĐIỀU NHẬT DỤNG

Lời hỏi. — *Bố vợ người em giai tôi có nợ nó một số tiền, để quá hạn đã lâu mà không trả. Nó muốn đem thưa thì phải làm thế nào ?*

Lời đáp. — Điều thứ 4 trong bộ Dân-sự tố-tụng có định rằng : « Nếu con hay là ti-thuộc muốn thưa kiện người thân-trưởng mình thi phải do người trưởng-tộc đầu đơn khởi kiện ». Nguyên trong *Hoàng-Việt Luật-lệ* cũng đã có một điều tương-tự như thế.

Vậy thì trưởng-tộc phải đệ đơn đến tòa án sơ-cấp sở-tại, trong đơn phải khai họ, tên, tuổi, nghệ-nghiệp, sinh-quán, trú-quán của người trưởng-tộc và của người em ông, thỉnh-cầu thế nào, duyên-cớ thế nào, kết-luận thế nào, kể rõ các hạng giấy má đính theo. Nếu trưởng-tộc bị ngăn-trở hay không chịu đứng kiện thì được xin quan trưởng-lý tòa Phúc-thẩm Hà-nội đứng kiện cho.

Lời hỏi. — *Tôi đọc* Pháp-Viện báo *số 7-8, trang 301 có bài luận-thuyết nói rằng theo luật An-nam, người đàn-ông đã có vợ-cả, có thể đưa nhân-tình, nhân-ngãi về nhà mà không sợ gì pháp-luật trừng-trị cả. Chồng tôi đắc-thế cậy pháp-luật dễ-dãi đối với đàn-ông mà cứ đem nhân-tình về nhà tôi, không nể gì tôi là vợ-cả. Nếu hình-luật An-nam không ngăn cấm điều đó, thì chồng tôi làm như thế, có lẽ tôi cũng phải nhắm mắt chịu hay sao ? Tôi nhờ quí báo phân-giải cho điều ấy thì tôi được đội ơn lắm.*

Lời đáp. — Hình-luật Bắc-kỳ không trừng-phạt người chồng đưa nhân-tình về nhà ở chung với vợ-cả thật, mà hình-luật Tây thi phạt tội ấy từ 100 đến 2000 *francs*.

Dân-luật Bắc-kỳ tuy không có bắt người chồng phải thủ-trinh với vợ-cả hay vợ-lẽ (điều 92), nhưng có định rằng nghĩa vợ chồng phải cùng nhau làm cho gia-đình hưng-thịnh (điều 91) và chồng lấy vợ-thứ, tất phải do vợ-chính bằng lòng mới được (điều 93).

Sau nữa luật lại định rằng vợ chính-thất có quyền-lợi và nghĩa-vụ ở nơi trú-quán của chồng và không khi nào bàn-thờ gia-tiên được dọn ra khỏi nhà chính-tẩm chỗ vợ cả ở (điều 94).

Cứ như những điều luật đã kể trên đó thì hễ vợ-cả không bằng lòng, không khi nào chồng được đưa nhân-tình về nhà ở. Vậy thì vợ-cả có thể xin trục-xuất người nhân-tình ra khỏi nhà mình được. Vợ-cả có thưa về việc ấy, thì quan thẩm-phán phải cho cảnh-sát trục người nhân-tình ấy đi. Tòa phúc-thẩm Saigon tựa vào điều 96 trong *Hoàng-Việt Luật-lệ*, ngày 8 novembre 1906 đã có ra một đạo thẩm-định như thế.

Vả lại theo như điều 119 và 120 trong Dân-luật Bắc-kỳ, thì đó cũng là một duyên-cớ cho vợ xin ly-dị được, là vì «làm trái trật-tự trong thê-đẳng», hay vì «bên nọ quá khắc hành-hạ chửi rủa làm nhục thậm-tệ đối với bên kia», hay là vì một bên làm nhơ-nhuốc, đến nỗi bên nguyên-đơn không thể ở chung được nữa».

Mà cái việc đưa nhân-tình, nhân-ngãi về nhà mình thì rõ là một *việc làm nhục thậm-tệ* đối với vợ-cả, không thể cãi được.

Lời hỏi. — *Tôi có người anh họ đi xe ô-tô hàng bị xe đổ mà chết. Cái nạn ấy xét ra lỗi tại người* chauffeur *của người chủ xe bất cẩn. Vậy nay tôi có thể kiện người* chauffeur *cùng người chủ xe để đòi tiền bồi-thường không?*

Lời đáp — Cái câu hỏi ấy có mấy vấn-đề về pháp-luật cần phải xét đã, rồi mới giải-đáp được.

Trước hết đối với pháp-luật, ông có tư-cách đòi tiền bồi-thường vì anh họ ông mất không? Nghĩa là anh họ ông mất vì lỗi người *chauffeur* bất cẩn, thì ông có bị thiệt-hại gì không?

Cái quyền đòi tiền bồi-thường ấy là quyền của vợ con người bị hại. Chỉ khi nào cái việc người anh họ ông mất có làm thiệt-hại *cho ông* về đường vật-chất, về tiền bạc thì ông mới có tư-cách đòi bồi-thường. Vì chớ nên quên rằng luật Dân-sự và thương-sự tố-tụng ở Bắc-kỳ điều thứ nhất có nói rằng: «Ai có việc gì quan-hệ đến mình mới có quyền được đầu đơn thưa kiện mà thôi».

Bây giờ xét đến vấn-đề thứ hai, là người chủ vận-tải ô-tô có phải chịu trách-nhiệm về người *chauffeur* bất cẩn đã làm thiệt-hại người anh họ ông không? Luật An-nam cũng như luật Tây, người ta không những phải chịu trách nhiệm về sự tổn-hại tự mình làm ra dù cố ý hay không, lại phải trách-nhiệm cả về sự tổn-hại do những người mà mình có quyền trông coi làm ra nữa. Nhưng phải có đủ ba điều-kiện sau này thì người trao-quyền (tức là người chủ xe) mới phải chịu trách-nhiệm về sự tổn-hại của người mình ủy quyền làm ra: một là người trao-quyền có tự chọn lấy người làm công (tức là chauffeur); hai là người làm công đối với chủ, phải có phục-tòng; ba là người làm công làm sự tổn-hại vào trong cái thời-gian đương làm việc cho chủ.

Ba điều-kiện ấy xem ra đủ cả, vì người chủ xe có tự chọn lấy *chauffeur*, người *chauffeur* có thuộc quyền người chủ xe cai-quản và cái nạn ấy do người *chauffeur* làm ra trong khi đương làm việc thuộc về phận-sự mình.

Vậy thì người chủ xe phải chịu trách-nhiệm và không có điều gì khoan-miễn cả: người chủ xe hay là người trao-quyền không thể viện bằng-chứng rằng mình không có lỗi, mà cái việc sinh ra trách-nhiệm ấy mình không thể ngăn-cấm được.

Tạp – lục

Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào? (1)

(bài nối)

Thời-kỳ thứ nhì, năm 1901 đến 1917. — Từ ngày 1er novembre 1901 có sắc-lệnh giao tất cả các tòa Nam-án ở Bắc-kỳ cho tòa Phúc-thẩm kiểm-soát và quan Chưởng-lý quản-đốc, thì việc tư-pháp ở Bắc-kỳ đã bước được một bước cả-quyết vào trong cuộc tiến-hóa xứ này.

Tờ trình về đạo sắc-lệnh ấy đã tỏ rõ được cái ý-kiến và cái mục-đích của nhà làm luật, xin trích một đoạn như sau này:

« Cứ theo như lệ-luật hiện-hành thì các bản án của các tòa Nam-án phải « đệ lên quan Thống-sứ duyệt-y, hoặc tự các tòa-án đệ lên, hoặc do đòi « bên nguyên bị chống án. Về việc ấy, quan Thống-sứ được thi mọi quyền « của vua ngày trước.

« Cứ như ý tôi, muốn cho hợp lẽ, và đúng với các tôn-chỉ của lệ-luật ta, « thì những chức-trách ấy nên giao cho một hội-đồng phúc-thẩm có ba viên « tham-nghị tòa Phúc-thẩm và hai viên quan An-nam hội-đồng quyết-định « rồi sẽ do quan Chưởng-lý kiêm Tư-pháp viện thủ-hiến thi-hành.

« Tôi lại thiết nghĩ Chính-phủ Dân-quốc không nên dong-túng cái việc dùng nhục-hình để thẩm-cứu hoặc để làm cách trừng-phạt nữa ».

Hội-đồng ấy họp tại tòa-án Hà-nội, có ba viên tham-nghị tòa Phúc-thẩm và hai viên quan An-nam đều có quyền quyết-nghị. Quan Chưởng-lý hoặc bằng chức-vụ mình, hoặc do đơn xin chống án của đòi bên nguyên bị, giao cho hội-đồng, tất cả các bản án của các tòa Nam-án kết nghĩ, bất cứ về dân-sự hay hình-sự.

Hội-đồng xét hồ-sơ mà quyết-nghị, chứ không phải đòi những người đương-sự đến trước tòa. Các án của Hội-đồng là án chung-thẩm và do quan Chưởng-lý thi-hành.

Ngay từ buổi đầu, việc cải-cách ấy xét ra rất có ích.

Việc kiểm-soát của các quan tòa Phúc-thẩm xem ra có công-hiệu lắm, là các quan An-nam sử án được cẩn-thận hơn, việc thẩm-cứu được rõ hơn, hồ-sơ làm cũng hợp phương-pháp hơn. Cái tự-do của cá-nhân được bảo-vệ vững-vàng hơn, mà cái thời-hạn giam-cứu cũng giảm đi nhiều.

---

(1) *La Justice en Indochine*, chap. III, *Le Tonkin*.

Thấy kết-quả hay thế, mới định đổi hội-đồng làm một ban của tòa Phúc-thẩm. Đạo sắc-lệnh ngày 31 août 1905 bèn đặt ra ban thứ tư tại tòa Phúc-thẩm Đông-dương, riêng coi về việc phúc-thẩm các án An-nam mà trước kia vẫn giao cho Hội-đồng phúc-thẩm. Phòng ấy họp tại Hà-nội, gồm có một quan phó tòa Phúc-thẩm hai viên tham-nghị và hai viên quan An-nam được quyền quyết-nghị.

Bất cứ về việc gì, cái quyền xin phúc-thẩm là quyền của hai bên nguyên bị và của quan Chưởng-lý. Bởi vậy, phàm các bản án do tòa Nam-án kết nghị thi hạn trong tám ngày phải đệ lên quan Chưởng-lý một bản. Nếu ngài chuẩn y bản án thì giao trả quan đầu tỉnh để thi-hành. Nếu không thì ngài giao việc cho tòa Phúc-thẩm xét lại. Tòa Phúc-thẩm cứ do hồ-sơ mà quyết-nghị, nhưng cũng có quyền đòi nguyên bị đến hỏi và được dùng mọi phương-pháp dự-thẩm. Tòa Phúc-thẩm đã kết-nghĩ là xong hẳn, và án thì quan Chưởng-lý thi-hành.

Người ta hỏi rằng những sắc-lệnh năm 1901 và 1905 khi làm ra, không hỏi ý-kiến Nam-triều, như thế đối với quốc-luật An-nam liệu có giá-trị hay không. Chức-vụ của vua giao cho quan Kinh-lược năm 1886, rồi trao sang quan Thống-sứ Bắc-kỳ muốn rộng thế nào mặc lòng, vua An-nam vẫn không bao-giờ bỏ cái quyền lập-pháp đối với dân, vậy thì những việc cải-cách nền tư-pháp trong xứ, tất phải do vua đồng ý. Dù thế nào mặc lòng, Chính-phủ Nam-triều không thấy phản-đối gì; sự yên-lặng ấy đủ tỏ ra rằng Nam-triều đã mặc-nhận việc đặt tòa Phúc-thẩm làm tối-cao thẩm-phán viện đối với dân bản-xứ. Vả lại ta cũng có thể đoán rằng Chính-phủ Pháp hồi đó thiết-nghĩ bất tất phải bàn-bạc với vua An-nam về các việc sửa đổi nhất bộ trong nền tư-pháp, theo như sắc-lệnh năm 1901 và 1905, vì rằng việc cải-cách ấy chẳng qua mới là bước đầu trong việc cải-cách toàn-bộ của nền tư-pháp bản-xứ, và trong việc soạn lại luật An-nam tức là những công-cuộc lâu dài mà Chính phủ vẫn đợi xong cả mới đệ trình vua chuẩn y một thể.

Vả lại nếu bởi cái quyền kiểm-soát quá rộng do hòa-ước năm 1884 trao cho Chính-phủ Pháp mà Chính-phủ Pháp giao các bản án các tòa Nam-án cho một ban vừa quan Tây vừa quan Nam ở tòa Phúc-thẩm xét lại thì cũng nên nhận ra rằng không có động-chạm gì đến các tòa sơ-cấp và đệ-nhị-cấp cả. Các tòa ấy vẫn giữ nguyên như ngày trước, vẫn thi-hành theo một luật-lệ.

Nhà làm luật sở dĩ đem nền tư-pháp An-nam giao cho một ban tòa Phúc-thẩm kiểm-soát và quan Chưởng-lý giám-sát là chủ ý kíp kiến-thiết nên một cái chế-độ mới, đặng trừ tiệt mấy cái chước xử án của quan An-nam mà người ta đã tố-cáo về đến tận Mẫu-quốc, vì những chước ấy xét ra trái hẳn với các tôn-chỉ văn-minh mà nước Pháp cần phải giữ cái thanh-danh tại xứ này.

Tuy thế, những việc như việc này cần phải thi-hành cho có ý-tứ, không thể thốt-nhiên, không châm-trước mà đang theo chế-độ này đổi ngay sang chế-độ khác được. Luật An-nam rất phiền-phức, dân An-nam lại chuộng nền tư-pháp cổ, cho nên vấn-đề này lại thêm khó-khăn. Nếu không nghiên-cứu kỹ-càng, dự-bị cẩn-thận cho việc cải-cách được kết-quả hay, cho nhân dân phục cái tôn-chỉ thì không thể nào cải-cách chu-đáo được.

Năm 1913, quan Toàn-quyền Albert SARRAUT ra lệnh cho quan thủ-hiến Tư-pháp soạn lại toàn bộ luật An-nam ở Bắc-kỳ. Có đặt ra các hội-hồng có các quan cai-trị, các quan thẩm-phán cùng là các quan An-nam để tỏ bầy ý-kiến về khoản luật do quan Chưởng-lý dự-thảo.

Đầu năm 1914, các công việc ấy khởi-thảo xong mới đệ trình vua chuẩn y. Việc cải-cách theo sắc-lệnh năm 1901 và 1905 không hỏi ý-kiến vua An-nam, không phải là Chính-phủ Pháp có ý tiếm mất cái quyền của nhà làm luật An-nam, hay là đổi hẳn lại nền tư-pháp tại Bắc-kỳ đâu. Việc cải-cách này theo đúng hòa-ước, tất phải có Chính-phủ Nam-triều ưng-thuận mới được.

Vì cuộc Đại-chiến làm chậm mất sự thi-hành việc cải-cách ấy, cho nên mãi đến năm1906, sau khi xét kỹ-lưỡng các bản thảo, vua An-nam đã chuẩn y cho thi-hành.

(Còn nữa)

L. A. HABERT

Giám-đốc các nha Tư-pháp Đông-dương

Tùng-ký

Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân.

Nghị-định quan Chưởng-lý sung Giám-đốc các nha Tư-pháp Đông-dương ngày 4 janvier 1932:

Các vị thân-hào sau này được cử vào Hội-đồng tư-pháp bổ-trợ về năm 1932:

HỘI-ĐỒNG TƯ-PHÁP BỔ-TRỢ TẠI TÒA PHÚC-THẨM HANOI

Xét các việc người Au-tây:

MM. J. BATUT, thiếu-tá hưu-trí;
DELUE (Lucien), phó quản-lý hãng Gratry.

Xét các việc người An-nam:

MM. PHẠM-HUY-LỤC, chủ báo tại Hanoi;
LÊ-VĂN-TÂN, chủ ấn-quán.

HỘI-ĐỒNG TƯ-PHÁP BỔ-TRỢ TẠI TÒA SƠ-THẨM HANOI

Xét các việc người Au-tây:

MM. TAUPIN, chủ hiệu buôn tại Hanoi;
LARRIVÉ (Charles);

Xét các việc người An-nam:

MM. ĐÀO-HUỐNG-MAI, thương-nghiệp chủ tại Hanoi;
SƠN-XUÂN-HOAN, quản-lý hiệu Quảng-hưng-Long.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 13 janvier 1932:

M. TRẦN-VĂN-LIỄN, tri-huyện hạng nhì tại Yên-hưng (Quảng-yên) nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy trong khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận, thay chân M. ĐỖ-THÚC đổi đi nơi khác.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 26 janvier 1932:

M. NGÔ-QUỐC-CÒN, tri-huyện hạng nhì tại Đan-phượng (Hà-đông) và M. DƯƠNG-CỰ-TẦM, tri-huyện hạng ba tại Kim-sơn (Ninh-bình) nay đổi lẫn cho nhau.

IMP SPÉCIALE DU PHAP-VIÊN BAO

必也使無訟乎
(孔子)

« ..... faire qu'il n'y eût plus de procès, ne serait-ce pas préférable?»

(CONFUCIUS)

SOMMAIRE

Page

LES FONCTIONNAIRES ANNAMITES, LEURS FEMMES ET LEURS ENFANTS PEUVENT-ILS FAIRE DU COMMERCE ? 59
QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE. — IX. Du droit maternel et de la puissance paternelle 66
MÉDECINE LÉGALE. — Des coups et blessures (suite) 73
NOTIONS DE DROIT CIVIL TONKINOIS (Voir : partie annamite).
JURISPRUDENCE. — Recevabilité des requêtes au Conseil du contentieux. Compétence du Conseil dans les instances intéressant l'Etat français. 77
La responsabilité civile des loueurs de pousse-pousse 80
LÉGISLATION. 82
QUESTIONS DE DROIT USUEL 83
VARIÉTÉS. — La justice indigène au Tonkin (*suite*). 86
CHRONIQUE. — Ecole supérieure de droit de l'Université Indochinoise. Nominations, mutations, etc. 91
BIBLIOGRAPHIE. 96

YẾU-MỤC

Số trang

CÁC VIÊN-CHỨC AN-NAM CÙNG VỢ CON CÓ ĐƯỢC BUÔN-BÁN HAY KHÔNG? 35
MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM. — IX. Nói về quyền gia-trưởng. 41
PHÁP-Y. — Đả-thương (tiếp theo). 43
BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA. — Nói về giá-thú (tiếp theo) 46
ÁN-LỆ. — Sự thụ-lý của các đơn kiện tại Tòa án cai-trị. Nói về thẩm-quyền của Tòa án cai-trị đối với các việc kiện có quan-hệ đến Chánh-phủ Pháp. 49
PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam án Bắc-kỳ. — Nói về các hạng người vô tư-cách. Vị-thành-niên (Điều 221 đến 224. Quyền giám-hộ của người mẹ (Điều 225 đến 228). Quyền giám-hộ do người cha và người mẹ giao phó (Điều 229 đến 230). Quyền giám-hộ của ông bà (Điều 231 đến 232). Quyền giám-hộ do hội-đồng gia-tộc giao-phó (Điều 233 đến 236). Quyền giám-hộ những con hoang (Điều 237 đến 240). Quyền giám-hộ những đứa con vô-thừa-nhận (Điều 241). Nói về những nguyên-nhân miễn giám-hộ (Điều 242 đến 249). Nói về việc quản-lý của người giám-hộ (Điều 250 đến 260). Nói về lệ thoát quyền (Điều 261 đến 270). . . . 53
PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Đánh bạc thế nào thì phải phạt? Luật đánh bạc ở tam kỳ khác nhau thế nào? Nói về trách-nhiệm của những người cho thuê xe tay 58
TẠP-LỤC. — Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào ? (Tiếp theo). 61
TỦNG-KỲ. — Khánh-thành trường Cao-đẳng Pháp-luật 65
Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân 66
BÌNH-PHẨM SÁCH LUẬT (xem phần chữ Tây)

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARTIE GÉNÉRALE

DROIT ADMINISTRATIF INDOCHINOIS

Les fonctionnaires annamites, leurs femmes et leurs enfants peuvent-ils faire du commerce ?

Plusieurs circulaires du Ministre de la Marine et du Ministre des Colonies [1] ont interdit aux fonctionnaires des colonies de faire du commerce, soit par eux-mêmes, soit *par personnes interposées* [2].

M. le Gouverneur général de l'Indochine, en communiquant celle du 12 août 1921 à ses subordonnés, s'exprimait ainsi :

« J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli copie d'une circulaire ministérielle renouvelant l'interdiction faite aux fonctionnaires de se livrer à des opérations commerciales.

« Déjà à plusieurs reprises, et notamment par des instructions du 25 novembre 1904, le Département a appelé sur cette question l'attention du Gouvernement général. Depuis, les mêmes prescriptions ont été rappelées par un de mes prédécesseurs (circulaire du 29 décembre 1910) sans que cependant les abus signalés aient définitivement pris fin.

« Les ordres ministériels sont aujourd'hui formels et m'invitent à mettre en demeure les fonctionnaires de l'Indochine qui n'auraient pas tenu compte des recommandations antérieures, d'offrir leur démission

---

(1) Circulaires des 9 mai 1875, 4 mai 1897, 15 septembre 1904, 29 mars 1909 19 juillet 1920, 12 août 1921, 24 mars 1926.....

(2) Cf. articles dans *France-Indochine*, 19 et 21 octobre 1923; *Courrier d'Haiphong*, 8 décembre 1923.

ou de cesser immédiatement de participer à l'administration d'aucune société à but commercial.

« Je vous prie donc de vouloir bien, en m'accusant réception de la présente circulaire, me faire connaître les noms des fonctionnaires placés sous vos ordres qui, soit directement, soit par personnes interposées, seraient connus comme se livrant habituellement à des actes de commerce. »

Ces instructions s'appliquent évidemment aux commis et aux secrétaires indigènes du Gouvernement de la Cochinchine et des Protectorats français, aux đốc-phủ-sứ, phủ et huyện de Cochinchine ainsi qu'à tous les fonctionnaires indigènes de toutes les administrations publiques françaises de l'Indochine.

Elles ne sauraient, par contre, viser ni les agents temporaires, ni les ouvriers de l'Administration qui n'ont pas droit à pension, puisque, aux termes de l'arrêté du Gouverneur général du 20 juin 1921 modifié par celui du 27 février 1926, « sont considérés comme *fonctionnaires* des services locaux de l'Indochine tous ceux qui, appartenant à un corps organisé par arrêté du Gouverneur général, occupent un emploi permanent *conduisant à pension* dans un des services publics de la Colonie ».

Elles ne sauraient non plus atteindre en Annam et au Tonkin les mandarins, ni les thông-phán, thừa-phái...., car leur statut est fixé par des ordonnances du Roi ou par des arrêtés du Résident supérieur au Tonkin, détenteur depuis 1897 des pouvoirs de Kinh-lược, et rien n'est venu limiter à ce point de vue les droits naturels de ces employés royaux si ce n'est l'article 88 du Code Gia-long, qui a interdit aux mandarins et employés d'acheter des terrains ou des maisons sur le territoire qu'ils administrent sous peine de 50 coups de *trượng*, de déplacement et de confiscation. Cette défense ne vaut plus d'ailleurs qu'en Annam, car le nouveau Code pénal tonkinois (1921) est muet sur cette restriction.

On peut se demander si la femme (ou les femmes) du fonctionnaire annamite peut faire du commerce.

Etant donné le libellé des circulaires susvisées qui tendent à empêcher le fonctionnaire de percevoir des bénéfices commerciaux, il suffira de distinguer les cas dans lesquels il profitera des bénéfices réalisés par sa femme (ou ses femmes), qui sera dès lors « la personne interposée » reprochée.

En Cochinchine, la Cour d'Appel a décidé depuis longtemps qu'en ce qui concerne la *vợ-cả*, « tous les biens acquis pendant le mariage sont réputés être la propriété du mari » (A. C. S., 6 septembre 1894, 18 oct. 1894, 31 janv., 7 fév. 1895, 26 août 1897...). La femme de premier rang du fonctionnaire ne saurait donc y faire du commerce.

Au Tonkin, l'article 107 du Code civil (1931) décide que « les apports du mari, les apports de l'*épouse*, les biens acquis en commun par les deux époux pendant le mariage, les *biens acquis par chacun d'eux durant le mariage à titre onéreux* ou à titre gratuit et les revenus de ces divers biens appartiennent indivisément aux deux époux »; c'est-à-dire que la *vợ-cả* du fonctionnaire est, aux yeux de l'Administration, inhabile à commercer.

Il en est tout différemment de la *vợ-lẽ* (femme de second rang) qui, en application de la jurisprudence de la Cour d'Appel de Saigon (A. C. S., 1er avril 1914) et du Code tonkinois (art. 114), conserve la propriété, l'administration, la jouissance et la disposition de ses biens personnels dont le mari ne peut disposer contre son gré.

La *vợ-lẽ* du fonctionnaire ne saurait donc être *a priori* la « personne interposée » vouée aux foudres ministérielles.

* * *

En droit français applicable aux fonctionnaires indigènes naturalisés, la solution de la question était autrefois très difficile et dépendait du régime matrimonial du fonctionnaire. Nous l'exposerons brièvement à titre de curiosité archaïque :

I. — Si les époux étaient mariés sous le régime de la *communauté*, la femme du fonctionnaire ne pouvait pas faire du commerce, puisque « la communauté se compose activement.... 2° de tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit » (art. 1401 C. C. fr.), et puisque la communauté se compose passivement en particulier des dettes du mari et des aliments du mari (art. 1409 C. C. fr.).

II. — Si les époux étaient mariés sous le régime *sans communauté*, le mari ayant l'administration et la jouissance de tous les biens de sa femme (art. 1530 C. C. fr.), celle-ci, si son mari était fonctionnaire, ne pouvait faire du commerce.

On pouvait cependant soutenir la solution contraire, car ledit article 1530 porte que « les fruits des biens de la femme sont perçus par le mari ».

Les bénéfices commerciaux sont-ils des « fruits » ou revenus dans le sens légal du mot? Certains auteurs en doutent, car l'art 1498 fait une distinction entre les « produits de l'industrie » et les « fruits et revenus des biens ».

Si donc la femme pouvait garder les fruits de son industrie (ou commerce), le mari n'en profitait pas, donc la femme du fonctionnaire n'était pas *a priori* une « personne interposée » et pouvait se livrer à des opérations commerciales sans exposer son mari à une sanction disciplinaire.

III. — Si les époux étaient mariés sous le régime de *séparation de biens*, la femme du fonctionnaire pouvait faire du commerce, puisque chaque époux conservait la pleine propriété et administration de ses biens et la jouissance libre de ses revenus ; rien n'était commun entre eux (art 1536 C. C. fr.).

IV. — Enfin, si les époux étaient mariés sous le régime *dotal*, il fallait faire une sous-distinction :

Quand la constitution de dot par la femme comprenait les biens à venir, on devait considérer comme dotal le produit de l'industrie ou du commerce de la femme, salaire, traitement, etc... pour la période comprise entre la célébration du mariage et sa dissolution (Riom, 23 mars, 1881, D. 83, 2, 17, S. 86, 1, 25; Cass., 13 fév. 1884, D. 84. I. 325, S. 86, 1. 25); donc le mari avait le droit d'en percevoir les fruits et intérêts (art. 1549, al. 2, C. C. fr.), donc la femme du fonctionnaire placée sous ce régime ne pouvait faire du commerce car elle aurait été réputée « personne interposée ».

Si, au contraire, la femme du fonctionnaire ne s'était constitué en dot que ses biens *présents*, les produits de son industrie ou de son commerce personnels ne pouvaient être que paraphernaux et par suite ne profitaient pas au mari (Montpellier, 27 mai 1879, D. 80, 2, 117).

La loi du 13 juillet 1907 (1) a rendu inutiles toutes ces distinctions

---

(1) Cette loi a pour origine un projet préparé dès 1893 par Melle JEANNE CHAUVIN sur la demande de la société l'*Avant-Courrière*, à l'imitation d'une loi danoise. Un projet en ce sens fut déposé à la Chambre par M. GOIRAND, le 9 juillet 1894. La loi de 1907 est le résultat d'un long mouvement féministe favorisé par tous les philosophes et spécialement par STUART MILL qui, dans son petit livre sur *L'assujettissement des femmes*, condamna la suprématie maritale et prophétisa, pour le bien de l'humanité, l'égalité des sexes.

byzantines, en décidant que « sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens », à la seule condition qu'elle justifie qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle son mari.

Il en résulte qu'actuellement l'épouse d'un fonctionnaire français ou naturalisé français peut faire du commerce sans pouvoir être réputée « personne interposée ».

C'est, on le voit, exactement le contraire de ce qui se passe pour l'épouse (*vợ-cả*) du fonctionnaire indigène, sujet ou protégé français.

*
* *

Il reste à examiner si l'enfant du fonctionnaire annamite peut être considéré, pour les actes de commerce, comme « personne interposée » par son père.

I. *En Annam*, où le Code Gia-long est encore en vigueur, l'étude des articles 2 (par. 7), 82 (décret I) et 83 amènent à constater que les enfants ne sauraient ni résider à part, ni avoir des biens propres du vivant de leurs grands-parents ou de leur père et mère, sauf autorisation spéciale de ces derniers (1). Ce n'est que dans ce dernier cas qu'exerçant un commerce, ils pourraient échapper à la réputation

---

(1) On lit dans le *Lễ-ký*, page 14 : 子 孫 不 有 私 財 *tử-tôn bất hữu tư tài*, « l'enfant n'a pas de biens personnels » ; — *ibidem*, p. 636 : 子 婦 無 私 貨 無 私 畜 *tử phụ vô tư hóa vô tư súc*, « un fils et sa femme n'ont pas de fortune privée, ni animaux, ni objets mobiliers » ; — Code Gia-long, art. 2 : « Les dix crimes atroces... Le septième est appelé le manque de piété filiale (ce nom désigne le fait qui consiste à porter une accusation, ou à proférer des injures contre son aïeul, son aïeule, son père ou sa mère, contre l'aïeul ou l'aïeule, le père ou la mère de l'époux, *ou bien du vivant de l'aïeul ou de l'aïeule, du père ou de la mère à se séparer de la famille et d'en partager les biens* . . .) ; — Code Gia-long, commentaire officiel de l'article 82 : « Du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, les enfants et les petits-enfants ne peuvent posséder aucun bien qui leur soit personnel. » — *ibidem*, Décret I : « Du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, il n'est pas permis aux enfants et aux petits-enfants de partager les biens et de prendre des domiciles distincts ; si le père ou la mère ont permis ou ordonné le partage, ils y seront autorisés. » — *ibidem*, commentaire officiel de l'article 83 : « Lorsque les parents de rang inférieur ou plus jeunes et les parents de rang prééminent ou plus âgés habitent ensemble et que leurs biens sont en commun, la gestion des biens appartient entièrement aux parents de rang prééminent et plus âgés ; les parents de rang inférieur ou plus jeunes ne peuvent pas d'eux-mêmes en assurer la gestion ou la disposition. »

d'être « personne interposée » par leur père fonctionnaire.

II. *Au Tonkin*, l'article 207 du C. C. T. (1931) est ainsi rédigé : « L'enfant reste sous la puissance paternelle tant que ses parents vivent et ne peut, en principe, rien posséder en propre, à moins que *majeur*, il n'ait été autorisé par eux à avoir un établissement séparé, ou qu'émancipé, il ne se soit créé cet établissement avec leur autorisation. Dans l'un et l'autre de ces cas, il y a présomption légale que les biens qu'il possède ont été acquis par lui, par son travail et de ses deniers et qu'il en est le légitime propriétaire. »

L'article 270 dit au surplus : « Le mineur émancipé qui fait du commerce a une capacité absolue pour tous les actes relatifs à ce commerce. Les obligations sont présumées commerciales. »

Ces dispositions ne sont pas absolument conformes aux avis du Comité consultatif de jurisprudence sur les coutumes des Annamites du Tonkin (1).

Quoi qu'il en soit, au Tonkin, l'enfant majeur, s'il a été autorisé par ses parents à avoir un établissement séparé, et l'enfant mineur émancipé qui s'est créé cet établissement avec l'autorisation de ses parents, ne peuvent être réputés *a priori* « personnes interposées » pour le commerce de leur père fonctionnaire.

---

(1) *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite sur les coutumes des Annamites du Tonkin*, page 43 : « Que faut-il entendre par les *tử-tôn* ? Les *tử-tôn* qui vivent chez leurs parents ou chez leurs grands-parents ont-ils une capacité quelconque ? — Avis du Comité : Les *tử-tôn* sont les enfants et les petits-enfants des deux sexes.... Les enfants et les petits-enfants qui vivent chez leurs parents ou leurs grands-parents paternels sont sous la dépendance complète du chef de famille. Ils doivent verser le produit de leur travail entre les mains de leurs parents, mais en fait, ceux-ci leur en abandonnent le plus souvent une partie. Les majeurs comme les mineurs sont soumis à leur autorité. Ils n'ont pas de capacité propre, à moins qu'ils ne soient mariés et autorisés par leurs parents à vivre séparément. Bien qu'habitant sous le même toit, les parents et grands-parents ne sont pas responsables des engagements contractés par leurs enfants et petits-enfants sans leur autorisation. » — *ibidem*, page 44 : « Les *tử-tôn* peuvent-ils posséder des biens personnels ? — Avis du Comité : Il convient de distinguer les mineurs et les majeurs. En principe, les mineurs ne possèdent rien personnellement. Les majeurs non mariés qui vivent sous le toit patriarcal ont la propriété des biens que leurs parents les autorisent à posséder. Les majeurs qui ont un établissement séparé de celui de leurs parents *(gia-thất)* ont un droit de propriété personnelle sur les biens qu'ils possèdent ou qu'ils acquièrent et qui sont distincts du patrimoine familial. Ils ont une pleine capacité. »

III. *En Cochinchine*, la situation du mineur émancipé est la même, mais celle du majeur est meilleure, puisqu'il n'est plus sous la puissance paternelle et puisque le père n'a plus la jouissance des biens personnels des enfants ayant atteint 18 ans (Décret du 3 octobre 1883, titre IX). Les cas dans lesquels l'enfant pourra être réputé « personne interposée » pour le commerce de son père fonctionnaire seront donc très rares.

ALFRED EMILE HUCKEL

QUESTIONS
DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE

IX

Du droit maternel et de la puissance paternelle

Un auteur français, M. A. GIRAUD-TEULON, a pris pour point de départ, dans une *Etude sur les sociétés anciennes* (*La mère chez certains peuples de l'antiquité*, Paris, E. Thorin, in-8° de 66 p.), un livre d'un jurisconsulte allemand publié en 1861 sous le titre *Le droit maternel* (*Das Mutterrecht*), livre, dit-il, plein de faits curieux, quoique confus, mal écrit et gâté par un symbolisme mythologique très contestable. Mais l'auteur allemand, J. J. BACHOFEN, avait le mérite de réunir, le premier, nombre de faits que l'on avait jusqu'alors regardés comme des anomalies dans les temps ou dans les pays qui les présentent. Leur ensemble est si vaste et si concordant qu'on ne peut s'empêcher de les regarder autrement que comme les débris mutilés d'un état social disparu. Ces faits ont trait au rôle de la femme dans la société : on la trouve ayant légalement plusieurs maris à la fois, on la trouve chef de famille, on la trouve constituant une famille légale en dehors de l'homme. Les généalogies tracées seulement du côté maternel et les héritages se transmettant uniquement par la ligne féminine sont chose fréquente chez plusieurs anciens peuples d'Occident et chez des primitifs de l'Indochine centrale (1); et des restes de ces usages ont subsisté

---

(1) Jean BRUNHES, professeur de géographie humaine au Collège de France, a été frappé, au cours d'une mission en Extrême-Orient, en 1923, « de l'attitude simple, digne, aisée et même hardie des femmes Stieng ». Il y a, en fait, tout un groupe de tribus moï à tendances ou à lois matriarcales qui s'oppose si nettement et si radicalement aux tribus patriarcales que Jean BRUNHES a pu essayer de tracer sur une carte la limite des coutumes et mœurs se rattachant, avec plus ou

notamment chez les Basques jusqu'à ce que la Révoluton de 1789 vint y détruire les anciennes *Coutumes*. Des témoignages fort nombreux recueillis sous les zones les plus éloignées et chez les peuples les plus divers, permettent d'entrevoir une époque oubliée dans l'histoire du développement humain. Entre la promiscuité sans règles des temps primitifs et la monogamie ou la polygamie des âges historiques, se trouve comme intermédiaire la polyandrie (1). Emile de GIRARDIN qui croyait émettre des idées nouvelles dans son livre *La liberté dans le mariage et l'égalité des enfants devant la mère*, ne faisait que reculer de plusieurs milliers d'années en arrière sans s'en douter.

Mais, après les recherches des jurisconsultes et des sociologues, le principal est de mettre en ordre les faits qu'ils ont réunis, de les grouper, de les classer, et d'en faire sortir les lois d'une société antérieure, ce que les érudits français n'ont pas fait, et que M. Marcel NER, agrégé de philosophie, a entrepris pour certaines peuplades primitives de l'Indochine (cf. *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, tomes XXX-XXXI, années 1930-1931).

La plupart de ceux qui s'occupent du droit maternel et de la puissance paternelle n'ont pas su se garder du symbolisme mythologique de BACHOFEN ; les rapprochements étymologiques qu'ils donnent nous

---

moins de traditionalisme fidèle, au matriarcat. « Chez les Stieng de la Cochinchine septentrionale et du Cambodge méridional, la paillote familiale garde les filles mariées ; on fait, dans la paillote, à chaque ménage un compartiment et comme un box indépendant ; ce sont bien les gendres qui quittent leur tribu et leur famille pour venir s'installer chez leur femme, et, si par un hasard rare, ils dérogent à cette loi coutumière, ils doivent fournir à leur belle-famille un esclave. C'est la fille qui a d'ailleurs choisi son fiancé et l'a fait ensuite demander à ses parents à lui par ses propres parents. Chez les Stieng, une domestique même est indépendante ; elle peut avoir une poule et un cochon qu'elle élève pour elle-même, et si l'on offre au maître de la maison d'acheter une de ces bêtes, il répond que cela ne lui appartient point. En d'autres tribus, comme chez les Pih, très rapprochés des Rhadê, il est des villages qui ont comme chefs des femmes. Une autre tribu nombreuse, celle des Jarai, fait partie du même groupe matriarcal que les Rhadê. Mais les Rhadê (arrière-pays de l'Annam du Sud) semblent bien être la société primitive la plus cohérente, la plus solide, ou, si l'on préfère, la moins dégénérée, qui ait conservé le plus intégralement l'organisation du matriarcat. » (Jean BRUNHES, *Chez les primitifs de l'Indochine centrale, Le matriarcat*, in *Journal de la Marine marchande*, jeudi 19 avril 1923, p. 361.)

(1) Au Tibet, « la polyandrie serait plus fréquente dans les paturages par suite de la difficulté pour la femme de vivre et de procréer sous un climat rigoureux... Elle est le plus souvent motivée par la situation économique de la famille. » (F. GORÉ, *Notes sur les marches tibétaines du Sseu-tch'ouan et du Yun-nan*, in *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. XXIII, 1923, p. 383.)

font désirer, dans l'intérêt même de leurs travaux, qu'ils s'abstiennent d'étymologies. Qu'ils se tiennent dans les faits et fassent le moins possible intervenir le sentiment. Plus on remonte haut dans l'histoire de l'humanité, et moins le sentiment (nous disons le sentiment, et non la passion), moins le sentiment y tient de place ; le sentiment n'a pu germer que dans une société déjà civilisée. Donnons un exemple. GIRAUD-TEULON, expliquant dans l'ouvrage cité plus haut comment la famille qui reposait sur un seul terme, la mère, s'élargit pour reposer sur deux termes, la mère et le père (plus tard le rapport changea entre les deux termes ; ce fut : le père et la mère), voit dans le sentiment paternel l'origine de cette révolution et dit : « Le premier qui consentit à se reconnaître père fut un homme de génie et de cœur, un des grands bienfaiteurs de l'humanité. Prouve en effet que l'enfant t'appartient ! Es-tu sûr qu'il est un autre toi-même, ton fruit, que tu l'as *enfanté* ? ou bien, à l'aide d'une généreuse et volontaire crédulité, marches-tu, noble inventeur, à la conquête d'un but supérieur ? » (p. 32). Le fait que GIRAUD-TEULON tâche d'expliquer à l'aide du sentiment, nous le voyons expliquer d'une façon tout autre par certains sociologues qui se sont livrés à des recherches sur les origines du mariage. La famille (au sens moderne du mot) aurait son origine dans un sentiment plus vulgaire, mais plus vraisemblable à une époque barbare. Les enfants étaient, comme les esclaves, une richesse et une force. L'homme, un jour, aura mis la main sur eux en disant : « Ils sont à moi, ils sont ma chose ». La racine *pâ*, d'où l'on fait généralement venir le nom du père dans les langues indo-européennes, signifie « protéger », mais ce sens comprend celui de « garder, posséder ». Un linguiste émettait récemment l'opinion que le nom du père, au lieu de venir de la racine *pâ*, comme on l'a généralement cru jusqu'ici, pourrait venir d'une racine *pat* « s'emparer », racine qu'il croit reconnaître dans le sanskrit *pajate* « il s'empare » et dans le latin *potior* (1).

---

(1) « Père » se dit *pa* en cantonais (L. AUBAZAC, *Dictionnaire français-cantonnais*), *pha* en man lan-t'ien, *pô* en tăi-blanc de Hà-giang (E. LUNET DE LAJONQUIÈRE, *Ethnographie du Tonkin septentrional*, p. 208 et 288), *phò* en siamois (J.-B. PALLEGOIX, *Dictionnaire siamois*), *phà* en pà-teng et en lolo noir (A. BONIFACY, *Etude sur les langues parlées par les populations de la haute Rivière Claire*, in *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. V, 1905, p. 313) ; *pổ* en mường (A. CHÉON, *Note sur les dialectes nguồn, sách et mường*, in *BEFEO.*, t. VII, 1907, p. 88) ; *ba, bả, bố* en annamite : 古俗號父曰布 (*Việt sử thông giám cương mục*, tiền biên, quyển 3, f° 26 v°).

Quoi qu'il en soit, « la dépendance de la femme, d'après Paul Gide (*Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne*), n'a jamais été aussi étroite que dans l'ère patriarcale, parce que la puissance du père de famille n'a jamais été aussi absolue. Comme l'on ne reconnaissait pas encore aucune autre institution que la famille, l'autorité paternelle pouvait s'étendre indéfiniment sans risquer de se heurter jamais à une autorité rivale. Plus tard, l'Etat est intervenu ; il a étendu son intervention sur l'enfant et sur la femme, et le pouvoir domestique s'est trouvé dès lors subordonné au pouvoir public : c'est le peuple romain qui, dans l'Europe civilisée, a conservé le plus longtemps dans ses lois l'empreinte de cette organisation primitive de la famille.»

L'idée renfermée dans cette dernière phrase est-elle parfaitement exacte ? Comment se fait-il que chez le peuple du monde où l'organisation de l'Etat a été le plus rapide et le plus énergique, le conflit entre l'Etat et la famille ne se soit pas fait sentir ? Il nous semble qu'il faut considérer la *patria potestas* romaine sous un autre point de vue ; nous y voyons plus encore une institution politique qu'une institution naturelle, la constitution octroyée à la famille par l'Etat plutôt que la constitution que la famille avait prise d'elle-même (1). L'état de choses primitif, c'est chez les anciens Germains qu'il faut l'aller chercher. Là, la puissance paternelle n'est qu'une conséquence de la force ; elle cesse dès que la force vient à manquer. Le père infirme est mis sous la tutelle de son propre fils ; le même fait se reproduit chez les Grecs. En un mot, le père se doit à lui-même sa puissance. Chez les Romains au contraire, le père de famille tenait sa puissance, comme il tenait tous ses autres droits, non pas de lui-même, mais de l'Etat. Il faut voir dans la *patria potestas* une conséquence, non pas du caractère conservateur, mais de l'esprit unitaire et autoritaire des Romains. Tous les peuples peut-être ont connu le fait de la puissance paternelle tel que nous le rencontrons chez les Germains et chez les Grecs. Mais, au moins à notre connaissance, ce n'est que chez les Romains et les peuples de civilisation chinoise que

(1) On sait quelles sont, dans le domaine économique, les idées qui prévalent : la succession des trois états, — chasseur, pasteur, agriculteur, — est une classification commode, mais artificielle ; la plupart du temps ils ont coexisté ; tandis que les époux chassaient, les femmes, gardant la maison, inventaient peu à peu la culture, et sur bien des points celle-ci a précédé la domestication des animaux.

ce fait a été consacré et confirmé par l'Etat au lieu d'en être ébranlé, et qu'il est devenu une institution politique (1).

Malheureusement, pour l'antiquité proprement annamite, nous n'avons aucun document probant, et nous en sommes réduits à chercher dans le droit coutumier et dans le Code des Lê les traces des conditions anciennes de la femme et des enfants ainsi que celles de l'autorité du père de famille (2). Réussira-t-on un jour à déterminer les cas où l'influence étrangère, en particulier l'influence chinoise, s'est exercée, et à distinguer du fonds primitif les développements successifs qu'a pris le droit coutumier annamite à travers les âges? Les bornes de cet article nous obligent à laisser de côté cette question, qui nous entraînerait beaucoup trop loin. Nous dirons seulement qu'avant la domination chinoise, le peuple annamite traversait un rude noviciat destiné à lui faire goûter les fruits amers de la licence et à lui faire désirer l'ordre (3). La transition d'une forme sociale à l'autre a présenté un phénomène curieux. Le caractère principal de la féodalité annamite, c'était la confusion des droits publics et des droits privés. L'une des premières atteintes portées à ce système fut le transfert des droits de défense de l'individu à l'Etat. Une fois que la société se charge de la protection de tous, la femme n'a plus besoin d'un tuteur ; elle devient

---

(1) Ce n'est pas à dire qu'il faille dresser un parallélisme entre la famille gréco-romaine et la famille annamite. Certains auteurs qui ont écrit sur ce sujet « ont été abusés, dit avec raison M. E. TAVERNIER dans son étude sur *La famille annamite* (p. 2), par la constatation de l'existence d'un fond religieux commun aux deux peuples, et sont arrivés à cette conclusion, nécessairement erronée, que le père de famille annamite, jusqu'en ces dernières années, possédait sur ceux qui habitaient sous son toit les droits reconnus au *pater familias* de la société romaine.»

(2) Cf. HỒ-ĐẮC-ĐIỀM, *La puissance paternelle dans le droit annamite.* Paris, Jouve, 1928, in-8° de 132 p.

(3) « Comme chez toutes les populations sauvages du Sud-Est de l'Asie, la religion des habitants du royaume de Văn-lang (Tonkin actuel) devait être avant tout agraire ; une grande fête du printemps, telle que celle qui se pratique encore chez toutes les tribus tăi de la haute région, fête dont les écrivains chinois mentionnent certains rites de détail au XIe siècle et dont il subsiste encore quelques traces très atténuées de nos jours dans le delta (par exemple à Cầu-lim, dans la province de Bắc-ninh), avec la licence et la promiscuité ordinaire de ces fêtes, devait marquer le renouveau de l'année et permettre les premiers travaux des champs. » (Henri MASPERO, *Etudes d'histoire d'Annam*, IV, *Le royaume de Văn-lang*, in *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient,* t. XVIII, n° 3).

à certains égards l'égale de l'homme, elle exerce elle-même ses droits civils qu'elle ne pouvait jadis exercer que par un représentant. Mais, comme le départ entre les droits civils et les droits publics n'était pas fait encore, nous voyons la femme investie au milieu de ces circonstances de pouvoirs plus ou moins étendus. Au cours des dix siècles de domination chinoise, et, depuis, sous l'empire des idées confucéennes, « le père et le grand-père exercent une influence morale sur les foyers de leurs fils et petits-fils qui sont eux-mêmes chefs (*gia-trưởng*) de leur propre foyer » (1) (*Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite sur les coutumes des Annamites du Tonkin en matière de droit de famille, de succession et de biens cultuels*, p. 4). « Le *gia-trưởng* (ou chef d'une famille ayant un foyer séparé et des responsabilités personnelles) exerce tous les pouvoirs de tutelle sur ses femmes, enfants et sur ses frères et sœurs qui n'ont pas un établissement séparé. Il a toujours le droit de renier ses enfants pour des motifs valables qu'il doit préalablement soumettre à l'examen des tribunaux. En ce qui concerne l'administration des biens de la famille soumise à son autorité, les pouvoirs du *gia-trưởng* sont absolus » (*loc. cit.*, p. 5).

« Nous trouvons bien encore dans la coutume, dit E. Luro (*Cours d'administration annamite*, p. 163), que le père loue les services de son jeune enfant, qu'il emprunte une somme contre les services de ses enfants, qu'il les donne en paiement de sa dette. Mais cela n'a lieu que dans les familles très pauvres et pendant l'adolescence des enfants » (2). Le nouveau Code civil tonkinois (art. 208) interdit formellement aux parents « de louer ou de mettre en gage leurs enfants pour le

---

(1) Cf. l'article 205 du *Code civil à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin*.

(2) Voici les principales dispositions du Code Gia-long, relatives au sujet que nous étudions : « L'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère qui aura commis un meurtre volontaire sur la personne d'un enfant ou d'un petit-enfant, .., sera puni de 70 coups de *trượng* et d'un an et demi de travail pénible (art. 263). Celui qui aura mis sa fille en gage ou en location sera puni de 60 coups de *trượng* (art. 95). Ceux qui auront facilité et toléré les relations adultères de leurs propres filles ou des épouses et concubines de leurs fils et petits-fils avec un homme, ou bien qui les auront contraintes à entretenir ces relations, seront encore coupables de la même faute (art. 333). Du vivant de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère, il n'est pas permis aux enfants et petits-enfants de partager les biens et de prendre des domiciles distincts ; si le père et la mère ont permis ou ordonné le partage, ils y seront autorisés (art. 82, décret I). Le mariage des filles et des garçons dépend toujours de l'aïeul, de l'aïeule, du père ou de la mère... (art. 94, décret I). Tout chef de famille qui fera épouser à son esclave la fille d'une per-

paiement d'une dette. Tout contrat de cette nature, dit-il, sera considéré comme ayant une cause immorale et nul de droit. Les parents, ajoute-t-il, peuvent toujours louer les services de leurs enfants mineurs non émancipés pour un temps déterminé.» Peuvent-ils se décharger des obligations résultant de la puissance paternelle, ou renoncer aux droits qu'elle leur donne? Ni les auteurs, ni le Comité de jurisprudence annamite n'ont soulevé la question. Suivant la coutume, un père peut toujours charger une personne d'exercer en ses lieu et place la puissance paternelle ; mais il ne saurait jamais en être privé. On sait qu'en droit français, les parents qui, par suite de misère ou autres motifs légitimes, se voient dans l'impossibilité d'élever leurs enfants, peuvent les confier à des associations de bienfaisance autorisées à cet effet, à des particuliers ou encore à l'assistance publique (H. Michel, *Eléments de droit*).

En somme, ce qui appartient aujourd'hui aux parents est, comme l'a noté M. Planiol (*Traité de droit civil*), moins une « puissance » (*potestas*) qu'une tutelle. Cela tend à s'accentuer en Indochine, surtout dans les villes, depuis le décret du 3 octobre 1883. Ce dernier texte, intitulé *Précis de la législation civile annamite,* « s'inspire fréquemment, du Code civil français et établit des règles juridiques identiques, que l'on est étonné, dit M. Henry Solus (*Traité de la condition des indigènes en droit privé,* p. 427), de voir qualifiées de législation annamite. Sans doute ne convient-il point de louer de telle codification. Mais il n'en reste pas moins que ces codifications, dont la force obligatoire s'impose aux indigènes, font gravement échec aux coutumes locales dont elles consomment inéluctablement la disparition, sous l'étiquette trompeuse de codifications du droit indigène. »

Nguyễn-văn-Tố

---

sonne de condition honorable, comme épouse, sera puni de 80 coups de *trượng*... (art. 107). Les enfants et petits-enfants qui auront désobéi aux ordres et transgressé les instructions de leur aïeul, de leur aïeule, de leur père ou de leur mère, ou ceux qui ne pourvoiront pas complètement à leurs besoins et les laisseront manquer du nécessaire, seront punis de 100 coups de *trượng* (art. 307). Toutes les fois que l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère seront âgés de 80 ans et au-dessus, ou bien qu'ils seront impotents et qu'ils n'auront aucune autre personne pour les soutenir, ceux qui abandonneront le soin de veiller sur leurs parents, ainsi que ceux qui déclareront mensongèrement que leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère seront vieux ou infirmes et qui demanderont à s'en retourner pour veiller sur eux, seront également punis de 80 coups de *trượng* (art. 161). Les enfants ou petits-enfants qui auront frappé leur aïeul, leur aïeule, leur père ou leur mère, ainsi que l'épouse ou la concubine qui auront frappé l'aïeul, l'aïeule, le père ou la mère de l'époux, seront tous punis de la décapitation... (art. 298). »

Des coups et blessures

(suite)

D. — Blessures par armes à feu

I. Les blessures que porte un cadavre ou une personne vivante ont-elles été produites par une arme à feu? — Une blessure par arme à feu peut présenter les caractères suivants : 1° un orifice d'entrée ; 2° un trajet ; 3° un orifice de sortie, qui naturellement fait défaut si la balle est retenue dans l'organisme.

Orifice d'entrée. — L'orifice d'entrée se présente sous la forme d'une plaie contuse. La balle, quelle que soit sa forme, ne coupe pas ; elle contusionne la peau. D'autre part, les mouvements giratoires dont elle est animée provoquent la déchirure des téguments.

La plaie contuse par balle affecte une forme qui varie suivant les régions atteintes et suivant la direction du tir. Si la région atteinte est recouverte par une peau tendue sur une surface osseuse, la peau s'aplatit sur l'os sous l'effet de la balle ; elle éclate en formant un trou parfaitement rond quand la direction du tir est perpendiculaire à la surface de la peau, ou un trou étalé lorsque la direction du tir est oblique.

La région atteinte est-elle tapissée par une peau recouvrant une épaisseur de graisse ou de muscles, l'orifice d'entrée de la balle ressemble à celui que présente un caoutchouc percé par une tige dure et mousse, si la direction du tir est perpendiculaire. S'il s'agit d'un tir oblique, la plaie a la forme d'un trou ovalaire ou triangulaire ou d'un trou étoilé, mais régulier.

Deux autres signes, s'ils existent, permettent de reconnaître l'orifice d'entrée d'une balle par arme à feu ; c'est, autour de cet orifice 1° l'auréole de grains de poudre incrustés dans la peau ; ce tatouage ne se constate que lorsque le coup de feu a été tiré à une distance de moins 50^{cm} ; 2° une collerette de peau brûlée par la flamme sortant du canon de l'arme au moment de la déflagration de la poudre. Evidemment, ces brûlures ne s'observent que dans les tirs à très courte distance.

Trajet. — Le trajet de la balle à l'intérieur du corps est souvent irrégulier. Le projectile dévie lorsqu'il rencontre une surface osseuse ; il peut aussi ricocher sur cette surface.

Deux détails, qui d'ailleurs peuvent manquer, mais que le médecin légiste recherche dans le trajet des balles et qu'il signale au juge instructeur, sont à noter : c'est 1° la présence de débris de toutes sortes que la balle a entrainés : étoffes, poils, etc. ; 2° l'existence d'une petite masse de paraffine dans le trajet. En effet, tout le monde sait que, pour éviter l'oxydation de la balle, on trempe parfois l'extrémité de la cartouche dans la paraffine. Au moment où le coup est tiré, cette paraffine se fond et suit la balle à la façon d'une satellite.

Orifice de sortie. — L'orifice de sortie manque lorsque la balle est retenue dans l'organisme. Si la balle traverse le corps, l'orifice de sortie est généralement plus grand que l'orifice d'entrée ; il est irrégulier et souvent étoilé.

II. Avec quelle arme la blessure a-t-elle été produite ? — Le juge instructeur doit tout d'abord rechercher les projectiles, les débris de projectile, les bourres, les douilles dans les vêtements de la victime, ou sur le lieu du crime. Une ou plusieurs balles sont retrouvées. L'identification de l'arme peut être confiée à un expert armurier. L'examen des balles peut néanmoins être instructif pour le juge. Les balles revêtues de cuivre nickelé proviennent généralement des pistolets automatiques Browning de 6^{mm}35 et de 7^{mm}65. Une balle, entourée d'une chemise de cuivre présentant une gorge circulaire, est une balle de révolver vélo-dog. Une balle en plomb nu de forme cylindro-ogivale et pesant quatre grammes 32 et ayant à sa périphérie deux rangées de cannelures est une balle d'un de ces nombreux révolvers de poche du type bulldog.

Les bourres donnent quelques indications sur l'arme employée.

Elles peuvent être retrouvées intactes ou déchirées ou en partie brûlées, dans la plaie, au voisinage de l'orifice d'entrée, etc. L'étude de ces bourres est importante dans les homicides commis avec des fusils de chasse, car elle permet d'identifier le calibre de fusil.

Avec les douilles, il est souvent possible d'obtenir des indications sur l'arme utilisée.

III. A QUELLE DISTANCE LE COUP DE FEU A-T-IL ÉTÉ TIRÉ? — Le coup de feu a été tiré ou bien presque à bout portant, ou bien à moins de 50cm, ou enfin au delà de 1m.

Lorsque l'orifice d'entrée présente un décollement de ses bords ou des brûlures de la peau, des vêtements, la balle a été tirée à 3 ou 6cm environ, car les gaz de combustion pénètrent en même temps que le projectile. A une distance de 1cm, le tatouage fait défaut, car les grains de poudre font balle et pénètrent par le même orifice que le projectile.

Lorsque le coup de feu a été tiré à moins de 50 cm, on observe un tatouage caractéristique autour de l'orifice d'entrée. Au delà de 1m, il n'y a jamais de tatouage, car tous les grains de la poudre ont eu le temps de se consumer avant d'atteindre la peau.

IV. QUELLE A ÉTÉ LA DIRECTION DU TIR? — Il faut examiner soigneusement l'orifice d'entrée et la forme du tatouage. Lorsque le tir a été perpendiculaire, l'orifice d'entrée est parfaitement arrondi et régulièrement contusionné. Avec un tir oblique, la plaie est étoilée et montre un éclatement irrégulier.

Quand le tir a été perpendiculaire et fait à moins de 50cm, le tatouage est concentrique par rapport à l'orifice d'entrée. Si le tir a été oblique, les grains incrustés dans la peau sont massés latéralement à l'orifice d'entrée du projectile.

V. Y A-T-IL EU SUICIDE, HOMICIDE OU ACCIDENT ? — Normalement, voici les éléments qui permettent ce diagnostic: 1° le siège de la blessure; lorsque l'orifice d'entrée est dans le dos, on soupçonnera plutôt un homicide; 2° le maintien de l'arme dans la main du sujet est un indice sérieux de suicide.

Le spasme cadavérique est la persistance après la mort d'une contraction musculaire déterminée volontairement pendant la vie et se poursuivant sur le cadavre grâce à la soudaineté de la mort. Les cadavres frappés de spasme conservent l'attitude qu'ils avaient au

moment où ils ont été surpris par une mort brusque. L'arme est trouvée serrée et fortement maintenue par la main des suicidés. Mais il faut savoir que le spasme cadavérique ne s'observe qu'à la suite d'une mort soudaine, par conséquent généralement dans les blessures des centres nerveux ou du cœur.

(*A suivre*)

HENRI MARCEL
Lauréat de l'Académie de Médecine
Ancien professeur de Médecine légale
à l'Ecole des Mandarins de Hanoi

JURISPRUDENCE

Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi

Audience du 6 avril 1932

M. Baurens, Président *p. i.*
M. Huckel, Rapporteur.
M. Géhin, Commissaire du Gouvernement.

Recevabilité des requêtes au Conseil du Contentieux. Compétence du Conseil dans les instances intéressant l'Etat français.

I. — *Contrairement à ce qui se passe en matière civile, les demandes devant le Conseil du Contentieux ne sont pas astreintes à un préliminaire de conciliation.*

II. — *Dans les cas où l'Etat français peut être assigné devant le Conseil du Contentieux (art. 3 du décret du 5 août 1881; art. 160 et 176, par. 1 et 11, des ordonnances des 21 août 1825 et 9 février 1827), il appartient au demandeur d'assigner l'Etat français en la personne du Gouverneur général dépositaire des pouvoirs de la République dans l'Indochine française.*

III. — *La compétence des Conseils du Contentieux administratif des colonies est limitée au contentieux colonial local et ne s'étend pas au contentieux d'Etat, à moins d'une attribution résultant d'un texte exprès.*

Ngô-đức-V. contre Etat français.

Le Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi,

Vu la requête introductive d'instance et le mémoire en réponse présentés pour le sieur Ngô-đức-V., entrepreneur, demeurant à Lạng-sơn nº 23, rue Tây-môn, pour lequel domicile est élu à Hanoi, 40 bd Gambetta, en l'étude de Maître

MOURLAN et PASCALIS, avocats-défenseurs constitués, lesdits requête et mémoire enregistrés au Secrétariat du Conseil de céans les 29 septembre 1930 et 21 septembre 1931 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil faire citer le Gouverneur général de l'Indochine en sa qualité de représentant de l'Etat français pour s'entendre déclarer responsable de la faute de service de la sentinelle ĐINH-VIẾT-B., nº mle 6021 de la 6e Cie de Tirailleurs tonkinois de Đồng-đăng, survenue pendant la nuit du 28 au 29 septembre à Đồng-đăng ;

s'entendre, en conséquence, condamner à payer à NGÔ-ĐỨC-V. la somme de 394$43 à titre de dommages-intérêts ;

s'entendre en outre condamner en tous les dépens ;

Vu, enregistrés comme ci-dessus les 6 janvier et 14 novembre 1931, les mémoires en défense et en réplique déposés par le représentant de l'Etat français concluant à ce qu'il plaise au Conseil :

I. — déclarer irrecevable l'action formée par NGÔ-ĐỨC-V. contre l'Etat français en ce que :

a) le contentieux n'est point lié, en l'espèce, par aucune décision administrative préalable, émanant de l'Etat français ou prise en son nom par un représentant qualifié ;

b) l'Etat français n'a pas été valablement assigné en la personne du Gouverneur général de l'Indochine qui n'a aucune qualité pour le représenter, la seule personne habile à défendre en justice au nom de l'Etat, en la matière, et en Indochine, étant M. le Directeur de l'Intendance ;

II. — reconnaître le Conseil du Contentieux incompétent, le Conseil d'Etat ayant seul à connaître de l'action en responsabilité dirigée contre l'Etat français par le sieur NGÔ-ĐỨC-V. le 29 septembre 1930 ;

renvoyer le requérant, à ces fins, à se pourvoir comme il avisera,

le condamner en tous les frais et dépens ;

subsidiairement dire et juger que NGÔ-ĐỨC-V. n'a pas apporté des preuves suffisantes d'une faute de service de la sentinelle ĐINH-VIẾT-B., nº mle 6021 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu les décrets des 5 août, 7 septembre 1881, 6 septembre 1921 et 20 mai 1928 ;

Vu les arrêtés du 7 février 1922 ;

Ouï M. l'Administrateur HUCKEL, Conseiller rapporteur, en son rapport ;

Ouï Me MAYET, secrétaire de Me PASCALIS, avocat du demandeur, et Me LAMBERT, secrétaire de Me MANDRETTE, avocat de l'Administration, en leurs observations orales ;

Ouï M. l'Administrateur GÉHIN, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant publiquement et contradictoirement ;

I. — *a*) *Sur la recevabilité :*

Considérant que, contrairement à ce qui se passe en matière civile, les demandes ne sont pas astreintes, en matière de contentieux administratif, à un préliminaire de conciliation préalable ;

Considérant que les circulaires invoquées du Ministre de la Guerre et du Ministre des Colonies relatives aux mesures à prendre, aux droits et responsabilités des militaires, en cas d'accidents de personnes ou d'animaux et de dégâts matériels, ne sauraient limiter les droits des parties, de saisir directement le Conseil du Contentieux ;

II. — *b*) Considérant que dans les cas où l'Etat français peut être assigné devant le Conseil du Contentieux (art. 3 du décret du 5 août 1881, art. 160 et 176 des ordonnances des 21 août 1825 et 9 février 1827, parag. 2), il appartient au demandeur, en l'absence de dispositions contraires à cet égard, d'assigner l'Etat français en la personne du Gouverneur général de l'Indochine, qui, en application du décret du 20 octobre 1911 (article 2), est « le dépositaire des pouvoirs de la République dans l'Indochine française » ;

Considérant que le fait que l'Intendant général, directeur de l'Intendance en Indochine, est ordonnateur secondaire des dépenses militaires à la charge de l'Etat effectuées en Indochine, ne lui a pas donné la qualité de représentant exclusif de l'Etat français dans la colonie ;

III. — *Sur la compétence :*

Considérant que l'art. 3 du décret du 5 août 1881 est ainsi rédigé :

« Le Conseil privé constitué en Conseil du Contentieux administratif connaît « en cette qualité de toutes les matières énumérées aux articles 160 de l'ordon- « nance du 21 août 1825 et 176 de l'ordonnance du 9 février 1927, à l'exception « de celles qui sont mentionnées aux paragraphes 1 et 11 des dits articles » ;

Considérant que lesdits articles portent en particulier que le Conseil privé connaît comme Conseil du Contentieux administratif «.....13°, en général du contentieux administratif » ;

Considérant qu'il résulte de la jurisprudence du Conseil d'Etat que le paragraphe 13 ne lui a pas enlevé toute connaissance en premier ressort pour donner la connaissance de toutes les affaires administratives aux juridictions administratives coloniales ;

Considérant que le Conseil d'Etat a jugé à plusieurs reprises que « si l'art. « 160 de l'ordonnance du 21 août 1825, auquel se réfère le décret du 5 août 1881, « a donné au Conseil du Contentieux administratif certaines attributions autres « que celles dont sont investis les Conseils de préfecture dans la Métropole, le « paragraphe 13 du dit article, en disposant que le Conseil du Contentieux con- « naît du contentieux administratif en général, n'a eu ni pour but, ni pour effet « de déroger aux règles fondamentales de compétence et de conférer à ce tribu- « nal la connaissance des actions tendant à rendre l'Etat pécuniairement respon- « sable des fautes de ses agents....» (C. E. 17 mai 1689, Ban Soon An et Cie, Lebon, p. 596 ; 27 décembre 1889, Cie du Sénégal et du Trident, Lebon, p. 1212 ; 25 avril 1890, administration pénitentiaire de la Guyane, Lebon, p. 410 ; 13 décembre 1895, Carassus, Lebon, p. 817 ; 3 mai 1901, Cotreau, Lebon, p. 419 ; 25 mai 1906, de Léontieff, Lebon, p. 454 ; 4 janvier 1918, Bulémaro, Lebon, p. 9 ; 12 juin 1921. Penant, 1923, p. 81) ;

Considérant que, par l'arrêt susvisé du 13 décembre 1895 (Carassus), le Conseil d'Etat a déclaré en particulier que la compétence des Conseils du Contentieux

« ne porte que sur le contentieux administratif local et ne s'étend pas, à moins « d'une attribution résultant d'un texte exprès, aux affaires intéressant l'Adminis- « tration centrale du Département des colonies,et notamment aux actions tendant « à faire déclarer l'Etat pécuniairement responsable des fautes de ses agents » ;

Considérant que la compétence des Conseils du Contentieux administratif des colonies est limitée au Contentieux colonial local et ne s'étend pas au contentieux d'Etat qui (à l'exception des litiges relatifs aux marchés de fournitures et de travaux publics de l'Etat) est réservé au Conseil d'Etat ;

Considérant que le Conseil du Contentieux administratif est donc incompétent *ratione materiae* dans l'instance actuelle ;

Considérant que la compétence du Conseil du Contentieux est d'ordre public et qu'il ne saurait en conséquence rejeter comme tardivement présentées des conclusions d'incompétence *ratione materiae* prises au nom d'une partie ;

Par ces motifs,

Décide :

ARTICLE PREMIER. — La requête introductive d'instance du sieur NGÔ-ĐỨC-V., enregistrée au Secrétariat du Conseil le 29 septembre 1930 et assignant directement le Gouverneur général de l'Indochine, en sa qualité de représentant de l'Etat français, domicilié à Hanoi, Hôtel du Gouvernement, est recevable en la forme.

ART. 2. — Le Conseil du Contentieux se déclare incompétent pour connaître au fond de ladite requête.

ART. 3. — Le sieur NGÔ-ĐỨC-V. est condamné aux dépens.

COUR D'APPEL DE HANOI (1ère Chambre)

Audience du 23 décembre 1930

M. MORCHÉ, Premier Président,
M. LANGUELLIER, Rapporteur,
M. Le BEL, Procureur général *p. i.*

La responsabilité civile des loueurs de pousse-pousse

Les loueurs de pousse-pousse ne sauraient être responsables des accidents survenus aux personnes véhiculées par les coolies tireurs locataires. Ceux-ci ne sont, en effet, ni les préposés ni les domestiques des loueurs.

Seul l'article 1384 du Code civil est applicable en l'espèce ; les arrêtés municipaux prévoyant dans ces cas la responsabilité des loueurs sont inopérants.

B. L. contre Ministère public.

La Cour,

Attendu que le 23 septembre 1930, B. L. a déclaré interjeter appel d'un jugement rendu le 12 mai 1930 par le Tribunal correctionnel de Hanoi, lequel jugement a :

1° condamné NGUYỄN-VĂN-T., coolie-pousse, à un mois d'emprisonnement pour blessures par imprudence ;

2° déclaré B. L. civilement responsable des condamnations pécuniaires prononcées contre ledit NGUYỄN-VĂN-T. ;

Attendu que cet appel est régulier et recevable en la forme ;

Attendu qu'il résulte de l'information et des débats que le 10 avril 1930, la dame E. circulait à Hanoi dans un pousse tiré par le coolie NGUYỄN-VĂN-T., lorsque, par suite d'une fausse manœuvre de ce coolie, le pousse-pousse fut renversé et la dame E. blessée sérieusement à la jambe droite ;

Attendu que le pousse-pousse conduit par NGUYỄN-VĂN-T. appartenait à B. L., loueur de pousse-pousse, que celui-ci est titulaire d'une autorisation administrative lui permettant de faire circuler 35 pousse-pousse qu'il donne en location au sieur H. D. N., qui loue les pousse-pousse aux coolies-tireurs qu'il recrute, que ces coolies sont inconnus de B. L qui ne les choisit pas et n'exerce sur eux aucune autorité ni aucune surveillance ;

Attendu que le contrat intervenu entre H. D. N. et B. L. est non plus un contrat de louage d'ouvrage et d'industrie générateur de la responsabilité civile dans les termes de l'article 1384 du Code civil en cas d'accident survenu par la faute du conducteur, mais un contrat de louage de choses ; qu'en effet, il n'existe aucun lien de dépendance ou de subordination entre le preneur H. D. N. et le propriétaire B. L ;

Attendu que l'auteur de l'accident, le coolie NGUYỄN-VĂN-T., condamné par le jugement précité à un mois d'emprisonnement pour blessures par imprudence, n'était uni par aucun lien de droit à B. L., qui ne pouvait lui donner ni ordre ni instruction ;

Attendu que le costume obligatoire pour le coolie-pousse, conformément aux arrêtés en vigueur dans la colonie, n'est qu'un des éléments de la chose louée, qu'il n'est remis au coolie que pour des raisons de commodité, de propreté et d'esthétique ; que le port d'une livrée distinctive ne peut constituer la preuve d'un lien de commettant à préposé ;

Attendu que, s'il est vrai que l'article 14 de l'arrêté du 15 octobre 1910 réglementant la profession de loueur de pousse-pousse dans la ville de Hanoi et l'article 277 de l'arrêté du 18 mai 1915 qui constitue le règlement de police de cette ville, prévoient la responsabilité des loueurs de pousse-pousse à raison des dommages causés par les coolies qu'ils emploient, ces dispositions des arrêtés civils, ne sauraient s'appliquer en l'espèce, ni modifier l'article 1384 du Code civil ;

Attendu que NGUYỄN-VĂN-T. n'étant ni le domestique, ni le préposé de B. L, aucune responsabilité civile ne peut atteindre ce dernier à raison du délit dont il s'est rendu coupable ;

Par ces motifs,

Déclare recevable en la forme l'appel interjeté par B. L. dit NGUYỄN-VĂN-Q. contre le jugement du Tribunal correctionnel de Hanoi du 12 mai 1930 ;

Infirme ledit jugement ;

Décharge B. L. de la responsabilité civile mise à sa charge ;

Le renvoie des fins de la poursuite sans amende ni dépens ;

Laisse les dépens à la charge de la caisse coloniale.

LÉGISLATION

ARRÊTÉ du 3 février 1932 investissant les délégués administratifs du Sông-bé (Biên-hòa), de Hon-quan et de Budop (Thủ-dầu-một) des fonctions d'officier de l'état civil en matière indigène, dans le ressort de leurs délégations respectives (*J. O.*, 10 février 1932, p. 552).

ARRÊTÉ du 29 février 1932 modifiant ainsi qu'il suit, en ce qui concerne la province de Lạng-sơn, le tableau annexé à l'arrêté du 18 novembre 1931 portant indication des officiers de l'état civil compétents pour les postes civils et militaires du Tonkin (*J. O.*, 5 mars 1932, p. 824) :

DIVISIONS ADMINISTRATIVES	PLACES ET POSTES	OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL A COMPÉTENCE ÉTENDUE	OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL A COMPÉTENCE RESTREINTE
Province de Lạng-sơn	Lạng-sơn.	Résident chef de province.	
Centre administratif de Thất-khê	Thất-khê.		Délégué, chef du centre administratif.
Centre administratif de Bình-gia	Bình-gia.		idem.
Centre administratif da Na-cham.	Na-cham.		idem.
Centre de Đồng-đăng	Đồng-đăng.		idem.
Centre de Lộc-bình	Lộc-bình.		idem.
Centre de Thanh mọi.	Thanh-mọi.		Délégué, chef de poste, si ce chef de poste est un Européen.
Centre de Diêm-hà	Diêm-hà.		idem.
Centre de Ban Xom.	Ban Xom.		idem.

PARTIE PRATIQUE

QUESTIONS DE DROIT USUEL

QUESTION. — *Puis-je réunir des camarades chez moi tous les soirs pour jouer au* tổ-tôm *sans avoir à craindre que la police ne fasse une perquisition ni que je sois poursuivi comme tenancier d'une maison de jeux de hasard ?*

RÉPONSE. — La question que vous posez nécessite l'examen de la législation des jeux en Indochine, car cette législation n'est pas la même en Cochinchine, en Annam, ni dans les villes de Hanoi, Haiphong et Tourane.

L'article 323, parag. 33, du Code pénal tonkinois punit d'un emprisonnement d'un jour à cinq jours et d'une amende de 20 cents à six piastres ou de l'une de ces deux peines seulement « ceux qui auront établi ou tenu *dans les rues, chemins, places ou lieux publics*, des jeux de loterie ou *d'autres jeux de hasard* ». L'infraction visée par cet article exige la réunion de trois éléments, savoir : 1° établissement ou tenue de jeux, — 2° publicité du lieu où s'est tenu le jeu, — 3° jeu de hasard.

Il n'est pas nécessaire, pour que cet article s'applique, que le tenancier ait perçu des émoluments sur les enjeux ; il n'est pas nécessaire non plus que le jeu ait déjà fonctionné : il suffit qu'il ait été *établi*. On remarquera que les joueurs ne sont pas punis, mais seulement le tenancier. Mais il faut que le jeu ait été établi dans les rues, chemins, places ou *lieux publics* ; une auberge, un café, un cabaret sont des lieux publics.

Cet article 323 du Code pénal tonkinois ne s'applique donc pas à votre cas.

L'article 305 du même code est ainsi rédigé : « Ceux qui, sans autorisation de l'autorité supérieure, auront tenu ou fait tenir pour leur compte ou pour celui d'autrui, en quelque endroit que ce soit, une maison de jeux de hasard ou de paris et y auront laissé entrer le public, les tenanciers de ce jeu, tous ceux qui auront établi des loteries non autorisées par le Gouvernement, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins, de deux ans au plus et d'une amende de 40 piastres à 1.400 piastres.

« En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement devra toujours être portée au double.

« Dans tous les cas, seront confisqués toutes les valeurs qui seront trouvées exposées au jeu ou mises à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils destinés ou employés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés.

« Toute personne convaincue d'avoir joué dans un des établissements désignés ci-dessus sera punie d'un emprisonnement de 6 jours au moins et de un an au plus et d'une amende de 10 piastres à 100 piastres.

« En cas de récidive, la peine devra toujours être portée au double.

« Les individus condamnés en vertu des dispositions du présent article pourront être renvoyés sous la surveillance administrative dans les limites de durées fixées par la loi. »

Il résulte de ce texte que les éléments constitutifs de l'infraction sont au nombre de trois :

1° La maison doit avoir le jeu pour destination principale ; elle doit être spécialement destinée au jeu ; si le jeu n'y est tenu que d'une manière accidentelle, l'article 305 ne peut pas s'appliquer ;

2° Les jeux pratiqués doivent être des *jeux de hasard*, c'est-à-dire des jeux dans lesquels la *chance* prédomine sur l'adresse et les combinaisons de l'intelligence. Le jeu de *ba quan*, le jeu de *sóc-đĩa*, le jeu de dés, le jeu de *phán-thán* sont des jeux de hasard ; — mais le jeu de *tổ-tôm* n'est pas, à notre avis, un jeu de hasard, car les joueurs, en jetant de préférence telle ou telle carte sur le tapis, peuvent pallier les effets de la chance qui a présidé à la distribution des cartes ;

3° La maison de jeu doit être ouverte au public, soit librement, soit *sur la présentation des affiliés*.

Les cercles fermés, tels que l'AFIMA, le cercle de l'Union, échappent donc à l'article 305. (On appelle « cercles fermés » les cercles dont les sociétaires seuls sont admis à participer au jeu qui s'y tiennent.)

Vous remarquerez que l'article 305 n'exige pas plus que l'article 323 que le jeu soit un jeu d'argent, il suffit que ce soit un jeu de *hasard*.

En résumé, et pour en revenir à votre cas, puisque votre maison n'a pas le jeu pour destination principale, — qu'on n'y jouera que le *tổ-tôm*, qui n'est pas un jeu de hasard, — et que seuls vos camarades y seront admis à l'exclusion du public, vous n'avez rien à craindre ; vous pouvez tranquillement réunir tous les soirs vos amis pour jouer au *tổ tôm*.

Nous avons envisagé votre cas à Bắc-ninh ; mais ce qui précède s'applique aussi dans les villes de Hanoi, Haiphong et Tourane, avec cette différence que ce ne sont pas les articles 305 et 323 du Code tonkinois qui y sont applicables, mais les articles 410 et 475 du Code pénal français modifié.

L'article 343 du Code Gia-long, encore applicable en Annam, est ainsi rédigé : « Ceux qui auront joué des valeurs ou des objets quelconques seront tous punis de 80 coups de *trượng* ; les valeurs ou objets placés en enjeu et trouvés sur le tapis seront confisqués à l'Etat. La personne qui aura ouvert et établi une maison de jeu, bien qu'elle ne se trouve pas avec les joueurs, cependant

sera punie de la même peine ; la maison de jeu sera, de même, confisquée à l'Etat ; ne seront incriminés que ceux qui auront été pris sur le fait ; la peine des fonctionnaires coupables sera augmentée d'un degré. S'il s'agit de jouer des boissons ou comestibles, le fait ne sera pas puni. »

Ainsi, en Annam, il n'est pas besoin que le jeu soit de *hasard* pour qu'il soit puni.

Par contre, au Tonkin, il est défendu de jouer des *boissons* ou *comestibles* dans les maisons publiques de jeux.

Nous vous signalons, pour terminer, qu'en droit annamite, comme en droit français, les dettes de jeu ne peuvent être réclamées par voie de justice. L'art. 1965 du Code civil français est ainsi rédigé : « La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari. » L'art. 1169 du Code civil tonkinois est identique. Le dernier paragraphe de l'ordonnance de la 28e année de Tự-đức (1875) est ainsi conçu : « Lorsqu'une personne sera dénoncée comme ayant des dettes de jeu, on poursuivra le remboursement du montant de ces sommes qui seront confisquées au profit de l'Etat ».

QUESTION. — *Je suis loueur de pousse-pousse à Haiphong. Un coolie trainant un de mes pousse a été cause d'un accident. La victime me poursuit devant le tribunal civil en invoquant l'article 1384 du Code civil français, aux termes duquel « les maitres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ». Est-elle fondée à le faire ?*

RÉPONSE. — La Cour d'Appel de Hanoi a dit dans un de ses arrêts (publié plus haut, p. 80) que les loueurs de pousse ne sauraient être responsables des accidents survenus aux personnes véhiculées par les coolies tireurs locataires, car ceux-ci ne sont ni les *préposés*, ni les *domestiques* des loueurs. La victime de l'accident n'est donc pas fondée à vous réclamer une indemnité pour l'accident qu'elle a subi du fait de l'imprudence de votre coolie.

VARIÉTÉS

La justice indigène au Tonkin

(suite)

Organisation actuelle. — Par ordonnance royale du 16 juillet 1917, S. M. le Roi d'Annam prescrivait la mise en application des quatre Codes qui avaient été spécialement édictés pour les juridictions annamies du Tonkin, savoir : Code de l'organisation des juridictions indigènes ; Code de procédure civile et commerciale ; Code de procédure pénale ; Code des lois pénales. Un arrêté du Gouverneur général daté du même jour, 16 juillet, rendit exécutoire cette ordonnance à dater du 1er janvier 1918.

La promulgation officielle de ces quatre codes donna lieu à une cérémonie qui se déroula à Huế en présence du roi et du Gouverneur général Sarraut, initiateur de l'œuvre accomplie. Cette cérémonie fut entourée d'une grande solennité pour marquer aux yeux de tous l'importance capitale de la réforme consentie par le Souverain de l'Annam en parfait accord de vues et de sentiment avec le Gouvernement français. « Il s'agissait, a dit M. le Gouverneur général Sarraut, dans l'allocution qu'il prononça à cette occasion, il s'agissait de réaliser par des voies strictement légales, une réforme dont la nécessité s'était depuis de nombreuses années imposée à l'attention du Gouvernement. Le peuple tonkinois, entraîné rapidement vers un état social meilleur par l'action bienfaisante du Protectorat, ne se sentait plus à l'aise dans le cadre rigide où l'enfermait le Code Gia-long, dont plusieurs dispositions étaient tombées peu à peu dans l'oubli, faute d'être appropriées aux conditions nouvelles de son existence. D'autre part, avec l'enrichissement général et la multiplicité des voies de communication, les rapports entre les individus devenaient plus intenses et plus complexes, et plus nombreuses aussi les causes de controverses et de conflits. L'ancienne procédure ne suffirait plus pour assurer le règlement équitable des litiges portés devant les juges, et ceux-ci, même les plus consciencieux, et c'est le plus grand nombre, se montraient impuissants à donner aux justiciables toutes les garanties d'une bonne justice. L'archaïsme des institutions judiciaires ne pouvait que trop servir les calculs de tels mandarins reprochables qui, habiles à éviter tout contrôle, exerçaient sur leurs administrés les plus blâmables exactions. Votre Majesté a

déjà, en quelques édits retentissants, flétri publiquement ces pratiques illicites. Ce ne sera pas le moindre mérite de la réorganisation des tribunaux du Tonkin et de la codification des règles d'une procédure destinée à garantir les droits et la dignité des justiciables, que de permettre, plus efficacement que par le passé, la répression de semblables abus. Quant au Code pénal, c'est une synthèse soigneusement élaborée de défenses contenues dans les lois traditionnelles du royaume et des principes du droit répressif français».

Le nouveau régime entra en vigueur au début de l'année 1918; il fut accueilli avec la plus grande faveur, et, encore que sur beaucoup de points il bouleversât des traditions ancestrales, il reçut une approbation unanime. La refonte des lois annamites répondait, en effet, à un besoin urgent; elle constituait la consécration attendue d'une évolution depuis longtemps accomplie dans les mœurs et le mode de penser de nos protégés.

Les nouvelles institutions judiciaires jouèrent dès le début sans à-coups sérieux et les résultats furent si favorables qu'après quelques mois d'application, on décida de parfaire l'œuvre entreprise.

Les nouveaux codes avaient été volontairement rédigés sous une forme extrêmement simple, accessible à tous. Ils ne contenaient que les règles les plus générales et les plus élémentaires du droit. Il était nécessaire qu'il en fût ainsi pour ne pas décourager les juges chargés de les appliquer.

L'adaptation s'étant faite plus rapidement qu'on n'eût osé l'espérer, on décida de compléter, sans plus attendre, la législation de 1917 en lui donnant une forme moins rudimentaire, en comblant les lacunes constatées et en l'amendant sur certains points qui s'étaient révélés défectueux à l'usage. Le travail de révision, entrepris en 1919, fut poussé avec activité, sous la direction avertie de M. le Président de Chambre CLAYSSEN. Les textes revisés furent approuvés par ordonnances royales des 2 juillet 1920, 16 juin et 5 août 1921, et rendus exécutoires à partir du 1er mai 1922 par arrêté du Gouverneur général du 2 décembre 1921. Ce sont ces Codes revisés qui sont aujourd'hui encore en vigueur et qui constituent la charte de l'organisation judiciaire du Tonkin, sauf les modifications qui y furent successivement apportées, en ce qui concerne la composition des juridictions du 1er et du 2e degré, tout d'abord par une ordonnance royale du 7 juin 1923, puis par un arrêté tout récent du Résident supérieur au Tonkin, en date du 20 septembre 1929, pris en exécution de la convention du 6 novembre 1925.

Avant d'examiner l'économie de cette organisation, il importe de dégager l'idée directrice qui a présidé à son élaboration. Le but à atteindre était, en premier lieu, d'assurer la mise en vigueur de la nouvelle législation. Il ne suffisait pas de promulguer des codes, encore fallait-il prendre les mesures nécessaires pour qu'ils fussent appliqués dans des conditions satisfaisantes. Or, les nouveaux Codes, établis suivant des concepts modernes, ne pouvaient être compris et appliqués, au début, que par des juges français, et c'eût été condamner la réforme à un échec certain que de laisser à des mandarins n'ayant qu'une culture juridique insuffisante, le soin d'appliquer une législation qui, sur nombre de points, s'écarte de la législation traditionnelle annamite et qui comporte de multiples dispositions qu'ils n'étaient ni aptes ni

préparés à comprendre et dont la portée et l'utilité leur échappaient. On décida en conséquence de faire tout au moins du tribunal du 2e degré, c'est-à-dire du tribunal provincial qui équivaut au tribunal de 1ère instance de notre organisation français, un tribunal mixte présidé par un administrateur ou un juge français, assisté d'un mandarin ayant voix délibérative. Ainsi se trouvait conciliée la nécessité de confier à un juge français la charge de mettre en marche le nouvel appareil judiciaire avec le souci de laisser aux indigènes la garantie de voir figurer un magistrat de leur race au sein des juridictions appelées à les juger. Placer les tribunaux du 2e degré sous l'autorité d'un juge français avait cet autre avantage de mettre un terme aux pratiques regrettables, malheureusement trop fréquentes, qui pouvaient être reprochées à la justice mandarinale, et de couper court aux critiques qu'on ne leur ménageait pas. Cette organisation devait du reste, dans l'esprit de ces auteurs, n'être que provisoire et devait prendre fin dès qu'il serait possible de constituer avec des éléments nouveaux un cadre de magistrats locaux aptes à reprendre la présidence des tribunaux provinciaux.

La solution consistant à recourir à des juges français a été des plus heureuses. Il est permis d'affirmer qu'elle a assuré le succès de la réforme de 1917. Elle a laissé aux mandarins le temps de se familiariser avec une législation que, tout d'abord, ils avaient peine à comprendre, et que livrés à eux-mêmes, ils eussent, par ignorance et inexpérience, déformée et altérée. Sous l'action avisée des administrateurs présidents des tribunaux provinciaux, de l'ordre et de la méthode ont été introduits dans la façon dont la justice est administrée, le respect des garanties essentielles auxquelles ont droit les justiciables est assuré : la voie est tracée, il ne s'agit plus que de la suivre et l'on peut dès maintenant envisager de rendre les Annamites à leurs juges naturels. L'arrêté du 20 septembre 1929, nous le verrons tout à l'heure, est un acheminement vers ce but, mais l'étape ne doit être franchie que progressivement et, à mesure que l'on pourra disposer de mandarins joignant à de sérieuses connaissances juridiques une pratique suffisante des affaires, et surtout, ayant acquis contact des juges français l'exacte notion de l'importance de la mission du juge et les qualités morales dont les fonctionnaires français chargés des tribunaux provinciaux leur donnent un salutaire exemple.

Le législateur local avait, en 1917, très sagement estimé qu'il serait prématuré et dangereux d'instaurer d'un seul coup et sans transition, la séparation des pouvoirs judiciaires et administratifs. Il avait, conformément aux traditions et aux mœurs, décidé que les mandarins chefs de circonscriptions administratives, *quan-phủ* et *quan-huyện*, continueraient, comme par le passé, à exercer leurs fonctions administratives cumulativement avec celles de juges du 1er degré et que le mandarin appelé à siéger comme assesseur au tribunal du 2e degré ne serait autre que le plus haut fonctionnaire indigène de la province. Il avait toutefois esquissé un premier pas vers le principe de la spécialisation du juge en prévoyant qu'un juge suppléant pourrait être désigné par le Gouverneur général pour remplacer le mandarin assesseur au tribunal provincial, et qu'en outre ce juge suppléant pourrait être appelé à exercer les fonctions de juge du 1er degré au chef-lieu de la province.

En 1921, l'idée de séparation des attributions administratives et juridiques se précise : le Code d'organisation judiciaire revisé prévoit que dans toutes les circonscriptions et non plus seulement au chef-lieu de la province, comme en 1917, un juge suppléant spécial peut être désigné pour faire fonction de juge du 1er degré à la place du mandarin administratif.

En 1923, une séparation effective des pouvoirs est tentée. Un corps de mandarins judiciaires est créé et une ordonnance en date du 7 juin 1923 dispose que les fonctions d'assesseur au tribunal provincial peuvent être indifféremment attribuées soit à un juge appartenant au corps des mandarins judiciaires, soit au plus haut fonctionnaire administratif de la province. La même ordonnance prévoit d'autre part qu'un membre du cadre judiciaire fera désormais fonctions de juge d'instruction et de juge enquêteur au civil. Cette réforme resta lettre morte ou à peu près : les demandes d'admission dans le cadre judiciaire furent peu nombreuses. Cette carence doit être attribuée tant aux conditions trop rigoureuses d'accès dans le cadre qu'aux garanties insuffisantes accordées aux intéressés et à qui le nouveau statut n'ouvrait que des perspectives d'avancement trop limitées les condamnant à n'occuper jamais que des fonctions subalternes. De 1923 à 1929, quatre candidats seulement sollicitèrent et obtinrent leur admission dans le cadre des mandarins judiciaires. Cette situation n'a pas laissé de préoccuper l'Administration du Protectorat. Il importait de prendre des mesures pour assurer une plus exacte distribution de la justice indigène surtout au 1er degré : le *statu quo* offrait de graves inconvénients. En effet si, sous la présidence des résidents, le fonctionnement des juridictions du 2e degré s'est sensiblement amélioré, par contre celui des tribunaux du 1er degré laisse encore beaucoup à désirer. Les chefs de circonscriptions, *quan-phủ* ou *quan-huyện*, absorbés par leurs fonctions administratives, ne peuvent que difficilement mener de front les deux charges. Il ne leur est pas possible de consacrer assez de temps aux affaires judiciaires, d'où des lenteurs et des retards dont se plaignent les justiciables. Par ailleurs, beaucoup de mandarins, surtout parmi les anciens, s'adaptent difficilement à la fonction judiciaire.

La formule la plus simple pour remédier à cette situation serait évidemment de reconstituer sur des bases plus judicieuses et offrant plus d'attrait pour les candidats l'arrêté du 30 juillet 1923 et de décider que dorénavant toutes les fonctions judiciaires du 1er degré seront exclusivement remplies par des mandarins spécialisés, appartenant au cadre judiciaire, ces juges du 1er degré devant plus tard, et à mesure qu'ils auraient atteint le grade nécessaire, être appelés à présider les tribunaux provinciaux ; mais une réforme aussi radicale est-elle actuellement possible et souhaitable ? Le Résident supérieur au Tonkin, désireux de s'éclairer sur ce point, a procédé à une large consultation auprès de toutes les personnes susceptibles d'émettre un avis utile. La réponse a été unanime : administrateurs, mandarins, personnalités annamites les plus qualifiées, assemblées locales indigènes, Comité privé ont été d'accord pour déclarer que la population indigène du Tonkin n'est pas encore suffisamment dégagée de son organisation judiciaire propre pour comprendre la séparation des pouvoirs, que toute réforme qui aurait pour effet d'enlever au chef de la circonscription

administrative ses attributions judiciaires, ferait du même coup perdre à ce mandarin toute autorité et tout prestige et ne ferait que créer désordre et confusion.

On décida pourtant de tenter un essai prudent et l'on s'arrêta à la solution suivante : Créer progressivement un cadre complet de juges indigènes. Au 1er degré, laisser en principe au chef administratif de la circonscription les fonctions de juge titulaire, mais lui adjoindre un juge du cadre spécialisé qui exercera ses fonctions, non pas dans des conditions d'indépendance absolue, mais comme suppléant du titulaire. Au 2e degré, placer également auprès du Résident un mandarin judiciaire qui siégera en qualité de président suppléant.

Grâce à ce système de suppléance, disparaît au 1er degré toute difficulté résultant soit des conflits entre mandarin administratif et mandarin juge, soit d'une diminution morale du chef de circonscription vis-à-vis de ses administrés, tandis qu'apparaît au 2e degré la possibilité de restituer peu à peu à des magistrats indigènes la présidence des tribunaux provinciaux (arrêté du Résident supérieur du 20 septembre 1929 et circulaire relative à l'application dudit arrêté).

Cette réorganisation qui constitue une étape nouvelle vers l'autonomie du Service judiciaire a ce grand mérite d'assurer insensiblement la substitution d'un régime à l'autre, sans porter une atteinte brutale à l'ossature administrative sur laquelle repose l'édifice social annamite.

L'exposé qui précède dans lequel nous nous sommes attaché à retracer l'évotion de l'organisation judiciaire du Tonkin, à montrer le chemin parcouru et celui qui reste encore à parcourir, était, nous semble-t-il, nécessaire pour permettre une exacte compréhension du fonctionnement des juridictions annamites actuelles.

L. A. HABERT

(*La Justice en Indochine*, chap. III, *Le Tonkin*, p. 184 - 189)

CHRONIQUE

Ecole supérieure de droit de l'Université indochinoise

L'inauguration de l'Ecole supérieure de Droit de l'Université indochinoise a eu lieu le lundi 15 février 1932, dans le grand amphithéâtre de l'Université, sous la présidence de M. le Gouverneur général P. PASQUIER, assisté de M. le Recteur F. A. THALAMAS et de M. le Doyen R. BIENVENUE.

M. THALAMAS prononça l'allocution suivante :

« Monsieur le Gouverneur général, Les premières paroles du Recteur de l'Université de Hanoi seront des remerciements adressés au Chef de la Colonie pour le grand honneur qu'il nous a fait à tous en acceptant la présidence de cette solennité. Vous apportez une fois de plus à nos maîtres et à nos élèves le réconfort de votre autorité et de cette bienveillance éclairée dont vous nous avez donné tant de marques. N'est-ce pas vous, en effet, qui déjà au début de 1927, il y a plus de cinq ans, avez tiré des limbes administratives et envoyé à Paris les projets de décrets établis dès mon arrivée en Indochine pour créer à Hanoi une Faculté de Médecine et une Faculté de Droit ainsi qu'une Université dotée des prérogatives des Universités métropolitaines, dans toute la mesure que comporte l'adaptation d'un tel régime à la vie coloniale ? N'est-ce pas encore grâce à vous que nous sont venues et nous viendront de France, l'une après l'autre, les réalisations qui assurent notre renaissance universitaire ? Hier décret consacrant notre enseignement classique indochinois par l'octroi de l'équivalence de son baccalauréat avec le baccalauréat français, aujourd'hui décret fondant ici une Ecole supérieure de droit où pour la première fois seront délivrés hors de France des diplômes d'enseiseignement supérieur, et bientôt le décret érigeant en Faculté décernant le titre de doctorat d'Etat notre école de plein exercice de Médecine et de Pharmacie ; demain décret élevant au rang d'Université complète l'ensemble de nos écoles supérieures réorganisées ? Et, si je ne craignais d'abuser, je rappellerais encore qu'il a fallu votre fermeté souriante pour lever les derniers scrupules administratifs qui s'opposaient encore à l'ouverture immédiate de l'Ecole de Droit. A chaque étape de nos progrès universitaires nous vous avons trouvé comme protecteur et comme guide. Et nous nous souviendrons toujours que c'est vous qui, il y a quelques années déjà, avez tenu à présider la première conférence publique, bien modeste sans doute, mais bien intéressante aussi, qui fut donnée

par l'Association des anciens élèves du Lycée A. Sarraut en cet amphithéâtre devenu aujourd'hui un foyer de manifestations intellectuelles et artistiques où se presse si volontiers le grand public hanoien et où vient de se tenir le premier Congrès international de préhistoire extrême-orientale.

« Certes, nous ne sommes pas surpris que l'auteur de *L'Annam d'autrefois*, cette « cité antique » indochinoise, ne nous ait jamais ménagé son appui et ses encouragements. Mais le Recteur de l'Université de Hanoi aurait manqué à son devoir essentiel s'il n'avait commencé par apporter à Pierre Pasquier autant qu'au Gouverneur général le tribut de notre reconnaissance et de notre respectueuse affection.

« Monsieur le Doyen, C'est avec le plus vif plaisir que je vous salue de ce titre qui est désormais le vôtre, que vous méritez si bien à tous égards et qui sanctionne officiellement la confiance absolue que tout le monde met en votre haute personnalité universitaire. Nul mieux que vous n'était capable de mener à bien les destinées de cette Ecole supérieure de droit sur laquelle sont fondées les plus légitimes espérances, mais dont le développement nécessitera à la fois une compétence technique qui s'impose à tous, un sens administratif avisé autant que tenace, et le souci constant de l'adaptation de la pensée juridique occidentale aux diverses traditions des populations indochinoises.

« Nous avons le bonheur de trouver en vous à tous les points de vue, les plus précieuses et les plus brillantes garanties. Vous êtes en effet un vieil Indochinois. Vos débuts en ce pays, il y a plus de vingt ans, dans l'Administration des Services civils, sous des chefs dont le nom est resté dans le souvenir de tous, comme celui de M. le Résident supérieur Charles, et qui savaient former leurs jeunes collaborateurs, vous ont donné la connaissance positive et intime des réalités sociales et de la mentalité spéciale des populations de ce pays ainsi que le sens exact du progrès possible sous l'action de la puissance protectrice.

« Les titres universitaires brillamment conquis en France et l'autorité que vous ont valu vos travaux, notamment en droit administratif, font de vous une personnalité juridique éminente qui a conquis la confiance de la Cour de Hanoi et celle du Gouvernement général, où l'on a pu tout de suite apprécier votre compétence en matière contentieuse ainsi que la finesse et la fermeté de votre esprit. Vous trouvez d'ailleurs ici un milieu où les traditions des Luro et des Dürwell se continuent et viennent de s'affirmer d'une manière éclatante dans la réfection du Code de Gia-long dont je suis heureux de saluer ici les plus illustres ouvriers, M. le Premier Président Monché et Son Excellence le Tổng-đốc Hoàng-trọng-Phu.

« Enfin votre collaboration avec un ministre des Colonies, vieil Indochinois lui aussi, devenu depuis le vénéré président de la République française, M. Doumergue, ainsi que votre rang de professeur titulaire de la Faculté de Droit d'Alger, milieu colonial différent sans doute du nôtre et plus évolué à certains points de vue, vous créent encore des titres importants à notre entière confiance.

« Vous avez pu, Monsieur le Doyen, dès votre arrivée, apprécier l'intérêt et l'ampleur de l'œuvre à accomplir. Vous l'avez immédiatement et solidement

commencée en organisant sans délai l'ouverture du certificat d'études juridiques indochinoises pour lequel la sympathie que vous inspirez vous a acquis des collaborations autorisées auxquelles je tiens à rendre un public hommage.

« Je suis sûr aussi que vous trouverez à la fois un ami expérimenté et un collègue précieux en la personne de M. le Directeur de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, membre correspondant de l'Académie de Médecine de Paris, que j'espère bien pouvoir saluer prochainement lui aussi du titre de doyen qui sera pour lui la consécration du fait accompli.

« Monsieur le Doyen, Votre recteur avait le devoir de rendre, en procédant à votre installation officielle, hommage à vos mérites, mais il manquerait quelque chose à son éloge s'il ne le concluait pas par le témoignage public de sa profonde et cordiale estime.

« Étudiantes et Etudiants, J'aurais voulu que vous assistiez tous à cette solennité qui a pour le corps universitaire et pour vous en particulier une importance primordiale. Mais puisque l'essor même de notre enseignement supérieur rend déjà trop petit notre grand amphithéâtre, je demande à ceux d'entre vous qui ont pu prendre part à cette cérémonie, et notamment aux délégués des diverses écoles et aux majors des diverses promotions, d'en faire ressortir la signification à tous vos camarades.

« Dites-leur d'abord la leçon qu'ils doivent tirer de la présence en cette salle, à l'occasion de l'inauguration d'une de vos écoles, de tant de notabilités de l'Administration supérieure, de la Magistrature et de l'Université, auxquelles en votre nom et au nôtre j'adresse tous nos remerciements. Voyez dans cette manifestation un exemple et un encouragement. C'est par leur valeur, leur travail et leurs services que tous ceux qui nous honorent de leur présence sont arrivés à conquérir les situations éminentes qu'ils occupent ; ne vous imaginez pas qu'il y ait une autre manière de s'élever, ni que l'on puisse acquérir rien d'important autrement que comme récompense d'efforts persévérants, de mérites indiscutés et de patience dans le dévouement. Je sais bien que la jeunesse est l'âge des longs espoirs et des vastes pensées et que, comme dit Bossuet, elle semble tentée de pousser de l'épaule ceux qu'elle rencontre devant elle à son entrée dans la vie. Mais vous êtes une jeunesse sérieuse et raisonnable en même temps que des fils de cet Annam où le respect des ancêtres et des maîtres est la base solide et séculaire de l'ordre moral et où nulle barrière de caste n'est dressée devant le mérite, pourvu que celui-ci soit réel et durable. Votre pays, vous-même et l'avenir seront ce que vous les ferez, mauvais si vous n'êtes pas bons, troublés si votre conscience n'est pas droite, claire et sage, prospères si vous êtes ce que nous cherchons à faire de vous. C'est pourquoi, reprenant même les paroles que M. le Ministre vous a adressées dans cette salle, nous faisons appel à votre cœur, à votre raison et à votre sagesse. C'est pourquoi aussi, avec une entière confiance, mais non sans une certaine émotion, votre vieux recteur se réjouit de vous associer à cet acte de foi universitaire qu'est l'inauguration solennelle de l'Ecole supérieure de Droit de l'Université de Hanoi.»

Nominations, mutations, congés, etc.

Par décret du 21 janvier 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

M. DAIN, premier président de la Cour d'appel de Saigon, admis à faire valoir ses droits à la retraite à titre d'ancienneté de services, a été nommé premier président de Cour d'appel honoraire ;

M. PRÉAU, président de chambre à la Cour d'appel de Hanoi, admis à faire valoir ses droits à la retraite à titre d'ancienneté de services, a été nommé président de chambre de Cour d'appel honoraire ;

M. SERRUAU, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Hanoi, est nommé, sur sa demande, conseiller à la Cour d'appel de Saigon, en remplacement de M. JOYEUX ;

M. JOYEUX, conseiller à la Cour d'appel de Saigon, est nommé, sur sa demande, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Hanoi, en remplacement de M. SERRUAU.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 5 février 1932 :

Est acceptée la démission offerte par M. MONTHUIS de ses fonctions de juge consulaire suppléant au Tribunal mixte de commerce de Haiphong.

Par décret du 10 février 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

M. TRẦN-VĂN-TÂN, licencié en droit, ancien avocat, est nommé, sur sa demande, faute de vacance dans l'emploi de juge ou substitut de 3e classe, juge suppléant dans le ressort des Cours d'appel de l'Indochine.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 19 février 1932 :

M. BIENVENUE (René), professeur titulaire de 3e classe à la Faculté de Droit de l'Université d'Alger, détaché en Indochine pour une période de 4 ans à compter du 1er octobre 1931 par arrêté ministériel en date du 23 octobre 1931, est appelé à exercer les fonctions de directeur de l'Ecole supérieure de Droit ;

M. VALLON-HOARAU (Joseph-Jean-Maxime), juge de 2e classe au tribunal de Mỹ-tho, est désigné pour remplir par intérim les fonctions de substitut du procureur de la République près le tribunal de 1ère instance de Hanoi, en remplacement de M. COPPIN, substitut titulaire, parti en congé. La durée de cet intérim est fixée à un minimun de six mois.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 27 février 1932 :

M. DURINGER, substitut *p. i.* du procureur général, est chargé du cours de de droit civil indochinois, en remplacement Me MANDRETTE ;

M. NARBONNE, conseiller *p. i.* à la Cour d'appel, est chargé du cours d'organisation judiciaire et de procédure indigènes en remplacement de M. JODIN, président de chambre à la Cour d'appel.

Par décret du 7 mars 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des sceaux, Ministre de la Justice et du Contrôle des administrations publiques :

M. LÉONARDI, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Saigon,

est nommé président de chambre à la Cour d'appel de Hanoi, en remplacement de M. PRÉAU, précédemment admis à la retraite.

Par arrêté du Gouverneur de l'Indochine du 10 mars 1932 :

M. JALADE (Georges) président du Tribunal de Tourane, est mis à la disposition du premier président de la Cour d'appel de Saigon pour siéger à ladite Cour. La durée de cet intérim est fixée à un minimun de six mois.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 15 mars 1932 :

M. MOREAU (Paul), avocat général près la Cour d'appel de Hanoi, est désigné pour assister le Procureur général, Directeur des Services judiciaires de l'Indochine, conformément aux dispositions de l'article 69 du décret du 19 mai 1919, modifié par le décret du 24 juin 1927, jusqu'au départ en congé de M. HABERT.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 25 mars 1932 :

Un congé de six mois est accordé à Me FAYS (Fernand), premier clerc assermenté de Me FAYS (Emmanuel), notaire à Saigon ;

Me COUDRAY, premier clerc de l'étude, sera chargé de la gestion de la charge pendant la durée de l'absence du titulaire de l'étude et celle de Me FAYS (Fernand), premier clerc précédemment assermenté.

BIBLIOGRAPHIE

La Cochinchine. Publié sous le patronage de la Société des Etudes indochinoises. — Saigon, P. GASTALDY, éditeur, 1931 ; in-8° de 168 p., ill. (Exposition coloniale internationale, Paris, 1931).

Après tant de notices, d'atlas et de monographies, cette nouvelle contribution semble, de prime abord, inutile. Mais la Société des Etudes indochinoises a voulu condenser en un résumé substantiel tout ce que tant d'autres avaient dit avant elle. A ce titre, son ouvrage mérite d'être signalé, et il aura sa place dans la bibliographie cochinchinoise. Les auteurs possèdent leur matière à fond, et plusieurs d'entre eux ont l'esprit philosophique, comme en témoigne la finesse discrète avec laquelle ils touchent certains points délicats. On regrettera cependant qu'ils aient placé un grand nombre de faits au même plan, si bien qu'il en résulte parfois comme un manque d'air. Ce n'est pas à dire que l'érudition fasse défaut à cette monographie, elle serait plutôt surabondante ; mais ce qu'on y pourrait désirer, notamment dans les chapitres sur l'histoire, l'ethnographie, les croyances annamites, serait un plus grand soin à distinguer les données positives des conjectures plus ou moins probables ou des simples hypothèses que l'on ne peut se dispenser d'y rattacher, plus de réserve aussi dans les conjectures, un sage emploi des « peut-être » et des formules propres à signifier les nuances variées qui existent pour l'historien et l'ethnographe entre le certain et l'impossible.

Voici les titres des chapitres qui intéressent plus spécialement nos lecteurs, avec quelques mots pour en indiquer le contenu : *Organisation politique et administrative*, par M. E. EUTROPE (p. 35 - 40). « La commune annamite en Cochinchine, dit l'auteur, a cessé depuis longtemps d'être la base de la vie politique et sociale de la collectivité indigène. D'excellents esprits le déplorent. Regrets superflus d'un passé qui ne peut revivre, parce qu'il ne cadre plus avec l'évolution inéluctable des idées, du milieu et des circonstances. L'oligarchie communale annamite ne subsiste plus que dans sa forme, elle évolue nettement vers une organisation à forme plus ou moins municipale. Cette évolution s'est précisée ces temps derniers par la création, dans quelques centres indigènes importants (Cần-thơ, Bắc-liêu, Rạch-giá), de communes mixtes dans lesquelles l'Administrateur fait fonctions de maire avec l'assistance d'une commission municipale composée de délégués du conseil des notables et de membres français désignés par le Gouverneur. »

Justice, par Emile GARRIGUES (p. 47-52). Il n'est pas possible d'analyser en quelques lignes un chapitre qui n'est lui-même qu'une analyse très condensée et dont le seul but est de fournir un utile instrument de travail. Je me bornerai à reproduire le passage relatif à la législation : « Les citoyens français et assimilés sont, sans exception, soumis à la législation française applicable à la colonie. Il en est de même à l'égard des indigènes ou assimilés en cas d'infractions commises au préjudice d'un citoyen français ou assimilé ou en cas de litiges nés entre citoyens et sujets français ou assimilés ; ou encore en matière civile entre indigènes ou assimilés lorsque ceux-ci déclarent contracter sous l'empire de la loi française. En matière civile purement indigène, la loi annamite écrite ou coutumière est seule applicable entre indigènes et assimilés. En matière pénale, ces derniers sont soumis au Code pénal français modifié à leur usage et aux lois, décrets ou arrêtés régulièrement promulgués ou publiés à la colonie. »

L'Organisation de la propriété foncière, par M. P. de FEYSSAL (p. 103-107). Est-il besoin de dire que cette étude est en tous points digne de ses aînées ? Elle leur ressemble par la science et l'ingéniosité que déploie l'auteur à chaque page ; elle leur ressemble même par l'ordonnance des paragraphes, dont la plus grande partie est consacrée à l'analyse du décret du 21 juillet 1925 (promulgué le 7 janvier 1927). L'auteur écrit une langue précise et souple, également aisée dans la description de la nouvelle réglementation et dans l'expression des idées abstraites, également éloignée du jargon pédantesque et des développements pseudo-juridiques où se réduit trop souvent l'analyse d'un texte réglementaire. Et là encore, il a fait œuvre utile, montrant qu'on peut posséder à fond une réglementation sans cesser d'écrire une langue claire, élégante, française, et donnant ainsi un exemple qu'on voudrait voir suivi par beaucoup de commentateurs.

Les croyances annamites, par M. Emile TAVERNIER (p. 155-158). Au point de vue de l'interprétation des faits, de leur coordination logique, de la recherche des causes, on peut trouver que cette étude laisse quelque peu à désirer. L'auteur était, par exemple, tout à fait libre de ne pas traiter, et peut-être aurait-il été plus prudent à lui de ne pas aborder la question des origines de la religion et de la mythologie ; mais puisqu'il s'y est risqué, on a le droit de juger passablement artificielle sa conclusion : « La notion de Dieu, en tant qu'être suprême, créateur de toutes choses, échappe complètement à l'Annamite non catholique ou protestant ». Est-ce que le domaine de la mythologie et celui de la religion sont séparés dans les cultes historiquement connus ? Peut-on les séparer autrement que par une abstraction de l'esprit et en mettant toute la religion, ou du moins son essence, dans le sentiment religieux ? S'il s'agit d'un sentiment inconscient qui est au fond de toute religion, ce n'est pas la religion ni aucune religion particulière. S'il s'agit d'une idée servant à exprimer la religion, l'assertion de GUYAU : « Jamais les peuples n'ont commencé à penser par des abstractions », garde toute sa force, et l'abstraction qu'on nous décrit n'a jamais été la religion de personne. Le problème subsiste tout entier après l'explication donnée.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'INDOCHINE. *Recueil général de la législation et de la réglementation de l'Indochine*. Supplément de 1929.

1ère partie, Lois, décrets, arrêtés et circulaires ministériels; 2e p., Arrêtés, décisions et circulaires du Gouverneur général et des Chefs d'administration locale; 3e p., Ordonnances des Souverains de l'Annam, du Cambodge et de Luang-Prabang. Publié par le Service de Législation et d'Administration du Gouvernement général. — Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1932, grand in-8° de 1975 p.

Le volume que nous annonçons contient des textes promulgués ou publiés en 1928 et en 1929. On peut, par le nombre des pages indiqué plus haut, se faire une idée des richesses que renferme ce *Supplément*. Il est inutile d'ajouter que le Service de législation a, cette année comme les précédentes, apporté tous ses soins à la publication, et il a d'autant plus de mérite que la matière ne cesse de grossir. Peut-être pourra-t-on lui reprocher certaines notes, écrites dans une langue qui n'a du français qu'une lointaine apparence (p. 1969, « Le présent arrêté figure erronément à la page 1220 de la 2e partie sous la date du 31 mai 1929 »). Et aussi des fautes d'impression (p. 1466, « porte de Mors » pour porte des Morts) et, chose plus grave, des lacunes dans la table analytique des matières. Alors même qu'il y a des renvois à « Eléphants », à « Fêtes de tang-toc », à « Palmeraies », à « Cardamome » (l'arrêté du 8 novembre 1928 qui fixe la taxe sur les cardamomes *thảo-quả*, p. 824, aurait dû figurer également sous la rubrique « Forêt » ou « Réglementation forestière »), on ne trouve pas de renvoi à « Fiches anthropométriques » pour la circulaire du 3 septembre 1929 (p. 1536), relative à l'établissement des fiches anthropométriques des condamnés aux travaux forcés (cf. « Identité »), ni à « Documentation photographique » pour l'arrêté du 6 juin 1929 (p. 1258), créant à Saigon un « Service de documentation photographique », lequel figure sous la rubrique « Musée » (?), sans doute parce que ledit service est placé sous la direction du Conservateur du Musée Blanchard de la Brosse (!), etc., etc. Malgré ces imperfections, le *Recueil* de 1929 permet de s'orienter rapidement dans la vaste réglementation indochinoise, et plusieurs des circulaires qu'il publie contiennent des dispositions peu connues et qui ont parfois la saveur de la nouveauté.

Journal judiciaire de l'Indochine, 42e année, nos 1-5, janvier-mai 1931. — Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1931. Première partie, *Législation*, III-314 p.; 2e p., *Jurisprudence et circulaires*, III-137 p.

Les limites qui sont assignées à un simple compte rendu ne permettent pas d'entrer dans le détail des différentes parties de cette publication. Je me bornerai à citer les arrêts suivants :

P. 79, Cour d'appel de Hanoi, 4 mars 1931 : « La coutume annamite considère l'installation d'autorité, par le mari, d'un enfant qu'il a eu d'une maîtresse, au domicile conjugal, comme une faute de nature à faire prononcer le divorce contre lui. Le devoir, pour la femme, de résider au domicile conjugal, est subordonné à celui qui incombe au mari de ne pas lui rendre la vie commune matériellement ou moralement impossible. »

P. 81, Cour d'appel de Hanoi, 11 mars 1931 : « En droit indigène, quand le tribunal a d'office installé au procès le fils d'une femme de 2e rang, dans une instance dirigée contre la veuve de 1er rang, on ne saurait dire que la demande est irrecevable comme formée au mépris du respect filial. »

P. 84, Cour d'appel de Hanoi, 25 mars 1931 : « La coutume indigène reconnaît l'institution d'une femme de 1er rang et autorise une ou plusieurs femmes de 2e rang, outre des concubines. Mais elle ne reconnaît pas de femme de 3e rang. La femme dite à tort de 3e rang, du moment qu'elle a effectivement contracté mariage, doit être considérée comme femme de 2e rang. — Le principe dominant, en matière successorale, est le droit absolu, pour le chef de famille, de disposer de ses biens comme il l'entend. C'est un devoir absolu, pour la veuve de 1er rang, d'exécuter un testament régulier, à l'expiration de la période de deuil, et sans délai. Il est de pratique courante que le mari lègue à la femme de second rang une part de vieillesse, à défaut de laquelle la veuve de 1er rang serait tenue de pourvoir à son entretien. »

On eût aimé voir le *Journal judiciaire* ordonner en quelques idées générales toutes les décisions publiées et dont l'ensemble aurait ainsi pris une signification plus haute. Le dernier numéro (distribué en novembre 1931) n'en reste pas moins une excellente mine de renseignements sur l'interprétation de certaines lois et coutumes annamites, et chez nous il mérite d'être signalé en particulier aux mandarins chargés d'appliquer le nouveau Code civil.

NGUYỄN-VĂN-TỐ

Erratum

P. 14, l. 27. *Supprimer* encore.
P. 20, l. 18. *Au lieu de* avecc, *lire* avec.
P. 21, l. 26. *Au lieu de* le but général de la félicité est ne plus renaître, *lire* le but général de la félicité est de ne plus renaître.
P. 42, l. 24. *Au lieu de* connaissence, *lire* connaissance.
P. 48. n. 1, in fine. *Ajouter* : Cf. Arthur GIRAULT, *L'exercice du pouvoir législatif dans les pays de protectorat*, in *Revue politique et parlementaire*, juillet 1927, p. 1-17.
P. 55, l. 38. *Au lieu de* grands lignes, *lire* grandes lignes.
P. 86, l. 3. *Au lieu de* annamies, *lire* annamites.
Ib., l. 22. *Au lieu de* dc, *lire* de.
P 87. l. 11. *Au lieu de* eflet, *lire* effet.
P. 88, l. 4. *Au lieu de* français, *lire* française.
Ib., l. 31. *Après* acquis, *ajouter* au.

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PHẦN QUỐC-VĂN

PHẦN LÝ-LUẬN

LUẬT CAI-TRỊ

Các viên-chức An-nam cùng vợ con có được buôn-bán hay không?

Quan Tổng-trưởng bộ Thuộc-địa có mấy tờ chu-tri cấm các viên-chức tòng sự Nhà-nước ở các thuộc-địa không được làm nghề buôn-bán, bất luận là chính mình buôn lấy, hay là mình buôn mà lấy người đứng đội tên.

Quan Toàn-quyền Đông-dương thông tư tờ chu-tri của quan Tổng-trưởng Thuộc-địa ngày 12 août 1921 cho các quan chức ở dưới quyền ngài, có nói thêm rằng:

«Tôi xin gửi theo đây một bản sao tờ chu-tri của quan Tổng-trưởng Thuộc-địa nhắc lại việc cấm các viên-chức tòng-sự Nhà-nước làm những việc buôn-bán.

«Đã mấy phen, nhất là trong tờ chu-tri ngày 25 novembre 1904, bộ Thuộc-địa đã dặn bản-phủ lưu ý về vấn-đề ấy. Quan Toàn-quyền trước (xem tờ chu-tri ngày 29 décembre 1910) cũng đã nhắc lại những điều ấy, vậy mà các viên-chức xem ra vẫn chưa thấy thôi hẳn việc buôn.

«Lệnh bên Bộ tư sang rất là rõ rệt, bắt các viên-chức ở Đông-dương hễ không tuân những lời đã dặn trước thì phải tử chức quan, mà làm việc Nhà-nước thì tức-khắc phải thôi không được can dự vào hội-đồng quản-trị các hội buôn nữa.

«Vậy tiếp được tờ chu-tri này, xin các ngài phúc trình tôi rõ và đệ lên bản phủ một bản danh-sách những viên-chức ở dưới quyền các ngài thường vẫn làm việc buôn bán, bất luận là đứng buôn lấy hay là đứng người đứng đội tên.»

Những lời hiểu-thị của quan Toàn-quyền nói trên ấy, tất-nhiên là thi-hành đối với cả các viên tham-tá và thư-ký An-nam thuộc phủ Thống-đốc Nam-kỳ và phủ Thống-sứ, Khâm-sứ các xứ bảo-hộ cùng là tất cả các viên-chức người bản-xứ tòng-sự tại các công-sở Pháp ở Đông-dương. Nhưng không thi-hành đối với các viên-chức phụ-tá cùng là những thợ-thuyền của Nhà-nước không được ăn hưu-bổng, vì cứ chiếu nghị-định quan Toàn-quyền ngày 20 juin 1921 do nghị-định ngày 27 février 1926 sửa đổi lại thì « phàm những người thuộc về một ngạch do nghị-định quan Toàn-quyền đặt ra mà sung một chức việc thường-trực *được ăn hưu-bổng* của một công-sở Đông-dương đều coi là các viên-chức ở Đông-dương cả ».

Những lời hiểu-thị trên ấy cũng không can-thiệp gì đến các quan-lại An-nam ở Trung Bắc-kỳ, vì ngạch quan-lại là do Thượng-dụ nhà Vua hoặc là do nghị-định quan Thống-sứ Bắc-kỳ đặt ra, mà quan Thống-sứ tức là vị thay quyền quan Kinh-lược từ năm 1897 đến ngày nay. Cái quyền tự-nhiên của các quan-lại nhà Vua về điều đó, vẫn không thay đổi gì, trừ ra bộ *Hoàng-Việt Luật-lệ* có điều 88 hạn chế mấy khoản thì không kể, là cấm các quan-lại không được tạu nhà, tạu đất ở trong địa-hạt mình làm việc quan, nếu trái lệnh thì phải phạt 50 trượng, đổi đi nơi khác và nhà với đất phải tịch-một. Vả sự ngăn-cấm ấy, nay cũng chỉ còn thi-hành tại Trung-kỳ mà thôi, vì bộ Hình-luật mới của Bắc-kỳ không nói gì đến điều ấy cả.

Còn như vợ các viên-chức An-nam có được làm nghề buôn-bán hay không ?

Cứ như lời-lẽ trong các tờ chu-tri trên ấy mục-đích là ngăn-cấm viên-chức Nhà-nước không được thu lợi buôn-bán thì phải tùy từng trường-hợp, là nếu chồng được hưởng cái lợi buôn-bán của vợ thì vợ tức là « người đứng đội tên » rồi.

Ở Nam-kỳ, đã lâu nay tòa Phúc-thẩm vẫn định rằng : đối với vợ-cả thì « bao nhiêu tài-sản thu được trong khi đương giá-thú là của chồng cả » (bản thẩm-định tòa Phúc-thẩm ngày 6 sept. 1894, 18 oct. 1894, 31 janv., 7 fév. 1895, 26 août 1897...). Vậy thì ở Nam-kỳ vợ-cả các viên-chức không được làm nghề buôn-bán.

Ở Bắc-kỳ thì điều 107 trong bộ Dân-luật mới, có định rằng : « Phàm kỹ-phần của chồng, *của vợ-cả*, và những tài-sản của vợ chồng cùng thu được trong khi đương giá-thú, hay là *của mỗi bên thu được trong khi giá-thú, dù mất tiền* hay không mất tiền mà thu được mặc lòng, cùng là những lợi-tức về tài-sản ấy, đều là của chung hai vợ chồng

hợp-nhất cả.» Thế nghĩa là đối với Nhà-nước, người vợ-cả các viên-chức tòng-sự Nhà-nước không được làm nghề buôn-bán. Còn như đối với vợ-thứ thì lại khác hẳn. Theo như án-lệ của tòa Phúc-thẩm Saigon (bản thẩm-định ngày 1er avril 1914) và bộ Dân-luật Bắc-kỳ (điều 114) thì vợ-thứ được giữ quyền sở-hữu và được quản-lý, hưởng-thụ cùng sử-dụng những tài-sản riêng của mình, người chồng không được sử-dụng tài-sản ấy trái với ý vợ-thứ. Vậy thì người vợ-thứ một viên-chức tòng sự Nhà-nước không thể coi như « người đứng đội tên » để cho pháp-luật ngăn-cấm được.

Theo như luật Tây thi-hành đối với các viên-chức người bản-xứ nhập-tịch dân Pháp thì việc giải-quyết cái vấn-đề này trước kia rất lá phiền-phức và phải tùy ở cái lệ tài-sản giá-thú của viên-chức thế nào. Sau đây xin tóm-lược để độc-giả biết cái lệ cũ thế nào.

I. Nếu hai vợ chồng giá-thú theo lệ tài-sản hợp-nhất thì vợ viên-chức Nhà-nước không được làm nghề buôn.

II. Nếu hai vợ chồng giá-thú không theo lệ tài-sản hợp-nhất, thì chồng làm quan, vợ cũng không được làm nghề buôn, vì theo lệ ấy chồng được quản-trị và hưởng-thụ tất cả các tài-sản của vợ (Dân-luật Tây, điều 1530). Nhưng cũng có thể cãi thế khác được, vì điều 1530 ấy nói rằng : « Các hoa-lợi về tài-sản của vợ thì do chồng thu ». Vậy những lợi-tức buôn-bán có thể cho là « các hoa-lợi » không ? Các nhà làm luật, có nhà lấy làm hồ-nghi lắm, vì điều 1498 có phân-biệt các « lợi-tức về kỹ-nghệ » với « hoa-lợi về tài-sản ».

Vậy nếu vợ vẫn được giữ các hoa-lợi của kỹ-nghệ mình (hay là việc buôn của mình), thì chồng không được hưởng, như vậy thì người vợ tất không phải là « người đứng đội tên » và có thể làm nghề buôn được, không có can-ngại gì đến chồng cả.

III. Nếu hai vợ chồng giá-thú theo lệ *phân tài-sản* thì người vợ có thể làm nghề buôn được, vì mỗi bên đều được hoàn-toàn có quyền sở-hữu, được quản-trị tài-sản của mình và được tự-do hưởng-thụ hoa-lợi của mình; hai bên không có chung đụng gì cả (điều 1536, Dân-luật Tây).

IV. Nếu hai vợ chồng giá-thú theo lệ hồi-môn, thì phải phân-biệt hai trường-hợp sau này :

Nếu của hồi-môn gồm cả các tài-sản về tương-lai, thì các hoa-lợi về kỹ-nghệ hay thương-mại của người vợ, tiền công, lương-bổng, vân vân, của người vợ trong cái thời-kỳ từ lúc làm lễ giá-thú đến lúc tiêu hôn, đều phải coi là của hồi-môn cả.

Theo lệ ấy, người chồng đã được thu các hoa-lợi của vợ thì chồng

làm việc Nhà-nước, vợ không được buôn, vì thế tức là « người đứng đội tên ».

Trái lại, nếu của hồi-môn chỉ gồm có những tài-sản *hiện-tại* thì các hoa-lợi về công thương riêng của vợ, chồng không được hưởng, chồng có làm quan-chức, vợ cũng buôn được.

Từ khi có luật ngày 13 juillet 1907 (1) đến giờ thì những điều phân-biệt trên ấy không cần xét nữa. Luật ấy định rằng « bất luận giá-thú theo lệ nào, phàm các hoa-lợi về công việc riêng của vợ và tiền để dành được về các công việc ấy, thì người vợ được quyền quản-trị y như ở điều 1449 trong Dân-luật về cái quyền người vợ giá-thú theo lệ không hợp nhất, và trong hợp-đồng giá-thú có điều-khoản nào trái thế thì sẽ vô hiệu », miễn là người vợ chứng thực được rằng có làm nghề-nghiệp riêng hẳn nghề-nghiệp của chồng.

Cứ như thế, thì hiện nay vợ một viên-chức Tây hay một viên-chức nhập-tịch dân Tây có thể làm nghề buôn, mà không sợ rằng nhất-thiết phải coi là « người đứng đội tên ».

Xem như thế thì cái địa-vị khác hẳn địa-vị của vợ-cả một viên-chức An-nam.

* * *

Nay chỉ còn phải xét xem trong việc buôn-bán, con các viên-chức An-nam có thể coi là « người đứng đội tên » thay cho cha không.

I. — Ở *Trung-kỳ* là xứ hãy còn thi-hành *Hoàng-Việt Luật-lệ* (2) thì thể-cách như sau này : cứ theo như điều thứ 2, điều 82 và 83 thì ông bà, cha mẹ còn, hễ ông bà cha mẹ không cho phép, con-cháu không

---

(1) Luật này nguyên của cô JEANNE CHAUVIN dự thảo từ năm 1893, tựa theo vào luật nước Đan-mạch. Luật này do cái phong-trào phụ-nữ mà ra, lại được những bực hiền-triết giúp vào, nhất là STUART MILL, có làm một quyển sách công-kích việc đàn ông chiếm hết chủ quyền ở gia-đình và hô-hào cho phụ-nữ được bình quyền.

(2) *Lễ-ký* : « Con cháu không được có của riêng (子孫不有私財). « Con giai và con dâu không được có của riêng và súc-vật riêng (子婦無私貨無私畜). *Hoàng-Việt Luật-lệ*, điều thứ 2 : « Tội thứ bảy trong thập ác là tội bất hiếu nghĩa là con cháu lăng-mạ ông bà hay là cha mẹ, con cháu dâu lăng-mạ ông bà chồng hay là cha mẹ chồng, cùng là ông bà cha mẹ còn sống mà chia của ở riêng (謂咒罵祖父母父母，夫之祖父母父母，及祖父母父母在而別籍異財).

được biệt-lập và không được có tài-sản riêng (1).

Con cái buôn-bán mà có được phép ở riêng thì mới tránh được cái danh-hiệu là « người đứng đội tên » thay cho cha.

II. — *Ở Bắc-kỳ* thì bộ Dân-luật mới, có điều 207 như sau này : « ... Cha mẹ còn sống thì con phải thuộc quyền cha, và cứ lý thì không được có tài-sản riêng ; trừ khi đã thành-niên được phép ra ở riêng, hoặc khi đã thoát phụ-quyền, được phép tự-lập gia-thất riêng thì không kể. Khi đã biệt-lập và khi được thoát-quyền như đã nói ở trên, luật đều cho rằng tài-sản của người con hiện có, tức là của người ấy, đã lấy công lấy của làm ra, và có quyền sở-hữu chánh-đáng ».

Điều 270 lại nói rằng : « Người vị thành-niên đã thoát-quyền, đứng làm việc thương-mại thì có đủ tư-cách tuyệt-đối để làm mọi việc thuộc về sự thương-mại ấy. Những sự giao-ước của người ấy đều cho là thuộc về thương-mại ».

Những thể-lệ ấy xét ra không được đúng với ý-kiến Hội-đồng tư-vấn pháp-luật tại Bắc-kỳ (2).

---

(1) *Hoàng-Việt Luật-lệ*, lời giải-thích về điều 82 : « Ông bà hay cha mẹ còn sống, con cháu không được có của riêng » (祖父母父母在子孫不得有私財).

Đồng-thượng, lệ thứ I : « Ông bà hay là cha mẹ còn sống, con cháu không được chia của và ở riêng, nếu ông bà hay cha mẹ cho chia thì mới không nghĩ tội » (祖父母父母在，子孫不得分異財產，別立戶籍，若祖父母，母父許今分析不在此律).

Đồng-thượng, lời giải-thích về điều 83 : « Người ti-ấu và người tôn-trưởng ở chung, tiền của trong nhà, người tôn-trưởng được quyền quản-cố mà người ti-ấu không được thiện-tiện chi dụng » (卑幼與尊長同居共財，其財總攝于尊長，而卑幼不得自專也)

(2) *Tập giải-đáp của Hội-đồng tư-vấn pháp-luật An-nam tại Bắc-kỳ*, trang 43 : « *Hỏi* : Tử-tôn là gì ? Tử-tôn ở cùng nhà cha mẹ hay ông bà thì có tư-cách gì không ? *Đáp* : Tử-tôn là con và cháu gồm cả trai lẫn gái. Con cháu ở cùng nhà với cha mẹ hay ông bà nội, thì thuộc hẳn quyền gia-trưởng. Tiền hoa-lợi bởi công việc làm ra thì phải nộp cha mẹ, nhưng thực ra thì cha mẹ thường vẫn trả lại cho một phần. Con thành-niên hay vị thành-niên đều thuộc quyền ông bà cha mẹ cả, và tự con cái thì không có tư-cách, trừ ra đã kết hôn rồi và được phép ở riêng thì không kể. Tuy cùng ở một nhà mặc lòng, hễ không cho phép thì ông bà cha mẹ không phải trách-nhiệm về những điều giao-ước của con cháu.

Trang 44, *Hỏi* : « Con cháu có phép có tài-sản riêng không ? *Đáp* : Phải phân biệt là người vị thành-niên hay đã thành-niên rồi. Cứ lý thì người vị thành-niên không được có tài-sản gì riêng cả. Người thành-niên đã kết hôn mà ở cùng nhà

Dù thế nào mặc lòng, ở Bắc-kỳ người con đã thành-niên và đã được phép cha mẹ cho ở riêng, cùng là người vị-thành-niên đã thoát-quyền được phép cha mẹ cho ở riêng, đều không thể coi là « người đứng đội tên » thay cho cha được.

III. — *Ở Nam-kỳ*, cái địa-vị của người con vị-thành-niên đã thoát-quyền cũng y như ở Bắc-kỳ, nhưng địa-vị của người con thành-niên không phải bó buộc như ở Bắc-kỳ, vì không thuộc quyền người giatrưởng nữa và con 18 tuổi có tài-sản riêng, thì cha không có quyền-hưởng-thụ nữa (Nam-kỳ Dân-luật, thiên thứ IX). Vậy thì những trường-hợp có thể coi người con là « người đứng đội tên » thay cho cha đang tòng-sự Nhà-nước để buôn bán là những trường-hợp rất hiếm.

ALFRED EMILE HUCKEL
Hành-chính quan, sung Tham-nghị Tòa-án cai-trị

---

với cha mẹ ông bà thì đối với các tài-sản mà cha mẹ cho phép có, đều được quyền sở-hữu cả. Người thành-niên đã tự-lập không ở cùng nhà với cha mẹ, thì có tư-cách hoàn-toàn và được quyền sở-hữu đối với các tài-sản mình có, hoặc làm ra được, các tài-sản ấy là của riêng không thuộc về tài-sản của cha mẹ. »

Mấy cái vấn-đề về tục-lệ nước Nam

(bài nối)

Nói về quyền người gia-trưởng

Ông P. J. Silvestre, trong quyển « Khái-luận về luật-pháp nước Nam (*Considérations sur l'étude du droit annamite*) có mấy câu rằng: « Trong tôn-giáo của người Việt-Nam vừa có một cái trung-tâm-điểm, vừa có một cái dây liên-lạc rất mạnh. Trung-tâm-điểm là chốn gia-đình, dây liên-lạc là lòng thờ-kính gia-đình. Gia-đình vi như một cái cây cổ-thụ, rễ ăn sâu xuống dưới đất, trên thì cành lá hoa quả rườm rà. Gia-đình đã có chốn có nơi, mồ-mả tổ-tiên ở quanh cả đấy, thành một cái khu-vực thiêng-liêng thần-thánh. Cây cổ-thụ ấy chỉ có một cái thân làm trụ cốt, là người cha trong nhà, người gia-trưởng. Cả nhà sinh-hoạt được là nhờ ở đó, cũng như cây sống là nhờ ở thân cây; có thân cây thì mới có cành lá, cành lá mật-thiết liên-lạc với thân cây, rời ra không sống được. Bởi thế nên bản-vị trong xã-hội không phải là cá-nhân, chính là gia-đình.»

Thực thế, cái gốc xã-hội nước ta là ở cái « chế-độ gia-trưởng » (*patriarcat*), mà quyền gia-trưởng là « đối với tất cả thân-thuộc thích-thuộc cùng ở chung một gia-đình, lại đối với tất cả những người có quan-hệ bằng khế-ước, như người hầu-hạ, người học nghề, người thuyền-thợ » (Dân-luật Bắc-kỳ, điều 204).

Ở La-mã ngày xưa, quyền gia-trưởng thật là một cái quyền tuyệt-đối: trong bộ luật *Institutes* (tuyên-bố năm 533), trên thì nói đến quyền độc-tôn của người phụ-huynh trong nhà, dưới mới nói đến giá-thú là cái nguồn-gốc gia-đình. Dân-luật nước Pháp với Dân-luật Bắc-kỳ thì không thế: trước nói về giá-thú, sau mới nói đến phụ-quyền.

Nhiều người cho cái phụ-quyền nước ta nghiêm-khắc chẳng kém gì phụ-quyền bên La-mã. Thiết tưởng nói như thế thì hơi lầm; vì cứ theo bộ *Hoàng-Việt Luật-lệ*, điều 263, « Phàm ông bà cha mẹ giết con cháu, hay gia-trưởng giết kẻ nô-tì thì phải đồ một năm rưỡi »; lại điều 95 nói rằng : « Phàm cha cầm con gái phải trượng 60 », v. v. Luật-mới « cấm hẳn cha mẹ không được phép đem con cái đi cầm-cố hoặc gán để trừ nợ (*formellement interdit*, bản dịch của chính-phủ thiếu chữ *formellement*). Phàm khế-ước như thế, đối với pháp-luật cho là phi-luân-lý và vô-hiệu-lực » (điều 208). Nhưng đối với tục-lệ thì có lẽ vẫn có hiệu-lực. Nhà làm luật cũng hiểu như thế, nên phải thêm một câu rằng: « Con-cái vị-thành-niên chưa thoát-quyền, cha mẹ vẫn có thể cho thuê mướn để làm công làm việc được.»

Duy có một điều Dân-luật không nói đến, mà Hội-đồng tư-vấn pháp-luật cũng không bàn đến, là cha mẹ có thể giao cả cái phụ-quyền cho người khác được không? Như khi làm ăn không đủ, phải nhường phụ-quyền cho người trong họ, thì có được phép không? Theo luật Tây thì không được, trừ những khi có trường-hợp riêng thì không kể, vì luật Tây cho cái quyền gia-trưởng là một cái quyền không chuyển cho người khác được. Tục ta thì không thế: ai muốn giao con-cái cho một người tin-cẩn để dạy-bảo thay cha mẹ cũng được. Tuy vậy, luật-mới nên định rõ thì hơn.

Tục ta lại có câu : « Phụ trái tử hoàn, tử trái phụ bất can », nợ cha con phải trả, nợ con cha không can-thiệp. Ở La-mã ngày xưa cũng thế. Ông FUSTEL DE COULANGES làm quyển « Xã-hội Hi-lạp La-mã đời xưa » (*La Cité antique*) có một đoạn rằng : « Di-sản của cha mẹ, người con không thể tự-ý muốn nhận hay không nhận cũng được. Tài-sản trong gia-đình cũng như sự thờ phụng tổ-tiên, phải nối dõi mãi mãi, đối với người con vừa là một cái quyền-lợi mà cũng vừa là một cái trách-nhiệm. Di-sản của cha mẹ để lại, dù phải gánh chịu nợ-nần nhiều, người con cũng phải nhận, thuận hay không thuận mặc lòng. »

Còn quyền trừng-giới của cha mẹ đối với con-cái, tục-lệ nước ta giữ-gìn cẩn-thận, không có điều gì tệ-lạm đến nỗi thành lề-thói trong dân-gian. Luật-mới (điều 209-217) cũng đã qui-định trong cái « giới-hạn cần-thiết để giữ quyền gia-trưởng ».

(Còn nữa)

NGUYỄN-VĂN-TỐ

Đả thương

(tiếp theo)

Vết đạn bắn

I. — Xét vết thương có phải do đạn bắn hay không ? Vết thương do đạn bắn có những tính-chất sau này : 1° một cái miệng vào ; 2° một cái đường đạn đi ; 3° một cái miệng ra ; nếu đạn ở lại trong mình người, thì không có miệng ra, cái đó là tất-nhiên.

Miệng ra. — Vết đạn bắn là một vết trù. Viên đạn dù hình-thể thế nào, cũng không bao giờ sắc như giáo mác ; đạn chỉ làm cho chỗ da xưng lên thôi. Đạn đi lại xoáy tròn làm cho thịt bị rách ra.

Vết đạn bắn mỗi khi một khác, cái đó là tùy chỗ bị đạn, và tùy đường của viên đạn đi. Nếu chỗ bị đạn có da căng trên một chỗ xương, da gặp viên đạn bị ép mỏng ra ; khi đạn đâm thẳng vào da, thì đạn làm thành một đường thật tròn ; khi đạn đi xiên đi, thì làm thành một cái lỗ dài dài.

Nếu chỗ bị đạn ngoài bọc da, và trong có thịt với mỡ, mà đạn lại đâm thẳng vào người, thì chỗ miệng đạn vào, giống như chỗ miếng cao-su bị một thỏi gì rắn, và cùn đâm vào. Nếu đạn đâm xiên, thì cái miệng-vào hình bồ-dục, hoặc hình tam-giác, hay một cái lỗ có tua chung-quanh mà đều-đặn.

Còn có hai dấu-hiệu nữa có thể khiến cho ta biết rằng vết thương là do đạn bắn : 1° có một vòng vết hạt thuốc súng ăn sâu vào da ; chỉ khi nào đạn bắn cách xa độ 500 m. trở xuống, mới có một vòng vết xạm thuốc đạn như thế ; 2° có một cái vành da bị cháy, do lửa bật

ở miệng súng trong khi đạn nổ mà làm cho cháy. Chỉ khi nào bắn gần lắm, mới có vành da cháy như thế mà thôi.

Đường đạn đi. — Đường đạn đi trong thân-thể, thường không được đều-đặn. Khi đạn gặp chỗ xương, thì chệch đường đi ; có khi gặp xương mà chạy thia lia băng đi nơi khác.

Lại còn hai điều nữa, có khi có, khi không, ông thầy-thuốc phải xét để báo cho viên dự-thẩm. Hai điều ấy là : 1° Đạn đem theo những chất khác vào thân-thể như mảnh vải, lông, vân vân. 2° Đường lối đạn đi có một ít nhiều chất *paraffine* (thạch-lạp), vì người ta thường nhúng đầu viên đạn vào chất *paraffine* để giữ cho đạn khỏi hỏng. Khi đạn bắn ra, thì chất *paraffine* ấy chảy, rồi đi theo với đạn.

Miệng đạn ra. — Khi đạn bị nghẽn ở trong thân-thể, thì vết thương không có miệng-ra. Khi đạn đi suốt, thì miệng-ra rộng hơn miệng-vào. Miệng-ra ấy hình không được đều-đặn, và thường hay có tua ở chung quanh.

II. — Vết thương do thứ đạn nào bắn ? Trước hết quan dự-thẩm phải tìm các viên-đạn, những mảnh đạn, những chất lót đạn, cùng là các vỏ đạn rơi ở trong quần áo người bị đạn, hoặc ở chỗ xảy ra việc mình đến xét. Nếu tìm thấy một vài viên đạn, thì có thể giao cho nhà giám-định xét xem bắn bằng thứ súng đạn nào. Song quan dự-thẩm xem xét viên đạn, có thể biết được nhiều điều hay. Đạn vỏ bằng đồng mạ kền thường là đạn súng *Browning* $6^{mm}35$ và $7^{mm}65$. Một viên đạn ngoài bọc đồng, có một cái cổ tròn, là một viên đạn súng *velo-dog*. Một viên đạn bằng chì ở ngoài không bọc, hình tròn vỏ trứng, cân nặng độ bốn *grammes* 32 *centigr.*, mà chung-quanh có hai đường rãnh là đạn súng con bỏ túi về loại *bull dog*.

Xem chất độn trong đạn cũng có thể đoán được viên đạn của hạng súng nào. Chất độn ấy có khi tìm thấy ở trong vết thương, gần ngay chỗ miệng-vào hoặc còn lành nguyên, hoặc bị rách, hoặc cháy mất một phần. Khi bắn bằng súng trường, xét cái chất độn ấy có ích lắm, vì có thể biết được lòng súng to nhỏ thế nào.

Xét cái vỏ đạn, có thể tìm được súng bắn là thứ súng nào.

III. — Súng bắn cách xa bao nhiêu ? Súng có thể kề gần mà bắn, hoặc cách xa không đến 50^{cm}, hoặc cách xa quá số 1^{m}. Khi lỗ miệng-vào của vết thương có cái bờ long ra, hoặc da người hay là quần áo bị cháy, thì súng bắn chỉ cách từ 3 đến 6^{m}, vì cái hơi cháy chạy vào vết thương cùng với viên đạn.

Khi đạn bắn cách xa không đầy 50^{m}, thì thường trông thấy cái vết

xám ấy ở chỗ miệng-vào. Khi bắn cách xa quá 1m thì không có vết xám thuốc đạn, vì trước khi đạn tới da, thuốc đạn đã cháy hết rồi.

IV. — Đạn bắn về phía nào? Phải xét kỹ chỗ lỗ miệng đạn vào, và cái hình vết đạn. Khi đạn bắn đi thẳng, thì lỗ miệng hình tròn, và nó xưng một cách đều đặn. Khi đạn bắn xiên, thì vết thương có tua ở chung-quanh, và xem ra đạn nổ không đều-đặn.

Khi đạn bắn thẳng, và bắn xa không đến 50m, thì vết xám thuốc đạn từ miệng-ra có nhiều vòng tròn. Nếu đạn bắn đi xiên, thì các hạt đạn ăn sâu vào da, tụ cả vào bên cạnh miệng chỗ đạn ra.

Xét người bị đạn là tự sát, hay bị hại, hay bị rủi ro? Thường thường cứ xét như thế này thì rõ : 1° Chỗ bị thương. Chỗ lỗ miệng đạn vào mà ở lưng, thì người ta nghi rằng bị hại. 2° Nếu súng thấy ở trong tay người chết, thì là cái chứng rằng người chết tự-tử.

Tử-thi mà có rẫy, tức là thớ thịt tự ý co rẫy, từ lúc hãy còn sống, rồi cái chết xảy đến một cách đột-nhiên, thành tử-thi vẫn còn co rẫy. Người chết như thế, thì cái bộ giạng lúc chết thế nào, trông cái tử-thi bộ giạng cũng vẫn thế. Như người tự-tử thì bàn tay nắm chặt lấy súng. Chỉ những khi đột nhiên mà chết, tử-thi mới co rẫy, như những khi bị thương ở thần-kinh hoặc ở quả-tim mà chết.

(Còn nữa)

Henri MARCEL
Được giải thưởng của Y-học Hàn-lâm viện Paris
Nguyên giáo-sư khoa Pháp-y trường Sĩ-hoạn Hà-nội

Bắc-kỳ Dân-luật giải-nghĩa

Nói về giá-thú

(tiếp theo)

Nói về ông bà cha mẹ bằng lòng mới được kết hôn. — Theo như điều 77 trong Dân-luật mới, phàm con cái bất cứ tuổi nào, dù đã thành-niên hay chưa đến tuổi thành-niên, hễ không có cha mẹ hay ông bà bằng lòng thì không được kết hôn. Luật mới cũng như luật cũ, cho việc giá-thú là việc quan-trọng ở đời, cho nên bắt con cái phải xin phép cha mẹ hay ông bà. Nếu cha mẹ còn sống cả và có thể tỏ ý ra được, thì cứ lý ra con cái phải xin phép cả cha lẫn mẹ. Nếu cha mẹ không đồng ý, thì chỉ người cha bằng lòng là đủ. Nếu người cha không bằng lòng thì giá-thú không thành. Vậy thì trong việc giá-thú của con cái, người cha có cái quyền tối-cao ở trong nhà, nghĩa là quyền hơn quyền người mẹ, nhưng luật cũng bắt buộc con cái phải hỏi ý-kiến cả người mẹ nữa. Trước hết là một điều tỏ lòng tôn-kính đối với mẹ, sau là hỏi ý-kiến mẹ cũng không phải là vô ích ; vì lắm khi người mẹ làm chuyển được lòng người cha hay người con đi. Điều đó ở trong xã-hội ta là điều rất thông-thường.

Nếu người cha mệnh-một hay là không tỏ được ý ra, như là gặp khi điên-cuồng, thất-tung, bị cấm quyền thì chỉ người mẹ bằng lòng là đủ.

Vậy cha mất mà mẹ còn thì hỏi mẹ là đủ, không phải hỏi ông bà nội cũng được. Theo luật thì thế, nhưng các nhà còn ông bà, cụ, thì vì sự tôn-kính bực trên, bao giờ cha mẹ lo việc cưới xin cho con cái, cũng hỏi ý-kiến ông bà.

Nếu cha mẹ đều mệnh-một cả hay là không tỏ được ý ra thì phải xin phép ông bà nội. Nếu ông bà nội không đồng ý thì chỉ ông nội bằng lòng là đủ. Theo luật Tây, hễ cha mẹ mất thì phải hỏi cả ông

bà nội và ông bà ngoại. Hai bên nội ngoại không đồng ý thì cứ một bên bằng lòng là đủ, bất cứ bên nào. Đây là nói con cái chưa đến 21 tuổi, từ 21 tuổi đến 30, cha mẹ không bằng lòng cũng được kết hôn, nhưng cũng vẫn phải xin phép, hễ không xin được phép thì phải làm giấy lục-tống trình cha mẹ, hết hạn ba-mươi ngày là được tự ý kết hôn. Luật Tây thì thế.

Theo điều 78 bộ Dân-luật mới, nếu không có cha mẹ, ông bà, hoặc có mà không thể tỏ được ý thì người vị-thành-niên trong 21 tuổi, con trai cũng như con gái, phải có người giám-hộ bằng lòng mới được kết hôn.

Luật bắt buộc phải xin phép như vậy là cho rằng con cái chưa có từng-trải ở đời, chưa có đủ tư-cách mà đoán-định được một việc quan-hệ như việc giá-thú. Bởi vậy cái lúc phải có cha mẹ, ông bà hay người giám-hộ bằng lòng là lúc làm lễ cưới. Điều 33 có định rõ rằng giấy giá-thú phải do hai vợ chồng, cha mẹ hai bên, hoặc người thay mặt cha mẹ cùng ký tên. Nhưng cách sinh-hoạt đời nay bó buộc người ta khiến cho cha mẹ hoặc người giám-hộ có khi không đến khai việc giá-thú cho con được. Khi ấy thì phải trình giấy của cha mẹ hay người giám-hộ bằng lòng cho lấy nhau. Vì cứ lẽ thì cha mẹ phải có mặt và có ký tên ở dưới chứng-thư là có bằng lòng mới được.

Con hoang. — Con đẻ hoang mà cha mẹ đã nhận thì cũng phải theo các thể-lệ đối với con-chính ở trên kia.

Nếu người con hoang vị-thành-niên cha mẹ đã mất cả hay là không thể tỏ ý ra được thì có phải xin phép ông bà không? Trong luật không thấy nói đến, thì tưởng không cần, nhưng khi ấy thì lại phải có người giám-hộ bằng lòng như là đối với con chính vị-thành-niên vậy.

Con vô-thừa-nhận. — Còn con vô-thừa-nhận vị-thành-niên thì khi giá-thú cũng phải có giám-hộ bằng lòng mới được; giám-hộ đây là cử theo điều 41 trong luật.

Con nuôi. — Con nuôi kết hôn thì phải xin phép cha mẹ nuôi. Cứ xem như hai điều 194 và 220 trong luật thì biết.

Điều 194 nói rằng: « Người con nuôi không do người đứng nuôi cho phép thì không được bỏ nhà người đứng nuôi mà đi... »

Điều 220 nói rằng: « Quyền người cha là đối với tất cả con nuôi. »

Nhưng con nuôi vẫn có quan-hệ với cha mẹ đẻ mình. Tờ hợp-đồng nuôi con nuôi do người đứng nuôi và cha mẹ đẻ đứa con nuôi đều phải ký. Trong đó phải nói rõ về thân-phận của đứa con thế nào (điều 190 trong luật).

Nhưng con nuôi vẫn có quyền được ăn của thừa-kế của cha mẹ đẻ mình (điều 198 trong luật). Lại đối với cha mẹ đẻ vẫn có nghĩa-vụ như là không đi làm con nuôi người khác vậy (điều 197).

Như vậy thì khi người con nuôi giá-thú, tưởng cần phải có cha mẹ đẻ bằng lòng mới được. Hộ-lại khi làm giấy chứng-thư giá-thú, phải bắt cha mẹ đẻ cùng với người đứng nuôi ký ở dưới chứng-thư.

Hộ-lại nên nhớ bắt đưa cho xem giấy hợp-đồng làm con nuôi để rõ cái địa-vị của người con nuôi ấy thế nào.

Đàn-bà góa tái giá. — Bộ Dân-luật mới không nói người đàn-bà góa muốn tái giá thì phải xin phép ai, xin phép cha mẹ đẻ hay là xin phép cha mẹ chồng. Cứ như *Hoàng-Việt Luật-lệ* hãy còn thi-hành tại Trung-kỳ thì người đứng chủ hôn cho người đàn-bà góa là cha mẹ chồng. Điều 98 có định rằng: « Người đàn-bà góa tự nguyện cải giá thì do bố mẹ chồng chủ hôn nhận tiền, nhà mẹ người đàn-bà ấy có mang người đến sang đoạt thì phải trượng 80. Hễ nhà chồng không có người nào đúng lệ làm chủ hôn, thì nhà cha mẹ người đàn-bà góa ấy đứng chủ hôn việc cải giá, những người họ hàng xa của nhà chồng cũ cưỡng đoạt, cũng phải tội như thế » (孀婦自願改嫁, 翁姑人等主婚受財, 而母家統衆搶奪杖八十. 夫家並無例應主婚之人, 母家主婚改嫁而夫家疎遠親屬彊搶者罪亦如之).

Dân-luật Nam-kỳ (sắc-lệnh ngày 3 octobre 1883), hiện đang thi-hành cũng đồng-ý với *Hoàng-Việt Luật-lệ*. Thiên thứ V nói về giá-thú có định rằng đàn-bà góa muốn tái-giá thì phải hỏi ý-kiến cha mẹ chồng hay là bậc tôn-trưởng bên nhà chồng, cũng như người chồng, vì thử còn sống, muốn kết hôn, tất phải hỏi những bậc ấy.

Vậy cứ như luật mới ở Bắc-kỳ, đàn-bà góa có muốn tái-giá bất tất phải xin phép bên nhà chồng.

(*Còn nữa*) PHẠM-HUY-LỤC

DÂN SỰ

TÒA ÁN CAI-TRỊ ĐÔNG-DƯƠNG TẠI HÀ-NỘI (1)

Phiên tòa ngày 6 avril 1932

Quyền chủ-tịch: M. BAURENS,

Tiên-thẩm: M. HUCKEL,

Ủy-viên của Chánh-phủ: M. GÉHIN.

Sự thụ-lý các đơn tại Tòa án cai-trị. — Nói về thẩm-quyền của Tòa án cai-trị đối với các việc kiện có quan-hệ đến Chánh-phủ Pháp.

I. — *Các việc kiện tại tòa án cai-trị, trước khi xử không cần phải đem hòa-giải như là ở các tòa án xử về việc hộ.*

II. — *Những khi có thể phát đơn kiện Chánh-phủ Pháp tại tòa án cai-trị được (điều thứ 3, sắc-lệnh ngày 5 août 1881, điều 160 và 176 đoạn thứ 1 và 11, sắc-lệnh ngày 21 août 1825 và 9 février 1827) thì bên nguyên phải phát đơn kiện quan Toàn-quyền là vị có ủy-quyền của Chánh-phủ Pháp tại Đông-dương.*

III. — *Cái thẩm-quyền của các tòa án cai-trị ở thuộc-địa phải hạn-chế trong các việc ở thuộc-địa, chứ không được xử đến việc án quan-hệ đến Chánh-phủ Pháp, trừ khi có lệ định riêng thì không kể.*

---

(1) Kỳ này bản chí dịch đăng một bản thẩm-định của Tòa án cai-trị để độc-giả rõ thể-thức khác với các tòa án thường là thế nào.

Việc Ngô-đức-V. kiện Chánh-phủ Pháp.

THẨM-ĐỊNH:

Tòa án cai-trị Đông-dương họp tại Hanoi,

Chiếu đơn kiện và bản tờ trình phúc-đáp của M. NGÔ-ĐỨC-V., thầu-khoán ở Lạng-sơn, phố Tây-môn, số nhà 23, trú-sở lập tại Hà-nội số 40, đường Gambetta, là phòng giấy luật-sư MOURLAN và PASCALIS, là luật-sư của nguyên-đơn, đơn kiện và tờ trình ấy đã trước-bạ tại phòng thư-ký Tòa án cai-trị ngày 29 septembre 1930, và ngày 21 septembre 1931, yêu-cầu tòa-án cai-trị phóng trát đòi quan Toàn-quyền Đông dương, lấy tư-cách là đại-biểu của Chánh-phủ Pháp, đến để nghe tòa tuyên án bắt chịu trách-nhiệm về cái lỗi của người lính gác ĐINH-VIẾT-B. thuộc đội thứ 6, lính-tập khố-đỏ ở Đồng-đăng, lỗi ấy xảy ra đêm ngày 28 sang ngày 29 septembre ở Đồng-đăng; để nghe tòa tuyên án bắt phải trả cho NGÔ-ĐỨC-V. một số tiền bồi-thường là 394 $ 43, để nghe tòa tuyên án bắt chịu tất cả các khoản án-phí;

Chiếu các giấy trình bầy chống cãi và phúc đáp của quan đại-biểu Chánh-phủ Pháp, trước-bạ ngày 6 janvier và ngày 14 novembre 1931, yêu-cầu tòa án cai-trị những khoản sau này:

I. — Tuyên-bố rằng đơn kiện của NGÔ-ĐỨC-V. kiện Chánh-phủ Pháp không thể thụ-lý được, vì các lẽ rằng:

a) không có lệ nào của Chánh-phủ Pháp bắt buộc tòa án cai-trị phải xét xử việc này;

b) kiện chánh-phủ Pháp mà kiện quan Toàn-quyền thì không đúng lệ, vì quan Toàn-quyền không có tư-cách đại-diện cho Chánh-phủ Pháp, về việc này ở Đông-dương chỉ có một vị có quyền đại-diện Chánh-phủ Pháp tại Đông-dương là quan Chánh sở Binh-lương;

II. — Công nhận rằng Tòa án cai-trị không có quyền xử việc ấy, chỉ có Tham-chính-viện (Conseil d'Etat) mới có quyền xét đơn kiện của NGÔ-ĐỨC-V. kiện Chánh-phủ Pháp ngày 29 septembre 1930;

Phán cho bên nguyên kiện ở đâu tùy ý;

Tuyên án bắt NGÔ-ĐỨC-V. phải chịu tất cả các phi-khoản;

Thêm vào các khoản trên này, lại tuyên án rằng NGÔ-ĐỨC-V. không viện đủ chứng-cớ rằng người lính ĐINH-VIẾT-B. số 6021 có phạm lỗi;

Chiếu các giấy-má khác đính trong hồ-sơ;

Chiếu các sắc-lệnh ngày 5 août, 7 septembre 1881, 6 septembre 1921 và 20 mai 1928;

Chiếu các nghị-định ngày 7 février 1922;

Sau khi đã nghe quan Cai-trị HUCKEL, tiên-thẩm ủy-viên, bầy tỏ các lẽ;

Sau khi nghe thầy MAYET, thư-ký của thầy PASCALIS, là luật-sư bên nguyên và thầy LAMBERT, thư-ký của thầy MANDRETTE, là luật-sư của Nhà-nước, phân-trần mọi lẽ;

Sau khi nghe quan Cai-trị GÉHIN, ủy-viên Chánh-phủ, phân trần mọi lẽ;

Sau khi tòa án đã bàn bạc theo như luật-pháp;
Xử tại phiên tòa công khai và xử đương-tịch ;

I. — *Về việc thụ-lý :*

Chiểu chi trái với các việc về hộ-luật, các đơn kiện tại tòa-án cai-trị, trước khi xử không cần phải đem hòa-giải ;

Chiểu chi các tờ thông-tư của quan Tổng-trưởng bộ Chiến-tranh và quan Tổng-trưởng bộ Thuộc-địa định về phương-sách thi-hành về quyền-lợi cùng trách-nhiệm của nhà binh, trong khi người, hoặc giống vật bị tai nạn, hoặc đồ đạc bị hư hỏng, các tờ thông-tư ấy không hạn-chế cái quyền những người đương-sự được kiện tại tòa án cai-trị ;

II. — Chiểu chi trong những trường-hợp Chánh-phủ Pháp có thể bị kiện tại tòa án cai-trị (điều thứ 3, sắc-lệnh ngày 5 août 1881, điều thứ 160 và 176 trong sắc-lệnh ngày 21 août 1825 và 9 février 1827, đoạn thứ 2), hễ không có luật-lệ gì khác, thì bên nguyên có quyền kiện Chánh-phủ Pháp mà kiện Chánh-phủ Pháp thì cứ kiện quan Toàn-quyền Đông-dương, vì theo như sắc-lệnh ngày 20 octobre 1911 (điều thứ 2), quan Toàn-quyền là vị quan được ủy-quyền của Chánh-phủ Pháp ở Đông-dương ;

Chiểu chi quan Chánh Binh-lương, quản-đốc sở Binh-lương ở Đông-dương là viên-chức phát-hành thứ hai về các khoản chi-tiêu nhà binh, do Chánh-phủ Pháp phải chịu ở Đông-dương, không phải là độc quyền có tư-cách làm đại-lý cho nước Pháp ở Đông-dương ;

III. — *Về thẩm-quyền :*

Chiểu chi điều thứ 3 trong sắc-lệnh ngày 5 août 1881 như sau này :

Hội-đồng tư-mật họp làm tòa-án cai-trị chỉ được quyền xét các việc kê ở điều 160 sắc-lệnh ngày 21 août 1825 và điều 176 sắc-lệnh ngày 9 février 1927, trừ các việc kê trong đoạn I và II các điều ấy không kể ;

Chiểu chi các điều trên này có định rằng Hội-đồng tư-mật khi họp làm tòa án cai-trị thì có quyền xét « . . . . 13° về các việc thưa kiện với Nhà-nước » ;

Chiểu chi cứ như án-lệ của Tham-chính viện thì việc nói trong đoạn thứ 13 không làm cho Tham-chính viện mất cái quyền xét về bực sơ-thẩm, mà giao tất cả mọi việc cho các tòa án cai-trị ở thuộc-địa đâu ;

Chiểu chi Tham-chính viện đã nhiều lần định rằng dù điều 160 sắc-lệnh ngày 21 août 1825 (làm chuẩn-đích cho sắc-lệnh ngày 5 août 1881) có giao cho tòa án cai-trị mấy cái chức-quyền khác với chức-quyền của hội-đồng hàng quận ở bên Pháp ; nhưng ở đoạn thứ 13 về điều ấy có nói tòa án cai-trị được quyền xét xử tất cả các việc kiện với Nhà-nước, là không phải có ý làm trái các qui-tắc ấn-định quyền-hạn các tòa án, và giao cho tòa án ấy cái quyền xét-xử việc kiện bắt Nhà-nước phải bồi-thường cho những cái lỗi của người làm việc Nhà-nước gây nên đâu ;

Chiểu chi trong bản thẩm-định về ngày 13 décembre 1895 (Carassus) nói trên kia, Tham-chính viện có tuyên bố rằng cái thẩm-quyền của tòa án cai-trị chỉ được xét xử các việc kiện cáo với Nhà-nước quan-hệ về thuộc-địa thôi, trừ khi có lệ riêng mở rộng thẩm-quyền, mới được xét xử các việc kiện cáo quan-hệ

đến bộ Thuộc-địa, nhất là các việc kiện cáo yêu-cầu Chánh phủ phải bồi-thường về các sự lầm lỗi của các viên-chức Nhà-nước;

Chiếu chi thẩm-quyền tòa án cai-trị chỉ được xét các việc quan-hệ riêng đến thuộc-địa, chứ không được xử các việc kiện-cáo Chánh-phủ Pháp (trừ ra các việc kiện cáo về hợp-đồng mua bán vật-dụng, và thầu-khoán việc các công-'ác không kể) là những việc phải giao cho Tham-chính viện xét xử;

Chiếu chi trong việc kiện này, tòa án cai-trị không có thẩm-quyền xét xử;

Chiếu chi thẩm-quyền của tòa án cai-trị là một việc có quan-hệ về sự công cộng, vì lẽ ấy không thể viện rằng bởi duyên-cớ hai bên để chậm không bầy tỏ ngay, mà không chuẩn mọi lẽ bày tỏ về việc ấy được;

Vì những lẽ ấy,

Phán rằng:

Điều thứ nhất. — Cái đơn kiện của M. Ngô-đức-V. trước-bạ tại phòng thư-ký của tòa án cai-trị ngày 29 septembre 1930 và trực-tiếp kiện quan Toàn-quyền Đông-dương, lấy lẽ rằng quan Toàn-quyền là vị đại-biểu của Chánh-phủ Pháp, về đường phương-thức có thể thụ-lý được.

Điều 2. — Tòa án cai-trị phán rằng tòa không có quyền xét xử mọi lẽ nói trong đơn kiện.

Điều 3. — M. Ngô-đức-V. phải chịu cả các án-phí.

PHÁP-LUẬT

DÂN LUẬT

thi-hành tại các tòa Nam án Bắc kỳ

(tiếp theo)

THIÊN THỨ IX

Nói về các hạng người vô-tư-cách

CHƯƠNG THỨ I

Nói về người vị-thành niên và quyền giám-hộ

TIẾT THỨ I

Vị-thành-niên

Điều 221. — Vị-thành-niên là con trai, con gái chưa đủ hai-mươi-mốt tuổi.

Điều 222. — Tuổi thì cứ tính theo dương-lịch mà tính từ ngày tháng năm nọ đến ngày tháng năm kia.

Điều 223. — Ngày sinh đã biên ở trong chứng-thư khai-sinh tức là ngày thứ nhất của tuổi người ta. Tính từ ngày sinh trở đi cứ mỗi năm đến đúng ngày ấy là thêm một tuổi.

Điều 224. — Phàm người vị-thành-niên chưa được thoát-quyền thì không có tư-cách quản-trị tài-sản mình cùng tự-do tự-xử về mình.

TIẾT THỨ II

Quyền giám-hộ của người mẹ

Điều 225. — Quyền giám-hộ là trông nom sinh-mệnh và quản-trị tài-sản cho người vị-thành-niên.

Điều 226. — Khi người cha chết thì quyền giám-hộ các con đẻ và các con nuôi cùng ở một gia-đình chính, tự-nhiên chiếu luật thuộc về người mẹ còn.

Nếu có những con vị-thành-niên do các vợ-thứ sinh ra mà ở riêng từng gia-đình một, thì cứ con người vợ nào thuộc quyền giám-hộ người vợ ấy.

Điều 227. — Phàm vợ góa đi tái-giá, hoặc ăn-ở tư-tình với ai, hay là vô-hạnh, thì mất quyền giám-hộ con-cái mình, trừ khi nào hội-đồng gia-tộc cứ giữ quyền giám-hộ cho người ấy thì không kể.

Điều 228. — Người mẹ bao giờ cũng có thể xin từ-chối quyền giám-hộ con-cái mình. Sự từ-chối ấy phải khai với quan thẩm-phán sơ-cấp.

TIẾT THỨ III

Quyền giám-hộ do người cha và người mẹ giao-phó

Điều 229. — Người góa vợ hoặc người góa chồng chưa tái-giá có thể cắt-cử một người trong họ hoặc ngoài họ để làm giám-hộ cho con được.

Điều 230. — Quyền ấy tất phải có chúc-thư hay chứng-thư có viên-chức thị-thực và trong có điều-khoản rõ-ràng thì mới có thể thi-hành được.

TIẾT THỨ IV

Quyền giám-hộ của ông bà

Điều 231. — Khi nào người cha hay người mẹ chết sau, chưa kịp cử người giám-hộ cho con vị-thành-niên, nếu là con-chính thì quyền giám-hộ chiếu luật thuộc về ông nội, không có ông nội thì thuộc về bà nội.

Điều 232. — Nếu không có ông nội bà nội thì quyền giám-hộ thuộc về anh cả đã thành-niên.

TIẾT THỨ V

Quyền giám-hộ do hội-đồng gia-tộc giao-phó

Điều 233. — Không có ông bà nội và anh lớn đã thành-niên thì quyền giám-hộ những con-chính vị-thành-niên do hội-đồng gia-tộc cắt-đặt.

Điều 234. — Hội-đồng gia-tộc hoặc do các viên-chức sau này tự bằng chức-vụ đạt giấy họp bàn : chánh-hương-hội, không có chánh-hương-hội thì lý-trưởng chỗ trú-quán người vị-thành-niên, ở nơi có tòa-án thì quan chánh tòa-án ; hoặc do người thân-thuộc đứa vị-thành-niên yêu-cầu họp bàn.

Điều 235. — Hội-đồng gia-tộc thì do chánh-hương-hội, lý-trưởng hoặc quan chánh tòa án làm chủ-tọa.

Hội-đồng ấy tất phải có ít là bốn người thân-thuộc về bên nội, đàn ông đàn bà cũng được, chọn trong những người họ gần và ở không xa nơi lập quyền giám-hộ.

Không có thân-thuộc thì chọn trong các bằng-hữu của nhà ấy, hoặc trong các đàn anh trong làng.

Dù thế nào mặc lòng, hội-đồng gia-tộc, trừ chánh-hội-đồng, không được quá sáu hội-viên. Chánh-hội-đồng có quyền quyết-nghị.

Điều 236. — Hội-đồng gia-tộc sẽ cắt-cử người giám-hộ.

TIẾT THỨ VI

Quyền giám-hộ những con-hoang

Điều 237. — Nếu cha mẹ những đứa con-hoang vị-thành-niên chưa cử người giám-hộ cho chúng nó thì quyền giám-hộ ấy chiểu luật sẽ thuộc về các người anh đã thành-niên theo thứ-tự trưởng ấu.

Điều 238. — Không có người anh đã thành-niên thì quyền giám-hộ thuộc về các người chồng chị, người nào nhiều tuổi hơn thì chọn người ấy.

Điều 239. — Không có anh ruột và anh rể thì do tòa-án sơ-cấp giao quyền giám-hộ cho một người thân-thuộc bằng lòng nhận làm mà người thân-thuộc ấy nên chọn một người bực trên về bên họ người cha hoặc người mẹ đã khai nhận đứa con.

Điều 240. — Trong các người anh ruột và các người anh rể đã thành-niên, tất phải có một người đã nhận lấy quyền giám-hộ thì các người khác mới được từ chối, trừ khi nào có cớ cáo-thác chính-đáng thì không kể.

TIẾT THỨ VII

Quyền giám-hộ những đưa con vô-thừa-nhận

Điều 241. — Quyền giám-hộ những đứa con vô-thừa-nhận thì do tòa án sơ-cấp cất-đặt, hoặc tự mình, hoặc nhân có đơn thỉnh-cầu của người nào; lại các việc thuộc về quyền giám-hộ đó cũng do tòa án định-liệu.

TIẾT THỨ VIII

Nói về các nguyên-nhân miễn giám-hộ

Điều 242. — Phàm người giám-hộ đã do người cha hay người mẹ chọn lấy thì chỉ khi nào là người ngoài họ đứa vị-thành-niên, hoặc nhân có cớ cáo-thác chính-đáng mới được từ-chối việc làm giám-hộ mà thôi.

Điều 243. — Phàm ông bà nội cùng các anh đã thành-niên chiểu luật phải làm giám-hộ thì không được từ-chối.

Điều 244. — Người giám hộ do hội-đồng gia-tộc đã cử ra thì chỉ khi nào có cớ gì cáo-thác chính-đáng mới được từ-chối.

Điều 245. — Chỉ có những cớ sau này mới là cớ chính-đáng có thể viện ra để cáo-thác việc làm giám-hộ: sức yếu, tàng-tật, nhiều tuổi, chính mình phải cáng-đáng việc nhà, hoặc bận làm công-chức.

Nhiều tuổi là kể từ sáu-mươi trở đi mới được cáo-thác.

Điều 246. — Người nào đương làm giám-hộ mà có một cớ đã nói ở trên thì cũng có thể viện ra để xin thôi làm giám-hộ được.

Điều 247. — Những cớ cáo-thác thì do hội-đồng gia-tộc xét-định, nếu hội-đồng chịu thì sẽ cử người giám-hộ khác.

Điều 248. — Những người sau này không được làm giám-hộ hoặc dự hội đồng gia-tộc: người vị-thành-niên, người bị cam-quyền, người bị án hình-phạt thân-thể và gia-nhục, người can-án về tội đạo-thiết, du-đãng, bội-tín, biển-lũ, giả-mạo, công-nhiên phạm tiết-hạnh đàn-bà, phạm-dâm, xui-dục đứa vị-thành-niên làm sự dâm-đãng, người công-nhiên vô-tư-cách.

Khi nào đã làm giám-hộ rồi mà sau mới bị án trọng-tội, khinh-tội đã nói ở trên, thì người bị án ấy chiếu luật mất quyền giám-hộ; khi ấy phải cử người giám-hộ khác.

Điều 249. — Người nào pháp-luật bắt-buộc phải làm giám-hộ mà không có cớ gì chính-đáng lại cáo-thác không làm thì do tòa án đệ nhị-cấp chỗ người ấy ở xử phạt bạc từ một đồng đến năm-mươi đồng.

TIẾT THỨ IX

Nói về việc quản-lý của người giám hộ

Điều 250. — Người giám-hộ phải trông coi người vị-thành-niên và thay mặt người ấy trong tất cả các hành-vi về việc hộ.

Điều 251. — Trong mười ngày sau khi nhận chức, người giám-hộ phải tường với lý-trưởng làng sở-tại chỗ tài-sản làm giấy liệt-kê và định giá tất cả động-sản và bất-động-sản của người vị-thành-niên.

Giấy kê ấy phải có hương-lý thị-thực và làm thành ba bản, một bản giao cho người giám-hộ, còn hai bản để lưu tại công-hàm hàng xã, đợi sau này khi người thuộc quyền giám-hộ đã thành-niên hoặc đã được thoát-quyền sẽ giao cho một bản.

Điều 252. — Người giám-hộ phải đảm-nhiệm các tài-sản của người vị-thành-niên thuộc quyền mình quản-lý.

Người giám-hộ không được mua, hoặc nhận cầm hay thuê các tài-sản của người thuộc mình trông coi.

Không có hội-đồng gia-tộc chuẩn-hứa cho thì người giám-hộ không được phép phát-mại, cầm-cố, đề-đương những bất-động-sản của người vị-thành-niên hay là cho lập quyền địa-dịch về bất-động-sản ấy; nếu đứa thuộc quyền giám-hộ là con-hoang thì phải do quan chánh tòa án chuẩn-hứa.

Điều 253. — Nếu đứa vị-thành-niên thuộc quyền giám-hộ là con-chính thì phải có hội-đồng gia-tộc cho phép, nếu là con-hoang thì phải do quan chánh án sơ-cấp cho phép thì người giám-hộ mới có thể đi vay hay đi kiện thay mặt nó được.

Điều 254. — Phàm các thư-khế do người vị-thành-niên đứng làm một mình thì đều vô-hiệu. Còn những thư-khế cần phải có hội-đồng gia-tộc hoặc quan chánh tòa án cho phép mà người giám-hộ không được phép, lại tự đứng làm một mình, thì những thư-khế ấy chỉ do một mình người giám-hộ phải chịu trách-nhiệm đối với người đệ-tam mà thôi, chứ thuộc về đứa vị-thành-niên không có hiệu-lực gì.

Điều 255. — Người giám-hộ phải dùng các hoa-lợi của đứa vị thành-niên để làm việc ích-lợi cho nó.

Điều 256. — Khi đứa thuộc quyền giám-hộ đã thành-niên hoặc đã được thoát-quyền, nếu nó là con chính thì người giám-hộ phải trình sổ-sách tính-toán về công việc quản-trị tài-sản tại trước mặt hội-đồng gia-tộc.

Nếu đứa vị-thành-niên là con-hoang thì do quan chánh án sơ-cấp kiểm-soát các sổ-sách.

Điều 257. — Khi người thuộc quyền giám-hộ đã thành-niên hoặc đã được thoát-quyền thì người giám-hộ phải giao trả lại tất cả gia-tài mà mình đã quản-trị.

Điều 258. — Trong khi quản-trị, nếu có tổn-hại do người giám-hộ làm ra hoặc vì dụng-tinh, hoặc vì trễ-biếng thì người ấy phải chịu trách-nhiệm.

Người thừa-kế của người giám-hộ phải chịu trách-nhiệm về công việc quản-trị của người ấy.

Kể từ khi đã kết-toán việc quản-trị quá-hạn năm năm thì không thể khởi-tụng đối với người giám-hộ hay những người kế-thừa của người ấy được nữa.

Điều 259. — Phàm người giám-hộ, bội-ước, vô-tư-cách, hoặc ăn ở vô hạnh-kiểm, vô luân-lý thì có thể do hội-đồng gia-tộc hoặc do tòa án sơ-cấp bằng chức-vụ mà bãi-truất đi được.

Điều 260. — Khi người giám-hộ mệnh-một hoặc thất-tung thì sẽ chọn người khác để thay chân người ấy, cũng theo như thể-lệ lúc cử ra.

(Còn nữa)

NHỮNG ĐIỀU NHẬT DỤNG

Lời hỏi. — *Tôi có thể tối nào cũng họp anh em bạn ở nhà tôi đánh tổ-tôm, mà không sợ cảnh-sát đến khám bắt và truy-tố về tội gá bạc không ?*

Lời đáp. — Câu hỏi ấy muốn giải-đáp, cần phải xét cả luật-lệ ở ba kỳ thế nào, vì rằng luật thi-hành ở Nam-kỳ, Trung-kỳ, Bắc-kỳ cùng là ở các thành-phố nhượng-địa Hanoi, Haiphong, Tourane mỗi nơi một khác.

Hình-luật Bắc-kỳ, điều 323, đoạn 3, định như sau này: « Kẻ nào mở « cuộc đánh số, hoặc các cuộc đỏ-bác khác được thua về sự may-rủi ở nơi « đường-sá hoặc nơi công-cộng trường-sở thì phải phạt giam từ một ngày đến « năm ngày và phạt bạc từ hai hào đến sáu đồng, hoặc hai thứ chỉ phải « chịu một. »

Cái tội nói ở điều ấy phải có ba nguyên-tố sau này mới phạt được : 1° có lập cuộc đánh bạc ; 2° nơi đánh bạc là nơi công cộng trường-sở ; 3° thứ cờ-bạc đánh là cờ-bạc được thua về may-rủi.

Xem như thế thì biết rằng bất luận là người chủ cuộc có lấy hồ hay không, bất luận là cuộc đánh bạc đã thành hay chưa, điều luật trên ấy cũng thi-hành được, miễn là cuộc đánh bạc có lập ra là đủ. Sau nữa những người đến đánh ở đó không phải phạt, chỉ có người chủ cuộc phải phạt thôi. Nhưng có lập tại đường sá, hoặc nơi công-cộng trường-sở thì mới phải phạt (một nơi hàng-quán, hàng cà-phê, hàng rượu là nơi công-cộng cả). Vậy điều 323 ở Hình-luật nói trên ấy không thi-hành vào cái trường-hợp mà ông hỏi được. Trong Hình-luật ấy lại có điều 305 như sau này : « Người nào không « có phép quan cho mà tự làm cho mình hoặc làm cho người khác, để tự « mình lập ra, hoặc cho người lập ra những cuộc đánh bạc, đánh số mà « gọi công-chúng vào cuộc, không cứ lập ra ở trường-sở nào, người cuộc-« chủ, người quản-lý và người trị-sự đều phải phạt giam từ 6 tháng đến 2 « năm và phải phạt bạc từ 40 đồng đến 1400 đồng.

« Nếu tái-phạm, thì khoản phạt giam bao giờ cũng phải gia đến gấp hai.

« Bất cứ trường-hợp nào, phàm những tiền-bạc, đồ-đạc, ghế bàn và cơ-« khí trần-thiết ở nơi đánh bạc, đánh số và tất cả những đồ-vật khác dùng « về việc đánh bạc đánh số đều phải tịch-một hết.

« Người nào xét ra quả-thực là khách du-đồ ở trong các nơi kể trên ấy « thì phải giam từ 6 ngày đến một năm và phạt bạc từ 10 đồng đến 100 đồng.
« Nếu tái-phạm thì bao giờ cũng phải phạt gấp đôi.
« Người bị xử về tội-phạt trong điều này cũng có thể giao hành-chánh « quản-thúc trong hạn luật định. »

Xem như điều trên ấy thì cái tội-phạt phải có ba nguyên-tố sau này:

1° Cái nhà phải lấy việc đánh bạc làm mục-đích, nghĩa là mở ra chủ ý để đánh bạc, nếu lâm-thời mới có cuộc đánh bạc thì điều 305 trên ấy khó thi-hành được;

2° Thứ cờ-bạc đánh là cờ bạc được thua về sự may rủi, nghĩa là được thua nhờ về sự hú-họa hơn là về sự suy-nghĩ, hay sự tài-khéo của trí-khôn. Thí-dụ xóc-đĩa, thò-lò, súc-sắc, phán hán là các thứ đồ-bác được thua tại sự may-rủi; nhưng cứ như ý chúng tôi thì tổ-tôm không phải là thứ cờ-bạc được thua về may-rủi, vì bài tốt xấu tuy có nhờ về sự may-rủi thật, song quân nào nên ăn, quân nào nên đánh là tùy ở người cầm bài, thì cái may-rủi ở lúc chia bài đã bớt đi nhiều rồi;

3° Nhà đánh bạc có mở cho công-chúng vào, hoặc tự người ta vào, hoặc do những người trong bọn chào mời.

Vậy thì các nhà hội-quán không để công-chúng vào, chỉ có hội-viên được vào thôi, thí-dụ hội Khai-trí tiến-đức, nhà *xéc* Tây đều tránh được điều luật 305 nói trên ấy.

Điều 305 cũng như điều 323, không định rằng cứ có đánh bằng bạc thật mới phải phạt, miễn là có lập cuộc đỏ-bác được thua về may-rủi là đủ.

Nói tóm lại, nhà ông không lấy việc đánh bạc làm mục-đích, chỉ đánh tổ-tôm thôi, mà tổ-tôm không phải là thứ cờ-bạc may-rủi, không để công-chúng vào, chỉ anh em bạn được vào thôi, thì ông có thể tối tối họp anh em đánh tổ-tôm được.

Việc ông hỏi là ở Bắc-ninh, nhưng vì thử là ở các thành-phố Hanoi, Haiphong Tourane thì những điều giải-nghĩa trên kia cũng y hệt, chỉ khác có một điều là ở các thành-phố ấy thì không thi-hành điều 305 và 323 Hình-luật Bắc-kỳ mà phải thi-hành điều 410 với 475 Hình-luật Tây (Code pénal français modifié).

Tại Trung-kỳ hãy còn thi-hành *Hoàng-Việt Luật-lệ* thì xử theo điều 343 như sau này: « Người nào đánh bằng tiền bạc hay là tài-vật thì phải phạt 80 trượng; tiền bạc hay là tài-vật đem đánh, bắt được ở nơi đánh bạc thì phải tịch-một nhập quan. Người nào mở sòng bạc, dù không bắt được với những người đánh bạc cũng phải tội đồng. Sòng bạc cũng phải tịch-một nhập quan. Chỉ những người nào bắt được quả tang mới phải phạt thôi; các quan-chức mà phải tội thì sẽ tăng một bậc. Nếu đánh bằng những vật ăn uống thì không phải tội. »

Như vậy thì ở Trung-kỳ với Bắc-kỳ khác nhau ở điều này là: ở Trung-kỳ thứ cờ-bạc đánh, bất tất phải là thứ cờ-bạc may rủi mới phạt được, mà ở Bắc-kỳ thì đánh bằng những vật ăn uống cũng phạt được.

Sau hết có điều này luật Tây cũng như luật ta, là nợ cờ-bạc không thể thưa-kiện được. Điều 1965 trong Dân-luật Tây có định rằng: « Luật-pháp không cho phép kiện để đòi nợ cờ-bạc hay để bắt trả tiền đánh đố ». Điều 1169 trong Dân-luật Bắc-kỳ cũng y hệt. Còn ở Trung-kỳ thì đoạn cuối tờ Thượng-dụ năm Tự-đức thứ 28 có nói rằng: « Người nào bị cáo giác là có nợ cờ bạc, thì những số tiền nợ ấy sẽ phải tịch-một nhập quan ».

Lời hỏi. — *Tôi làm nghề cho thuê xe-tay ở Haiphong, mới đây một người cu-li kéo xe của tôi vô ý đánh ngã một người ngồi xe Nay người ngã xe kiện tôi tại tòa án để bắt tôi đền tiền, viện vào điều 1384 trong Dân-luật Tây như sau này: « Người ta phải chịu trách-nhiệm không những về sự tổn-hại tự mình làm ra mà cả về sự tổn-hại do những người mình phải bảo-lĩnh hay do những vật mình phải trông coi nữa. »*

Người ấy kiện như thế có lý không?

Lời đáp. — Tòa Phúc-thẩm Hanoi đã xử một cái án như thế rồi. (Bản thẩm-định ngày 13 décembre 1930 đã đăng ở *Pháp-viện báo*, số 1, trang 43). Tòa xử rằng những người cho thuê xe-tay không phải chịu trách-nhiệm về những tai-nạn xảy ra cho người ngồi xe và lỗi bởi người kéo xe, vì cu-li xe hàng là người thuê xe mà kéo, chứ không phải là người có cái ủy-nhiệm hay là đầy-tớ của người cho thuê xe. Dù có nghị-định của thành-phố nào bắt chủ xe phải chịu trách-nhiệm về những tai-nạn sẩy ra thì các nghị-định ấy cũng vô-hiệu. Như vậy thì người bị ngã xe nói trên kia không thể bắt đền người cho thuê xe vì cái lỗi người phu xe được.

Tạp – lục

Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào? (1)

(bài nối)

Cách tổ-chức hiện thời. — Ngày 16 juillet 1917, có chỉ-dụ nhà Vua ban hành bốn quyển luật mới soạn riêng cho các tòa Nam-án Bắc-kỳ, là : 1° Pháp-viện biên-chế, 2° Luật Dân-sự và Thương-sự tố-tụng, 3° Luật Hình-sự tố-tụng, 4° Luật Hình. Cũng ngày ấy, có nghị-định quan Toàn-quyền thi-hành đạo chỉ-dụ của nhà Vua kể từ ngày 1er janvier năm sau.

Nhân việc tuyên-bố bốn quyển luật này có làm một lễ trọng-thể tại Triều-đình Huế. Việt-nam Quốc-vương và quan Toàn-quyền Sarraut là người xướng-suất ra việc soạn luật này đều đến chứng-kiến để tỏ cho ai nấy biết rằng việc cải-cách này quan-trọng dường bao và Quốc-vương thật đã đồng ý với Chính-phủ Pháp vậy.

Trong bài diễn-văn đọc khi làm lễ, quan Toàn-quyền Sarraut có câu rằng: « Việc cải-cách này, Chính-phủ vốn để ý đến đã lâu năm. Dân-tộc Bắc-kỳ nhờ sự khai-hóa của Bảo-hộ, về đường xã-hội đã tiến-hóa hơn trước, nên bộ *Hoàng-Việt Luật-lệ* xét ra không được thích-hợp với trình-độ mới nữa. Vả lại nhân-dân giàu-thịnh hơn và cách giao-thông mở mang nhiều thì sự giao-dịch của cá-nhân cũng tăng hơn và phiền-phức hơn, tất thị các duyên-cớ tranh-tụng cũng nhiều hơn, cái thủ-tục cũ thành ra không đủ để mà phân-xử các việc tranh-tụng cho công-bằng được, các quan thẩm-phán dù cẩn-thận thế nào đi nữa cũng không sao khiến cho những người có việc kiện-cáo chắc dạ là được xử một cách công-bằng.

« Cái chế-độ tư-pháp quá cổ chỉ lợi cho những ông quan có lòng những lạm dân và tránh khỏi phải kiểm-soát thôi. Hoàng-thượng đã mấy phen từng có dụ-chỉ quở-trách những chước vô lương ấy. Nay vì sự tổ-chức lại các tòa án ở Bắc-kỳ và việc soạn các thủ-tục thành luật để giữ quyền-lợi, giữ nhân-cách cho những người tranh-tụng mà có cách trừng-trị những điều tệ-lạm ấy được công-hiệu hơn trước, thì việc sửa đổi này há chẳng có công lắm ru ! Còn bộ Hình-luật thì là thu dọn kỹ-càng những tội-phạt trong luật cũ An-nam cùng là những điều hình-luật của nước Pháp ».

---

(1) *La Justice en Indochine*, chap. III, *le Tonkin*.

Lệ mới bắt đầu thi-hành từ đầu năm 1918, tuy có điều trái với tục-lệ cũ, nhưng được nhân-dân hoan-nghênh lắm. Vì việc soạn lại các bộ luật này là việc rất khẩn-cấp, rất thích-hợp với sự tiến-hóa của phong-tục dân An-nam. Lúc đầu, việc sửa đổi không có gặp sự khó-khăn mấy, kết-quả lại được mĩ-mãn, cho nên mấy tháng sau lại nhất-quyết sửa-sang cho thật được chỉnh-bị.

Các bộ luật mới soạn rất giản-dị, mục-đích để cho ai nấy cùng hiểu và khỏi làm nản-trí các quan thẩm-phán có cái chức-trách thi-hành.

Những điều nào trong luật xét ra còn khiếm-khuyết, năm 1919 mới soạn lại kỹ-càng. Đứng chủ-chương việc này là quan chánh ban tòa Phúc-thẩm Clayssen. Các bộ luật soạn lại ấy tức là *Hoàng-Việt Tân-luật* do Thượng-dụ ngày 2 juillet 1920, 16 juin và 5 août 1921 chuẩn-y và do nghị-định quan Toàn-quyền ngày 2 décembre 1921 thi-hành kể từ ngày 1er mai 1922. Những bộ luật ấy hiện vẫn thi-hành tại Bắc-kỳ, duy mấy năm sau có đổi mấy điều thi không kể.

Trước khi xét đến việc tổ-chức nền tư-pháp An-nam thì cần phải xem cái chủ-ý thế nào đã. Mục-đích trước hết phải trù-tính việc thi-hành luật mới ra làm sao, vì rằng luật soạn ra rồi mà chỉ tuyên-bố cũng chưa đủ, phải lo toan làm sao cho các luật ấy thi-hành mới được. Vậy mà các bộ luật mới là soạn theo cái ý-tưởng tối tân, lúc ban đầu chỉ các quan thẩm-phán Pháp mới hiểu được và thi-hành được. Nếu giao-phó ngay cho các quan An-nam là những người hãy còn thiển-cận về khoa luật-học, đem thi-hành một thứ luật có nhiều chỗ khác hẳn luật cổ An-nam, mà các quan An-nam chưa đủ luyện-tập để hiểu thấu được, thì còn gì là việc cải-cách nữa? Bởi vậy mà các tòa án đệ-nhị-cấp nghĩa là các tòa án tỉnh, phải giao cho một quan hành-chính hay là một quan thẩm-phán Pháp chủ-tịch và một quan An-nam bồi-thẩm có quyền quyết-nghị.

Theo cách ấy thì dung-hòa được cả hai điều cần-thiết, là vừa giao cho quan thẩm-phán Tây cái chức-trách hành-động lối tư-pháp mới, vừa khiến cho người An-nam được vững dạ rằng trong các tòa án xử người An-nam vẫn có một quan thẩm-phán người đồng chủng với mình bồi-thẩm. Để các tòa án đệ-nhị-cấp dưới quyền một quan thẩm-phán Tây lại được cái lợi này nữa là ngăn-ngừa được những chước khả-ố kia mà các quan An-nam vẫn dùng xưa nay mà lại tránh hẳn được những lời chỉ-nghị không thiếu gì. Vả lại theo ý nhà làm luật thì cái lối đặt tòa án có quan Tây Nam hỗn xử chẳng qua cũng là việc tạm-thời mà thôi, hễ khi nào có đủ viên-chức lập được một ngạch thẩm-phán An-nam thì sẽ giao các tòa án tỉnh cho các quan An-nam chủ tịch cả.

Cái cách nhờ đến các quan thẩm-phán Tây xử kiện tại các tòa án tỉnh thật đã được ích lợi lắm. Ta có thể quả-quyết rằng có nhờ cách ấy, sự cải-cách năm 1917 mới được thành-hiệu, và các quan An-nam mới có đủ thời-giờ mà nghiên-cứu luật mới, vì thử lúc ban đầu cứ phó mặc hết cho các quan An-nam thì tất làm sai cả luật-lệ, vì là chưa thuộc luật và chưa có từng-chải, Nhờ về sự khôn khéo của các quan cai-trị ngồi chánh án các tòa án tỉnh, mà việc tư-pháp mới có trật-tự, có phương-pháp, người kiện-cáo mới được vững dạ là luật thi-hành được đúng. Đường lối đã mở sẵn rồi,

nay chỉ việc noi theo mà thôi, cho nên ngay từ bây giờ đã có thể trù-tính cái việc giao người An-nam giả cho quan An-nam xử lấy. Nghị-định ngày 20 septembre 1929 mà ta sẽ nói dưới kia, tức à bước đầu vào con đường ấy, song các cung-bực phải vượt cho có tuần-tự mới được, nghĩa là phải dần dần đợi cho có đủ các quan An-nam tinh-thông pháp-luật và thuộc lối thực-hành công việc, và nhất là nhờ được cái gương sáng của các quan thẩm phán Tây ngồi chánh án luôn ở bên mình, mà hiểu rõ được cái trọng-trách của chức thẩm phán là thế nào cũng là tiêm-nhiễm được những cái đức tốt của các quan thẩm-phán Tây.

Ngay từ năm 1917, nhà soạn luật An-nam, đã nhận ra rằng nếu nhất-đan phân hẳn quyền hành-chính với quyền tư-pháp thì khí hấp-tấp mà lại có hại. Xét như vậy tưởng rất là chí lý. Chiều theo như phong-tục An-nam, nhà làm luật bèn định rằng các quan phủ huyện vẫn kiêm chức hành-chính với chức thẩm-phán sơ-cấp như cũ, và quan An-nam ngồi bồi-thẩm tại tòa án tỉnh tức là quan to nhất trong tỉnh. Song nhà làm luật có định rằng quan Toàn-quyền có thể cử một quan thẩm-phán dự-khuyết, ngồi thay cho quan tỉnh bồi-thẩm tại tòa án đệ-nhị cấp và quan thẩm-phán dự khuyết ấy có thể cử làm thẩm-phán tòa sơ-cấp tại tỉnh-lỵ nữa, như thế việc luyện-tập các quan thẩm phán chuyên-môn tưởng đã tiến được một bước vậy.

Đến năm 1921 thì cái ý-tưởng phân chức hành-chính với tư pháp xem ra đã rõ rệt được đôi chút : bộ luật sửa đổi lại có định rằng bất cứ ở hạt nào cũng có thể cử một quan thẩm-phán dự khuyết riêng ngồi làm thẩm-phán tại tòa sơ-cấp thay cho quan hành-chính, chứ không như năm 1917 luật chỉ nói đặt chức ấy tại tỉnh-lỵ mà thôi.

Hồi năm 1923 việc phân quyền đã có ý thực-hành thật, là đã lập ra một ngạch thẩm-phán-quan và thượng-dụ ngày 7 juin 1923 có định rằng chức bồi-thẩm tại tòa án tỉnh có thể giao cho một quan An-nam thuộc ngạch thẩm-phán-quan, hoặc quan hành-chính đầu tỉnh cũng được. Thượng-dụ ấy lại định rằng từ rầy trở đi sự thẩm-cứu việc hình và sự điều-tra việc hộ cũng giao cho một quan trong ngạch thẩm-phán. Việc cải-cách ấy không thành-hiệu : đơn tình-nguyện vào ngạch thẩm-phán không có mấy, xét ra là tại thể-lệ tuyển-bổ chẳng những khó-khăn quá, mà vào ngạch mới ấy, xem ra không có cơ lên được những chức cao, chỉ quanh quẩn ở các bực ti-tiểu mà thôi. Từ năm 1923 đến 1929 chỉ có bốn người tình-nguyện, cái tình-thế ấy khiến cho Chánh-phủ bảo-hộ phải lưu tâm đến lắm, nhất là việc án ở bực sơ-cấp, vì rằng việc án ở tỉnh nhờ có các quan Công-sứ chủ tọa mà đã tiến-bộ nhiều, song ở bực sơ-cấp thì hãy còn khuyết điểm lắm. Các quan phủ huyện bận về việc hành-chính nhiều quá, nên không đủ thì-giờ mà kiêm cả việc hành-chính nữa, bởi thế mà những người có việc thưa kiện phải phàn-nàn là công việc chậm trễ. Sau nữa có lắm viên, nhất là các quan cổ, đương chức tư-pháp lấy làm khó lắm.

Cách giản-tiện nhất có lẽ là đổi lại ngài-định ngày 30 juillet 1923 cho thích-hợp hơn, gia quyền-lợi cho ngạch thẩm-phán và định rằng từ rầy về sau chức thẩm-phán ở tòa sơ-cấp chỉ giao cho các quan chuyên-môn ngạch tư-pháp thôi và hễ lên đến bực cao thì sẽ được chủ tịch các tòa án tỉnh. Nhưng một việc cải-cách hệ-trọng như thế, hiện có thể thực-hành được chưa và đã nên làm chưa? Quan

Thống-sứ Bắc-kỳ muốn điều-tra về việc ấy, có hỏi ý-kiến mọi người khả dĩ tỏ bày một cách có ích được. Các quan cai-trị, các quan An-nam, các hội-đồng An-nam, Hội-đồng cố-vấn đồng thanh công nhận rằng dân Bắc-kỳ chưa ra khỏi cái chế-độ tư-pháp của mình để mà hiểu được cái nghĩa phân quyền là thế nào, vậy các quan địa-phương mà không có quyền tư-pháp nữa thì sẽ mất cả oai-quyền và thể-diện, tất sinh ra rối trật tự.

Tuy vậy, Chính-phủ cũng có ý sửa đổi lại và theo thử cái lối sau này, tưởng cũng là cẩn-thận lắm. Dần dần đặt ra một ngạch thẩm-phán An-nam, ở bực sơ-cấp cứ để cho quan hành-chính địa-phương giữ chức thẩm-phán thực-thụ, nhưng bổ thêm một quan thẩm-phán ngạch chuyên-môn phụ cho quan đầu địa-phương, không phải là hoàn-toàn tự-chủ, nhưng để làm dự-khuyết cho quan thẩm-phán thực-thụ. Ở bực đệ-nhị-cấp cũng bổ một quan thẩm-phán An-nam phụ quan Công-sứ làm chức thẩm-phán dự-khuyết. Nhờ về cái lối bổ viên dự-khuyết như thế mà ở bực sơ-cấp tránh khỏi được những sự xung-đột của viên hành-chính với viên tư-pháp, còn ở bực đệ-nhị-cấp thì có thể dần dần giả lại cái quyền chủ-tịch các tòa án tỉnh cho các quan An-nam (nghị-định quan Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 20 septembre 1929 và tờ thông-tư về việc thi-hành nghị-định ấy).

Cái lối sửa đổi lại như đã nói trên ấy tức là bước thứ nhất vào con đường phân quyền hành-chính và tư-pháp vậy. Lối ấy được cái lợi này, là đem cái chế-độ này thay cho cái chế-độ khác một cách rất kín-đáo mà vẫn không xúc-phạm đến cốt-cách hành-chính là cái nền tảng của xã-hội An-nam.

Trong bài tự-thuật trên kia, chúng tôi chủ ý tỏ bày việc tư-pháp ở Bắc-kỳ đã tiến-hóa đến đâu và còn phải làm những gì, đặng mới hiểu rõ được cách hành-động của các tòa Nam-án ngày nay là thế nào.

(Còn nữa)

L. A. HABERT

Giám-đốc các nha Tư-pháp Đông-dương

Tùng-ký

Khánh-thành trường Cao-đẳng Pháp-luật

Ngày 15 février 1932, hồi 4 giờ chiều ở Đại-diễn-đài trường Cao-đẳng Đông-dương đã làm lễ khánh-thành trường Cao-đẳng Pháp-luật, do quan Toàn-quyền P. Pasquier chủ tọa, quan Học-chánh Thalamas và quan Trưởng-giáo trường Pháp luật Bienvenue cùng các quan chức khác đến chứng kiến. Quan Học-chánh Thalamas có đọc diễn-văn, trước hết cám ơn quan Toàn-quyền đã đến chủ tọa làm vẻ-vang cho trường Cao-đẳng. Quan Học-chánh nhắc lại năm năm về trước quan Toàn-quyền đã tư về bên Bộ lập ra một trường Cao-đẳng y-học và một trường Cao-đẳng pháp-luật y như bậc các trường Cao-đẳng bên mẫu-quốc. Trường Pháp-luật hiện đã thành rồi, từ nay trở đi trường học có thể cấp cho các học-sinh các văn-bằng đến bực cử-nhân và tiến-sĩ. Còn trường y-học thì nay mai cũng thành. Đoạn rồi quan Học-chánh ca-tụng quan Trưởng-giáo Bienvenue là một vị kỳ-cựu ở Đông-dương, 20 năm về trước đã từng thuộc về ngạch cai-trị ở xứ này, đã am-hiểu dân tình, phong tục xứ này, lại giữ chức giáo-sư thực-thục tại trường cao-đẳng Alger thì không còn ai sứng đáng hơn ngài để mà đương nổi cái chức trưởng-giáo trường Pháp-luật nữa. Sự học-thức của quan Trưởng-giáo nhất là về khoa luật cai-trị đã khiến cho tòa Phúc-thẩm Hanoi và phủ Toàn-quyền rất là tin cậy.

Nói với các nam nữ sinh-viên đến dự lễ ấy, quan Học-chính có bảo đại khái rằng: « ...Các vị đại-hiến đến chứng kiến lễ khánh-thành ngày hôm nay sở-dĩ bước tới cái địa-vị cao-qui trong xã-hội, là đều nhờ ở cái giá-trị, cái công-lao, cái sự-nghiệp của các ngài; các ngươi chớ tưởng ở đời lại có cách lập thân thế khác nào nữa, ở đời mà không có kiên-tâm, không có nghị-lực, thì còn nên sự-nghiệp gì. Tôi vẫn biết cái tuổi thanh-niên có chứa-chan những hi-vọng, những tư-tưởng mênh-mông bát-ngát, tức như Bossuet tiên-sinh xưa đã nói cái tuổi thanh-niên khi nhập thế, hình như bất cứ cái gì, cũng là hung-hăng xô đẩy đi. Tuy nhiên, các bạn thanh-niên đây là những người đứng-đắn, biết điều, lại là con cái nước Việt-nam này, là nơi vốn lấy sự kính tổ, trọng thầy làm cái nền-tảng thiên thu cho đường luân-lý, là nơi phàm người có thực tài, tất được hiển-đạt, không có cái gì làm hãn-trở được. Xứ-sở các ngươi, thân-thế các ngươi, cuộc tương-lai của tổ-quốc các ngươi thế nào đều do các ngươi cả đấy. Nếu các ngươi là người không tốt, nếu các ngươi là người hung-hăng, nếu lương-tâm các ngươi chẳng được ngay thẳng, sáng suốt, khôn-ngoan, thì xứ-sở, thân-thế, tương-lai các ngươi sẽ chẳng ra gì; nếu các ngươi trở nên những người như ý chúng tôi tác-thành cho thì mọi sự đều nên hay cả ».

Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 12 février 1931 :

M. Nguyễn-văn-Lam, tri-huyện tư-pháp hạng ba tòng-sự tại ty quan tổng-đốc Hà-đông nay đổi vào tòa án tỉnh ấy ;

M. Vũ-bảo-Vinh, mới bổ tri-huyện tư-pháp hạng ba, tòng-sự tại nha Học-chánh nay đổi vào tòa án tỉnh Thái-bình ;

M. Nguyễn-duy-Tiên, mới bổ tri-huyện tư-pháp hạng ba, tòng-sự tại phủ Toàn-quyền, nay đổi vào tòa án tỉnh Vĩnh-yên ;

M. Phạm-trọng-Thiều, tri-huyện tư-pháp hạng ba tại tòa án tỉnh Hà-đông, nay đổi làm trợ-thẩm tại tòa án huyện Vĩnh-bảo (Hải-dương);

M. Vũ-văn-Hưng, tri-huyện tư-pháp tập-sự tại tòa-án tỉnh Hải-dương, nay đổi làm thẩm-phán tại tòa sơ-cấp thành-phố Hải-dương.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 25 février 1931 :

M. Tử-bộ-Thực, tri-phủ hạng nhất tại Xuân-trường (Nam-định), nay đổi đi Vĩnh-yên làm dự-thẩm ;

M. Bùi-thiện-Căn, bố-chánh hạng nhất, chánh án dự khuyết tại tòa án tỉnh Phú-thọ, nay đổi làm chánh án dự-khuyết tại tòa án tỉnh Hà đông;

M Phạm-khắc-Khánh, bố-chánh hạng nhì, dự-thẩm tại Hưng-yên, nay đổi đi tòa án tỉnh Phú-thọ sung chánh-án dự-khuyết ;

M. Dương-thiệu-Tường, bố-chánh hạng nhì tại phủ Kiến-xương (Thái-bình) nay đổi làm dự-thẩm tại tòa án Thái-bình ;

M. Phạm-gia-Nùng, bố-chánh hạng nhì tại Hà-nam, nay đổi làm chánh án dự-khuyết tại tòa án tỉnh Bắc-ninh ;

M. Vũ-thiện-Đạm, tri-phủ hạng nhất tại Yên-khánh (Ninh-bình), nay đổ đi Hà-nam, sung chức dự-thẩm.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 25 février 932 :

M. Nguyễn-đăng-Quyến, tri-huyện tư-pháp hạng nhì, trợ-thẩm tại tòa án sơ-cấp Thanh-liêm (Hà-nam) và M. Lê-sỹ-Vỹ, tri-huyện tư-pháp hạng ba, trợ-thẩm tại tòa án sơ-cấp Từ-sơn (Bắc-ninh) nay đổi lẫn cho nhau.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 29 février 1932 :

M. Nghiêm-duy-Ninh, tri-huyện hạng nhất lĩnh thương-tá tỉnh Phú-thọ, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy trong khi quan thẩm-phán thực-thụ nghỉ vắng hay mắc bận.

IMP SPÉCIALE DU PHAP-VIÊN BAO

必也使無訟乎
(孔子)

« ..... faire qu'il n'y eût plus de procès, ne serait-ce pas préférable?»

(CONFUCIUS)

SOMMAIRE

Page

LE DROIT COLONIAL 103
UN CAS CONTESTÉ DE LÉGITIME DÉFENSE 111
QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE. — X. La tutelle existe-t-elle en droit annamite ? 115
NOTIONS DE DROIT CIVIL TONKINOIS (Voir : partie annamite).
JURISPRUDENCE. — Demande en décharge et en réduction d'impôt. Enregistrement des requêtes dans les bureaux des Résidences . . . 120
Journaux en quốc-ngữ. Contrats de publication et d'exploitation . . 122
LÉGISLATION. 126
QUESTIONS DE DROIT USUEL 127
VARIÉTÉS. — La justice indigène au Tonkin (*suite et fin*) 129
CHRONIQUE. — Les droits de la critique. 134
Nominations, mutations, etc 134
BIBLIOGRAPHIE. 136

YẾU-MỤC

Số trang

LUẬT THUỘC-ĐỊA 69
MỘT VIỆC PHÒNG-VỆ CÓ NGƯỜI KHÔNG CHO LÀ CHÍNH-ĐÁNG . . . 76
TỤC TA CÓ QUYỀN GIÁM-HỘ KHÔNG? 80
BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA. — Nói về giá-thú (tiếp theo) 82
ÁN-LỆ. — Đơn xin giảm thuế. Việc vào sổ các đơn tại các tòa Sứ. . . 88
PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. — Nói về lệ thoát-quyền. Nói về sự cấm-quyền. Nói về pháp-nhân. . . . 91
PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC 94
TẠP-LỤC. — Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào ? (Tiếp theo và hết). 96
TÙNG-KỶ. — Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân 101
BÌNH-PHẨM SÁCH LUẬT (xem phần chữ Tây)

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARTIE GÉNÉRALE

LE DROIT COLONIAL [1]

Parmi les diverses branches de la science du droit, le droit colonial apparaît comme l'une des disciplines les plus intéressantes et aussi les plus complexes.

L'une des plus intéressantes, parce que le droit colonial touche à des problèmes du caractère le plus humain. Coloniser n'est pas seulement, comme on le pensait autrefois, une œuvre de pur égoïsme. Sans doute, le colonisateur, quand il réussit, augmente sa puissance et son prestige et accroit, par l'appoint des possibilités économiques de ses colonies, celles que lui donne son propre territoire. Mais ces avantages ont leur contre-partie dans un devoir moral dont l'accomplissement s'accorde du reste avec l'intérêt bien compris du colonisateur et qui donne à sa mission sa noblesse et sa justification. Les colonies ne sont pas seulement des exploitations conduites uniquement en vue de développer les débouchés de la Métropole et de lui fournir à bon compte des matières premières, de la main-d'œuvre et, le cas échéant, même des défenseurs. Le colonisateur doit être le guide et l'initiateur des peuples dont il a assumé la direction et la tutelle. Il se doit et il doit à l'humanité tout entière d'élever ces peuples vers sa civilisation, non pas par des bouleversements imprudents, mais par une sage et progressive transformation. Lorsqu'il se trouve, comme

(1) Leçon inaugurale faite le lundi 15 février 1932 à l'Ecole supérieure de droit de l'Université indochinoise.

dans les pays de protectorat, en présence de civilisations qui sont différentes de la sienne, il a le devoir de les comprendre et de faire évoluer leurs institutions en leur conservant leur génie propre.

Le droit colonial qui, dans les doctrines et dans les textes, traduit les règles gouvernant les colonies et leurs rapports avec la Métropole, est, par suite, d'une extrême complexité. Il englobe toutes les branches du droit : histoire des institutions, droit privé particulier à chaque colonie, droit public colonial, économie politique coloniale. Il est à lui seul, envisagé sous un angle spécial, le droit tout entier.

Si divers que soient les aspects du droit colonial, il est cependant une idée générale qui les domine tous en lui donnant son individualité et sa raison d'être. On pourrait se demander pourquoi il faut distinguer le droit colonial du droit métropolitain. Il est, en effet, certain que cette distinction s'impose ou s'efface suivant le système adopté par le colonisateur. S'il croit pouvoir appliquer une doctrine d'assimilation considérant les colonies comme un prolongement du territoire métropolitain et traitant leurs habitants comme ceux de la Métropole, il n'y a plus de droit colonial. Si, au contraire, répudiant une idéologie dangereuse pour lui et pour les colonies elles-mêmes, il tient compte des différences existant entre la Métropole et ses possessions : différences physiques, différences ethniques, différences de civilisation, de culture et d'état social, il est amené à adopter la doctrine de la spécialité et à écarter l'application de plein droit des textes métropolitains aux colonies. Il faut bien alors que le colonisateur édifie un droit spécial aux colonies, droit qui ne peut même pas être uniforme pour l'ensemble du domaine colonial, chacune des possessions se présentant avec son caractère propre.

Ce sont ces différences qui dominent tout le droit colonial dont elles sont la justification ; ce sont elles qui expliquent de multiples particularités qui en sont la conséquence nécessaire. En droit privé, l'élargissement de la notion de statut personnel vient imposer des distinctions entre d'une part, les nationaux du colonisateur et les étrangers d'autre part, les indigènes. La notion d'ordre public, elle aussi, n'a plus la même valeur et la même portée que dans la Métropole.

Très importantes en droit public également sont les répercussions de ces divergences de civilisation et d'état social auxquelles viennent se joindre celles du fait matériel de la distance qui sépare la Métro-

pole de ses possessions. Elles se manifestent notamment, comme on va le voir, au triple point de vue législatif, financier et administratif.

En droit colonial, le régime législatif est caractérisé par deux particularités : le principe de la spécialité des lois et la pluralité de législateurs.

Le principe de la spécialité, qui s'applique non seulement aux lois proprement dites mais à tous les actes réglementaires édictés dans la Métropole, apparaît comme une évidente nécessité. Les lois et les règlements sont faits en fonction d'un état social déterminé. Les réformes législatives ne font, en somme, que traduire et organiser par des textes des nécessités et des situations qui sont le fruit de l'évolution d'une civilisation, d'un état social donnés. Transposer brutalement les textes métropolitains dans des pays de culture et de mœurs très différentes, parfois même pourvus seulement d'une civilisation encore embryonnaire, est imposible. Le peuple colonisé ne pourrait qu'en souffrir et le colonisateur se trouverait en présence de difficultés d'application génératrices des pires complications. L'assimilation législative est interdite par les faits. C'est avec raison que d'après une doctrine constante depuis l'an VIII, la loi métropolitaine ne devient applicable aux colonies qu'en vertu de la volonté du législateur. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire, suivant une jurisprudence très rationnelle, que cette volonté soit exprimée d'une façon formelle. Elle peut être implicite, pourvu qu'elle ne puisse faire aucun doute. Il y a, en effet, des cas où il est manifeste que, sans l'avoir dit expressément, le législateur a eu l'intention de donner à la règle qu'il édictait le plus large champ d'application. C'est ainsi que s'explique, sans qu'il soit besoin d'admettre une dérogation au principe de la spécialité, l'extension aux colonies de certains textes, par exemple les lois définissant la compétence du Conseil d'Etat et du Tribunal des conflits, l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 concernant le droit à la communication de leur dossier attribué aux fonctionnaires sous le coup de sanctions disciplinaires, les textes fixant le statut des militaires.

Le régime législatif colonial se caractérise encore, toujours pour les même raisons, éloignement, différences de milieu et d'état social, par la pluralité de législateurs. Alors que pour la Métropole il n'y a qu'un législateur, le Parlement, le domaine législatif étant rigoureusement interdit au Président de la République, pour les colonies il y a deux législateurs, le Parlement qui peut toujours évoquer une matière et

la régler par une loi formelle et le Président de la République qui est même le législateur ordinaire en matière coloniale.

Cette pluralité a été déniée par certains auteurs qui partent d'une conception inexacte (contraire à la tradition constitutionnelle depuis l'an VIII et qui se heurte en fait, à des impossibilités absolues) d'après laquelle la Constitution de 1875, échappant au principe de la spécialité des lois, s'appliquerait aux colonies exactement comme à la Métropole. La loi constitutionnelle attribuant le pouvoir législatif au seul Parlement, ils ne veulent reconnaitre aux prérogatives conférées au Chef de l'Etat par le sénatus-consulte du 3 mai 1854 (regardé comme encore en vigueur par la jurisprudence) que le caractère d'exercice du pouvoir réglementaire et non du pouvoir législatif. Ils soutiennent que le sénatus-consulte a simplement fait passer dans le domaine réglementaire des matières qui auraient été, autrement, dans le domaine législatif.

Cette explication pourrait être acceptée si le sénatus-consulte avait limitativement énuméré un petit nombre de matières très étroitement délimitées, mais il en est tout autrement. L'article 18 du sénatus-consulte, qui s'applique à la majorité des colonies, édicte une attribution de compétence du caractère le plus général. C'est toute la matière législative, et non pas quelques points spéciaux, qui passe dans la compétence du Chef de l'Etat. L'argument invoqué ne repose donc sur aucun fondement et c'est bien un pouvoir législatif qu'il faut reconnaitre au Président de la République, si l'on accepte la survivance du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

La dualité de législateurs, comme le principe de la spécialité, s'est imposée, en fait, en dépit de toutes les tendances assimilatrices. Les possessions coloniales évoluent à une cadence trop rapide et leur éloignement de la Métropole est, pour la plupart, trop grand pour qu'on puisse s'y accommoder des lenteurs de la procédure législative parlementaire. D'autre part, le Ministre des Colonies, qui contresigne les décrets de cet ordre signés par le Président de la République, est, plus que le Parlement, en contact avec les nécessités de l'action coloniale. Il peut ainsi soumettre, en temps utile, à la sanction du Chef de l'Etat des dispositions inspirées d'un esprit plus réaliste que si elles émanaient du Parlement.

Cette pluralité de législateurs se complique encore dans les pays de protectorat. Dans ces pays, la présence d'un Etat organisé, d'une

civilisation différente de celle de la Métropole, mais qui ne lui est pas nécessairement inférieure, commande, plus encore que dans les colonies proprement dites, d'écarter l'intervention du pouvoir législatif métropolitain. Le souverain protégé conservant, d'après la jurisprudence, tous les attributs de souveraineté interne auxquels il n'a pas renoncé par le traité de protectorat, demeure investi, vis-à-vis de ses sujets et sous le contrôle du protecteur, de son pouvoir législatif.

Evidente encore est l'influence des disparités d'état social sur le régime financier des colonies.

Si les colonies étaient simplement le prolongement de la Métropole et si l'assimilation était une doctrine pratiquement admissible, il suffirait de transplanter dans les colonies le régime financier métropolitain. On y retrouverait les impôts d'Etat établis par le Parlement. Ces impôts d'Etat seraient les mêmes que les impôts directs et indirects métropolitains. La question du régime douanier ne se poserait pas, puisque le territoire des colonies aurait la même condition juridique que le territoire de la Métropole. Les tarifs douaniers métropolitains seraient donc seuls applicables sans aucune dérogation spéciale.

Les faits montrent combien, dans ce domaine comme dans les autres, l'idéologie assimilatrice est incompatible avec les nécessités concrètes.

Une solution aussi simpliste se heurte à des impossibilités.

Pas plus que pour les autres institutions, on ne peut, en ce qui concerne le régime fiscal, faire abstraction des différences de milieu. Tel type d'impôt, tel genre d'organisation financière qui donne d'excellents résultats dans un pays, en donnera de déplorables dans un autre. Tout, en cette matière, est lié à la proportion des diverses sources de richesses imposables, aux conditions de vie de la population et à ses traditions.

Aussi, abandonnant dans presque toutes les colonies la doctrine de l'assimilation, le droit colonial français comporte-t-il, non seulement un régime financier colonial qui n'est pas la simple copie du régime métropolitain, mais des régimes financiers diversifiés suivant les possessions. Ils présentent du reste, certains traits communs, qui les distinguent nettement du régime métropolitain.

C'est, tout d'abord, l'autonomie financière. Les colonies, personnes morales, ont chacune leur budget spécial et leur système fiscal. On chercherait vainement à établir un rapprochement entre la person-

nalité et la condition financière des colonies et celle des personnes publiques secondaires de la Métropole, département ou commune, qui, elles aussi, ont la personnalité civile et un budget propre. Cette analogie ne résiste pas au plus sommaire examen. Dans les départements et les communes, l'existence d'un budget et de ressources fiscales départementales ou communales n'exclut pas le budget et les impôts d'Etat et, par là même, l'intervention du Parlement, tandis que dans les colonies, l'impôt d'Etat disparaît complètement. Il n'y a plus que des impôts locaux tout à fait indépendants des impôts d'Etat métropolitains. Cette importante particularité confirme, soit dit en passant, que la Constitution de 1875 ne s'applique pas aux colonies au même titre que la Métropole, car elle ne permettrait pas cette élimination des impôts d'Etat et de l'intervention du Parlement dans l'établissement des impôts.

Cette différence dans l'origine de la loi fiscale est l'un des traits du régime financier colonial. L'établissement de la plupart des impôts perçus aux colonies ne comporte pas l'intervention du Parlement qui, pour la Métropole, en matière de loi fiscale comme en toute matière législative, est le seul législateur.

La différence est encore plus marquée si l'on envisage la condition financière des pays de protectorat. Là, ce n'est plus seulement le principe de la spécialité des lois qui s'applique ; la logique impose l'élimination totale des textes métropolitains pour toutes les matières qui, d'après les traités de protectorat, demeurent dans la compétence de l'état protégé dont les prérogatives de souveraineté interne subsistent dans toute la mesure où elles n'ont pas été restreintes par les traités.

Enfin, on retrouve l'influence des différences de milieu et d'état social, ainsi que des différences créées par la distance séparant les possessions coloniales de la Métropole, dans l'organisation administrative des colonies. Cette influence apparait notamment dans la condition des gouverneurs généraux et gouverneurs. Aucune comparaison ne peut être établie entre leur situation et celle des préfets de la Métropole.

Sans doute, comme les préfets, ils relèvent à la hiérarchie métropolitaine, le Ministre des Colonies étant leur chef hiérarchique avec toutes les prérogatives qu'entraine l'application des principes de la hiérarchie, mais les pouvoirs propres qui leur sont attribués sont autrement étendus que ceux des préfets.

Les textes organiques des colonies sont dominés par une idée de déconcentration imposée par la nécessité de laisser à ceux qui, étant sur place, connaissent seuls les besoins locaux très différents de ceux de la Métropole, une très large initiative et une très large liberté de décision. Cette compétence de principe très étendue conférée aux gouverneurs a trouvé son expression la plus saisissante dans la formule qualifiant les gouverneurs généraux de dépositaires des pouvoirs de la République. Evidemment cette formule ne doit pas s'entendre en ce sens que les gouverneurs généraux seraient investis de tous les attributs de la souveraineté détenus par la République française. Une telle confusion, un tel cumul de pouvoirs seraient certainement inadmissibles et ne sont d'ailleurs acceptés par personne, mais il faudrait se garder de croire que cette formule solennelle est vide de sens. Elle a, au contraire, une portée considérable. Elle peut fort bien s'interpréter comme attribuant aux gouverneurs généraux toutes les prérogatives de la souveraineté qui n'ont pas été réservées à d'autres autorités, par les dispositions qui s'imposent au gouverneur général, loi formelle ou décret. La compétence du gouverneur général est donc la règle dans tous les domaines qui ne sont pas réservés à l'action des pouvoirs métropolitains. L'attribution de pouvoirs aussi considérables ne présente d'ailleurs pas d'inconvénients, puisque les risques d'arbitraire qui pourraient en résulter peuvent être corrigés par l'exercice du pouvoir hiérarchique appartenant au Ministre des Colonies.

On peut encore observer que les différences de milieu et d'état social existant entre les colonies et la Métropole ont eu pour conséquence, toujours dans l'ordre de l'organisation administrative, de restreindre l'application aux colonies des tendances décentralisatrices en faveur dans la Métropole.

Très souvent, du reste, on se méprend à cet égard et il est fréquent d'entendre dire que l'Indochine, par exemple, a été placée par les décrets du 20 octobre 1911 sous un régime de décentralisation, ce ce qui est inexact. Il y a là une confusion entre la décentralisation et la déconcentration, alors que ces deux expressions désignent des situations juridiques très dissemblables. L'une s'applique à un régime où subsiste le lien hiérarchique entre les diverses autorités déconcentrées et le pouvoir central, l'autre vise une situation dans laquelle une autorité (généralement une assemblée élue) est placée hors de la hiérarchie d'Etat et ne reçoit pas son investiture du pouvoir central.

L'Union indochinoise est un groupe de possessions déconcentré, ce n'est pas une possession décentralisée.

La véritable décentralisation n'existe que dans quelques colonies (les unes unitaires, les autres faisant partie d'un groupe) où ce n'est plus le gouverneur qui représente la colonie et où l'on rencontre un Conseil général ou colonial élu, ne faisant pas partie de la hiérarchie d'Etat et pourvu de pouvoirs propres. Encore faut-il remarquer que, même dans ces colonies, la décentralisation est sensiblement moins accusée qu'en France, les pouvoirs propres de ces assemblées étant, à certains égards, moins larges qu'en France et étant, beaucoup plus que dans la Métropole, limités par le pouvoir non plus hiérarchique, mais de tutelle appartenant au pouvoir central.

On comprend d'ailleurs fort bien que la décentralisation ne soit appliquée aux colonies qu'avec une très grande prudence, car une extension inconsidérée de ce système pourrait n'être pas sans inconvénients. Précisément parce que les colonies ont leur individualité, leur état social particulier à chacune d'elles, on pourrait craindre que la décentralisation ne conduisît à l'éclosion de sentiments particularistes de nature à amener le relâchement des liens qui doivent, dans l'intérêt de tous, subsister entre la Métropole et ses possessions, quel que soit le système adopté, déconcentration ou décentralisation. La sagesse commande de ne pas abandonner trop hâtivement et sans mûres réflexions le principe hiérarchique, plus favorable au maintien de ces liens, et de ne pas affaiblir prématurément les prérogatives qui doivent appartenir, dans son domaine colonial, à la France pour lui permettre de remplir sa haute mission d'éducatrice des peuples.

R. BIENVENUE
Professeur de Droit public à la Faculté de Droit de l'Université d'Alger,
Directeur de l'Ecole supérieure de Droit de l'Université indochinoise

UN CAS CONTESTÉ
DE LÉGITIME DÉFENSE

La rédaction du journal a reçu de Saigon la lettre suivante :

« *Le journal* Trung-lập *de Saigon a, au début du mois de mai dernier, commenté longuement le fait-divers suivant que je résume ainsi :*

« *M. T.-T.-P., propriétaire d'une maison à Hoa-binh (Chợ-quán), près Saigon, ayant subi de nombreux vols de nuit dans sa basse-cour, s'était plaint chaque fois à la police, dont les recherches ne donnèrent aucun résultat.*

« *Voulant se prémunir contre de nouveaux vols, M. T.-T.-P. lança chaque soir un courant électrique dans les fils de fer formant clôture de sa propriété derrière sa maison du côté de son poulailler ; les vols cessèrent.*

« *Mais, dans la nuit du 30 avril au 1er mai, un nommé L..., coolie-xe de mauvaise réputation, tenta de profiter de l'orage et de la pluie diluvienne qui s'ensuivit pour pénétrer dans la propriété de M. T.-T.-P., vraisemblablement pour voler des poules.*

« *Ayant touché les fils de fer électrisés, il fut foudroyé sur place. Son cadavre fut retrouvé le lendemain matin tenant encore les fils de fer dans les mains.*

« *Le journal* Trung-lập *estime que M. T.-T.-P. mérite d'être puni par les tribunaux. Que pensez-vous de ce cas juridique ?* »

Le correspondant du *Pháp-viện báo* a soulevé là une question fort intéressante, qui a déjà fait couler beaucoup d'encre dans les milieux judiciaires et juridiques français, et même étrangers.

Les articles 328 et 329 du Code pénal *français* (applicable en la circonstance, puisque le fait s'est passé en Cochinchine) sont ainsi

rédigés : « Il n'y a ni crime, ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la *nécessité actuelle* de la légitime défense de *soi-même ou d'autrui*.

« Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les cas suivants :

« 1° Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, si les coups ont été portés en repoussant *pendant la nuit* l'escalade et l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement *habité* ou *de leurs dépendances* ;

« 2° Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence. »

Il appert de ce texte qu'il faut, pour qu'il y ait légitime défense :

1° qu'il y ait nécessité de défense de soi-même ou d'autrui, c'est-à-dire *d'une personne* (ce qui paraît exclure la défense des biens) ;

2° qu'il y ait nécessité actuelle de la défense, c'est-à-dire simultanéité de l'agression et de la défense ;

3° que l'agression ait lieu sans droit.

Si le récit du journal est exact, l'homicide a été commis en repoussant pendant la nuit à l'aide de fils de fer et d'un courant électrique, l'escalade ou l'effraction d'une clôture en fil de fer d'une maison habitée ou de ses dépendances (poulailler). Il ne semble pas qu'il y ait eu nécessité de défense « de soi-même ou d'autrui », puisque le propriétaire savait, par les vols antérieurs, que les voleurs n'en voulaient qu'à ses poules, et qu'il n'avait lancé le courant électrique que dans les fils de fer protégeant sa propriété du *côté de son poulailler*.

Or, d'après la majorité de la *doctrine* (Garçon, *Code pénal annoté*, art. 328, nos 51 à 54, et art. 329, nos 3 et suiv. ; R. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 243, 244 ; Ortolan, *Eléments de droit pénal*, t. I, 443 ; Le Seyllier, *Traité de la criminalité*, I, 185 ; Ch. Lyon Caen, note, S. 1903. 1.5 ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, II, p. 594), si la défense des biens est légitime, quoique les articles 328 et 329 n'en parlent pas, il ne faut pas qu'elle soit excessive, et elle est excessive lorsque la défense a été hors de proportion avec la nature du bien à protéger. En l'espèce, le voleur nocturne n'en voulait qu'aux poules, et *leur propriétaire le savait*.

Il en résulterait que M. T.-T.-P. aurait, soit commis un assassinat (meurtre avec préméditation) (art. 296 C. P.), soit du moins « porté

des coups ou fait des blessures volontairement sans intention de donner la mort, mais l'ayant cependant occasionnée » (art. 309 C. P.).

La *jurisprudence* non seulement a admis la *légitime défense de la propriété*, mais a même reconnu dans un cas analogue à celui du sieur T.-T.-P., qu'un propriétaire avait le droit de faire usage, pour défendre l'entrée soit de sa maison, soit de son coffre-fort, d'appareils automatiques de nature à exploser en cas d'effraction et à tuer ou blesser les malfaiteurs.

La Cour d'Appel de Dijon, par arrêt du 21 mars 1900, et la Cour de Cassation, par arrêt du 25 mars 1902 (S. 1903. 1. 5), ont jugé que « lorsqu'un individu, ayant pénétré par escalade pendant la nuit, pour y voler du poisson, dans un parc entièrement clos et attenant à une habitation dont il est une dépendance, a été blessé par l'explosion d'un détonateur placé par avance selon l'ordre du propriétaire, et a dû, à la suite de cette blessure, subir l'amputation d'une jambe, on ne saurait relever à la charge du propriétaire, aucune faute de nature à engager sa responsabilité civile, le malfaiteur blessé ne devant attribuer qu'à lui-même la conséquence de l'acte qu'il a commis ; ni les articles 1382 et suivants du Code civil, ni les articles 328 et 329 du Code pénal ne sont ainsi violés ».

Donc, d'après la Cour suprême, l'habitant d'une maison a une sorte de brevet légal d'impunité ; il est toujours justifié par la légitime défense, alors même qu'il avait la certitude que celui qui s'introduisait chez lui n'en voulait pas à sa vie ou à celle des personnes se trouvant dans la maison, mais qu'il n'y venait que pour voler ou pour entretenir des relations avec une femme.

La Cour de Cassation (11 juillet 1844, aff. Bracque S. 44. 1. 777, 8 décembre 1871, aff. Cassabonne S. 72. 1. 346) a admis que des maris qui avaient tué les amants de leur femme au moment où ceux-ci cherchaient à s'introduire, la nuit, par escalade dans la maison conjugale, étaient justifiés par la présomption de légitime défense.

Cependant, quelques arrêts de chambres d'accusation ont admis que la présomption de l'art. 329 cédait devant la preuve contraire. C'est ce qui s'est produit dans deux affaires célèbres. Dans la première, la dame de Jeufosse avait fait tuer par son garde, un de ses voisins coupable d'avoir escaladé, la nuit, la haie du parc pour venir déposer un billet sur la fenêtre de Mlle de Jeufosse. Dans la seconde, Pouchon

avait fait fusiller, par son fils, un jeune homme qui se rendait la nuit, par escalade, à un rendez-vous dans la chambre de sa fille. Dans ces deux affaires, d'ailleurs, les accusés, renvoyés devant la cour d'assises, furent déclarés non coupables par le jury (Cour d'assises de Loir-et-Cher, 18 déc. 1857, de la Moselle, 27 fév. 1858).

Il a même été jugé que l'article 329, 1°, est encore applicable, bien que ce soit alors qu'il *s'enfuyait* que l'habitant de la maison a tiré un coup de feu sur l'individu qui s'était introduit chez lui (Amiens, 16 mars 1843).

En résumé, eu égard à la jurisprudence susvisée, M. T.-T.-P. a des chances ou de voir l'affaire classée ou d'être acquitté s'il est poursuivi.

L'interprétation des articles 328 et 329 du Code pénal français qui précède pourrait s'appliquer en droit pénal tonkinois, car les paragraphes 1 et 4 de l'article 237 (légitime défense et excuses légales) du Code tonkinois en sont la reproduction presque servile.

Nous noterons cependant que le Code tonkinois parle de la nécessité *absolue* de la légitime défense, alors que le Code français exige la nécessité *actuelle*, c'est-à-dire la simultanéité de l'attaque et de la défense.

Mais la condition d' « actualité » semble bien rentrer dans celle d' « absoluité ».

On peut se demander au surplus s'il n'y a pas là une faute de copie.

ALFRED EMILE HUCKEL

QUESTIONS
DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE

X

La tutelle existe-t-elle en droit annamite ?

Ainsi que je l'ai fait remarquer au début de ces études, les questions qui ont été jusqu'ici l'occasion des polémiques et des controverses, ne doivent pas être considérées comme définitivement résolues par la publication du *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite sur les coutumes des Annamites du Tonkin en matière de droit de famille, de succession et de biens cultuels*. Les seuls points, en droit coutumier, où il soit permis d'espérer qu'on arrivera jamais à l'évidence, sont ceux qui n'ont qu'une importance secondaire. Dès que l'on ne se contente pas d'enregistrer les faits matériels, il est impossible de ne pas laisser une large part à l'interprétation personnelle, et par conséquent, la discussion demeure toujours ouverte.

« La tutelle des enfants mineurs orphelins existe-t-elle dans la coutume ? Comment cette tutelle est-elle organisée ? A quelles personnes sont confiées les fonctions de tuteur ? » (Question 78 du *Recueil...*, p. 46). En cas d'inconduite de la mère survivante, ou dans le cas où sa gestion compromet les biens du mineur, les grands-parents, habitant ou non avec le mineur, pourront-ils demander au tribunal de prononcer contre la mère survivante la déchéance de l'administration des biens du mineur ? Lorsque le mineur n'a plus ni père ni mère, ni ascendants de la ligne directe, la femme de second rang du père a-t-elle droit à l'administration des biens héréditaires ? Lorsque les parents qui ont fait l'institution d'héritier meurent à une époque où l'héritier institué est encore mineur, à quelles personnes sera confiée

l'administration des biens héréditaires ? Si tous les membres de la famille sont d'accord pour restreindre la capacité d'une personne de disposer de ses biens propres et si celle-ci y consent, cette restriction est-elle opposable aux tiers ? (Cf. J. Escarra, *Recueil des sommaires de la jurisprudence de la Cour suprême de la République de Chine...*, p. 339-343).

Autant de problèmes sur lesquels les auteurs et les membres du Comité de jurisprudence annamite nous apportent leurs opinions, et ces opinions sont en général modérées, vraisemblables, raisonnables ; mais ni les uns ni les autres ne se flattent sans doute pas eux-mêmes d'avoir dit le dernier mot ; — et ce dernier mot, il n'appartient à personne de le prononcer, parce que les anciens textes ne renferment jamais qu'une parcelle de la réalité, parce que nous en sommes réduits ici à essayer d'interpréter un petit nombre de faits isolés, parce que « l'administration annamite, fort peu tracassière en matière des droits de la famille et fort peu curieuse de ce qui se passait dans le sein des familles, leur laissait le soin de défendre leurs droits et leurs rites et le choix d'appeler les tribunaux à leur secours » (E. Luro, *Cours d'administration annamite*, autogr., p. 193).

Quoi qu'il en soit, un fait parait avec évidence, une fois le terrain déblayé : c'est qu' « au Tonkin, pour régler les questions de famille, on réunit un ou deux membres de chaque branche de la famille. Ils ne sont désignés par aucun nom particulier. Sur les actes, ils se contentent de spécifier leur degré de parenté : « l'oncle (frère aîné ou frère cadet du père) appartenant à la famille A », « le frère aîné appartenant à la famille X », etc. En parlant d'eux, l'on dira que ce sont les *tộc-lão* 族老, « vieillards de la famille », ou les *liền anh trong họ*, c'est-à-dire les aînés ou membres majeurs de la famille. » (R. Deloustal, *La Justice dans l'ancien Annam*, in *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. XI, 1911, p. 42, n. 1).

Ceux-ci jouent ainsi un rôle attribué au moderne conseil de famille. Les expressions sino-annamites pour désigner ce conseil sont *hạp-tộc* 闔族 et *hộ-tộc* 戶族 : *Lưỡng tương tình nguyện giả thủ cụ hạp tộc cam kết* 兩相情願者取具闔族甘結, « Lorsque les deux parties concernées, dit le décret V de l'article 76 du Code Gia-long, seront d'accord ensemble, on fera établir des déclarations par toutes les personnes de la famille » (*Le Code annamite*, traduction Philastre, 2e éd., t. I, p. 371).

Il est donc exact de dire que l'organisation du conseil de famille ne résulte pas de la loi ; mais le principe du conseil est reconnu implicitement du fait de l'existence du *trưởng-tộc*, du *tôn-trưởng*, du *gia-trưởng* et du rôle qui leur est attribué (1) (cf. J. Escarra, *loc. cit.*, p. 342, n. 263).

« Le *trưởng-tộc*, lorsqu'il y a des mineurs orphelins, doit choisir parmi les parents les plus proches de ces orphelins, quelqu'un qui s'occupe de l'administration de leurs biens. Si les mineurs ont encore leur mère, il ne fait qu'aider la mère dans certains actes. Si ces orphelins ont un grand-père, celui-ci est leur tuteur et chef de famille, *gia-trưởng*. Enfin dans une famille privée de ses chefs naturels, si l'aîné est majeur, tant que la famille reste dans l'indivision, soit à cause du deuil, soit à cause de la minorité des autres parents, l'aîné est leur chef, *tôn-trưởng* (2).

---

(1) Le nom de *trưởng-tộc* (ou *tộc-trưởng*) apparaît pour la première fois dans l'article 389 du Code des Lê : « Lorsqu'un père et une mère jugeront opportun, par suite de leur grand âge, de faire leur testament, le parent ayant rang de chef de famille (爲族長者 *vị tộc trưởng giả*) procédera au partage égal des biens existants et établira le testament. » « L'expression de *trưởng tộc*, note M. R. Deloustal (*loc. cit.*, p. 57), est très peu usitée chez les Annamites du Tonkin, et lorsqu'ils s'en servent, ils l'appliquent le plus souvent aux descendants aînés par la femme principale de la branche aînée de la famille. En Cochinchine, au contraire, le *trưởng-tộc* est le membre le plus âgé de toutes les branches de la famille et, en cette qualité, reconnu comme chef de la parenté. C'est, semble-t-il, du *trưởng-tộc* au sens cochinchinois qu'il est question dans cet article 389. En effet, au sens tonkinois, le *trưởng-tộc* peut n'être qu'un enfant, et l'on comprendrait difficilement qu'un enfant fût chargé du partage des biens de parents plus âgés. » Cf. *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite...*, p. 2-3.

(2) « Le véritable chef de la parenté civile est le *tôn-trưởng*, qui est ordinairement le parent le plus âgé, le plus respectable, le plus influent et le plus expérimenté. Il appartient de préférence à la branche la plus proche de l'auteur commun. Il ne fait pas l'objet d'une désignation expresse. Son choix résulte le plus souvent d'un accord tacite entre parents de la même branche ou de la même souche. La qualité de *tôn-trưởng* n'est pas fixe comme celle de *tộc-trưởng*. Dans certaines familles on préfère l'âge au rang social ; dans d'autres on fait passer le rang social avant l'âge. D'une façon générale on, tient compte de son âge, de son rang social, de son degré de parenté, de l'estime et de la confiance dont il jouit dans la famille. C'est lui qui réunit et préside l'assemblée de la famille. Il est consulté sur les questions importantes intéressant cette dernière, tels que les mariages, les testaments, les partages, les enterrements, les exhumations, etc. Il surveille les mineurs orphelins, assiste et conseille les veuves, représente les mineurs en justice, introduit contre les parents les actions que les enfants ne peuvent intenter. Il joue sensiblement le même rôle en matière civile que le *trưởng-tộc* en Cochinchine. Ce rôle dépend beaucoup de sa personnalité, de sa dignité et de l'autorité qui lui est reconnue dans la famille. » (*Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite...*, p. 3.)

Le chef de la parenté surveillera les intérêts des mineurs confiés à l'aîné. Les cadets ne pourront disposer d'aucuns biens sans l'autorisation de l'aîné. » (E. Luro, *loc. cit.*, p. 204-205.)

« La mère de famille a les pouvoirs nécessaires pour administrer, pour conserver ; elle n'a pas les pouvoirs nécessaires pour aliéner, pour transiger. Pour faire ces actes-là, elle recherche l'assistance du chef de la famille ou des parents qui exercent vis-à-vis d'elle le contrôle d'un subrogé tuteur. » (E. Luro, *loc. cit.*, p. 175.)

Ainsi, il ne peut guère être contesté que la tutelle existe dans l'ancien droit annamite ; ce qui ne veut pas dire qu'elle ait été instituée dans le sens où nous l'entendons aujourd'hui, ni qu'il soit possible de trouver dans la loi ou dans la coutume le terme annamite ou sino-annamite, destiné à traduire l'ensemble des mesures organisées pour la protection des mineurs (1). Le droit de tutelle, a-t-on dit, dépend étroitement de l'organisation familiale et exprime la constitution même de la famille. Plusieurs auteurs ont marqué l'impossibilité de la tutelle et du testament tant que le système de parenté par groupe et la propriété indivise prédominaient, c'est-à-dire que la famille « au sens large » effaçait la famille « au sens étroit ». La nécessité de la tutelle apparaît au moment même où les parents et les frères du défunt, — l'indivision de la famille ayant cessé, — ne peuvent plus être les héritiers de la femme, des enfants et des biens. Les enfants héritent, et, s'il sont mineurs, il s'agit d'administrer ; l'ancienne indivision est l'institution qui a fourni le modèle de la tutelle et des tuteurs nécessaires. Que la femme devienne indépendante des parents et des frères de son mari parce qu'elle est indépendante de son mari, et le problème de la tutelle se pose autrement. A la tutelle usufruitière des parents et des frères du mari se substitue une tutelle administrative. C'est à une évolution de ce genre que plusieurs collaborateurs de *L'Année sociologique* nous font assister en Insulinde et en Extrême-Orient.

Le Comité consultatif de jurisprudence annamite a donc fait une erreur en soutenant que « la tutelle des enfants mineurs n'est instituée ni par la loi, ni par la coutume » (*Recueil....*, p. 46). On sait que dans les pays de culture chinoise, la cohésion sociale apparaît tout entière comme une trame d'obligations et de sanctions. Toutes ces obligations et ces sanctions ont un caractère juridique. Sans doute certaines de ces obligations sont-elles inconscientes ; mais, dans

(1) L'expression annamite moderne pour désigner la tutelle est *quy^{3}n giám-hộ*.

un pays traditionaliste, une coutume, même inconsciente, même non explicitement formulée, a force de loi. Au reste, si l'on admet avec M. Raoul de la Grasserie (*Les principes sociologiques du droit civil*), que les éléments du droit sont de trois sortes: *biologiques*, c'est-à-dire « résultant de la nature physique même de l'homme ou des autres êtres, en dehors de toute volonté individuelle et de toute immixtion sociale », *psychologiques*, c'est-à-dire « résultant de la volonté et du consentement », *sociologiques*, c'est-à-dire « résultant de l'intervention de la société dans un but social », on retrouve ces trois éléments en doses diverses dans la loi et la coutume annamites sur la tutelle des mineurs orphelins. Le Comité de jurisprudence, — et c'est un des mérites essentiels de son *Recueil*, — s'est attaché avec beaucoup de mesure, après l'avoir contestée, à dégager l'idée maîtresse de cette tutelle. « En cas de décès du père, dit-il (*ibid.*, p. 46-47), l'épouse veuve administre la personne et les biens de tous les enfants mineurs de son défunt mari. En cas de décès du père et de la mère, c'est le grand-père paternel et, à défaut, la grand'mère paternelle, qui se chargent de ce soin. A défaut de grands-parents paternels, les enfants mineurs sont placés sous l'autorité de leur frère aîné majeur, qui remplace le père, et, si ce frère aîné est mineur, sous l'autorité de leurs oncles paternels ou de leur sœur aînée majeure. En principe, la garde des enfants mineurs orphelins et la gestion de leurs biens sont confiées au parent paternel le plus proche. Parfois les parents désignent la personne qui se chargera de leurs enfants mineurs. Il arrive aussi que le parent le plus aisé prend charge des enfants mineurs, surtout si ceux-ci sont sans fortune. S'il n'existe plus de parents du côté paternel, les parents maternels peuvent prendre charge des mineurs. En cas de décès ou de remariage de l'épouse veuve, les enfants nés des femmes de second rang sont placés sous l'autorité de leur propre mère. » (Cf. *Code civil à l'usage des juridictions indigènes du Tonkin*, art. 225 et suiv.)

C'est, en somme, dira-t-on, une notion du droit naturel. Sans doute ; mais l'idée du droit naturel n'est-elle pas la forme (variable en dépit de ses prétentions à l'absolu et à l'immobilité) que revêt l'aspiration constante de l'humanité vers l'idéal? Les milieux qui nous forment, le passé qui nous porte, sont les éléments nécessaires de nos petits édifices juridiques, de nos petits absolus, en un mot, de notre fameux droit naturel.

Nguyễn-văn-Tố

JURISPRUDENCE

Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi

Audience du 3 juin 1931

M. Préau, Président *p. i.*
M. Fillion, Rapporteur.
M. Géhin, Commissaire du Gouvernement.

Demandes en décharge et en réduction d'impôt.
Enregistrement des requêtes dans les bureaux des Résidences.

Les prescriptions des articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881 sur l'organisation et la compétence des Conseils du Contentieux peuvent être considérées comme observées dans les pays de protectorat de l'Indochine lorsque le contribuable aura fait enregistrer sa requête dans les délais réglementaires dans les bureaux de la Résidence ou de la Résidence-Mairie, et quand l'avis défavorable du Résident supérieur lui aura, le cas échéant, été communiqué dans les mêmes bureaux.

Bùi-văn-S. contre Résident supérieur au Tonkin

Le Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine, séant à Hanoi,

Vu les décrets des 5 août, 7 septembre 1881, 6 septembre 1921 et 20 mai 1928 ;
Vu les arrêtés du 7 février 1922 ;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;
Vu l'arrêté du 3 décembre 1929 ;
Vu le rapport nº 22 - F en date du 20 janvier 1931 du Résident supérieur au Tonkin ;
Vu les autres pièces du dossier ;
Ouï M. l'Administrateur Fillion, Conseiller rapporteur en son rapport ;

Ouï M. l'Administrateur GÉHIN, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant publiquement ;

En ce qui concerne la recevabilité :

Considérant que les articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881 prévoient que les demandes en dégrèvement des contribuables devront, pour être recevables, avoir été enregistrées dans les trois mois de la publication des rôles dans les bureaux du Directeur de l'Intérieur, et que c'est dans ces mêmes bureaux que le contribuable devra, le cas échéant, venir prendre connaissance de l'avis défavorable émis sur sa demande ;

Considérant que cette réglementation instituée pour les vieilles colonies dont la superficie était restreinte et les contribuables citoyens français, ne pourrait matériellement, sans déni de justice, être appliquée à la lettre dans les nouvelles colonies de populations et de superficies différentes ;

Considérant qu'en effet dans un pays comme l'Indochine s'étendant sur une longueur de plus de 2000 kilomètres, il ne serait pas possible matériellement aux contribuables de venir prendre connaissance de leur dossier dans les bureaux du Gouverneur de la Colonie, si ce haut fonctionnaire était considéré comme seul substitué au Directeur de l'Intérieur ;

Considérant d'autre part que les contribuables indigènes indochinois, particulièrement dans les pays de protectorat sont ignorants des méthodes administratives françaises et étant tenus par leurs us et coutumes, d'adresser leurs requêtes à leurs chefs directs, *tổng-đốc* ou résidents, ils croiraient commettre un acte d'indiscipline en s'adressant directement au Résident supérieur ou Gouverneur ;

Considérant également qu'en fait, le Résident supérieur serait dans l'impossibilité matérielle d'instruire les réclamations qu'il recevrait directement et qu'il serait obligé de les renvoyer pour enquête aux chefs de la province du contribuable ;

Considérant enfin que le législateur n'a pu vouloir qu'un contribuable ayant adressé dans les délais sa réclamation à son chef de province, se voie déclaré forclos parce que sa requête aurait été oubliée ou retenue plus de 3 mois pour enquête dans les bureaux du chef de province ou des mandarins ;

Considérant que le législateur n'a certainement pas voulu non plus que pour un dégrèvement de 2$00, on imposât à un paysan indigène sans ressources un voyage de plusieurs centaines de kilomètres au chef-lieu de la Colonie dont les frais hors de proportion avec le dégrèvement demandé, seraient en outre, supérieurs à la fortune de la majorité des contribuables indigènes ;

Considérant au surplus que dans les pays de protectorat, les Résidents chefs de province, étant les délégataires du Résident supérieur, peuvent légalement lui être substitués pour la réception, l'enregistrement et la communication des requêtes de leurs administrés ;

Considérant, en conséquence, que les prescriptions des articles 100 et 101 du décret du 5 août 1881 peuvent être considérées comme observées dans les pays de protectorat de l'Indochine lorsque le contribuable aura fait enregistrer

sa requête dans les délais réglementaires dans les bureaux de la Résidence et quand l'avis défavorable du Résident supérieur lui aura, le cas échéant, été communiqué dans les mêmes bureaux ;

Considérant ainsi que, bien qu'elle ait été retenue dans les bureaux des mandarins et qu'elle ne soit parvenue à la Résidence supérieure que le 29 décembre 1930, il échet néanmoins de déclarer recevable la requête du sieur Bùi-văn-S. enregistrée dans les bureaux de la Résidence de Phú-thọ le 2 octobre 1930, soit 10 jours après la mise en recouvrement du rôle qui a eu lieu le 21 septembre 1930 ;

En ce qui concerne le fond :

Considérant que le sieur Bui-văn-S., petit quincaillier de village annamite qui payait en 1929 une patente de 1$50, se plaint qu'on ait porté cette patente en 1930 à 20$80, chiffre supérieur à son capital ;

Considérant que le Contrôleur des contributions directes et le Résident de la province de Phú-thọ reconnaissent que cette imposition exagérée est le résultat d'une erreur et qu'étant donné la faible importance de son métier, il est suffisant d'imposer le requérant à un droit fixe de 3$00 ;

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'accorder au sieur Bùi-văn-S. un dégrèvement de 17$68 ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1er. — Le Conseil du Contentieux séant à Hanoi déclare recevable en la forme la demande de dégrèvement d'impôt de patente présentée au titre de l'exercice 1930 par le sieur Bùi-văn-S., quincaillier du village de Đô-xuyên, province de Phú-thọ.

Art. 2. — Un dégrèvement de dix-sept piastres soixante-huit cents (17$68) au titre de l'impôt des patentes indigènes, exercice 1930, est accordé au sieur Bùi-văn-S., quincaillier au village de Đô-xuyên, province de Phú-thọ.

Cour d'Appel de Hanoi (1ère Chambre)

Audience du 19 septembre 1930

M. Morché, Premier Président,
MM. Dupré et Languellier, Conseillers,
M. Meneault, Avocat général.

Journaux en quốc-ngữ. Contrats de publication et d'exploitation

Le contrat par lequel un indigène, autorisé par le Résident supérieur au Tonkin à faire paraître un journal en quốc-ngữ, a confié à un publiciste le soin de publier et d'exploiter un journal, ne saurait être considéré comme un mandat lorsque ledit permissionnaire n'a pas affirmé dans l'acte les droits de maître ou de patron — en toutes circonstances en ce qui concerne la gestion du journal, alors surtout que le publiciste a été

indiqué comme devant agir en son propre nom dans la direction et l'administration du journal.

Le contrat dont s'agit réunit tous les éléments d'un contrat équipollent au louage de choses, la chose louée étant l'autorisation administrative de faire paraître le journal, le titre de ce journal et la clientèle attachée à ce dernier, — et le prix étant constitué par les avantages en nature consentis au permissionnaire par le contrat (service de quatre abonnements gratuits, emplacement gratuit pour une annonce, publication gratuite de tous articles qu'il jugerait à propos de faire insérer), tous avantages qui représentent l'équivalent du loyer.

En conséquence, le permissionnaire ne saurait être tenu de payer les dettes du publiciste locataire relatives à la location du matériel d'imprimerie à un tiers et à des fournitures pour l'impression du journal.

B.-t.-B. et veuve L.-s.-T. contre L.-v.-P.

Attendu que, par requête introductive d'instance du 24 mai 1927, L.-v.-P. imprimeur à Hanoi, a fait citer B.-t.-B. conjointement avec la dame veuve L.-s.-T., devant le Tribunal de 1ère instance de Hanoi, statuant en matière civile indigène, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 1733$14 avec les intérêts de droit, ladite somme de 1733$14, représentant le montant d'une facture afférente à la location de matériel et à la fourniture de papier pour impression du journal *K. H.* ;

Attendu que, par jugement du 27 avril 1929, le tribunal a fait droit à la demande de L.-v.-P. à l'égard de B.-t.-B. et de la dame veuve L.-s.-T. ;

Attendu que B.-t.-B. et la dame veuve L.-s.-T. ont respectivement interjeté appel de ce jugement à la date des 29 mai et 11 juin 1930 ; que lesdits appels sont réguliers et recevables en la forme ;

Attendu que B.-t.-B. a été autorisé par arrêté n° 1493 du Résident supérieur au Tonkin du 10 mai 1921 à faire paraître au Tonkin un journal en quốc-ngữ sous le titre de *K. H.*, qu'il a confié le soin de publier ledit journal à une société anonyme au capital de 20.000$ dite « Société anonyme du *K. H.* dont l'imprimeur L.-v.-P. était l'un des actionnaires ; qu'après deux années d'exercice de ladite société, les comptes sociaux firent ressortir la perte de plus des deux tiers du capital ; que, par assemblée générale du 27 juillet 1923 où L.-v.-P. tenait l'emploi de scrutateur, la dissolution anticipée de la société fut décidée à l'unanimité ; qu'après dépôt du rapport du liquidateur, l'assemblée générale décidait de rendre à B.-t. B. le titre du journal *K. H.* et les droits qu'il tenait de l'autorisation du Résident supérieur au Tonkin ; que le 2 octobre 1923, l'assemblée générale des actionnaires où L.-v.-P. était secrétaire, acceptait à l'unanimité les comptes du liquidateur et lui donnait quitus ; qu'elle décidait la cession au sieur Đ.-T. de l'actif et du passif de la société dissoute et la remise à B.-t.-B. du titre

du journal *K. H.* avec les droits qu'il tenait de l'autorisation du Résident supérieur ; que le 10 octobre 1923, B.-t.-B. cédait au sieur Đ.-T. sous certaines conditions, le droit de faire usage de ladite autorisation et du titre *K. H.* ; qu'un second contrat intervenait entre le sieur Đ.-T. et L.-v.-P. pour l'impression et la publication du journal dont le sieur Đ.-T. était seul gérant responsable, second contrat auquel B.-t.-B. restait étranger ; que le 20 juillet 1926, B.-t.-B. confiait à L.-s.-T. la publication et l'exploitation du journal *K. H.* dont L.-s.-T. devait être le seul gérant responsable, le nom de L.-s.-T. devant figurer en cette qualité sur chaque exemplaire mis en vente et celui de B.-t.-B., en tête, comme fondateur ; que l'article 3 dudit contrat spécifiait que L.-s.-T. prendrait à sa charge tous les frais de rédaction, d'impression et de vente du *K. H.* de même que le montant des fournitures de papier et autres ; qu'aux termes de l'article 4, le *K. H.* étant et devant rester un organe de défense des intérêts franco-annamites, L.-s.-T. s'engageait à suivre la ligne de conduite qui lui était tracée par B.-t.-B. et qui était celle suivie par ce journal depuis sa création ; que d'après l'article 5, B.-t.-B. avait droit : 1° à un service de quatre abonnements gratuits du *K. H.* ; 2° à un emplacement purement gratuit dans ledit journal pour une annonce dont le texte serait fourni à L.-s.-T. ; 3° à la publication également toute gratuite de tous articles qu'il jugerait à propos de faire insérer ; que L.-s.-T. s'engageait de son côté à ne rien faire paraître dans le *K. H.* qui pût être contraire aux intérêts de la maison B.-t.-B. ; qu'il était prévu à l'article 6 qu'au cas où pendant la durée du contrat un arrangement interviendrait entre les directeurs des journaux pour augmenter les prix d'abonnement, B.-t.-B. laisserait toute initiative et tous profits résultant de ces arrangements à L.-s.-T. ; qu'enfin l'article 7 prévoyait que le contrat était fait pour une durée de trois années à compter du 1er août 1926 et qu'il était renouvelable par tacite reconduction pour une nouvelle période de trois années, si trois mois avant son expiration, les parties ne se prévenaient pas par lettre recommandée de leur intention d'y mettre fin ;

Attendu que si l'article 1er dudit contrat, en spécifiant que B.-t.-B. confiait à L.-s.-T. le soin de publier et d'exploiter le journal, peut laisser entendre qu'il s'agit d'un mandat, les articles suivants ne sauraient lui donner ce caractère, L.-s.-T. n'étant pas indiqué comme le représentant de B.-t.-B., mais comme devant agir en son propre nom dans la direction et l'administration dudit journal; que B.-t.-B. ne peut donc pas être rendu responsable en tant que mandant des engagements contractés envers les tiers par L.-s.-T., qui n'était pas son mandataire ;

Attendu que, bien que le contrat précité du 29 juillet 1926 ait limité l'indépendance de L.-s.-T. en l'astreignant à suivre la ligne politique du journal et à ne rien y insérer de contraire aux intérêts de la maison B.-t.-B., celui-ci n'a cependant pas affirmé en toutes circonstances ses droits de maître ou de patron en qui concernait la gestion du journal ; que L.-s.-T. ne peut donc être considéré comme un locateur de services ;

Attendu que le contrat dont s'agit réunit tous les éléments d'un contrat équipollent au louage de choses, la chose louée étant l'autorisation administrative de faire paraître le journal, le titre de ce journal et la clientèle attachée

à ce dernier et le prix étant constitué par les avantages en nature consentis à B.-t.-B. par l'article 5 susvisé et par l'influence que lui procurait le journal, tous avantages qui représentent l'équivalent du loyer ; que la clause de l'art. 7 suivant laquelle le contrat pourrait être renouvelable par tacite reconduction démontre que dans la commune intention des parties il ne pouvait être question que d'un louage de choses, le terme de « tacite reconduction » étant spécial à ce contrat et n'étant employé ni pour le mandat ni pour le louage de service ;

Attendu que l'art. 3 du contrat mettant à la charge de L.-s.-T. tous les frais de rédaction, d'impression et de vente du journal *K. H.* ainsi que le montant des fournitures de papier et autres, B.-t.-B. n'est pas tenu au paiement de la facture litigieuse qui concerne la location du matériel d'imprimerie et des fournitures relatives à l'impression du journal ; que, simple bailleur, il n'a d'autres obligations que celle qui dérivent du contrat de bail, la nature de la chose louée n'étant pas susceptible de les modifier ;

Attendu que, s'il est vrai que dans une lettre du 25 mai 1926, B.-t.-B. a demandé à L.-s.-T. de lui faire connaître en vue du renouvellement du contrat si la subvention,-de toute évidence, la subvention mensuelle de 200$ allouée au précédent preneur,-était susceptible d'être diminuée, cette lettre est antérieure au contrat du 20 juillet 1926 qui ne fait mention d'aucune subvention à fournir par B.-t.-B. ; que ledit contrat ne renferme donc aucune énonciation qui soit en opposition avec le caractère du louage de choses ;

Attendu que L.-v.-P. a lui-même reconnu dans ses conclusions du 20 mars 1929 la responsabilité personnelle de L.-s.-T. et a ajouté n'avoir jamais prétendu qu'en contractant avec lui, L.-s.-T. agissait au nom de B.-t.-B.; que le 18 avril 1927, c'est à la veuve de L.-s.-T. qu'il a adressé sa facture dont le montant s'élevant à 1733$14, « somme que son mari ne lui avait pas encore payée ».

Attendu qu'aucun lien de droit n'existant entre L.-v.-P. et B.-t.-B., celui-ci ne saurait être rendu responsable d'une dette à laquelle il est resté étranger ;

Par ces motifs,

Déclare recevable en la forme les appels interjetés par B.-t.-B. et la dame veuve L.-s.-T. ès-qualité contre le jugement du Tribunal de 1ère instance de Hanoi du 27 avril 1929 ;

Infirme ledit jugement en ce qu'il a condamné B.-t.-B. à payer à L.-v.-P. la somme de 1733$14 avec les intérêts légaux et les dépens ; décharge B.-t.-B. de toutes les condamnations prononcées contre lui ;

Confirme ledit jugement pour le surplus ;

Déclare L.-v.-P. et la dame L.-s.-T. ès-qualité non fondés dans leurs demandes, fins et conclusions respectives, les en déboute ;

Ordonne la restitution de l'amende versée par B.-t.-B. et la confiscation de l'amende versée par la dame L.-s.-T. ès-qualité ;

Condamne L.-v.-P. et la dame L.-s.-T, ès qualité conjointement et solidairement aux dépens d'appel dont distraction au profit de Me Piton, avocat-défenseur, aux offres de droit, lesdits dépens liquidés à la somme de...., en ce compris le coût du présent arrêt sauf suites.

LÉGISLATION

ARRÊTÉ du 2 mars 1932 modifiant l'article 41 de l'arrêté du 24 juin 1931 relatif à la circulation publique en Indochine (*J. O.*, 9 mars 1932, p. 882).

ARRÊTÉ du 5 mars 1932 portant suppression de la Justice de paix indigène de Hà-tiên (*J. O.*, 12 mars 1932, p. 907).

ARRÊTÉ du 5 mars 1932 réglementant la conservation, le transport et le commerce en Indochine des produits explosifs et assimilés (*J. O.*, 11 mai 1932, p. 1538).

ARRÊTÉ du 19 mars 1932 plaçant auprès du Gouvernement local de l'Annam un conseiller-juriste, choisi parmi les magistrats du corps judiciaire de l'Indochine (*J. O.*, 26 mars 1932, p. 1056). Les attributions du conseiller juriste sont fixées par l'arrêté du Résident supérieur en Annam en date du 16 février 1932, approuvé le 19 mars 1932.

DÉCRET du 13 avril 1932 (promulgué le 14 juin 1932) modifiant ceux des 27 janvier 1855 et 14 mars 1890 sur l'administration des successions et biens vacants dans les colonies relevant du Ministère des Colonies (*J. O.*, 29 juin 1932, p. 1946).

CIRCULAIRE du 14 avril 1932 relative aux amendes et pénalités libellées en monnaie française et prononcées par les tribunaux français (*B. A. du Tonkin*, 16 avril 1932, p. 1075).

DÉCRET du 25 avril 1932 (promulgué le 27 juin 1932) complétant ainsi qu'il suit le décret du 16 avril 1924 : « Les dispositions ci-dessus s'appliquent à tous les médecins asiatiques, d'origine indochinoise, quel que soit leur statut personnel (citoyens, sujets ou protégés français) » (*J. O.*, 9 juillet 1932, p. 2103).

DÉCRET du 28 avril 1932 relatif aux annonces judiciaires et légales exigées par les lois pour la validité ou la publicité des procédures ou des contrats : elles « seront insérées, à peine de nullité de l'insertion, dans un des journaux, quotidiens ou pour le moins hebdomadaires, publiés dans le ressort de chacune des Cours d'appel de Saigon ou de Hanoi, et qui seront portés sur les listes établies chaque année, dans la première quinzaine de décembre, respectivement par chacune de ces deux Cours d'appel, en assemblée générale ».

ARRÊTÉ du 30 avril 1932 complétant celui du 20 septembre 1929 relatif à la réorganisation du personnel de l'administration et de la justice indigène du Tonkin (*B. A. du Tonkin*, 1er mai 1932, p. 1150).

PARTIE PRATIQUE

QUESTIONS DE DROIT USUEL

QUESTION. — *Un enfant syphilitique transmet la syphilis à la nourrice qui lui a été choisie par ses parents. Ceux-ci sont-ils responsables vis-à-vis de la nourrice et lui doivent-ils des dommages-intérêts ?*

RÉPONSE. — Oui, il y a eu faute de leur part, même s'ils n'avaient pas l'intention de nuire. Ils ne peuvent être poursuivis pénalement, mais ils doivent civilement des dommages-intérêts à la nourrice contaminée. Il y a de nombreux arrêts dans ce sens (Lyon, 15 juin 1901, S. 1902. 2,40 ; Bourges, 14 avril 1902, S. 1902 2,208 ; Lyon, 2 février 1904, S. 1904-2. 207).

Cette question a servi de thème à la pièce de théâtre célèbre de BRIEUX : *Les avariés*.

Nous signalons à ce sujet que le fait d'avoir *volontairement* communiqué la syphilis à son conjoint est considéré comme un fait injurieux qui rend le divorce possible (Cass. 18 janvier 1892, D. 92.1. 184, S. 92.1. 80).

Cette jurisprudence de droit français peut être utilisée en droit civil tonkinois, puisqu'aux termes de l'article 120 du Code civil tonkinois, « le divorce peut être demandé par l'un des époux : 1° pour excès, sévices, *injures graves, soit envers lui*, soit envers ses ascendants... », — et puisqu'aux termes des articles 712, 713 et 714, « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde... Le père et la mère sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux . . . ».

L'article 120 du Code civil tonkinois est manifestement inspiré par l'article 231 du C.C. français et les articles 712, 713 et 714 du C.C. tonkinois par les articles 1382, 1383 et 1384 du C.C. français.

QUESTION. — *J'ai acheté à un habitant de Hải-dương une rizière de quatre* mẫu *moyennant 850* $. *J'ai passé l'acte d'achat en présence du* lý-trưởng *et de deux notables, qui y ont apposé leurs signatures et le cachet du village. Or, il se trouve que mon vendeur avait déjà cédé ladite rizière à un autre acquéreur qui avait fait enregistrer la vente à la Résidence et en avait fait porter mention sur le* địa-bộ *du village. Que dois-je faire ?*

Réponse. — Vous devez porter plainte contre votre vendeur en application de l'article 271 du Code pénal tonkinois ainsi conçu : « Quiconque aura vendu illicitement un bien mobilier ou immobilier dont il a perdu la propriété par une précédente vente, sera puni, d'un emprisonnement d'un mois au moins, de deux années au plus, et d'une amende de 10 piastres à 200 piastres ou de l'une de ces deux peines seulement.... »

Le jugement, en condamnant votre vendeur à la prison et à l'amende, le condammera en outre à vous rembourser le dommage causé, c'est-à-dire à vous rembourser le prix d'achat, plus les intérêts, plus les dommages-intérêts, que vous aurez à réclamer dans votre plainte. Vous mettrez en même temps en cause le *lý-trưởng* et les notables, lesquels, même s'ils sont de bonne foi, ont commis une faute pour n'avoir pas consulté le *địa-bộ* avant de certifier la vente, et ont engagé de ce fait leur responsabilité. Ils seront condamnés non pas à la prison ni à l'amende, mais à vous rembourser conjointement et solidairement entre eux et avec le vendeur le prix d'achat, les intérêts et les dommages-intérêts. Les notables signataires d'un acte de vente sont en effet responsables vis-à-vis de l'acquéreur de la sincérité des déclarations contenues dans l'acte touchant la propriété de l'immeuble vendu.

Question. — *J'ai emprunté avec deux amis une somme d'argent. Or, à l'échéance aucun d'eux n'est en mesure d'en rembourser sa part. Le créancier peut-il me poursuivre pour la totalité de la somme et des intérêts ?*

Réponse. — Il le peut, car vous êtes tous trois solidaires. Toutefois, vous serez subrogé aux droits du créancier, c'est-à-dire que vous pourrez poursuivre à votre tour vos deux amis pour vous faire rembourser les deux tiers de la somme et des intérêts comme si vous étiez vous-même le créancier.

Question. — *J'ai été poursuivi devant le tribunal du 2e degré de Nam-định en restitution d'une somme de 2000 $. Le tribunal du 2e degré m'a condamné à restituer ces 2000 $ plus les intérêts. J'ai interjeté appel, mais la Cour de Hanoi a confirmé purement et simplement le jugement du tribunal du 2e degré. J'ai en conséquence remboursé les 2000 $ ainsi que les intérêts. Mais mon adversaire introduit une demande de dommages-intérêts pour le préjudice que je lui aurais causé en interjetant appel contre le premier jugement. Que dois-je faire ?*

Réponse. — Votre adversaire perdra ce second procès. En effet, en interjetant appel, vous n'avez fait qu'user d'un droit de recours absolument régulier, ouvert à tous les plaideurs. D'autre part, il appartenait à votre adversaire de former sa demande en dommages-intérêts au cours même du procès qui lui aurait causé le préjudice invoqué. Il est maintenant trop tard.

Question. — *Mon gendre a donné sa part de* hương-hỏa *en location à un tiers pour une durée de neuf ans avec l'intention d'affecter le revenu au culte des ancêtres. Or, le conseil de famille l'a déclaré déchu de ce* hương-hỏa *pour indignité. Cette décision est-elle valable ?*

Réponse. — Pour être valable, la décision du conseil de famille doit être homologuée par le tribunal compétent. Celui-ci dira si la location du *hương-hỏa* peut être considérée comme une cause d'indignité et si votre gendre peut être déclaré déchu de l'usufruit légal. La question est douteuse.

VARIÉTÉS

La justice indigène au Tonkin

(suite et fin)

ORGANISATION DES JURIDICTIONS INDIGÈNES DU TONKIN. — L'article 1er du Code d'organisation des juridictions indigènes du Tonkin rappelle le principe général proclamé par l'article 10 du traité de 1884, consacré, dans la suite, par tous les textes organiques de la Justice, notamment par les articles 107 et suivants du décret du 16 février 1921, à savoir que, sur le territoire du Protectorat, les juridictions indigènes ne sont compétentes que pour connaître des affaires intéressant exclusivement les sujets annamites. La juridiction française devient compétente dès qu'un Français ou un étranger quelconque est partie ou en cause.

Etabli avec le souci de ne bouleverser que le moins possible le système judiciaire traditionnel du pays, le Code d'organisation judiciaire promulgué et revisé en 1921, ne fait, sur bien des points, que systématiser un régime qui existait déjà en fait et qui comportait trois degrés de juridictions superposées.

I. *Tribunaux du 1er degré.* — A la base, il y a dans chaque circonscription administrative, *phủ, huyện* ou *châu*, un tribunal de 1er degré, constitué par un juge unique, qui est le chef administratif de la circonscription, *quan-phủ* ou *quan-huyện*, et qui cumule les fonctions administratives et les fonctions judiciaires. Ce juge unique peut être suppléé par un juge spécialisé d'un grade moins élevé provenant du cadre des mandarins judiciaires.

L'idée fondamentale qui domine les dispositions relatives aux attributions du juge du 1er degré est empruntée aux principes mêmes du droit annamite. Elle tend surtout à faire de lui un juge conciliateur en subordonnant tout procès à une tentative préalable de conciliation. En matière civile et commerciale, les attributions et la compétence des juges du 1er degré sont réglées ainsi qu'il suit : 1° Le juge du 1er degré transcrit sur un registre spécial les actes de conciliation que leur font parvenir les chefs et sous-chefs de canton et les autorités communales. Pour affirmer la valeur qui s'attache à un procès-verbal de conciliation, le législateur a décidé que cet acte régulièrement dressé dans les formes légales vaudrait comme acte authentique. 2° Le juge du 1er degré soumet à une tentative de conciliation les requêtes introductives d'instance qui lui sont adressées directement ou qui lui sont transmises par les juges du 2e degré. Dans le cas où la

tentative de conciliation échoue et, si la contestation est de sa compétence, il conserve la requête et procède au jugement de l'affaire. Si la contestation est de la compétence du tribunal du 2e degré, il transmet sans retard la requête accompagnée du procès-verbal de non-conciliation et d'un rapport comportant son avis, au président du tribunal du 2e degré compétent. 3o Il connaît en premier et dernier ressort jusqu'à la valeur de 30 piastres des contestations civiles et commerciales donnant lieu à des actions mobilières et personnelles, des actions en paiement des loyers et fermages et autres contestations entre locataires et bailleurs, enfin, d'un certain nombre d'actions de peu d'importance qui sont en France de la compétence des juges de paix.

En donnant aux tribunaux du 1er degré le droit de connaître en dernier ressort des litiges de peu d'importance, le Code d'organisation judiciaire a réalisé une innovation intéressante. Sous le régime précédent, tous les jugements, quelle que soit leur importance, devaient être transmis à l'approbation du Procureur général et pouvaient être déférés à la juridiction supérieure. Les statistiques révèlent qu'en 1916, le Procureur général avait été ainsi appelé à examiner plus de 3.000 dossiers, dont une grande partie concernait des affaires insignifiantes. Le législateur de 1917 a très sagement décidé qu'il convenait de donner aux tribunaux inférieurs le pouvoir de juger en dernier ressort certaines affaires de minime importance.

En matière pénale, le juge du 1er degré connaît de toutes les contraventions de simple police; toutefois, quand il prononce une peine d'emprisonnement, les jugements sont susceptibles d'appel. En matière correctionnelle et criminelle, il est chargé de la recherche et de la poursuite des crimes et délits commis dans le ressort de sa juridiction, et il a des attributions identiques à celles qui sont dévolues aux officiers de police judiciaire.

Le juge du 1er degré doit tenir au moins deux audiences par semaine. Il peut, pour la commodité des justiciables, se transporter aux jours de marché ou tout autre jour — dans les centres éloignés du chef-lieu de la circonscription et y tenir des audiences foraines. Toutes les audiences sont publiques.

II. *Tribunaux du 2e degré.* — Il existe un tribunal du 2e degré au chef-lieu de chaque province. Son ressort est celui de la circonscription administrative.

Nous avons vu que cette juridiction qui, par rapport à la Cour d'appel, joue le rôle de tribunal de 1ère instance, est, depuis 1917, un tribunal mixte présidé par un juge français, assisté d'un mandarin. L'arrêté du 20 septembre 1929 tend à mettre fin à ce régime en prévoyant que le tribunal du 2e degré peut être présidé soit par le résident chef de province, soit par un mandarin de l'ordre judiciaire du grade de *tuần-phủ* ou d'*án-sát*, qui siège en qualité de président suppléant. Le tribunal du 2e degré comprend en outre un juge appartenant au cadre des mandarins judiciaires et du grade d'*án-sát* ou de *tri-phủ*. Ce mandarin siège auprès du président en qualité d'assesseur; il a voix délibérative, mais la voix du président est prépondérante.

Enfin, dans chaque province, un membre de l'ordre judiciaire du grade d'*án-sát* ou de *tri-phủ* est chargé sous la direction du président des fonctions de juge d'instruction et de juge enquêteur au civil. Il ne peut en aucun cas participer aux délibérations du tribunal.

Cette organisation qui est toute récente permettra d'atteindre progressivement un double but: restituer à des juges indigènes la présidence des tribunaux du 2e degré, qui fut enlevée aux mandarins en 1917, et arriver à la séparation effective des attributions administratives et judiciaires. Ces buts ne pourront être pleinement réalisés que lorsqu'on disposera du personnel spécialisé nécessaire et lorsque le corps des mandarins judiciaires comportera des juges suffisamment gradés pour assurer la présidence des tribunaux du 2e degré. Jusque là, les administrateurs adjoints au chef de la province et le fonctionnaire annamite, chef administratif indigène de la province, ou son délégué, continueront à assumer respectivement les fonctions de président et de juge assesseur au tribunal du 2e degré. Un fonctionnaire de l'Administration indigène du grade de *bố-hánh* ou de *tri-phủ* pourra, comme par le passé, être chargé de l'instruction et des enquêtes civiles en attendant que l'emploi puisse être tenu par un mandarin judiciaire.

Les tribunaux du 2e degré connaissent: en matière civile et commerciale *a*) en premier et dernier ressort: 1° des actions de la compétence des juges du 1er degré, lorsqu'elles sont d'une valeur excédant 30 piastres et inférieure à 100 piastres; 2° des actions immobilières dans lesquelles la valeur du fonds ou de l'immeuble ne dépasse pas 30 piastres; — *b*) en premier ressort seulement: 1° de toutes les actions personnelles et mobilières dont la valeur dépasse 100 piastres et des actions immobilières dont l'objet dépasse 30 piastres; 2° des actions dont la valeur est indéterminée; 3° de toutes les actions, quelle qu'en soit la valeur, ayant trait à des questions de compétence ou à des affaires de culte; 4° des actions intéressant l'état ou l'identité des personnes.

La valeur est déterminée soit par les titres produits, soit par la déclaration des parties, et, en cas de désaccord, en matière immobilière, par l'estimation du juge du 1er degré de la situation des immeubles litigieux

Le président du tribunal doit renvoyer au juge du 1er degré les causes qui ressortissent à la compétence en dernier ressort de ce tribunal. Il doit, de même, renvoyer à l'examen du juge du 1er degré les requêtes introductives d'instance dont il est directement saisi, mais dans lesquelles la tentative de conciliation n'a pas été observée.

En matière pénale, les tribunaux du 2e degré connaissent: *a*) en dernier ressort, des appels des jugements des tribunaux du 1er degré en matière de contravention; *b*) en premier ressort: 1° des délits correctionnels; 2° des crimes.

Le tribunal du 2e degré est, en matière de grand criminel, investi d'un pouvoir redoutable. Il a le droit de prononcer toutes les peines criminelles, y compris la peine capitale. Il est vrai que sa compétence illimitée en cette matière est soumise au contrôle de la Cour d'appel; mais on peut justement objecter que ce contrôle n'offre peut-être pas l'efficacité suffisante, si l'on songe qu'en principe cette haute juridiction statue sur pièces, sur le vu de procédures trop souvent incomplètes. Frappé de ce grave inconvénient, le Premier Président de la Cour d'appel de Hanoi a pris une excellente initiative: il a institué, à la 2e chambre de la Cour, une section criminelle spéciale à qui sont exclusivement déférées les causes ayant entraîné l'application de peines criminelles. Désormais les affaires

de cette nature ne sont plus confondues avec la masse des affaires correctionnelles et jugées avec elles, à la même audience. La section criminelle chargée d'en connaître procède elle-même, à l'audience publique, à l'instruction de l'affaire, ce qui lui permet de suppléer aux lacunes de l'information préalable. Les affaires criminelles sont ainsi jugées suivant une forme analogue à celle de la Cour criminelle, et qui offre aux justiciables une somme de garanties dont ils n'avaient pas bénéficié jusqu'ici. Bientôt du reste, on sera amené à envisager l'institution de véritables cours criminelles indigènes, comportant des assesseurs et fonctionnant comme celles qui ont été instituées au Cambodge. Le nombre des affaires criminelles, leur gravité et leur complexité justifieront cette réforme, qui sera accueillie avec la plus grande faveur par la population indigène, et qui ne sera d'ailleurs que la conséquence logique de l'évolution de ce pays vers une meilleure distribution de la justice.

III. *Tribunal du 3e degré de juridiction : 2e Chambre de la Cour d'appel de Hanoi.* — Nous avons vu que dès 1901 on a confié à des magistrats de la Cour d'appel, assistés de mandarins, la charge de connaître en appel des jugements des juridictions indigènes.

L'intervention de la Cour d'appel a eu les plus heureux effets sur la bonne administration de la justice indigène. Aussi l'institution a-t-elle été, d'accord avec le Gouvernement annamite, maintenue par les décrets organiques des 19 mai 1919 et 16 février 1921. Aux termes de ces actes, la 2e Chambre de la Cour d'appel de Hanoi connaît des appels et de tous recours formés contre les jugements rendus par les tribunaux indigènes du Tonkin, dans les conditions prévues par les ordonnances du Roi d'Annam. Cette 2e Chambre était primitivement composée d'un président de Chambre, de deux conseillers à la Cour et de deux mandarins ; mais en raison de l'indigence du personnel, on simplifia l'organisme et les arrêts de la 2e Chambre ne sont plus actuellement rendus que par trois juges seulement ; le président, un conseiller et un mandarin. Toutefois, pour assurer le fonctionnement des diverses sections de la Chambre indigène, deux mandarins sont spécialement affectés au service de la Cour. Ces hauts mandarins qui appartiennent au cadre administratif ont le grade de *tổng-đốc* ou de *tuần-phu*. Dans un avenir peu lointain, conformément à l'arrêté du 20 septembre 1929, ces mandarins administratifs seront remplacés par des mandarins judiciaires de même grade.

La 2e Chambre de la Cour d'appel, en tant que tribunal du 3e degré des juridictions indigènes, est à la fois Cour d'appel et Cour de Cassation. Elle connaît : 1° des appels des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du 2e degré de juridiction, tant en matière civile qu'en matière pénale ; 2° des demandes en annulation formées contre les jugements des tribunaux du 1er et du 2e degré rendus en dernier ressort, tant en matière civile qu'en matière pénale ; 3° des demandes en révision en matière pénale seulement, sous les conditions qui sont indiquées au Code de procédure pénale ; 4° des règlements de compétence, des renvois d'un tribunal à un autre, et autres procédures spéciales dont la connaissance peut lui être attribuée par les Codes ou par des lois spéciales.

Conformément aux règles de la justice traditionnelle annamite qui éloignait tous les intermédiaires des prétoires, l'assistance de conseils n'est pas autorisée

devant les tribunaux du 1er et du 2e degré; mais devant la Cour d'appel les parties sont autorisées à se faire assister d'un avocat-défenseur.

Pour assurer le fonctionnement des diverses juridictions que nous venons d'énumérer, le Code d'organisation judiciaire comporte un ensemble de dispositions relatives aux règles générales de la compétence des tribunaux, à la discipline des membres de l'ordre judiciaire, à la procédure de l'abstention et de la récusation, au mode d'extension au Tonkin des jugements rendus par les tribunaux indigènes de l'Annam ainsi qu'au mode d'exécution en territoire français de l'Annam et du Tonkin des jugements des tribunaux indigènes du Tonkin.

Un décret du 16 septembre 1922 a complété cette organisation en réglant les rapports de la justice française en Indochine et de la justice indigène au Tonkin. La justice indigène est placée au Tonkin sous le contrôle du Directeur de l'Administration judiciaire, qui est investi des fonctions de Chef de la Justice indigène et qui, en cette qualité, exerce un certain nombre d'attributions résultant des Codes tonkinois.

Le personnel judiciaire est, au point de vue administratif, placé sous l'autorité des résidents chefs de province et du Résident supérieur. Tout ce qui concerne le mode de recrutement, la hiérarchie, la discipline des mandarins judiciaires, est réglé par l'arrêté du 20 septembre 1929. Le Directeur de l'Administration judiciaire, chef de la Justice indigène, a la surveillance de tous les juges, assesseurs, suppléants, greffiers et auxiliaires; il peut les avertir, les rappeler à l'ordre et provoquer contre eux l'application des mesures disciplinaires prévues par l'arrêté organique.

Au point de vue technique, le Procureur général exerce sur les juridictions indigènes un étroit contrôle. Il tient la main à la stricte application des lois en vigueur. Son action s'exerce sous forme d'instructions et de conseils, ainsi que par la voie de l'appel pour faire réparer les erreurs de droit ou de fait qu'il est amené à constater.

Les juges, assesseurs et suppléants indigènes des juridictions du Tonkin, prévenus de crimes ou de délits, bénéficient d'un privilège de juridiction: ils sont justiciables de la 2e Chambre de la Cour d'appel qui est saisie directement sur l'avis du Chef de la Justice indigène, investi sur ce point d'un droit souverain de décision.

Le système judiciaire que nous venons d'analyser a le mérite d'être simple. Adapté aux besoins du présent et à l'état d'évolution auquel, sous notre action, sont parvenues les institutions annamites, il ménage toutes les possibilités de l'avenir et assure l'acheminement, lent mais continu, du Service judiciaire vers son stade définitif, qui doit être l'indépendance absolue.

L. A. HABERT

(*La Justice en Indochine*, chap. III, *Le Tonkin*, p. 189-196)

CHRONIQUE

Les droits de la critique.

Par arrêt du 22 mars 1932, confirmant deux jugements du Tribunal correctionnel de la Seine des 12 février et 31 décembre 1931, la Cour d'appel de Paris estime que les procès du genre de celui qui a été intenté à la revue *Le Correspondant*, laquelle a publié dans son numéro du 10 mai 1930, « un article signé de VALOUS, intitulé *Le drapeau blanc en Afrique*, et dans lequel les héritiers de l'amiral DUPERRÉ ont relevé des passages qu'ils déclarent offensants pour la mémoire de leur parent », la Cour d'appel de Paris, disons-nous, estime que ces procès peuvent « paralyser chez les écrivains les plus sincères et les plus véridiques la libre expression de leurs sentiments, et les amener à dénaturer l'histoire des morts par crainte d'éveiller la susceptibilité des vivants ».

Nous saisissons l'occasion de cet arrêt pour répondre brièvement à un reproche qui nous a été plus d'une fois adressé. On a trouvé nos appréciations en général trop sévères. Disons-le tout d'abord : nous n'avons pas fondé un nouveau recueil pour nous rendre agréables aux auteurs, ni pour faire des réclames aux libraires. A ceux qui considèrent l'éloge comme la partie essentielle d'une étude ou d'un compte rendu, nous n'avons rien à dire, sinon que le *Pháp-viện báo* n'est pas leur fait. Nous répondons aux hommes qui admettent le principe de la critique et qui ne diffèrent avec nous que sur la mesure dans laquelle il convient de l'appliquer. Nous les prions de considérer, en ce qui touche le fond de notre système, que chacune de nos observations est immédiatement justifiée, que bien souvent même nous tenons en réserve des arguments qui au besoin serviraient à confirmer notre jugement ; que chez nous, jamais on ne rencontrera de ces allégations dénuées de preuves, de ces insinuations malveillantes au moyen desquelles on fait entendre plus qu'on n'ose dire, et qui défient toute vérification. Nos lecteurs sont toujours mis en état de nous contrôler, ce sont eux qui jugent en dernier ressort.

Nominations, mutations, congés, etc.

Par décrets du 7 mars 1932, rendus sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Contrôle des Administrations publiques :

M. Littée, juge au tribunal de 2e classe de Cần-thơ, est nommé procureur de la République près le tribunal de 3e classe de Bến-tre, en remplacement de M. Olivier, précédemment nommé, à titre provisoire, juge d'instruction au tribunal de 1ère classe de Haiphong ;

M. Lucciardi, élève breveté de l'Ecole coloniale (section magistrature), nommé précédemment, sur sa demande et faute de vacance parmi les emplois du 8e degré du cadre de l'Indochine, juge suppléant dans le ressort des Cours d'appel de cette possession, est nommé juge de paix à compétence étendue de Baria, en remplacement de M. Roche, nommé, sur sa demande, juge de paix à compétence étendue à Raiatea (Océanie).

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 14 avril 1932, M. Bùi-thế-Phương est nommé huissier près le tribunal de Bến-tre, en remplacement de M. Huỳnh-văn-Bảy, décédé.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 18 avril 1932, un congé de convalescence de six mois à solde entière de présence est accordé à M. Habert (Louis-Alfred), procureur général, directeur des Services judiciaires de l'Indochine, pour en jouir à Nice (Alpes-Maritimes).

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 23 avril 1932 :

M. Guiselin (Eugène-Auguste-Joseph), Procureur général près la Cour d'appel de Hanoi, est désigné pour remplir à titre intérimaire et pour compter du jour de l'embarquement du titulaire de l'emploi, les fonctions de procureur général, directeur des Services judiciaires de l'Indochine, en remplacement de M. Habert (Louis-Alfred), partant en congé ;

M. Moreau (Paul), avocat général au Parquet général de Hanoi, est désigné pour remplir par intérim l'emploi de procureur général près la Cour d'appel de Hanoi, en remplacement de M. Guiselin, chargé de l'intérim des fonctions de directeur des Services judiciaires en Indochine ;

M. Olivier, juge d'instruction titulaire au tribunal de Haiphong, est mis à la disposition du procureur général près la Cour d'appel de Hanoi pour remplir par intérim les fonctions de substitut général, en remplacement de M. Joyeux, partant en congé en France.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 23 avril 1932, M. Disses (Louis-Jean), substitut du procureur général près la Cour d'appel de Saigon, est désigné pour remplir par intérim l'emploi de procureur de la République près le tribunal de Hanoi, en remplacement de M. Walrand, procureur de la République titulaire de Hanoi, appelé à d'autres fonctions et maintenu provisoirement en Cochinchine.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 27 avril 1932, M. Lorenzi (François), licencié en droit, secrétaire des polices de l'Indochine, est mis à la disposition de l'autorité judiciaire pour exercer à titre intérimaire les fonctions de juge suppléant dans le ressort de la Cour d'appel de Hanoi.

BIBLIOGRAPHIE

Hội Khai-trí-tiến-đức khởi thảo [AFIMA]. *Việt-Nam tự-điển* [Dictionnaire annamite]. Fascicule 1, *A*. — Hanoi, Imprimerie Trung-Bắc Tân-văn, 1931, gr. in-8°, 16 p.

Depuis de longues années, les Annamites qui étudient leur langue maternelle devaient recourir aux dictionnaires du P. Génibrel et du P. Vallot ; après la publication de Paulus Huỳnh-tịnh Của qui a rendu des services à l'époque, personne en Indochine n'avait entrepris de travail de cette nature. C'est donc avec joie que nous saluons aujourd'hui le Dictionnaire de l'AFIMA (Association pour la formation intellectuelle et morale des Annamites) : nous voulons y voir l'aurore d'une renaissance longtemps attendue des études annamites.

Mais je serais désolé de faire croire que ce premier fascicule n'est qu'une promesse : il est aussi une solide réalité. Sa lettre *A* renferme à peu près tout ce que l'annamite pur et le sino-annamite ont d'usuel (1). Dès à présent, le nouveau Dictionnaire porte nettement visibles ses caractères essentiels, et nul n'en peut méconnaître la haute valeur ; par une heureuse innovation sur tous les dictionnaires publiés jusqu'ici, les noms propres les plus fréquents ont été insérés à leur place alphabétique ; dans chaque article, des exemples bien choisis guident le lecteur ; pour tous les mots, on trouve d'abord la prononciation en quốc-ngữ, puis les caractères idéographiques si le mot est d'origine sino-annamite, enfin les explications, suivies d'exemples empruntés à la vie ou de phrases recueillies chez les bons auteurs. C'est un ensemble imposant et si précieux qu'on aurait mauvaise grâce à ne pas remercier l'AFIMA. et à lui chercher chicane sur quelques détails. Que ce premier fascicule manque parfois d'un plan net, que les définitions soient incomplètes, qu'il y ait quelques fautes d'impression (il manque à la p. 5, la transcription de *ám-sát*), cela ne saurait être de conséquence en regard des recherches étendues des auteurs, de leur connaissance approfondie de l'annamite et du sino-annamite, du souci constant qu'ils ont de donner les meilleures citations, de leurs efforts enfin pour faire servir le passé à l'intelligence du présent. Pour ma part, je leur sais gré de n'avoir pas traité « de chic » les questions techniques qu'ils abordent, les points délicats d'étymologie

---

(1) J'ai noté un certain nombre d'omissions dans le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. XXXI (1931). Pour les termes techniques, cf. : 1° Ch. Crevost et A. Petelot, *Catalogue des produits de l'Indochine*, t. V : *ấu nước*, châtaigne d'eau, Trapa bicornis, Lin. ; *ấu dây*, Trapa maximowiczii, S. Korsh. ; 2° E. Forbé et Đồng-phúc-Hộ, *Répertoire des essences forestières indochinoises*.

que soulèvent certains vocables. Les auteurs du Dictionnaire sont des esprits très avertis, et qui ont voulu partout se mettre au courant des choses avant d'en parler : probité élémentaire, dira-t-on, mais cependant plus rare qu'elle ne devrait l'être. On ne sera donc point arrêté ici par ces hérésies linguistiques qui, à chaque page, rendent absolument insupportable la lecture de certaines dissertations sur l'origine de la langue annamite. On peut avoir une confiance presque entière dans les allégations qui servent ici de point de départ à la discussion : elles ont été vérifiées autant que possible et ne sont pas lancées à la légère.

Voici quelques remarques sur les termes juridiques : P. 5, au lieu de *án* : *bản biên những lời nghĩ-xử của quan thẩm-phán*, lire *án* : 1° *lời kết-nghĩ của quan thẩm-phán* ; 2° *bản biên...* ; l'exemple donné confirme cette rectification : *sau khi kết án, tuyên-đọc cho người đương-sự biết.* — P. 6, à *án-lý, các lẽ viện dẫn vào để kết án*, ajouter : *tức là các đoạn « chiếu chi » trong án.* — P. 13, au lieu de *ám-muru, muru-mẹo thầm-kín*, lire *muru-mẹo thầm-kín để làm việc phạm tội.* — P. 15, ajouter *ân-chuẩn*, « grâce ».

Journal judiciaire de l'Indochine, 42e année, nos 6 - 12, juin - décembre 1931. — Hanoi, Imprimerie d'Extrême - Orient, 1932, 1ère partie, *Législation*, p. 315 - 490 ; 2e p. : *Jurisprudence et circulaires*, p. 139 - 306.

Les sept derniers numéros de l'année 1931 viennent de paraître, réunis en un seul fascicule (avril 1932). Un recueil comme le *Journal judiciaire* n'est pas astreint à une publicité aussi périodique que les recueils littéraires ou politiques ; le principal est qu'il apporte à son heure des travaux originaux et instructifs, et qu'il tienne le lecteur au courant de la jurisprudence et de la doctrine. On partagera certainement cet avis quant au *Journal judiciaire* et au *Pháp-viện báo* ; mais il ne faudrait pas étendre la tolérance à beaucoup d'autres recueils. La péridiocité régulière, outre les nombreux avantages que chacun saisit dès l'abord, a celui de pousser et presque de contraindre à un travail plus suivi, plus actif, plus fécond ; quand les rédacteurs d'un journal se laissent aller à négliger le devoir de la publication à date fixe, ils arrivent bientôt à perdre pour leur œuvre, l'intérêt qu'ils lui portaient d'abord, et ils finissent souvent par s'en désintéresser tout à fait et par la laisser tristement périr. Le « Recueil mensuel publié sous la surveillance de M. Procureur général, Directeur des Services judiciaires de l'Indochine » est dans un cas particulier : la nature du domaine indochinois, où la nouveauté est rare, où les travailleurs sont clairsemés, où ce recueil ne trouve guère de concurrence, permet des licences exceptionnelles, et les Services judiciaires font preuve de trop de zèle dans leur tâche pour qu'on puisse craindre de voir l'irrégularité aboutir, pour le *Journal judiciaire*, au relâchement et à la mort.

Le contenu de ce gros fascicule est extrêmement varié. Le plus grand nombre des articles sont des décisions « offrant un intérêt de principe au point de vue de la jurisprudence coloniale ». Nous savons que les études de droit annamite, en pleine période de formation, comptent fort peu d'adeptes en état d'embrasser d'une manière suffisante quelque sujet un peu étendu : les travailleurs défrichent peu à peu le sol inculte et souvent épineux ; mais il n'y a encore qu'un bien petit nombre de routes frayées qui permettent de se faire une connaissance générale du terrain. La méthode des petites dissertations, des notes spéciales, des

remarques détachées, est suggérée par la prudence, et ceux qui ont essayé de s'élever plus haut sont généralement tombés dans des erreurs peu faites pour enhardir à les suivre. Mais d'autre part, pour des études aussi nouvelles précisément, aussi peu familières au public, il nous semble qu'on aurait été extrêmement heureux de trouver quelques articles d'un caractère un peu plus large, quelques points de repère nettement marqués, quelques échappées sur l'horizon. Tout en conservant au *Journal judiciaire* le caractère scientifique qui en est l'honneur, on pourrait, sans inconvénient, y admettre jusqu'à une certaine mesure « des études et monographies sur des sujets juridiques intéressant la législation de l'Indochine ». L'observation même que nous faisons contient, on le voit, un éloge très sérieux du recueil des Services judiciaires. On n'y fait rien pour l'effet ; la phrase en est absolument bannie ; tous les commentaires sont solides, consciencieux, vraiment scientifiques. En voici quelques-uns, extraits du dernier fascicule :

P. 139. *Attribution de terrains communaux* : « Les actes accomplis en pays de protectorat, soit par le souverain de ce pays, soit par son délégataire, échappent à tout recours contentieux devant les tribunaux administratifs du pays protecteur. Le Tonkin étant un territoire étranger soumis au protectorat français, et le roi d'Annam ayant, d'après l'article 16 du traité du 6 juin 1884, conservé l'administration intérieure de ses Etats et ayant, par l'ordonnance du 26 juillet 1897 supprimant les fonctions de *kinh-lược* ou vice-roi, délégué ses pouvoirs au Résident supérieur au Tonkin, tout acte d'administration intérieure accompli par le Résident supérieur au Tonkin, notamment l'attribution à un village de rizières à titre de biens communaux publics, constitue un acte de souveraineté qui ne peut être l'objet d'aucun recours contentieux. »

P. 160. *Règle de droit écrit ou coutumier* : « Une règle de droit, soit écrit, soit coutumier, est applicable devant les tribunaux sans qu'il soit nécessaire que les justiciables en aient reconnu l'existence. Dans certains villages du Tonkin, l'usage s'est répandu que les habitants payent une sorte de prime d'assurance contre les vols dont ils viendraient à être victimes ; en retour de quoi est exercée une surveillance par les veilleurs, et, en cas de vol, les victimes seront indemnisées. »

P. 162. *Succession de Chinois ouverte en Indochine* : « Lorsqu'une succession revient à un frère et à une sœur chinois résidant en Indochine, que le frère a tout simplement appréhendé la succession entière, écartant sa sœur en vertu de la coutume chinoise inapplicable au Tonkin, et suivant laquelle les filles n'héritent pas lorsqu'il existe des garçons, il n'y a pas lieu de chercher la nature juridique des actes qu'il a accomplis, puisqu'à aucun moment il n'a agi pour le compte de sa sœur ou au nom de cette dernière ; il échet seulement de constater qu'il a appréhendé tous les biens dépendant de la succession de ses parents et s'en est approprié les revenus. Et, s'il a été déclaré en faillite, le syndic ne saurait prétendre qu'il a agi en qualité de gérant d'affaires, car la gestion d'affaires implique une bonne administration des biens gérés et qu'en l'espèce on a abouti à la faillite. Comme, d'autre part, suivant la loi annamite applicable aux Chinois résidant en Indochine, les filles héritent au même titre que les garçons, la sœur est fondée à provoquer le partage des biens indivis laissés par ses

auteurs, la part à laquelle elle a droit dans la dite succession devant lui revenir franche et quitte de toutes charges. »

P. 172. *Action en complainte contre le Résident supérieur au Tonkin* : « L'article 2 de l'arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 15 janvier 1903 qui énumère les biens qui font partie du domaine public, ne mentionne pas les terrains ruraux, tels que les rizières. En concédant à un tiers un lot de rizières, le Résident supérieur au Tonkin a disposé de biens qui ne pouvaient faire partie du domaine public, mais seulement, s'ils appartenaient au Protectorat, de son domaine privé local. C'est donc à tort que le Tribunal de 1ère instance de Hanoi, jugeant comme tribunal de paix, en premier et dernier ressort, a décidé que le Résident supérieur au Tonkin, assigné comme représentant du Protectorat, dans une action possessoire concernant des rizières, l'était en qualité de représentant du domaine public. »

P. 241. *Juridiction cambodgienne et tribunal français :* « En droit international privé, il est de principe que les tribunaux français ont toujours le droit d'apprécier la régularité d'un jugement d'une juridiction étrangère pour décider s'il convient de l'appliquer. Une succession cambodgienne doit se régler selon la loi nationale du défunt ; mais en cas de licitation par la voie de la vente aux enchères publiques mettant en jeu les droits et les intérêts d'un créancier hypothécaire ressortissant de la loi française, tant par son statut personnel que par la nature du droit réel, la loi française devient alors applicable, en conformité de l'article 112 du décret du 16 février 1921 et des articles 1363 et 1365 du Code civil cambodgien, promulgué le 25 février 1920. »

P. 268. *Société de capitalisation* : « Les sujets annamites, protégés français, conservant au regard de la loi française leur nationalité étrangère, les entreprises commerciales fondées par eux sont des sociétés étrangères. Par suite, une société de capitalisation fondée par un sujet annamite, protégé français, sera assujettie aux dispositions du décret du 12 avril 1916, réglementant les sociétés de capitalisation françaises ou étrangères. C'est donc à tort que la Cour d'appel de Hanoi a relaxé de la poursuite un sujet annamite, protégé français, prévenu d'infraction à l'article 1er du décret du 12 avril 1916, au motif que la Société de capitalisation fondée par le prévenu étant une société annamite, les dispositions du décret précité ne lui étaient pas applicables. »

« En Indochine, précise une circulaire du 28 novembre 1931 (p. 289), sont sujets français : 1° les indigènes de la Cochinchine, à raison de l'annexion de ce territoire à la France ; 2° les indigènes des territoires de Battambang, Siemreap et Sisophon, qui ont été cédés par le Siam à la France en vertu du traité du 23 mars 1907 ; 3° les indigènes des territoires des concessions françaises de Hanoi, Haiphong et Tourane ; 4° et enfin, selon la doctrine aujourd'hui généralement admise, les indigènes du Laos, à l'exception de ceux du royaume de Luang-Prabang. Les indigènes originaires des autres territoires de l'Union indochinoise, Tonkin, Annam, Cambodge, royaume de Luang-Prabang, territoire de Kouang-tchéou-wan, ont conservé leur nationalité ; ils sont Annamites, Cambodgiens, Laotiens ou Chinois, mais du fait que leur pays est soumis au protectorat de la France, ils sont protégés français. »

NGUYỄN-VĂN-TỐ.

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PHẦN QUỐC-VĂN

PHẦN LÝ-LUẬN

LUẬT THUỘC-ĐỊA

Trong các ngành của luật-khoa thì luật thuộc-địa là ngành hay nhất mà lại là ngành phiền-phức nhất.

Hay nhất, vì luật thuộc-địa can-thiệp về các vấn-đề quan-thiết đến tâm-lý của người ta nhiều nhất. Thực-dân không phải chỉ là một công-việc ích-kỷ như người ta vẫn nghĩ đâu. Một nước đi mở thuộc-địa mà công-việc được mỹ-mãn, thì tất cái thế-lực, cái thanh-thế của mình được to hơn, và nhờ về mối lợi của thuộc-địa mà các mối lợi của mình cũng tăng lên. Nhưng đã được hưởng lợi thì tất phải chịu nghĩa-vụ, mà làm nghĩa-vụ ấy không những không tổn-hại cho mình, mà lại khiến cho cái chức-trách của mình có cái vẻ quý-trọng và đích-đáng nữa. Các thuộc-địa không phải chỉ có mục-đích mở mang số thị-trường cho mẫu-quốc, cung-cấp nguyên-liệu và nhân-công được rẻ tiền, hoặc quân-lính để dùng đâu, nước mở thuộc-địa phải là nước hướng-đạo cho những dân-tộc mà mình đã đảm-nhận lấy cái trách-nhiệm đỡ đầu vậy. Cái nghĩa-vụ đối với mình và đối với nhân-loại, là phải nâng cao cái trình-độ của dân thuộc-địa cho tới cái trình-độ văn-minh của mình; cách nâng cao ấy không phải là làm khuynh-đảo một cách khinh-suất đâu, mà chính là cải-cách cho tuần-tự, cho khôn-khéo. Khi dân chịu quyền bảo-hộ đã có một nền văn-minh khác văn-minh của mình, thì mẫu-quốc phải xem xét cho hiểu biết, mà khiến cho các dân-tộc ấy tiến-hóa lên mà vẫn giữ được cái tinh-thần riêng của họ. Luật thuộc-địa dẫn-giải các thể-lệ quan-hệ về thuộc-địa cùng

là việc giao-tế của thuộc-địa đối với mẫu-quốc, bởi vậy khoa ấy rất là phiền-phức, có đủ các ngành về luật-học : lịch-sử các chế-độ, luật riêng từng thuộc-địa một, luật chung của các thuộc-địa, khoa kinh-tế về thuộc-địa. Xét về phương-diện riêng, thì luật thuộc-địa bao-hàm cả khoa luật-học.

Luật thuộc-địa, ngoại-dung rất là phồn-tạp, nhưng có một đại-ý nó bao-quát tất cả các phương-diện, làm cho nó có một cái tinh-cách riêng, và cái lẽ đương-nhiên. Có người hỏi cớ sao lại phân ra luật thuộc-địa, với luật mẫu-quốc. Có nên phân-biệt luật thuộc-địa với luật mẫu-quốc không, điều đó là do cái phương-pháp thực-dân của mẫu-quốc. Nếu mẫu-quốc thi-hành chánh-sách đồng-hóa, cho các thuộc-địa như một phần của mẫu-quốc, và coi dân thuộc-địa cũng như dân mẫu-quốc, thì bất tất phải đặt ra luật thuộc-địa nữa. Nếu mẫu-quốc không theo cái mộng-tưởng nguy-hiểm ấy, mà lưu tâm đến hình-thể, đến chủng-tộc, đến văn-minh, đến văn-hóa và xã-hội của mẫu-quốc và của thuộc-địa, mọi điều cùng khác nhau, thì mẫu-quốc phải theo cái chủ-nghĩa phân-biệt thuộc-địa với mẫu-quốc, mà không thể đem hết thảy luật-pháp của mẫu-quốc thi-hành tại thuộc-địa được. Bởi vậy mẫu-quốc phải soạn luật riêng cho các thuộc-địa, luật ấy không phải đối với tất cả các thuộc-địa đều như nhau cả đâu, vì mỗi thuộc-địa có một tính-cách đặc-biệt. Ấy chính những điều khác nhau đã nói trên ấy nó làm thành cái trụ cốt-yếu cho luật thuộc-địa, vì những điều khác nhau ấy, mà trong luật thuộc-địa mới có nhiều cái tính đặc-biệt.

Như luật riêng, nói về thể-lệ về người, phải theo nghĩa rộng hơn, vì phải phân-biệt một đẳng là người dân-tịch mẫu-quốc, với dân-tịch ngoại-quốc, một đẳng là dân-tịch bản-xứ. Luật công, đối với khoa luật thuộc-địa cũng không có cái giá-trị và cái ý-nghĩa như là ở mẫu-quốc.

Những sự khác nhau về đường văn-minh, về đường xã-hội, cùng là sự thuộc-địa ở xa-cách mẫu-quốc đều là những điều có ảnh-hưởng lớn trong khoa luật thuộc-địa. Những sự ảnh-hưởng ấy rõ rệt nhất về phương-diện lập-pháp phương-diện tài-chính, và phương-diện hành-chính.

Về khoa luật thuộc-địa thì việc lập-pháp có hai tính-cách đặc-biệt, là thuộc-địa có luật-lệ riêng, và cái quyền lập-pháp thuộc về nhiều tay chủ quyền.

Ở thuộc-địa thì chẳng những có luật-pháp riêng, cả đến các điều-lệ cũng thế, điều đó là cái lẽ tất nhiên, vì luật-lệ đặt ra phải tùy ở

cái tình-thế trong xã-hội. Các việc cải-cách luật-pháp, chẳng qua là nhân sự tiến-hóa của một nền văn-minh, do tình-thế riêng của một xã-hội, mà dẫn-giải xếp-đặt nên từ-án mà thôi.

Nếu thốt-nhiên đem các luật-pháp của mẫu-quốc mà thi-hành tại các xứ văn-hóa phong-tục khác hẳn, hay là các xứ văn-minh còn đơn-giản thấp-kém, thì không sao được. Làm vậy, thì dân bảo-hộ phải thiệt hại, và nước thực-dân cũng gặp nhiều sự khó-khăn sinh ra lắm nỗi rắc-rối. Vì tình-thế bó buộc cho nên về đường luật-pháp, không thể đồng-hóa được. Bởi vậy theo như các tôn-chỉ vẫn thi-hành từ năm VIII, luật-pháp của mẫu-quốc, hễ nhà lập-pháp có tỏ ý ra, thì mới có thể đem thi-hành ở thuộc-địa được. Song cứ theo như án-lệ đích-đáng, thì cũng không cần rằng nhà lập-pháp phải công-nhiên định là luật ấy đem thi-hành ở thuộc-địa mới có thể thi-hành được, miễn là nhà lập-pháp có cái bản-ý như thế là đủ. Thực thế, nhiều khi nhà lập-pháp không cần nói rõ, mà ai cũng hiểu rằng bản-ý là đem luật ấy thi-hành cho rất rộng. Bởi vậy, mà có mấy điều luật của mẫu-quốc cũng đem thi-hành tại các thuộc-địa được, thí-dụ như luật định về thẩm-quyền của Quốc-nghị-hội (Conseil d'Etat) và Tòa-án phân-tranh (Tribunal des conflits), như điều 65 trong luật ngày 22 avril 1905 nói về cái quyền các viên-chức bị trách-phạt được quyền xem lý-lịch của mình, như các luật-lệ ấn-định thể-lệ nhà binh.

Cũng vì các lẽ trên kia, là thuộc-địa ở xa-cách mẫu-quốc, hoàn-cảnh và tình-thế xã-hội khác với mẫu-quốc, cho nên cái quyền lập-pháp ở trong tay nhiều chủ-quyền.

Ở mẫu-quốc, chỉ Nghị-viện là có quyền lập-pháp, quan Giám-quốc không được can-thiệp đến, mà ở thuộc-địa thì quyền lập-pháp vừa thuộc về Nghị-viện, vừa thuộc về quan Giám-quốc.

Có nhiều nhà trước-thuật phản-đối việc để quyền lập-pháp vào trong tay mấy chủ-quyền như thế, là vì các nhà ấy theo một cái quan-niệm sai lầm (quan-niệm ấy trái với tập-tục hiến-pháp từ năm VIII và không thể thi-hành được). Theo như quan-niệm ấy, thì hiến-pháp năm 1875 không phải theo cái tôn-chỉ luật-pháp đặc-biệt mà có thể thi-hành ở thuộc-địa cũng như ở mẫu-quốc. Nguyên trong hiến-pháp chỉ công-nhận cho Nghị-viện được quyền lập-pháp thôi, nên các nhà trước-thuật ấy cho rằng cái quyền-hạn của quan Giám-quốc nói trong bản *sénatus-consulte* ngày 3 mai 1854, mà án-lệ cho là hiện nay hãy còn thi-hành, thì quan Giám-quốc chỉ được quyền hành-chính chứ không được quyền lập-pháp. Các nhà trước-thuật ấy cho

rằng bản *sénatus-consulte* đó chỉ đem mấy vấn-đề thuộc về quyền lập-pháp mà giao cho quyền hành-chính thôi.

Giá-thử trong bản *sénatus-consulte* có kê rõ ra từng khoản thì lời dẫn-giải trên kia còn có lý, nhưng kỳ thực thì không thế. Điều 18 trong bản *sénatus-consulte* nguyên là nói về phần nhiều các thuộc-địa mà ấn-định cái quyền-hạn một cách rất phổ-thông. Theo như điều ấy thì giao tất cả quyền lập-pháp cho quan Giám-quốc, chứ không phải giao một vài việc riêng mà thôi. Vậy cái lẽ viện ở trên kia không có gì làm bằng-cớ, nếu ta còn công-nhận rằng bản *sénatus-consulte* ngày 3 mai 1854 vẫn còn thi-hành, thì ta cũng phải công-nhận rằng quan Giám-quốc có quyền lập-pháp.

Cái việc đặt quyền lập-pháp thuộc về nhiều tay chủ quyền cũng như cái tôn-chỉ luật-pháp đặc-biệt là sự thế-bất-đắc-bất-nhiên, dù có khuynh-hướng về cái chủ-nghĩa đồng-hóa cũng vậy. Các thuộc-địa tiến-hóa rất chóng, vả phần nhiều lại xa mẫu-quốc, cho nên theo cái lề-lối chậm-trễ của Nghị-viện thì không tiện. Vả lại quan Tổng-trưởng bộ Thuộc-địa, phụ ký các sắc-lệnh của quan Giám-quốc, là người có cái địa-vị hiểu biết sự cần-dùng trong chánh-sách thực-dận hơn là Nghị-viện. Quan Tổng-trưởng tùy tiện xem xét các việc cần dùng đệ trình quan Giám-quốc mà đặt nên các thể-lệ có cái ý-nghĩa thực-tế hơn các thể-lệ do Nghị-viện đặt ra.

Cái tôn-chỉ để quyền lập-pháp về nhiều tay chủ-quyền thì ở các xứ bảo-hộ lại phiền-phức hơn nữa. Ở những xứ ấy vốn có một quốc-gia thành lập, một cái văn-minh khác với văn-minh mẫu-quốc, nhưng chửa chắc đã kém cái văn-minh của mẫu-quốc, như thế lại càng nên không cho quyền lập-pháp của mẫu-quốc can-thiệp vào, hơn là ở các xứ thuộc-địa. Theo như án-lệ, thì các vị quốc-vương của các xứ bảo-hộ vẫn giữ cái chủ-quyền nội-vụ, vẫn được giữ quyền lập-pháp do chánh-phủ bảo-hộ kiểm-đốc.

Về cái thể-lệ tài-chính của các thuộc-địa, thì tình-thế xã-hội khác nhau lại có ảnh-hưởng hơn nữa.

Nếu thuộc-địa là một phần phụ-thuộc của mẫu-quốc và cái chủ-nghĩa đồng-hóa có thể thực-hành được, thì chỉ việc đem thể-lệ tài-chánh của mẫu-quốc sang mà thi-hành ở thuộc-địa là xong. Thuế khóa của Nghị-viện đặt ra cũng đem thi-hành ở thuộc-địa, cũng có thuế trực-thu, thuế gián-thu như ở mẫu-quốc. Cái vấn-đề quan-thuế cũng không phải giải-quyết nữa, vì vậy thì địa-hạt của thuộc-địa cũng theo luật-pháp như địa-hạt của mẫu-quốc. Quan-thuế của mẫu-quốc thế nào,

cứ để nguyên thế mà thi-hành, không phải sửa đổi nữa. Xem như vậy thì phương-diện tài-chính cũng như các phương-diện khác, cái mộng-tưởng đồng-hóa không thích-hợp với thực-tế. Cái cách quá ư giản-dị ấy không sao thi-hành được.

Về việc tô-thuế lại hơn là các việc khác, không thể không xem xét cái hoàn-cảnh nó khác nhau thế nào. Các thuế-khóa, có phép tài-chính ở xứ này thì được kết-quả viên-mãn, mà đem đến xứ khác thì sinh ra thiệt-hại vô cùng. Về việc thuế-khóa, mọi việc đều quan-hệ ở cái số tài-sản có thể đánh thuế được và ở cái điều-kiện sinh-hoạt và ở tập-tục di-chuyển của nhân-dân.

Vì vậy theo như khoa luật thuộc-địa nước Pháp, ở hầu hết các thuộc-địa đều bỏ cái chủ-nghĩa đồng-hóa, không những là đặt riêng một cái thể-lệ tài-chính của thuộc-địa khác hẳn với thể-lệ tài-chính của mẫu-quốc, mà lại còn đặt riêng cho mỗi thuộc-địa một cái thể-lệ tài-chính khác nhau. Song thể-lệ tài-chính của các thuộc-địa có những tính-chất giống nhau nó làm cho khác cái thể-lệ tài-chính ở mẫu-quốc.

Trước hết là có cái tính-cách tài-chính tự-trị. Các thuộc-địa có tư-cách pháp-nhân, có ngân-sách riêng và thể-lệ tô-thuế riêng. Người ta đã từng so-sánh cái quyền pháp-nhân và cái thể-lệ tài-chính của các thuộc-địa với cái quyền pháp-nhân và cái thể-lệ tài-chính của các quận, hay các xã bên nước Pháp, vì các quận, các xã cũng có tư-cách pháp-nhân và có ngân-sách riêng, nhưng khác nhau nhiều lắm, không giống chút nào. Tuy rằng các quận và các xã có ngân-sách và có thuế-khóa riêng, nhưng vẫn phải thuộc quyền ngân-sách của Quốc-gia Pháp và theo các thuế-khóa của Quốc-gia nghĩa là vẫn do Nghị-viện can thiệp; chứ như ở các thuộc-địa thì không có thuế-khóa của Quốc-gia. Ở thuộc-địa thì chỉ có các thuế-khóa của thuộc-địa, khác hẳn với thuế-khóa của Quốc-gia. Nhân tiện, nên nói cái việc bất-thường ấy đủ chứng rằng hiến-pháp năm 1875 thi-hành đối với thuộc-địa khác hẳn với cách thi-hành đối với mẫu-quốc. Vì nếu cứ theo như hiến-pháp, thì không thể bỏ được thuế-khóa của Quốc-gia và không thể không để cho Nghị-viện can-thiệp vào việc ấn-định thuế-khóa được.

Luật tô-thuế có cái nguyên-ủy khác ấy, thực là một cái tính-chất riêng trong thể-lệ tài-chính thuộc-địa. Phần nhiều các thuế-khóa thu ở thuộc-địa, khi đặt ra, không cần phải Nghị-viện can-thiệp đến. Và ở mẫu-quốc, việc định tô-thuế thì chỉ có Nghị-viện là được quyền lập-pháp mà thôi.

Nếu ta xét tình-thế tài-chính ở các nước bảo-hộ, thì sự khác ấy còn xa nhau nữa. Ở các xứ bảo-hộ không những là phải theo cái tôn-chỉ luật-pháp đặc-biệt mà thôi, cứ theo như lý thì phải các vấn-đề trong hòa-ước còn giao về quyền nước chịu bảo-hộ, phải bỏ hết các luật-lệ của mẫu-quốc vì trong hòa-ước không có khoản nào hạn-chế thì các vị quốc-vương xứ bảo-hộ vẫn được giữ chủ-quyền.

Sau cùng, về việc hành-chính của các thuộc-địa ta cũng thấy cái ảnh-hưởng về sự hoàn-cảnh khác nhau, sự tình-thế xã-hội khác nhau, và sự xa-cách của thuộc-địa đối với mẫu-quốc. Xem cái quyền-hạn của các quan toàn-quyền và của các quan thống-đốc thì rõ cái ảnh-hưởng ấy lắm. Cái địa-vị của các quan toàn-quyền, các quan thống-đốc, và cái địa-vị của các quan quận-trưởng hai đằng khác nhau nhiều lắm, không thể so sánh được. Các quan toàn-quyền và các quan thống-đốc cũng như các quan quận-trưởng phải theo quyền một vị quyền trên như là quan tổng-trưởng thuộc-địa, song những cái quyền-hạn riêng của quan toàn-quyền và quan thống-đốc rộng hơn quyền-hạn của các quan tổng-trưởng nhiều.

Các luật-pháp về thuộc-địa đều theo cái ý-nghĩa bất-tập-quyền do cái tình-thế bắt buộc phải theo, để cho các vị quan ở ngoài hiểu biết các sự cần dùng ở thuộc-địa khác hẳn với sự cần-dùng của mẫu-quốc được rộng quyền đề-xướng mọi việc và được tự-do quyết-định. Cái ý-nghĩa để cho các quan toàn-quyền được rộng quyền-hạn thực rõ rệt trong câu này : « Các quan toàn-quyền là các vị quan được ủy toàn-quyền của Chánh-phủ dân-quốc ». Vẫn biết cái câu ấy không nên hiểu lầm rằng các quan toàn-quyền được giữ tất cả quyền-lợi về cái chủ-quyền của chánh-phủ dân-quốc. Nếu hiểu như vậy, thì không có lẽ và cũng không ai công nhận là phải. Song cũng không nên cho rằng câu ấy là một lời phiếm không có nghĩa. Thực ra câu ấy có một cái nghĩa rộng lắm. Ta có thể giải nghĩa câu ấy rằng : « Các quan toàn-quyền được dùng tất cả các quyền hạn về chủ-quyền mà chưa có luật-lệ ủy-thác cho các vị khác. Vậy về những vấn-đề gì chưa để riêng cho các quyền-chức ở mẫu-quốc, thì là về quyền quan toàn-quyền. Giao cho quan toàn-quyền những quyền-hạn rộng rãi như vậy, cũng không có điều gì đáng ngại, vì nếu có điều gì lạm quyền quá phép, thì đã có quan tổng-trưởng Thuộc-địa chính đính lại ngay.

Ta lại còn có thể nói rằng : « Vì hoàn-cảnh khác nhau, tình-thế xã-hội khác nhau, mà về đường hành-chính, ở các thuộc-địa phải hạn-chế cái khuynh-hướng địa-phương phân quyền. Về việc ấy người ta hay

lầm, thí-dụ như người ta hay nói rằng : « Theo như sắc-lệnh ngày 20 octobre 1911, Đông-dương phải theo thể-lệ địa-phương phân-quyền. Điều ấy thực là không đúng. Người ta hay lầm chữ phân-quyền và bất-tập-quyền và hai chữ ấy có ý nghĩa khác nhau. Một chữ là chỉ về một cái chánh-thể mà các quan địa-phương phân-quyền và các chức thượng quyền trung-ương vẫn có liên-lạc trật-tự với nhau ; một chữ là chỉ về một cái chế-độ mà một quyền chức, thường thường là một nghị-viện công-cử đứng ngoài cái trật-tự quan-chế của mẫu-quốc và không phải chịu quyền phong chức của thượng quyền trung-ương. Thuộc-địa Đông-dương là một thuộc-địa theo chính-thể bất-tập-quyền, chứ không phải là một thuộc-địa địa-phương phân-quyền. Chỉ có trong các thuộc-địa nào mà quan thống-đốc không phải là một người đại-biểu cho thuộc-địa và ở đây có một hội-đồng công cử có quyền-hạn riêng thì mới thực là có chính-thể địa-phương phân-quyền. Mà cả ở trong các thuộc-địa ấy nữa, cái tôn-chỉ địa-phương phân-quyền cũng không thi-hành rộng rãi như ở nước Pháp, vì cái quyền-hạn của các hội-đồng công cử ấy cũng không được rộng như ở nước Pháp, không phải bị hạn-chế bởi một quyền-chức to hơn như ở nước Pháp, nhưng lại bị hạn-chế bởi quyền bảo-hộ của chủ quyền trung-ương.

Xem như vậy thì hiểu rằng cái tôn-chỉ địa-phương phân-quyền phải thi-hành ở thuộc-địa một cách cẩn-trọng, nếu thi-hành một cách thái-quá tất không tránh được nhiều điều bất tiện. Vốn là các thuộc-địa có cái tư-cách đặc-biệt, có cái tình-thế xã-hội riêng, nên người ta sợ rằng nếu thi-hành cái chánh-sách địa-phương phân-quyền thì sẽ gây nên những tư-tưởng biệt-lập, làm cho mối liên-lạc của mẫu-quốc với thuộc-địa bớt chiều khăng-khít mà dù thi-hành cái chánh-sách bất-tập-quyền hay cái chánh-sách địa-phương phân-quyền, thì cũng phải bồi-đắp cho cái mối liên-lạc ấy được bền chặt mới hay chớ nên vội vàng, mà bỏ cái tôn-chỉ quyền-hạn trật-tự, là một cái tôn-chỉ có lợi cho sự duy-trì mối liên-lạc ấy, chớ nên hấp-tấp làm giảm mất cái đặc-quyền phải để riêng cho nước Pháp được giữ trong các thuộc-địa của nước Pháp để cho nước Pháp có thể đạt được cái nghĩa-vụ lớn của mình là cái nghĩa-vụ giáo-dục cho các dân tộc vậy.

R. BIENVENUE
Giáo-sư khoa công-pháp
tại Trường cao-đẳng luật-khoa Alger,
Đốc-học Trường cao-đẳng luật-khoa Đông-dương

MỘT VIỆC PHÒNG-VỆ CÓ NGƯỜI KHÔNG CHO LÀ CHÍNH-ĐÁNG

Pháp-viện báo có nhận được bức thư sau này ở Saigon gửi ra :

« Báo Trung-lập *ở Saigon, về đầu tháng năm Tây mới rồi có bài bình-phẩm về một cái thời-sự ở trong Nam, nay tôi xin tóm lược đại để như sau này :*

« Ông T.-T.-P. ở Hòa-bình (Chợ-quán) gần Saigon, đêm thường mất trộm gà, đã nhiều lần trình cảnh-sát đò-xét mà không ra.

« Muốn giữ trộm, ông T.-T.-P. tối đến bèn truyền điện vào những dây-thép ở hàng rào đằng sau nhà, về phía chuồng gà. Từ đó trộm không vào nữa.

« Nhưng đêm 30 avril rạng ngày 1er mai, thừa lúc mưa bão, tên L. là cu-li-xe có tiếng bất-lương xưa nay, lẻn vào nhà ông T.-T.-P. ý dáng để ăn cắp gà.

« Đụng phải dây điện, tên cu-li ấy chết ngay lập tức. Sáng hôm sau người ta thấy tử-thi tên ấy còn nắm dây thép ở tay.

« Báo Trung-lập *cho rằng ông T.-T.-P. đáng phải tội. Vậy tôi xin hỏi ý-kiến qui-báo đối với cái trường-hợp pháp-luật ấy thế nào. »*

Cái vấn-đề hỏi trong bức thư trên ấy rất hay, đã từng khiến cho các nhà tư-pháp và các nhà pháp-luật nước Pháp cùng là ngoại-quốc phải nghị-luận đến nhiều lắm.

Điều 328 và 329 trong Hình-luật Tây (vì việc sảy ra tại Nam-kỳ, cho nên thi-hành luật Tây) có định rằng :

« Giết người, đánh người, làm người bị-thương vì trong lúc giết hoặc đánh ấy, là cần để phòng-vệ chính-đáng cho mình, hay là phòng-vệ cho người khác thì không phạm vào trọng-tội hay là khinh-tội.

« Những trường-hợp sau này thuộc vào trường-hợp phòng-vệ chính-đáng :

« 1° là *đương đêm* vì khu-trục sự leo trèo hoặc đào phá hủy tường dậu, cổng ngõ thuộc về một cái gia-phòng có người ở, hay là những nhà phụ-tùng, mà đương-trường giết chết, hoặc đánh, hoặc đánh bị thương ;

« 2° là đương-trường giết chết, hoặc đánh, hoặc đánh bị thương trong khi chống cự những đứa trộm cướp bạo hành ».

Cứ như điều luật trên ấy, thì phải đúng như sau này mới là phòng-vệ chính-đáng :

1° là có phòng-vệ cho mình hoặc cho người khác (như thế thì phòng-vệ cho tài-sản không được) ;

2° là cần phải phòng-vệ ngay trong lúc bấy giờ, nghĩa là việc khiêu-khích với việc phòng-vệ cùng trong một lúc ;

3° là việc khiêu-khích ấy phải là việc trái phép.

Nếu lời thuật trong báo *Trung-lập* đúng thì cái việc giết người ấy như sau này : tội-phạm vào đương đêm, bằng dây-thép có luồng-điện để khu-trục việc leo trèo, hoặc phá hủy dây thép đào một cái nhà có người ở, hoặc những nhà phụ-tùng (chuồng gà). Như vậy thì hình như không phải là cần phòng-vệ « cho mình hay cho người khác », vì rằng ông T.-T.-P. đã mất trộm mấy lần trước thì tất biết rằng kẻ-trộm chỉ dình gà mà thôi ; vả lại ông ấy chỉ truyền điện vào dây-thép ở phía chuồng gà chứ không truyền vào các phía khác.

Cứ như lý-luận (Garçon, *Code pénal annoté* ; R. Garraud, *Précis de droit criminel* ; Ortolan, *Eléments de droit pénal* ; Le Seyllier, *Traité de la criminalité* ; Faustin Hélie, *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux*), tuy các điều luật 328 và 329 không nói đến, thì việc phòng-vệ tài-sản có chính-đáng, cũng không nên làm thái quá, mà thái quá tức là cách phòng-vệ làm quá với cái tài-sản của mình muốn giữ. Trong việc này thì kẻ-trộm chỉ có ý dình gà mà thôi, *vả chủ nhà cũng đã biết rồi*.

Cứ như lý-thuyết trên ấy thì ông T.-T.-P. phạm vào tội dự-mưu cố-sát (Hình-luật tây, điều 796), hay ít ra cũng phạm vào tội đánh bị thương mà nhân đó đến chết (Hình-luật Tây, điều 309).

Án-lệ thì chẳng những cho sự *phòng-vệ tài-sản là chính-đáng*, mà trong một trường-hợp giống như việc ông T.-T.-P. đây, lại công-nhận rằng chủ nhà muốn giữ cổng ngõ hay là giữ tủ sắt, có dùng máy móc để khi kẻ-trộm phá hủy, tự-khắc nổ chết, hoặc bị-thương thì cũng không tội.

Tòa phúc-thẩm Dijon có bản thẩm-định ngày 21 mars 1900 và Đại-thẩm viện có thẩm-định ngày 25 mars 1902 xử rằng: « kẻ nào đương đêm leo trèo vào trong một cái vườn có tường dậu suốt, thông với nhà ở để ăn-trộm cá, có bị thương vì chất-nổ của chủ nhà đánh bẫy, mà vì chỗ thương ấy phải cưa chân, thì không có thể buộc cho người chủ nhà phải trách-nhiệm về hộ-luật được, mà chính là lỗi ở đứa bất-lương vậy; làm như thế không phải là trái với các điều 1382 và các điều dưới trong Dân-luật hay là các điều 328 và 329 trong Hình-luật.

Vậy cứ như án-lệ của Đại-thẩm viện thì người ở trong nhà, hình như có một cái bằng-cấp hộ thân được vô phạt, bao giờ cũng có thể viện lẽ là phòng-vệ chính-đáng, dù biết đích là kẻ vào nhà mình không có ý hại đến tính-mạng mình, hoặc tính-mạng người nhà mình, mà chỉ có ý vào ăn cắp hay đi lại với một người đàn-bà cũng vậy.

Đại-thẩm viện (thẩm-định ngày 11 juillet 1844, việc Bracque; thẩm-định ngày 8 décembre 1871, việc Cassabonne) có công-nhận rằng nhân-ngãi của vợ mình đương đêm leo trèo vào nhà mình, mà lúc người nhân-tình lẻn vào, mình có giết chết cũng được kể là phòng-vệ chính-đáng.

Nhưng có mấy bản thẩm-định của phòng nghị-tố (chambre d'accusation) định rằng nếu không đủ chứng là phòng-vệ chính-đáng thì không thể viện điều 329 được. Cứ xem hai việc lừng lẫy sau này thì rõ. Việc thứ nhất là DE JEUFOSSE sai người canh giết chết một người láng diềng đêm trèo hàng dào để một bức thư tình vào cửa sổ của con gái mình. Việc thứ hai là việc POUCHON sai con trai giết chết một gã thanh-niên đêm leo tường vào buồng con gái mình. Hai việc ấy, những người bị cáo đem xử tại tòa đại-hình đều được các ông bồi-thẩm cho là vô tội cả. (Tòa đại-hình ở Loir-et-Cher ngày 18 décembre 1857 và ở Moselle ngày 27 février 1858.)

Lại có bản thẩm-định xử rằng: có người vào nhà mình mà trong khi chạy trốn, chủ nhà bắn súng vào người ấy, thì cũng có thể viện điều luật phòng-vệ chính-đáng được (Tòa phúc-thẩm Amiens ngày 16 mars 1843).

Nói tóm lại, cứ theo như án-lệ trên ấy, ông T.-T.-P. có lẽ được miễn tố, mà có phải truy-tố, thì may ra cũng được tha bổng.

* * *

Sự giải-thích hai điều 328 và 329 trong Hình-luật Tây ở trên kia đối với Hình-luật Bắc-kỳ cũng có thể thi-hành được, vì rằng đoạn

thứ nhất và thứ tư ở điều 237 (nói về phòng-vệ chính-đáng và các khoản khoan-miễn) trong bộ Hình-luật Bắc-kỳ chẳng qua là chép theo gần hệt trong bộ Hình-luật Tây mà ra.

Duy có điều này nên chú ý, là trong Hình-luật Bắc-kỳ thì nói về sự phòng-vệ chính-đáng *tối-cần* (absolu) mà trong Hình-luật Tây thì bắt buộc rằng sự phòng-vệ ấy phải là sự cần-thiết hiện-tại (actuelle), nghĩa là khiêu-khích với phòng-vệ cùng trong một lúc.

Nhưng cái điều-kiện « hiện-tại » xem ra cũng thuộc về cái điều-kiện « tối-cần ».

Không hay có phải là trong luật chép sai hay không.

ALFRED EMILE HUCKEL

Mấy cái vấn-đề về tục-lệ nước Nam

(bài nối)

X

Tục ta có quyền giám-hộ không ?

Hội-đồng tư-vấn pháp-luật trả lời rằng không (La tutelle des enfants mineurs n'est instituée ni par la loi, ni par la coutume, *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite,* trang 46).

Thiết-tưởng trả lời như thế không đúng, vì cứ lấy lý mà xét thì cũng đủ biết rằng ở với nhau thành xã-hội mà không định phép-tắc cho người ta giao-tế với nhau, không biết bênh-vực người yếu, kẻ mồ-côi, để ai nấy cũng bạo-hành, cũng xâm-phạm được, thì không gọi là công-lý, thì trái hẳn với cái lý-tưởng nó khởi-điểm tự lẽ công mà ra ; vì luật-lệ chẳng qua là bởi cái bụng tư-lợi và cái lòng công-bằng điều-hòa với nhau mà thành nên.

Ta thử tìm trong luật cũ xem có điều gì về vấn-đề giám-hộ không ; nhưng trước hết, hãy giải-nghĩa hai chữ « giám-hộ » đã. Luật mới Bắc-kỳ (điều 225 và điều 271) định rằng : « Quyền giám-hộ là trông-nom sinh-mệnh và quản-trị tài-sản cho người vị-thành-niên, hay người đã thành-niên hoặc đã thoát-quyền mà thường có tính ngẩn-ngơ, ngu-độn hoặc điên-cuồng ».

Quyền giám-hộ định như thế, thì tục-lệ ta sao lại không có ? Cổ-lai không có cái xã-hội nào đã thành-lập rồi, mà lại không biết trông-nom đến quyền-lợi cho trẻ mồ-côi hay người tàng-tật. Vẫn biết rằng phần nhiều không phải là « luật thành văn », chỉ là « luật truyền khẩu » mà thôi ; nhưng người ta đã họp nhau lại thành đoàn-thể, tất-nhiên phải có phép-tắc chung, thì mới ở với nhau êm-thấm được.

Cứ kể xét cho kỹ, thì bộ *Hoàng-Việt luật-lệ* cũng có nói đến quyền giám-hộ. Như điều 76, lệ thứ năm, luật « vô tử lập tự » có câu rằng :

« Lưỡng tương tình nguyện đả thử cụ hạp tộc cam kết », nghĩa là hai bên cùng tình-nguyện phải lấy giấy cam-kết đủ cả họ ». « Cả họ », luật cũ gọi là « hạp tộc » hay « hộ tộc », thì cũng như chữ « hội-đồng gia-tộc » trong luật mới (điều 233) bây giờ.

Xét đến phong-tục, cũng có lệ hễ trong nhà có việc gì hệ-trọng, thì những bậc tộc-lão hay những đàn anh trong họ làm giấy ký-kết, đặt thành lề-phép để hạn-chế cái quyền từng người một, cho khỏi xung-đột, cho có trật-tự, mà ở với nhau êm-thấm, không đến nỗi bạo-hành. Lấy cái tục-lệ ấy mà đối-chiếu với những điều 225-283 trong luật mới, thì ai cũng phải công-nhận rằng tục-lệ ta cũng có quyền giám-hộ, cũng có cái lệ hễ người cha chết đi, thì người mẹ có quyền trông-nom con-cái ; mà hễ đi tái-giá, thì mất cái quyền quản-cố và quyền ứng-dụng thu-lợi. Nếu không có ông nội bà nội, thì quyền giám-hộ thuộc về người anh cả. Lại chia ra thành « tộc-trưởng », « tôn-trưởng » với « gia-trưởng ».

Như thế là đủ tang-chứng rằng cái câu giải-đáp của Hội-đồng tư-vấn pháp-luật không đúng với tục-lệ ta. Tục-lệ ta có phần sơ-sài, nhưng luật-mới tuyên-bố ra chủ-ý là biên-định các điều-khoản cho phù-hợp với hiện-tình xã-hội ; vậy cứ đem từng khoản trong luật cũ mà so-sánh với luật mới thì không công-hiệu gì, chỉ nên lấy những điều cốt-yếu mà thôi.

Những điều cốt-yếu ấy kể lược ra như sau này. Người giám-hộ (tức là người mẹ góa, hay ông nội bà nội, v. v. ; gọi chung là «giám-hộ» cho tiện) không được mua, hoặc cầm hay thuê các tài-sản của người thuộc mình trông-coi ; cả họ không chuẩn-hứa, thì không được phép phát-mại, cầm-cố, đề-đương những cửa-nhà đất-cát của người vị-thành-niên hay người bị cấm-quyền ; không được đi vay hay đi kiện thay mặt những người ấy ; chỉ được dùng cái hoa-lợi của người vị-thành-niên, hay người bị cấm-quyền để làm việc ích-lợi cho những người ấy mà thôi.

Đại-để luật-cũ luật-mới cũng tương-tự như nhau ; duy luật-cũ không có lệ đặt người quản-tài để giúp đỡ người vị-thành-niên, không định rõ cách quản-cố hay lệ thoát-quyền ; nhưng cũng có lệ giám-hộ như luật mới.

(Còn nữa)

NGUYỄN-VĂN-TỐ

Nói về giá-thú

(tiếp theo)

Điều 79 trong bộ Dân-luật mới nói rằng: « Có hai cách giá-thú hợp phép: giá-thú về chính-thất và giá-thú về thứ-thất. » Theo luật mới cũng như luật cũ, đàn-ông vẫn được lấy nhiều vợ, mà vợ-chính chỉ được có một thôi. Lấy một vợ mà chưa có con-trai, thì theo tục được lấy vợ thứ; nếu vợ-thứ cũng không có con-trai, thì có khi lấy đến ba bốn vợ. Cái đó là bởi lẽ phụng-sự tổ-tiên, vì chỉ con-trai mới có thể lo việc tế-tự được. Cứ lý-ưng thì đã đẻ con-trai rồi, bất tất phải lấy vợ-thứ nữa, nhưng thường tình thì sự lấy nhiều vợ là tùy gia-tư, tùy sở-thích của người đàn-ông. Bởi vậy bộ Dân-luật mới có ý hạn-chế cái sở-thích ấy lại, mà định ở điều 93 rằng: « Phàm chồng lấy vợ-thứ tất phải do vợ-chính bằng lòng mới được. »

Nhưng người đàn-ông gỏa vợ-chính, nếu có vợ-thứ rồi, mà muốn lấy vợ-kế thì không phải hỏi ý-kiến vợ-thứ. Theo như điều 81 thì phải đợi đoạn tang vợ-cả một năm mới được lấy vợ-kế. Đối với các con vợ-thứ, thì vợ-chính là *đích-mẫu*, và vợ-kế là *kế-mẫu* nghĩa là vợ-chính với vợ-kế có quyền ngang như quyền của chồng vậy.

Nói về sự vô-hiệu trong việc giá-thú không thành. — Giá-thú không thành là giá-thú thiếu một điều cốt-yếu, mà có cũng như không, là chỉ có hình mà không có thực, là sự hư-không vậy. Điều 82 nói rằng: « Phàm việc giá-thú nào không khai với hộ-lại thì là giá-thú không thành và sự vô-hiệu ấy không cần phải do tòa án tuyên-cáo». Xem như thế thì biết rằng đối với pháp-luật, sự khai với hộ-lại quan-trọng biết thế nào mà kể. Điều đó người An-nam ta phần nhiều hình như vẫn chưa biết, đã đành Dân-luật mới thi-hành chưa được bao lâu, nhưng cái lệ phải khai với hộ-lại có đã

lâu, cho nên từ khi có lệ ấy, tòa án mỗi khi có xử đến việc hôn-thú thì trước hết phải xét xem việc giá-thú có khai hay không, nếu không khai thì bất tất phải tuyên-cáo về sự ly-hôn.

Việc giá-thú muốn linh-đình thế nào, muốn làm đủ lễ theo tục-lệ mặc lòng, chỉ thiếu một việc khai với hộ-lại là giá-thú không thành, mà sự vô-hiệu ấy bất tất phải do tòa án tuyên-cáo.

Theo như điều 83, « phàm hai bên không bằng lòng lấy nhau, hoặc bên nọ không bằng lòng bên kia, thì việc giá-thú cũng như không. » Việc giá-thú muốn đúng luật thì hai bên phải được tự-do ưng-thuận lấy nhau làm vợ làm chồng, và cha mẹ không được theo lối cổ ép con cái. Như chương trên đã nói, các thể-lệ ấy là bắt chước ở điều 146 trong Dân-luật Tây, là: « Không ưng-thuận thì không thành giá-thú ».

Sau đây ta hãy nhắc lại những cái đặc-tính của sự giá-thú không thành nó thế nào. Bác một việc giá-thú không thành, tòa án không cần phải can-dự đến, vì rằng một việc đã không có, thì hà tất phải bác đi; người ta có bác là bác những việc đã thành rồi, chứ không cần phải bác những việc không đâu. Hoặc giả tòa án có can-dự đến một việc đôi bên kiện nhau, thì chẳng qua chỉ để công-nhận cho cái việc « không thành » mà thôi, chứ tòa án không thể tiêu-hôn được.

Giá-thú vô-hiệu. — Điều 84 kể những trường-hợp nào là trường-hợp làm cho giá-thú vô-hiệu. Các trường-hợp ấy là:

1° *Khi con-trai chưa đầy mười-tám tuổi, con-gái chưa đầy mười-lăm tuổi, trừ khi được miễn tuổi không kể.* — Nhưng kể từ ngày đã đến tuổi cập-hôn theo luật, hoặc từ khi người vợ đã có thai thì sự giá-thú ấy không bị vô-hiệu nữa. Trái với sự-hôn và sự loạn-luân, cái tuổi chưa cập-hôn là một điều vô-hiệu có thể chữa được, vì rằng chưa đến tuổi cập-hôn, thì rồi cũng đến. Bởi thế luật công-nhận cho hai cách bác những đơn thưa kiện về sự vô-hiệu: cách thứ nhất là khi vợ chồng lấy nhau chưa đến tuổi cập-hôn mà sau đến tuổi cập-hôn, nghĩa là con-trai đã đến 18 tuổi và con-gái 15 tuổi; cách thứ hai là khi người đàn-bà đã có thai. Vì sự thụ thai mà cái dây tơ-đào thành ra bền chặt. Bởi vậy luật không cho phép tiêu-hôn nữa.

2° *Khi làm lễ kết-hôn, trong hai vợ-chồng có người bị bệnh điên-cuồng hoặc vô-tri-thức vì một bệnh-căn lâu khỏi.* — Nhưng khi người vô-tri-giác hoặc bị điên-cuồng ấy đã bình-phục như thường thì không thể xin cho sự giá-thú là vô-hiệu nữa. Cái đó là lẽ tất-nhiên, khi

cái duyên-cớ vô-hiệu đã mất đi rồi thì sự giá-thú lại thành ra có hiệu-lực.

3° *Khi hai người lấy nhau là thân-thuộc thích-thuộc vào bậc mà trong luật đã cấm không được giá-thú.* — Việc giá-thú của hai người thân-thuộc, thích-thuộc như thế là loạn-luân. Sự vô-hiệu của nó là sự vô-hiệu tuyệt-đối, không có cách nào khoan-miễn được.

4° *Khi người đàn-bà trước đã có giá-thú làm chính-thất hay thứ-thất mà chưa tiêu-hôn.* — Người đàn-bà đã lấy chồng trước, chưa tiêu-hôn đã lấy chồng khác thì phạm vào tội. Vậy thì việc giá-thú sau này mắc phải sự vô-hiệu tuyệt-đối. Hộ-lại khi nhận lời khai trình, nếu biết là người đàn-bà đã có chồng rồi, thì phải bắt trình các chứng-chỉ nhận-thực về việc giá-thú lần thứ nhất đã tiêu-hôn rồi, như là án xử ly-hôn, chứng-thư khai tử của chồng trước.

5° *Khi đã tiêu-hôn rồi, nếu là người đàn-bà ly-hôn, bất cứ là chính hay là thứ-thất, mà sau khi tuyên-cáo ly-hôn chưa được mười tháng đã tái-giá, hay nếu là người đàn-bà góa, bất cứ là chính-thất hay là thứ-thất, mà sau khi chồng mệnh-một chưa được hai-mươi-bảy tháng đã tái-giá.* — Luật cấm như vậy để khỏi lẫn cha đứa bé đẻ ra là con chồng trước hay con chồng sau. Có điều này nên nhận là cái thời-hạn bắt buộc gái góa phải đợi cho hết tang mới được tái-giá. Theo Dân-luật Tây và Dân-luật Nam-kỳ (sắc-lệnh năm 1883) thì định là mười tháng, mà theo luật Bắc-kỳ thì định là hai-mươi-bảy tháng tức là cái thời-hạn để tang chồng.

6° *Khi vợ chính-thất chết chưa được một năm mà người chồng đã đi tái-thú với người khác làm chính-thất.* — Trước khi hết tang vợ-chính một năm, luật cấm không được lấy vợ-chính khác làm kế.

Cũng như đoạn thứ 5 trên kia, nhà làm luật muốn theo đúng phong-hóa An-nam ta mà cấm đàn-ông chưa hết tang vợ, đàn-bà chưa hết tang chồng, không được lấy người khác vội.

7° *Khi chưa có vợ-chính đã cưới vợ-thứ.* — Điều cấm ấy cũng là tựa theo vào luật cũ của ta cho rằng đem vợ-chính làm nàng hầu là hạ cái sang xuống làm điều hèn, lấy nàng hầu lên làm vợ-chính là đem cái hèn lên làm cái sang, như thế là trái trật-tự. Hễ người chồng phạm tội trái trật-tự của vợ-chính với vợ-thứ, phải phạt trăm trượng. Bởi thế luật mới cấm hễ chưa có vợ-chính thì không được lấy vợ-thứ.

8° *Khi đã có vợ-chính trước chưa tiêu-hôn mà lại lấy người vợ-chính khác.* — Luật lệ cũng như tục-lệ, cho phép người chồng được

lấy nhiều vợ, nhưng chỉ được lấy một vợ-chính mà thôi. Nếu vợ-chính hãy còn thì cấm không được lấy người vợ-chính khác, nếu trái lệ ấy thì việc cưới sau là vô-hiệu. Vậy người hộ-lại khi nhận lời khai mà hồ nghi là người chồng đã có vợ-chính trước chưa tiêu-hôn thì phải bắt trình giấy khai tử của người vợ trước, hoặc là bản án xử ly-hôn cửa người vợ ấy, để biết đích là tiêu-hôn rồi mới được vào sổ.

Nhưng luật nói rằng: nếu người vợ lấy sau bằng lòng thì tòa án có thể vừa thủ-tiêu sự giá-thú chính-thất thứ nhì đó, vừa truyền cho đổi chính-thất làm thứ-thất được.

Nếu người vợ lấy sau là vị-thành-niên thì những người có tư-cách nhận cưới cho người ấy phải bằng lòng cho đổi chính-thất làm thứ-thất mới được.

Khi nào có án tiêu-hôn cho đổi chính-thất làm thứ-thất, thì sẽ chuyển giao một bản toàn-sao án ấy cho hộ-lại để đăng-ký vào bên cạnh chứng-thư giá-thú bị đổi đi.

9° *Khi kết hôn vào thời-kỳ tang cha hay tang mẹ bên trai hoặc bên gái.* — Vì theo tục và lễ của ta, đang có tang cha mẹ mà lấy vợ lấy chồng thì là bất hiếu. Thời-kỳ để tang ấy là 27 tháng. Trái lệ ấy thì việc giá-thú phải tiêu hủy đi, nhưng theo luật mới thì tang ông bà, bác chú, bác gái, thím, anh, chị, không phải là một sự ngăn-trở cho việc giá-thú nữa. Nhưng luật cũ cũng như luật mới, nếu làm hôn-lễ trước khi phát-tang nghĩa là cưới chạy tang thì việc giá-thú ấy vẫn có hiệu-lực.

Theo như Dân-luật Nam-kỳ cũng như Dân-luật Tây, tang cha mẹ không phải là một điều ngăn-trở cho việc giá-thú.

Theo luật mới nếu trong thời-kỳ để tang 27 tháng, người cha hay người mẹ còn lại, hay cha mẹ bên kia, hay thân-thuộc hai bên có người mệnh-một đi, thì cả tang trước và tang sau có thể rút lại ba-mươi tháng được, nghĩa là bất cứ mấy cái tang cộng lại, hễ để được ba mươi tháng là được giá-thú. Nhà làm luật định như vậy là để những người con-trai hay con-gái chẳng may gặp phải mấy cái tang kế tiếp nhau, không phải đợi cho hết tang mới thành gia-thất. Ví-dụ một người con-trai sắp đến ngày giá-thú thì cha chết, phải đợi hết 27 tháng mới được cưới, nhưng chưa hết tang cha, chẳng may mẹ lại mất, thành ra phải đợi 27 tháng nữa. Nếu hết cái thời-kỳ ấy, bên nhà gái lại có tang chả hay tang mẹ, hoặc hai cái tang nữa kế tiếp thì tính ra đôi bên phải đợi đến chín năm mới được giá-thú thì còn gì là xuân. Bởi vậy mà trong xã-hội ta, lắm người không đợi được, phải thôi là thế.

Ai có quyền được kiện về việc giá-thú vô-hiệu? — Điều 85 đáp rằng: Phàm các người quan-hệ đều có quyền ấy. Tòa án đệ-nhị-cấp cũng có thể bằng chức-vụ mà truy-tố về việc ấy.

Lầm-hoặc và bắt ép. — Theo như điều 86, phàm việc giá-thú mà một bên vì lầm hay bắt ép phải bằng lòng thì có thể cáo-tố được.

Lầm, nghĩa rộng là tưởng sai về một người nào, hay một vật gì. Nhưng đoạn thứ 2, điều 86 nói rõ rằng: « Sự lầm-hoặc chỉ thành một duyên-cớ tiêu-hôn là khi người nọ lầm ra người kia, hay người đàn-bà bị lừa về thứ bậc vợ-chính vợ-thứ mà thôi. »

Thí-dụ cậu Giáp nghe tin mối lái tưởng là lấy được vợ giàu, chẳng dè khi cưới về rồi mới rõ là vợ không có của, tưởng là lấy được vợ nết na, không ngờ cưới rồi, mới vỡ ra là một ả giang-hồ. Cứ như luật mới thì gặp hai cái trường-hợp thí-dụ trên kia, cậu Giáp không thể kiện là mình bị lầm-hoặc được, vì lầm-hoặc như thế không phải là lầm người nọ ra người kia. Cái thí-dụ sau này mới là lầm người nọ ra người kia: Cô Ất đã thuận lấy cậu Bính con cả ông Đinh. Đến ngày cưới lại hóa cậu Nhâm là con-thứ ông Đinh mà cô Ất vẫn nghĩ cậu Nhâm là cậu Bính, rồi mãi về sau mới biết. Cái trường-hợp này ở trong dân-gian ta thường sảy ra lắm, vì xưa kia tục ta, con trai, con gái không biết mặt nhau, và không được tờ bồi đi lại với nhau.

Lầm-hoặc vì thứ bậc vợ-chính vợ-thứ. — Sự lầm này trong xã-hội ta, nhất là ở thôn quê hay sảy ra lắm. Ví-dụ cô Ất nghĩ cái người mình sắp lấy là trai chưa vợ hoặc là góa-vợ, thuận lấy làm vợ chính. Nhưng đến trước hộ-lại mới vỡ ra chồng đã có vợ-chính rồi, mà cưới mình là cưới làm lẽ đó thôi. Vậy bị lừa về thứ-bậc cũng như bị lừa về đánh chào người nọ ra người kia, thì việc giá-thú có thể tiêu-hủy được.

Vô-hiệu vì bị ép. — Sự ép có khi thuộc về tinh-thần, có khi về hình-thức. Vì ép mà phải thuận thì cái sự thuận ấy không phải là tự-do nữa.

Trong xã-hội An-nam ta, thường thấy lắm nhà vì tiền của, hoặc vì danh-giá mà cha mẹ ức-chế bắt ép con cái trong việc giá-thú. Một cái tệ nữa trong chốn hương-thôn thường xét thấy luôn, là các nhà cường-hào hay ỷ thế bắt ép những người thuộc quyền mình phải thuận-tình trong việc giá-thú. Muốn bảo-hộ cho con cái khỏi bị ức chế như thế, nên nhà làm luật mới có theo như Dân-luật Tây mà định rằng phàm việc giá-thú bắt ép phải bằng lòng thì được cáo-tố. Nhưng

điều 87 có định rằng chỉ người nào bị lầm-hoặc hay bị bắt ép, mà đã thành-niên rồi mới có thể khởi-tố xin tiêu-hôn được. Nếu chưa thành-niên thì quyền khởi-tố tiêu-hôn thuộc các người có quyền ưng-thuận việc giá-thú ấy. Có điều này nên nhận rõ là nếu trong sáu tháng sau khi đã phát-xuất ra sự lầm lẫn, hay là sau khi đã hết sự bắt ép mà không khởi-tố tiêu-hôn thì tố-quyền ấy sẽ bị tiêu-diệt.

Những việc giá-thú có thể xin tiêu vì cha mẹ không bằng lòng. — Trên kia đã nói rằng con cái bất cứ tuổi nào, muốn kết hôn thì phải do cha mẹ ông bà hay giám-hộ bằng lòng mới được. Nếu không xin được phép của bề trên thì sự giá-thú có thể xin tiêu đi được. Việc cáo-tố phải do những người có tư-cách ưng-thuận việc giá-thú mà khi giá-thú không hỏi đến có ưng thuận hay không. Thí-dụ cha mẹ còn mà không xin cha mẹ thì chỉ cha mẹ mới có quyền cáo-tố, chứ ông bà hay là người khác trong họ không cáo-tố được ; những người có quyền bằng lòng việc giá-thú, có thể tỏ sự bằng lòng ấy ra một cách công-nhiên hay mặc-nhiên cũng được. Như sau khi đã biết việc giá-thú rồi mà để yên một năm không khiếu-nại điều gì thì sự mặc-nhiên ấy đủ tiêu được sự vô-hiệu. Người giám-hộ chỉ có thể khởi-tố xin tiêu-hôn trong khi người thuộc quyền mình trông nom mà làm việc giá-thú mình không bằng lòng, còn vị thành-niên mà thôi.

Nếu người đàn-bà đã có con hay đương có thai thì không khi nào cha mẹ hay người giám-hộ có thể khởi-tố tiêu-hôn được nữa.

Nói về địa-vị của những đứa trẻ mà việc giá-thú của cha mẹ bị vô-hiệu. — Việc giá-thú của cha mẹ bị vô-hiệu, bất cứ vô-hiệu vì duyên-cớ gì, thì các con cái đẻ ra vẫn là con-chính. Thuộc về quyền-lợi nghĩa-vụ của cha mẹ những đứa con ấy thì cũng theo cùng một lệ định như khi ly-hôn.

Việc thanh-toán các tài-sản của vợ chồng đã tiêu-hôn thì cũng làm theo như khi ly-hôn.

(Còn nữa) PHẠM-HUY-LỤC

LUẬT CAI-TRỊ

TÒA ÁN CAI-TRỊ ĐÔNG-DƯƠNG TẠI HÀ-NỘI

Phiên tòa ngày 3 juin 1931

Chủ-tịch : M. PRÉAU.
Tiên-thẩm ủy-viên : M. FILLION.
Ủy-viên của Chánh-phủ : M. GÉHIN.

Đơn xin giảm thuế. — Việc vào sổ các đơn xin giảm thuế tại các tòa Sứ

Tại các xứ bảo-hộ ở Đông-dương, hễ người dân đệ đơn xin giảm thuế và có vào sổ ở các tòa Công-sứ hay tòa Đốc-lý trong kỳ-hạn đã định, và hễ ở các tòa ấy đã cho biết rằng quan Thống-sứ không chấp lời xin, thì có thể cho là các thể-lệ ở điều thứ 100 và 101 trong sắc-lệnh ngày 5 août 1881 về việc tổ-chức và thẩm-quyền của các tòa-án cai-trị đã tuân đúng cả.

Việc Bùi-văn-S. kiện quan Thống-sứ

THẨM-ĐỊNH :

Tòa-án cai-tri Đông-dương tại Hà-nội,

Chiếu sắc-lệnh ngày 5 août, ngày 7 septembre 1881, ngày 20 mai 1928 ;
Chiếu các nghị-định ngày 7 février 1922 ;
Chiếu sắc-lệnh ngày 30 décembre 1912 về thể-lệ tài-chính ở thuộc-địa ;
Chiếu nghị-định ngày 3 décembre 1929 ;
Chiếu tờ-trình số 22 - F ngày 20 janvier 1931 của quan Thống-sứ Bắc-kỳ ;
Chiếu các giấy trong hồ-sơ ;

Nghe lời trình-bày của quan cai-trị FILLION, tham-nghị tiên-thẩm ủy-viên ;
Nghe lời kết-luận của quan cai-trị GÉHIN, ủy-viên của Chánh-phủ ;
Sau khi hội-nghị đúng như trong luật ;
Xử tại phiên tòa công-khai :

Về việc thụ-lý :

Chiếu chi các điều thứ 100 và 101 trong sắc-lệnh ngày 5 août 1881 có định rằng các đơn xin giảm thuế, muốn được thụ-lý, thì phải vào sổ nội trong ba tháng kể từ ngày phòng giấy quan Giám-đốc Nội-vụ đã tuyên-bố bạ thuế, và người dân phải đến phòng giấy ấy mà xem giấy trả-lời về đơn của mình ;

Chiếu chi các thể-lệ ấy là đặt ra cho các thuộc-địa cũ, diện-tích eo hẹp và nhân-dân ở đấy đều là người công-dân Pháp, thì không có thể đem thi-hành đối với các thuộc-địa mới là nơi nhân-dân và diện-tích khác với các thuộc-địa cũ ;

Chiếu chi ở một xứ như Đông-dương, chiều dài đến hơn 2000 kilomètres, nếu bảo rằng chỉ có quan Thống-đốc là có tư-cách thế vào chức Giám-đốc nội-vụ, thì nhân-dân không sao có thể đến phòng giấy quan Thống-đốc mà xem các giấy má được ;

Chiếu chi dân bản-xứ ở Đông-dương, nhất là dân ở các xứ bảo-hộ không am-hiểu phép hành-chánh của nước Pháp thế nào và theo tục-lệ của dân xưa nay thì đơn phải gửi đến các quan cận-tiếp như các quan tổng-đốc hoặc quan công-sứ, nếu gửi thẳng lên quan Thống-sứ hoặc quan Thống-đốc thì dân cho là vượt quyền ;

Chiếu chi thực ra thì quan Thống-sứ không thể nào xét hết các đơn được và thế nào cũng phải tư về các quan đầu tỉnh xét ;

Chiếu chi bản-ý nhà lập-pháp không phải là một người dân đã đệ đơn gửi đúng hạn lên quan đầu tỉnh, nếu đơn ấy bị bỏ quên hay lưu lại ở phòng giấy quan đầu tỉnh để xét, mà bảo là đơn ấy quá hạn bác đi không xét nữa ;

Chiếu chi nhà lập-pháp không khi nào muốn bắt một người nhà quê nghèo nàn, xin giảm thuế độ 2$00 mà phải đi mấy trăm kilomètres đến nơi thủ-phủ, tiền hành-phí lại cao hơn số thuế muốn xin giảm, mà có khi lại to hơn cái tài-sản của phần nhiều người bản-xứ ;

Chiếu chi ở các xứ bảo-hộ, các quan công-sứ đầu tỉnh đã là đại-biểu của quan Thống-sứ, thì theo luật cũng được làm đại-biểu cho quan Thống-sứ về việc nhận đơn, vào sổ các đơn và cho xem đơn xin của dân trị-hạ ;

Chiếu chi tại các xứ bảo-hộ ở Đông-dương, hễ người dân đệ đơn của mình để vào sổ ở các tòa công-sứ trong kỳ-hạn đã định, và hễ các tòa ấy đã cho biết rằng quan Thống-sứ không chấp lời xin thì có thể cho là đã tuân các thể-lệ ở điều thứ 100 và 101 trong sắc-lệnh ngày 5 août 1881 ;

Chiếu chi dù đơn ấy lưu tại phòng giấy các quan An-nam mãi đến ngày 29 septembre 1930 mới đệ đến phủ Thống-sứ, thì cũng phải công nhận là lá đơn của BÙI-VĂN-S. vào sổ ở tòa công-sứ Phú-thọ ngày 2 octobre 1930, nghĩa là mười ngày sau khi phát giấy thuế tức là ngày 21 septembre 1930, vậy thì nên cho thụ-lý được ;

Về nội-dung :

Chiếu chi Bùi-văn-S. là một người bán hàng sắt ở nhà quê, năm 1929 nộp môn-bài có 1$50, kêu rằng năm 1930 môn-bài tăng lên đến 20$00, tính ra tiền môn-bài to hơn cả tiền vốn ;

Chiếu chi quan Kiểm-soát thuế trực-thu và quan Công-sứ Phú-thọ công nhận số môn-bài đánh nặng như thế là bởi sự lầm lẫn, và xét ra nghề-nghiệp của nguyên-đơn rất nhỏ mọn, chỉ nên đánh môn-bài nhất định là 3$00 thôi ;

Chiếu chi nên cho Bùi-văn-S. giảm bớt đi 17$68;

Vì các lẽ ấy,

Phán rằng:

Điều thứ nhất. — Tòa án cai-trị Hà-nội tuyên-cáo rằng đơn xin giảm thuế về năm 1930 của Bùi-văn-S. bán hàng sắt ở xã Do-xuyên, tỉnh Phú-thọ, có thể thụ-lý được.

Điều 2. — Cho Bùi-văn-S. làm nghề bán hành sắt ở Do-xuyên tỉnh Phú-thọ được giảm thuế mười-bảy đồng, sáu hào tám về thuế môn-bài năm 1930.

DÂN LUẬT

thi-hành tại các tòa Nam án Bắc-kỳ

(tiếp theo)

CHƯƠNG THỨ II

Nói về lệ thoát-quyền

Điều 261. — Người vị-thành-niên đã giá-thú và đã có nhà ở riêng khác nhà cha mẹ, thì tự-nhiên chiếu luật được thoát-quyền vì sự giá-thú ấy.

Điều 262. — Khi người vị thành-niên đã đủ mười-tám tuổi thì có thể do người cha, nếu không có cha thì người mẹ cho phép được thoát-quyền.

Điều 263. — Khi nào người vị thành-niên không có cha mẹ, nếu là con chính thì do hội-đồng gia-tộc, nếu là con hoang thì do tòa án sơ-cấp cho phép được thoát-quyền.

Điều 264. — Khi nào sự thoát-quyền là do người cha, người mẹ chuẩn cho thì phải làm giấy có viên-chức thị-thực mà khai-trình minh-bạch với quan thẩm-phán sơ-cấp ở nơi trú-quán người vị-thành-niên.

Nếu sự thoát-quyền là do hội-đồng gia-tộc chuẩn cho thì phải đệ trình một bản biên-bản về việc hội-nghị ấy lên tòa sơ-cấp để ký tại phòng lục-sự.

Điều 265. — Sự thoát-quyền bãi đi cũng theo cách-thức đã nói ở trên.

Kể từ ngày bãi sự thoát-quyền thì người vị-thành-niên lại thuộc quyền giám-hộ cho đến tuổi thành-niên.

Điều 266. — Người vị thành-niên đã được thoát-quyền sẽ đặt người quản-tài giúp đỡ. Chiếu luật thì người cha hoặc người mẹ góa làm quản-tài cho con đã được thoát-quyền, không có cha mẹ thì do hội-đồng gia-tộc cử người sung làm chức việc ấy.

Điều 267. — Người vị-thành-niên đã được thoát-quyền thì có đủ tư-cách thưa-kiện tại tòa và sử-dụng các tư-bản của mình, tuy-nhiên không có người quản-tài giúp đỡ thì cũng không được làm văn-tự vay mượn hoặc sử-dụng gì về bất-động-sản của mình.

Điều 268. — Nếu người vị thành-niên giao-ước những khoản nặng-nề quá thì người quản-tài được xin tòa án xử giảm bớt đi.

Tòa án lại có thể tự mình hoặc chiều đơn xin của người quản-tài mà xử bãi sự thoát-quyền đi.

Điều 269. — Phàm những thư-khế cần phải người quản-tài giúp đỡ mới làm được mà người vị thành-niên được thoát-quyền lại tự mình làm lấy thì có thể do tòa án thủ-tiêu đi hoặc giảm bớt đi được.

Điều 270. — Người vị thành-niên đã thoát-quyền đứng làm việc thương-mại thì có đủ tư-cách tuyệt-đối để làm mọi việc thuộc về sự thương-mại ấy. Những sự giao-ước của người ấy đều cho là thuộc về thương-mại.

CHƯƠNG THỨ III

Nói về sự cấm-quyền

Điều 271. — Người đã thành-niên, hoặc đã thoát-quyền mà thường có tính ngẩn-ngơ ngu-độn, hoặc điên, thì có thể do một người thân-thuộc, vợ hoặc chồng, hay là do hương-lý hoặc quan tỉnh xin cấm-quyền người ấy, dù thỉnh-thoảng có lúc tỉnh nữa mặc lòng.

Điều 272. — Đơn xin cấm-quyền phải đệ lên tòa án đệ-nhị-cấp nơi trú-quán người bị cấm-quyền.

Trong đơn phải kể rõ sự thực, phải viện người chứng cùng xuất-trình các giấy má.

Điều 273. — Trước khi phân-xử, tòa án phải xét cho biết tinh-trạng tinh-thần của người bị xin cấm-quyền.

Muốn làm như vậy thì tòa án phải điều-tra kỹ-lưỡng, sức cho người bị thưa có chứng điên-cuồng khờ-dại đó phải thân-hành ra tòa để tiện xét hỏi, lại hỏi các người chứng, nếu cần thì truyền đem ra thầy thuốc xét tinh-trạng tinh-thần thế nào.

Điều 274. — Nội trong tháng đã điều-tra xong, tòa án phải kết án.

Nếu có cần thì bao giờ tòa án cũng có thể sức thi-hành các phương-pháp tạm-thời.

Điều 275. — Bản-án về việc cấm-quyền phải niêm-yết tại nơi công-sảnh tòa án cùng tại chỗ công-sở (đình) nơi trú-quán người bị cấm-quyền.

Điều 276. — Người bị cấm-quyền cũng cùng một tinh-trạng như người vị-thành-niên. Nếu không có sẵn người giám-hộ chiếu luật thì sẽ cử một người giám-hộ theo như cách-thức và thể-lệ đã định về người vị-thành-niên.

Điều 277. — Người vợ có thể do hội-đồng gia-tộc cử làm giám-hộ cho người chồng bị cấm-quyền.

Người con cả thành-niên cũng có thể cử làm giám-hộ cho cha bị cấm-quyền.

Điều 278. — Con rể cùng anh em ruột người bị cấm-quyền cũng có thể chọn làm giám-hộ cho người ấy được.

Điều 279. — Sự cấm-quyền có thể bãi đi cũng theo cách-thức như khi phán-định.

Điều 280. — Người giám-hộ phải trông coi bản-thân của người bị cấm-quyền và nhất là phải giữ-gìn cẩn-thận để chứng điên-cuồng của người ấy đừng làm thiệt-hại đến người ngoài.

Điều 281. — Người giám-hộ trông coi người bị cấm-quyền cũng có quyền-hạn về bản-thân và tài-sản của người ấy như người giám-hộ trông coi người vị-thành-niên vậy.

Cũng phải chịu trách-nhiệm như vậy.

Nếu người bị cấm-quyền có con vị-thành-niên mà đứa con ấy không có mẹ hoặc ông bà thì quyền giám-hộ các con người ấy cũng thuộc về người giám-hộ người ấy trong coi.

Điều 282. — Những thư-khế làm trước khi bị cấm-quyền mà xét ra khi ấy cái nguyên-nhân bị cấm-quyền đã có rồi, thì có thể xin thủ-tiêu được.

Điều 283. — Những người bị án khổ-sai chung-thân hoặc khổ-sai có kỳ, thì mất quyền quản-trị tài-sản của mình trong khi đương bị hình-phạt. Những án phạt ấy cũng có hiệu-lực như án tuyên cấm-quyền trong chương này.

TIẾT THỨ X

Nói về pháp-nhân

Điều 284. — Những đoàn-thể sau này được hưởng tư-cách pháp-nhân:

1° Nhà-nước;

2° Hàng-xã;

3° Hàng-thôn;

4° Hàng-giáp tức là nhiều nhà hợp lại có lợi quyền chung với nhau, nhất là về việc tế-tự).

5° Hàng-xóm (tức là nhiều nhà hợp lại vì tình lân-cận và sự tế-tự);

6° Những hội đã được phép lập;

7° Những hội thương-mại đã thành-lập hợp-lệ.

Còn những hội mục-đích phi-pháp hoặc trái phong-tục thì không được hưởng tư-cách pháp-nhân.

Điều 285. – Phàm các quyền-lợi cùng trách-nhiệm không mật-thiết liên-lạc với tình-cảnh tự-nhiên của người ta, như đàn ông, đàn bà, nhiều tuổi, ít tuổi, thân-thích họ-hàng thì các pháp-nhân đều có thể hoặc được hưởng, hoặc phải phải chịu cả.

Hễ có các cơ-quan do pháp-luật hoặc phong-tục đã công-nhận cho, thì cũng được thi-hành các dân-quyền.

Điều 286. — Cơ-quan của pháp-nhân là để bày-tỏ ý-kiến cho pháp-nhân.

Pháp-nhân phải chịu trách-nhiệm về các hành-vi của cơ-quan mình đã làm theo pháp-luật.

(Còn nữa)

NHỮNG ĐIỀU NHẬT DỤNG

Lời-hỏi. — *Một đứa trẻ-con có bệnh giang-mai lây sang người vú-sữa. Hỏi cha mẹ đứa trẻ ấy có phải trách-nhiệm đối với người vú-sữa không và có phải bồi-thường cho người vú không?*

Lời đáp. — Có, vì lỗi ở cha mẹ đứa bé, dù không cố ý làm hại người vú cũng vậy. Về hình-luật thì không phải tội, nhưng về dân-luật thì phải bồi-thường cho người vú đã bị lây. Hiện có nhiều bản thẩm-định của tòa phúc-thẩm đã xử như thế (Lyon ngày 15 juin 1901; Bourges ngày 14 avril 1902; Lyon ngày 2 février 1904). Câu hỏi ấy đã làm nên đầu-đề cho một vở hát của ông Brieux đã nổi tiếng lắm, là *Les Avariés* (những kẻ hư liệt).

Nhân giải-đáp về việc này, bản-chí tưởng nên nói thêm rằng chồng *cố-ý* đổ bệnh giang-mai cho vợ, hay vợ *cố-ý* đổ cho chồng thì tòa án coi là một việc làm nhục, có thể xin li-dị được (Đại-thẩm viện ngày 18 janvier 1892). Cái án-lệ ấy của luật Tây có thể dùng cho luật ta được, vì điều 120 trong Dân-luật Bắc-kỳ có định rằng: «Hai vợ-chồng, mỗi bên đều có thể xin ly-hôn vì duyên-cớ sau «này: 1° vì bên nọ quá-khắc, hành-hạ, *chửi rủa, làm nhục thậm tệ đối với bên «kia*, hoặc với tổ-phụ bên kia....», — và điều 712 đến 714 như sau này:

«Điều 712. — Bất cứ việc gì của người làm ra mà thiệt đến ai thì người bởi «lỗi mình việc ấy sinh ra, buộc phải đền sự thiệt ấy.»

«Điều 713. — Người nào làm thiệt-hại thì phải chịu trách-nhiệm, không những «vì tự mình làm ra, mà lại vì cả mình trễ-nải hay vô-ý mà sinh ra cũng vậy.»

«Điều 714. — Người ta phải chịu trách-nhiệm không những về sự tổn-hại tự «mình làm ra mà cả về sự tổn-hại do những người mình phải bảo lãnh, hay «do những vật mình phải trông coi nữa.... con cái vị-thành-niên ở với cha-mẹ, «làm sự gì tổn-hại cho người, thì cha mẹ phải chịu trách-nhiệm.»

«Điều 120. — Trong bộ Dân-luật nói trên kia hiển-nhiên là lấy ở điều 231 bộ Dân-luật Tây ra, và các điều 712, 713, 714 Dân-luật Bắc-kỳ là đo các điều 1382, 1383 và 1384 trong bộ Dân-luật Tây.

Lời hỏi. — *Tôi có mua của một người ở Hải-dương bốn mẫu ruộng giá là 850$, văn-tự bán có triện lý-trưởng đóng và chữ-ký của hai người kỳ-mục trong làng. Nay tôi mới biết rằng chủ ruộng ấy đã đem bán cho một người khác từ trước,*

và người tạu trước đã trước-bạ tại tòa-sứ tỉnh ấy rồi. Vậy nay tôi phải làm thế nào mà đòi được tiền ấy lại?

Lời đáp. — Ông phải kiện người bán ruộng ấy chiếu theo điều 271 bộ Hình-luật Bắc-kỳ như sau này:

« Người nào vì có bụng gian mà tái-thứ phát-mại những động-sản hoặc bất-« động-sản đã do mình phát-mại một lần trước bị mất quyền sở-hữu rồi, thì phải « phạt giam từ 1 tháng đến 2 năm và phạt bạc từ 10 đồng đến 200 đồng, hoặc « hai thứ chỉ phải chịu một...»

Tòa án sẽ làm án người bán ruộng, phải phạt giam hoặc phạt bạc và bắt người ấy bồi-thường cho ông, nghĩa là giả số tiền ông đã bỏ ra tạu ruộng và tiền lãi cùng các khoản tổn-hại khác mà ông phải đòi ở trong đơn kiện. Trong đơn ấy, ông lại nên thưa cả lý-trưởng lẫn hai người kỳ-hào nữa, vì những người ấy dù có bụng ngay nữa cũng là có lỗi, là tại trước khi thị-thực không xem sổ địa-bạ, vì thế mà phải trách-nhiệm. Lý-trưởng và kỳ-hào không phải phạt giam hay phạt bạc, nhưng phải liên-đới đền lại ông số tiền ruộng, tiền lãi và các khoản tổn-hại khác. Là những người kỳ-mục kỳ nhận-thực vào văn-tự bán ruộng, đối với người tạu phải chịu trách-nhiệm về những lời giả-dối biên trong văn-tự ấy.

Lời hỏi. — *Tôi cùng với hai người anh em có đi vay chung một số tiền, nay đến hạn, hai người ấy không trả được thì người chủ nợ có thể bắt tôi trả cả số tiền gốc và tiền lãi không?*

Lời đáp. — Người chủ nợ có thể bắt một mình ông trả được, vì ba người vay chung phải liên-đới với nhau. Nhưng ông sẽ được thay quyền người chủ nợ mà kiện lại hai người bạn ông phải trả cho ông hai phần ba cái số nợ và tiền lãi, như thể ông là người chủ nợ vậy.

Lời hỏi. — *Tôi bị kiện tại tòa án tỉnh Nam-định, bắt phải trả 2000 $ và tiền lãi. Tôi kháng-cáo thì tòa phúc-thẩm Hanoi lại y án trước, vậy tôi phải trả đủ số 2000 $ cùng với tiền lãi. Nhưng người chủ nợ tôi lại kiện tôi lần nữa đòi bồi-thường vì tôi kháng-cáo cái án đệ nhị-cấp mà để người ấy phải phí-tổn thêm. Vậy tôi phải làm thế nào?*

Lời đáp. — Người chủ nợ ông sẽ thua cái kiện thứ hai ấy, vì ông kháng-cáo chẳng qua là ông thi cái quyền của ông đó thôi, cái quyền ấy phàm người kiện cáo ai cũng được hưởng cả. Sau nữa, người ấy có muốn đòi bồi-thường thì phải đòi ngay từ lúc tòa đương xử, chứ xử xong rồi bây giờ mới đòi thì không thể được nữa.

Lời hỏi. — *Nhời con rể tôi có đem phần hương-hỏa cho người ta thuê trong chín năm định lấy tiền hoa-lợi để dùng vào việc thờ-tự. Nay hội-đồng gia-tộc cho thế là làm điều bất hiếu, bèn chuất rể tôi không được giữ phần hương hỏa ấy nữa. Như thế có hợp luật hay không?*

Lời đáp. — Lời hội-nghị của hội-đồng gia-tộc, muốn được hợp luật thì phải do tòa án chuẩn y mới được. Cái việc cho thuê phần hương-hỏa có phải là một điều bất hiếu không, và việc chuất con rể ông không được ứng dụng thu lợi về phần hương-hỏa ấy có hợp lệ hay không thì tùy tòa án định, điều ấy khả nghi lắm.

Tạp – lục

Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào ? (1)

(bài nối)

Việc tổ-chức các tòa Nam-án Bắc-kỳ. — Điều thứ nhất bộ Pháp-viện biên-chế có nhắc lại cái chủ ý đã tuyên-bố ở điều thứ 8 trong Hòa-ước 1884; nghĩa là ở đất bảo-hộ thì các tòa Nam-án chỉ có quyền xử các việc chuyên về người quốc-tịch An-nam mà thôi. Hễ việc gì can-thiệp đến một người Pháp hay một người ngoại-quốc thì tất phải thuộc quyền tòa Tây án xử.

Bộ Pháp-viện biên-chế sửa lại và tuyên-bố năm 1921, chẳng qua vẫn là theo lệ cũ, nhiều điều vốn đã có sẵn từ trước rồi. Tòa án An-nam có ba bậc.

I. — Các tòa sơ-cấp

Tại mỗi phủ huyện hay là châu có một tòa án sơ-cấp do quan địa-phương xử và kiêm cả chức hành-chính lẫn chức tư-pháp. Chức thẩm-phán tòa sơ-cấp ấy có thể do một viên thẩm-phán chuyên-môn ngồi làm chân dự-khuyết thay cho viên thẩm-phán thực-thục. Viên thẩm-phán chuyên-môn do ngạch quan tư-pháp bổ ra và chọn trong những viên nào chức thấp hơn chức của viên thực-thục.

Cái chủ-ý đặt ra chức-trách các quan thẩm-phán bực sơ-cấp thế nào, chính là lấy ở luật An-nam ra. Các chức-vụ cốt yếu là việc hòa-giải, phàm bao nhiêu việc kiện, phải thử hòa-giải trước đã rồi mới xử.

Về dân sự và thương-sự thì chức-trách và thẩm-quyền của quan thẩm-phán sơ-cấp như sau này :

1° Những việc hòa-giải mà chánh phó-tổng và chức-dịch hàng xã đệ lên thì quan thẩm-phán sơ-cấp phải biên cả vào một quyển sổ riêng. Muốn cho một tờ biên-bản hòa-giải được đủ giá-trị thì nhà làm luật có định rằng hễ biên-bản làm đúng phép là có giá-trị như một bản công-chính chứng-thư vậy.

2° Phàm những đơn khởi kiện, quan thẩm-phán sơ-cấp trực tiếp nhận được hay là do các quan thẩm-phán đệ-nhị-cấp chuyển đến thì quan thẩm-phán sơ-cấp phải thử hòa-giải hết. Nếu giải-hòa không xong và nếu việc kiện thuộc về quyền sơ-thẩm thì quan thẩm-phán sơ-cấp lưu lấy đơn kiện để mà xét xử. Nếu

---

(1) *La Justice en Indochine*, chap. III, *le Tonkin*.

việc kiện thuộc về thẩm-quyền tòa đệ-nhị-cấp thì phải lập-tức đệ trình cái đơn kiện có đính theo tờ biên-bản không giải-hòa xong và một tờ bẩm bày tỏ ý-kiến lên quan chánh-án đệ-nhị-cấp có quyền thẩm-phán.

3° Phàm việc tạp-tụng thuộc về các khoản sau này mà giá-ngạch không quá ba-mươi đồng bạc thì tòa sơ-cấp có quyền sơ-thẩm và chung-thẩm: Việc kiện dân-sự, thương-sự về động-sản và đối với người; việc kiện đòi tiền thuê hay là đòi phân-rẽ hoa-lợi cùng các tạp-tụng khác của người cho thuê và người dứng thuê; sau nữa là những việc tầm-thường mà ở bên Pháp thuộc về thẩm-quyền các quan tòa án hòa giải.

Bộ Pháp-viện biên-chế nay giao cho các tòa sơ-cấp cái quyền chung-thẩm những việc tạp-tụng là chỉ phải, vì theo như lệ cũ, bất cứ việc gì cũng phải đệ-trình quan Chưởng-lý cả, để xét có nên giao cho tòa án trên xử lại không. Xét các thống-kế thì trong một năm 1916, quan Chưởng-lý phải xét đến hơn 3.000 tập hồ-sơ mà trong số ấy thì một phần lớn là các việc tạp-tụng. Nhà làm luật năm 1917 bèn định rằng từ rầy trở đi, những việc tầm-thường thì các tòa án dưới đều được quyền chung-thẩm.

Về hình-sự thì quan thẩm-phán sơ-cấp được quyền xét xử tất cả các tội vi-cảnh; nhưng nếu kết án phạt giam thì án ấy có thể kháng-cáo được.

Thuộc về khinh-tội và trọng tội thì quan thẩm-phán sơ-cấp phải truy-nã những tội-phạm xảy ra ở trong hạt mình và chức-trách cũng y hệt chức-trách các viên tư-pháp-cảnh-sát. Phiên tòa công của tòa sơ-cấp, ít ra trong mỗi tuần-lễ phải lập hai lần. Quan thẩm-phán sơ-cấp lại có thể nhân ngày phiên-chợ hay là bất cứ ngày nào, thân-hành đến nơi xa-cách bản nha, chiếu lệ mở phiên tòa công để người sở-thuộc đến thưa cho tiện, phàm các phiên tòa nào cũng phải công-khai.

II. — Các tòa án đệ-nhị-cấp

Mỗi tỉnh có một tòa án đệ-nhị-cấp đặt tại tỉnh-lỵ. Quản-hạt của tòa án đệ-nhị-cấp cũng y như quản-hạt của tỉnh. Tòa án tỉnh đối với tòa phúc-thẩm tức là một tòa án sơ-thẩm, từ năm 1917 đến giờ là một tòa án Tây Nam hội-thẩm, có một quan thẩm-phán Tây làm chánh-án và một quan An-nam làm bồi-thẩm. Nghị-định ngày 20 septembre 1929 có ý muốn bãi cái lệ Tây Nam hội-thẩm, nên có định rằng tòa án đệ-nhị-cấp có thể do quan Công-sứ làm chánh-án, hoặc do một quan An-nam ngạch tư-pháp hàm tuần-phủ hay án-sát làm chánh-án dự-khuyết. Tòa án đệ-nhị-cấp lại có một quan thẩm-phán thuộc ngạch tư-pháp hàm án-sát hay tri-phủ làm chức bồi-thẩm, được quyền nghị-sự, nhưng quyền quyết-nghị là quyền quan chánh-án. Sau nữa mỗi tỉnh lại có một quan tư-pháp hàm án-sát hay tri-phủ thuộc quyền quan chánh-án làm chức thẩm-cứu việc hình và điều-tra việc hộ, nhưng không khi nào được tham-dự vào việc nghị sự của tòa án.

Nhờ cách tổ-chức nói trên ấy mà sau này có thể dần dần đạt được hai cái mục-đích: một là trả lại cho quan An-nam cái chức chánh-án các tòa đệ-nhị-cấp bị lấy mất từ năm 1917, hai là phân hẳn được cái chức-vụ hành-chính với chức-vụ tư-pháp ra làm đôi. Nhưng hễ khi nào các viên-chức tư-pháp có đủ dùng và khi nào ngạch này được một số khá đông các quan hàm đã cao

giữ chức chánh-án đệ-nhị-cấp được, thì hai cái mục-đích trên ấy mới có thể đạt tới được. Đợi cho đến ngày ấy thì chức chánh-án vẫn phải giao cho các quan phó Công-sứ và chức bồi-thẩm vẫn phải giao cho quan An-nam đầu tỉnh, hoặc một quan thương-tá ngồi, đợi cho đến ngày có quan tư-pháp giữ chức thẩm-cứu hình-sự và điều-tra dân-sự thì chức ấy vẫn phải giao cho một quan hàm bố-chánh hay là tri-phủ như trước.

Thẩm-quyền của các tòa án đệ-nhị-cấp như sau này :

Về dân-sự và thương-sự :

a) Xử sơ-thẩm và chung-thẩm.

1° Các việc kiện thuộc thẩm-quyền tòa sơ cấp, mà khi nào giá-ngạch quá ba-mươi đồng bạc và chưa tới một trăm đồng.

2° Các việc kiện về bất-động-sản, mà của tư-bản hay là bất-động-sản, trị-giá không quá ba-mươi đồng bạc.

b) Xử sơ-thẩm.

1° Các việc kiện thuộc về người và động-sản mà trị-giá chưa tới một trăm đồng và những việc kiện về bất-động-sản mà trị-giá quá ba-mươi đồng.

2° Các việc kiện mà không thể định được giá-ngạch.

3° Các việc kiện không cứ giá-ngạch là bao nhiêu mà thuộc về các việc thẩm-quyền hay là về các vấn đề tế-tự.

4° Các việc kiện mà có quan-hệ đến thân-phận và căn-cước của người.

Cách định giá-ngạch về việc kiện, thì hoặc chiếu những giấy-má trình ra, hoặc chiếu lời khai của hai bên ; khi nào kiện về bất-động-sản mà hai bên không đồng-ý thì do quan thẩm-phán sơ-cấp sở-tại chỗ bất-động-sản ấy ước-lượng định giá. Phàm các việc kiện thuộc về quyền chung-thẩm tòa sơ-cấp thì quan chánh án đệ-nhị-cấp phải giao cho tòa sơ-cấp xét xử. Các đơn khởi kiện quan chánh án đệ-nhị-cấp nhận được mà chưa theo lệ thử làm hòa-giải thì cũng giao về cho tòa sơ-cấp.

Về hình - sự.

Thẩm-quyền các tòa đệ-nhị-cấp như sau này :

a) Xử chung-thẩm các việc kháng-cáo án tòa sơ-cấp kết-nghĩ về tội vi-cảnh.

b) Xử sơ-thẩm 1° các khinh-tội về trừng-trị ; 2° các trọng-tội.

Về hình-sự thì tòa án đệ-nhị-cấp có thẩm-quyền rất ghê. Bao nhiêu hình-phạt về trọng-tội, được kết nghĩ hết, cả đến tử-hình cũng vậy. Về trọng tội, tuy cái thẩm-quyền vô hạn, phải do tòa Phúc-thẩm kiểm-soát thật, nhưng người ta có thể chỉ-nghị rằng việc kiểm-soát ấy chưa lấy gì làm chắc-chắn, vì rằng cứ lý ra tòa Phúc-thẩm chỉ do các giấy-má mà xét xử về thủ-tục thôi, và lắm khi các giấy-má lại không đủ. Quan Chánh tòa Phúc-thẩm cho việc ấy làm quan-trọng lắm, nên có phát-khởi ra một ý-kiến rất hay : là đặt tại Tòa thứ nhì một ban đại-hình riêng xét về các việc án trọng-tội. Những việc trọng tội từ đó không đem xử lẫn với các việc trừng-trị cùng trong một phiên tòa nữa. Ban đại-hình làm lấy việc thẩm-cứu ngay tại phiên tòa công khai, đề phòng việc thẩm-cứu trước có điều gì lầm lẫn chăng. Như vậy các việc trọng-tội được xử y như là ở tòa án đại-hình vậy, và những người sở-thuộc tòa-án từ nay có

thể được vững dạ, chứ không lo ngại như trước nữa. Vả lại đang trù-tính nay mai sẽ đặt ra các tòa án đại-hình An-nam cũng có các ông bồi-thẩm An-nam, và cách hành-động theo như các tòa-án đại-hình đã đặt tại Cao-mên vậy. Việc đại-hình ngày nay rất nhiều, rất phiền-phức thì sự cải-cách như thế chắc là được nhân-dân hoan-nghênh lắm, vả lại hợp với sự tiến-hóa của xứ này về đường pháp-luật nữa.

III. — Tòa án đệ-tam-cấp

Tòa thứ nhì viện Phúc-thẩm Hanoi

Trên kia đã nói rằng ngay từ năm 1901, Chánh-phủ đã giao cho các quan thẩm-phán tòa Phúc-thẩm cùng với quan An-nam cái chức-trách phúc lại các án của các tòa Nam án. Tòa Phúc-thẩm can dự vào việc Nam-án như thế, thật đã làm được nhiều điều ích-lợi vô kể. Bởi vậy mà chính-phủ Pháp đã đồng ý với chính-phủ Nam cứ giữ cái lệ ấy, cho nên đã có sắc-lệnh ngày 19 mai 1919 và 16 février 1921 qui-định rõ ràng. Theo như sắc-lệnh ấy, tòa Phúc-thẩm Hanoi được xét lại các án của các tòa Nam án Bắc-kỳ đã xử, mà cách-thức thế nào thì do chỉ-dụ An-nam quốc-vương định.

Ban thứ nhì tòa Phúc-thẩm, lúc ban đầu có một quan Chánh ban, hai quan tham-nghị tòa Phúc-thẩm và hai quan An-nam, nhưng vì không đủ viên-chức cho nên phải rút xuống có một quan Chánh ban, một quan tham-nghị và một quan An-nam. Nhưng muốn cho mọi phòng ở ban phúc-thẩm An-nam hành-động được như thường, cho nên có cử riêng hai quan An-nam vào tòa Phúc-thẩm. Hai quan ấy thuộc ngạch hành-chính, hàm tuần-phủ hay tổng-đốc, nhưng theo như nghị-định ngày 20 septembre 1929 thì sau này sẽ lấy các quan tổng-đốc hay tuần-phủ ngạch tư-pháp mà thế vào.

Ban thứ nhì tòa phúc-thẩm vừa là một tòa phúc-án, vừa là một tòa phá án như đại-thẩm-viện bên Pháp.

Thẩm-quyền như sau này:

1° Xét xử những việc kháng-cáo án sơ-thẩm của các tòa đệ-nhị-cấp, bất cứ về việc dân-sự hay hình-sự;

2° Xét xử những việc xin thủ-tiêu án chung-thẩm của các tòa sơ-cấp và đệ-nhị-cấp, bất cứ về dân-sự hay hình-sự;

3° Xét xử những việc xin tái-thẩm về hình-sự, chiếu như thể-thức trong luật hình-sự tố-tụng đã định;

4° Xét xử những việc phán-định thẩm quyền, di-giao án-vụ và những hủ-tục đặc-biệt khác do pháp-luật riêng giao cho tòa Phúc-thẩm được quyền thẩm-phán.

Theo như cổ-tục của nền tư pháp An-nam cấm những người môi-giới can-thiệp vào các nha-môn, cho nên ở trước các tòa sơ-cấp và đệ-nhị-cấp không được mượn người cãi hộ, nhưng ở trước tòa Phúc-thẩm thì những người đương-sự được phép mượn luật-sư giúp cho.

Bộ Pháp-Viện biên-chế có định các tổng-lệ về quyền quản-hạt của các tòa án, về quan-kỷ và kỷ-luật các viên-chức tư-pháp, về thủ-tục hồi-tị và cáo-tị, về lệ

chấp-hành tại Bắc-kỳ những án của các tòa Nam-án Trung-kỳ cũng là lệ chấp-hành trong nhượng-địa Pháp ở Trung Bắc lưỡng kỳ các án của các tòa Nam-án Bắc-kỳ.

Ngày 16 septembre 1922 có sắc-lệnh phụ thêm định về sự giao-thiệp của các tòa Tây-án ở Đông-dương với các tòa Nam-án ở Bắc-kỳ thế nào.

Việc Nam-án ở Bắc-kỳ thuộc quyền quan Giám-đốc nha Tư-pháp kiêm chức Bắc-kỳ Nam-án thủ hiến kiểm soát.

Các viên-chức tư-pháp về đường hành-chính thì thuộc quyền các quan công-sứ và quan Thống-sứ. Việc tuyển-bổ, việc giải-cấp, việc kỷ-luật của các quan tư-pháp An-nam đều do nghị-định ngày 20 septembre 1929 qui-định. Quan Nam-án thủ-hiến quản đốc tất cả các quan thẩm-phán, quan bồi-thẩm, trợ-thẩm, các viên lục-sự và các viên phụ-thuộc trong các tòa Nam-án Bắc-kỳ. Quan Nam-án thủ-hiến có quyền răn-bảo và cáo-giới các viên-chức ấy và có thể tùy theo kỷ-luật của mỗi hạng mà xin nghĩ-phạt.

Về đường tư-pháp thì đối với các tòa Nam-án, quan Chưởng-lý có quyền kiểm-soát chặt chẽ, trông coi cho luật-lệ thi-hành được đúng. Chức-trách của ngài có khi là hiểu-thị, có khi là khuyên-bảo, nếu xét ra có điều gì lầm-lỗi thì ngài có quyền kháng-cáo những án đã xử.

Các quan thẩm-phán, bồi-thẩm và trợ-thẩm An-nam ở Bắc-kỳ có phạm trọng-tội hay khinh-tội thì được xử tại ban thứ nhì tòa Phúc-thẩm. Hễ có giấy báo-cáo của quan Nam-án thủ-hiến thì tòa Phúc-thẩm phải thụ-lý ngay. Về điều đó quan Nam-án thủ-hiến được toàn quyền quyết-nghị.

Cái lối tư-pháp mà ta vừa giãi-bầy trên đó được điều này rất hay là nó giản-dị. Nó thích-hợp với sự cần-dùng hiện-tại, với sự tiến-hóa của các chế-độ An-nam bây giờ mà lại có cơ tiến-thủ, (tuy chậm-chạp nhưng có liên-tiếp) về cái cung-bực cuối cùng là sự hoàn-toàn tự-chủ của quyền tư-pháp vậy.

L. A. HABERT

Giám-đốc các nha Tư-pháp Đông-dương

Tùng - ký

Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 8 avril 1932 :

M. Lương-danh-Môn, tri-huyện tập-sự tại Hà-nam, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy trong khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận và thay M. Lê-Cần, tri-huyện Thanh-liêm.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 14 avril 1932 :

M. Nguyễn-hữu-Hậu, tri-phủ hạng nhì, thương-tá tỉnh Bắc-ninh, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy trong khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận và thay M. Vũ-Cầu đổi đi nơi khác.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 18 avril 1932 :

M. Nguyễn-duy-Tiên, mới bổ tri-huyện tư-pháp hạng ba, do nghị-định ngày 12 février 1932 bổ đi Vĩnh-yên mà chưa đi, nay để tùy thuộc quan Chưởng-lý lĩnh Giám-đốc các nha Tư-pháp Đông-dương, để tập-sự tại tòa Thượng-thẩm Hanoi.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 27 avril 1932 :

M. Đàm-quang-Trương, tri-huyện hạng ba tại ty quan Tổng-đốc Nam-định, nay đổi đi huyện Yên-mỹ (Hưng-yên) thay M. Đỗ-văn-Đáp về hưu ;

M. Lê-văn-Sán, tri-huyện hạng ba tại ty quan Tổng-đốc Bắc-ninh, nay đổi đi huyện Hoành-bồ (Quảng-Yên) thay M. Trương-trọng-Hiền về hưu.

IMP SPÉCIALE DU PHAP-VIÊN BAO

必也使無訟乎
(孔子)

« ..... faire qu'il n'y eût plus de procès, ne serait-ce pas préférable?»

(CONFUCIUS)

SOMMAIRE

Page

DU TRƯỞNG-TỘC 143
QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE. — XI. Condition des enfants 146
MÉDECINE LÉGALE. — Les asphyxies. 152
NOTIONS DE DROIT CIVIL TONKINOIS. (Voir : partie annamite).
JURISPRUDENCE. — I. Complot, machinations et manœuvres. — II. Diffamation. Abus de citation. — III. Approbation des appels d'offres . . 157
LÉGISLATION 173
QUESTIONS DE DROIT USUEL 175
VARIÉTÉS. — La justice indigène en Annam. 179
CHRONIQUE. — L'étude du droit (Extrait d'une allocution prononcée par M. R. Bienvenue, Directeur de l'Ecole Supérieure de droit, le 12 juin 1932, à la distribution des prix aux élèves du Lycée Albert Sarraut). — Nécrologie 184
Nominations, mutations, etc 187
BIBLIOGRAPHIE 191

YẾU-MỤC

Số trang

TRƯỞNG-TỘC. 105
MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM — XI. Kẻ ti-ấu phải những phận-sự gì ? 108
PHÁP-Y. — Chết ngạt 110
BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA. — Nói về giá-thú (tiếp theo). — Hiệu-lực của việc giá-thú 115
ÁN-LỆ. — Nói về âm-mưu, cơ-mưu và vận-động. 118
PHÁP - LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam án Bắc-kỳ. — Nói về pháp-nhân (tiếp theo) 122
Nghi-định qui-định về thủ-tục các việc tranh điền-thổ của các xã-thôn đối với xã-thôn tại Bắc-kỳ 125
PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — 1° Nhà cho thuê bị kiến sông thì có thể cho là một ti-tích thủ-tiêu đề bãi hợp-đồng không ? 2° Của của vợ, chồng có thể đoạn nhượng được không? Giấy đoạn-nhượng phải làm thế nào cho hợp lệ? 3° Trách-nhiệm của chủ về lỗi của thầy-tớ. 128
TẠP-LỤC. — Việc tư-pháp ở Trung-kỳ. 131
TÙNG-KÝ. — Nói về khoa luật-học (Trích trong bài diễn văn của ông R. Bienvenue, Đốc-học trường Cao-đẳng pháp-luật đọc tại buổi lễ phát phần-thưởng trường Trung-học Albert Sarraut). 134
BÌNH-PHẨM SÁCH LUẬT (xem phần chữ Tây)

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARTIE GÉNÉRALE

DU TRƯỞNG-TỘC

Un arrêt de la Cour d'Appel de Saigon (2e chambre), reproduit dans le *Recueil général de Jurisprudence* PENANT, janvier 1932, p. 7, traite de l'assistance du *trưởng-tộc* (litt. : chef ; famille, parenté) lors du partage des biens patrimoniaux, alors que la mère, non remariée, est tutrice de mineurs co-partageants.

En droit annamite, dispose l'arrêt, « le *trưởng-tộc* des enfants mineurs issus d'un mariage est le parent le plus âgé de la branche paternelle », portant « le même nom que l'enfant ». « En aucun cas, cette fonction ne peut revenir à un parent de la branche maternelle ».

En une note très documentée, en dessous de cet arrêt, a été étudiée la qualité du *trưởng-tộc*, du chef de famille. Mais il nous paraît que la personnalité de ce chef de famille n'a point été exactement précisée, l'auteur n'ayant retenu, ou ayant particulièrement retenu la qualité de « parent le plus âgé de la parenté du mari ».

Dans *L'Annam d'autrefois* de M. Pierre PASQUIER, nous lisons : « Dans une famille de même nom composée de plusieurs branches il y a un chef de famille ou mieux un chef de toute la parenté, c'est le « trưởng-tộc », *en général (souligné par nous)* l'aïeul, le plus âgé des diverses familles de même nom qui reconnaissent les mêmes ancêtres. Le « trưởng-tộc » surveille les intérêts des mieurs. Les cérémonies du culte des ancêtres doivent être faites par l'aîné de la branche aînée de la famille qui est le chef rituel du groupe de même nom » . . . (p. 28).

« Le premier enfant issu de la femme légitime s'appelle *dich-tử*, c'est lui qui célébrera le culte des ancêtres, même s'il est puiné des enfants des concubines » (p. 33-34).

Le *Traité de législation coloniale* de M. Disclère voit dans le *trưởng-tộc* le chef de famille qui correspond à la traduction, mais définit peu l'état. Dürwell, en son *Traité de Doctrine et de Jurisprudence*, n'est point plus précis.

M. Silvestre, en ses *Considérations sur le Droit annamite*, note toutefois à propos du *trưởng-tộc* dont il définit peu la personnalité, un cas important et fréquent : « Il peut arriver que, le père de famille décédé, la branche aînée de droite lignée ne se trouve représentée que par de très jeunes gens ou des enfants ; le chef de la parenté est pris alors parmi les aînés des branches collatérales. On l'appelle *trưởng-tộc* (aîné, chef de la parenté), tandis que l'héritier des charges du culte est appelé *trưởng-nam* (aîné des fils) ».

Miraben, plus précis, citant Luro, indique que « le *trưởng-tộc* remplace le père ou le grand-père de chaque famille particulière quand cette famille est privée de son chef ».

Seul, à notre avis, M. le professeur Solus dans son ouvrage sur la *Condition des indigènes en droit privé*, notant (p. 214) que le *trưởng-tộc*, chef de la parenté, en pratique le fils aîné » (*sous l'arrêt cité*), donne un aperçu exact du *trưởng-tộc* (1).

M. Cremazy, Premier président de Cour honoraire, en une conférence à l'Ecole coloniale, le 20 janvier 1909, traitant du *Droit coutumier de l'Extrême-Orient à travers les âges*, rappela l'égalité obligatoire entre tous les enfants lors du partage de la succession paternelle ; mais il eut soin de noter les droits d'usufruit de la veuve sur les biens et valeurs tant qu'elle honore la mémoire de son mari, conserve son nom, porte son deuil. Il ajoutait : « La gestion de la veuve a son contrepoids dans la surveillance qu'est tenu d'exercer le *trưởng-tộc* (chef de la parenté) qui, parmi les fonctions dont il est revêtu, est chargé de signaler tout abus de jouissance de la veuve usufruitière... avec faculté de saisir la justice, en cas de résistance de la veuve aux avis qu'il émet ou aux remontrances qu'il adresse ».

---

(1) Cf. le *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite du Tonkin en matière de droit de famille, de succession, et de biens cultuels*, p. 2 : « Le chef de la parenté au point de vue cultuel, *tộc-trưởng* ou *trưởng-tộc*, est le descendant le plus âgé de la ligne directe de la branche aînée. Le petit-fils appartenant à la branche aînée est *trưởng-tộc*, bien qu'il ait ses oncles et ses grands-oncles paternels. Le *tộc-trưởng* peut être un enfant. »

La famille, en tous ces extraits, n'a point été définie. Comme le fait remarquer M. Eugène Sicé, dans son étude sur le *Mariage en pays d'Annam*, « la famille ne s'étend pas indéfiniment. Elle se compose pratiquement de tous ceux qui doivent porter le deuil d'après la loi (5e génération), parmi les personnes ayant même nom et mêmes ancêtres, alors même qu'elles seraient parentes éloignées ». Chaque branche constitue une souche.

Le *trưởng-tộc* est l'aîné, mais en suivant l'ordre de primogéniture, car « la nature ne fait pas de saut ». Et c'est ce que M. E. Sicé a bien souligné (p. 39) dans le tableau qu'il donne de la famille en précisant la différence entre le culte et l'administration de la famille.

Je crois pouvoir insister plus que lui en disant que si le plus âgé est le fils du frère cadet décédé, ainsi que le frère aîné, alors que le troisième frère vivant est moins âgé que son neveu, c'est le neveu qui sera *trưởng-tộc*. Et il conservera ces fonctions jusqu'à sa mort. Son fils n'en héritera pas nécessairement; mais, par exemple, son oncle, s'il est le plus âgé de la cohérie. En revanche, celui qui sera chargé du culte de la cohérie, sera le descendant mâle le plus âgé, par ordre de primogéniture, le fils du frère aîné; puis, en cas de décès, le deuxième frère ou son fils le plus âgé, s'il est décédé lui-même, puis, le frère troisième ou, s'il est décédé, son fils le plus âgé. Dans l'exemple que nous choisîmes, ainsi que M. Sicé, le chef religieux sera, par exemple, le fils du frère aîné, cependant que le *trưởng-tộc* sera et demeurera l'oncle, ou le cousin, le plus âgé de la famille. Si le chef religieux n'a pas seize ans, il portera le « bâton de deuil » au convoi funèbre, mais le culte sera célébré en tous ses rites, par le plus âgé *en l'honneur de l'ancêtre commun*. Mais lorsque l'enfant de première lignée attendra la majorité cultuelle, dès lors il assumera ces fonctions rituelles.

Nous avons noté ces points, spéciaux il est vrai, car trop souvent, obéissant à l'influence du droit français, nous donnons du droit annamite, peu à peu évoluant sans doute, des interprétations qui visent à respecter les coutumes anciennes alors qu'elles s'en écartent cependant. Ainsi s'établit une « jurisprudence » avec des réactions lorsqu'un arrêt remonte aux origines de la coutume.

Pierre GROSSIN
Administrateur des Services civils

QUESTIONS
DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE

XI

Condition des enfants

« Si les rapports des enfants avec les parents se trouvent relégués au second plan dans les études sur la famille, c'est, dit en substance M. C.-V. STARCKE (*La famille dans les différentes sociétés*, Paris, Giard et Brière, 1899), qu'ils n'ont réellement aujourd'hui qu'une importance secondaire dans la vie domestique. C'est le couple conjugal qui est devenu le centre de la famille. Les enfants dont le rôle était autrefois prépondérant, ne sont plus maintenant qu'un surcroît heureux et le complément naturel du mariage. Les époux s'unissent pour s'unir, et non pour procréer. Inversement, il suit de là que les enfants ne sont pas là pour les parents, mais pour eux-mêmes. C'est pourquoi les anciennes conceptions d'après lesquelles les parents seraient investis d'une sorte de droit de propriété, d'une autorité native sur leurs enfants, ne correspondent plus à l'état actuel des mœurs. Le père n'est plus pour les siens la personnification sacrosainte de l'être familial, impersonnel et éternel ; ce n'est plus qu'un être humain en face d'autres êtres humains, plus jeunes que lui. Il n'y a donc plus place entre eux que pour un sentiment de mutuel amour. C'est cet amour qui, de plus en plus, tend à déterminer la manière dont ils doivent se comporter les uns envers les autres, et non plus je ne sais quelle crainte révérencielle pour ce qu'on appelait jadis la majesté du père de famille. »

Un tel libéralisme semble à Emile DURKHEIM « devoir entrainer la condamnation de l'héritage *ab intestat* et surtout de l'héritage obligatoire, car s'il n'y a plus entre les membres de la famille d'autres liens que ceux qui dérivent de leur affection réciproque, comment peuvent-ils être obligés les uns envers les autres en dépit de leurs sentiments ? »

Quoi qu'il en soit, « l'Annamite, dit le R. P. L. Cadière, n'est pas un déraciné. Il fait partie d'un groupe fortement organisé, uni étroitement par les liens du sang, par les intérêts matériels, par les croyances religieuses, par les liens moraux de l'esprit de corps. Chacun de ces groupes ou clans familiaux a ou a eu ses grands hommes, il possède ses ancêtres, qui sont des êtres surnaturels, il constitue un ensemble très honorable, dont on est fier de faire partie. L'amour, l'affection que l'on éprouve pour les membres de ce groupe, l'estime que l'on éprouve pour l'ensemble du groupe, font un devoir à chacun des membres de vivre de façon à ne pas être une source de déshonneur pour le groupe. La piété filiale, ce sentiment puissant qui, en Annam comme en Chine, relie les enfants au père et tous les membres de la famille entre eux, est une vertu générale, qui englobe toutes les actions de la vie, et oblige à se respecter, à agir correctement, à accomplir toutes les obligations qui vous incombent, pour être digne de son père, digne de sa parenté, du clan familial dont on a l'honneur de faire partie. Ce grand précepte est inculqué aux enfants de vive voix, à un moment ou à l'autre, mais c'est surtout un enseignement d'expérience que l'enfant reçoit, par les faits qu'il voit constamment autour de lui, et qui témoignent de la puissance, de la dignité, de la noblesse de la famille à laquelle il appartient... C'est sur les garçons, surtout sur l'aîné, que se concentrent les espoirs de tous. Mais l'infériorité religieuse, très mitigée, où se trouvent les filles, n'entraîne, pour elles, ni infériorité familiale, au point de vue de l'affection, ni infériorité légale, dans les testaments, ni infériorité civile, dans la société : la femme, dans la vie annamite, tient une grande place. » (1)

Elle fut vertueuse à la façon des femmes romaines ; on trouve chez elles des Lucrèce, des Virginie, des Clélie ; on y rencontre aussi des modèles d'épouses, des modèles de filles (2). Le peuple les a entourées

---

(1) L. Cadière, *La famille et la religion en pays annamite*, in *Semaine internationale d'ethnologie religieuse*, Ve session, Luxembourg, 16-22 sept. 1929, Paris, P. Geuthner, 1931, p. 226 - 227. — Cf. C. Briffaut, *Droit civil sino - annamite, notes historiques*, Hanoi, IDEO., 1921, p. 85 - 92.

(2) Cf. l' « histoire d'une femme injustement insoupçonnée qui se suicida » (*Chestomathie annamite*, par Edm. Nordemans, p. 16), et l'histoire de Bui-thi-Xuân, épouse du général Trân-quang-Diệu, qui, à l'époque des Tây-sơn (1771-1802), avait longtemps tenu en échec les troupes royales dans la province de Qui-nhơn. « Son courage, dit Charles B. - Maybon dans *La Relation sur le Tonkin et la Cochinchine (1807) de Mr de* La Bissachère (p. 109, n.), était devenu légendaire et elle était célébrée par les Annamites sous le nom de Thiếu-phó, qui était un titre dont son mari était revêtu.» «... Avant son supplice, rapporte de La Bissachère (*loc. cit.*, p. 121), cette femme courageuse avait fait apporter dans sa prison plusieurs pièces de soieries dont elle s'était fortement entourée les jambes et les cuisses et toutes les parties de son corps, jusqu'à l'estomac par dessous ses habits ; elle voulut par là éviter la nudité à laquelle les femmes sont exposées dans ce genre de supplice.»

du culte le plus respectueux, et nul en Extrême-Orient n'a porté plus haut la glorification de la femme. Nous n'en avons malheureusement pas pour témoins contemporains ces délicieuses et exquises terres cuites de Tanagra qui nous ont révélé la finesse, la délicatesse et presque la mièvrerie de la femme hellène (1).

En Annam comme en Chine, avant le mariage des sœurs mineures, les frères leur doivent des aliments. « Aucune obligation alimentaire, dit le Comité consultatif de jurisprudence annamite (*Recueil...*, p. 51), n'existe entre frères et sœurs majeurs. Le frère aîné majeur, et, à défaut de frères majeurs, la sœur aînée majeure, sont tenus de pourvoir à l'entretien de leurs frères et sœurs mineurs. » Ajoutons que cette charge est supportée par parts égales entre tous les frères et sœurs, sans distinguer entre ceux qui sont consanguins ou utérins vis-à-vis des mineurs. (Cf. J. Escarra, *loc. cit.*, p. 345.)

Bien que le Code civil tonkinois n'ait pas établi l'ordre suivant lequel l'obligation alimentaire doit être exécutée, cette obligation

---

(1) M. G. Noton nous a fait connaître ce que les peintres, les sculpteurs grecs nous avaient légué de plus affiné, de plus poétique sur *La femme dans l'antiquité grecque* (Paris, Laurens, 1901). Il la prend à son entrée dans le monde; nous ne la quitterons qu'à son dernier jour. La voici enfant, délicate terre cuite, à la figure poupine, et ce n'est pas sans un sourire que nous trouvons à côté de la bonne nourrice thrace du Musée du Louvre, l'amusante naissance d'Athena, sortant tout armée du cerveau de Jupiter. Le bébé grandit, il faut songer à son éducation: une fine statuette nous le montre prenant sa leçon de lecture, tandis que le peintre nous le fait voir à sa leçon de musique et de danse. A des moments aussi sérieux les jeux doivent succéder. Comment les heures ne passeraient-elles pas très vite avec Eros, le petit dieu d'Amour? Une exquise peinture nous montre une jeune fille qui le balance sur la pointe de son pied; puis viennent l'escarpolette, les osselets, les dés, les jongleries, la danse de la grue. La jeune fille devient femme, l'heure des fiançailles approche. Le moment du mariage institué par Cécrops est arrivé: la jeune Grecque invoque Hera Hestia, déesse protectrice du foyer, qui doit lui amener l'époux inconnu, qu'elle ne verra, le plus souvent, pour la première fois, que le jour même de ses noces. Mais fréquemment le rapt sert de préliminaire aux fiançailles et de très amusantes peintures reproduites et commentées par M. G. Noton font réellement la joie de ses lecteurs. La famille est donc fondée: une peinture nous fait contempler le bonheur des époux, et la femme devenue sa maîtresse va vivre dans son intérieur. La voici à sa toilette: elle se baigne, se coiffe de mille façons diverses, se pare de ces délicats bijoux que les fouilles ont mis au jour, se parfume, s'enveloppe de son chiton, se drape dans son himation dont les terres de Myrina et de Tanagra ont popularisé les onduleux mouvements, puis elle se livre aux occupations du ménage. Mais toutes ne sont pas aussi sages. Voici la jeune fille victorieuse de la course des chars; plus loin, domptant un cheval, plus loin encore, debout à côté d'un cheval. Sur la frise du Parthénon, nous voyons la femme dans les processions sacrées; le ciseau de Phidias, sous les formes les plus pures et les plus merveilleuses, nous fait ainsi connaître le rôle des femmes dans les cérémonies religieuses. Mais il faut aussi les suivre au théâtre. Si la femme grecque, comme la femme chinoise ou annamite, ne joue pas elle-même, si c'est un homme qui tient le rôle, sa place n'en est pas moins prépondérante. Iphigénie, Œdipe roi, Médée et tant d'autres ont été le sujet d'innombrables peintures...

existe mutuellement entre le père et le fils, l'aïeul et le petit-fils, les frères et les sœurs, le mari et la femme. « On peut admettre, a noté M. Escarra (*loc. cit.*, p. 344, n. 264), qu'elle est incluse implicitement dans les obligations morales découlant des relations de parenté.»

Mais ce n'est pas ici le lieu d'étudier la question de l'obligation alimentaire, ni l'action réciproque de la législation sur l'éducation (1). Le *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite* (p. 43-51) contient sur ce dernier point des matériaux de valeur, auxquels je me contenterai d'ajouter la question suivante : En cas de divorce, doit-on reconnaître le droit d'émancipation à l'autre conjoint ? L'affirmative paraît bien résulter de l'article 303 du Code Napoléon comme du décret du 3 octobre 1883 (*Précis de la législation civile annamite,* Effets du divorce), aux termes desquels les père et mère conservent respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants, quelle que soit la personne à laquelle ils ont été confiés. Cette disposition a été omise dans le nouveau Code civil tonkinois, qui, par ailleurs, ne s'explique pas clairement sur les obligations que peut contracter le mineur émancipé.

Voici, relevés dans les recueils de lois et de coutumes, les principaux textes relatifs à la condition des enfants : « Ceux qui n'ont pas un établissement distinct de celui de leurs parents sont domiciliés chez ces derniers. Ceux qui sont majeurs et ont un établissement séparé ont leur domicile dans leur village d'origine et à l'endroit qui est le siège principal de leurs affaires et de leurs intérêts (*Recueil*...., p. 113). Les enfants (*tử*) et les petits-enfants (*tôn*) qui vivent chez leurs parents ou chez leurs grands-parents paternels sont sous la dépendance complète du chef de famille. Ils doivent verser le produit de leur travail entre les mains de leurs parents ; mais, en fait, ceux-ci leur en abandonnent le plus souvent une partie. Les majeurs comme les mineurs sont soumis à leur autorité. Ils n'ont pas

(1) Cf. l'édit du 7e mois de la 1ère année cảnh-trị (1662) de Lê Huyền-Tôn (1662-1671) sur les « instructions pour la réforme des mœurs », traduit par M. R. Deloustal dans le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. X, p. 23-35 (*La Justice dans l'ancien Annam*, p. 151-163). — Dans la critique de notre enseignement annamite, la plupart des auteurs tombent quelquefois juste, et souvent à côté. Ils ne tiennent pas compte de la marche fatale des idées et des méthodes. Regretter le passé, c'est bien ; mais vouloir qu'il revive quand il est mort, et surtout maudire ceux qui le sentant mort ont cherché à faire autre chose, c'est puérilité. La neutralité de l'école les indigne : c'est là cependant où tendent toutes les nations. L'insuffisance de la morale civique les exaspère : il faudra bien cependant qu'elle se complète et s'impose, sans nuire à l'influence des morales traditionnelles ou confessionnelles pour les parents qui voudront y recourir.

de capacité propre, à moins qu'ils ne soient mariés et autorisés par leurs parents à vivre séparément, bien qu'habitant sous le même toit. Les parents et grands-parents ne sont pas responsables des engagements contractés par leurs enfants et petits-enfants sans leur autorisation (*Recueil...*, p. 43-44). La coutume ne fixe pas d'une manière précise l'âge de la majorité... En réalité, c'est à l'âge de 18 ans que le jeune homme commence à avoir des droits et des devoirs dans son village. C'est à cet âge qu'il prend part à la vie communale et qu'il paye l'impôt. Les notables ne le laissent pas atteindre cet âge sans l'appeler à supporter les charges communales, veilles, corvées, etc. Le jeune homme de 18 ans a, en retour, des avantages : participation aux festins, place marquée sur la natte communale, participation au partage des rizières. L'âge officiel de la majorité pour le garçon peut donc être considéré comme étant fixé à 18 ans. On peut admettre que les filles non mariées sont majeures au même âge (*Recueil...*, p. 47)(1). »

« Les enfants et petits-enfants doivent l'obéissance à leur aïeul, leur aïeule, leur père et leur mère ; ils ne peuvent contrevenir à leurs ordres ; ils doivent cacher les torts de leurs parents et ne peuvent pas transgresser le devoir. Ils doivent s'imposer des fatigues pour nourrir leurs parents et consacrer toutes leurs forces à l'accomplissement de ce soin ». (Code Gia-long, art. 307, commentaire officiel).

« Pour les enfants mâles de droite et de commune lignée, en dehors du cas où il y a un titre transmissible, titre qui, avant tout, revient au fils aîné ou au petit-fils aîné de droite lignée, lorqu'ils partagent les valeurs, rizières et biens de la famille, on ne doit pas rechercher s'ils sont nés de l'épouse, des concubines ou des esclaves ; c'est uniquement d'après le nombre des enfants que le partage a lieu, et à parts égales. — Lorsqu'une famille est éteinte, et qu'il n'y a réellement aucune personne de la même souche apte à continuer la postérité, les propres filles du défunt pourront recevoir la succession ; s'il n'y a pas de filles, le fonctionnaire local devra rendre compte à l'autorité

---

(1) « Le mineur, dit l'article 221 du nouveau Code civil tonkinois, est l'individu de l'un et l'autre sexe qui n'a pas encore atteint l'âge de 21 ans accomplis ». — Cf. l'article 386 du Code des Lê : « Les garçons à partir de l'âge de 16 ans, et les filles à partir de l'âge de 20 ans, dont les terres ou rizières seront cultivées et occupées par des membres de leur famille ou par des personnes quelconques », pourront revendiquer ces terres ou rizières dans un délai de 30 ans, s'il s'agit de membres de la famille, et de 20 ans, s'il s'agit de personnes quelconques.

supérieure et proposer l'emploi des biens à un objet d'intérêt public » (Code Gia-long, art. 83, décrets 1-11).

« Beaucoup d'Annamites, note P.-L.-F. PHILASTRE (*Le Code annamite*, t. I, p. 393), admettent que, dans la lecture du premier décret [de l'article 83 du Code Gia-long], il faut appliquer la disposition de l'article 37, qui dit que, lorsque le mot *tử* est employé, les filles et les garçons, indistinctement, sont compris dans la disposition. » Cette façon d'interpréter le décret est, quoi qu'en pense PHILASTRE, d'accord avec la coutume, généralement suivie en Cochinchine comme au Tonkin, de laisser aux filles une part égale dans la succession de leurs auteurs (*Recueil...*, p. 120).

« Les enfants nés hors mariage reconnus par le père et acceptés par l'épouse ont les mêmes droits que les enfants légitimes dans la succession de leur père et dans celle de l'épouse. Si l'enfant n'a pas été reconnu par le père, il hérite des biens de sa mère non mariée avec une autre personne que son père. » (1) (*Recueil...*, p. 127.)

NGUYỄN-VĂN-TỐ.

(1) « Dans l'article 83 du Code Gia-long, qui traite du partage du patrimoine entre les enfants, il n'est point question d'eux [des enfants nés hors mariage]. Devons-nous en conclure qu'ils en sont exclus? C'est d'autant moins douteux que le législateur annamite, qui a copié exactement son article 83, le commentaire officiel et les deux décrets qui font suite, dans le Code chinois, en a supprimé absolument la disposition suivante : « Les enfants bâtards reçoivent une part égale à la moitié des parts des autres enfants ; s'il n'y a pas d'autres enfants, on instituera une personne apte à continuer la postérité, comme postérité du père, et celle-là partagera à parts égales *avec les bâtards* ; s'il n'y a personne apte à continuer la postérité, alors seulement ceux-là pourront continuer la postérité et partager tout l'héritage. » Ainsi donc, comme on voit, le législateur annamite, plus sévère que celui de la Chine, n'accorde aux enfants illégitimes que les soins de l'éducation ; il semble leur refuser tout droit formel sur le patrimoine de leur auteur et la faculté de continuer sa postérité, on ne peut dire cependant qu'il s'oppose à ce qu'ils puissent bénéficier de l'adoption civile. En tout cas, il n'est pas douteux qu'ils ne soient soumis à toutes les obligations filiales. » (P.-J. SILVESTRE, *Considérations sur l'étude du droit annamite*, 2e éd., p. 133-134.)

LES ASPHYXIES

Pendaison — Strangulation — Submersion

Généralités

L'asphyxie résulte de la privation de l'air. L'air renferme un principe vital, l'oxygène. Le sang apporte non seulement aux différentes parties du corps la nourriture dont elles ont besoin, mais aussi l'oxygène, excitant indispensable au maintien de la vie. C'est au niveau des poumons que l'oxygène se fixe sur les globules rouges du sang. Toutes les causes qui appauvrissent le sang en oxygène ou qui empêchent l'arrivée de l'oxygène dans le sang amènent l'asphyxie.

Les premières sont : la viciation de l'air par l'acide carbonique (air confiné), la raréfaction de l'oxygène dans les couches élevées de l'atmosphère (aéronautes).

Les secondes peuvent être, soit la substitution d'un liquide à l'air (submersion), soit un obstacle dans les voies respiratoires.

Une tumeur du thorax est un obstacle d'ordre pathologique. La pendaison, la strangulation déterminent des obstacles criminels.

L'asphyxie provoque des phénomènes que l'on divise habituellement en quatre phases : 1° au début, les mouvements respiratoires sont ralentis, mais les battements du cœur sont rapides ; cette période dure une minute et se termine par la perte de la conscience ; 2° à la 2e minute, le cerveau est excité ; on observe des convulsions du corps et des membres ; 3° la respiration devient superficielle, mais le cœur continue à battre ; 4° à la 3e minute, le nerf qui actionne les appareils respiratoire et circulatoire est paralysé ; la mort survient.

La pendaison

La pendaison est un mode de suicide qui remonte à la plus haute antiquité. Le nombre des pendaisons serait la moitié des suicides. L'homme a plus souvent recours à la pendaison que la femme ; celle-ci préférerait la submersion. La pendaison est dévolue aux individus dont les centres psychiques ne fonctionnent pas d'une façon très satisfaisante. Des personnes mettent fin à leurs jours pour des motifs futiles. Elles choisissent la pendaison, parce qu'elles ont la perspective d'une mort sans souffrance et que le matériel nécessaire à leur dessein n'est pas compliqué.

En présence d'un pendu, le juge instructeur doit noter soigneusement l'état des lieux et examiner le cadavre.

a) Etat des lieux. — Dans le constat, il doit indiquer l'heure à laquelle il a fait l'examen, — noter les objets (chaises, tabouret, échelle, etc.) placés auprès du pendu, notamment l'objet dont s'est servi le mort pour se hausser, — mesurer exactement la taille du pendu, la distance qui sépare ses pieds du sol, le point d'attache, la hauteur de ce point d'attache. — Si quelqu'un s'est pendu dans l'intérieur d'une maison, il faut examiner le linteau, la poutre transversale ; la poussière de la face supérieure doit avoir voltigé en quantité de côté et d'autre. S'il ne s'y trouve qu'une ligne sans poussière, c'est qu'il n'y a pas eu suicide, car celui qui s'est pendu a cherché d'abord à fixer la corde ; lorsqu'il l'a attachée, il a lutté contre la mort et la poussière de la poutre a tourbillonné de côté et d'autre. S'il s'agit d'une pendaison *post mortem*, l'homme n'a plus à lutter contre la mort et il ne se présente sur la poutre qu'une ligne privée de poussière.

b) Lien, nœud. — Le juge décrira la nature du lien (ficelle, corde, ceinture, etc.), son diamètre, sa forme, sa longueur. Il doit surtout mentionner la situation, la direction de ce lien, s'il était serré ou lâche ; il doit décrire le mode de confection du nœud, préciser la situation du nœud, en arrière, sous le menton ou sur un des côtés du cou. Il y a des nœuds professionnels : nœuds du marin, des emballeurs, des tapissiers, etc. Il mesurera le tour que fait le nœud sous la gorge.

c) Cadavre. — L'examen du cadavre comprend : 1° la position du corps ; 2° les modifications de la face, 3° les lésions extérieures du sillon.

Position du corps. — Le corps restait-il pendu ou était-il dépendu ? Dans le premier cas, il y a lieu de constater si la tête est inclinée du

côté plein de l'anse, si le corps est suspendu ou en contact avec le sol. Les positions couchées, à genoux, etc., ne sont pas exceptionnelles. Dans la pendaison complète, les bras sont collés au corps, les mains crispées, les membres inférieurs sont légèrement fléchis et présentent une coloration violacée. On observe parfois sur la face dorsale des mains et sur la face interne et le bord antérieur des tibias, des érosions et des ecchymoses, dues aux chocs contre les objets environnants au moment des convulsions.

Modification de la face. — Le juge instructeur signalera : la pâleur ou la congestion de la face (avec le nœud fait sur le côté, le visage est souvent bleuâtre ; avec le nœud en arrière, la face est pâle), — la spume qui sort des narines (il y a hémorragie nasale), — la position de la langue (dans la moitié des cas, la langue est projetée hors de la bouche), — la coloration des lèvres généralement cyanosées, — la coloration des oreilles très souvent bleuâtre, alors même que la face est pâle. Les yeux sont rarement saillants, mais les paupières sont souvent entr'ouvertes. Tous ces signes ne sont pas toujours constants. La présence des ecchymoses des conjonctives, la dilatation des pupilles et leur inégalité retiennent plus l'attention.

Le cou. — Le sillon siège le plus fréquemment entre le larynx et le menton, mais on peut le trouver au-dessous du larynx.

Il est simple ou double, complet ou interrompu.

Plus le lien est mince et résistant, plus il creuse un sillon profond.

Celui-ci a une forme qui varie avec la nature du lien.

La direction du sillon est importante à noter ; dans la pendaison elle est oblique ou en fer à cheval ; dans la strangulation elle est perpendiculaire à l'axe du cou. De chaque côté, à gauche ou à droite du menton jusque derrière les oreilles, la marque monte en devenant toujours moins importante. Généralement, le sillon forme le caractère ⅄ sans croisement des branches. Toutefois, certains individus font deux ou trois tours de corde autour du cou et serrent le nœud à gauche ou à droite, de sorte que par derrière la forme du caractère ⅄ avec branches non croisées ne se produit pas.

L'individu qui s'est pendu dans un endroit bas, l'a fait la plupart du temps le corps couché ou sur le côté ou sur le dos ; si c'est sur le côté, la marque monte obliquement à partir de la région sous-

hyoïdienne ; si c'est sur le dos, la marque monte droit : de la région sous-hyoïdienne, elle s'élève près des oreilles sans atteindre la racine des cheveux.

Le *Tây-oan lục bị khảo* pose comme règle que : tout suicidé par pendaison qui porte une blessure ayant la forme du caractère 人 avec branches croisées a pris, pour se pendre, un bout de la corde et l'a attachée à une poutre après avoir fait avec l'autre bout un nœud dans lequel il a introduit sa tête. La blessure qui fait le tour du cou est semblable à celle que produit l'étranglement ; seulement il y a ici ces circonstances que les pieds du pendu sont certainement distants de la terre de plusieurs *thước*, qu'à côté de lui se trouve l'objet qui a servi d'appui aux pieds et que la marque laissée par la corde est toujours dirigée un peu en haut.

Le fond du sillon est pâle, sec ; les bords sont violacés. Lorsque le cadavre est resté exposé quelque temps à l'air, le fond du sillon devient jaunâtre et prend une consistance dure.

Autres renseignements. — Le juge aura encore à enregistrer les renseignements suivants : 1° Quelle sorte d'homme est le mort (aliéné ou sain esprit) ? 2° Est-ce le matin ou le soir qu'on l'a vu ? 3° L'a-t-on détaché pour le secourir ? 4° Est-ce le matin ou le soir que le fait a été rapporté ?

L'enquête sur la cause de la pendaison dépasse le cadre de la médecine légale.

Cet interrogatoire et cet examen une fois faits, le juge instructeur se pose ordinairement les questions suivantes :

1° L'INDIVIDU ÉTAIT-IL ENCORE VIVANT AU MOMENT DE LA PENDAISO ?

Les éléments d'expertise qui démontrent logiquement que l'individu s'est suicidé sont les suivants :

a) Etat des lieux. — La présence de la poussière de la face supérieure de la poutre où est attaché le lien, les déchirures du papier qui recouvre le mur contre lequel a été trouvé le pendu, si on les observe à hauteur des pieds, la présence d'un siège près du pendu, sont des éléments de forte présomption ; mais ces éléments ne sont pas péremptoires : un criminel averti peut en donner le simulacre.

b) Lien, nœud. — Observer bien le mode de confection du nœud. On en déduit parfois la profession de celui qui l'a fait. On découvre parfois que ce nœud n'a pu être fait par le pendu lui-même. Un lien très serré peut faire présumer un crime.

c) Examen du cadavre. — Les érosions, égratignures de la face dorsale des mains, les ecchymoses prétibiales permettent d'affirmer qu'une fois pendu, l'individu a eu des convulsions et qu'il était par suite encore vivant.

La direction oblique ou en fer à cheval du sillon du cou est un indice important, mais elle peut se retrouver identique sur les cadavres qui ont été suspendus par le cou seulement ; l'autopsie peut révéler si la marque a été faite avant ou après la mort (Voir *Coups et blessures*).

Nous avons dit que les modifications de la face (spume, langue projetée au dehors, yeux exorbitants, cyanose des lèvres, des oreilles, pâleur du visage) ne sont pas constants. La dilatation des pupilles est un signe plus sérieux.

L'évacuation d'urines ou de matières fécales s'observe également chez les individus après leur mort sous l'influence de la rigidité musculaire ou de la putréfaction.

d) Autopsie. — L'autopsie fournit des renseignements édifiants :

A la dissection du cou, le médecin légiste peut noter : presque toujours un tassement au niveau du sillon du tissu cellulaire sous-cutané, — souvent des déchirures de muscles, — parfois une injection des tuniques des carotides (40% des cas), — fréquemment la fracture de l'os hyoïde et du larynx, — quelquefois la fracture des premières vertèbres de la colonne vertébrale.

A l'examen du thorax : présence des caillots dans le cœur, congestion des lobes inférieurs des poumons.

A l'examen de l'abdomen : congestion du foie et des reins, piqueté ecchymotique de la muqueuse stomacale.

A l'examen du crâne et du cerveau : parfois ecchymoses épicrâniennes, vaisseaux congestionnés, substance cérébrale anémiée, avec un piqueté hémorragique.

Ces signes sont communs à la pendaison et à la strangulation. Balthazard cite les signes suivants comme preuve indéniable que la pendaison a eu lieu pendant la vie : *a*) suffusions sanguines dans les gaines vasculaires lorsque leur siège répond à la situation du sillon ; *b*) ecchymose prévertébrale ; *c*) rupture de la tunique interne des carotides avec infiltration hémorragique de la tunique moyenne.

(A suivre)

Henri MARCEL
Lauréat de l'Académie de Médecine
Ancien professeur de Médecine légale
à l'Ecole des Mandarins de Hanoi

JURISPRUDENCE

Cour d'Appel de Hanoi (2e Chambre)

Audience du 21 mars 1932

M. Morché, Premier Président,
MM. Verron et Vũ-ngọc-Hoánh, Conseillers,
M. Duringer, Avocat général *p. i.*

Complot, machinations et manœuvres.

I. *Aux termes de l'article 70 du Code pénal tonkinois (inspirés des termes des articles 87 et 89 du Code pénal français), l'existence d'un complot exige* la volonté positive et bien arrêtée d'agir, concertée entre deux personnes au moins, *dans le but de porter les armes contre la France*, ou *de renverser le gouvernement*, ou *de changer l'ordre de successibilité du trône d'Annam*, ou *d'exciter les habitants à se soulever contre l'autorité*, ou *d'attenter contre la vie ou la personne du roi.*

II. *Le fait d'avoir favorisé la fuite d'une personne qui emportait des documents communistes*, ou *d'avoir copié un exemplaire des statuts du parti communiste et une chanson révolutionnaire*, ou *d'avoir copié des tracts communistes*, ou *d'avoir porté des messages communistes écrits à l'encre sympathique*, ou *de s'être enfui à l'arrivée de la police en emportant des écrits et imprimés communistes, ne rentre pas, en dehors de toutes autres circonstances dans la catégorie des « machinations » prévues à l'article 66 du Code pénal tonkinois, mais seulement dans celle des manœuvres « susceptibles de compromettre la sécurité publique ou d'occasionner des troubles politiques graves », manœuvres qui tombent sous l'application de l'article 71 du Code pénal annamite.*

Cette distinction a son importance, puisque les « machinations » constituent un crime puni de mort, alors que les « manœuvres », simple délit, sont punies seulement d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Trần-xuân-S. et consorts contre Ministère public.

La Cour,

Après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement, contradictoirement et en matière pénale indigène,

En la forme :

Attendu que les appels sont réguliers, qu'il y a lieu de les recevoir ;

Attendu que les faits reprochés aux prévenus, tels qu'ils sont exposés au jugement dont est appel et aussi tels qu'ils sont établis par l'information et les débats, ne constituent pas le crime d'association de malfaiteurs, crime prévu et puni par l'art. 176 du Code pénal ; qu'il ne résulte pas, en effet, la preuve que les prévenus se soient entendus pour préparer ou commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés ; qu'on ne trouve pas l'organisation de bandes ayant pour objet de porter atteinte aux personnes ou aux propriétés, élément qui caractérise le crime d'association de malfaiteurs ; qu'il y a donc lieu d'acquitter les prévenus de ce chef ;

Attendu que la preuve des faits relevés à la charge de TRẦN-THỊ-D. n'est pas établie, que le Ministère public déclare abandonner les poursuites en ce qui la concerne ; qu'il y a lieu de la renvoyer des fins de la poursuite sans amende ni dépens ;

Attendu qu'en ce qui concerne les autres prévenus, la matérialité des faits tels qu'ils sont rapportés au jugement entrepris est établie à leur encontre ;

Attendu qu'il est prouvé par l'information et les débats que la maison de TRẦN-XUÂN-S. dit HAI-S. était le siège d'une propagande communiste intense, qui avait pour but le renversement du gouvernement annamite et la destruction de l'ordre social ; que les affiliés sous la direction de TRẦN-THỊ-P., fille de TRẦN-XUÂN-S., s'y réunissaient en vue de cette propagande et que des tracts et des brochures communistes contenant des appels à la révolte y étaient copiés pour être répandus dans le public ; que TRẦN-TH -P. a reconnu avoir organisé cette propagande ; que, bien que TRẦN-XUÂN-S. ait prétendu ne rien savoir de cette dernière, il est inadmissible qu'habitant la même maison que sa fille TRẦN-THỊ-P., il ait ignoré ces agissements ; que tout conduit à penser que c'est lui qui les a inspirés et qui a été le véritable instigateur de toute cette propagande faite sous le couvert de sa fille ;

Attendu que l'entreprise de propagande communiste à laquelle TRẦN-XUÂN-S. et TRẦN-THỊ P. se sont livrés et leurs menées secrètes révèlent, par la combinaison des moyens cachés qu'ils ont employés et le but criminel qu'ils ont poursuivi, le caractère de machinations ayant pour but de renverser le gouvernement et d'exciter les habitants à se soulever contre l'autorité ; que ces faits constituent le crime prévu et puni par l'art. 66 du Code pénal annamite, ainsi conçu :

« *Art. 66.* — Sera aussi puni de la peine de mort quiconque aura pratiqué « des machinations ayant pour but de renverser le gouvernement ou de chan« ger l'ordre de successibilité au trône d'Annam ou d'exciter les habitants à se « soulever contre l'autorité ou aura attenté contre la vie ou la personne du roi » ;

Attendu toutefois qu'on ne trouve à l'encontre de TRẦN-XUÂN-S. et de TRẦN-THỊ-P. ni des autres prévenus la preuve de l'existence d'un complot caractérisé par la volonté positive et bien arrêtée d'agir d'une façon concertée dans le but de commettre les crimes prévus par ledit article 70 du Code pénal ; que le crime de complot ne peut donc être retenu à leur charge ;

Attendu qu'en ce qui concerne les prévenus ĐỖ-THỊ-A., VŨ-VĂN-T., PHẠM-VĂN-D. dit G., LƯU-NGỌC-T. et TRẦN-XUÂN-D., les faits et actes dont ils se sont rendus coupables n'ont pas le caractère de machinations ayant pour but de renverser le gouvernement ou d'exciter les habitants à se soulever contre l'autorité ; qu'on ne saurait voir en effet des machinations dans le fait par ĐỖ-THỊ-A. d'avoir favorisé la fuite de son cousin T.-XUÂN-D. qui emportait des documents communistes ; dans le fait par VŨ-VĂN-T., écolier de 16 ans, d'avoir copié un exemplaire des statuts du parti communiste et une chanson révolutionnaire, dans le fait par PHẠM-VĂN-D. dit G., âgé de 17 ans, d'avoir également copié des tracts communistes, dans le fait par LƯU-NGỌC-T. dit LƯU-VĂN-A. d'avoir porté des messages communistes écrits à l'encre sympathique, dans le fait par TRẦN-XUÂN-D., écolier de 15 ans, de s'être enfui à l'arrivée de la police en emportant des écrits et imprimés communistes ; que ces actes, bien qu'accomplis dans un but délictueux, ne rentrent pas, en dehors de toutes autres circonstances dans la catégorie des machinations, mais constituent seulement des manœuvres susceptibles de compromettre la sécurité publique ou d'occasionner des troubles politiques graves, manœuvres qui tombent sous l'application de l'article 71 du Code pénal annamite, ainsi conçu :

« *Art. 71.* — Les autres manœuvres susceptibles de compromettre la sécu-« rité publique ou d'occasionner les troubles politiques graves seront punies d'un « emprisonnement d'un an à cinq ans » ;

Attendu qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes permettant de faire bénéficier TRẦN-THỊ-P. des dispositions bienveillantes de l'art. 321 du Code pénal annamite, ainsi conçu :

« *Art. 321.* — Lorsque l'accusé ou le prévenu sera reconnu coupable, si les « circonstances paraissent atténuantes, les peines prononcées par la loi seront « modifiées ainsi qu'il suit :

« § *1.* — Si la peine est celle de la mort, le juge appliquera la peine des tra-« vaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps. »

Attendu qu'il échet de faire application de l'art. 56 du Code pénal annamite aux prévenus VŨ-VĂN-T. et TRẦN-XUÂN-D., mineurs de 16 ans à l'époque où ont été commis les délits dont ils se sont rendus coupables, ledit article ainsi conçu :

« *Art. 56.* — Dans le cas où un individu âgé de moins de 16 ans commettra « un crime ou un délit, si les juges reconnaissent qu'il a agi avec discernement, « les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

« § *3.* — S'il a encouru une peine correctionnelle pour simple délit, la peine « qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de « celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans. »

Attendu que VŨ-VĂN-T. et TRẦN-XUÂN-D. ont agi avec discernement ;

Vu les articles 20 et 21 du Code pénal annamite, ainsi conçus :

« *Art. 20.* — L'effet du renvoi sous la surveillance administrative sera de « donner à l'autorité locale le droit de déterminer certains lieux, dans lesquels « il sera interdit au condamné de paraître, après qu'il aura subi sa peine ou de « lui fixer le lieu où il devra résider.

« Le condamné à la surveillance ne pourra quitter la résidence qui lui aura « été fixée, ni pénétrer sur le territoire où il lui a été interdit de paraître « sans l'autorisation du Résident supérieur, donnée après avis du Procureur « général près la Cour d'appel de Hanoi.

« Néanmoins l'autorité provinciale pourra aussi accorder cette autorisation :

« 1° Dans le cas de simple déplacement dans les limites mêmes de la province ;

« 2° Dans les cas urgents, mais à titre provisoire seulement.

« En cas de désobéissance aux dispositions ci-dessus, l'individu renvoyé « sous la surveillance administrative sera condamné par le tribunal à un « emprisonnement qui ne pourra excéder cinq années. »

« *Art. 21.* — La durée de la surveillance administrative sera d'une année au « moins et de 20 années au plus, sauf les cas où il sera autrement disposé par « le présent Code.

« Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention, à la « réclusion et au bannissement, seront placés de plein droit, après qu'ils auront « subi leur peine et pendant 20 années sous la surveillance administrative.

« Néanmoins l'arrêt ou le jugement de condamnation pourra réduire la durée « de la surveillance, ou même déclarer que les condamnés n'y seront pas « soumis.

« Tout condamné à des peines perpétuelles, qui obtiendra commutation « ou remise de sa peine, sera, s'il en est autrement disposé par la décision « gracieuse, de plein droit placé sous la surveillance administrative, pendant « 20 ans.

« Devront être renvoyés sous la même durée de surveillance ceux qui seront « condamnés pour crimes ou délits intéressant la sûreté de l'Etat.»

Par ces motifs :

Reçoit les appels ;

Déclare TRẦN-THỊ-D. non atteinte et convaincue des crimes qui lui sont reprochés, l'acquitte, la décharge des condamnations prononcées contre elle ; la renvoie des fins de la poursuite sans amende ni dépens ;

Déclare tous les autres prévenus non coupables du crime d'association de malfaiteurs, les acquitte de ce chef ;

Les déclare également non atteints et convaincus du crime de complot prévu et puni par l'article 70 du Code pénal annamite, les acquitte de ce chef ;

Déclare ĐỖ-THỊ-A., VŨ-VĂN-T., PHẠM-VĂN-D. dit G., LƯU-NGỌC-T. dit LƯU-VĂN-A. et TRẦN-XUÂN-D. non atteints et convaincus du crime prévu et puni par l'article 66 du Code pénal annamite, les acquitte de ce chef ;

Déclare TRẦN-XUÂN-S. dit HAI S. et TRẦN-THỊ-T. atteints et convaincus d'avoir pratiqué des machinations ayant pour but de renverser le gouvernement et

d'exciter les habitants à se soulever contre l'autorité, crime prévu et puni par l'art. 66 du Code pénal annamite ;

Leur faisant application des articles susvisés et dont lecture leur a été donnée, condamne :

TRẦN-THỊ-P. à la peine de cinq ans de travaux forcés et à dix ans de surveillance administrative ;

Confirme la peine de cinq ans de réclusion prononcée contre TRẦN-XUÂN-S. dit HAI-S., à l'égard duquel il n'a pas été interjeté appel, le condamne en outre à 10 ans de surveillance administrative ;

Déclare ĐỖ-THỊ-A., VŨ-VĂN-T., PHẠM-VĂN-D. dit G., LƯU-NGỌC-T. dit LƯU-VĂN-A. et TRẦN-XUÂN-D. atteints et convaincus du délit prévu et puni par l'art. 71 du Code pénal annamite et leur faisant application de cet article dont lecture a été donnée ainsi que des articles 56, 20 et 21 susvisés, les condamne :

ĐỖ-THỊ-A., à deux ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance administrative ;

VŨ-VĂN-T., à deux ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillanee administrative ;

PHẠM-VĂN-D. dit G., à trois ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance administrative ;

LƯU-NGỌC-T. dit LƯU-VĂN-A., à cinq ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance administrative ;

TRẦN-XUÂN-D., à dix-huit mois d'emprisonnement et cinq ans de surveillance administrative ;

Condamne TRẦN-XUÂN-S. dit HAI-S., TRẦN-THỊ-P., ĐỖ-THỊ-A., VŨ-VĂN-T., PHẠM-VĂN-D. dit G., LƯU-NGỌC-T. dit LƯU-VĂN-A. et TRẦN-XUÂN D., en tous les dépens de 1ère instance et d'appel, liquidés à 76 $ 10 ;

Fixe au minimum édicté par la loi la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE HANOI

Audience du 4 juillet 1932

M. GAYE, Président.

M. DISSES, Procureur de la République.

Diffamation. — Abus de citation.

I. — *La diffamation est l'allégation d'un fait de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel il est imputé (loi du 29 juillet 1881, art. 29) ;*

II. — *La diffamation est punissable, quand elle est commise soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou*

exposés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards ou affiches exposés au regard du public, soit par la mise en vente, la distribution ou l'exposition de dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes.

III. — *L'imputation des faits que la loi autorise, sanctionne ou prescrit, ne peut pas avoir, en principe, un caractère diffamatoire, quel qu'en ait été le mobile, et encore que son auteur l'ait faite avec l'intention d'atteindre l'honneur de la personne contre laquelle il l'a dirigée* (Le Poittevin, Traité de la Presse, *T. II, p. 236, n° 716* ; - en sens contraire : Barbier, Code expliqué de la presse, *1ère éd., T. I, n° 415*).

L'exhumation des restes mortels ayant été réglementée au Tonkin par l'arrêté du Résident supérieur du 7 août 1929 (Bull. adm. Tonkin, *1930, p. 2043*), *le fait d'un prêtre catholique qui a lu en chaire et expliqué devant les fidèles une sentence de l'évêque portant interdit contre des indigènes qui, avec l'autorisation du Résident, avaient exhumé les restes mortels de leur père et oncle, inhumés dans un cimetière catholique pour les transférer dans un lieu de sépulture non consacré, ne constitue pas une diffamation. Si cependant l'imputation avait été accompagnée de commentaires outrageants, des poursuites auraient pu être exercées pour injures* (Le Poittevin, *loc. cit.*).

IV. — *Le mot annamite* trộm *n'a pas, en lui-même, un sens diffamatoire, injurieux, ni même péjoratif, puisqu'il signifie* en cachette, à la dérobée, en secret, clandestinement. *Il exprime même la politesse, la discrétion dans certaines expressions :* trộm nhớ, trộm nghĩ, trộm lạy, trộm dấu, khóc trộm, nói trộm (*cf. Dictionnaire annamite-français de* J. Génibrel, J. Bonet *et* G. Cordier).

L'expression bốc mả trộm, *« exhumer un corps en secret » implique seulement l'absence de publicité, et comme, en l'espèce, les intéressés étaient munis de l'autorisation administrative, elle signifie seulement que l'exhumation fut faite sans l'autorisation ecclésiastique.*

Cette absence de permission cléricale n'étant pas sanctionnée par la loi laïque, l'emploi de l'expression bốc mả trộm *dans le texte de l'interdit ou dans son explication publique au prône ne saurait constituer le délit de diffamation.*

Une situation analogue pourrait se présenter si un fidèle catholique faisait prononcer son divorce par le tribunal indigène, en application des articles 116 à 150 du C. C. tonkinois, alors que le divorce est interdit par l'Eglise romaine, qui base sa prohibition sur les paroles de Christ

rapportées dans l'Evangile de Saint Matthieu (XIX, 3 à 10) et dans l'Evangile de Saint Luc (XVI, 18) et sur les enseignements de Saint Paul (première épître aux Corinthiens, VII, 10). Le prêtre emploierait l'expression rẫy vợ trộm.

V. — *L'usage abusif d'un droit, lorsqu'il cause un préjudice, peut motiver une action en dommages-intérêts: c'est la théorie connue sous le nom d'« abus du droit » ou « usage abusif des droits ». Les droits d'agir en justice ou de résister à une demande judiciaire offrent, notamment, des exemples de cas où leur exercice peut être abusif et motiver l'allocation de dommages-intérêts.*

L'exercice d'une action en justice devient une faute motivant une condamnation à des dommages-intérêts, lorsqu'elle constitue un acte de malice ou de mauvaise foi, ou tout au moins, une erreur grossière équipollente au dol. (Cass. 3 juillet 1895, D. 95.1.511; S. 95.1.344; Cass. 16 janvier 1899, D. 99. 1.135; Cass. 22 décembre 1897, D. 99.1.85, Req. 6 novembre 1900, D. 1901, 1.12).

La responsabilité doit être appréciée plus sévèrement lorsque l'action est de nature à porter atteinte à la considération du défendeur; par exemple, lorsqu'il s'agit de citation directe en police correctionnelle (Trib. corr. Cognac, 1er février 1899, D. P. 99.2.207; Chambéry, 1er août 1901, D. P. 190. 2.253).

Nguyễn-H. et autres contre le P. A.

Le Tribunal,

Attendu que le P. A., curé de Hà-đông, est, aux termes de l'assignation, poursuivi pour avoir, en l'église de Phùng-khoang, le dimanche 17 avril 1932, prononcé un discours qui contenait contre les plaignants Ng.-H., Ng.-hữu-T. dit B. et Ng.-hữu-Q. l'imputation extrêmement grave de violation de sépulture, puisque celle-ci constitue un délit prévu et puni par les articles 246 et 247 du Code pénal annamite;

Attendu que l'imputation de ce délit, dans un discours prononcé dans un lieu public, constitue en principe le délit de diffamation;

Attendu que, pour établir la preuve des propos diffamatoires, les parties civiles ont fait entendre certains témoins, dont deux sont leurs fils et neveu;

Attendu que le prévenu a protesté avoir diffamé et eu l'intention de diffamer les plaignants, et a exposé qu'il n'avait fait que lire à l'église, ainsi que ses fonctions ecclésiastiques l'y obligeaient, une sentence ecclésiastique avec simple explication de certains termes techniques, sentence versée au dossier;

Attendu qu'à l'appui de ces protestations, le prévenu a fait entendre quatre témoins relativement au prône incriminé;

Attendu que les témoins de l'accusation n'ont pas été d'accord sur les termes — d'ailleurs non précisés dans l'assignation — que le prévenu aurait employés pour imputer aux plaignants le délit de violation de sépulture, qu'ils ont donné les termes « ăn cướp, ăn cắp et même ăn trộm » dénommant en langue annamite différentes manières dont se commettent les vols, et l'un d'eux le terme de « bốc trộm » qui signifie exhumer sans autorisation ou clandestinement ;

Attendu que l'un de ces témoins a également reconnu que le prévenu lisait un papier ;

Attendu que les témoins de la défense sont tous venus affirmer à la barre que les termes « ăn cướp, ăn cắp ou ăn trộm », n'avaient pas été prononcés, mais bien le terme « bốc trộm » ;

Attendu que, si l'on rapproche ces différents témoignages de la sentence épiscopale rendue contre les trois catholiques plaignants, versée au dossier, il apparaît que c'est en raison de ses fonctions et conformément aux lois de l'église catholique que le prévenu a donné lecture de cette sentence sans y ajouter des paroles imputant aux plaignants d'autres faits que ceux que contenait cette décision ;

Attendu que cette sentence épiscopale dénonce aux catholiques fidèles que des plaignants, aveuglés par la tentation du démon, ont exhumé sans raison les restes moriels de leur père du cimetière catholique où la bénédiction avait été donnée et dont l'administration appartient au chef de la circonscription chrétienne, pour les transférer en un autre lieu non béni, acte inspiré par les mauvaises croyances de diverses espèces ;

Attendu qu'il résulte donc du dossier et des débats que dans le prône qui a été prononcé et plus exactement dans la lecture qui a été faite en chaire par le prévenu de ladite sentence à l'office du dimanche 17 avril 1932, il a été imputé aux plaignants l'exhumation et la translation des restes mortels de leur père sans raison et contrairement aux préceptes de la religion catholique ;

Attendu, même en admettant que cet acte soit jugé sévèrement par certaines personnes notamment par des fidèles catholiques et même flétri par la conscience publique, cet acte, les autorisations civiles ayant été obtenues, est néanmoins un fait légal et ne constitue nullement le délit de violation de sépulture prévu et puni par les articles 246 et 247 du Code pénal annamite retenu dans l'assignation comme constituant l'imputation diffamatoire ;

Attendu que l'imputation d'avoir participé à un fait légal ne peut constituer une diffamation ;

Attendu en effet que le tribunal n'a pas le droit de considérer la participation à un acte autorisé par la loi et les règlements comme pouvant porter atteinte à l'honneur et à la considération de celui à qui on les impute (Le Poittevin, *Traité de la Presse*, T. II, p. 236 & 716) ;

Attendu qu'il n'y a donc pas délit de diffamation, que la poursuite n'est point fondée, qu'il est par suite sans intérêt de discuter si, conformément aux conventions diplomatiques, la lecture à l'église de cette sentence ecclésiastique d'interdit personnel peut être assimilée à la publication des décisions judiciaires qui n'est pas diffamatoire ainsi qu'exposé dans les conclusions du prévenu et s'il y a réellement, comme il apparaît cependant, analogie avec l'espèce objet de l'arrêt de la Cour d'appel de Hanoi en date du 10 novembre 1931 - Ng.-văn-Phái et M. P. contre Ng.-văn-Thục et autres ;

Attendu qu'il échet d'acquitter le prévenu et en conséquence de débouter les parties civiles de leurs demandes, fins et conclusions ;

Attendu que, concluant à son acquittement, le prévenu demande au tribunal, par application de l'art. 191 du Code d'instruction criminelle, de condamner conjointement et solidairement — même par corps, vu leur mauvaise foi, les plaignants à lui payer la somme de 500 piastres à titre de dommages-intérêts et à la publication du présent jugement à leurs frais dans quatre journaux déterminés en réparation du préjudice moral et matériel que lui ont causé les poursuites dont il a été malignement l'objet ;

Attendu que la régularité en la forme de cette demande n'est pas contestée, qu'elle est recevable ;

Attendu au fond qu'il ressort des débats et des circonstances de la cause que le prévenu a été malignement l'objet d'un abus de citation de la part de plaignants de mauvaise foi, que les poursuites lui ont causé un préjudice moral et matériel certain dont il lui est dû réparation ;

Attendu que ses demandes en paiement de dommages-intérêts et en insertions sont donc justes et bien fondées en leur principe ;

Attendu qu'elles sont néanmoins exagérées en leur quantum, que le Tribunal trouve dans la cause les éléments d'appréciation pour fixer la somme due à titre de dommages-intérêts et limiter le coût des insertions ;

Par ces motifs,

Déclare le P. A. non atteint ni convaincu du délit qui lui est reproché, l'acquitte et le renvoie des fins de la poursuite sans amende ni dépens ;

Déboutant Nguyễn-H., Ng.-hữu-T. dit B. et Ng.-hữu-Q., partie civile, de leurs demandes, fins et conclusions, les condamne conjointement et solidairement par toutes les voies de droit et même par corps à payer au P. A. la somme de 150 piastres à titre de dommages-intérêts ainsi qu'aux frais de l'insertion du présent jugement dans les journaux, le *T. H.*, le *H. T. N. B.*, l'*A.* du *T.* et la *V. I.*, dit néanmoins que le coût de chaque insertion ne devra pas dépasser 60 piastres, les condamne en outre, sous la même solidarité, en tous les dépens, fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi

Audience du 6 avril 1932

M. Baurens, Président *p. i.*
M. Huckel, Rapporteur.
M. Géhin, Commissaire du Gouvernement.

Approbation des appels d'offres.

I. — *Le refus du Gouverneur général d'approuver un appel d'offres étant un acte d'administration déterminé par des motifs d'un caractère discrétionnaire, ne peut donner lieu à indemnité.*

II. — *La notification tardive du refus d'approbation n'ouvre pas à l'adjudicataire provisoire un droit à une indemnité lorsque ce retard ne lui a causé aucun préjudice.*

III. — *L'adjudication par appel d'offres est une adjudication restreinte qui, à la différence de l'adjudication au concours, oblige d'adjuger l'entreprise au soumissionnaire qui a fait le plus fort rabais.*

Samanal contre Gouvernement général de l'Indochine et Résidence supérieure au Laos.

Le Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi,

Vu la requête introductive d'instance présentée pour la Société anonyme des Messageries automobiles du Nord-Annam et Laos, à Vinh, dite par abréviation Samanal dont le siège social est à Vinh (Annam), agissant poursuites et diligences du sieur C., son administrateur-délégué, demeurant audit sièges ayant MM. Mourlan et Pascalis, pour avocats-défenseurs, et faisant élection de domicile en leur étude, 40 bd. Gambetta à Hanoi, ladite requête enregistrée au Secrétariat du Conseil du Contentieux le 13 octobre 1930 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil :

Dire que c'est à tort que le Résident supérieur au Laos et le Gouverneur général de l'Indochine ont refusé en mai-juin 1930 de reconnaître la Samanal comme concessionnaire définitive du marché de transport qu'elle assurait provisoirement ;

Dire que c'est à tort que le Résident supérieur au Laos et le Gouverneur général de l'Indochine ont, de leur propre aveu, procédé suivant les règles d'une adjudication, alors que les postulants avaient été conviés à un appel d'offres et que chacun et la requérante notamment avaient soumissionné à cet appel ;

Dire que c'est à tort également que le Résident supérieur au Laos et le Gouverneur général ont, après avoir ainsi procédé et avoir ainsi abusivement éliminé la requérante, obligé celle-ci à assurer le service, à titre provisoire, jusqu'au premier octobre 1930 ;

En conséquence, condamner le Résident supérieur au Laos et le Gouverneur général de l'Indochine solidairement à payer à la requérante :

Une somme de 150.000$, à titre de dommages-intérêts,

Une somme de 10.000$, à titre de dommages-intérêts,

Une somme de 2.000$, à titre de dommages-intérêts,

Pour les trois chefs sus-énoncés,

Les condamner en outre sous la même solidarité en tous les dépens ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 20 juin 1931, le mémoire en réponse par laquelle la Samanal a demandé au Conseil de condamner les défendeurs conjointement et solidairement à lui payer :

1° une indemnité de 160.000$;

2° une indemnité de 20.000$;

3° les intérêts à 8% l'an, depuis la demande en justice, intérêts qui seront capitalisés d'année en année ;

Condamner les défendeurs en tous les dépens ;

Vu, enregistré comme ci-dessus le 10 août 1931, le nouveau mémoire en réponse déposé par la Samanal persistant dans ses conclusions précédentes ;

Vu les mémoires en défense et en réplique déposés par le représentant du Gouvernement général de l'Indochine et du Protectorat du Laos, enregistrés comme ci-dessus les 4 février, 8 juillet et 4 septembre 1931 et tendant au rejet de la requête par le motif que l'Administration ayant agi en l'espèce dans la plénitude de ses attributions, ne saurait être condamnée à des dommages-intérêts ;

Vu le marché de gré à gré passé le 30 octobre 1929 par la Samanal avec le Résident supérieur au Laos agissant au nom et pour le compte du Gouverneur général de l'Indochine, en application de l'article 18, parag. 10, du décret du 18 novembre 1882, modifié par le décret du 23 août 1919 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu les décrets des 5 août, 7 septembre 1881, 6 septembre 1921 et 20 mai 1928 ;

Vu les arrêtés du 7 février 1922 ;

Ouï M. l'administrateur HUCKEL, Conseiller rapporteur, en son rapport ;

Ouï en leurs observations orales : Me MAYET, secrétaire de Me PASCALIS, avocat de la Samanal et Me LAMBERT, secrétaire de Me MANDRETTE, avocat de l'Administration ;

Ouï M. l'Administrateur GÉHIN, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant publiquement et contradictoirement ;

Considérant que la Samanal avait signé le 30 octobre 1929 avec le Résident supérieur au Laos, agissant au nom et pour le compte du Gouverneur général de l'Indochine, en application de l'article 18, parag. 10, du décret du 18 novembre 1882, modifié par le décret du 23 août 1919, un marché de gré à gré par lequel elle s'engageait à assurer à titre provisoire et pour une durée minimum de six mois, à compter du 1er novembre 1929, le service subventionné des transports postaux et administratifs par voitures automobiles entre Đông-hà Savannakhet, Vinh Thakhek et vice-versa, dans les conditions prévues au cahier des charges du 23 août 1928, avec un rabais de 36 % sur les tarifs fixés, consenti précédemment par elle, suivant soumission du 10 octobre 1928, confirmée par télégramme du 23 octobre 1929 ;

Considérant qu'aux termes dudit contrat (art. 2) il devait être obligatoirement prorogé de la période de temps nécessaire au nouveau concessionnaire pour organiser le service des transports dans les conditions du nouveau cahier des charges à intervenir ;

Considérant que le Gouverneur général de l'Indochine signa le 7 novembre 1929 le nouveau cahier des charges de la concession qui devait être accordée, aux termes des articles 4 et 5, pour une durée de cinq années du 1er mai 1930 au 30 avril 1935 « *par adjudication au rabais* avec concurrence et publicité sur soumission cachetée » ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 5 « l'adjudication ne sera définitive qu'après avoir été approuvée par le Gouverneur général ou son délégué *sans*

que le refus de l'approbation puisse donner lieu à aucune réclamation du concessionnaire. L'approbation ou le rejet de l'adjudication sera notifiée à l'adjucataire dans le délai de cinquante jours qui courra de la date du procès-verbal d'adjudication » ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 6 « ne seront admis à soumissionner que les candidats agréés conformément aux dispositions de l'art. 3 du décret du 18 novembre 1882. Il sera procédé à l'adjudication dans les formes tracées par les articles 22 et suivants des Conditions générales des marchés du 31 décembre 1809 » ;

Considérant que, par télégramme nº 706 - A. G. du 4 décembre 1929 adressé au Gouverneur général, le Résident supérieur au Laos demanda, pour l'exécution du nouveau contrat, non pas l'adjudication, mais l'appel d'offres permettant l'élimination préalable des soumissionnaires n'offrant pas les capacités techniques et financières désirables ;

Considérant que, par télégramme nº 3496 du 14 décembre 1929, le Gouverneur général répondit : « Réponse à 706. D'accord » ;

Considérant que, les affiches officielles apposées ensuite pour provoquer les soumissions portent la mention : « Avis d'appel d'offres », et que les deux télégrammes précités furent reproduits en gros caractères en tête du cahier des charges ;

Considérant qu'il résulte de l'art. 3 du décret du 18 novembre 1882 relatif aux adjudications et marchés à passer pour le compte de l'Etat ; que les *adjudications publiques* qui ne peuvent être livrées à une concurrence illimitée sont soumises à des restrictions permettant de n'admettre que les soumissions qui émanent de personnes reconnues capables par l'Administration, au vu des titres exigés par le cahier des charges, et préalablement à l'ouverture des plis renfermant les soumissions ;

Considérant qu'aux termes du décret du 26 octobre 1898, les articles 1, 2, 3, 4, 13, 14, 15, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27 et les premier et deuxième parag. de 4 l'article 19 du décret du 18 novembre 1882, relatifs aux adjudications et marchés à passer pour le compte de l'Etat, sont promulgués aux colonies ;

Considérant que l'arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 4 novembre 1899 relatif aux adjudications et aux marchés passés par les services généraux de l'Indochine au nom du Gouvernement général, a décidé que les dispositions du décret du 18 novembre 1882 sont applicables aux marchés de travaux, fournitures et transports conclus par les services généraux de l'Indochine pour le compte du Gouvernement général ;

Considérant qu'aux termes de l'arrêté du Gouverneur général du 31 décembre 1899 (article premier), « les marchés passés en Indochine pour le compte du Département des colonies et du Gouvernement général sont soumis en tout ce qui leur est applicable aux dispositions contenues : 1° dans le décret du 31 mai 1862 portant règlement général sur la comptabilité publique ; 2° dans le décret du 18 novembre 1882 dont divers articles ont été rendus exécutoires dans les colonies et pays de protectorat par le décret du 26 octobre 1898 ; 3° et dans l'arrêté du 4 novembre 1899, relatif aux adjudications et aux marchés passés par les services généraux de l'Indochine au nom du Gouvernement général ;

Considérant que le cahier des charges du 7 novembre 1929 (art. 33) a stipulé que « les clauses et conditions générales sur les marchés fixées par l'arrêté du Gouverneur général de l'Indochine en date du 31 décembre 1899 sont applicables audit cahier des charges » ;

1° *Question de la première adjudication avec appel d'offres* :

Considérant que la Samanal, seule soumissionnaire, fit parvenir sa soumission au Résident supérieur au Laos dans le délai réglementaire, c'est-à-dire au moins dix jours francs avant la date du 31 mars 1930, et que ses offres avec rabais de 36% sur les prix de base du cahier des charges furent retenues par la commission d'adjudication, qui la proposa au Gouverneur général comme adjudicataire dans son procès-verbal d'adjudication du 31 mars 1930 ;

Considérant que le 26 mai 1930 la Samanal envoya au Gouverneur général à Hanoi le télégramme suivant : « Nous référant art. 5 cahier des charges du 7 novembre 1929 sujet concession services postaux subventionnés Laos, permettons remarquer délai cinquante jours prévu pour approbation ou rejet écoulé depuis vingt mai. Stop. Ayant sans interruption assuré le service après date normale début nouveau contrat, vous informons respectueusement nous considérons adjudicataires définitifs nouveau contrat pour lequel avons aussitôt engagé grosses dépenses personnel, matériel, immeubles. Signé : Samanal » ;

Considérant que le 26 mai 1930, le Résident supérieur au Laos câbla à la Samanal : « Gougal n'a pas approuvé résultats appel d'offres 31 mars dernier relatif concession services portaux Mékong à la côte d'Annam. Stop. Nouvel appel offres aura lieu seize juillet prochain, fera objet affiches et publicité. Stop. Par application art. votre marché 2, approuvé 4 novembre 1929, service continuera être assuré par vos soins jusqu'à désignation nouveau concessionnaire » ;

Considérant qu'aux termes de l'art. 5 précité, le rejet de l'adjudication aurait dû être notifié à l'adjudicataire dans le délai de cinquante jours qui courra de la date du procès-verbal de l'adjudication ;

Considérant que ce procès-verbal porte la date du 31 mars 1930 ;

Considérant que le rejet aurait dû être notifié à la Samanal le 20 mai 1930 au plus tard et ne l'a été que le 26 mai, soit cinquante-cinq (55) jours après la date du procès-verbal d'adjudication ;

Considérant que l'Administration est en faute d'avoir dépassé le délai fixé impérativement pour la notification du rejet ;

Considérant cependant que ce retard n'habilitait nullement la Samanal à se considérer comme adjudicataire définitif et que sa qualité de titulaire du marché de gré à gré du 30 octobre 1919 ne lui a accordé aucun privilège à ce point de vue ;

Considérant que le retard de l'Administration ne devait causer à la Samanal aucun préjudice, puisque son marché de gré à gré « était obligatoirement prorogé de la période de temps nécessaire au nouveau concessionnaire pour organiser le service des transports dans les conditions du nouveau cahier des charges à intervenir » (art. 2 du marché de gré à gré du 30 octobre 1929) ;

Considérant que la faute n'existe juridiquement que par ses résultats, c'est-à-dire par le dommage qu'elle a pu causer et que le droit n'a point à tenir compte d'une faute qui n'aurait produit aucun dommage (Cass. 14 janvier

1862, D. 62. 1. 91 ; Cass. 17 février 1874 C. 74. 1. 1360 ; Cass. 6 février 1894, D. 94. 1. 1192 ; Cass. 30 juin 1902, D. 1903. 1. 569);

Considérant que l'Administration ne saurait donc être responsable des grosses dépenses que la Samanal dit avoir engagées pour son personnel, son matériel et ses immeubles du 20 mai 1930 au 26 mai 1930 ;

Considérant qu'il convient de rejeter la requête de la requérante sur ce premier point ;

II. *Question de la deuxième adjudication avec appel d'offres* :

Considérant qu'une nouvelle adjudication avec appel d'offres eut lieu le 16 juillet 1930 pour une durée de cinq années du 1er octobre 1930 au 30 septembre 1935 ;

Considérant que la Samanal ne fut pas seule admise à l'adjudication restreinte (appel d'offres), mais que la Société industrielle de Savannakhet fut aussi admise par la commission d'adjudication le 16 juillet 1930 ;

Considérant que la Samanal ne consentit qu'un rabais de 36% sur les prix de base indiqués à l'art. 14 du cahier des charges, alors que la Société industrielle de Savannakhet accorda un rabais de 55% ;

Considérant que la Commission d'adjudication proposa cependant la Samanal au Gouverneur général comme adjudicataire définitif ; mais que le Gouverneur général à la date du 21 août 1930 inscrivit sur la soumission de la Société industrielle de Savannakhet *in fine* : « L'art. 4 du cahier des charges, établi le 7 novembre 1929, spécifiant que la concession du service prévu à l'art. premier doit se faire par adjudication au rabais, le Gouverneur général de l'Indochine déclare adjudicataire la Société industrielle de Savannakhet qui a fait le prix le plus bas. Saigon, le 21 août 1930, le Gouverneur général de l'Indochine, signé : PASQUIER » ;

Considérant que, suivant le principe posé par le décret du 18 novembre 1882 (art. 14), le soumissionnaire ayant offert le prix le plus bas de ceux portés par les soumissions est déclaré adjudicataire ;

Considérant que la circulaire du Gouverneur général du 6 janvier 1903 porte qu'en matière d'appel d'offres : « La commission n'a à examiner que les propositions des industriels ou maisons de commerce appelées nominativement à faire des offres. La commission, après avoir examiné à loisir les offres qu'elle a reçues, porte son choix sur celles qui lui paraissent les plus avantageuses parmi toutes les propositions qu'elle juge acceptables. *Ce n'est pas le prix le plus bas qui l'emporte nécessairement.*— Diverses considérations peuvent influer sur la décision à intervenir : valeurs des plans présentés, s'il y en a, longueur des délais demandés, exactitude habituelle des maisons à livrer dans les délais stipulés ; enfin les mérites particuliers des produits de ces maisons..» ;

Considérant que cette circulaire du 6 janvier 1903 fut confirmée par celle nº 1485 - D du 29 mai 1930, qui rapporta celle nº 85 - C. T. du 3 mai 1929 qui avait décidé qu'après l'élimination par la commission d'adjudication des concurrents indésirables, « il n'y a plus qu'un seul critérium,... c'est le prix le plus bas... » ;

Considérant cependant qu'aux termes de la jurisprudence du Conseil d'Etat

qui a interprété l'art. 3 du décret du 8 novembre 1882 il y a deux espèces d'adjudications restreintes ;

Dans la première, il n'est admis qu'un nombre restreint de candidats préalablement agréés par l'Administration et entre lesquels a lieu l'adjudication publique, *la fourniture étant adjugée au soumissionnaire qui fait le plus fort rabais* (C. E. avril 1899, D. P. 1900.3.76 ; 17 décembre 1909, D. P. 1912.5.16 ; 28 juillet 1911, D. P. 1913.3.136) ;

Dans la seconde espèce d'adjudication, les candidats sont appelés à un véritable concours, où ils présentent des projets entre lesquels l'Administration se réserve la faculté de choisir, *en dehors de toute adjudication publique et de toute condition de rabais* le projet et le candidat qui réuniront son agrément (C. E. 9 juin 1905, Recueil C. E. P. 529) ;

Considérant que l'adjudication par appel d'offres du 16 juillet 1930, si elle est une adjudication restreinte n'est certainement pas, par contre, une adjudication « sur concours », puisqu'aux termes du télégramme du Résident supérieur au Laos susvisé n° 706-AG du 4 décembre 1929, il s'agissait en l'occasion d'un « appel d'offres permettant l'élimination préalable des soumissionnaires n'offrant pas les capacités techniques et financières désirables » ;

Considérant que, réserve faite de cette élimination préalable, l'article 4 du cahier des charges du 7 novembre 1929 devait recevoir son application et qu'il est ainsi conçu : « Article 4 Adjudication. La concession du service prévu à l'article premier se fera par adjudication au *rabais* avec concurrence et publicité, sur soumission cachetée..... » ;

Considérant donc que le Gouverneur général devait, en application de la jurisprudence du Conseil d'Etat, adjuger l'entreprise au soumissionnaire qui avait fait le plus fort rabais ;

Considérant que l'interprétation par la circulaire du 6 janvier 1903 du Gouverneur général susvisée du décret du 18 novembre 1882 ne saurait valoir en face de l'interprétation donnée par le Conseil d'Etat ;

Considérant que le Gouverneur général a pu valablement, en négligeant la circulaire de son prédécesseur, se conformer le 21 août 1930 à la jurisprudence du Conseil d'Etat et déclarer adjudicataire la Société industrielle de Savannakhet qui avait fait le prix le plus bas ;

Considérant au surplus que la circulaire du Gouverneur général du 6 janvier 1903 elle-même habilite implicitement le Gouverneur général à déclarer adjudicataire le soumissionnaire ayant fait le prix le plus bas, et écarte seulement *l'obligation* pour le Gouverneur général de choisir *nécessairement* celui-là ;

III. *Question de l'obligation de la Samanal de continuer son service après la désignation de l'adjudicataire* :

Considérant que le marché de gré à gré du 30 octobre 1929, passé entre le Gouverneur général de l'Indochine et la Samanal pour une durée *minimum* de six mois, portait en son article 2 : « Le présent marché de gré à gré sera obligatoirement prorogé de la période de temps nécessaire au nouveau concessionnaire pour organiser le service des transports dans les conditions du nouveau cahier des charges à intervenir » ;

Considérant que le télégramme nº 716 - F du 26 mai 1930, adressé par le Résident supérieur à Hué, porte *in fine*: « Samanal continuera assurer service *jusqu'à désignation nouveau concessionnaire conformément article 2 marché approuve 4 novembre 1929* » ;

Considérant que ce télégramme contient une erreur, mais qu'elle ne saurait modifier le marché de gré à gré du 30 octobre 1929 visé au Contrôle financier, approuvé par le Gouverneur général et enregistré au bureau de l'Enregistrement à Vinh ;

Considérant que la Samanal, se référant à ce télégramme, câble le 30 août 1930 au Résident supérieur au Laos et au Gouverneur général de l'Indochine qu'elle cesserait les services le 8 septembre 1930, *le nouveau concessionnaire étant désigné* ;

Considérant qu'à la suite de la mise en demeure faite le 1er septembre 1930 par le Résident supérieur au Laos par l'intermédiaire du Résident de Vinh, la Samanal accepta d'assurer le service jusqu'au premier octobre 1930, mais « sous les plus expresses réserves quant aux conditions auxquelles elle assurera les services postaux et transports administratifs après le 8 septembre » (télégrammes du 1er septembre et du 3 septembre 1930 au Résident supérieur au Laos) ;

Considérant que, sur la menace du Résident supérieur au Laos de faire assurer le service jusqu'au premier octobre par d'autres moyens aux frais et risques de la Samanal, celle-ci, par télégramme du 4 septembre 1930, accepta de continuer à assurer le service postal jusqu'au premier octobre aux conditions de son marché ;

Considérant que le nouveau concessionnaire ayant été désigné par le Gouverneur général le 21 août 1930 et la concession ayant trait au service du 1er octobre 1930 au 30 septembre 1935, la Samanal devait obligatoirement continuer son service jusqu'au 30 septembre 1930 à minuit, puisque son marché de gré à gré était obligatoirement prorogé de la période de temps nécessaire au nouveau concessionnaire pour organiser le service, et qu'une période de six à sept semaines n'était nullement exagérée et que l'Adm nistration n'a pas abusé de son droit, ainsi que le soutient la requérante ;

Considérant que le fait que ce délai de 6 à 7 semaines aurait permis au nouveau bénéficiaire de se procurer un matériel qu'il n'avait pas, alors que l'absence de délai l'aurait amené à racheter à la Samanal le matériel quasi neuf qu'elle avait et qui lui reste pour compte sans utilisation, ne saurait être retenu, puisque l'Administration pouvait, aux termes du marché de gré à gré, le proroger « de la période de temps nécessaire au nouveau concessionnaire pour organiser le service des transports », c'est-à-dire même au delà du premier octobre 1930 ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1er. — La requête de la Société des Messageries Automobiles du Nord-Annam et Laos à Vinh, enregistrée au Secrétariat du Conseil le 13 octobre 1930 sous le nº 1471, est rejetée.

Art. 2. — La Société des Messageries Automobiles du Nord-Annam et Laos est condamnée aux dépens.

LÉGISLATION

ORDONNANCE ROYALE du 3 mars 1932 (rendue exécutoire par arrêté du 16 mars 1932 et approuvée par le Gouverneur général le 3 mai 1932) portant organisation et réglementation de la défense en justice devant les tribunaux cambodgiens (*J. O.*, 11 mai 1932, p. 1553).

LOI du 4 mars 1932 (promulguée le 4 juillet 1932) complétant et modifiant certaines dispositions de la loi du 9 mars 1928 portant revision du Code de justice militaire pour l'armée de terre (*J O.*, 16 juillet 1932, p. 2150).

DÉCRET du 2 avril 1932 (promulgué le 7 juin 1932) portant organisation en Indochine de la conciliation et de l'arbitrage dans les différends collectifs entre les ouvriers ou employés indigènes ou asiatiques assimilés et leurs employeurs (*J. O.*, 18 juin 1932, p. 1830).

DÉCRET du 13 avril 1932 (promulgué le 14 juin 1932) modifiant les décrets des 27 janvier 1855 et 14 mars 1890 sur l'administration des successions et biens vacants dans les colonies relevant du Ministère des colonies (*J. O.*, 29 juin 1932, p. 1946).

ARRÊTÉ du Résident supérieur en Annam du 15 avril 1932 (approuvé par le Gouverneur général), autorisant la ville de Vinh-Bên-thuy à percevoir à l'occasion de la célébration des mariages indigènes un droit de « nộp-treo » (*J. O.*, 18 mai 1932, p. 1694).

CIRCULAIRE du 29 avril 1932 relative : 1° à l'attribution du produit des amendes aux divers budgets ; 2° à la conversion en monnaie française (*J. O.*, 11 mai 1932, p. 1544).

ARRÊTÉ du 7 mai 1932 fixant les doses au-dessous desquelles certaines dispositions du titre 1er du décret du 16 juillet 1919 modifié par le décret du 16 février 1932 et celles du titre II dudit décret ne seraient plus applicables aux préparations médicamenteuses pour l'usage de la médecine humaine renfermant des substances toxiques inscrites aux tableaux A et B annexés aux décrets précités (*J. O.*, 21 mai 1932, p. 1615).

DÉCRET du 10 mai 1932 (promulgué le 30 juillet 1932) portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er août 1905, en ce qui concerne la conservation et la coloration des denrées alimentaires et des boissons (*J. O.*, 10 août 1932, p. 2526).

ARRÊTÉ du Résident supérieur du Tonkin du 11 mai 1932 (approuvé par le Gouverneur général) relatif à des contestations de terrains entre les communes indigènes du Tonkin (*J. O.*, 16 juille 1932, p. 2172).

DÉCRET du 19 mai 1932 (promulgué le 15 juillet 1932) modifiant l'art. 46 du décret du 16 février 1921, relatif à la procédure exceptionnelle en matière de crime commis par un condamné aux travaux forcés en cours de peine (*J. O.*, 30 juillet 1932, p. 2339).

DÉCRET du 21 mai 1932 (promulgué le 28 juillet 1932) complétant l'art. 91 du Code pénal, modifié pour l'Indochine par le décret du 4 octobre 1927, qui a eu pour but de permettre la répression des manœuvres ou actes de nature à compromettre la sécurité publique (*J. O.*, 10 août 1932, p. 2527).

DÉCRET du 21 mai 1932 (promulgué le 26 juillet 1932) relatif à l'application sur les territoires indochinois de l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885 sur l'interdiction de séjour (*J. O.*, 10 août 1932, p. 2528).

DÉCRET du 21 mai 1932 (promulgué le 30 juillet 1932) relatif au nantissement immobilier en Cochinchine (*J. O.* 10 août 1932, p. 2532).

DÉCRET du 26 mai 1932 (promulgué le 6 août 1932) instituant pour toute l'Indochine un Conseil du Contentieux administratif siégeant à Hanoi et abrogeant les décrets des 6 septembre 1921, 9 juin 1925 et 20 mai 1928 (*J. O.*, 24 août 1932, p. 2678).

DÉCRET du 30 mai 1932 (promulgué le 28 juillet 1932) modifiant et complétant le titre X du livre 1er (Minorité, tutelle, émancipation) du *Précis de législation annamite* institué par le décret du 3 octobre 1883 (*J. O.*, 10 août 1932, p. 2533).

ARRÊTÉ du Résident supérieur au Tonkin du 30 mai 1932 rendant applicables aux justiciables des tribunaux indigènes du Tonkin les dispositions du décret du 13 novembre 1930 réglementant en Indochine la protection des sites et des monuments naturels (*B. A. T.*, 1er juin 1932, p. 1374).

DÉCRET du 31 mai 1932 (promulgué le 5 juillet 1932) fixant les conditions d'application en Indochine de la loi d'amnistie du 6 décembre 1931 (*J. O.*, 27 juillet 1932, p. 2277).

DÉCRET du 1er juin 1932 (promulgué le 30 juillet 932) rendant applicables notamment à l'Indochine les dispositions de la loi du 15 juillet 1931 complétant l'art. 68 du Code de procédure civile et remédiant aux inconvénients des significations en mairie (*J. O.*, 10 août 1932, p. 2535).

DÉCRET du 3 juin 1932 (promulgué le 30 juillet 1932) rendant applicables aux colonies et territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun la loi du 2 juillet 1931 complétant l'art. 70 du Code d'instruction criminelle, loi relative aux plaintes insuffisamment motivées ou insuffisamment justifiées par les pièces produites (*J. O.*, 10 août 1932, p. 2535).

DÉCRET du 22 juin 1932 (promulgué le 8 août 1932) rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat l'art. 2 de la loi du 21 décembre 1930 modifiant ainsi qu'il suit l'art. 41 du Code de Commerce : « Aucune preuve par témoins ne peut être admise contre et outre le contenu dans les actes de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant l'acte, lors de l'acte ou depuis, encore qu'il s'agisse d'une somme au-dessous de 500 francs. » (*J. O.*, 24 août 1932, p. 2682).

PARTIE PRATIQUE

QUESTIONS DE DROIT USUEL

QUESTION. — *Ayant donné en location ma maison sise à Nam-định par un bail de trois ans à un locataire, celui-ci s'est plaint près de moi que la maison fût envahie par des fourmis* rouges *et a demandé à résilier le bail de ce fait. Est-il dans son droit ?*

RÉPONSE. — Pour solutionner cette petite affaire, il faut partir du principe énoncé par l'article 1719 du Code civil français et l'article 995 du Code civil tonkinois que « le bailleur est tenu de procurer au preneur la *jouissance* des lieux loués pendant la durée du bail ».

De ce principe unique découlent pour le bailleur des obligations diverses : 1° délivrer l'immeuble au preneur ; 2° le mettre en bon état au moment de l'entrée en jouissance ; 3° l'entretenir pendant la durée du bail ; 4° s'abstenir de tout fait pouvant troubler le preneur ; 5° le garantir contre les troubles provenant d'un tiers ; 6° *répondre des vices cachés.*

De même que le vendeur, le bailleur est, en effet, responsable des vices cachés, mais seulement de ceux qui empêchent l'usage de la chose (art. 1721, al. 1 du C. C. fr., art. 998 du C.C. tonk.) ; mais les tribunaux interprètent largement le texte et considèrent comme impossible l'usage de la chose toutes les fois qu'il en doit résulter quelque inconvénient sérieux pour le preneur. C'est ainsi qu'ils ont jugé qu'il y avait un vice caché dans une maison lorsque des punaises l'avaient envahie (Pau, 26 févr. 1894, S. 94. 2. 59). De même pour les cheminées qui fument au point de rendre la maison inhabitable (Bordeaux, 25 août 1870, D. 73, 2. 157 ; Amiens, 1er août 1888, S. 89. 2. 39), pour des infiltrations souterraines d'eau (Paris, 6 mai 1891), etc.

On pourrait être tenté d'assimiler les fourmis *rouges* aux punaises et soutenir que votre maison a un vice caché qui existait ou n'existait pas lors de la signature du bail, ce dernier détail n'ayant pas d'intérêt, puisque le bailleur répond même des vices dont la cause est postérieure à la location, parce que son obligation de procurer la jouissance est nécessaire et se prolonge pendant toute la

durée du bail. Mais si le tribunal de Pau a admis que les punaises constituaient un vice caché *de la maison*, c'est que les punaises logent et se reproduisent dans le bois de la maison et en particulier dans le plancher. Il en serait de même, à plus forte raison, pour les fourmis *blanches* qui logent dans les charpentes des maisons et même les mangent. Il en est, par contre, tout autrement pour les fourmis *rouges* qui habitent dans les fourmilières construites avec de la terre dans les jardins, et qui n'habitent pas et ne se reproduisent pas dans les maisons. L'existence de fourmis *rouges* dans votre maison n'en est pas un vice caché ; vous n'êtes pas responsable de leurs dégâts.

Il appartient au locataire de défendre lui-même l'entrée de la maison contre les fourmis *rouges*, tout comme contre les moustiques, les mouches, les souris, les rats, les serpents,... les voleurs ; c'est au locataire à placer des pièges ou de la pâte phosphorée. Cela ne regarde pas le propriétaire.

QUESTION. — *Ma mère qui était vợ cả de mon père a acquis du vivant de mon père, en 1895, un immeuble par contrat d'achat rédigé à son nom sans qu'il y soit question de mon père. Celui-ci cependant céda gratuitement* (doạn - nhượng) *cet immeuble à sa belle-sœur, c'est-à-dire à la sœur de ma mère par acte sous seing privé. Cette donation est-elle valable ?*

RÉPONSE, — Pour résoudre cette question, il faut se reporter au Code Gia-long et à son interprétation par la jurisprudence, car l'article 1444 du Code civil tonkinois est ainsi rédigé : « Les effets juridiques des actes antérieurs à l'entrée en vigueur du Code civil restent soumis à la loi applicable à l'époque où ces actes ont eu lieu. »

La Cour de Saigon, par un arrêt du 26 août 1897, a décidé (*J. J.*, 1898, p. 60) que « tous les biens acquis pendant le mariage sont réputés être la propriété du mari sur la tête duquel se concentrent tout l'avoir, toutes les ressources, tous les gains, même ceux provenant d'un commerce auquel la femme aurait participé et qui aurait prospéré.»

Donc l'immeuble acquis en 1894 par votre mère après son mariage comme *vợ-cả* avec votre père, appartenait à celui-ci du jour même de l'acquisition.

Votre père pouvait donc le céder gratuitement et définitivement (*đoạn-nhượng*) à la sœur de votre mère, puisqu'il était chef de la communauté conjugale (A. C. S., 4 mars 1898, *J. J.*, 1898, p. 335).

Mais il ne suffisait pas d'un acte sous seing privé pour que cette donation fût valable. L'acte de donation doit en effet être revêtu de tous les caractères de l'authenticité, car la donation est un contrat *solennel* qui, pour être valable, exgie obligatoirement l'intervention du village et l'accomplissement des formalités qui confèrent l'*authenticité* (A. C. S., 6 août 1892, *J. J.*, 1892, p. 449; 6 septembre 1894, *J. J.*, 1894, p. 399; 10 janvier 1901, *J. J.*, 1901, p. 136; J. T. H., 27 janvier 1903, *J. J.*, 1903, p. 181).

Uu acte est *authentique* quand il a été consenti en présence des notables du village, qu'il est revêtu de leurs signatures et de celle du maire qui doit apposer le sceau du village sur l'acte (A. C. S., 25 février 1891, *J. J.*, 1893, p. 44)

Or l'acte par lequel votre père a cédé gratuitement et définitivement l'immeuble à sa belle-sœur est sous seing privé ; il est donc *nul*, inexistant.

La preuve testimoniale est au surplus inadmissible pour confirmer cette donation (*A. C. S.*, 18 janvier 1883, *J. J.*, p 158).

QUESTION. — *Un de mes domestiques a été condamné récemment à 16 francs d'amende et aux dépens, par un tribunal français du Tonkin statuant en matière de simple police, pour avoir usé du coupon de retour d'un billet de chemin de fer acheté par une personne qui avait seulement usé du billet d'aller. Le tribunal m'a d'autre part déclaré civilement responsable des condamnations prononcées contre lui. Cette sentence est-elle fondée ?*

RÉPONSE.— La diminution de prix des billets de chemin de fer aller et retour dont bénéficie le voyageur qui, à quelques jours de distance, revient à son point de départ, ne peut pas profiter à une autre personne. Le voyageur qui vend son coupon de retour et celui qui s'en sert se rendent donc coupables d'une contravention punie de 1 à 16 francs d'amende.

D'autre part, voici ce que dit l'article 1384 du Code civil français : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde... Les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés... Il résulte de ce texte que les maîtres ne sont responsables des dommages causés par leurs domestiques que si ceux-ci les ont occasionnés dans l'exercice de la fonction à laquelle leurs maîtres les ont employés. Si donc vous avez été déclaré responsable de la condamnation encourue par votre domestique, c'est que celui-ci était sans doute en service lorsqu'il a usé irrégulièrement d'un coupon de retour de chemin de fer, c'est à-dire qu'il avait entrepris ce voyage pour vous faire une commission ou pour exécuter un travail qui lui incombait en sa qualité de domestique attaché à votre personne, commission ou travail pour lequel vous le payez. Si, au contraire, ledit domestique avait commis cette contravention en revenant de permission ou en y allant, vous n'auriez pu être déclaré civilement responsable.

QUESTION. — *Les étrangers ont-ils le droit de posséder des immeubles en Annam?*

RÉPONSE. — « La question a été posée par le Président de la Chambre mixte de commerce et d'agriculture du Nord-Annam à M. le Résident supérieur en Annam qui a répondu ainsi le 13 juillet 1932 : « En réponse à votre lettre nº 190 du 9 courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en principe les étrangers n'ont pas la capacité de posséder des immeubles dans ce pays. Le droit coutumier annamite s'oppose à ce qu'ils acquièrent ces biens aussi bien directement des particuliers annamites et des citoyens français qu'en se portant adjudicataires aux ventes aux enchères effectuées par autorité de justice. La lecture des traités de protectorat confirme d'ailleurs cette doctrine.

« Toutefois, l'interprétation des actes diplomatiques appartient au pouvoir exécutif seul, et on refuse, en général, aux tribunaux le droit d'interpréter un traité. Telle est, sans doute, la raison pour laquelle ces derniers, toutes les fois qu'ils

ont été saisis de la question, et que la législation française était applicable aux parties en cause, s'en sont tenus aux règles du Code civil qui se résument en l'espèce dans cette disposition de l'article 3 : « Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. »

« La même consécration du droit commun ressort des sentences rendues en matière purement indigène. Un arrêt caractéristique de cette jurisprudence est celui que la Cour d'appel a rendu le 12 juin 1907, et que vous trouverez au *Journal Judiciaire de l'Indochine* de juillet 1907, pages 292 et suivantes.

« On s'est demandé, dans l'espoir de remédier à cette situation, si le Ministère public, de son côté, avait la faculté d'intervenir, soit directement, soit au cours d'un procès en vue de poursuivre la nullité des aliénations ou dispositions au profit d'étrangers.

« La question a été posée par mes soins au Directeur de l'Administration judiciaire qui a répondu dans un sens négatif. Il estime que cette procédure se révélerait probablement inefficace.

« Conscients des inconvénients, voire du danger, que présente l'apparente assimilation aux Français dont profitent les étrangers, le Gouvernement général et le Protectorat de l'Annam se sont mis d'accord pour provoquer une sanction du droit coutumier dont l'application deviendrait désormais obligatoire pour les tribunaux. Ces deux administrations ont élaboré un projet de décret disposant que la nullité de toute tractation frauduleuse sera prononcée sur simple requête du Ministère public, sans préjudice de l'amende qui s'ensuivra non moins automatiquement.

« Toutefois, je crois devoir vous signaler que si ces dispositions viennent à être rendues officielles, les étrangers conserveront à titre transitoire les immeubles dont ils auront acquis la possession. Il a paru opportun en effet, dans une certaine mesure, de conserver aux nombreux immigrants la jouissance de ce qu'ils peuvent considérer jusqu'à un certain point comme des droits acquis.

« Aggraver par une reprise massive la rigueur du régime qui sera instauré serait profondément impolitique après la tolérance dont on a fait preuve jusqu'ici.

« Je m'empresse d'ajouter, cependant, que les bénéficiaires de ce régime d'exception n'auront pas le droit de céder les biens qu'ils conserveront ainsi d'autres étrangers ». (*Le Colon Français*, n° 967 du 20 août 1932, p. 15.777.)

VARIÉTÉS

La Justice indigène en Annam

L'organisation de la justice indigène en Annam n'avait pas eu jusqu'à présent de véritable historien, — à moins qu'on ne donne ce nom à des compilateurs également incapables de choisir entre les documents et de porter sur des faits, si anciens qu'ils soient, un jugement impartial. Son histoire présentait cependant tout ce qui peut tenter un critique ami du passé ; les fables étranges qui entourent l'instruction criminelle annamite ont été répandues avec tant de persistance et de passion, que jusqu'à notre époque elles ont conservé des partisans. La recherche des crimes et des délits, l'audition des témoins, la mise en jugement, offrent un intéressant spectacle, celui d'institutions qui ne se transforment guère et de mœurs qui se modifient au milieu des incidents les plus curieux. Les questions que devaient soulever des faits aussi variés n'avaient jamais été bien traitées, ni même posées comme il convient ; trouvant avec raison que les études publiées jusqu'à ce jour ne constituent pas une monographie de l'Annam proprement dit, M. A. Bonhomme, *administrateur des Services civils de l'Indochine, a résolument abordé ce grand sujet ; il l'a traité dans toutes ses parties, en joignant à l'étude de l'organisation judiciaire la description des rouages administratifs. Une extrême conscience, un esprit pondéré, une érudition ouverte à tous les côtés des questions, lui ont valu une autorité reconnue par tous ceux qui s'intéressent à la justice indigène. Le chapitre qu'il a consacré à l'Annam dans la brochure sur la* Justice en Indochine (*v.* Pháp-viện báo, *t. I, p. 286*) *est un des meilleurs résumés que nous possédions. Il est impossible de l'analyser en détail, encore moins d'en discuter certains points, et, plutôt que d'en choisir deux ou trois passages, il est plus utile pour les lecteurs de cette revue d'en avoir le texte in extenso sous les yeux.*

Nguyễn-văn-Tố.

L'organisation de la justice indigène en Annam, dans ses grandes lignes, est très ancienne et n'a subi, depuis longtemps, que des modifications, qui, si elles ont quelque peu changé le fonctionnement de certains rouages, n'ont pas fait varier les principes généraux qui régissent ce fonctionnement. Toutes les règles relatives à l'organisation administrative et judiciaire se trouvent réunies dans le *Hội-điển*, vaste compilation de tous les règlements concernant le royaume d'Annam, qui comprend plus de 90 volumes et dont l'impression, commencée

dans la 3e année de Thiệu-trị (1843) n'a été achevée que dans la 4e année de Tự-đức (1851). Depuis la publication du *Hội-điển*, les principales modifications apportées à l'organisation de la justice indigène l'ont été par l'établissement du Protectorat français. Les traités intervenus entre la France et l'Annam ont fixé la compétence respective des tribunaux français et des tribunaux annamites. Les accords conclus postérieurement ont établi le contrôle de l'autorité française sur la marche de la justice indigène. A la différence de ce qui s'est passé dans les autres Pays de l'Union indochinoise, les juridictions indigènes ont été maintenues en Annam et ont conservé de plus leur caractère traditionnel. Dans leurs grandes lignes, elles restent soumises aux règles contenues dans le *Hội-điển*.

Il convient donc d'exposer d'abord l'ancienne organisation judiciaire de l'Annam et son état actuel, puis d'examiner ensuite les réformes qui y ont été introduites et les améliorations que l'on pourrait y apporter.

Le principe de l'Administration annamite est celui énoncé par ARISTOTE dans le passage où il expose son idée sur ce qu'il appelle la cinquième Royauté, « laquelle a de grands rapports avec le pouvoir domestique, sorte de royauté du père sur sa famille ; de même la Royauté en question est une administration de famille s'appliquant à une nation ». Une vieille citation chinoise dit de son côté que c'est sur l'observation des devoirs qui sont imposés par la piété filiale que repose tout l'édifice du Gouvernement. Dans l'esprit des institutions politiques de l'Annam, la famille est le prototype de toute l'organisation sociale. Les droits et les devoirs du chef de famille sont transportés au Chef suprême de l'Etat, qui est considéré comme ayant les mêmes droits sur ses sujets que le père de famille sur tous les membres qui la composent. Chaque famille est une nation ou Etat en petit. Leur groupement constitue la nation. La famille et la nation doivent être gouvernées par les mêmes principes de sociabilité et soumises aux mêmes devoirs. C'est pour cette raison que le prince est appelé le père et la mère du peuple. C'est un principe fondamental en Annam que tout, dans l'administration de l'Etat, émane directement du roi, l'Empereur auguste et saint, souverain pontife, juge suprême, père et mère du peuple, représentant et mandataire du Ciel. C'est en vertu du mandat du Ciel que le souverain est investi du droit et du devoir de punir. D'après les Annales chinoises, le Roi juge à la place du Ciel, ce n'est pas de lui-même et selon ses désirs qu'il rend la justice dont il n'a que la garde. Aussi toute l'organisation de l'Annam repose-t-elle sur l'unité d'autorité. Le législateur annamite n'a pas admis le principe de la séparation des pouvoirs. L'autorité administrative et l'autorité judiciaire sont concentrées dans les mêmes mains.

Le pouvoir du Roi s'exerce au moyen des corps constitués, des Ministres et des mandarins. Ces derniers ne sont d'ailleurs que les représentants de l'autorité du souverain, car, en réalité, le pouvoir royal ne leur est pas délégué. Ils sont là pour transmettre la volonté royale et servir d'intermédiaires entre le peuple et le souverain. Le roi seul décide et, en principe, toutes les affaires doivent lui être soumises. Les ministères et autres services de la Capitale constituent ses bureaux et les décisions qu'ils prennent sont notifiées comme étant prises sur l'ordre du roi. De même que le roi détient dans sa main tous les pouvoirs du royaume comme le chef de famille les détient également dans sa

famille, les mandarins représentants du Roi dans leur circonscription réunissent dans leurs mains tous les pouvoirs.

Le Roi est assisté d'un conseil qui administre en son nom. C'est le Cơ-mật ou Conseil secret. Il est composé de six ministres, de l'Intérieur, des Rites, des Finances, des Travaux publics, de la Justice et de la Guerre Le territoire du pays est divisé en provinces. La province se subdivise en arrondissements appelés *phủ* ou *huyện* selon leur importance. A la tête de chaque province se trouve un « *Tổng-Đốc* » ou un « *Tuần-Phủ* », assisté d'un « *Bố-Chánh* », chef des services administratifs et d'un *Án-Sát*, chargé plus spécialement des affaires judiciaires. Enfin chaque *phủ* ou *huyện* comprend un certain nombre de cantons et chaque canton un certain nombre de communes. Le fonctionnement de la justice indigène en Annam est donc assuré par les mandarins des différents degrés qui sont investis à la fois des pouvoirs administratifs et des pouvoirs judiciaires. Il n'y a qu'à la capitale et dans les chefs-lieux des provinces qu'une distinction, d'ailleurs très relative, est faite entre le service administratif et le service judiciaire. Au chef-lieu de la province se trouve, en effet, un fonctionnaire, l'*án-sát* chargé plus spécialement de surveiller la bonne marche du service de la justice dans la province. Mais ce mandarin n'est pas indépendant du pouvoir administratif auquel il doit soumettre toutes les affaires après les avoir étudiées. De même, à la capitale, un des ministères est appelé « ministère de la justice » ou plus exactement « ministère des peines », mais ce ministère n'intervient que dans les cas de crimes ou délits de droit commun et chacun des cinq autres ministères est compétent pour connaître des affaires judiciaires ressortissant à ses attributions propres. A l'exception de certains délits (douanes, forêts, chemin de fer, etc...) et des affaires dans lesquelles des étrangers sont partie ou en cause, toutes les affaires, civiles ou criminelles, relèvent de la justice indigène. Cette justice, telle qu'elle fonctionne actuellement en Annam, comporte trois degrés de juridiction : le premier est constitué par les tribunaux des *phủ* et *huyện* ; le deuxième par le tribunal provincial ; et le troisième par le ministère compétent. Enfin le Cơ-mật constitue, pour certaines affaires spéciales, un quatrième degré de juridiction.

Les affaires peu importantes, en matière civile ou de simple police, sont parfois réglées soit par les conseils de famille, soit par les notables des villages. Il en est ainsi notamment lorsqu'il s'agit de contestations relatives à des partages de terrains ou d'héritages ou autres différends privés. Il appartient alors aux parties intéressées de solliciter l'intervention de cette juridiction tutélaire. Dans les cas un peu délicats il est d'usage de faire appel au concours du chef ou du sous-chef de canton. Il ne s'agit là d'ailleurs que d'une simple faculté et non d'une obligation pour les parties qui ont toujours le droit de s'adresser aux tribunaux réguliers.

Tribunal du phủ ou du huyện. — Ce tribunal est compétent en toutes matières sans exception. Toutefois, il existe quelques cas particuliers où le juge doit se déclarer incompétent : par exemple, lorsqu'il s'agit d'affaires dans lesquelles sont impliqués ses parents, ses amis, ses anciens professeurs ou encore un mandarin d'un grade supérieur au sien ; de même s'il surgit une contestation

entre habitants de sa circonscription et de circonscriptions voisines, et enfin, d'une manière générale, lorsqu'il se trouve en présence d'affaires particulièrement graves. Dans ces différents cas, il doit transmettre l'affaire aux mandarins provinciaux.

Le *phủ* ou le *huyện* est saisi par le plaignant qui lui adresse à cet effet une requête verbale ou écrite. Si la requête est verbale, le juge en fait prendre note par son *đề-lại* (secrétaire). Celui-là seul qui est intéressé dans une affaire a le droit de porter plainte et cette plainte qui sert de point de départ à la procédure doit contenir exactement énoncés : ses noms, âge, profession, domicile, l'exposé de ses motifs, ses revendications et conclusions, l'énumération des pièces probantes et la liste des témoins auxquels il fait appel. Il n'est pas permis de faire intervenir un intermédiaire dans les plaintes et les tribunaux se refusent à l'ingérence des personnes étrangères aux intéressés, dans les procès. Une même, affaire ne peut donner lieu qu'à une seule plainte devant le tribunal compétent. Il n'y peut être rien ajouté après coup. En cas de crime ou de délit, les intéressés peuvent également adresser une plainte au mandarin. Mais ce sont alors généralement les notables des villages qui, étant responsables du maintien de l'ordre, saisissent le chef de canton. Celui-ci reçoit alors la plainte des intéressés et procède rapidement à une instruction sommaire dont il adresse les résultats au *phủ* ou au *huyện* en faisant remettre entre ses mains les coupables et les pièces à conviction, accompagnés des plaignants. Une fois saisi d'une affaire, le juge a un certain délai pour l'examiner et la juger. Ce délai est fixé par la loi à trois mois pour les affaires criminelles, deux mois pour les affaires concernant des questions de mariage, de rizières et terrains, et d'immeubles en général, un mois pour les affaires de dettes, de partages, pour les contestations diverses, les disputes et les rixes. Il peut arriver d'ailleurs que le délai accordé par la loi ne soit pas suffisant pour permettre le règlement d'une affaire. Dans ce cas, le *phủ* ou *huyện* doit solliciter des mandarins provinciaux un nouveau délai en leur donnant les explications nécessaires sur le retard apporté par lui au prononcé du jugement.

L'enquête est faite en personne par le *phủ* ou *huyện* ; il est assisté de ses secrétaires qui écrivent tous les interrogatoires et dépositions. Quand l'interrogatoire est terminé, on le fait lire à celui qui a déposé ou on le lui lit, s'il est illettré, et celui-ci appose à la fin son *điểm-chỉ* ou sa signature. Le *huyện* a pour devoir d'interroger tous ceux dont le témoignage peut être utile ; s'il néglige d'interroger une personne qui a un témoignage intéressant à faire, celle-ci peut faire officiellement une déclaration par écrit que le mandarin n'a pas le droit de refuser d'accepter. Il doit en tenir compte et rechercher lui-même les preuves de la bonne foi du déclarant.

Quand le *phủ* ou *huyện* a terminé son instruction, le jugement est rédigé, sous la surveillance du *tri-huyện* ou *tri-phủ*, par ses secrétaires, *đề-lại*, *thông-lại*, qui font eux-mêmes les recherches nécessaires dans les lois et règlements pour trouver les textes s'appliquant aux cas qu'il s'agit de juger. Quand les secrétaires ont terminé leur travail, ils le soumettent à l'examen du *phủ* ou *huyện*, qui le fait modifier s'il y a lieu ; le jugement, bien entendu, est établi au nom du mandarin qui le prononce.

Dans le texte du jugement sont reproduits les interrogatoires et dépositions, ou au moins ce qu'ils contiennent de saillant pour motiver le jugement. La minute de celui-ci, une fois approuvée par le *huyện* et signée par lui et par le *đề-lại* ou premier secrétaire, le jugement est alors mis au net, et la copie, signée du *đề-lại*, reçoit le cachet du *phủ* ou *huyện*.

Le jugement est lu aux parties ou aux condamnés, lesquels doivent régulièrement signer une déclaration par laquelle ils acceptent la sentence prononcée ; ils sont libres de ne pas signer s'ils croient devoir protester. •

Le *phủ* ou *huyện* et son *đề-lại* sont responsables du jugement rendu, le mandarin surtout au point de vue de l'application de la loi, le secrétaire surtout à celui des erreurs matérielles. Le jugement, deux ou trois jours après qu'il a été prononcé, est adressé par le *phủ* ou *huyện* aux autorités provinciales.

ALBERT BONHOMME

(*La Justice en Indochine*, chap. II, *L'Annam*, p. 154-159)

CHRONIQUE

L'étude du droit

(Extrait d'une allocution prononcée par M. R. BIENVENUE, Directeur de l'Ecole supérieure de droit, le 12 juin 1932, à la distribution solennelle des prix aux élèves du Lycée Albert Sarraut.)

Pour certains, le droit se confond avec la chicane. On n'en voit que les aspects procéduriers. On les rabaisse à une technique inférieure, de caractère presque mécanique. On ne voit le droit qu'à travers les procès. Ce n'est pas une science, c'est une routine où la pratique journalière et les roueries de métier tiennent la plus grande place. C'est la conception des *Plaideurs*, c'est encore, à l'époque actuelle, celle de beaucoup de gens. Il est vrai que RACINE avait une excuse que seuls, des retardataires pourraient maintenant invoquer. A l'époque où écrivait le grand classique, l'enseignement du droit avait trop souvent le caractère d'une assez pauvre scholastique et c'est seulement depuis le siècle dernier qu'il a dépouillé cet aspect pour prendre figure scientifique.

Pour d'autres, qui versent dans l'erreur opposée, le droit ne serait qu'une belle étiquette ne recouvrant rien de substantiel. Le droit serait imprégné d'idéologie. Ce serait, ou bien l'art de construire et de développer de solennelles et brillantes formules ne correspondant à rien de réel, ou bien l'art de mener des discussions subtiles, sur des pointes d'aiguilles, suivant l'expression familière. Verbalisme creux ou vaine exégèse, voilà sous quel aspect apparaîtrait le droit.

Ces conceptions sont, l'une et l'autre, inexactes. Le droit est devenu une science digne de ce nom. Il a son fondement dans les réalités, et les réalités les plus intéressantes, puisque le droit n'est pas autre chose que la traduction dans les doctrines et dans les textes des règles qu'imposent à l'activité des hommes les nécessités de tout groupement social.

Le droit ne doit pas et ne peut pas se détacher des faits ; il est déterminé par eux, par les conditions physiques et ethniques du milieu où il se développe, par l'état social et par l'évolution des idées. Chacune des quatre grandes disciplines juridiques correspond à un aspect de l'activité humaine.

L'histoire du droit, si intimement mêlée à l'histoire générale, nous montre comment, aux époques révolues, était organisée l'activité des individus et des états. Elle vient ainsi éclairer les institutions actuelles qui ne peuvent être vraiment comprises que si on les raccorde au passé dont elles sont sorties.

Le droit privé nous fait connaître les règles qui s'appliquent à notre époque à l'activité des individus. Il englobe tous les faits de la vie privée, tous les rapports de famille et d'intérêts.

Le droit public, de formation beaucoup plus récente que le droit privé, qui s'est cristallisé au cours des siècles, gouverne l'activité des états dans leurs rapports entre eux et dans leur organisation, leur fonctionnement interne.

L'économie politique, enfin, tente de dégager et de formuler les lois naturelles si complexes qui dominent la production et la distribution des richesses et étudie les lois de caractère social qui touchent à ces questions et intéressent la condition des travailleurs.

Toutes ces branches du droit, vous le comprenez aisément, sont intimement liées aux problèmes les plus humains. Etudier le droit, ce n'est pas partir à la poursuite décevante des chimères; ce n'est pas davantage se perdre dans les méandres de la chicane et des discussions stériles. Une certaine discipline de l'esprit est nécessaire pour aborder l'étude de toute question d'ordre juridique. Cette étude nécessite à la fois des qualités d'analyse et des qualités de synthèse. Qualités d'exégèse et d'analyse pour dégager tous les éléments d'un sujet. Qualités de synthèse pour utiliser ces matériaux et les ordonner autour de l'idée maîtresse qui domine ce sujet. Si l'analyse peut s'accommoder d'une formation peut-être un peu trop consacrée à l'étude du détail (encore faudrait-il y joindre l'esprit de finesse et le sentiment des nuances), une synthèse harmonieuse et équilibrée ne peut être réalisée sans l'aptitude au maniement des idées générales et la formation intellectuelle qui sont l'apanage d'un enseignement secondaire intelligemment distribué. Le juriste enfin ne doit jamais perdre le contact avec les réalités et négliger l'état de droit créé par la jurisprudence, par laquelle, dans les matières comportant l'intervention d'un juge, les théories juridiques s'adaptent aux nécessités pratiques.

Nécrologie

M. J. B. R. BAURENS, ancien président suppléant du Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine, a prononcé le 1er juin 1932, au Conseil siégeant à Hanoi, le discours suivant à l'occasion de la disparition de MM. Paul FILLION (1)

---

(1) Né le 17 juillet 1885 à Saint-Ménéhould (Marne), M. Paul-Renault-Hyacinthe FILLION entra dans l'Administration indochinoise le 5 décembre 1908 en qualité d'élève-administrateur et fut promu successivement aux grades de :

Administrateur de 5e classe le 1er janvier 1910 ;
— 4e classe le 1er janvier 1916 ;
— 3e classe le 30 juin 1920 ;
— 2e classe le 1er juillet 1922 ;
— 1ère classe le 1er juillet 1926.

M. FILLION a débuté au Tonkin. Il fut d'abord adjoint aux chefs des provinces de Lạng-sơn (1908), Ninh-binh (1912) et Bắc giang (1913). En 1916, il dirigeait la province de Sơn-la, lorsqu'il fut envoyé au front sur sa demande. Une fois démobilisé, il dirigea la province de Yên-bay (1920), puis celle de Nam-định (1924). Mis hors cadres, il fut nommé conseiller du Contentieux à Saigon (mars à mai 1925). Après avoir repris pour quelque temps la direction de la province de Yên-bay, il fut, en décembre 1926, nommé conseiller du Conseil du contentieux à Hanoi. M. FILLION était titulaire de la Croix de guerre et Chevalie de la Légion d'honneur (*J.O.*, 13 juillet 1932, p. 2136).

et Emile JOYEUX (1) au cours de l'incendie du *Georges Philippar* :

« Mes chers collègues,

« Avant de me séparer de vous, j'avais l'intention de vous exprimer la grande reconnaissance que je vous dois pour le concours que vous m'avez apporté depuis que j'ai l'honneur d'occuper ce siège. Grâce à vous, la tâche si rude et parfois si ingrate que nous avons à remplir devenait agréable et captivante.

« Mais au moment de cette échéance, un devoir douloureux s'impose à nous, puisqu'il nous faut saluer la mémoire de M. le Conseiller FILLION qui a sombré, avec sa famille, dans la catastrophe du *Georges Philippar*.

« Ancien élève de l'Ecole Coloniale et de l'Ecole de Droit, M. FILLION était entré dans le cadre des Services civils où il poursuivit brillamment sa carrière. Pendant la guerre, il accomplit fidèlement son terrible devoir et nous revint du front, avec le grade de capitaine, la Croix de la Légion d'Honneur et la Croix de Guerre.

« Vous savez, Messieurs, combien il était bon et généreux, avec quelle loyauté, quelle fermeté calme et quelle fière indépendance, il s'acquittait de ses fonctions. Grand travailleur, épris de justice, connaissant tous nos textes jusque dans leurs subtilités les plus secrètes, il fut un de nos collaborateurs les plus précieux. Partout où il passa, ses qualités intellectuelles et morales furent remarquées et justement appréciées. Ses notes et ses états de service l'attestent...

« Mais pourquoi nous attarder sur ces vestiges d'un passé définitivement anéanti ? Plus rien ne subsiste de notre ami ; ses cendres même et celles de sa famille ont disparu dans l'immensité des flots...

« Mon cher FILLION, vous occupiez dans notre esprit et dans nos cœurs une place si élevée qu'en dépit de leur grandeur tragique, les événements qui vous ont accablé, ne pouvaient vous porter plus haut dans notre estime. Que votre pauvre mère qui déjà s'effondrait sous un deuil inattendu, alors qu'elle préparait ses noces d'or, recueille avec l'hommage qui vous est dû, la part que nous prenons à son affliction.

« Nous avons encore à déplorer la mort de notre collègue, M. le Conseiller JOYEUX et celle de sa jeune femme qui ont succombé dans le même sinistre. Permettez-moi, Messieurs, de m'incliner devant ce double deuil qui frappe, à tant de titres, la famille judiciaire.

« Enfant gâté de la Fortune, JOYEUX avait miraculeusement échappé aux horreurs de la guerre et malgré la grave blessure qu'il en rapporta, il se considérait comme un privilégié.

---

(1) Né le 5 janvier 1892 à Confolens (Charente), M. Emile-Maurice JOYEUX débuta dans la magistrature coloniale en qualité de juge de paix à compétence étendue à Mahé le 6 décembre 1919 et fut nommé successivement juge suppléant à Fort-Bayard le 19 juillet 1920, juge à Hanoi le 10 mars 1921, procureur de la République à Long-xuyên le 22 avril 1926, président du tribunal de Cân-thơ le 3 juillet 1929, procureur de la République près le tribunal de Tourane sur sa demande le 27 avril 1930, conseiller à la Cour d'Appel de Saigon le 10 octobre 1931, enfin, sur sa demande, substitut du procureur général de Hanoi le 21 janvier 1932. Ce magistrat était titulaire de la Croix de guerre avec palme (*J. O.*, 23 juillet 1932, p. 2225).

« Témoin des jours heureux, j'avais assisté à ses fiançailles ainsi qu'à son mariage, et depuis, aucun souvenir amer n'avait troublé notre amitié.

« L'avenir s'ouvrait magnifique sous les pas de ce jeune ménage ; tout souriait à ces braves cœurs ; on eût dit que le sort s'efforçait de leur faire oublier les heures sombres et le pain noir qu'il leur avait dispensés. Tous deux surtout le croyaient ; insouciants et sans défiance, ils s'avançaient sur la route perfide de la vie au détour de laquelle les guettait l'adversité.

« Ils dorment !....

« Que la Mer qui berce leur dernier sommeil rapproche leurs dépouilles de celle du Procureur général, leur père !

« A ces chères victimes et à toutes celles que la fatalité a confondues dans une fin si atroce, j'adresse, en votre nom, mes chers collègues, au nom de la Famille judiciaire, au nom du Barreau et au nom du Personnel du Conseil du Contentieux, notre suprême adieu.

« Que ceux qui les connurent et qui les ont aimées et qui ne cesseront de les pleurer, daignent agréer l'expression de notre infinie tristesse. »

Nominations, mutations, congés, etc.

Par décrets du 26 mars 1932, rendus sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Contrôle des Administrations publiques, sont nommés :

Juge de paix à compétence étendue de Biên-hôa : M. SELVANADIN, juge au tribunal de Phnom Penh, en remplacement de M. DUMOULIN, nommé procureur de la République près le tribunal de Sóc-trang ;

Juge au tribunal de Phnom Penh : M. NGUYỄN-KHẮC-VỆ, nommé provisoirement juge au tribunal de Trà-vinh, en remplacement de M. SELVANADIN ;

Juge au tribunal de Trà-vinh : M. STALTER, nommé provisoirement juge suppléant dans le ressort des Cours d'appel de l'Indochine, faute de vacances dans un emploi de juge ou substitut de 3e classe, en remplacement de M. NGUYỄN-KHẮC-VỆ ;

Conseiller à la Cour d'appel de Hanoi : M. EYCHENNE, procureur de la République près le tribunal de Cần-thơ, en remplacement de M. PAUL, précédemment admis à la retraite ;

Procureur de la République près le tribunal de Cần-thơ : M. OLIVIER, nommé provisoirement juge d'instruction de 1ère classe au tribunal de 1ère instance de Haiphong, en remplacement de M. EYCHENNE ;

Juge d'instruction au tribunal de Haiphong : M. YOL, procureur de la République près le tribunal de Sóc-trang, en remplacement de M. OLIVIER ;

Procureur de la République près le tribunal de Sóc-trang : M. DUMOULIN, juge de paix à compétence étendue de Biên-hòa, en remplacement de M. YOL ;

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Saigon : M. JALADE, président du tribunal de Tourane, en remplacement de M. LÉONARDI, précédemment nommé président de chambre à la Cour d'appel de Hanoi ;

Président du tribunal de Tourane: M. DURINGER, substitut du procureur de la République près le tribunal de Haiphong, en remplacement de M. JALADE;

Substitut de la République près le tribunal de Haiphong: M. CAPDEVILLE, nommé provisoirement juge au tribunal de Vĩnh-long, en remplacement de M. DURINGER;

Juge au tribunal de Vĩnh-long: M. CHEVALIER, juge suppléant dans le ressort des Cours d'appel de l'Indochine, en remplacement de M. CAPDEVILLE, nommé substitut du Procureur de la République près le tribunal de Haiphong;

Juge au tribunal de Cần-thơ: M. RANDE, juge suppléant dans le ressort des Cours d'Appel de l'Indochine, en remplacement de M. LITTÉE, nommé procureur de la République près le tribunal de Bến-tre.

Par arrêtés du Gouverneur général de l'Indochine du 29 avril 1932:

Est acceptée la démission de M. NAS DE TOURRIS, clerc assermenté de Me Emile SICOT, huissier à Saigon;

Un congé de six mois est accordé à Me AIMÉ (Marriassoucé), huissier à Rachgia, pour en jouir à Pondichéry (Inde française).

Par décret du 2 mai 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Contrôle des Administrations publiques, sont nommés: juges suppléants dans le ressort des Cours d'Appel de l'Indochine, M. MARIANI (Paul-Lucien), licencié en droit, secrétaire principal de 2e classe des polices de l'Indochine, magistrat p. i.; M. MANUEL DE CONDINGUY (Edmond-Marie-Michel), licencié en droit, commis-greffier de 1ère classe du Service judiciaire de l'Indochine, magistrat p. i. dans la même colonie.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 13 mai 1932: M. de GENTILE (Marie-Benoît-Noël), conseiller à la Cour d'Appel de Hanoi, est mis à la disposition du Procureur général près la Cour d'Appel de Hanoi pour remplir par intérim l'emploi d'avocat général en remplacement de M. LEBEL, avocat général titulaire actuellement en congé.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 14 mai 1932: M. LÉONARDI (Charles), président de chambre à la Cour d'Appel de Hanoi, est désigné en qualité de président titulaire du Conseil du Contentieux séant à Hanoi, en remplacement de M. PRÉAU, président titulaire, admis à la retraite

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 15 mai 1932: M. CARDI (Albert-Titus) est nommé commissaire-priseur à Saigon, en remplacement de M. de ROLAND, décédé.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 27 mai 1932: M. SANTELLI (Paul-Antoine), commis-greffier principal hors classe du Service judiciaire de l'Indochine, est révoqué de ses fonctions.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 31 mai 1932: M. GIRARD (Robert-Wilfrid-Alban), attaché au Parquet général de Hanoi, est mis à la disposition du Procureur général, près la Cour d'Appel de Saigon.

Par décret du 31 mai 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Contrôle des Administrations publiques, sont nommés:

Greffier en chef de la Cour d'appel de Hanoi : M. FERAY, greffier en chef du tribunal de première instance de Pnom Penh, en remplacement de M. LOUPY, admis à la retraite ;

Greffier en chef du tribunal de première instance de Pnom Penh : M. PHARAMOND, greffier en chef du tribunal de première instance de Bến-tre, en remplacement de M. FERAY ;

Greffier en chef du tribunal de première instance de Bến-tre : M. GIUDICENTI, greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Vientiane, en remplacement de M. PHARAMOND ;

Greffier en chef du tribunal de première instance de Bắc-liêu : M. CASIMIR, greffier en chef du tribunal de première instance de Châu-đốc, en remplacement de M. RUFFIER, admis à la retraite ;

Greffier en chef du tribunal de première instance de Châu-đốc : M. YAGUES, greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Biên-hòa, en remplacement de M. CASIMIR ;

Greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Biên-hòa : M. BLANC, greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Fort-Bayard en service détaché, en remplacement de M. YAGUES ;

Greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Biên-hòa : M. MAHÉ, greffier en chef de la justice de paix à compétence étendue de Fort-Bayard, en remplacement de M. BLANC.

Par décret du 31 mai 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la justice et du Contrôle des Administrations publiques, sont nommés pour le 2e semestre de l'année 1932 :

Président du tribunal militaire permanent de Saigon pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : M. SERRUAU, conseiller à la Cour d'Appel de Saigon ;

Présidents suppléants du tribunal militaire permanent de Saigon, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : MM. PIERRE et FILATRIAU, conseillers à la Cour d'Appel de Saigon ;

Président du tribunal militaire permanent de Hanoi, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : M. LANGUELLIER, conseiller à la Cour d'appel de Hanoi ;

Présidents suppléants du tribunal militaire permanent de Hanoi, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus : MM. ROZÉ et BAURENS, conseillers à la Cour d'Appel de Hanoi ;

Président du tribunal militaire permanent de Saigon, pour les officiers du grade de lieutenant-colonel et de colonel : M. CROSNIER de BRIANT, conseiller doyen, président de chambre de Cour d'appel intérimaire de Saigon ;

Président du tribunal militaire permanent de Hanoi, pour les officiers du grade de lieutenant-colonel et de colonel : M. LÉONARDI, président de chambre à la Cour d'appel de Hanoi.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 4 juin 1932:

M. Hervé DU PENHOAT, président titulaire du tribunal de Vĩnh-long, procureur de la République p. i. près ce même tribunal, est appelé à reprendre les fonctions dont il est titulaire;

M. BONNAFOURE, président titulaire du tribunal de Bắc-liêu, retour de congé, remplira p. i. les fonctions de procureur de la République à Vĩnh-long;

M. YOL, juge d'instruction titulaire du tribunal de 1ère instance de Haiphong, procureur de la République p. i. près le tribunal de Mỹ-tho, remplira p. i. les fonctions de président de ce dernier tribunal, en remplacement de M. SICE en congé.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 7 juin 1932: M. GARRIGUES (Emile-Albert-François), conseiller à la Cour d'appel de Saigon, est désigné en qualité de président suppléant du Conseil du Contentieux, séant à Saigon, en remplacement de M. de ROZARIO, président suppléant, partant en congé.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 14 juin 1932: M. NICOLAS (Raoul-Louis-Pierre), conseiller titulaire à la Cour d'appel de Hanoi, est désigné pour assister le Procureur général, Directeur des Services judiciaires de l'Indochine conformément aux dispositions de l'article 69 du décret du 19 mai 1919, modifié par le décret du 24 juin 1927.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 23 juin 1932:

M. OLIVIER, procureur de la République titulaire de Cần-thơ, qui remplit actuellement les fonctions de substitut général p. i. au parquet général de Hanoi, est désigné ponr remplir p. i. les fonctions d'avocat général au même parquet général en remplacement de M. MOREAU, avocat général titulaire, appelé à d'autres fonctions;

M. PUJOS, juge d'instruction titulaire du tribunal de 1ère instance de Hanoi, est désigné pour remplir p. i. l'emploi de substitut général au parquet général de Hanoi, en remplacement de M. JOYEUX, titulaire de l'emploi.

BIBLIOGRAPHIE

NGUYỄN MẠNH TƯỜNG, docteur ès-lettres, docteur en droit, lauréat des Facultés des Lettres et de Droit, avocat à la Cour. — *L'individu dans la vieille cité annamite (Essai de synthèse sur le Code des Lê).* — Montpellier, Imprimerie de la Presse, 1932, in-8° de 410 p.

L'ouvrage de M. NGUYỄN-MẠNH-TƯỜNG est un heureux symptôme ; il marque l'orientation dominante des études annamites à l'heure présente et la valeur du concours qu'elles apportent aux recherches scientifiques. M. TƯỜNG, comme plusieurs de nos compatriotes, est allé en France gagner un ou deux diplômes de doctorat ; comme la plupart d'entre eux, il s'est voué avec passion au droit annamite ; il a donc présenté comme thèse à l'Université de Montpellier un mémoire sur *L'individu dans la vieille cité annamite*, tel qu'il se dégage du Code des Lê. Si les juristes ont accueilli cette monographie avec faveur, les orientalistes en seront aussi satisfaits. Elle enrichit d'un chapitre important l'histoire, trop négligée, du droit sino-annamite, et du même coup elle rétablit à son rang un des plus anciens monuments de la justice annamite.

Si certains auteurs ont raison de dire que « les études d'histoire sociale commencent à attirer l'attention du public » (P. BOISSONNADE), on peut ajouter à bon droit que c'est grâce à l'existence de monographies détaillées comme celle de M. TƯỜNG, soigneusement établies d'après les sources ; plus le nombre de travaux de ce genre ira grandissant, plus les esprits sérieux, portés vers les études historiques, y prendront intérêt, délaissant les descriptions de batailles, les rivalités des hommes d'Etat, les intrigues des diplomates, qui s'épuisent à ourdir, à travers les siècles, leur trame de Pénélope, tout en se sachant condamnés à ne l'achever jamais.

M. TƯỜNG exprime, par le sous-titre *(Essai de synthèse sur le Code des Lê)* qu'il donne à son travail, l'avis, qui sera partagé par tous ceux qui sont compétents sur la matière, qu'il serait prématuré de vouloir donner dès aujourd'hui le tableau complet de l'ancienne famille annamite ; trop d'éléments importants de cette histoire sont encore cachés dans la poussière des archives ; ceux que l'on possède déjà ne sont pas encore suffisamment classés, ni comparés avec les données provenant de régions différentes ; toute généralisation serait forcément incomplète, inexacte et trop souvent téméraire. Il faut donc se résigner à réunir d'abord longuement et patiemment les matériaux de cette œuvre, en s'appli-

quant, chacun dans un des pays annamites et pour une période nettement limitée, à retrouver et à trier les dossiers de cette enquête.

C'est ce que M. Tường a tenté de faire pour l'Annam des Lê (XVe - XVIIIe siècles), en utilisant la traduction du *Lê triều hình luật* de M. R. Deloustal (*La justice dans l'ancien Annam*). En terminant la lecture de cet ouvrage de 400 p., consacré à l'analyse patiente de tant de règlements et d'ordonnances diverses, on est forcément amené à se poser une question. Tous ces textes de lois doivent être assurément qualifiés de documents historiques, puisqu'on les tire d'un vieux code dont l'authenticité ne fait pas de doute, et puisqu'ils portent la signature de rois Lê ; mais nous apportent-ils pour cela la vérité historique ? Sont-ce des sources auxquelles on puisse se fier ou sont-ils uniquement la documentation très complète de l'hypocrisie latente de la nature humaine ? En d'autres termes, peut-on retracer la véritable organisation d'une cité d'après ses lois et ses règlements, ou faut-il se méfier de ces textes qui nous montrent les hommes et les choses à l'état *théorique*, et ne nous garantissent nullement la *réalité* des énonciations qu'ils renferment ?

Je crois bien qu'à cette question l'historien consciencieux ne peut répondre qu'en professant une défiance profonde pour toute donnée qui reposerait uniquement sur un texte de loi ou de règlement et qu'il ne pourrait vérifier par une série de faits plus ou moins considérable. Certaines ordonnances royales ne disent-elles pas que les lois sont continuellement tournées ou violées ? (1) Mais, si tel est le cas, qui ne voit que l'étude des règlements, à elle seule, est une occupation des plus décevantes et ne peut qu'induire en erreur l'historien trop naïf qui essaierait d'en abstraire le tableau de la civilisation d'une époque ? M. Tường n'a eu garde, je le sais, de tomber lui-même dans cette erreur. Mais il n'a pas eu soin de placer, à côté du contenu des lois elles-mêmes, fidèlement analysées, les infractions continuelles qu'elles subissent ; il ne nous avertit pas

---

(1) Il en a été de même dans tous les pays. Nous en empruntons quelques exemples à la France, pour mieux faire comprendre notre pensée, dans les domaines différents de l'hygiène, de la morale, de la science. Dès 1578, un règlement fort strict ordonne qu'il y ait dans chaque ville et bourg du Poitou une « tuerie ou escorcherie, édifiée en lieu convenable ». *Quarante* ans plus tard, quand la municipalité du chef-lieu veut forcer, en 1619, les bouchers à construire un abattoir, ils se mettent en grève, et les auteurs nous apprennent que c'est au XIXe siècle seulement que Poitiers vit aboutir ce projet. — Dès le XVIIe siècle, les règlements abondent, défendant aux aubergistes et aux hôteliers « de souffrir aucun libertinage » entre leurs domestiques et leurs hôtes ; ils proclament la moralité la plus rigide, et cependant vers la fin du XVIIIe siècle un rapport de police signale les auberges et les cafés de plusieurs villes comme des lieux de débauche « favorisés, pour ne pas dire tenus par des personnages d'une naissance illustre ». — Il existe de très beaux règlements, datant de Louis XIV, prescrivant aux sages-femmes de se soumettre à des examens professionnels ; mais, en 1779, une pièce officielle constate qu'on ne leur demande que de savoir baptiser un nouveau-né en cas de besoin et de dénoncer les filles grosses qu'elles accouchent, qu'elles sont d'une ignorance absolue et cause de la dépopulation des campagnes. — On me dira que ce contraste entre les lois et règlements et la réalité, existe encore aujourd'hui d'une façon tout aussi frappante. Sans doute, mais la dif érence est que nous ririons au nez de celui qui voudrait nous retracer un tableau fidèle de la société contemporaine d'après ces lois et règlements de police, tandis qu'on n'hésite pas à se livrer à des fantasmagories pareilles quand il s'agit du moyen âge ou du XVIe siècle.

assez que les textes ne laissent pas le moindre doute sur l'existence de défaillances individuelles nombreuses ; et ceux qui l'utiliseront à leur tour seront-ils aussi sincères quand ils voudront charmer et convaincre leurs lecteurs par quelque panégyrique du « bon vieux temps » ?

Mais ce qu'il faut peut-être encore blâmer plus sévèrement dans l'ouvrage de M. Tường, ce sont ces vérités générales, ces réflexions et ces dissertations morales interminables, bien plus faites pour détourner l'attention du sujet que pour l'y ramener, ces rapprochements lointains et trop souvent forcés, entre l'organisation sociale d'Europe et celle de notre pays, dont le plus grand tort est de nous faire perdre de vue l'Annam et sa civilisation, sans rien nous apprendre de nouveau sur notre époque. C'est ainsi qu'à propos de l'Orient et de l'Occident l'auteur écrit p. 14-15 : « Il existe deux mondes que régissent deux lois différentes. D'un côté c'est l'instabilité, le changement, le dynamisme, le perpétuel devenir. La loi du mouvement s'y exerce dans toute sa plénitude et dans toute son intensité. De l'autre, c'est le stable, l'immuable, l'éternelle fixité. La loi de l'ataraxie y règne dans toute sa majesté et dans toute son ampleur... Deux rythmes de la vie universelle. — Il existe deux civilisations. L'obstacle qui les sépare l'une de l'autre n'est pas tant d'ordre matériel que moral. Le caractère qui les différencie l'une de l'autre n'est pas tant d'essence physique que métaphysique, de nature temporelle que spirituelle. Il réside dans deux conceptions qu'elles ont de la même notion de la vie et du progrès, etc. » et p. 45-46 : « C'est au nom du double intérêt général et privé, du respect de la personne de l'Empereur et de la confiance en le pouvoir souverain, que de telles règles sont édictées, dont le but est de tuer dans leurs origines les germes du doute doublement dangereux pour la tranquillité de l'âme individuelle et pour la stabilité de l'Etat. Nous touchons ici même aux sources d'où découlent les caractères qui différencient les deux mentalités orientale et occidentale. Nous tenons ici la raison essentielle qui nous explique ces traits fondamentaux par lesquels se marque la physionomie de la civilisation orientale, l'asservissement de l'intelligence à la cause de l'Etat, l'étouffement de toute indépendance critique de l'esprit le tarissement de tout courant de pensée spéculative. C'est là que gît la grande misère de l'Orient auquel il a manqué une philosophie, une science. Mais c'est là que réside aussi sa noble grandeur. L'esprit atrophié ne pouvant plus exercer son activité dans les pures régions de la spéculation intellectuelle s'attache à déchiffrer l'énigme du cœur, à en creuser les secrètes intimités, à puiser dans la vie intérieure les aliments dont il se nourrit, à dégager le sens moral de la vie. De cette concentration, de ce reploiement, de cet approfondissement, est née cette morale qui constitue toujours le plus beau titre de gloire de la civilisation orientale... »

On comprend, d'après ce qui précède, que je ne croie pas devoir insister en particulier sur chacun des chapitres qui constituent l'ouvrage de M. Tường ; ils ont un caractère trop « mondain », trop peu sévère, pour qu'il y ait un intérêt réel à le faire. L'auteur s'est surtout attaché à donner de longues analyses des principales dispositions du Code des Lê, et ces analypses, je m'empresse de l'ajouter, en présentent une idée suffisante et méritent, dès lors, d'être lues.

Par là son livre, auquel on peut reprocher certaines répétitions et certaines longueurs, sera utile aux personnes qui ne connaissent pas l'ancienne législation annamite, et l'auteur pourra ainsi atteindre le but qu'il se propose dans son introduction, à savoir d'« étudier la situation de l'individu dans la vieille cité annamite d'après des textes juridiques ». On ne lui tiendra pas rigueur de s'être laissé aller, çà et là, à des généralisations hâtives et de n'avoir pas considéré les données de telle ou telle loi citée comme des cas contingents, variables selon les époques et les régions. Ce sont là des vérités qu'il sera nécessaire de répéter souvent encore jusqu'au jour assez lointain où nos dossiers seront assez bourrés de faits pour permettre à ceux qui viendront après nous d'aborder les grands exposés d'ensemble, tels qu'ils étaient en vogue au XVIIIe siècle, alors qu'on construisait l'histoire d'après des intuitions aprioristiques, sans s'embarrasser autrement des faits.

Une critique minutieuse pourrait en outre signaler dans le travail de M. TƯỜNG quelques légères inadvertances, si toutefois ce ne sont pas pour la majeure partie de simples fautes d'impression. C'est ainsi qu'on trouve p. 10: « se sont succédées » pour « se sont succédé », p. 273: « se départisse » pour « se départe », etc., et que dans la notice bibliographique on lit, p. 403: « BRIFFAUT... Le gendre anormal en droit sino-annamite. *Journal judiciaire de l'Indochine*. La cité annamite 1909-1912. *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient* », au lieu de: « BRIFFAUT, *Le gendre anomal en droit sino-annamite*, Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales, 1914; *La Cité annamite*, Paris, Librairie de la Société du Recueil Sirey, 3 vol., 1909-1912 »; p. 404: « CULTRA, DABRY et THIERSANT, DUTREUIL DES RHINS », pour CULTRU, DABRY DE THIERSANT, DUTREUIL DE RHINS; p. 406: « SCHEINER. Les institutions annamites en Bas-Cochinchine avant la conquête française 1909-1902... SCHREINER. Abrégé de l'Histoire d'Annam », au lieu de: « Alfred SCHREINER, *Les institutions annamites en Basse-Cochinchine avant la conquête française*, 1900-1902; ID., *Abrégé de l'histoire d'Annam* »; « SYLVESTRE. Le droit pénal annamite. *Tribune des Colonies* 1900... SILVESTRE. Considérations sur l'étude du Droit annamite 1923 », au lieu de: J. SILVESTRE, *Considérations sur l'étude du droit annamite*, chap. V, *Lois pénales*, etc.

Commandant BAUDESSON, ex-membre des missions d'études du Transindochinois. — *Au pays des superstitions et des rites. Chez les Moïs et les Chams*. — Paris, Librairie Plon, 1932, in-8° de II-276 p., 4 dessins de Paule et Mona Baudesson, 36 photographies hors texte et un croquis ethnographique.

On trouve dans ce livre un exposé de certaines coutumes, de certaines cérémonies, et des légendes de divinités moï et chames, avec quelques essais d'interprétation, pour la plupart empruntés par l'auteur aux travaux de ses devanciers, mais dont plusieurs sont tirés de son propre fonds. « En analysant les croyances et les rites, dit le C[t] BAUDESSON (en littérature : Marcel PIONNIER), sans les plier à aucun système préconçu, en les isolant des circonstances au milieu desquelles ils se produisent, en résumant les cérémonies qui ont accompagné, dans d'autres civilisations, des événements identiques, je souhaite que le sens et le caractère

souvent inexpliqués de certaines coutumes s'en dégagent et qu'il soit possible d'en tirer quelque enseignement.» L'auteur se fait illusion ; plus d'une assertion ou hypothèse émise dans son livre prête à la critique. C'est ainsi que la coutume du *làm rể* « faire le gendre », qui « consiste pour le beau-fils à travailler gratuitement, pendant un certain temps, pour le compte de ses beaux-parents », n'est pas aussi « générale chez les Annamites » qu'il le dit p. 38. Elle est, en effet, en contradiction avec les prescriptions morales ou légales. « Fils d'un clan qu'il abandonne, écrivait C. BRIFFAUT dans le *Recueil* PENANT, 1914, 2e partie, p. 16, le gendre anomal passe au clan de son beau-père, rend respect et obéissance à son nouvel allié, vit sous son toit et prend part à l'activité générale du clan dans l'intérêt de ses beaux-parents. Voilà l'anomalie. Aussi le législateur sino-annamite n'est point favorable à l'institution du gendre anomal ; il la tolère plutôt qu'il ne la prévoit ; parfois même, il prétend l'abolir, comme une coutume désuète. Déjà en 1471, l'article 6 des lois additionnelles de Hồng-đức décrétait que « lorsque la famille du fiancé s'est conformée aux rites du mariage et que celui-ci a remis les présents et vient chercher sa fiancée, on doit la laisser immédiatement partir chez son mari. On ne doit pas conserver la *mauvaise coutume ancienne* d'obliger le mari à rester pour faire le gendre.» (1)

Cette critique de détail ainsi que plusieurs autres n'empêchent point que nous ne sachions le plus grand gré au Ct BAUDESSON d'avoir écrit, pour le grand public, un bon livre d'ethnographie indochinoise. Son travail, en somme, est solide, au courant de la science, et, de plus, assez agréable à lire, grâce à une élégante simplicité de style.

NGUYỄN-VĂN-TỐ.

Erratum

P. 67, l. 1. *Au lieu de* Révoluton, *lire* Révolution.
P. 72, l. 20. *Après* fréquemment, *ajouter* des dispositions.
Ib., l. 23-24. *Au lieu de* telle codification, *lire* telles codifications.
P. 116, l. 26. *Au lieu de* famille X, *lire* famille A.
P. 126. Le décret du 28 avril 1932 sur les annonces judiciaires et légales a été promulgué le 4 juillet 1932 (*J. O.*, 16 juillet 1932, p. 2155).
P. 127, l. 2-3 du bas. *Au lieu de* avait fait, *lire* a fait.
P. 137, l. 32. *Au lieu de* M. Procureur général, *lire* M. le Procureur général.
P. 144, l. 4. *Au lieu de* DISCLÈRE, *lire* DISLÈRE.
Ib. l. 23. *Au lieu de* CREMAZY, *lire* CRÉMAZY.

---

(1) Cf. l'arrêt de la 2e chambre civile de la Cour d'Appel de Hanoi du 18 mars 1931 : « Au Tonkin, dans les régions de Lang-son et de Cao-bằng, quand le gendre a été admis, à défaut d'enfants du sexe masculin, en qualité d'héritier cultuel de la famille, et qu'il a pris le nom de son beau-père que ses enfants portent également, ses enfants mâles, au décès de leur père, bénéficient du même droit, même si la femme de leur père étant décédée sans héritier mâle, ils se trouvent avoir pour mère une simple concubine.» (*Journal judiciaire de l'Indochine*, 1931, 2e partie, p. 76.)

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PHẦN QUỐC-VĂN

PHẦN LÝ-LUẬN

TRƯỞNG-TỘC

Trong một bản án của tòa Phúc-thẩm Saigon (ban thứ nhì), đăng ở tập *Recueil général de jurisprudence Penant* kỳ tháng janvier 1932, trang thứ 7, có nói về cái chức-vụ của người trưởng-tộc, trong khi phân gia-sản, mà người mẹ không tái-giá, đứng làm giám-hộ các con vị-thành-niên được hưởng di-sản.

Trong án có nói: « Theo luật An-nam, thì người trưởng-tộc của con trẻ vị-thành-niên, là người nhiều tuổi nhất trong họ về bên cha mà cùng một họ với đứa trẻ. Không bao giờ một người bên họ nhà mẹ lại làm trưởng-tộc được ».

Ở dưới bản án ấy, lại có lời chú-thích viện chứng-cớ, bàn về cái chức-vụ trưởng-tộc. Nhưng xem ra cái chức-vụ người trưởng-tộc không ấn định được đích-xác lắm, vì tác-giả chỉ nói người trưởng-tộc là người nhiều tuổi nhất về họ bên chồng mà thôi.

Trong quyển *Annam d'autrefois* (Cổ-Việt) của ông Pierre PASQUIER, có nói: « Trong một họ, nhiều ngành, có một người đứng đầu, là người trưởng-tộc, tức là người huynh-trưởng nhiều tuổi hơn cả những người trong các ngành cùng chung một ông tổ. Người trưởng-tộc trông-nom quyền-lợi cho những người vị-thành-niên. Việc phụng-sự tổ-tiên do người hơn tuổi trong ngành trên chủ-trương, người ấy tức là tự-trưởng (trang 28). Người con đầu do chính-thất sinh ra gọi là đích-tử, người đích-tử dù có ít tuổi hơn các con của vợ bé, cũng được phụng-sự tổ-tiên (trang 33-43). »

Trong quyển *Traité de législation coloniale* của ông DISLÈRE cho trưởng-tộc là người đầu trong họ, nhưng không giải-thích cái chức-

vụ của người trưởng-tộc. Trong quyển *Traité de doctrine et de jurisprudence* của ông DÜRWELL, cũng không nói rõ hơn.

Trong sách *Considérations sur le Droit annamite* của ông SILVESTRE không giải-thích gì mấy về người trưởng-tộc, nhưng có nói một việc quan-trọng, thường thấy có, là « có khi người cha chết đi, ngành trưởng chỉ có người ít tuổi hoặc còn bé nhỏ, thì người trưởng-tộc phải kén trong những người nhiều tuổi về ngành thúc bá, người ấy gọi là trưởng-tộc, còn người chủ-trương việc thờ-phụng, thì gọi là trưởng-nam. »

Ông MIRABEN, nhắc lại lời của ông LURO, mà nói một cách rõ hơn rằng: Trưởng-tộc thay quyền cho người cha, hay người ông, trong khi người trưởng trong nhà mạnh-một.

Cứ như ý chúng tôi thì duy có ông giáo-sư SOLUS trong sách *Condition des indigènes en droit privé* (trang 214) nói rằng trưởng-tộc thường là người con-trưởng, là nói rõ về người trưởng-tộc hơn cả (1).

Ông CRÉMAZY, chánh tòa Thượng-thẩm hàm, diễn-thuyết tại trường Thuộc-địa, ngày 20 janvier 1909, về tục-lệ ở Viễn-đông từ xưa đến nay, có nhắc lại khi chia di-sản của người cha, thì các con cái được bình-quyền, nhưng ông có nói hễ người quả-phụ còn thờ chồng, vẫn đội tên chồng, và có để tang chồng, thì vẫn được hưởng-dụng thu-lợi về di-sản. Ông lại nói thêm rằng: « người quả-phụ quản-lý di-sản, có người trưởng-tộc phải giám-đốc, vì cái chức-vụ của người trưởng-tộc là phải cảnh-cáo những sự quá lạm của người quả-phụ trong việc hưởng-dụng thu lợi, nếu bảo không nghe, thì người trưởng-tộc có quyền thưa với quan ».

Trong các đoạn trích-lục ấy, không đâu thấy giải-thích họ là thế nào. Trong sách ông Eugène SICÉ khảo-cứu về việc *Giá-thú ở* nước Nam, có nói rằng: « Họ không phải là không có giới-hạn, không bao giờ hết đâu, kỳ thực trong những người cùng theo một tên họ, cùng chung một ông tổ, chỉ có những người luật bắt để tang mới thực là họ mà thôi », mỗi một chi dựng lên một ngành riêng.

Trưởng-tộc là người hơn tuổi, nhưng theo thứ bậc niên tuế, vì tạo-hóa không thể nhầy vượt được. Trong cái bảng gia-tộc của ông E.

---

(1) Trong tập kỷ yếu của hội-đồng tư-vấn pháp-luật An-nam (*Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite du Tonkin, en matière de droit de famille, de succession, et de biens cultuels*) trang 2, có nói người trưởng-tộc, hay tộc-trưởng về phương-diện tế-tự, là người nhiều tuổi nhất về ngành trưởng. Người cháu thuộc về ngành trưởng là người trưởng-tộc, dù ở trên hãy còn chú bác, hoặc ông chú, ông bác mặc dầu. Người tộc-trưởng có khi là một đứa bé cũng có ».

Sicé soạn, ông cũng phân-biệt việc phụng-sự tổ-tiên và việc quản-trị gia-tộc.

Tôi có thể nói thêm rằng nếu người hơn tuổi nhất, là người con-trai của người em mạnh-một, mà cả người anh trưởng cũng mạnh-một, mà người em thứ ba còn sống lại ít tuổi hơn cháu, thì người cháu thành ra trưởng-tộc. Người cháu giữ chức trưởng-tộc mãi cho đến khi chết. Đến con người cháu ấy không phải nhất định được làm trưởng-tộc; mà nếu người chú hơn tuổi cả trong họ, thì người chú giữ chức trưởng-tộc. Còn như người chủ-trương việc phụng-sự tổ-tiên, thì là người đàn-ông nhiều tuổi nhất về ngành trên, tức là người con lớn nhất của người con cả. Nếu người con thứ hai cũng mạnh-một, thì đến người con trưởng của người con thứ hai, rồi đến người con thứ ba, nếu người con thứ ba cũng mạnh-một, thì đến người con trưởng của người ấy.

Trong việc thi-dụ của chúng tôi kể trên này, cũng như việc thi-dụ của ông Sicé, người trưởng-tự là người con cả, mà người trưởng-tộc là người chú, người anh họ, nhiều tuổi nhất trong nhà; nếu người trưởng-tự chưa đến mười-sáu tuổi, thì người trưởng-tự chống gậy, nhưng lễ-nghi trong việc phụng-sự tổ-tiên là do người nhiều tuổi nhất chủ-trương. Khi người con trưởng về ngành trưởng đến tuổi, thì lại giữ việc phụng-sự tổ-tiên như thường, chúng tôi muốn nói rõ những việc riêng ấy, vì ta vốn đã chịu ảnh-hưởng luật của nước Pháp, nên nhiều khi ta thường giải-thích luật An-nam một cách tưởng là đúng tục cổ, mà kỳ thực lại sai ý đi. Ấy án-lệ vì thế mà thành, rồi mỗi khi có cái án nào truy nguyên đến cổ-tục, thì lại sinh ra sửa đổi khác lại.

Pierre GROSSIN
Hành-chính quan

Mấy cái vấn-đề về tục-lệ nước Nam

(bài nối)

XI

Kẻ ti-ấu phải những phận-sự gì ?

Theo bộ *Hoàng-Việt luật-lệ*, thì « phàm con cháu trái phạm giáo lệnh của ông bà cha mẹ, hay là có thể nuôi được ông bà cha mẹ, mà cố bỏ thiếu phận-sự mình, thì phải trượng một trăm (chính ông bà cha mẹ cáo ra, quan mới bắt tội) ; nhà nghèo mà con không chịu làm ăn để nuôi cha mẹ, đến nỗi cha mẹ tự-tận, thì phải lưu ba nghìn lý » (điều 307) ; « phàm không phải ông bà cha mẹ cho phép, mà con cháu lập riêng hộ-tịch, chia gia-sản, thì phải trượng một trăm ; lúc đang để tang ông bà cha mẹ mà làm thế, thì phải trượng 80 » (điều 82) ; « phàm kẻ ti-ấu không tuân lệnh người tôn-trưởng, tự tiêu dùng của chung trong nhà, giá của mười lạng bạc, thì phải 20 roi, mỗi mười lạng thêm nặng một bậc, tội chỉ đến trượng một trăm ; người tôn-trưởng chia của chung mà không công-bằng, tội cũng như thế ; chia của cứ số con mà chia ; của-cải những nhà tuyệt hộ, mà không có con gái nữa, thì quan tùy liệu lấy làm của công » (điều 83); « con cháu bán trộm ruộng đất thờ-tự của tổ-tiên để lại, đến 50 mẫu, thì phải tội s ng-quân » (điều 87), v. v.

Xem như thế thì luật cũ có chữ « ti-ấu », nhưng không nói bao nhiêu tuổi còn là ti-ấu ; mà tục ta có chữ « trưởng-thành », nhưng cũng không rõ bao nhiêu tuổi mới là trưởng-thành. Luật mới Bắc-kỳ định tuổi trưởng-thành, cho cả con trai con gái, là 21 tuổi. Tờ trình của Hội-đồng biên-tập nói rằng : « Trước tuổi đó thì con trai con gái không có quyền tự-do được thủ-đắc, được chiếm-hữu cùng kết-ước. Lại cũng từ 21 tuổi trở đi thì đàn-ông đàn-bà mới có đủ tri-khôn mà quản-lý công-việc ». Bởi thế luật mới lấy tuổi 21 để định năng-lực về dân-luật ; còn về các khoản khác, phần nhiều theo luật Tây cả ; nhưng

vẫn để cho quyền cha mẹ được tùy ý muốn giải-phóng cho con từ lúc 18 tuổi cũng được ; duy có hai cái vấn-đề sau này không thấy nói đến.

Một là hiệu-lực sự ly-hôn đối với con cái. Cứ theo điều 141, thì « sự ly-hôn phá-hoại hết hiệu-lực của sự giá-thú ». Nhưng điều 207 định rằng : « Làm người con, suốt cả đời phải hiếu-thuận cung-kính, làm vinh-dự cho cha mẹ ông bà ; lại phải cấp-dưỡng cho cha mẹ ông bà. Đạo hiếu cấm con cháu không được đem thưa cha mẹ ông bà tại trước tòa án (1). Không có phép cha, thì không được bỏ nhà. Cha mẹ còn sống thì con phải thuộc quyền cha, và cứ lý thì không được có tài-sản riêng ; trừ khi đã thành niên được phép ra ở riêng, hoặc khi đã thoát-quyền (2) được phép tự-lập gia-thất riêng thì không kể » (L'enfant reste sous la puissance paternelle, tant que ses parents vivent, et ne peut en principe rien posséder en propre, à moins que majeur, il n'ait été autorisé par eux à avoir un établissement séparé, ou qu'émancipé, il ne se soit créé cet établissement avec leur autorisation).

Sự thoát-quyền tự ai chuẩn cho ? Điều 264 nói tự « người cha, người mẹ », nhưng « phải làm giấy có viên-chức thị-thực mà khai-trình minh-bạch ». Duy có một điều không được minh-bạch, là khi cha mẹ đã ly-hôn rồi thì người mẹ có quyền giải-phóng cho con không ? Luật Tây và luật Nam-kỳ (sắc-lệnh ngày 3 octobre 1883) đều công-nhận cho cả. Luật Bắc-kỳ không định rõ.

Lại còn một điều khuyết-điểm nữa là việc cấp-dưỡng. Luật Bắc-kỳ chỉ bắt có con cháu phải hiếu-phụng cha mẹ ông bà mà thôi. Còn anh em ruột chị em ruột không thấy định đến ; như thế có lẽ trái với tục-lệ. Theo án-lệ bên Tàu thì việc cấp-dưỡng phải theo thứ-tự như sau này : 1° cha con ; 2° ông bà với cháu trai cháu gái ; 3° vợ chồng; 4° anh em chị em vị thành-niên. Tục-lệ nước ta cũng tương-tự như thế ; Hội-đồng tư-vấn pháp-luật có nói đến ; nhưng luật mới chỉ nói đến cha mẹ ông bà và vợ chồng mà thôi.

(Còn nữa) NGUYỄN-VĂN-TỐ

---

(1) Vì kiện ông bà cha mẹ là « can danh phạm nghĩa » (điều 306 *Hoàng-Việt luật-lệ*).

(2) Bản dịch của Chính-phủ chép là « thoát phụ-quyền » : thiết tưởng như thế thì không đúng, vì điều 264 nói rằng : « sự thoát-quyền là do người cha người mẹ chuẩn cho ».

Chết ngạt

Thắt-cổ — Giảo-sát — Chết-đuối

Những điều đại-cương

Ngạt hơi là bởi bế-tắc, không-khí không lọt vào được. Trong không-khí có một chất dưỡng-sinh tức là dưỡng-khí (oxygène). Máu không những chỉ tải đồ-ăn cho khắp thân-thể người ta, mà lại còn dẫn cả dưỡng-khí là chất khích-động rất cần cho sự sống nữa. Dưỡng-khí vào đến mặt buồng-phổi thì bám vào những huyết-cầu đỏ trong máu. Phàm những nguyên-nhân gì làm cho máu kém mất chất dưỡng-khí hay là ngăn dưỡng-khí không vào trong máu thì sinh ra ngạt hơi.

Những nguyên-nhân thứ nhất là : không-khí có nhiều thán-khí quá mà thành ra không thở được (như không-khí tụ hãm trong cái buồng kín) ; không-khí ở các từng cao trên không-trung thiếu chất dưỡng-khí (như khi cưỡi tàu-bay).

Những nguyên-nhân thứ hai là : 1° chất lỏng (nước) thay vào khí-trời (khi bị chìm xuống nước) ; 2° một vật gì làm tắc đường hô-hấp.

Như khi có ung trong ngực thì đường hô-hấp cũng bị tắc, khi bị chẹn cổ, đường hô-hấp cũng bị tắc.

Ngạt sinh ra nhiều chứng ; người ta thường chia ra làm bốn thời-kỳ : 1° lúc đầu, sức thở chậm lại, nhưng quả-tim đập mạnh. Như vậy trong một phút, rồi sinh ra bất tỉnh nhân sự ; 2° đến phút thứ hai, thì khối-óc bị bốc lên, thân-thể và tứ chi co giật ; 3° sự hô-hấp chỉ hời-hợt ở ngoài, nhưng quả-tim vẫn đánh ; 4° đến phút thứ ba, cái gân chuyển-động bộ máy hô-hấp và các huyết-quản bị tê bại đi, thế là chết ngạt.

Thắt-cổ

Thắt-cổ là một cách tự-tử có từ đời thượng-cổ. Tính số tự-tử tổng-cộng, thì một nửa là thắt-cổ. Đàn-bà thì hay trầm mình. Những người thần-kinh không được mạnh-mẽ thì hay thắt-cổ. Lắm người chỉ vì chuyện nhỏ nhặt chẳng ra gì cũng tự-tử. Những người ấy tự-tử bằng cách thắt-cổ, vì nghĩ cách ấy không đau đớn và không cần phải kiếm những đồ khó khăn.

Quan thẩm-phán đến khám-xét một người thắt-cổ, phải xem xét cái chỗ tự-tử và thi-thể cho cẩn-thận.

a) Chỗ tự-tử. — Trong giấy biên-bản phải biên giờ nào đến khám-xét, biên các đồ đạc (ghế, thang, v. v.) để gần chỗ người thắt-cổ, nhất là cái đồ dùng để leo trèo, — đo chiều cao của người tự-tử cho đúng, đo từ chân người ấy đến mặt đất là bao nhiêu, cái chỗ buộc dây thế nào, và cao hơn mặt đất bao nhiêu. — Nếu tự-tử ở trong nhà, thì phải xét cái dui hay cái dầm nhà thế nào. Chỗ bụi ở trên mặt dầm nhà thế nào cũng phải bay mỗi bên một ít. Nếu xét mặt trên dầm nhà, chỉ thấy một vết thôi, thì không phải là tự-tử, vì người tự-tử trước hết phải buộc dây, khi buộc dây rồi, làm thế nào cũng phải dẫy dụa, thì hai bên dây làm sao bụi cũng bay lên ít nhiều. Nếu chết rồi mới treo lên thì người chết không dẫy dụa gì cả, và trên dầm nhà chỉ có một vết nhẵn bụi thôi.

b) Dây, nút. — Phải tả hình-thể cái dây thế nào (dây, thừng, hay thắt-lưng, v. v.), đường-kính, hình-thể và chiều dài dây ấy thế nào. Phải biên rõ cái dây thế nào, cái chiều dây về đàng nào, dây săn hay rão ; phải biên các chỗ buộc nút thế nào, nút buộc ở đâu, sau gáy, dưới cằm, hay bên cổ. Có những nút, phải tay chuyên-môn mới thắt được, như nút buộc của thủy-thủ, nút buộc của kẻ gói hàng, của thợ làm thảm, v. v... Phải đo vòng dây ở dưới cổ-họng là bao nhiêu.

c) Tử-thi. — Khám tử-thi thì phải xét những điều sau này : 1° tử-thi còn buộc hay đã tháo dây ; 2° mặt-mũi có khác gì không ; 3° ngoài vết thắt thế nào.

Tử-thi để thế nào. — Tử-thi vẫn treo, hay đã bỏ xuống rồi ? Nếu còn treo thì phải xét xem đầu có nghiêng về bên có dây hay không, thi-thể cách mặt đất, hay là giáp mặt đất. Cũng có khi thắt-cổ, mà thi-thể nằm hay quỳ. Thắt-cổ hễ chân không chạm đất thì cánh-tay buông thẳng sát vào hai bên mình, bàn-tay nắm chặt lại, hai cẳng hơi gấp,

và sắc tim-tím. Có khi trên mu bàn-tay và mặt xương ống-chân có chỗ sây-xát hoặc sưng lên, vì lúc thi-thể dẫy dụa thì đụng chạm vào các vật ở gần đấy.

Mặt mũi. — Quan thẩm-phán phải biên rõ mặt có xanh, hoặc có tụ huyết hay không (hễ nút buộc ở bên, thì sắc mặt xám, nút buộc ở đàng sau, thì sắc mặt xanh) có bọt ở mũi sùi ra hay không (có khi đỗ máu mũi) — lưỡi thế nào (một trăm lần thì đến năm chục lần là lưỡi thè ra ngoài), — môi thường xanh xám, — có khi sắc mặt xanh, mà sắc tai lại xám.

Mắt không mấy khi lồi ra, nhưng mi-mắt thường hơi mở.

Các hình-dấu tả trên ấy, không phải bao giờ cũng y như thế đâu. Nhưng có những điều này phải chú ý hơn cả, là lòng-trắng mắt có lấm chấm huyết tụ, con-ngươi to ra, và hai con-ngươi không đều nhau.

Cổ. — Cái vết thắt thường ở vào chỗ giữa cổ-họng và cằm, nhưng cũng có thể ở dưới cổ-họng được.

Vết thắt có khi là vết đơn, có khi là vết kép, có khi hằn suốt, có khi từng quãng.

Dây càng nhỏ, càng dai, thì vết thắt càng sâu vào thịt.

Mỗi thứ dây, cái vết thắt lại một khác.

Cái vết thắt theo chiều nào, cũng cần phải biên rõ. Nếu là tự-tử thì vết thắt chênh-chếch, hoặc vòng kiềng; nếu là giảo-sát thì vết thắt đối với cổ, là hình thước-thợ, ở bên phải và bên trái cằm, cho đến sau tai, thì cái vết ăn thẳng lên, và càng cao thì vết càng không rõ. Thường thường vết thắt ở chỗ ấy hình như chữ 人 mà hai đầu trên không dính vào nhau. Có người tự-tử lại quấn dây vào cổ vài vòng, rồi mới buộc nút ở bên phải hay bên trái, thì ở đằng sau không thấy vết chữ 人. Người thắt-cổ ở một nơi thấp, thì thường phải nằm nghiêng hay nằm ngửa. Nằm nghiêng, thì vết thắt chênh-chếch, bắt-đầu tự miền dưới lưỡi trở lên; nằm ngửa thì vết thắt thẳng lên, bắt đầu tự chỗ dưới lưỡi cho đến chỗ gần tai, nhưng không tới chỗ tóc mọc.

Trong sách *Tẩy-oan lục bị khảo* có nói: « Những người thắt-cổ tự-tử, có một vết thương hình như chữ 人 nghĩa là chỗ trên vết thương liền với nhau là thắt-cổ bằng một cái dây, một đầu dây buộc vào cái dầm, còn đầu kia buộc nút thòng-lọng mà tra đầu vào trong nút. Cái vết thương ở chung-quanh cổ cũng giống như vết thương của người bị giảo-sát. Song hễ tự-tử thì chân thế nào cũng cách mặt

đất mấy thước ta, và ở bên cạnh phải có đồ để leo trèo, mà cái vết thắt hơi chếch ngược lên.

Trong lòng vết thắt thì xanh và khô, ngoài bờ thi tim-tím. Thi-thể để ra khí-trời được ít lâu thì vết thắt thành sắc vàng và rắn lại.

Mấy điều khác nên biết. — Quan thẩm-phán cần phải xét những điều này nữa : 1° Người chết là hạng người thế nào? (Người điên hay người lành?) 2° Buổi sáng hay buổi chiều còn trông thấy người ấy ; 3° Có cởi dây để cứu hay không? 4° Được tin lúc buổi sáng hay buổi chiều?

Còn như việc xét vì duyên-cớ làm sao mà thắt-cổ là việc ở ngoài giới-hạn của khoa pháp-y.

Quan dự-thẩm khám xét xong, thường phải tự hỏi những câu sau này :

1° Lúc treo cổ trên dây, người ấy còn sống không hay chết rồi mới treo lên? — Xem những chứng-cớ sau này, thì biết là người chết tự-tử thật.

a) Nơi tự-tử. — Mặt trên cái dầm chỗ buộc dây có bụi, giấy dán ở tường, chỗ ngang với chân người tự-tử bị rách ; ở gần chỗ người tự-tử có một cái ghế ; đó là những chứng-cớ có thể phỏng-đoán là tự-tử cả, nhưng các chứng-cớ ấy cũng không phải là nhất-định, vì kẻ gian ác quỉ-quyệt có thể giả-mạo ra các chứng-cớ ấy được.

b) Dây nút. — Nên xét kỹ cái cách buộc nút. Người ta xét cái nút có thể đoán được kẻ buộc nút ấy làm nghề gì. Xem nút có thể biết là chính người tự-tử buộc lấy hay không. Dây buộc chặt quá cũng có thể đoán là có người ác hại, chứ không phải là tự-tử.

c) *Việc xét thi-thể.* — Xem ở mu bàn-tay và ở chỗ xương ống-chân, thấy xây-xát, thì biết rằng người thắt-cổ có dãy dụa, và lúc buộc lên dây còn sống. Vết dây buộc ở cổ chênh-chếch hoặc hình vòng-kiềng là một cái chứng quan-trọng, nhưng xác người chết rồi mà treo dây ở cổ cũng thấy vết giống như thế. Khi mổ khám tử-thi thì có thể biết các dấu hằn ấy là dấu thắt từ khi còn sống, hay khi chết rồi mới thắt. Trên kia ta đã nói những sự thay đổi ở trên mặt (bọt mũi, lưỡi thè, mắt trợn, môi tím, tai tím, mặt xanh) không phải là những điều nhất định hẳn. Con-ngươi to ra cũng là một cái chứng quan-trọng lắm.

Nhiều khi vì thở-thịt cứng ra, hay thi-thể bị thối mà nước-tiểu với phân phải tuôn ra.

d) *Việc mổ khám.* — Mổ khám thì biết được nhiều điều đích-xác.

1° Thầy-thuốc mổ cổ ra, có thể biết được những điều này :

Ở chỗ vết thắt, hầu hết bao giờ cũng thấy cái chất ở dưới da bị săn lại, nhiều khi thịt bị rách, có khi những mạch-máu lớn ở cổ động máu lại (có đến 40 phần trăm) nhiều khi cái xương-con ở dưới lưỡi và cuống-họng bị gãy, có mấy cái xương-sống ở cổ cũng bị gãy.

2° *Xét lồng-xương ngực :* trong quả-tim thấy những cục máu đặc, phần dưới lá phổi thấy huyết tụ.

3° *Xét bụng :* gan và thận thường thấy huyết tụ, màng dạ-dày thấy vết lấm-chấm huyết tụ.

4° *Xét sọ và óc :* thấy trên sọ bị sưng, các huyết-quản bị máu tụ, chất óc bị hư, và lại có vết máu lấm-chấm.

Những dấu-hiệu ấy là dấu-hiệu chung của người tự thắt-cổ và người bị giảo-sát, song ông BALTHAZARD lại kể những dấu-hiệu sau này chứng rằng khi buộc dây thắt-cổ, người thắt-cổ hãy con sống là : *a*) chỗ vết thắt có máu tụ-lại ; *b*) đàng trước xương-sống có máu tụ-lại ; *c*) màng trong ống máu lớn (carotide) bị đứt và màng-giữa bị máu tụ từng chỗ.

(Còn nữa)

HENRI MARCEL
Được giải thưởng của Y-học Hàn-lâm viện Paris
Nguyên giáo-sư khoa Pháp-y trường Sĩ-hoạn Hà-nội

Nói về giá-thú

(tiếp theo)

Nói về hiệu-lực của việc giá-thú. – Điều 91 đến 103 nói về hiệu-lực của việc giá-thú.

Nghĩa-vụ đối với con cái. — Điều 91 rằng : « Phàm việc giá-thú đã khai với hộ-lại và đã đăng-ký vào sổ, tức là lập thành đoàn-thể vợ chồng. Nghĩa vợ chồng phải cùng nhau lo-toan việc nuôi-nứng dạy-dỗ con-cái ». Nghĩa là giá-thú đã đăng-ký vào sổ rồi mới thành đoàn-thể vợ chồng, dù giá-thú làm linh-đình thế nào mặc lòng mà chưa đăng-ký thì vẫn chưa thành đoàn-thể vợ chồng, pháp-luật không công-nhận cho. Đoạn cuối điều ấy nói về nghĩa-vụ đối với con-cái. Nghĩa-vụ ấy rất nhiều, về phần dưới kia sẽ bàn sau, nhưng ở đây luật chỉ nói qua là « lo-toan việc nuôi-nứng dạy-dỗ ». Đàn ông đàn bà ở với nhau thành vợ chồng, đã có con thì luật bắt phải nuôi con, nghĩa là cho ăn, cho mặc, cho ở; luật bắt phải dạy-dỗ, nghĩa là lo về đường trí-dục và đức-dục nữa, vì nuôi không cũng chưa đủ, phải giáo-hóa nữa. Sách nho có chữ rằng: « Dưỡng tử bất giáo, bất như dưỡng trư » (nuôi mà không dạy thì chẳng bằng nuôi lợn). Dạy đến bực nào ? luật không nói đến, điều ấy để tùy quyền cha mẹ.

Nghĩa-vụ vợ chồng đối với nhau. — Nghĩa-vụ của vợ chồng đối với nhau có điều là chung của cả vợ lẫn chồng, có điều là riêng của chồng đối với vợ, có điều là riêng của vợ đối với chồng.

Nói về các nghĩa-vụ chung của vợ chồng đối với nhau. Điều 92 rằng : « Vợ chồng phải cưu-mang phù-trợ lẫn nhau... » Điều này là phỏng theo điều 212 và 213 trong Dân-luật Tây.

Cưu-mang là tư-cấp những vật tối cần cho sự sống, hoặc là tư-cấp bằng đồ-vật, hoặc là tư-cấp bằng tiền-bạc. Ý nhà làm luật dùng chữ

cưu-mang ở đây nghĩa là phải nuôi cơm lẫn nhau, phải chịu tiền cơm cho nhau. Điều đó là việc dĩ nhiên, vợ chồng ở với nhau bất luận giàu nghèo tất phải cưu-mang lẫn nhau, nếu không cưu-mang nhau, sao thành vợ chồng? Luật phải dự định như vậy, phòng gặp những trường-hợp bất kỳ sau này: Như là chồng không cho vợ về nhà mình ở, không chi độ các đồ cần-thiết cho vợ, theo như điều 96 đã định, thì có thể bị tòa-án nghĩ-xử phải cấp lương cho vợ ăn; như khi vô cố trong hai vợ chồng, có một người bỏ nhà đi, thì người đi cũng phải cấp lương ăn cho người ở nhà bị thiếu-thốn.

Vả lại hai cớ ấy cũng là những duyên-cớ có thể ly-hôn được (điều 118 và 119).

Phù-trợ nghĩa là giúp cho nhau trong các việc hằng ngày, nhất là trong khi đau yếu. Phù-trợ với cưu-mang có khác nhau đôi chút: cưu-mang tất phải giúp bằng của-cải, còn phù-trợ thì bởi tình-nghĩa. Không chịu phù-trợ cho nhau cũng có thể coi như một điều « sỉ nhục thậm-tệ », tức là một duyên-cớ ly-hôn.

Nói về các nghĩa-vụ riêng. — Hai đoạn dưới điều 92 rằng: « Chồng phải bảo-hộ cho vợ chính cùng các vợ thứ. Vợ chính và vợ thứ phải giữ tiết và phục-tòng với chồng ».

Nghĩa-vụ thứ nhất của vợ đối với chồng là phải giữ tiết. Luật Tây và luật ta xưa nay đều bắt buộc như thế cả, duy có một điều khác nhau là theo luật Tây, thì giữ tiết là nghĩa-vụ chung của cả hai vợ chồng, nhưng theo luật ta thì người chồng đối với vợ được miễn cái nghĩa-vụ ấy, vì theo tục-lệ ta xưa nay, đàn-ông bao giờ cũng được phép lấy nhiều vợ, nhưng mà cái tục ấy bây giờ đã có luật hạn-chế lại, theo như điều 93 ta sẽ xem dưới kia. Cái nghĩa-vụ giữ tiết với chồng không phải chỉ là một nghĩa-vụ thuộc về luân-lý thôi đâu, lại do luật trừng-trị bắt buộc nữa. Hình-luật Bắc-kỳ điều 198 có định như sau này: « Người vợ cả hay là vợ lẽ đã có giá-thú đúng phép mà xét « quả phạm tội thông-gian thì phải phạt giam từ 3 tháng đến 2 năm « và phạt bạc từ 40 đồng đến 400 đồng ». Nhưng luật lại cho người chồng cái quyền được tha thứ cho vợ, là có ý không muốn đem một việc nhơ-nhuốc trong gia-đình ra phơi bày ở nơi công-chúng, mà định ở đoạn thứ 3 và thứ 4 điều 198 ấy rằng: « Phàm đàn-bà có chồng mà phạm gian « thì phải có người bản-phu đầu đơn đứng khống mới bị truy-tố ở « trước tòa-án.

« Từ khi khởi-tố đến khi chưa kết án, người bản-phu vẫn có

« quyền được bãi-tố; nhưng tuy bãi-tố mặc dầu, người gian-phu cũng « không được miễn-tố ».

Trên kia đã nói rằng trái với dân-luật Tây, dân-luật ta không bắt người chồng phải giữ tiết với vợ, là vì tục-lệ ta cho phép đàn-ông được lấy nhiều vợ. Nhưng cái tục-lệ ấy, theo luật mới đã bị hạn-chế lại rồi. Điều 93 định rằng: « Phàm chồng lấy vợ thứ tất phải do vợ « chính bằng lòng mới được. Sự bằng lòng ấy hoặc do vợ chính khai « minh-bạch với hộ-lại và biên vào trong chứng-thư giá-thú của vợ « thứ, hoặc do vợ chính mặc-nhiên thừa-nhận. Vợ thứ phải phục-« tòng và kính-trọng vợ chính ».

Lập giá-thú tức là lập thành một cái xã-hội; bất cứ xã-hội nào cũng phải có một người làm chủ, huống-chi ở gia-đình là gốc xã-hội. Cái quyền làm chủ ấy, tạo-hóa vốn phú cho người chồng, mà luật nước nào cũng công-nhận như thế. Bởi vậy mà luật ta cũng như luật Tây, bắt buộc người vợ phải phục-tòng người chồng. Vợ đã phải phục-tòng chồng, thì chồng phải bảo-hộ cho vợ. Bộ luật mới định rõ nghĩa-vụ của người chồng như vậy là có ý tỏ cho ta biết rằng vợ đối với chồng là một người bạn giao kết với nhau, chứ không phải là một người tôi-thuộc. Tuy chức-vụ của hai vợ chồng không như nhau, song chức-vụ của vợ không phải là không nặng-nề, không quan-trọng. Chồng có cái nghĩa-vụ kinh-doanh ở ngoài, quản-trị tài-sản chung, lo toan công-việc cho gia-đình, thì vợ cũng có cái nghĩa-vụ làm nội-tướng, làm chủ-quĩ ở trong nhà, coi giữ tiền bạc, nuôi nứng con-cái, mà ở nước ta lắm bà lại đảm-đang đến cả việc kinh-doanh ở ngoài nữa. Vì cái nghĩa-vụ phục-tòng ấy mà « phải ở với chồng » (điều 94). Nghĩa-vụ ấy là căn-bản của các nghĩa-vụ khác, vì vợ chồng ở chung với nhau là mục-đích của việc giá-thú. Nếu nghĩa-vụ ấy không tuân thì cái nghĩa phu-phụ không có. Nhưng sự ở chung ấy vừa là nghĩa-vụ, lại vừa là một cái quyền của vợ chính. Luật phải định rõ như vậy là để bãi cái quyền của những đức ông chồng thường đem vợ lẽ ở hẳn với mình mà bắt vợ cả ở một nơi. Còn như vợ lẽ thì đối với việc ở chung ấy chỉ có nghĩa-vụ mà không có quyền, nghĩa là chồng bắt ở đâu thì phải ở đó.

Muốn giữ quyền-lợi cho vợ cả, đoạn cuối điều 94 lại định rằng: « Không khi nào bàn thờ gia-tiên được dọn ra khỏi nhà chính-tẩm « chỗ vợ cả ở ».

(Còn nữa)

PHẠM-HUY-LỤC

LUẬT - HÌNH

Tòa Phúc-thẩm Hà-nội (Ban thứ hai)

Phiên tòa ngày 21 mars 1932

M. Morché, Chánh án,
MM. Verron và Vũ-ngọc-Hoánh, Tham-nghị,
M. Duringer, quyền phó chưởng-lý.

Những việc âm-mưu, cơ-mưu và vận-động

I. — *Theo như lời lẽ ở điều thứ 70 bộ Hình-luật Bắc-kỳ (soạn theo đại-ý trong các điều 87 và 89 bộ Hình-luật Pháp) thì hễ từ hai người trở lên, cùng bàn nhau đồng-ý quyết dùng khí-giới chống với nước Pháp, hoặc là đánh đổ chánh-phủ, hoặc là đổi ngôi hoàng-thống bản-quốc, hoặc là khởi loạn, hoặc là xâm-phạm đến thánh-thể mới gọi là phạm tội âm-mưu.*

II. — *Giúp cho một người mang giấy má cộng-sản, biên chép một bản điều-lệ của đảng cộng-sản, hoặc một bài hát cộng-sản, hoặc chép những truyền-đơn cộng-sản, hoặc mang những thư tín cộng-sản viết bằng mực kín, hoặc thấy lính cảnh-sát đến bắt mà đem giấy má cộng-sản trốn đi, nếu không có trường-hợp gì khác nữa, thì các việc ấy không gọi là cơ-mưu nói ở điều 66 bộ Hình-luật Bắc-kỳ, mà chỉ là những việc vận-động có thể hại đến sự yên-ổn của công-chúng, hoặc làm cho rối-loạn dân-gian hoặc là làm cho sinh ra đại-loạn chính-trị, là những việc vận-động phạm vào điều thứ 71 bộ Hình-luật Bắc-kỳ.*

Sự phân-biệt ấy rất quan-trọng, vì những việc cơ-mưu là trọng-tội phải phạt tử hình, còn những việc vận-động là khinh-tội, chỉ phải phạt giam từ một năm đến năm năm thôi.

Trần-xuân-S. và đồng-đảng kháng Biện-lý cục.

Tòa Phúc-thẩm

Sau khi nghị-luận theo như luật, xử tại phiên tòa công-đồng, đương-tịch và về việc hình An-nam ;

Về đường phương-thức :

Chiếu chi việc kháng-cáo hợp-thức và có thể thụ-lý được ;

Chiếu chi những việc trách những người bị can, kể trong bản án bị kháng cáo như mọi việc tra-xét và tranh-biện tại tòa, thì không phải là tập hội gian-ác, là trọng-tội nói ở điều thứ 176 Hình-luật ; chiếu chi không có chứng rằng những người bị can tụ-tập để dự-bị hoặc để cùng làm việc xâm-phạm đến sinh-mệnh hoặc tài-sản ; chiếu chi không có tập hội mục-đích để xâm-phạm đến nhân-sinh và tài-sản, nghĩa là không có cái nguyên-tố gọi là tội tụ-tập gian-ác ; chiếu chi nên tha cho người bị can được trắng án về tội ấy ;

Chiếu chi các việc trách Trần-thị-Đ. không đủ chứng-cớ ; chiếu chi Chưởng-lý cục công-bố thôi không truy-vấn thị ấy nữa ; chiếu-chi nên tha cho thị ấy trắng án không phải chịu án-phí chi cả ;

Chiếu chi về những người bị can khác, các việc trách xét ra có đủ chứng-cớ ;

Chiếu chi cứ như việc điều-tra và cuộc tranh-biện tại tòa, thì nhà ở Trần-xuân-S. tức Hai-S., là nơi sào-huyệt cổ-động cộng-sản dữ-dội, mục-đích để đánh đổ chánh-phủ An-nam và phá-hoại trật-tự xã-hội ; chiếu chi những người có chân trong hội đến họp ở nhà ấy, do Trần-thị-P. chủ-trương, để cổ-động cộng-sản và ở đấy lại chép truyền-đơn cộng-sản để đem phát các nơi ; chiếu-chi Trần-thị-P. nhận có tổ-chức việc cổ-động ấy ; chiếu chi dù Trần-xuân-S. khai rằng y không biết gì, nhưng không có lẽ cùng ở một nhà với con gái y là Trần-thị-P., mà lại không biết chút gì về việc hành-động ấy ; chiếu chi xét mọi việc thì rõ Trần-xuân-S. đã thụ-ý cho con làm, và chính y là người chủ-não việc cổ-động do con gái y đứng lên làm ;

Chiếu chi việc cổ-động cộng-sản của Trần-xuân-S. và Trần-thị-P. và mọi việc hành-động bí-mật của hai tên ấy, xét cái cách làm là thầm-vụng, và cái mục-đích gian-ác của các việc ấy, thì có một cái tính-cách cơ-mưu, mục-đích đánh đổ chánh-phủ, và khích dân khởi loạn ; chiếu chi các việc ấy thuộc về trọng-tội ở điều thứ 66 Hình-luật có nói đến, và định tội như sau này :

« *Điều thứ 66.* — Người nào bày đặt cơ-mưu cố ý phá đổ chánh-phủ hay là đoi « ngôi hoàng-thống bản-quốc, hay là khích dân khởi loạn, hay là phạm đến « thánh-thể Hoàng-đế, đều phải xử-tử » ;

Chiếu chi tuy vậy xét việc Trần-xuân-S. và Trần-thị-P. cùng những người bị-cáo khác không có cái chứng-cớ là phạm tội âm-mưu do nhiều người cùng bàn nhau cùng đồng ý quyết làm để phạm các trọng-tội nói ở điều thứ 70 bộ Hình-luật ; chiếu chi không có thể cho là chúng làm việc âm-mưu được ;

Chiếu chi về phần bọn Đỗ-thị-A., Vũ-văn-T., Phạm-văn-G., Lưu-ngọc-T. và Trần-xuân D. thì các việc của chúng can-phạm không phải là việc cơ-mưu mục-đích đánh đổ chính-phủ, hoặc khích dân khởi-loạn ; chiếu-chi việc Đỗ-thị-A. giúp cho người em họ là Trần-xuân-T. mang giấy má cộng-sản mà trốn đi, không thể cho là việc cơ-mưu được ; việc Vũ-văn-T. học-trò 16 tuổi, chép một bản điều-lệ đảng cộng-sản và một bài hát cách-mệnh, việc Phạm-văn-G. 17 tuổi chép các truyền-đơn cộng-sản, việc Lưu-ngọc-T. tức Lưu-văn-A. đem thư-tín cộng-sản viết bằng mực kín, việc Trần-xuân-D. học-trò 16 tuổi, thấy linh cảnh-sát đến, đem giấy má cộng-sản trốn đi, đều không thể cho là việc cơ-mưu được ; chiếu chi tuy rằng những việc ấy làm ra có ý phạm phép, song nếu không có trường-hợp gì khác, thì không thể cho là việc cơ-mưu, nhưng chỉ là những việc vận-động có thể làm hại sự yên-ổn, và gây nên sự rối-loạn chính-trị, là những việc vận-động phạm điều thứ 71 trong Hình-luật An-nam như sau này :

« *Điều thứ 71.* — Người nào làm những sự vận-động khác có thể hại đến sự « yên-ổn của công-chúng, hay là làm cho sinh đại-loạn đến chính-trị, thì phải « phạt giam từ một năm đến năm năm » ;

Chiếu chi trong việc này có những trường-hợp giảm-đẳng có thể cho Trần-thị-P. hưởng các khoản khoan-dung trong điều 321 hình-luật An-nam, như sau này :

« *Điều thứ 321.* — Khi nào đã xét ra rằng người bị can thật có tội, nhưng mà « có tình-trạng nên giảm, thì đối với khoản hình-phạt đã định trong luật, nên « canh-cải như sau này :

« § 1. — Nếu người phạm-đẳng bị tội xử-tử, thì quan thẩm-phán cải nghị làm « tội khổ-sai chung-thân, hoặc có kỳ » ;

Chiếu chi nay nên thi-hành điều 56 trong Hình-luật An-nam cho bọn Vũ-văn-T. và Trần-xuân-D., khi phạm tội là trẻ vị thành-niên 16 tuổi, điều 56 ấy như sau này :

« *Điều 56.* — Nếu người phạm trọng-tội, khinh-tội chưa đầy 16 tuổi, mà quan thẩm-phán xét ra việc của nó phạm là có tri-thức, thì xử phạt như sau này :

« § 3. Nếu đáng phải hình trừng-trị về khinh-tội, thì sẽ chiếu cái tội hạn xử « người từ 16 tuổi trở lên, mà xử bất phải chịu nặng nhất là một nửa mà thôi » ;

Chiếu chi Vũ-văn-T. và Trần-xuân-D. hành-động có tri-thức ;

Chiếu chi các điều 20 và 21 trong Hình-luật như sau này :

« *Điều thứ 20.* — Quản-thúc nghĩa là sau khi người phạm đã mãn tội hạn rồi « sẽ do quyền hành-chính quản-hạt định những chỗ nào cấm không cho người « phạm được đến, hay là chỗ nào bắt người phạm ấy phải ở.

« Người bị quản-thúc, nếu không do quan Thống-sứ chiếu ý-kiến quan Chưởng-« lý tòa Thượng-thẩm Hanoi cho phép, thì không được tự-tiện bỏ chỗ quan đã « định cho mình ở, và không được tự-tiện đến chỗ quan đã cấm mình.

« Nhưng mà về những trường-hợp sau này, thì có thể do quan Công-sứ bản-« tỉnh cho phép :

« 1° là khi người bị quản-thúc muốn đi lại nội trong địa-hạt bản-tỉnh.

« 2° là khi người ấy có việc cần mà xin ; nhưng chỉ được tạm-thời mà thôi.

« Nếu người bị quản-thúc không tuân điều-lệ này, thì do tòa án tỉnh nghĩ xử « phạt giam, nhưng không được xử quá 5 năm ».

« *Điều thứ 21.* — Cái hạn quản-thúc thi từ 1 năm đến 20 năm, trừ ra những « trường-hợp nào luật có định riêng thì khác. Phàm người đã bị tội khổ-sai có « kỳ, tội cấm-cố, tội đồ và tội phóng-trục, thì sau khi mãn hạn, tự-nhiên chiếu « pháp-luật phải bị hành-chính quản-thúc trong hạn 20 năm. Nhưng trong thẩm- « định hoặc án-văn nghĩ-tội, có thể giảm nhẹ hay là tuyên-cáo cho miễn quản- « thúc.

« Phàm người bị xử về các tội chung-thân mà đã được cải trọng tòng khinh, « hoặc ân-xá, nếu trong định lệnh ân-chuẩn không có định riêng về sự quản-thúc « thì tự-nhiên chiếu pháp-luật, người ấy phải chịu hành-chính quản-thúc trong « 20 năm.

« Phàm người bị nghĩ về các trọng-tội, khinh-tội có quan-hệ đến việc trị-an của « nhà-nước, thì phải bị quản-thúc cùng trong một kỳ-hạn ấy ».

Vì những lẽ ấy :

Chấp đơn kháng-cáo ;

Phán rằng Trần-thị-D. không phạm trọng-tội nói trong án, tha cho trắng án, và miễn cho những hình-phạt xử trước ; miễn cho việc truy-vấn không phải chịu án phí gì cả ;

Phán rằng những kẻ phạm khác không can trọng-tội họp tập gian ác, và tha cho về tội ấy ;

Phán rằng chúng không phạm trọng-tội âm-mưu do điều 70 trong Hình-luật đã dự định, và tha cho chúng về tội ấy ;

Phán rằng Đỗ-thị-A., Vũ-văn-T., Phạm-văn-D. tức G., Lưu-ngọc-T. tức Lưu-văn-A. và Trần-xuân-D. không can phải trọng-tội do điều 66 trong Hình-luật đã dự-định và tha cho chúng về tội ấy ;

Phán rằng Trần-xuân-S. tức Hai-S. và Trần-thị-T. không phạm tội cơ-mưu mục-đích để đánh-đổ chánh-phủ, và khích dân khởi loạn do điều 66 trong hình-luật đã dự-định ;

Đem các luật trên này thi-hành đối với chúng và đã tuyên-đọc các điều luật ấy tại tòa, nay kết-nghĩ như sau này :

Trần-thị-P. phải 5 năm khổ-sai và mười năm quản-thúc ;

Y án 5 năm tội-đồ mà Trần-xuân-S. bị kết-nghĩ, mà không có đơn kháng-cáo, nay lại kết-nghĩ thêm 5 năm quản-thúc ;

Phán rằng Đỗ-thị-A., Vũ-văn-T., Phạm-văn-Đ. tức G., Lưu-văn T. tức A. và Trần-văn-D. đích can tội nói ở điều thứ 71 trong Hình-luật và đem điều ấy hiện đã tuyên-đọc cùng các điều 56, 20 và 21 thi-hành với chúng, nay kết nghĩ như sau này :

Đỗ-thị-A. hai năm phạt giam và 5 năm quản-thúc ;

Phan văn-D. tức G. ba năm phạt giam và 5 năm quản-thúc ;

Trần-văn-Đ. mười-tám tháng phạt giam và năm quản-thúc ;

Kết án Trần-xuân-S. tức Hai-S., Trần-thị-P., Đỗ-thị-A., Vũ-văn-T., Phạm-văn-D. tức G., Lưu-ngọc-T. tức Lưu-văn-A. và Trần-xuân-D. phải chịu án-phí về án sơ-thẩm và phúc-thẩm cộng là 76$10 ;

Nếu có cần sẽ thi-hành luật câu-thúc thân-thể theo như hạn ít nhất đã định trong luật.

DÂN LUẬT

thi-hành tại các tòa Nam án Bắc-kỳ

THIÊN THỨ X

Nói về pháp-nhân
(tiếp theo)

Điều 287. — Hàng xã thì có hội-đồng kỳ-mục do quyền hành-chính đặt ra thay mặt.

Hàng-xã có thể chiếm-hữu, đứng mua, đứng làm sở-hữu-chủ các của động-sản và bất-động-sản (đình, chùa, miếu, vũ, ruộng, đất), thâu nhận những của tặng-dữ và thưa-kiện tại tòa án về các của ấy theo như thể-lệ trong mấy điều từ 301 đến 313 trong luật dân-sự tố-tụng.

Phàm hàng-xã vay mượn tiền bạc, phát-mại hoặc cho thuê tài-sản và đại-để giao-ước gì sinh ra trách-nhiệm về tiền-tài thì tất phải do quan Công-sứ chủ tỉnh cho phép; nếu số tiền quá năm trăm đồng thì phải do quan Thống-sứ cho phép.

Điều 288. — Hàng-thôn, hàng-giáp, hàng-xóm đã được chính-phủ công-nhận thì do các người trùm-trưởng đã chọn theo phong-tục đứng làm đại-biểu về việc thi-hành dân-quyền.

Các đoàn-thể ấy có thể chiếm-hữu, đứng mua thu-nhận của tặng dữ, chịu các trách-nhiệm về tế-tự.

Lại có quyền được thưa kiện tại tòa án về các tài-sản ấy, miễn là phải xin phép quan cai-trị chuẩn-hứa cho như cách-thức đối với hàng-xã vậy.

Điều 289. — Những hội mục-đích thuộc về tế-tự tôn-giáo, cách-trí, văn-học, mỹ-nghệ, từ-thiện, hoặc tiêu-khiển, thì có thể xin phép quan cai-trị chuẩn-y cho tư-cách pháp-nhân theo như thể-lệ sau này:

Điều 290. — Những người sáng-lập các hội đã nói ở trên phải đem ký một bản điều-lệ của hội mình cho hương-lý và ký một bản nữa lên quan Công-sứ bản-tỉnh, hoặc quan Đốc-lý.

Trong điều-lệ phải kê rõ các khoản sau này:

1° Mục-đích của hội;

2° Tên hiệu của hội;

3° Hội-sở ở đâu ;
4° Hạn điều-ước là bao nhiêu ;
5° Thể-lệ vào hội và trục-xuất ;
6° Nghĩa-vụ và quyền-lợi của các hội-viên ;
7° Tài-sản của hội ;
8° Thể-lệ về động-sản và bất-động-sản của hội ;
9° Họ tên các người sáng-lập ;
10° Thể-lệ về việc bổ và bãi những người quản-trị cùng là định rõ quyền-hạn của những người ấy ;
11° Duyên-cớ giải-tán hội ;
12° Thể-lệ thanh-toán và qui-dụng tài-sản của hội.

Điều 291. — Tất phải do quan Thống-sứ chiếu tờ trình của quan Công-sứ hoặc quan Đốc-lý mà y cho phép thì hội mới thành-hẳn và mới được hành-động. Quan Thống-sứ có thể bác-khước đi không cho phép, không cần phải nói rõ lý-do làm sao.

Phép cho rồi có thể bãi đi vì trái điều-lệ hay vì lẽ trị-an, do quan Thống-sứ tự-ý xét định.

Phàm thay đổi khoản gì trong điều-lệ cũng phải xin phép như đã nói ở trên.

Điều 292. — Hội nào muốn được hưởng tư cách pháp-nhân thì phải do người đương-sự thỉnh-cầu quan Thống-sứ mới cho phép riêng.

Khi nào xét ra một hội nào quả-thị đã trực-tiếp hoặc gián-tiếp theo những mục-đích khác với mục-đích trong điều-lệ thì quan Nam-án thủ-hiến có thể xin tòa án giải-tán hội ấy đi.

Điều 293. — Các hội có thể lập ra trong một thời-hạn vĩnh-viễn hoặc tạm-thời

Nếu là thời-hạn tạm-thời thì trong điều-lệ phải nói rõ đến thời-kỳ nào hợp đồng của hội sẽ hết hạn.

Có thể định rằng khi nào mục-đích của hội đã thực-hành rồi thì hợp-đồng của hội sẽ thôi.

Điều 294. — Không cứ là trong điều-lệ của hội định về thời-hạn hợp-đồng lâu chóng thế nào, phàm đã có đa-số hội-viên quyết-định bãi hội thì hội cũng thôi.

Tuy-nhiên, trong điều-lệ của hội có thể bắt-buộc rằng sự quyết-định ấy phải do đa-số hội-viên như thế nào, hoặc do cả hội-viên đồng-tình mới được.

Điều 295. — Phàm đã mãn thời-kỳ định trong điều-lệ hoặc đã thực-hành mục-đích của hội rồi thì hội giải-tán như thường.

Khi nào số hội-viên giảm xuống số ít nhất đã định trong điều-lệ hay là chỉ còn có một hội-viên thì tự-nhiên chiếu-luật hội sẽ đình-chỉ trước thời-kỳ đã định.

Điều 296. — Điều-lệ của hội sẽ định thể-lệ vào hội.

Có thể bắt buộc rằng người vào hội phải có tư-cách riêng thế nào hay là phải do một tiểu hội-đồng hoặc do toàn-thể hội-viên hay một đa-số hội-viên là bao nhiêu chuẩn-hứa trước cho mới được.

Điều 297. — Trong điều-lệ có thể định rõ các khoản trục-xuất hội-viên và cách-thức thi-hành việc ấy thế nào.

Cứ lý thì quyền trục-xuất ấy là quyền của đa-số hội-viên.

Điều 298. — Không hội-viên nào có thể miễn-cưỡng bắt ở trong hội được. Tùy ý hội-viên muốn xin ra hội lúc nào cũng được, dù hội lập ra có thời-hạn nhất-định mặc lòng.

Điều 299. — Điều-lệ định rõ nghĩa-vụ cùng quyền-lợi của các hội-viên.

Người nào đã vào hội thì bắt buộc phải tuân theo điều-lệ của hội.

Điều 300. — Không hội-viên nào được quyền-lợi riêng về tài-sản của hội trong thời-kỳ đương còn hội.

Điều 301. — Phàm hội là một pháp-nhân thì có những quyền-lợi khác với quyền-lợi của từng hội-viên một.

Hội có tài-sản riêng, về cách quản-lý tài sản ấy, hội có thể hành-vi mọi việc về hộ-luật đã định trong điều-lệ.

Sự thi-hành nghĩa-vụ của hội có thể trách-cứ ở tất cả các tài-sản của hội-

Điều 302. — Phàm trủ-chương, trị-sự, quản-lý cùng thay mặt cho hội thì do một hay nhiều hội-viên của bản hội đã giao cho quyền tổng đại-lý đối với đệ-tam-nhân.

Trong điều-lệ có thể tăng hay giảm quyền-hạn ấy.

Điều 303. — Người nào đã do trong hội giao quyền đại-lý thì trước khi hết hạn có thể xin từ được, nhưng thuộc về việc hộ, người ấy vẫn phải chịu trách nhiệm về công việc làm trong khi quản-lý.

Khi người đại-lý chết, thì do những người thừa-kế người ấy phải chịu trách-nhiệm về các công việc quản-lý của người ấy đã làm cho đến ngày chết.

Điều 304. — Đại hội-đồng có quyền tuyệt-đối trong hội.

Đại-hội-đồng là do những người thay mặt hội đứng chiêu-tập. Sự chiêu-tập ấy cứ theo như khi đã định trong điều-lệ cùng là khi một phần chia tư trong hội-viên thỉnh-cầu mà làm.

Điều 305. — Đại-hội-đồng sẽ cho người vào hội và trục-xuất hội-viên, cử các người thay mặt hội, trông coi những người ấy làm việc cho hội, và nếu có duyên-cớ gì chính-đáng thì bao giờ cũng có thể cách-bãi những người ấy đi được. Đại-hội-đồng xét-xử mọi việc không thuộc về các cơ-quan khác ở trong hội.

Điều 306. — Hội-viên nào cũng có quyền bỏ phiếu như nhau trong kỳ đại-hội-đồng.

Các việc hội-nghị do đại-đa-số các hội-viên có mặt quyết-định.

Điều 307. — Số tiền góp phải định rõ trong điều-lệ. Nếu điều-lệ không định rõ thì các hội-viên đều đóng góp như nhau để chi về các khoản cần tiêu theo mục-đích của hội và để trả nợ.

Điều 308. — Các hội-viên ra hội hoặc bị trục-xuất thì mất cả quyền-lợi về tài-sản của hội.

Các hội-viên ấy phải đóng tiền góp về khi hãy còn có chân trong hội.

Điều 309. — Các hội buôn thì qui-định theo các điều-khoản thuộc về mục « thương-hội ».

(Còn nữa)

Nghị-định qui-định thủ-tục về việc các xã-thôn tranh điền-thổ với nhau.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 11 mai 1932 :

Điều thứ nhất. — Những việc tranh điền-thổ của các xã-thôn Bắc-kỳ với nhau thì sẽ xử theo phép hành-chính. Các xã tranh nhau cùng thuộc về một tỉnh hay là thuộc về tỉnh khác nhau thì thủ-tục tùy mỗi trường-hợp một khác.

Các xã-thôn tranh điền-thổ cùng thuộc về một tỉnh.

Điều 2. — Những việc tranh điền-thổ của các xã-thôn cùng thuộc về một tỉnh mà diện-tích từ 10 mẫu trở xuống thì sẽ do quan tỉnh xử sơ-thẩm và chung-thẩm, trừ khi quan Thống-sứ thi cái quyền thu-hồi thì không kể. Còn những đất diện-tích quá 10 mẫu và những đất có dựng nhà, bất cứ diện-tích là bao nhiêu, thì quan tỉnh xử sơ-thẩm. Lời thẩm-định của quan tỉnh có thể đem kháng cáo lên quan Thống-sứ Bắc-kỳ chung-thẩm.

Điều 3. — Đơn kiện của các xã phải do đường lối thứ-tự đệ lên quan tỉnh và có tờ báo-cáo của quan địa-phương đính theo. Quan tỉnh sẽ giao cho quan địa-phương sở-tại thử hòa-giải, nếu các xã-thôn tranh nhau thuộc về hai địa-phương khác nhau thì giao cho hai quan địa-phương hòa-giải. Việc thử hòa-giải ấy kết-quả thế nào sẽ ghi vào biên-bản do các xã đương-sự và các quan đứng hòa-giải ký tên.

Điều 4. — Nếu các xã không chịu hòa-giải thì quan tỉnh sẽ phân-xử và làm tờ thẩm-định quyết-nghị. Tờ thẩm-định này sẽ do quan Công-sứ hay quan Thủ hiến đạo-binh duyệt-y cho có hiệu-lực, rồi sẽ theo đường-lối thứ-tự mà lục-tống cho các xã đương-sự. Nếu có cần thì giấy lục-tống sẽ biên rằng được kháng-cáo trong thời-hạn ba tháng kể từ ngày lục-tống.

Điều 5. — Kháng-cáo tờ thẩm-định sơ-thẩm của quan tỉnh, thì chỉ việc làm đơn do đường-lối thứ-tự đệ lên quan Công-sứ đầu tỉnh hay quan thủ-hiến đạo-binh. Tờ kháng-cáo ấy cũng do đường-lối thứ-tự lục-tống cho bên bị và báo cho bên bị rằng được thời-hạn một tháng để mà trả-lời.

Điều 6. — Hết thời-hạn ấy thì việc sẽ do một hội-đồng có những vị sau này xét:

Quan Công-sứ, hay đặc-biệt thì do quan phó Công-sứ làm. . . . . Chủ-tịch.

quan tỉnh ;
quan đại-biểu sở địa-chính hàng tỉnh ; hay là không có thì quan đầu sở công-chính trong tỉnh ;
quan địa-phương các xã đương-sự. } làm hội-viên

Hội-đồng ấy sẽ thân-hành đến tận nơi để xem xét việc tranh tụng và quyền-lợi của đôi bên, mọi công việc và sự khám-nghiệm của hội-đồng thế nào sẽ ghi vào biên bản và nếu có cần thì Hội-đồng sẽ làm cả bản-đồ cái chỗ đất tranh nhau nữa. Hồ-sơ việc tranh điền-thổ, quan Công-sứ hoặc quan Thủ-hiến đạo-binh sẽ đệ cả lên quan Thống-sứ.

Các xã-thôn tranh điền-thổ thuộc về các tỉnh khác nhau

Điều 7. — Khi nào các xã-thôn tranh điền-thổ thuộc về các tỉnh khác nhau thì đơn kiện của các xã sẽ do đường-lối thứ-tự đệ lên quan Công-sứ hay quan Thủ-hiến đạo-binh và có tờ báo-cáo của quan địa-phương đính theo. Các quan Công-sứ hay quan Thủ-hiến đạo-binh nhận được đơn kiện sẽ báo cho quan đầu tỉnh đương-sự biết để cùng nhau giao cho quan tỉnh An-nam thử hòa-giải cho được thỏa-thuận.

Nếu hòa-giải xong thì sẽ làm biên-bản cho kỳ-lý các xã đương-sự và các quan tỉnh ký tên. Mỗi xã đương-sự sẽ giao cho một tờ biên-bản. Nếu hòa-giải không xong thì cũng phải làm biên-bản và việc kiện sẽ giao cho một hội-đồng thứ nhất có các quan tỉnh An-nam ở các tỉnh đương-sự xử. Hội-đồng này xử sơ-thẩm quyết-nghị thế nào thì làm tờ thẩm-định do các quan Công-sứ hay quan Thủ-hiến các đạo-binh cho thi-hành và lục-tống cho các xã đương-sự biết cùng là báo-cáo cho các xã ấy biết rằng được thời-hạn ba tháng kể từ ngày lục-tống để mà kháng-cáo, bất cứ đất tranh tụng ấy thuộc về hạng nào hay là diện tích bao nhiêu.

Điều 8. — Đơn kháng-cáo sẽ làm theo như đã nói ở điều thứ 5 trên kia, quan Công-sứ hay quan Thủ-hiến đạo-binh sở-tại nhận được đơn sẽ lục-tống cho quan đầu tỉnh bên cạnh có xã-thôn tranh-tụng biết; quan đầu tỉnh lại lục-sức cho bên bị rõ được thời-hạn trong một tháng mà trả-lời.

Điều 9. — Hết thời-hạn ấy rồi, hoặc là các quan tỉnh vì không đồng ý mà chưa thẩm-định ra làm sao, thì hồ-sơ sẽ đệ lên quan Thống-sứ để giao cho một hội-đồng có những vị sau này xét:

Một quan hành-chính ngoại các tỉnh đương-sự làm . . . . . Chủ-tịch

Các quan phó Công-sứ các tỉnh đương-sự hay là một quan trong ngạch hành-chính ở các tỉnh ấy;
Các quan đầu tỉnh An-nam của các tỉnh đương-sự;
Các quan địa-phương của các hạt đương-sự;
Một viên địa-chính hay là công-chính;
} làm hội-viên

Hội-đồng ấy sẽ thân-hành đến tận nơi để xem xét việc tranh-tụng và sự yêu-cầu của đôi bên, những công việc và sự khám-nghiệm của hội-đồng thế nào sẽ ghi vào biên-bản và nếu có cần thì hội-đồng sẽ làm cả bản-đồ cái chỗ đất tranh nhau nữa. Tờ biên-bản của hội-đồng phải do quan chủ-tịch đệ lên quan Thống-sứ.

Thẩm-định về việc kháng-cáo.

Điều 10. — Gặp hai trường-hợp trên ấy, quan Thống-sứ khi thụ-lý việc kháng-cáo tờ thẩm-định của các quan tỉnh quyết-nghị, hay nếu các quan tỉnh không đồng-ý về sự quyết-định sơ-thẩm, thì sẽ giao cho một hội-đồng chung-thẩm riêng có những vị sau này xét:

Một quan giám-đốc chính-trị và hành-chính, hay là một quan hành-chính

hạng nhất hoặc hạng nhì do quan Thống-sứ cử làm . . . . . Chủ-tịch

Một quan tổng-đốc hay tuần-phủ do quan Thống sứ cử;
Một quan An-nam ở tòa Thượng-thẩm Hanoi;
Một quan chưởng-ban ở tòa nhì phủ Thống-sứ, hay là một quan trong ngạch hành-chính kiêm chức thư-ký cho hội đồng;
} làm hội-viên

Nếu hội-đồng chia đôi, không đồng ý thì quan chủ-tịch có quyền quyết-nghị.

Hội-đồng sẽ do các giấy-má trong hồ-sơ mà xét xử, nhưng có thể cử một viên hội-đồng đi điều-tra những điều gì mà hội-đồng xét ra cho là có ích,

hoặc cả hội-đồng cùng thân-hành đến tận nơi mà xét,

hoặc đòi gọi những người đương-sự đến hay là cho hỏi thêm những điều cần phải biết thêm. Hội-đồng sẽ làm tờ trình và thảo bản dự-án thẩm-định đệ lên quan Thống-sứ. Tờ thẩm-định ra rồi không thể kháng-nghị được nữa.

Điều 11. — Bất cứ trường-hợp nào, nếu xét ra cần, thì quan Thống-sứ có thể nội trong thời-hạn đã định ở điều thứ 5 và điều thứ 7 trên kia, tự kháng-cáo bản thẩm-định của các quan tỉnh và giao việc cho hội-đồng chung-thẩm xét. Nếu thi cái quyền thu-hồi như đã nói ở điều thứ 2, thì quan Thống-sứ, sau khi hỏi ý-kiến hội-đồng chung-thẩm có thể bác bản thẩm-định của các quan tỉnh.

Các thể-lệ vặt.

Điều 13. — Điều 313 luật Dân-sự và Thương-sự tố-tụng thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ thì nay bãi đi và đổi theo các điều-khoản sau này :

« Phàm xã-thôn đối với xã-thôn thưa-kiện về điền thổ An-nam thì do quan hành-chính chiếu theo pháp-lệnh hành-chính mà nghĩ-xử; quyền sơ-thẩm thuộc về quan tỉnh, quyền chung-thẩm thuộc về quan Thống-sứ ».

Điều 14. — Phàm các thể-lệ trước trái với nghị-định này thì nay bãi đi.

Điều 15. — Quan Chánh văn-phòng, các quan Công-sứ các tỉnh và các quan Thủ-hiến các đạo-binh đều chiếu nghị-định thi-hành.

Hanoi ngày 11 mai 1932
THOLANCE

Duyệt-y tại Saigon ngày 8 juillet 1932
Quan Toàn-quyền Đông-pháp
PASQUIER

NHỮNG ĐIỀU NHẬT DỤNG

Lời hỏi. — *Tôi có cái nhà ở Nam-định làm hợp-đồng cho thuê ba năm. Nay người thuê nhà thấy lắm kiến* (kiến đỏ) *lại đòi bãi giấy hợp-đồng ấy đi thì có lý không ?*

Lời đáp.— Muốn giải-quyết vấn-đề ấy, thì trước hết phải xem cái chủ-ý điều 1719 trong bộ Dân-luật Tây và điều 995 trong bộ Dân-luật Bắc-kỳ có định rằng « người cho thuê phải làm cho người đứng thuê được an-hưởng cái vật cho thuê suốt trong thời-hạn thuê ».

Theo cái chủ-ý ấy thì người cho thuê có những nghĩa-vụ sau này :

1° phải giao bất-động-sản cho người đứng thuê ;

2° lúc bắt đầu hưởng dụng, phải sửa sang bất-động-sản cho tốt ;

3° phải tu-bổ suốt trong thời-hạn cho thuê ;

4° chớ làm những điều gì có thể phiền-nhiễu đến người đứng thuê ;

5° phải bảo-đảm cho người đứng thuê về những sự phiền-nhiễu của người đệ-tam ;

6° phải trách-nhiệm về những *ti-tích u-ẩn.*

Người cho thuê cũng như người đứng bán, phải chịu trách-nhiệm về những ti-tích u-ẩn, nhưng chỉ phải chịu về những ti-tích làm cho người thuê không hưởng-dụng được thôi (điều 1721, đoạn 1 bộ Dân-luật Tây và điều 998 bộ Dân-luật Bắc-kỳ), nhưng tòa-án giải-thích nghĩa luật rất rộng, cho là hễ có điều gì trở-ngại cho người đứng thuê thì tức là không hưởng-dụng được.

Bởi thế mà tòa đã xử rằng nhà bị rệp nhiều cũng là ti-tích u-ẩn (tòa án Pau, 26 février 1894). Các lò sưởi mà tắc khói làm cho nhà không thể ở được, nhà bị nước dỉ ngầm dưới đất cũng vậy, đều là những cái ti-tích ẩn-tàng cả (tòa-án Amiens ngày 1 août 1888 và tòa-án Paris ngày 6 mai 1891). Hoặc giả có người tưởng kiến đỏ cũng coi như rệp được mà cãi rằng cái nhà ông cho thuê có ti-tích ẩn-tàng, lúc ký giấy hợp-đồng đã phát rồi hoặc chưa phát ; nhưng phát hay không, cũng không cần, vì là người cho thuê phải trách-nhiệm đến chỗ ti-tích mà cái nguyên-nhân sinh ra sau khi thuê cũng vậy, là tại người ấy có cái nghĩa-vụ làm cho người thuê được an-hưởng, và nghĩa-vụ phải làm mãi cho đến khi hết thời-hạn thuê mới thôi.

Song tòa-án Pau sở-dĩ cho rệp đục là một cái ti-tích ẩn-tàng là vì rệp ở trong gỗ và sinh-nở ở trong gỗ, nhất là trong ván lát nhà. Huống-chi là mối cũng ở trong gỗ, trong xà-nhà mà xông cả xà-nhà nữa.

Nhưng đối với *kiến* đỏ thì không thế được, vì giống kiến phải ở tổ bằng đất trong các vườn, nó không ở trong nhà và cũng không sinh-nở ở trong nhà.

Vậy nhà ông có kiến thì không phải là một sự ti-tích ẩn-tàng ; kiến có làm hại gì, ông không phải chịu trách-nhiệm. Việc giữ cho nhà khỏi kiến là việc của người thuê, cũng như là giữ ruồi, muỗi, giữ chuột, giữ kẻ-trộm ; vậy đánh bẫy hay đánh thuốc-độc là việc người thuê, không phải việc người chủ.

Lời hỏi. — *Lúc sinh thời cha tôi, hồi năm 1895 mẹ tôi là vợ cả có tạu riêng một cái nhà mà trong văn tự mua không viết tên cha tôi. Nhưng về sau, cha tôi có nhượng không cho dì tôi (em mẹ tôi) mà giấy nhượng chỉ có chữ ký của cha tôi thôi, chứ không có chữ lý-trưởng thị-thực và trước-bạ gì cả. Xin hỏi quí-báo việc nhượng ấy có giá-trị hay không ?*

Lời đáp. — Muốn giải-đáp vấn-đề này, cần phải tra lại *Hoàng-Việt luật-lệ* và tra các án-lệ đã giải-thích việc ấy thế nào, vì rằng điều 1444 trong bộ *Dân-luật* thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ có định rằng : « Phàm các việc đã làm ra trước khi thi-hành Dân-luật, thì hiệu-lực vẫn theo pháp-luật thi-hành trong khi làm việc ấy ».

Tòa Thượng-thẩm Saigon có thẩm-định ngày 26 août 1897 xử rằng « phàm bao nhiêu tài-sản thu trong khi đương giá-thú, đều coi như kỷ-vật của người chồng cả, bao nhiêu của-cải lợi-tức, dù là lợi-tức buôn-bán mà người vợ có dự vào cũng vậy, đều là của người chồng hết ».

Như vậy thì cái nhà thân-mẫu ông tạu năm 1895 đương khi giá-thú với thân-phụ ông là kỷ-vật của thân-phụ ông ngay từ ngày mới tạu.

Vậy thì thân-phụ ông có quyền nhượng hẳn và không lấy tiền, cho dì ông được, vì thân-phụ ông là người chủ-quyền cái tài-sản chung của hai vợ chồng (Thẩm-định tòa Thượng-thẩm Saigon ngày 4 mars 1899).

Nhưng về việc này, dùng *tư thự chứng-thư* không đủ, thì cái việc tặng-dữ ấy không có giá-trị. Vì việc tặng-dữ là một khế-ước quan-trọng, muốn có hiệu-lực thì phải có kỳ-dịch trong làng can-dự đến và phải theo các thể lệ của một cái công-chính chứng-thư (thẩm-định tòa Thượng-thẩm Saigon ngày 6 août 1892, 6 septembre 1894, 10 janvier 1901, tòa sơ-thẩm Hanoi ngày 27 janvier 1903).

Chứng-thư ký-kết ở trước mặt kỳ-dịch có chữ ký của kỳ-dịch, chữ ký và triện lý-trưởng thì mới là chứng-thư có nghĩa công-chính, mới có hiệu-lực (thẩm-định tòa Thượng-thẩm ngày 26 février 1891).

Vậy giấy của thân-phụ ông nhượng cái nhà ấy cho dì ông là giấy tư-thự chứng-thư là giấy vô-hiệu, có cũng như không. Vả không có thể dùng nhân-chứng để chứng thực cho việc tặng dữ ấy được (Thẩm-định tòa Thượng-thẩm Saigon ngày 18 janvier).

Lời hỏi. — *Tôi có một người thầy-tớ mới đây bị một tòa Tây-án ở Bắc-kỳ phạt 16 quan tiền và lệ-phí vì nó đi xe lửa dùng nửa cái vé lượt về của một người khác mới dùng có một lượt đi. Tòa án lại bắt tôi phải trách-nhiệm về những tiền phạt ấy ; xin hỏi cái án ấy có lý hay không ?*

Lời đáp. — Lệ xe-lửa lấy vé khứ hồi thì được giảm một nửa phần tiền, nhưng chỉ người nào lấy vé đã dùng lượt đi thì mới được dùng lượt về, chứ người khác không được hưởng dụng. Vậy một người hành-khách lấy vé khứ hồi mà bán nửa vé lượt về cho người khác thì cả hai người đều phải phạt vi-cảnh từ 1 đến 16 quan.

Sau nữa điều 1384 bộ Dân-luật Tây có định rằng: « Người ta phải chịu trách-nhiệm không những về sự tổn-hại tự mình làm ra mà cả về sự tổn-hại do những người mình phải bảo-lĩnh, hay do những vật mình phải trông coi nữa... Người chủ nhà, người trao quyền, người thợ cả, phải chịu trách-nhiệm về sự tổn-hại do người thầy-tớ, người chịu quyền, người thợ bạn, cùng người học nghề của mình làm nên trong khi làm công việc cho mình ».

Cứ như điều ấy thì chỉ khi nào thầy-tớ có làm tổn-hại vào trong khi đang làm một việc gì cho chủ thì người chủ mới phải chịu trách-nhiệm về sự tổn-hại ấy. Nếu ông phải trách-nhiệm về số tiền mà thầy-tớ ông phải phạt là tại lúc nó dùng cái nửa vé ấy, nó đương làm một việc gì thuộc phận-sự của nó đối với ông, nghĩa là ông có sai nó đi làm một việc gì cho ông. Trái lại, nếu nó xin phép về chơi nhà nó, thì ông không bị phạt được, vì cái việc nó xin phép về là việc riêng của nó, không can-thiệp gì đến ông.

Tạp – lục

Nền Nam-án ở Trung-kỳ

Việc tổ-chức nền Nam-án ở Trung-kỳ có đã lâu, nhưng không có thay đổi mấy, mà ví dù việc thi-hành có thay đổi ít nhiều, song những phương-châm lớn vẫn để nguyên như cũ. Những thể-lệ về việc tổ-chức ấy, trong bộ *Hội-điển* có nói rõ. Bộ *Hội-điển* gồm có 99 cuốn, bắt đầu in từ năm Thiệu-trị tam-niên (1843) đến mãi năm Tự-đức tứ-niên (1851) mới xong. Từ ngày bộ *Hội-điển* ấn-hành đến nay, việc Nam-án Trung-kỳ chỉ cải-cách vào hồi đặt cuộc bảo-hộ Pháp mà thôi. Tờ hòa-ước Pháp-Nam định rõ quyền-chính của các tòa án Pháp và Nam. Các hòa-ước về sau mới định để người Pháp kiểm-soát việc Nam-án. Trái hẳn với các xứ khác ở Đông-dương, tại Trung-kỳ vẫn giữ các luật-pháp cũ, các phương-châm đều theo đúng lệ-luật đã nói rõ trong bộ *Hội-điển*.

Vậy thi muốn nghiên-cứu việc tư-pháp ở Trung-kỳ, trước hết phải nghiên-cứu luật-pháp cũ so-sánh với tình-hình ngày nay, đoạn xem xét đến những việc cải-cách cùng là cải-cách thế nào cho được toàn thiện hơn.

Cái lý-thuyết của việc hành-chính An-nam chính là lý-thuyết mà ông ARISTOTE đã nói cho việc trị nước cũng như việc trị nhà: trái lại trị nhà tức là cách trị nước. Sách Tàu cũng đã từng nói thế. Vậy thì một gia-đình tức là một nước nhỏ, người cha đứng đầu. Theo lẽ ấy, mà trong một nước quyền gì cũng đều ở trong tay vua. Vua là cha mẹ dân, là vị tối-cao thẩm-phán, là vị sứ nhà-trời. Cũng vì vua là sứ nhà trời, nên trời mới giao cho cái quyền thưởng-phạt ở trong tay. Theo sử Tàu thì vua chính là người thay trời mà xử-đoán việc dân. Vì vậy, mà tất cả các công-việc, quyền-hành của nước Nam đều ở trong tay vua cả. Nhà làm luật ta không chịu theo cái thuyết phân-biệt các chính-quyền. Việc hành-chính và tư-pháp đều ở trong một tay mà ra.

Thi-hành quyền vua thì có các viện, các quan thượng-thư và các quan-lại. Mà các quan-lại An-nam chẳng qua chỉ là người khâm-mệnh nhà vua, làm người trung-gian cho vua với bách-tính. Cũng như vua trong tay cầm hết cả các quyền trong nước, cũng như người trưởng-tộc cầm cả quyền trong họ, ông quan trong hạt trong tay cũng cầm tất cả quyền-chính ở hạt mình.

Giúp việc vua có một viện Cơ-mật khâm mạng mà làm việc. Viện Cơ-mật gồm có các quan thượng thư lục-bộ (lại, lễ, hộ, hình, binh và công). Trong xứ chia ra từng tỉnh, tỉnh chia ra phủ hay huyện, tùy theo hạt lớn hay bé. Đứng đầu một tỉnh là quan tổng-đốc hay tuần-phủ, dưới đến quan bố-chánh coi việc hành-chính và quan án-sát riêng coi việc án, mỗi phủ,

huyện chia làm tổng, tổng chia làm xã. Việc xét án ở Trung-kỳ ở trong tay các quan, vì các quan vừa có quyền cai-trị, lại vừa có quyền tư-pháp. Chỉ có chỗ kinh-đô hay nơi tỉnh-lỵ thì việc hành-chính và tư-pháp mới hơi phân-biệt nhau thôi. Tại tỉnh lỵ, quan án-sát riêng coi việc án-từ trong tỉnh. Nhưng quan án không được tự-lập, vẫn phải ở dưới quyền quan hành-chính, công-việc án-từ đều phải trình quan đầu tỉnh sau khi đã xét kỹ-càng. Ở kinh-đô có một bộ gọi là Bộ hình, nhưng chỉ can-thiệp vào các thường-tội mà thôi. Mà năm bộ kia, bộ nào cũng được dự vào các việc án-từ có liên-can đến bộ ấy. Trừ mấy khinh-tội (thương-chính, hỏa-xa, lâm-lộc) cùng là các việc có người ngoại-quốc can vào, còn việc gì cũng do quan An-nam xử. Luật-pháp An-nam hiện thi-hành ở Trung-kỳ chia làm ba cấp : Đệ-nhất-cấp là các tòa án phủ huyện. Đệ-nhị-cấp là các tòa án tỉnh. Đệ-tam-cấp chính là bộ có việc ấy. Sau cùng, về một vài việc quan-trọng riêng, thì viện Cơ-mật là tòa án đệ-tứ-cấp vậy

Các việc tầm-thường, về dân-sự hay về vi-cảnh thì thường do hội-đồng gia-tộc hay hội-đồng kỳ-mục trong làng hòa-giải, cho đến những việc phân đất, hương-hỏa hay việc kiện khác cũng vậy. Việc nào khó xử thì đến tay chánh phó tổng. Đó là tùy ý của đôi bên, vì dân lúc nào cũng có quyền kêu đến tòa án.

Các tòa án phủ huyện

Các tòa án này có quyền xử tất cả mọi việc. Nhưng cũng có vài trường-hợp riêng, phủ-huyện phải tuyên-bố không có quyền xử, ví-dụ như khi người họ hàng, bạn thân và thầy-học hay một viên quan cao trật hơn can vào việc, ví-dụ dân huyện ấy kiện dân hạt bên cạnh, hoặc xảy việc tối quan-trọng thì phủ huyện không có quyền xử, phải tức khắc chiếu-đệ lên tỉnh.

Bên nguyên phải làm đơn hoặc đến kêu miệng cùng quan phủ huyện. Nếu kêu miệng thì quan phủ huyện cho đề-lại ghi cung. Trong đơn phải khai rõ tên tuổi, nghề-nghiệp, chỗ ở, việc kiện đầu đuôi thế nào, chứng-tá những ai. Người đi kiện phải thân đến đệ đơn, trong đơn không được nhờ người khác đứng, một việc thì chỉ được một lá đơn đệ thôi. Đơn đệ rồi không được thêm gì vào nữa. Lúc xảy ra trọng-tội hay khinh-tội, người liên-can vào việc ấy cũng có thể đệ đơn trình tòa được. Nhưng gặp trường-hợp ấy, các kỳ-mục có chức-trách trị-an, thường giao cho chánh-tổng. Chánh-tổng nhận đơn, tức khắc xét qua rồi trình phủ huyện cuộc điều-tra cùng là dẫn phạm-nhân và tất cả các người chứng lên phủ huyện. Nhận việc rồi, quan còn được một thời-hạn dài để xét. Như về trọng-tội thì được ba tháng, về việc giá-thú, ruộng nương, nhà cửa thì được hai tháng ; việc công-nợ phân phát, cãi nhau thì được một tháng. Nếu hạn ấy không đủ thì phủ huyện lại phải xin quan tỉnh gia-hạn thêm cho.

Quan phủ huyện phải thân điều-tra, có đề-lại đi biên khẩu-cung. Hỏi xong, đọc lại cung cho người khai nghe, rồi bắt ký vào, nếu không biết chữ thì điểm-chỉ. Quan sở-tại phải hỏi hết những người biết việc ấy. Nếu bỏ sót một người nào thì người ấy có thể tự ý khai ra giấy gửi đến nha, quan phải nhận. Quan sở-tại phải xét xem người khai có thực tình không.

Dự-thẩm xong, quan sở-tại mới kết án, các đề-lại, thông-lại phải giở luật xem nên ghép vào khoản nào. Thảo xong bản án, đề-lại đưa trình quan, nếu cần phải chữa lại thì quan chữa. Bản án thì đứng tên quan sở-tại xử. Trong bản án có kể rõ các lời khai quan-trọng. Lúc quan sở-tại chuẩn-y thì đề-lại sao lại, ký tên vào, rồi đóng kiềm của quan.

Bản án này, quan sở-tại tuyên-đọc cho ngươi bị can hay lưỡng-tạo nghe. Nếu bất-thuận tình thì họ không ký án.

Quan phủ huyện và đề-lại phải chịu trách-nhiệm bản án ấy. Về phần quan thì chịu việc thi-hành pháp-luật, còn đề-lại thì chịu lỗi những chỗ lầm lẫn. Hai ba hôm sau khi tuyên-án, thì bản án phải đệ lên quan tỉnh.

(Còn nữa)

ALBERT BONHOMME

(La Justice en Indochine, chap. II, *l'Annam)*

Tùng - ký

Vấn-đề luật-khoa

Trích bài diễn-văn của quan Đốc trường Cao-đẳng luật-học R. Bienvenue, đọc tại lễ phát phần-thưởng cho các học-sinh trường Trung-học Albert Sarraut ngày 12 juin 1932.

Có lắm người vẫn lẫn luật-pháp với kiện-cáo, là tại người ta chỉ trông thấy rặt những thủ-tục mà thôi. Người ta đem nó hạ xuống, cho nó có cái tính-cách như thể là máy-móc vậy. Mà chỉ nhìn vào những việc kiện thì mới thấy có pháp-luật thôi, người ta coi pháp-luật chẳng phải là một môn học, mà coi như một cái thói quen mà thôi. Đó là ý-kiến của bọn đi kiện, như ngày nay nhiều người vẫn yên chí như thế. Vẫn biết ông Racine nói có lẽ, cái lẽ ấy ngày nay chỉ những ai chậm bước tiến-hóa mới viện ra thôi. Thực vậy, về thời-đại nhà đại văn-hào ấy, khoa luật-học chẳng qua cũng coi như một môn học tầm thường, mãi đến thế-kỷ trước, môn học ấy mới thoát khỏi cái hình-thức đó mà thành ra hẳn một môn học.

Lại nhiều người cho luật-pháp chẳng qua chỉ là một cái nhan-đề rất xinh-đẹp mà vô vị là những lý-thuyết mà thôi, là cái thuật đặt thành những câu văn bóng-bẩy, diêm dúa, mà kỳ thực chẳng có sự gì là đích-đáng cả, và là cái thuật cao-đàm hùng-biện mà thôi, ấy luật-pháp chẳng qua chỉ là câu nói rỗng tuếch, vô ý-nghĩa đó thôi.

Những cái kiến-giải đó đều là sai lầm cả. Luật-pháp ngày nay đã thành ra một môn học thực xứng kỳ danh, có căn-cứ trong sự thực, mà lại là những căn-cứ rất hay vì rằng luật-pháp tức là cách diễn-giải những thể-lệ các lý-thuyết tối cần cho sự hành-động, sự sinh-hoạt trong xã-hội.

Luật-pháp không có thể rời những thực-sự ra được, luật-pháp là do những thực-sự quyết-định, ở những tình-trạng từng nơi mà phát ra do tình-thế xã-hội và trình-độ tiến-hóa về tư-tưởng. Trong bốn cái kỷ-luật của luật-pháp thì mỗi thứ theo đúng một sự hoạt-động của loài người.

Lịch-sử luật-pháp rất quan-hệ đến lịch-sử chung, dạy rõ cho ta biết trong những thời-kỳ tiến-hóa trước, cách hoạt-động của loài người thế nào. Luật-pháp lại soi tỏ những chế-độ tân-thời, vì muốn hiểu rõ những chế-độ ấy cần phải biết rõ cái quá-khứ là cái nguyên-ủy phát-sinh.

Tư-luật dạy những thể-lệ nào hợp với cách hoạt-động của cá-nhân thời nay, gồm cả những công-việc của đời tư, những sự tương quản của gia-đình và các quyền-lợi.

Công luật mới thành-lập sau tư luật, trải qua các thế-kỷ đã thành hình thành khối, quản-trị cách hoạt-động của các nước, cách các nước giao-thiệp với nhau và cách-thức cai-trị trong nước.

Sau nữa, kinh-tế-học làm ra những luật tự-nhiên rất phiền-phức của tạo-hóa đứng quản-trị việc sinh-sản và phân-phát các thổ-sản cùng là nghiên-cứu những luật-lệ xã-hội có liên-can đến vấn-đề ấy và có ý-nghĩa đến sự sinh-tồn của lao-nhân.

Tất cả những ngành luật đó đều có mật-thiết dự vào các vấn-đề sinh-hoạt của loài người. Vậy học luật, chẳng phải là chạy theo cái ảo-tưởng, chẳng phải là đâm vào những mánh-khóe của việc kiện-cáo hay là sự nghị-luận khô-khan.

Phải có kỷ-luật trong trí não mới có thể học các vấn-đề luật-pháp được.

Học luật pháp phải có trí phân-chất và hợp-chất. Có chi phân-chất là để phân ra từng bộ-phận một vấn-đề, có chi hợp-chất là để dùng những bộ-phận ấy để hợp lại quanh cái vấn-đề chính, cái óc phân-chất có thể chỉ nghiên-cứu những việc lặt-vặt mà có thể có được, nhưng đến cái tính-cách hợp chất tất phải có cái óc biết phân-biệt ý-kiến chung, cũng là cái học-lực khá, nghĩa là do bực trung-học biết gây ra.

Nhà pháp luật không bao giờ quên được những cái thực-sự ở đời, mà nhãng mất cái tinh-thế ở án-lệ gây nên, vì rằng tất cả các việc nhờ đến quan thẩm-phán can-thiệp vào, thì những lý-thuyết pháp-luật đều hợp đúng với những sự cần-thiết thực-hành.

Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 2 mai 1932 :

M. Phạm-gia-Thịnh, tri-huyện tập-sự tại ty quan tuần-phủ Vĩnh-yên, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị cấp tỉnh ấy, trong những khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 21 mai 1932:

M. Nguyễn-đình-Túc, thông-phán hạng nhất tại ty quan tuần-phủ Sơn-tây, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị cấp tỉnh ấy, trong khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận và sung chức thẩm-phán tòa sơ-cấp thành-phố Sơn-tây thay M. Nguyễn-hợp-Phác về hưu.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 27 mai 1932 :

M. Phạm-trung-Ngàn, trị-huyện hạng ba tại ty quan tuần-phủ Bắc-giang, nay đổi đi tri-huyện Yên-dũng (cũng tỉnh ấy) thay M. Hoàng-cơ-Đỉnh về nghỉ ;

M. Trần-lưu-Khiết, tri-huyện tập-sự tại ty quan tổng-đốc Hải-dương, nay đổi vào ty quan tuần-phủ Bắc-giang thay M. Phạm-trung-Ngàn và kiêm chức bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa án đệ-nhị cấp tỉnh Bắc-giang trong những khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận ;

M. Nghiêm-duy-Ninh, tri-huyện hạng nhất lĩnh thương-tá Phú-thọ, nay đổi làm dự-thẩm tại tòa án đệ-nhị cấp tỉnh Phúc-yên thay M. Hồ-đắc-Điềm đổi làm chức khác ;

M. Hồ-đắc-Điềm, bố-chánh hạng nhì tại Phúc-yên, nay sung chánh-án dự-khuyết tại tòa án đệ-nhị cấp tỉnh ấy;

M. Vũ-đình-Mẫn, tri-phủ hạng nhì tại Lâm-thao (Phú-thọ), nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị cấp tỉnh ấy, trong những khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 11 juin 1932:

M. Đinh-văn-Trân, tri-châu hạng nhất lĩnh tri-phủ Yên-sơn (Tuyên quang), nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị cấp tỉnh ấy trong khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 20 juin 1932:

M. Dương-tự Trác, bố-chánh hạng nhì tại Bắc kạn, nay sung chánh-án dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị cấp Bắc-giang;

M. Đỗ-văn-Bình, tri-phủ hạng nhì ngạch thượng-du tại Sơn-động (Bắc-giang), nay đổi đi Thượng-lang (Cao-bằng) thay M. Hoàng-huy-Giao;

M. Cao-xuân-Thiện, tri-châu hạng nhì tại Hữu-lũng (Bắc-giang) nay đổi đi Sơn-động (cũng tỉnh ấy) thay M. Đỗ-văn-Bình;

M. Bùi-tiến-Mai, tri-châu hạng ba tại Diêm-her (Lạng-sơn), nay đổi đi Hữu-ũng (Bắc-giang) thay M. Cao-xuân-Thiện;

M. Đỗ-Lang, tri-châu hạng ba hết hạn cáo-nghỉ, quán làng Tây-mỗ, phủ Hoài-đức (Hà-đông), nay lại đổi về ngạch cũ và đổi đi châu Diêm-her (Lạng-sơn) thay M. Bùi-tiến-Mai;

M. Cao-nguyên-Tố, tri-châu hạng nhì tại Na-rì (Bắc-kạn) và M. Đèo-văn-Phú, tri-châu hạng ba tại tỵ quan bố-chánh Bắc-kạn nay đổi lẫn cho nhau.

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

TOME II, Nos 1-6

janvier — juin 1932

Directeur : PHẠM HUY-LỤC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

TABLE DES MATIÈRES

N° 1, janvier 1932

LE SERVICE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN COCHINCHINE, par P. de Feyssal, p. 3.

A PROPOS DE L'ESCLAVAGE DANS L'ANCIEN DROIT CAMBODGIEN, par Pierre Grossin, p. 12.

MÉDECINE LÉGALE, par Henri Marcel. Des coups et blessures. C. Plaies contuses, p. 24.

JURISPRUDENCE. — Contrat administratif, p. 27. — La preuve par présomptions en droit annamite, p. 38.

LÉGISLATION. — Note de la Rédaction, p 42. — Sommaire des décrets des 11 septembre et 16 novembre 1931 et des arrêtés des 9 février 1932, p. 43.

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — Entretien d'une maîtresse au domicile conjugal, p. 44. — Qualité requise pour réclamer des dommages-intérêts. Responsabilité de l'entrepreneur de transport automobile, p. 45.

VARIÉTÉS. — La justice indigène au Tonkin (suite). 2e période, 1901 - 1917, par L. A. Habert, p. 46.

CHRONIQUE. — Création d'un bureau central provisoire pour l'étude des droits coutumiers, p. 50. — L'œuvre de Charles Gide, p. 51. — Nominations, mutations, congés, etc., p. 52.

BIBLIOGRAPHIE, par Nguyễn-văn-Tố. — E. Maguet, Considérations sur l'évolution du contrat de concession domaniale, p. 54. — Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de légilation coloniales et maritimes, mai-décembre 1931, p. 54. — Ali Abd Elwahed, Contribution à une théorie sociologique de l'esclavage. Etude des situations génératrices de l'esclavage, avec appendice sur l'esclavage de la femme et Bibliographie critique, p. 55.

Nos 2 - 3, février - mars 1932

LES FONCTIONNAIRES ANNAMITES, LEURS FEMMES ET LEURS ENFANTS PEUVENT-ILS FAIRE DU COMMERCE ? par A. E. Huckel, p. 59.

QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE, par Nguyễn-văn-Tố. IX, Du droit maternel et de la puissance paternelle, p. 66.

MÉDECINE LÉGALE, par Henri MARCEL. Des coups et blessures (suite et fin). D. Blessures par armes à feu, p. 73.

JURISPRUDENCE. — Recevabilité des requêtes au Conseil du Contentieux. Compétence du Conseil dans les instances intéressant l'Etat français, p. 77. — La responsabilité civile des loueurs de pousse - pousse, p. 80.

LÉGISLATION. — Sommaire des arrêtés des 3 et 29 février 1932, p. 82.

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — Jeux de hasard. Le *tô-tôm* est-il un jeu interdit? p. 83. — Responsabilité civile des loueurs de pousse-pousse, p. 85.

VARIETÉS. — La justice indigène au Tonkin (suite). Organisation actuelle, par L. A. HABERT, p. 86.

CHRONIQUE. — Ecole supérieure de droit de l'Université indochinoise, p. 91. Nominations, mutations, congés, etc., p. 94.

BIBLIOGRAPHIE, par NGUYỄN-VĂN-TỐ. — La Cochinchine, p. 96. — Recueil général de la législation et de la réglementation de l'Indochine. Supplément de 1929, p. 97. — Journal judiciaire de l'Indochine, janvier-mai 1931, p. 98.
ERRATUM, p. 99.

N° 4, avril 1932

LE DROIT COLONIAL, par R. BIENVENUE, p. 103.

UN CAS CONTESTÉ DE LÉGITIME DÉFENSE, par A. E. HUCKEL, p. 111.

QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE, par NGUYỄN-VĂN-TỐ. X. La tutelle existe-t-elle en droit annamite ? p. 115.

JURISPRUDENCE. — Demande en décharge et en réduction d'impôt. Enregistrement des requêtes dans les bureaux des résidences, p. 120. — Journaux en quốc-ngữ. Contrat de publication et d'exploitation, p. 122.

LÉGISLATION. — Sommaire des arrêtés des 2, 5 et 19 mars 1932, du décret du 13 avril 1932, de la circulaire du 14 avril 1932, des décrets des 25 et 28 avril 1932 et de l'arrêté du 30 avril 1932, p. 126.

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — Responsabilité civile des parents vis-à-vis de la nourrice de leur enfant, p. 127. — Vente d'un bien dont on a perdu la propriété par une précédente vente, p. 128. — Solidarité des débiteurs d'une même dette, p. 128. — Question de dommages-intérêts, p. 128. — La location d'un bien huonghoataire est-elle une cause d'indignité? p. 128.

VARIÉTÉS. — La justice indigène au Tonkin (suite et fin). Organisation des juridictions indigènes du Tonkin, par L. A. HABERT, p. 129.

CHRONIQUE. — Les droits de la critique, p. 134. — Nominations, mutations, congés, etc., p. 134.

BIBLIOGRAPHIE, par NGUYỄN-VĂN-TỐ. — Việt-Nam tự-điển, fasc. 1, p. 136. — Journal judiciaire de l'Indochine, juin-décembre 1931, p. 137.

Nos 5 - 6, mai - juin 1932

DU TRƯỞNG-TỘC, par PIERRE GROSSIN, p. 143.

QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE, par NGUYỄN-VĂN-TỐ. XI, Condition des enfants, p. 146.

MÉDECINE LÉGALE, par Henri Marcel. Les asphyxies. I. La pendaison, p. 152.

JURISPRUDENCE. — Complot, machinations et manœuvres, p. 157. — Diffamation, abus de citation, p. 161. — Approbation des appels d'offres, p. 165.

LÉGISLATION. — Sommaire de l'ordonnance royale du 3 mars 1932, de la loi du 4 mars 1932, des décrets des 2 et 13 avril 1932, de l'arrêté du 15 avril 1932, de la circulaire du 29 avril 1932, de l'arrêté du 7 mai 1932, du décret du 10 mai 1932, de l'arrêté du 11 mai 1932, des décrets des 19, 21, 26 et 30 mai 1932, de l'arrêté du 30 mai 1932, des décrets du 31 mai 1932, des 1er, 3 et 22 juin 1932.

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — L'envahissement d'une maison par les fourmis rouges est-il une cause de résiliation du bail? p. 175. — De la donation en droit annamite, p 176. — Responsabilité du patron dans les dommages causés par ses domestiques, p. 177. — Les étrangers ont-ils le droit de posséder des immeubles en Annam ? p. 177.

VARIÉTÉS. — La justice indigène en Annam, par Albert Bonhomme, p. 179.

CHRONIQUE. — L'étude du droit, p. 184. — Nécrologie, p. 185. — Nominations, mutations, congés, etc., p. 184.

BIBLIOGRAPHIE par Nguyễn-văn-Tố. — Nguyễn-mạnh-Tường, L'individu dans la vieille cité annamite, p. 191. — Commandant Baudesson, Au pays des superstitions et des rites. Chez les Moï et les Chams, p. 194.

ERRATUM, p. 195.

YẾU-MỤC

Số 1, janvier 1932

VIỆC QUẢN-THỦ ĐIỀN-THỔ Ở NAM-KỲ, P. de Feyssal soạn, trang 3.

TỤC MÃI NÔ, Pierre Grossin soạn, trang 8.

PHÁP-Y, Henri Marcel soạn. Đả-thương (tiếp theo). C. Các vết xưng. — I. Có phải là vết xưng hay không? — II. Bị ai đánh đập hay bị nạn? — III. Nếu là bị đánh-đập thì vật dùng đánh-đập thuộc về loài gì? — IV. Vết xưng có thể sinh nên những sự khó-khăn thế nào? — V. Vì vết thương mà người đau phải nghỉ bao nhiêu ngày không làm việc được, trang 11.

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA, Phạm Huy-Lục soạn. Nói về giá-thú. Giá-thú theo luật Tây, giá-thú theo luật ta. Nói về chứng-cớ của giá-thú. Nói về sính-lễ. Nói về những điều-kiện cần cho việc giá-thú. Những điều ngăn-trở cho việc giá-thú. Những duyên-cớ ngăn-cấm trong việc giá-thú. Vợ chồng phải ưng-thuận mới thành giá-thú, trang 13.

ÁN-LỆ. — Nói về sự dự-đoán dùng làm bằng-chứng theo luật An-nam, trang 18.

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. Nói về con nuôi. Quyền người gia-trưởng, trang 22.

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Phép thưa kiện người thân-trưởng. — Theo luật Annam, vợ cả có quyền đuổi nhân-tình của chồng ra khỏi nhà không? — Trong việc thưa kiện, ai có tư-cách đòi tiền bồi-thường? trang 26.

TẠP-LỤC. — Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào? Thời-kỳ thứ nhì, năm 1901 đến năm 1917, trang 28.

TÙNG-KÝ. — Các công-văn về thuyên-bổ và hoán-chuyển, vân vân, trang 31.

Số 2 và 3, février và mars 1932

CÁC VIÊN-CHỨC AN-NAM LÀM VIỆC CÁC SỞ NHA-NƯỚC CÙNG VỢ CON CÓ ĐƯỢC BUÔN-BÁN HAY KHÔNG? A. E. Huckel soạn, trang 35.

MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM, Nguyễn-văn-Tố soạn. — IX. Nói về quyền gia-trưởng, trang 41.

PHÁP-Y, Henri Marcel soạn. Đả-thương (tiếp theo). Vết đạn bắn. — I. Xét vết thương có phải do đạn bắn hay không? — II. Vết thương do thứ đạn nào bắn? — III. Súng bắn cách xa bao nhiêu? — IV. Đạn bắn về phía nào? trang 43.

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA, Phạm Huy-Lục soạn. Nói về giá-thú. Ông bà cha mẹ bằng lòng mới được kết-hôn. Con hoang, con vô thừa-nhận, con-nuôi. Đàn-bà góa tái-giá, trang 46.

ÁN-LỆ. — Sự thụ-lý của các đơn kiện tại tòa-án cai-trị. Nói về thẩm-quyền của tòa-án cai-trị đối với các việc kiện có quan-hệ đến chánh-phủ Pháp, trang 49.

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. Nói về các hạng người vô tư-cách. — I. Nói về người vị thành-niên và quyền giám-hộ, trang 53.

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Đánh bạc thế nào thì phải phạt ? Luật đánh bạc ở tam kỳ khác nhau thế nào ? — Nói về trách-nhiệm của những người cho thuê xe tay, trang 58.

TẠP-LỤC. — Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào ? (tiếp theo). Cách tổ-chức hiện-thời, trang 61.

TÙNG KÝ. — Khánh-thành trường Cao-đẳng pháp-luật, trang 65. Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân, trang 66.

Số 4, avril 1932

LUẬT THUỘC-ĐỊA, R. Bienvenue soạn, trang 69.

MỘT VIỆC PHÒNG-VỆ CÓ NGƯỜI KHÔNG CHO LÀ CHÍNH-ĐÁNG. A. E. Huckel soạn, trang 76.

MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM, Nguyễn-văn-Tố soạn. X, Tục ta có quyền giám-hộ không ? trang 80.

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA, Phạm-huy-Lục soạn. Nói về giá-thú (tiếp-theo). Nói về sự vô-hiệu trong việc giá-thú không thành ; giá-thú vô-hiệu. Ai có quyền được kiện về việc giá-thú vô-hiệu ? Lầm-hoặc và bắt ép. Lầm-hoặc về thứ-bậc vợ chính, vợ thứ. Vô-hiệu vì bị ép. Những việc giá-thú có thể xin tiêu vì cha mẹ không bằng lòng. Địa-vị của những đứa trẻ mà sự giá-thú của cha mẹ bị vô-hiệu, trang 82.

ÁN-LỆ — Đơn xin giảm-thuế. Việc vào sổ các đơn xin giảm-thuế tại các tòa Sứ, trang 88.

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. — Nói về lệ thoát-quyền. — Nói về sự cấm-quyền. — Nói về pháp-nhân, trang 91.

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Trách-nhiệm về bộ luật của cha mẹ đối với vú sữa của con mình, trang 94. — Ruộng bán hai lần, trang 95. — Nói về sự liên đới của những người cùng vay chung một món tiền, trang 95. — Cách đòi khoản bồi-thường, trang 95. — Cho thuê của hương-hỏa có phải là một điều bất hiếu không, trang 95.

TẠP-LỤC. — Việc tư-pháp ở Bắc-kỳ tiến-hóa thế nào ? (tiếp theo). Việc tổ-chức các tòa Nam án Bắc-kỳ. I. Các tòa sơ-cấp. II. Các tòa đệ-nhị-cấp. III. Tòa-án đệ-tam cấp, trang 96.

TÙNG-KÝ. — Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân, trang 101.

Số 5 và 6, mai và juin 1932

NÓI VỀ TRƯỞNG-TỘC, Pierre Grossin soạn, trang 105.

MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM, Nguyễn-văn-Tố soạn. XI. Kẻ tiếu phải những phận-sự gì ? trang 108.

PHÁP-Y, Henri Marcel soạn. Chết-ngạt. Thắt-cổ. — *a*) Chỗ tự-tử. *b*) Dây nút. *c*) Tử-thi, trang 110.

ÁN-LỆ. — Nói về âm-mưu, cơ-mưu và vận-động, trang 118.

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA, Phạm-huy-Lục soạn. Nói về giá-thú (tiếp theo). Nói về hiệu-lực của việc giá-thú. Nghĩa vụ đối với con cái. Nghĩa vụ vợ chồng đối với nhau. Các nghĩa-vụ chung. Các nghĩa-vụ riêng, trang 115.

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. Nói về pháp-nhân (tiếp theo), trang 122.

Nghị-định qui-định về thủ-tục các việc tranh điền-thổ của các xã-thôn đối với xã-thôn tại Bắc-kỳ, trang 125.

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — 1° Nhà cho thuê bị kiến sông thì có thể cho là một tì-tích thủ-tiêu để bãi hợp-đồng không? 2° Của của vợ, chồng có thể đoạn-nhượng được không? Giấy đoạn-nhượng phải làm thế nào cho hợp lệ ? 3° Trách-nhiệm của chủ về hộ-luật về những lỗi của thầy-tớ, trang 128.

TẠP-LỤC. — Việc tư pháp ở Trung-kỳ, A. Bonhomme soạn, trang 131.

TÙNG-KÝ. — Nói về khoa luật-học, trang 133. Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân, trang 135.

IMP SPÉCIALE DU PHAP-VIÊN BAO

必也使無訟乎
(孔子)

« ..... faire qu'il n'y eût plus de procès, ne serait-ce pas préférable?»

(CONFUCIUS)

SOMMAIRE

Page

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN DROIT LAOTIEN, par Pierre Grossin. 3

QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE, par Nguyen-văn-Tố. XII, De l'héritier cultuel 16

MÉDECINE LÉGALE, par Henri Marcel. — Les asphyxies. La pendaison (suite). La strangulation. 21

NOTIONS DE DROIT CIVIL TONKINOIS (Voir : partie annamite).

JURISPRUDENCE. — Domicile du fonctionnaire colonial. 27

Expertise et dégrèvement en matière de contributions directes. . . . 29

Descente de nuit dans les établissements de jeux clandestins. 35

LÉGISLATION 39

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — Emploi des caractères tabous. . . . 41

Partage des biens du vivant de l'ascendant. Révocation de l'acte de partage avant l'envoi en possession 42

Succession en déshérence. 43

VARIÉTÉS. — La justice indigène en Annam, par Albert Bonhomme (suite). Tribunal provincial. Ministère. 44

CHRONIQUE. — L'esclavage et la Société des Nations. 48

L'élection d'un Annamite au Conseil de l'Ordre des avocats et le Comité de l'Asie française. 50

Nominations, mutations, congés, etc 50

Nécrologie. 51

BIBLIOGRAPHIE, par Nguyen-văn-Tố. — Ernest Hoeffel, De la condition juridique des étrangers au Cambodge. 52

Paul Boudet et Remi Bourgeois, Bibliographie de l'Indochine française, 1927-1929. 53

Recueil général de la législation et de la réglementation de l'Indochine, 1930. 54

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes, janvier-juillet 1932 55

YẾU-MỤC

Số trang

CÁI QUYỀN SỞ-HỮU ĐẤT-CÁT Ở AI-LAO, Pierre Grossin soạn. . . 3

MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM, Nguyễn-văn-Tố soạn. XII. Nói về người ăn hương-hỏa. 10

PHÁP-Y, Henri Marcel soạn. — Chết-ngạt. Thắt-cổ (tiếp-theo). 2. Chết về lúc nào và thắt cổ đã được bao lâu? 3. Thắt cổ bởi tự-tử, bởi rủi-ro hay bị hại? — Giảo-sát, bóp cổ. Những vết ngờ là giảo-sát. Có phải vì bóp cổ mà chết không? Bị bóp cổ bằng cách nào? Xét đứa bị nghi là sát nhân đôi khi tìm thấy cớ để buộc tội. 12

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA, Phạm-huy-Lục soạn. Nói về sự vô-tư-cách của đàn-bà có chồng. 16

ÁN-LỆ. — Nói về bắt bạc ban đêm. 19

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. Nói về việc thừa-kế. — Các điều-khoản chung. — Nói về của thừa-kế có chúc-thư. 22

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Nói về những tài-sản không có người thừa-kế. — Nói về những chữ phạm húy. — Nói về sự chia của trong khi cha mẹ, ông bà hãy còn. 26

TẠP-LỤC. — Nền Nam-án ở Trung-kỳ (tiếp-theo). Nói về tòa-án tỉnh, các bộ. 29

TÙNG-KỲ. — Hội Vạn-quốc với vấn-đề nô-tì. Một người An-nam được cử vào hội-đồng kỷ-luật các luật-sư. Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân. 32

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARTIE GÉNÉRALE

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN DROIT LAOTIEN

D'après AUBRY et RAU, « la propriété est le droit en vertu duquel une chose se trouve soumise, d'une façon absolue et exclusive, à l'action et à la volonté d'une personne ». Droit *réel*, le *propriétaire* peut revendiquer la chose en quelques mains qu'il la trouve, quoique le *possesseur* soit de bonne foi et n'ait contracté envers lui aucune obligation personnelle. Droit *absolu*, le *domaine éminent* de l'Etat consiste, seulement, au droit par lui de soumettre l'exercice du droit de propriété aux restrictions commandées par l'intérêt général (AUBRY et RAU, dans *Dalloz*, t. X, *Propriété*, p. 2).

D'après les articles 711 et 712 du Code civil français, la propriété s'acquiert par : succession, donation, effets d'obligations, accession ou incorporation, prescription. « A cette énumération qui est incomplète, il faut ajouter : l'occupation, la tradition, la perception des fruits par un possesseur de bonne foi, l'effet de la loi »..... « L'occupation est le titre par lequel on acquiert la propriété d'une chose qui n'appartient à personne, ou sur laquelle personne ne formule de prétention, en s'en emparant dans le dessein de l'acquérir » (*Dalloz*).

La propriété se perd soit volontairement, soit involontairement. Volontairement : par aliénation ou abandon ; involontairement : par expropriation, saisie, etc.

En droit français, le droit de propriété ne se perd point en principe par le seul non-usage, « il subsiste tant qu'un tiers n'en a pas pris possession et ne l'a pas prescrit à son profit »... « Le droit de propriété, une fois acquis et établi par un titre, n'est pas susceptible de se perdre par le non-usage, et le propriétaire, quelle que soit l'ancienneté de son titre, conserve, par l'intention seule, sa possession primitive » (*Dalloz*).

La législation annamite, qu'il s'agisse de la Cochinchine, de l'Annam ou du Tonkin, contenait de très précises dispositions relatives à la propriété immobilière. En son étude sur le *Régime de la Propriété foncière en Indochine*, M. A. Boudillon (Larose, 1915) put noter que « les anciennes lois écrites du peuple annamite ne contenaient que fort peu de dispositions concernant la propriété immobilière ; dans le code proprement dit, on ne rencontre guère que six articles qui s'y rapportent d'une façon plus ou moins directe »... « Ces quelques dispositions étaient absolument insuffisantes, on s'en aperçut à l'usage et les souverains annamites durent, aussitôt après l'apparition du code, combler les lacunes que l'on y découvrait sans cesse au moyen d'ordonnances complémentaires ». Il n'en demeura pas moins que les textes du Code, les coutumes et les rites (que M. A. Boudillon oublia) réglèrent précisément et avec détails une législation empreinte d'un certain caractère cultuel.

Au Cambodge, M. Boudillon ne voit « aucun texte reconnaissant en termes exprès le droit supérieur du roi à la propriété du sol du royaume ; tous les articles de lois qui traitent de la propriété foncière sont rédigés en termes tels qu'ils révèlent l'existence indiscutable de la propriété privée et individuelle. Cette remarque a assurément son importance, car elle dénote un état social assez avancé. » (Ouv. cité, p. 108.)

Cette théorie fut celle du Gouvernement général de l'Indochine jusqu'en fin 1913, principalement « pendant toute la durée du Gouvernement général de M. Paul Doumer. Les textes intervenus pendant cette période, notamment l'arrêté du 15 janvier 1903, ont volontairement écarté l'intervention du Gouvernement cambodgien qui n'a jamais été consulté en matière domaniale pendant toute cette période et les années qui ont suivi. C'est seulement à l'occasion de l'application de l'arrêté du Gouverneur général du 27 décembre 1913 que la question a été reprise et solutionnée dans un sens plus

conforme aux traités et conventions. Nous n'en voulons pour preuve que les ordonnances royales du 1er décembre 1916 qui ont eu pour but de régulariser rétroactivement les actes du Gouvernement français intervenus depuis 1899 jusqu'en 1916 pour la constitution des droits privés de propriété ». (A. SILVESTRE, *Le Cambodge administratif*, note, p. 272).

En réalité, « l'ancienne tradition cambodgienne exigeait que le Roi fût considéré comme unique propriétaire du sol », d'où son inaliénabilité. « Quant aux habitants, ils ne pouvaient prétendre qu'à un droit d'usufruit sur les parcelles qu'ils occupaient effectivement. Dès qu'ils abandonnaient la place pendant un certain temps pour un motif quelconque, une autre personne pouvait librement s'y installer sans rien devoir à l'occupant précédent » (Auteur cité, p. 271).

Cette précarité de la propriété foncière n'est point, comme l'écrit M. A. SILVESTRE, spéciale au Cambodge, où « elle fait obstacle à la constitution des droits de propriété ». Nous la rencontrons au Laos, sous l'aspect fatalement particulier que lui donne la constitution politique du pays. Encore que le Laos ait été ordinairement soumis à deux codes ou, plus exactement, à deux régimes de coutumes : les coutumes de Luang Prabang pour le Nord et les coutumes de Vientiane pour le moyen et bas Laos, celles-ci étaient presque identiques (voir Colonel TOURNIER, *Notice sur le Laos français, Justice*, p. 54, Hanoi, 1900). D'origine hindoue, elles ont été importées au Laos en même temps que les livres sacrés en l'an 638 de notre ère. L'ère civile laotienne datant du jour de l'arrivée de ces livres sacrés au Laos, notre année 1899 correspond à l'année 1261 de l'ère laotienne. L'ère religieuse date de la naissance du Bouddha, qui naquit, comme chacun sait, cinq siècles avant Jésus-Christ.

Les coutumes de Vientiane furent rassemblées et codifiées en cinq livres. « Le livre II, écrit le Colonel TOURNIER, traite de l'homicide, des coups et blessures, des querelles et disputes. Incidemment, à propos des querelles et disputes, le code s'étend longuement sur la propriété des terres et des animaux... Le régime de la propriété foncière est également bien déterminé. Le sol appartient au roi, qui est le seul et unique propriétaire en tant que représentant et chef de la communauté. C'est le socialisme d'Etat appliqué au fonds. L'habitant n'est qu'un simple usufruitier, qui peut, à tout moment, pour cause d'utilité publique, être exproprié sans autre indemnité

que celle à laquelle lui donnent droit les plantations, améliorations et constructions faites par lui sur le terrain en question. L'État est donc en tout temps un propriétaire de la totalité du sol. Tout terrain laissé inculte pendant trois années rentre au domaine public et est acquis au premier qui le remet en culture. » (Ouvrage cité, p. 55 et 56.)

Cette dernière indication est inexacte, en partie. Pour les terrains de *rẫy* (forêt défrichée et incendiée pour des cultures par périodes cycliques), l'abandon d'une année suffit pour faire perdre l'usufruit d'usage du terrain, ainsi que nous le verrons.

Chez les Lus, au Laos, le droit de propriété du fond par le chef « tiao-fa » s'étendait même sur les personnes installées sur le sol de sa circonscription. Dans certaines peuplades Kha la terre est propriété collective des gens d'un village.

De cela il résulte que l'État seul, succédant aux droits des autorités souveraines avant notre venue au Laos sur le domaine, est, légalement, de par les coutumes, propriétaire du sol et du sous-sol. Les habitants sont des usufruitiers qui, en cas d'expropriation par l'État, de renvoi, pourrait-on plus exactement dire, n'ont droit qu'à une indemnité représentative de la valeur de leurs plantations ainsi que des constructions élevées par eux sur l'emplacement dont l'État se ressaisit. La propriété est, surtout, une propriété d'usufruit. Toutefois, il n'en faudrait point conclure que le droit de propriété, que la propriété n'existe pas au Laos. Le Code civil de 1908 (œuvre de M. l'avocat général SALLÉ), promulgué par arrêté du 2 mai 1908, du Gouvernement général, et qui suivit de très près les coutumes, particulièrement celles de Luang Prabang, édicte en son article 65, reproduit par l'article 75 du Code civil de 1928 :

Tous les biens se divisent en deux catégories :

1° Les biens animés, tels que animaux domestiques ou animaux de basse-cour, poissons, oiseaux, etc., et, en général, tout ce qui est doué de vie ;

2° Les biens inanimés, tels que : maisons, rizières, terrains, bijoux, pierres précieuses, or, argent, vêtements, récoltes, et, en général, tout ce qui est privé de vie.

Si divers textes sont intervenus au Laos en vue de la constitution de la propriété immobilière, ces textes ne concernent point l'acquisition de la propriété et la constatation, protection, conservation de cette propriété par titres, de façon générale, absolue, en tout cas.

Le régime des « concessions » par aliénation de terrains ruraux, organisé par arrêté du 16 août 1906 du Gouvernement général de l'Indochine, spécifie, en son article premier :

Des concessions de terrains ruraux libres et appartenant à l'État pourront être, au Laos, accordées *aux Français* (souligné par nous) qui en feront la demande dans le but de créer des exploitations agricoles ou de s'adonner à l'élevage du bétail.

L'article 7, du dit arrêté, prescrivait :

En principe, toute personne ayant cultivé depuis moins de deux ans un terrain englobé dans une concession, a droit, *même sans posséder de titre* (souligné par nous), à une indemnité fixée par le Résident supérieur, sur la proposition du Commissaire du Gouvernement, chef de la province.

Cet article pouvait donc permettre l'interprétation suivante : le titre n'est point nécessaire pour prouver la propriété ; après deux ans la culture d'un terrain en consacre la propriété.

L'arrêté du 2 octobre 1906, du Gouverneur général, relatif à l'aliénation des terrains domaniaux urbains au Laos qui visa les arrêtés du 28 janvier 1900 et du 4 décembre 1901 concernant l'aliénation aux Français de terrains urbains au Cambodge — respecte le droit d'occupation (propriété), disposait en son article 3 :

Art. 3. — Les terrains ci-dessus désignés (*lotis dans les centres urbains*) pourront être aliénés *en toute propriété* (souligné par nous), après approbation du Résident supérieur, dans les conditions suivantes :

1°...

2° De gré à gré, à charge de remblayer le terrain aliéné, de bâtir ou de justifier de *sa possession effective depuis une période minimum de 5 années* (souligné par nous) ;

3°...

Un arrêté du 6 juillet 1908 du Gouverneur général modifia l'article 1er de l'arrêté du 16 août 1906, au sujet des concessions des terrains libres au Laos, élargissant le droit d'acquérir, ainsi qu'il suit :

Des concessions de terrains ruraux libres pourront être, au Laos, accordées aux citoyens français, aux Annamites originaires de Cochinchine, aux protégés français de l'Annam, du Cambodge et du Tonkin, ainsi qu'aux Laotiens qui en feront la demande en vue de créer des exploitations agricoles ou de s'adonner à l'élevage du bétail.

L'arrêté de concession définitive, la copie du procès-verbal d'adjudication d'un lot urbain, sont les premiers titres de propriété « officiels » que nous trouvons au Laos, encore que l'article 10 de l'arrêté

du 27 décembre 1913, du Gouverneur général, portant réglementation des concessions urbaines ou rurales en Indochine précise :

« Il sera délivré à l'adjudicataire une copie du procès-verbal d'adjudication n'emportant d'autre prérogative que celle du droit de jouissance. Le titre ne devient définitif qu'après approbation du procès-verbal d'adjudication (art. 8 de l'arrêté du 15 octobre 1914, du Résident supérieur au Laos, approuvé par le Gouverneur général le 29 décembre 1914).

L'arrêté du 15 octobre 1914 sur la concession des terrains domaniaux, urbains et ruraux au Laos, ne reproduit plus l'énumération de 1908, mais plus général, dit :

Art. 11. — Des concessions de terrains ruraux libres d'une superficie égale ou inférieure à *300* hectares (arrêté du 15 avril 1919) pourront être accordées gratuitement aux citoyens, sujets ou protégés français qui en feront la demande en vue d'y créer des établissements ou exploitations agricoles, des entreprises industrielles ou d'élevage.

Les Laotiens sont donc à même de pouvoir acquérir, par concession, des terres au Laos et d'être détenteurs d'un titre officiel consacrant, certifiant leur droit de propriété. Mais ces titres sont excessivement rares. En fait, le Laotien occupe et exploite. Son occupation créa ses droits, les justifia et les protège. La terre au Laos, comme au Siam, est à qui cultive.

L'article 317 de l'ancien Code laotien (1908) (art 342 du Code de 1928) à propos des *rẫy* disposait, conformément à la coutume :

Toute personne qui marque ou signale par un piquet un terrain inculte pour y faire un *rẫy* doit, dans le délai d'un an, entreprendre sa mise en culture; à l'expiration de ce délai, si aucun travail n'a été commencé, le terrain cesse d'être réservé.

Si le terrain de *rẫy*, marqué, a été cultivé et s'il est par la suite abandonné plus d'un an, retombe-t-il dans le domaine public, libre, sans maître, à la disposition de qui l'occupera et le travaillera ? — Oui, a-t-il été toujours jugé au Laos ou décidé par la coutume. En effet, le terrain de *rẫy*, à culture cyclique, abandonné plus d'un an, redevient un terrain de brousse intense. L'article 343 du nouveau code (1928) le prévoit du reste par la prescription de une année.

Avant l'établissement de ces titres, la propriété privée laotienne n'était, en principe, témoignée par aucun titre, à la différence de ce qui existe en pays d'Annam. De nombreux actes de vente, d'engagement, de baux, de donations, de partages, de testaments, tous certifiés par les autorités communales, interviennent en Annam, légale-

ment, depuis des siècles. Des rôles fonciers sont établis, contrôlant les propriétés. Or, au Laos, l'impôt foncier n'existe même point encore si des taxes diverses y suppléent. Par exemple, l'arrêté du 30 novembre 1899, du Gouverneur général, décidait : « Art. 1er. A partir du 1er janvier 1900, une taxe locale *représentative d'impôt foncier* sera perçue au Laos sur les produits forestiers suivants... », complétant l'arrêté du 22 novembre 1899, lequel modifiait les arrêtés du 15 décembre 1897, qui établissent les taxes locales sur les animaux et produits exportés du Laos représentative d'impôt foncier. Ces taxes étaient :

Buffles, chevaux	3$00	par tête
Bœufs	1.00	—
Porcs	0.80	—
Riz	0.20	par picul
Paddy	0.10	—
Gomme laque, Ortie de Chine	1.00	—
Cardamome	2 00	—

La plupart de ces taxes furent supprimées par arrêté du Gouverneur général, en date du 6 juillet 1909, à compter du 1er janvier 1910, lequel maintint les taxes suivantes sur les animaux exportés :

Buffles	2$50
Chevaux	3.00
Bœufs	1.00
Porcs	0 80
Eléphants	250.00

auxquels s'adjoignent les droits établis par l'arrêté du 30 décembre 1899 sur l'exploitation des forêts.

Donc aucun titre, aucun reçu d'impôt ne certifie la propriété foncière indigène au Laos. Toutefois, des actes de mutations entre vifs, entre les seules parties ou devant les autorités du village de qui la présence n'est pas obligatoire, des prêts avec nantissement, des partages *ante mortem* par le chef de famille, purent intervenir. Mais, généralement, ces actes étaient surtout verbaux et, hors des centres, le demeurent aujourd'hui. De là, en droit laotien, compte tenu de ce que les contractants illettrés pour leurs actes durent recourir à des scribes, la valeur de la preuve testimoniale, pour affirmer les droits de propriété.

Mais, par suite de l'organisation des tribunaux laotiens, de l'institution d'un tribunal supérieur d'annulation et d'appel à Vientiane,

peu à peu une jurisprudence s'établit qui vient renforcer les prescriptions des Codes de 1908 et de 1928 et qui, appuyée également sur les coutumes, dit et précise le droit, garantissant la propriété d'usage et d'occupation.

Les coutumes locales continuent à régler les modes d'acquisition et de conservation de la propriété foncière indigène lorsque les détenteurs n'ont pas placé cette propriété sous le régime du décret du 21 juillet 1925 sur la propriété foncière en Cochinchine et au Laos (art. 79 du Code civil laotien ; Décret promulgué le 7 janvier 1927, *J. O. I. C.*, 1927, p. 230 ; voir le rapport de présentation du décret et particulièrement le paragraphe in fine où nous lisons « le territoire français du Laos »).

La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps. C'est le mode le plus commun d'acquisition au Laos. Si nous voulons étudier l'acquisition de la propriété foncière indigène, selon les coutumes, codifiées, c'est au titre de la *Prescription* qu'il nous faut particulièrement recourir. Nous le ferons en citant le code actuel de 1928, lequel, du reste, en ces dispositions, correspond au code antérieur de 1908 et aux coutumes.

Art. 341. — Il y a prescription *immédiate* :

1° Dans le cas où les parents ont, de leur vivant, procédé au partage de leurs biens entre leurs enfants ;

2° Dans le cas où tous les héritiers se sont mis d'accord, verbalement ou par écrit, pour procéder au partage des biens d'une succession et ont chacun reçu leur part.

Art. 342. — Toute personne qui marque ou signale, par un piquet, un terrain inculte pour y faire un *rāy* doit, dans le délai de *un an*, entreprendre sa mise en culture ; à l'expiration de ce délai, si aucun travail n'a été commencé, le terrain cesse d'être réservé.

Art. 343. — Se *prescrivent par une année* et sont par suite éteints au bout de ce laps de temps :

1° Le *droit d'occupation* reconnu par la *coutume sur les terres incultes* ;

2°-3°...

4° L'action en revendication de l'usage d'un *terrain en jardin non attenant* à une habitation ;

5° L'action en revendication d'un *rāy* ;

Art. 344. — Se *prescrivent par trois ans* :

1° ...

2° L'action en partage d'un héritier contre ses cohéritiers. Cette prescription court du jour de l'ouverture de la succession de laquelle dépendent les biens à partager ;

3°...

4° L'action en revendication de la propriété d'une *rizière abandonnée* par son propriétaire, alors qu'il aurait pu la mettre ou la faire mettre en culture, suivant les procédés en usage dans le pays.

Art. 345. Se *prescrivent par six ans* :

1° L'action en *revendication de la propriété de tous terrains autres que ceux désignés aux articles précédents*...

La propriété peut être également acquise par achat. La vente de biens fonciers est réglementée par l'article 236 du Code civil, ainsi conçu :

Art 236. — Tout contrat de vente portant sur des maisons, des jardins, des rizières ou tous autres terrains, doit contenir expressément, en outre des noms du vendeur, de l'acheteur, du rédacteur du contrat et le cas échéant de l'autorité qui le certifie, la désignation de la situation ainsi que de la superficie de la maison, du jardin, de la rizière ou de tout autre terrain ayant fait l'objet de la vente avec les abornements très complets.

Il devra en outre être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Cette dernière mesure, purement fiscale, n'existait bien entendu pas dans les coutumes.

Les biens donnés en gage à un créancier, en *nantissement* d'une dette, deviennent la propriété du créancier si, au terme convenu, le débiteur ne s'acquitte pas (art. 308). S'il n'a pas été stipulé de terme pour le remboursement de la dette qui a donné lieu au nantissement, le créancier devient propriétaire des biens animés ou inanimés dont il a été nanti, et qui ont été donnés en gage, par le seul défaut du remboursement de la dette, dans le délai de trois ans. Toutefois, lorsque l'objet donné en nantissement a une valeur supérieure au montant de la dette en capital et en intérêts, le créancier doit faire vendre l'objet nanti et remettre au débiteur sur le prix qu'il en a retiré l'excédent de ce qui lui était dû (art. 310). Dans le cas où le propriétaire du bien nanti vient à mourir, soit avant l'expiration du terme convenu, soit avant l'expiration du délai de trois ans ci-dessus fixé, ses enfants ou petits-enfants auront, s'ils sont majeurs, un délai de trois ans après son décès pour dégager le bien en remboursement de la dette ; s'ils sont mineurs, ils *pourront* bénéficier du même délai pendant une période de trois ans à partir de leur majorité (art. 311).

Le taux légal est de 8% par an. Le taux conventionnel peut être stipulé jusqu'à 12% en matière civile. Il est libre en matière commerciale.

La transmission des biens, dans la famille, a fait l'objet de coutumes codifiées nombreuses. Chaque époux conserve respectivement la propriété, la jouissance et l'administration des biens personnels qu'il possédait lors de la célébration du mariage, à charge par lui de participer aux charges du ménage proportionnellement à la valeur des dits biens. Les biens acquis durant le mariage ou échus à quelque titre que ce soit durant le mariage, appartiennent en commun aux époux et constituent l'actif de la communauté.

Lorsque le mariage est dissous par le décès de l'un des époux ou de tous les deux, l'actif de la communauté, déduction faite du passif, se partage suivant le cas entre le survivant et les ayants-droit du décédé ou entre les ayants-droit des deux époux (art. 36).

Lorsque les deux époux apporteront l'un et l'autre des biens personnels, l'actif de la communauté est partagé par moitié (art. 37).

Lorsqu'nn seul des époux possédait des biens, l'actif de la communauté est attribué pour les deux tiers à celui qui avait apporté des biens ou à ses ayants-droit ; un tiers seulement à celui qui n'avait point apporté de biens ou à ses ayants-droit.

Celui des époux dont l'apport est inférieur plus de neuf fois à l'apport de l'autre est considéré comme n'ayant rien apporté (art. 38).

En cas de divorce, si le divorce est prononcé contre la femme, pour adultère, la femme reprend ses biens personnels mais, n'a aucun droit sur les biens de la communauté.

Si la femme s'est montrée paresseuse pendant le mariage et s'est bornée à vivre aux dépens de son mari sans le seconder dans son travail, après le prélèvement des biens personnels et le paiement des dettes, la masse des biens sera divisée en trois parts dont deux seront remises au mari et une à la femme.

De même, lorsqu'il est établi que le mari s'est montré paresseux et dissipateur pendant le mariage, le mari n'aura qu'un tiers des biens de la communauté après paiement des dettes et prélèvement des biens personnels de chaque époux et la femme aura les deux tiers (art. 42).

Les enfants héritent à la mort de leur père ou mère de la totalité des *biens personnels* du décédé, le conjoint survivant conservant l'administration des biens de la succession jusqu'à la majorité des enfants.

Les donations ne peuvent être faites verbalement que jusqu'à concurrence d'une valeur de cent piastres. Au-dessus de cette valeur un acte doit être dressé en présence de trois témoins au moins et des autorités du village.

La preuve testimoniale était autrefois admise, en toutes matières, quelle que fût la somme ou la valeur dont il s'agissait, qu'il y ait eu

ou non acte écrit ou acte certifié par les autorités (art. 165 du Code de 1908 et coutumes).

Il a été remédié à cette disposition qui entache la garantie des contrats, contraire, comme le nota M. A. Boudillon (ouvrage cité, p. 210), à un principe commun aux législations française et annamite, « assez inexplicable et certainement fort dangereuse », par une disposition nouvelle, plus complète, du code de 1928.

Art. 185. — La preuve testimoniale est admise contre tous actes sous seings privés ou certifiés, même enregistrés, en cas d'erreur, de fraude ou de violence qui aurait déterminé cet acte.

Une jurisprudence s'établit peu à peu au Laos, où le Résident supérieur est chef de la justice indigène, par les jugements du Tribunal supérieur d'appel et d'annulation siégeant à Vientiane.

Ce tribunal « connaît en cause d'appel, mais sans recours, de tous les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux du 2e degré constitués en matière ordinaire, dans les causes civiles, commerciales ou correctionnelles pour lesquelles leur compétence est spécialement attribuée.

Il connaît de même, en appel, de tous les jugements rendus par les tribunaux du 2e degré constitués en matière criminelle (art. 25. du C. de l'organisation judiciaire).

De nombreux jugements sont intervenus en matière de propriété foncière précisant le droit laotien. Encore devons-nous remarquer que la plupart des causes soumises au Tribunal supérieur, par suite du principe de la non-rétroactivité des lois, reposent encore surtout sur les codes de 1908. Mais, comme en la matière, les codes disent la coutume, il ne s'agit plus que d'un numérotage différent d'une même législation.

Il a été ainsi jugé qu'une union contractée entre un Chinois et une femme laotienne, *suivant les usages laotiens*, a pour conséquence de soumettre à la législation laotienne les biens provenant de la succession de l'époux décédé, dans leur dévolution entre les successeurs (Tribunal supérieur, Laos, 24 août 1928).

En l'absence de tout état civil au Laos, la parenté constitue une simple question de fait que les tribunaux des 1er et 2e degrés sont qualifiés pour apprécier souverainement (Tr. sup. Laos, 4 décembre 1928).

L'état d'indivision en droit laotien, comme en droit français, est un état d'exception qui ne peut être présumé et qui doit être prouvé par acte écrit ou par témoins (Tr. sup. Laos, 11 octobre 1929).

Etat d'exception, l'héritier peut le faire cesser à toute époque et à sa volonté « nonobstant même prohibition et convention contraire ».

L'action en revendication de terrains, laquelle, nous l'avons vu (art. 345), se prescrit aujourd'hui par six ans, comportait, sous l'empire de l'ancien Code et suivant les coutumes, plus long délai. L'article 343 (de la prescription d'un an) n'a pas eu en vue, lorsqu'il parle du droit d'occupation de terres incultes, les terrains marécageux. Ces terrains ne peuvent faire l'objet d'une occupation effective et permanente. Sur eux ne peuvent s'exercer que des droits plus ou moins éloignés et temporaires. Aussi ne conçoit-on pas, pour eux, la courte prescription d'une année, comme pour les *rẫy*, pour leur mise en culture qui exige de nombreux et importants travaux préalables d'assèchement ou de remblaiement. (Tr. sup. Laos, 6 juin 1930). Il appartient aux tribunaux d'apprécier ces travaux. Déjà la prescription acquisitive est de trois ans pour les *rizières*, « comportant des travaux d'aménagement ». La prescription d'un an ne s'applique donc qu'aux terres incultes, aux jardins non attenant à des habitations, aux *rẫy*, car tous ces terrains ne comportent que des cultures annuelles, après une mise en état sommaire, et disparaissent complètement à la suite d'un abandon du terrain durant quelques mois.

Si, en vertu de l'article 342,

> Toute personne qui marque ou signale par un piquet un terrain inculte pour y faire un « ray » doit, dans le délai de un an, entreprendre sa mise en culture ; à l'expiration de ce délai, si aucun travail n'a été commencé, le terrain cesse d'être réservé.,

cet article ne comprend que des terrains *incultes et sans maîtres* destinés à faire des *rẫy*, c'est-à-dire des cultures extrêmement précaires, qui n'indiquent nullement chez ceux qui se sont réservé provisoirement ces terrains par un simple piquet-signal l'intention bien arrêtée de prendre possession du terrain et d'y pratiquer des cultures permanentes, qu'en aucun cas la mise en place d'un piquet-signal ne peut équivaloir à un acte de vente régulièrement passé devant une autorité indigène (Tr. sup. Laos, 11 septembre 1931).

Ne peut en conséquence invoquer la prescription de l'article 342 du Code laotien une partie qui, sous prétexte que le terrain forestier qui a fait l'objet d'un acte de vente est resté sans culture pendant une année, s'en est emparée en enlevant les piquets qui en indiquent les limites.

Est irrecevable la demande en revendication et en partage présentée devant le tribunal par un héritier d'un terrain provenant de succes-

sion, lorsqu'un partage amiable est précédemment intervenu devant le *tasseng* et que les ayants-droit, ayant accepté le partage, ont pris possession de leur lot depuis plus d'une année. L'intervention du *tasseng* à la demande d'un héritier et l'acceptation des autres héritiers est une conciliation ayant la valeur d'une transaction qui a l'autorité de la chose jugée suivant les articles 2 du Code de procédure et 338 du C. Civ. (Tr. sup. Laos, 18 décembre 1931).

Suivant les articles 1 et 2 du C. P. Civ. et 5 du C. de l'organisation judiciaire, la conciliation ne peut avoir lieu que devant le *phoban*, le *raikong*, le *tasseng* ou les anciens du village. Aussi est sans aucune qualité le *chao mương*, chef de circonscription administrative, et son intervention comme conciliateur est contraire au principe même de la conciliation. Doit donc être annulé un jugement qui a admis comme conciliation valable un prétendu arrangement auquel a procédé le *chao mương* (Tr. sup. Laos, 18 décembre 1931).

Lorsque l'origine de la propriété d'une rizière ne peut être établie par enquête, les tribunaux doivent tenir compte des simples droits d'occupant et, en vertu des dispositions de l'article 344, § 4, du C. Civ., la propriété doit être attribuée à celui qui établit qu'il a seul occupé et cultivé cette rizière pendant plus de trois années.

Notons, à côté des prescriptions de 1 à 6 ans, que « toutes les actions en matière civile et commerciale sont éteintes et prescrites par dix ans ».

Il est intéressant de signaler qu'il a été jugé par le Tribunal supérieur du Laos que les tribunaux laotiens sont incompétents pour connaître des différends entre propriétaires divers au sujet de la part contestée pouvant revenir à chacun d'entre eux sur l'indemnité globale de déguerpissement allouée par l'administration. Ce différend relève de l'autorité et de la juridiction administratives.

En la situation présente, devant la faible densité de la population au Laos, l'immense superficie du pays, la rareté des rizières et des terres riches, suivant le principe de Confucius qu'il faut, pour gouverner l'Etat, assurer suffisamment au peuple sa nourriture, la terre est à celui qui la cultive.

Convient-il, comme certains l'ont réclamé, d'organiser de façon absolue, totale, dès à présent, la propriété individuelle indigène ? Nous ne le croyons pas, hors les cas particuliers, du reste réglementés, des concessions et des lotissements urbains.

Pierre GROSSIN
Administrateur des Services civils de l'Indochine

QUESTIONS
DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE

XII

De l'héritier cultuel

La législation du *hương-hỏa*, « encens et luminaire », ou parcelle de biens affectée au culte des ancêtres et à l'entretien de leurs tombeaux (1), et celle de l'institution d'un héritier cultuel, telles qu'elles se dégagent du Code Gia-long et d'une ordonnance de la 4e année de Thiệu-trị, ont été résumées par M. Cl.-E. Maitre (2) en termes trop heureux pour qu'il y ait mieux à faire que de les reproduire ici : « Le Code annamite [en vigueur seulement en Annam], qui n'est qu'une reproduction du Code chinois de la dynastie mandchoue, est à peu près muet sur le *hương-hỏa* comme sur toute la doctrine des

(1) La définition qu'en donne le nouveau Code civil tonkinois (art. 394), à savoir : « portion mobilière ou immobilière du patrimoine destiné à subvenir au culte d'une personne et de son conjoint et à celui de ses ascendants et ancêtres paternels », n'est pas complète ; elle est, d'autre part, en contradiction avec la coutume : en effet, « le *hương-hỏa* étant affecté au culte familial qui ne peut prendre fin que par l'extinction de la famille, ne saurait être composé de biens mobiliers que les bénéficiaires pourraient dilapider facilement. Jusqu'à présent, il n'a jamais été constitué en une somme d'argent ou en valeurs mobilières. » (*Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite...*, p. 155.) « On peut, dit Camille Briffaut (*Droit civil sino-annamite, notes historiques*, p. 154), instituer un fonds cultuel avec des biens de toutes sortes ; mais il est évident qu'il s'agit surtout de terrains, par suite du principe même de l'institution qui est la tombe à entretenir et le culte à célébrer. La loi elle-même donne cette traduction, puisqu'elle parle de terrains... »

(2) A propos de l'*Etude sur les biens cultuels familiaux en pays d'Annam. Hương-hỏa. Un cas de substitution protéi-commissaire en droit sino-annamite, avec une Introduction à l'étude des substitutions protéi-commissaires en droit sino-annamite*, par Camille Briffaut, Paris, Larose et Tenin, 1907 (*Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. VIII, 1908, p. 236-249).

successions. Il n'en est parlé explicitement que dans le décret annexé à l'article 87, qui est relatif à la vente illicite des biens affectés au culte (PHILASTRE, I, 440-441). Si de ce décret on rapproche l'article 76 et les décrets annexes, qui concernent le mode d'institution d'une postérité (PHIL., I, 367-371), le deuxième décret annexé à l'article 83, relatif à la dévolution aux filles des biens des successions sans héritiers mâles (PHIL., I, 392), et enfin une ordonnance de la 4e année de Thiệu-trị (1844), qui fixe la part affectée d'office à l'entretien du culte dans les biens d'une succession en déshérence, on aura la liste à peu près complète des textes juridiques qui se rapportent en quelque manière à l'institution du *hương-hỏa* (1). Il ne faut pas s'en étonner. L'institution du *hương-hỏa* est considérée par la loi annamite, au même titre que les successions, comme une affaire de famille où elle n'a pas en principe à s'immiscer. Elle ne peut être appelée à intervenir que dans deux cas: lorsqu'une succession tombe en déshérence — et c'est le cas réglé par l'ordonnance de Thiệu-trị (2), — ou lorsque l'administrateur des biens cultuels, qui sont propriété indivise de la famille, est accusé de les avoir vendus illicitement, — et c'est le cas prévu par le décret annexé à l'article 87 —: encore le plaignant ne peut-il être qu'un membre de la famille, et est-il tenu, sous peine d'être poursuivi et puni pour accusation calomnieuse, de fournir des preuves catégoriques de la destination cultuelle des biens aliénés. (Théoriquement il y aurait un troisième cas: c'est celui d'un chef de famille mort sans avoir institué de *hương-hỏa* par testament. La législation des Lê avait prévu le cas; mais le Code Gia-long est muet sur ce point et paraît laisser pleine liberté aux héritiers naturels.) Sans doute la loi a fixé d'une manière formelle (art. 86) les règles à suivre dans le choix de l'institué de postérité: une question aussi primordiale ne pouvait la laisser indifférente; mais si elle a réglé par là même l'ordre de transmission du *hương-hỏa*, dont la garde et l'administration reviennent de droit à l'institué de postérité, c'est en quelque sorte de façon implicite et sans qu'elle ait pris soin ni d'imposer la création d'un fonds affecté au culte familial, ni d'en déterminer l'importance ou

(1) Il en était tout autrement dans la législation en vigueur sous la dynastie des Lê (1428-1786). Le *Lê-triều hình-luật* nous a conservé toute une série de décrets (art. 387-399) et de jugements approuvés relatifs au *hương-hỏa* (R. DELOUSTAL, *La Justice dans l'ancien Annam*, p. 272-277, 302-316).

(2) *Recueil des principales ordonnances royales édictées depuis la promulgation du Code annamite et en vigueur au Tonkin.* Trad. de R. DELOUSTAL, revue par G. MICHEL. Hanoi, Schneider, 1903, p. 68.

la nature, ni d'en assurer la perpétuité. Elle s'en remet entièrement au bon vouloir des familles ou, si l'on veut, à la coutume... »

On trouve en maint passage de l'article de Cl. - E. Maitre la preuve qu'il a soigneusement étudié la législation des Nguyễn et celle des Lê ; aussi les personnes qui s'en occupent parmi nous y puiseront plus d'un renseignement utile. Si plusieurs d'entre elles estiment que c'est là une compilation de matériaux déjà connus en bonne partie, les lecteurs compétents tout au moins, ceux qui savent qu'un texte obscur publié sans commentaire ni critique n'est pas, par cela même, un document acquis aux études, estimeront à sa juste valeur la somme de travail fournie pour établir le tableau net et précis des droits et des obligations de l'héritier cultuel. D'ailleurs, les ignorants seuls peuvent croire que le travail juridique et historique le mieux fait puisse être autre chose qu'une compilation de matériaux existants, imprimés ou inédits ; le juriste, comme l'historien, n'invente rien, il compare, choisit, élimine, juxtapose et finalement compose, et c'est cette composition qui donne au lecteur la vue nette et claire de l'ensemble d'une époque ou d'une série de faits connexes que l'érudit, confiné dans les détails d'une question unique, très souvent secondaire et absorbé par les infiniment petits de son sujet, n'a peut-être jamais été capable d'entrevoir, même de loin. C'est ainsi qu'on ne s'instruit pas seulement en lisant le chapitre de l'héritier et des biens cultuels du *Recueil du Comité consultatif de jurisprudence annamite*, on le lit avec intérêt, et quand il affirme certaines choses, on le croit d'autant plus volontiers qu'il sait à l'occasion faire les réserves nécessaires. En somme, toute étude de droit coutumier n'est pas faite pour clore définitivement un chapitre de nos connaissances, mais pour faire avancer l'enquête d'une nouvelle étape. Des recherches plus approfondies dans les provinces de l'Annam et du Tonkin, assez superficiellement explorées jusqu'ici, au point de vue spécial du *hương-hỏa*, fourniront certainement encore bien des matériaux inédits pour documenter plus en détail soit la question de l'héritier, soit celle des biens cultuels ; mais il n'est pas vraisemblable que les résultats généraux consignés dans le *Recueil des avis du Comité de jurisprudence annamite* (p. 51-56 et 153-182 ; cf. art. 394-448 du nouveau Code civil tonkinois) soient contredits ou écartés désormais (sauf toutefois la question de savoir si les filles peuvent être bénéficiaires du *hương-hỏa*, et à laquelle j'ai consacré la première de ces notes) ; le *Recueil des avis du Comité*

de jurisprudence annamite restera le point de départ assuré d'études nouvelles, au nombre desquelles on peut d'ores et déjà mentionner les suivantes, inspirées du droit chinois :

1° Après la mort de celui qui a succédé à deux ou plusieurs branches, un seul héritier suffit-il pour succéder au culte des diverses branches? Faut-il, au contraire, instituer deux ou plusieurs héritiers? L'article 416 du Code civil tonkinois dit que « l'héritier cultuel d'une branche peut assurer en même temps le culte pour sa branche et le culte pour une ou plusieurs autres branches ne possédant pas de descendants mâles » et que « dans ce cas il cumule les *hương-hỏa* ». Par suite, si l'héritier qui a succédé à deux ou plusieurs branches a plusieurs fils, chaque fils peut-il, comme en Chine, d'après la volonté de son père, succéder à l'une des branches?

2° Aux termes de l'article 413, § 2, du Code tonkinois, le droit de choisir un héritier au mari défunt appartient à sa veuve gardant la viduité. Mais si les parents de la ligne directe du mari, craignant que leur fils ne reste sans héritier, choisissent une personne déterminée comme héritier de leur fils et font cette désignation dans un testament, la veuve n'ayant pas donné son consentement à l'institution, faut-il reconnaître que ce testament est valable, comme le veut la coutume?

3° Lorsque la veuve exerce le droit d'instituer un héritier à son mari, elle doit, conformément à l'article précité, avoir le consentement des ascendants paternels de son défunt mari. Mais la présence et la signature de ces derniers sont-elles une condition indispensable? Peut-on faire annuler une institution d'héritier en alléguant qu'il y manque la signature des ascendants?

4° La femme qui garde la viduité et dont le mari défunt ne laisse pas de fils, est-elle admise à prolonger librement le délai pour le choix d'un héritier à son mari? Est-il permis aux autres parents de la contraindre à faire ce choix à un moment déterminé?

5° Si une succession a été réglée contrairement à la loi, que, à ce moment, celui qui a qualité pour agir ne forme pas une instance, et que, pendant plusieurs années, personne n'élève de contestation, faut-il admettre que l'ayant-droit à une succession y a renoncé et qu'il ne peut plus agir?

6° L'héritier institué est-il autorisé à retourner dans sa propre famille dans les cas suivants : si les instituants donnent naissance à un

fils ou si, postérieurement à l'institution, les parents naturels perdent leurs autres fils? (1) En Chine, dit M. J. Escarra (*Recueil des sommaires...*, p. 391), « le retour de l'héritier institué dans sa propre famille, *kouei-tsong* (*qui-tôn* 歸宗), est, après la révocation et la rupture de l'institution par consentement mutuel, le troisième mode de dissolution de l'institution d'héritier, la loi elle-même ne visant expressément que le renvoi. Le *kouei-tsong* est déduit par analogie de l'interprétation du *Lu* (*luật*), n° 2, § b, de la section 4 du livre V du *Ta Ts'ing lu-li* (*Đại Thanh luật-lệ*), qui autorise le retour de l'adopté dans sa famille lorsque les adoptants ont un fils et que les parents naturels de l'adopté n'en ont pas. C'est ici un des points du droit des successions qui manifeste le mieux le contact entre les règles de l'adoption et celles de l'institution d'héritier. Sur le raisonnement de la jurisprudence, v. Tch'en Si-tan, *L'adoption en droit chinois*, thèse de « l'Aurore», 1924, p. 70-72 ».

D'une revue sommaire des sources du droit positif chinois (*Les problèmes généraux de la codification du droit privé chinois*), M. J. Escarra a dégagé deux constatations : l'une est le rôle créateur de la coutume, l'autre, le rôle constructeur de la jurisprudence de la Cour suprême de Chine. « La conséquence, au point de vue de la codification, est qu'on doit respecter l'un et l'autre. Ce serait une erreur que de plaquer artificiellement la traduction d'un Code occidental sur un fonds aussi riche d'effervescence juridique. Il ne faut d'ailleurs pas se dissimuler les difficultés de la mise en pratique de ce principe ; on les rencontrera à chacune des étapes de la codification. L'idéal, en matière législative, est de réduire le rôle de la loi, qui n'est faite que pour ordonner ou pour interdire, à un très petit nombre de dispositions impératives, d'ordre public. On évite ainsi une surabondance de règles interprétatives, qui tendent à stériliser la production spontanée du droit. Mais cette technique suppose une organisation judiciaire très forte et des juges d'une grande expérience. *Tant que ces conditions n'existent pas à tous les degrés de la hiérarchie judiciaire, il faut multiplier les textes de la loi positive pour suppléer à l'inexpérience de ses interprètes.* » Le dosage de ces nécessités est, au fond, toute la difficulté de la codification chinoise et annamite.

Nguyễn-văn-Tố.

---

(1) « En cas de survenance d'un fils, dit le Comité consultatif de jurisprudence annamite (*Recueil des avis...*, p. 56), le *thừa-tự* (héritier institué, par opposition à l'héritier naturel, propre fils du défunt, *đích-tử*, ou, à son défaut, petit-fils de ce dernier, *đích-tôn* ; cf. art. 414 du Code tonkinois), le *thừa-tự* est toujours considéré comme un fils de celui qui l'a institué son héritier cultuel, mais ses droits d'héritier cultuel passent au *đích-tử*. Il est libre de retourner dans sa propre famille. »

LES ASPHYXIES

La pendaison
(suite)

2° A QUEL MOMENT A EU LIEU LA MORT ET COMBIEN DE TEMPS A DURÉ LA SUSPENSION? — Le juge instructeur se basera, pour répondre à cette question, sur: 1° la température du corps; 2° l'état de la rigidité cadavérique; 3° le début de la putréfaction; 4° l'aspect du sillon.

a) *Température du corps.* — Ordinairement, pendant l'agonie, la température baisse. Deux à trois heures après le décès, le froid est manifeste au visage, aux pieds, aux mains, tandis que les autres parties du corps restent encore tièdes. Puis se refroidissent successivement la poitrine, la colonne vertébrale, le creux de l'estomac, le bas-ventre. Huit à quinze heures après la mort, le cadavre a équilibré sa température avec celle du milieu ambiant. Il faut noter toutefois que les individus d'une certaine corpulence conservent leur chaleur plus longtemps que les autres, et qu'un temps humide active plus la décomposition que la chaleur de l'été.

b) *Rigidité cadavérique.* — Chez les pendus, la rigidité cadavérique apparaît d'une façon tardive; elle agit de la 10e à la 12e heure après la mort, et dure de 36 à 48 heures.

c) *Début de putréfaction.* — La putréfaction débute par l'apparition d'une tache verte abdominale. En été, cette tache apparaît vers le 3e jour; en hiver, vers le 4e ou 5e jour.

d) *Aspect du sillon.* — Le sillon est d'autant plus profond, sa coloration plus violacée que le temps de la suspension est plus prolongé.

En résumé, la tache verte abdominale indique que la mort date de 3 à 4 jours ; la rigidité cadavérique est un indice que la mort remonte à moins de six heures. Si le corps est encore chaud, on peut présumer que le décès est tout récent (3 à 5 heures).

3° La pendaison est-elle le résultat d'un suicide, d'un accident ou d'un homicide ? — On a trouvé des lésions permettant d'affirmer que la suspension a eu lieu pendant que l'individu était en vie. Il s'agit alors d'un suicide ou d'un homicide. La pendaison homicide est très rare. Le plus souvent, un criminel, après avoir assommé sa victime, la pend pour faire croire à un suicide. Certains faits autorisent cette suspicion.

1° Le juge instructeur note sur le corps des blessures autres que celles que le pendu a pu se faire pendant la période de convulsions. Il faut toutefois être circonspect. A. Lacassagne et E. Martin citent le cas de la femme d'un boucher de Montmerle qui s'est égorgée comme on saignait les veaux, puis s'est pendue.

2° Le juge remarque que les pieds du pendu sont à 15 ou 20^{cm} du sol, alors qu'il n'existe aucun tabouret ou autre appui près du pendu. Cette constatation est toutefois discutable, un criminel averti pouvant mettre auprès de sa victime un siège pour faire croire que le sujet s'est servi de ce siège pour introduire son cou dans le lien.

3° Le juge observe un désaccord entre la coloration du visage et la position du nœud.

L'hypothèse d'un suicide peut être basée : 1° sur des constatations d'ordre matériel : la porte est fermée en dedans ; rien n'a été dérangé dans la chambre ; 2° sur des circonstances morales : disposition d'esprit dans laquelle se trouvait l'individu que l'on a trouvé pendu, telle qu'elle était établie par les dépositions des témoins.

Les pendaisons accidentelles se produisent quelquefois. Brouardel cite le cas d'une fillette qui, ayant vu son frère faire de la gymnastique, voulut l'imiter, et comme elle avait autour du cou une corde formant lacet, elle resta pendue.

La strangulation

La strangulation est un acte de violence exercé au niveau du cou à l'aide d'un lien ou à l'aide des mains.

A. *La strangulation au lien.* — Le mécanisme de la mort est identique à celui de la pendaison avec cette différence que dans la pen-

daison, le lien est serré autour du cou par le poids du corps et que, dans la strangulation au lien, le lien est serré par une force étrangère.

Le juge instructeur présumera une strangulation au lien s'il observe les signes suivants sur le cadavre : 1° présence au niveau du cou d'un sillon qui est constant, complet et continu, ordinairement horizontal, multiple ; 2° aspect spécial du visage : face violacée, lèvres et oreilles cyanosées ; piqueté, noirâtre sur le front, les paupières, les joues, le cou dont la peau est violacée. Sur les conjonctives, ce piqueté est d'un rouge saisissant ; on a signalé des hémorragies par les oreilles ; de la bouche et du nez s'échappe une spume sanglante dont l'apparition est déterminée par les phénomènes asphyxiques. La langue est appliquée contre les dents serrées et garde l'empreinte des arcades dentaires ; 3° présence d'autres marques et traumatisme sur le corps, car la strangulation criminelle est généralement associée à d'autres violences qui ont pour objet d'immobiliser la victime. Celle-ci peut présenter dans sa chute des contusions aux coudes, aux omoplates, à la tête. On trouve souvent des écorchures, des ecchymoses aux main que l'assassin a dû écarter violemment pour paralyser la défense de la victime ; des coups d'ongle au voisinage de la bouche, l'assassin cherchant à étouffer les cris de la victime, en appliquant la main sur la bouche. On constate parfois également des contusions sur la poitrine.

Le juge instructeur notera tous ces signes. En cas de doute, il fera procéder à une autopsie.

Le médecin légiste pourra relever : 1° des lésions consécutives aux violences exercées ; 2° des lésions de la strangulation elle-même ; 3° des lésions dues à l'asphyxie, à savoir : *a*) violences extérieures (voir plus haut) ; *b*) lésions profondes du cou ; les ecchymoses et les déchirures des muscles du cou sont presque constantes ; lésions des carotides (ecchymose de leurs parois, infiltration sanguine de leur gaine), autant de signes précis de manœuvres de strangulation ; *c*) lésions d'ordre asphyxique. On observe surtout la congestion généralisée des poumons due à la paralysie du nerf qui les innerve, la congestion du cerveau, les hémorragies méningées.

Comme dans toutes les morts violentes le sang est fluide.

B. *La strangulation à la main* — La compression du cou à l'aide de la main peut amener la mort brusque lorsqu'elle est pratiquée par surprise ; mais en général, on n'étrangle pas facilement un adulte qui a des moyens de défense.

Les signes de la strangulation à la main sont : 1° visage cyanosé avec piqueté noirâtre (notamment sur les conjonctives) ; 2° excoriations de la peau au niveau du cou, dues à l'application des doigts ; ce sont ordinairement des traces de coups d'ongle ; il est rare de constater des empreintes digitales. Les excoriations manquent si le criminel portait des gants ou s'est entouré les mains d'un linge ; 3° lésions internes du cou constatées à l'autopsie : *a*) nappes sanguines sur les parties latérales de la trachée, le long des gros vaisseaux du cou ; *b*) hémorragie derrière le pharynx ; cette hémorragie est de règle, parce que sous l'effort de la main qui étrangle, l'os hyoïde, les cartilages thyroïdes s'écrasent contre la colonne vertébrale et déchirent les vaisseaux sanguins ; *c*) fracture des cartilages du larynx ; 4° lésions d'ordre asphyxique (spume sanglante à la bouche, au nez, congestion pulmonaire, cérébrale, etc.).

La mort a-t-elle pour cause la strangulation ? — Cette question se résout par deux sortes de données : 1° la recherche des lésions que nous avons décrites et qui font suspecter la strangulation ; 2° la recherche de toute autre cause capable de déterminer les lésions observées.

Les signes de strangulation peuvent se résumer ainsi :

a) lésions prouvant que l'individu est mort asphyxié : ecchymoses sous la plèvre, congestion pulmonaire, spume sanglante à la bouche et au nez ; piqueté hémorragique à la face qui est violacée ;

b) lésion montrant que cette asphyxie a été consécutive à la strangulation : suffusions sanguines du cou, présence d'un sillon dans la strangulation au lien, présence des traces de coups d'ongle dans la strangulation à la main.

Ces lésions réunies permettent une affirmation ferme. Mais elles ne sont pas toujours au complet et certaines d'entre elles s'observent chez des individus ayant succombé à des maladies spontanées ou à des causes autres que la strangulation. Ainsi dans l'*apoplexie* (mort subite par hémorragie cérébrale), on peut noter une empreinte circulaire du cou. Cette empreinte est due à la flexion de la tête sur le cou. Elle est linéaire, étroite et s'efface dès que l'on a changé la position de la tête.

Un individu mort d'*épilepsie* peut présenter un piqueté hémorragique à la face, aux conjonctives. Mais dans ce cas, on ne note pas de marques de violence sur le cou.

Les pendus présentent comme les étranglés de la congestion pulmonaire, le ponctué ecchymotique de la face, un sillon au niveau du cou. On distingue la pendaison de la strangulation de la manière suivante : le visage de l'étranglé est congestionné, celui du pendu est pâle ; il y a chez l'étranglé à la main ce signe constant qui est l'hémorragie derrière le pharynx et chez l'étranglé au lien, un sillon horizontal.

Comment la strangulation a-t-elle été opérée ? — Les lésions d'ordre asphyxique sont les mêmes dans les deux variétés de strangulation. Mais ce qui permet de distinguer la strangulation au lien de la strangulation à la main, c'est l'existence dans le premier cas d'un sillon au niveau du cou et dans le second cas, des excoriations, des fractures des cartilages du larynx et surtout de l'hémorragie que l'on découvre entre le pharynx et la colonne vertébrale.

L'examen de l'assassin présumé fournit parfois des arguments en faveur de sa culpabilité? — La strangulation est presque toujours précédée d'une lutte entre la victime et l'assassin. Chez ce dernier, on peut relever des morsures et des égratignures.

Brouardel cite un cas curieux : la veuve Crémieux fut étranglée par un jeune garçon. Ce garçon se fit penser chez Brouardel pour des plaies de la main, la veuve l'ayant mordu. Brouardel moula la mâchoire de la victime à qui il manquait un certain nombre de dents. On arrêta le criminel et il fut facile de prouver sa culpabilité, car la moule se superposait aux plaies du jeune meurtrier.

Le juge d'instruction peut en outre relever des empreintes des mains du criminel sur le cou ou les vêtements quand ces mains sont souillées de matières colorantes.

(*A suivre*)

Henri MARCEL

Lauréat de l'Académie de Médecine
Ancien professeur de Médecine légale
à l'Ecole des Mandarins de Hanoi

JURISPRUDENCE

Cour d'Appel de Hanoi (1ère Chambre)

Audience du 16 janvier 1931

M. Morché, Premier Président,

MM. Languellier et Narbonne, Conseillers,

M. Meneault, Avocat général.

Domicile du fonctionnaire colonial

I. *Aux termes de l'article 106 du Code civil français, « le citoyen appelé à une fonction publique temporaire ou révocable, conservera le domicile qu'il avait auparavant s'il n'a pas manifesté d'intention contraire ».*

II. *L'intention d'un fonctionnaire d'établir son domicile en Indochine ne saurait résulter ni du fait qu'il n'avait plus ni résidence, ni logement particulier, ni intérêts en France, — ni d'une vente de droits successifs sis en France, — ni de sa liaison prolongée avec une femme indigène.*

III. *Le curateur aux biens vacants n'a pas le pouvoir de représenter en justice les héritiers d'un fonctionnaire colonial résidant en Indochine pour l'exercice temporaire de son emploi.*

(Cf. Arrêt de la Cour d'Appel de Hanoi du 21 septembre 1904, *J.J.*, 1905, p. 92).

Le curateur aux successions vacantes
contre Lê-thị-U.

La Cour,

Attendu que le sieur Paul F., sous-inspecteur de la Garde indigène en service à Hưng-yên, est décédé à Hanoi le 1er juin 1930, laissant pour héritiers, à défaut de testament, plusieurs collatéraux ; que ces derniers habitant la Métropole, la succession du sieur F. a été appréhendée par le Service de la Curatelle ; que par exploit du 10 juillet 1930 enregistré, la dame Lê-thị-U., qui vivait depuis vingt-cinq ans avec le sieur F., a assigné le Curateur aux successions vacantes à

Hanoi, pris en sa qualité de curateur de ladite succession, pour obtenir paiement d'une pension alimentaire mensuelle et viagère de cinquante piastres ;

Attendu qu'à cette demande le Curateur a opposé que le sieur F. ne résidait en Indochine que pour l'exercice temporaire de ses fonctions et qu'il avait conservé son domicile en France ; que, par suite, le Curateur aux successions vacantes était sans qualité pour défendre à une instance dirigée contre la succession dudit sieur F. et devait être mis hors de cause ;

Attendu que, de son côté, la dame Lê-thị-U. a soutenu que diverses circonstances de fait prouvaient que le sieur F. avait manifesté l'intention de fixer son domicile en Indochine ; que, notamment depuis 1905, il vivait en Indochine avec elle sans esprit de retour ; qu'il n'avait gardé dans son pays d'origine, ni résidence déterminée, ni logement personnel, ni intérêts ; qu'au contraire, en 1906, il avait abandonné à ses frères et sœurs contre une somme d'argent les immeubles et autres biens dépendant de la succession de ses parents ; que, dans sa correspondance, il avait manifesté l'intention de se fixer en Indochine ; que deux témoins dignes de foi attestaient qu'il leur avait exprimé la même intention ; que, par conséquent, le Tribunal de Hanoi était compétent pour connaître de l'instance ;

Attendu que, par jugement du 22 novembre 1930, le Tribunal civil de Hanoi a débouté le Curateur aux biens vacants de ses conclusions et a renvoyé l'affaire à une audience ultérieure pour être plaidée au fond ;

Attendu que le 4 décembre 1930, le Curateur a interjeté appel de ce jugement ; que ledit appel est régulier et recevable en la forme ;

Attendu qu'aux termes de l'article 106 du Code civil, le citoyen appelé à une fonction temporaire ou révocable, conserve le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas manifesté d'intention contraire ;

Attendu que la volonté de changer de domicile ne se présume pas et, à moins que la modification du domicile ne soit manifestée par des circonstances claires et évidentes ou par des faits qui témoignent à la fois de l'abandon complet de l'ancienne résidence et de l'adoption définitive de la nouvelle, il y a lieu de prononcer dans le sens de la conservation de l'ancien domicile ;

Attendu qu'il appartient à la dame Lê-thi-U. d'apporter la preuve que le sieur F. avait l'intention réelle et irrévocable de fixer son domicile au Tonkin ;

Attendu que l'intention du sieur F. d'établir son domicile en Indochine ne saurait résulter du fait qu'il n'avait plus ni résidence, ni logement particulier, ni intérêts en France ; que cette situation qui est celle de nombreux fonctionnaires coloniaux découle de la nature même de leur état et ne leur enlève en aucune façon l'esprit de retour ;

Attendu qu'une vente de droits successifs, opération couramment pratiquée par des personnes qui ne se sont jamais expatriées, ne doit être envisagée en l'espèce que comme un mode de liquidation particulièrement avantageux pour un colonial destiné à ne passer en France, durant sa carrière, qu'un temps relativement court et pour qui, dès lors, il est difficile de conserver la gestion de biens situés dans la Métropole ;

Attendu que les lettres invoquées par la dame Lê-thi-U. n'apportent pas la preuve de l'intention formelle que le sieur F. aurait eue d'abandonner son domicile en France et de se fixer définitivement au Tonkin ; que, dans sa lettre du 2 mars 1930, le beau-frère du sieur F. lui écrivait : « Rappelle-toi que notre appartement te reste toujours entièrement ouvert et que c'est avec le plus grand plaisir que je t'y recevrai » ; qu'un ami de France lui écrivait d'autre part le 26 mars 1930 : « Nous comptons te voir cette année. Tu sais, tu descendras chez nous, tu seras comme chez toi. Tu es de la famille » ; que ces lettres laissent à penser que le sieur F. n'avait pas fait connaître à sa famille et à ses amis sa volonté bien arrêtée de ne plus rentrer en France ou que du moins, s'il leur avait fait part de cette intention, il ne l'avait pas très fermement manifestée ;

Attendu que les déclarations qu'il aurait faites à certains de ses collègues ne prouvent pas non plus qu'il ait eu la volonté de choisir l'Indochine comme lieu de retraite ; que ces déclarations qui ont surtout trait à l'éventualité de son mariage avec la dame Lê-thị-U. et d'un legs qu'il aurait été dans son intention de faire à cette dernière, ne sont pas confirmées par les faits de la cause, puisque, voyant venir la mort, il n'a pas épousé la dame Lê-thị-U. et ne lui a pas laissé par testament tout ou partie de ses biens ; que d'ailleurs, en admettant qu'il eût épousé la dame Lê-thị-U., ce mariage ne l'aurait pas empêché de revenir habiter en France ;

Attendu que sa liaison prolongée avec la dame Lê-thị-U. ne démontre pas non plus qu'il avait renoncé à tout esprit de retour ; qu'il n'a jamais fait construire, ni n'a jamais acheté une maison où il se serait retiré avec elle durant sa retraite, et n'a jamais fait aucun placement sur leurs deux têtes ; que les dépôts par lui faits en son propre nom à la Banque de l'Indochine ne prouvent nullement qu'il entendait établir son domicile au Tonkin ;

Attendu qu'en définitive si le sieur F. a pu, à certains moments, avoir l'idée de finir ses jours en Indochine, il n'en a jamais formé le projet très ferme et se laissait plutôt vivre en attendant l'heure de sa retraite, sans rien faire pour préparer celle-ci dans la colonie ;

Attendu que les faits articulés par la dame Lê-thị U. à l'appui de sa demande subsidiaire étant d'ores et déjà contredits par les faits et documents de la cause, il n'y a pas lieu de recourir à cette mesure d'instruction ;

Attendu que le sieur F. ayant toujours conservé son domicile en France, le Curateur aux biens vacants de Hanoi est sans qualité pour représenter ses héritiers en justice ; qu'en effet, si par une dérogation aux articles 811 et 812 du Code civil, l'article 2 du décret du 27 janvier 1855 dispose, relativement aux successions vacantes qui s'ouvrent aux colonies, que des curateurs en titre d'office seront chargés de remplir les fonctions définies par les articles 813 et 814 du Code civil lorsqu'à la suite du décès d'une personne, il ne se présente ni héritier, ni légataire universel, ni exécuteur testamentaire, ces règles spéciales applicables aux successions de personnes étrangères à l'Administration ne sauraient être étendues aux successions des fonctionnaires qui résident dans les colonies françaises pour l'exercice temporaire de leur emploi ; que, pour ceux-

ci subsistent toujours les règles de droit commun ; que dans ce dernier cas, l'administration du Curateur affecte seulement le caractère d'une gestion officieuse destinée à pourvoir aux mesures urgentes, mais dont les règles déterminées par l'instruction ministérielle du 1er mai 1906 ne confèrent pas au Curateur le pouvoir de représenter les héritiers en justice ;

Et attendu que du fait que le sieur F. avait conservé son domicile en France, il résulte d'autre part que la succession en vertu des dispositions de l'article 110 du Code civil, s'est ouverte au lieu de ce domicile et que le Tribunal de Hanoi, conformément aux dispositions de l'article 59 du Code de procédure civile, se trouvait incompétent pour connaître de la présente instance dirigée contre sa succession, que c'est donc à tort que le Tribunal civil de Hanoi s'est déclaré compétent ;

Par ces motifs :

Déclare recevable en la forme l'appel interjeté par le Curateur aux successions vacantes contre le jugement du Tribunal civil de Hanoi du 22 novembre 1930;

Infirme ledit jugement ;

Dit et juge que le sieur F. avait conservé son domicile en France ;

Dit et juge que le Tribunal de Hanoi était incompétent pour connaître de la présente instance dirigée contre la succession dudit sieur F. ;

Dit et juge que le Curateur aux successions vacantes de Hanoi est sans qualité pour représenter en justice les héritiers du sieur F., prononce sa mise hors de cause ;

Déclare la dame Lê-thị-U. non fondée en ses demandes, fins et conclusions, tant principales que subsidiaires, l'en déboute ;

La renvoie à se pourvoir ainsi qu'elle avisera ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée ;

Condamne la dame Lê-thị-U. aux dépens de 1ère instance et d'appel, liquidés à la somme de..., en ce compris le coût du présent arrêt, sauf suites ;

Ordonne l'enregistrement des pièces visées au présent arrêt et qui n'ont pas déjà été enregistrées.

Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi

Audience du 18 mai 1932

M. Baurens, Président *p. i.*
M. Huckel, Rapporteur,
M. Géhin, Commissaire du Gouvernement.

Expertise et dégrèvement en matière de contributions directes.

En matière de contributions directes, les experts se rendent sur les ieux avec le contrôleur et en présence du maire et du réclamant ou de son fondé de pouvoir, ils vérifient les revenus, objet de la cote du

réclamant et des autres cotes prises ou indiquées par celui-ci pour comparaison *dans le rôle des contributions de même nature dans la même commune (décret du 5 août 1881, art. 102).*

Mais si cette vérification révèle que les cotes prises ou indiquées pour comparaison sont elles-mêmes exagérées ou que tous les contribuables d'une région sont surtaxés, cette exagération fiscale générale n'empêche pas le Conseil du Contentieux de réduire la cote du requérant.

Vicaire apostolique à Vinh contre Protectorat de l'Annam.

Le Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi,

Vu les décrets des 5 août, 7 septembre 1881, 6 septembre 1921 et 20 mai 1928;

Vu les arrêtés du 7 février 1922;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 19 mai 1910, modifié par celui du 4 octobre de la même année, sur l'impôt foncier en Annam;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1929;

Vu le rapport en date du 27 octobre 1930 du Résident supérieur en Annam;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu la décision du 1er avril 1931 par laquelle le Conseil de céans a ordonné une expertise sur la demande de dégrèvement présentée par le Vicariat apostolique de Vinh;

Vu la décision du Conseil de céans en date du 20 mai 1931 désignant comme experts MM. Ferrey, Roule et Alain de Villeroy à l'effet de procéder à l'expertise précitée;

Vu les rapports des experts déposés le 7 août 1931;

Vu le procès-verbal dressé par le Contrôleur des contributions directes et l'avis du Résident de France à Vinh (Nghệ-an) et du Résident supérieur en Annam;

Vu les observations présentées par le Résident supérieur en Annam;

Vu les observations présentées par le Vicariat apostolique de Vinh;

Ouï M. l'Administrateur Huckel, Conseiller rapporteur, en son rapport;

Ouï Me Friestedt, Secrétaire de Me Bona, avocat de la Mission catholique de Vinh;

Ouï M. l'Administrateur Géhin, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Me Piriou, avocat de l'Administration, s'est excusé de ne pouvoir assister à l'audience et a déclaré s'en rapporter aux observations présentées par le Protectorat de l'Annam;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant publiquement et contradictoirement;

Vu le procès-verbal rédigé à la suite de l'expertise par le contrôleur des contributions directes de la province du Nghệ-an et son avis joint;

Considérant que les trois experts désignés par la décision en date du 20 mai 1931 ne se sont pas mis d'accord et qu'ils ont présenté des rapports séparés

dans lesquels ils ont exposé et développé les arguments à l'appui de leurs conclusions ;

Considérant qu'une jurisprudence constante du Conseil d'Etat autorise les experts qui sont en désaccord à rédiger des rapports séparés, sous la double condition qu'ils aient fait leurs opérations en commun et qu'ils se soient réunis pour discuter contradictoirement leurs conclusions, avant de rédiger leurs rapports (C. E. Rapp. 27 novembre 1908, Société immobilière des moulins d'Albi, D.P. 1910, 3. 62 ; 5 mai 1911, Société des Mines de Bleymard, *Lebon* p. 537) ;

Considérant que les trois experts ont tous les trois constaté que la Mission catholique (Vicariat apostolique de Vinh) ne possède dans les trente quatre villages en question que les terrains les plus pauvres, et que les terres de la province du Nghệ-an (Annam), par rapport à l'arrêté du 3 juillet 1929 et par comparaison, avec celles du Thanh-hóa par exemple, sont nettement surclassées, car elles ne donnent à l'hectare que de 700 kilogrammes de paddy (minimum) à 1500 kgs (maximum) ;

Considérant qu'ils ont admis tous les trois que les terres de la Mission catholique sont des terres très fortes, très argileuses, parsemées de petits cailloux et qui ne rendent que 700 à 800 kg. à l'hectare, qu'il n'est pas toujours possible de compter sur une récolte annuelle ; qu'en se basant sur l'arrêté du 3 juillet 1929 du Résident supérieur en Annam réglementant l'impôt foncier européen qui a classé en particulier à la 4e catégorie (la dernière) les rizières d'un rapport moyen annuel de mille kg. à l'hectare, les terres de la Mission devraient être, d'une façon générale, classées à cette catégorie ;

Considérant que le tarif de l'impôt foncier rural taxant les propriétés immobilières situées en Annam en dehors des centres urbains et appartenant à des Européens ou à des Asiatiques étrangers a été fixé ainsi qu'il suit à compter du 1er janvier 1930 par l'arrêté du Résident supérieur en Annam du 3 juillet 1929 (*J. O.* p. 3808) :

Rizières :

1ère catégorie.....	4$50	par hectare	et par an
2e «	3.60	id.	
3e «	2.60	id.	
4e «	2.00	id.	

Terrains divers :

1ère catégorie — Cultures arbustives : arbres à caoutchouc (hévea), cocotier, poivrier ;
Cultures annuelles ou de rapport dans l'année de plantation : bétel, canne à sucre, tabac :
4$50 par hectare et par an.

2e catégorie — Cultures arbustives ou de production après plusieurs années de plantation : palmier à huile, ramie, kapokier, théier, caféier ;
Autres : mûrier, coton, jute, textiles divers (crotalaire, hibiscus) :
3$60 par hectare et par an.

3e catégorie — Cultures arbustives : arbres oléagineux : Bancouliers, abrasins, camélia, arbre à essence, cannelier, camphrier, arbres fruitiers ;
Cultures annuelles et autres : maïs, sésame, patate, taros, manioc, arrow-root, ricin, arachide, haricots et dolique, igname, soja, plantes à parfum (citronnelles, basilic) plantes à teinture (indigo) :
2$60 par hectare et par an.

4e catégorie — Cultures potagères ;
Terrains d'habitation :
3$00 par hectare et par an.

5e catégorie — Mares et salines — Etangs à poissons — Forêts aux particuliers — Palmiers d'eau, palétuviers :
0$30 par hectare et par an.

6e catégorie — Terrains à pâtures, landes et terrains incultivables et insusceptiples de boisements réguliers :
0$10 par hectare et par an.

Le classement des rizières est fait d'après leur rendement annuel moyen à l'hectare. Pour les rizières à deux récoltes, le rendement est obtenu en additionnant le rendement moyen des deux récoltes.

Le classement est le suivant :

1ère classe : rizière d'un rapport annuel supérieur à 3000 kgs à l'hectare ;
2e classe : rizière d'un rapport moyen annuel de 1.500 à 3.000 kgs à l'hectare ;
3e classe : rizière d'un rapport moyen annuel de 1.000 à 1.500 kgs à l'hectare ;
4e classe : rizière d'un rapport moyen annuel de moins de 1.000 kgs à l'hectare ;

Considérant qu'aux termes de l'arrêté du Résident supérieur en Annam du 10 juin 1929 (*J. O.*, p. 3035), les rizières soumises à l'impôt foncier indigène sont aussi réparties en quatre classes et les terrains en six classes, d'après leur productivité ;

Considérant que les trois experts, bien que d'accord pour reconnaître la pauvreté des terres de la Mission et le surclassement des terres avoisinantes, ne se sont pas mis d'accord sur le procédé à employer pour leur classification ;

Considérant que les sieurs Ferey et de Villeroy ont estimé que la comparaison n'était pas restreinte au cadre de la commune et qu'il leur appartenait de déterminer librement à quelle espèce (rizières ou terrains divers), à quelle catégorie et à quelle classe doivent être classés au point de vue de l'impôt foncier, en application de l'arrêté du Résident supérieur en Annam du 3 juillet 1929, les rizières et terrains sis dans la province du Nghê-an (Annam) appartenant à la Mission catholique ;

Considérant que le sieur Roule a estimé « qu'en application du décret du 5 août 1831 (art. 102) les experts doivent vérifier les revenus objet de la cote du réclamant et les autres cotes prises ou indiquées par celui-ci pour comparaison dans le rôle des contributions de même nature dans *la même commune* » ;

Considérant que la méthode de l'expert Roule correspond aux intentions du Conseil exprimées dans les considérants de sa décision n° 420 en date du 1er avril 1931 ;

Considérant par contre que l'expert ROULE a constaté que parmi les immeubles soumis à l'expertise, les experts n'ont pas trouvé de rizières susceptibles d'être classées à la première catégorie telle qu'elle est définie par l'arrêté du 3 juillet 1929 susvisé ; qu'ils n'en ont pas trouvé non plus susceptibles d'être classées à la deuxième catégorie, mais que « comme il s'est attaché à estimer la catégorie de rizières par comparaison avec celles possédées par les cultivateurs annamites, quelques rizières appartenant à la Mission ont été classées à la deuxième catégorie » (*sic*) ;

Considérant que le même expert, tout en constatant que « la plus grande partie des rizières de la Mission aurait dû être classée à la quatrième catégorie et les terrains à la sixième catégorie », reconnaît les avoir classées dans ses propositions à des catégories supérieures « toujours par comparaison avec les terres possédées par les cultivateurs annamites » ;

Considérant qu'il a conclu à une imposition globale de 3.978$, alors que la Mission avait conclu à 3.456$71 seulement ;

Considérant que l'expertise par comparaison restreinte dans les colonies et et protectorats au cadre de la commune, suppose de toute évidence, comme l'ont fait remarquer justement les deux experts FEREY et DE VILLEROY, que les cotes prises comme termes de comparaison sont classées de façon équitable, c'est-à-dire que le montant de leurs impôts est proportionné à la valeur de l'immeuble et aux revenus qu'il donne ;

Considérant qu'il résulte de l'avis déjà rapporté des *trois* experts que les terres avoisinantes étaient dans les trente-quatre villages fiscalement surclassées, et qu'il n'est donc pas possible de les prendre comme termes de comparaison pour fixer le montant de l'impôt foncier à appliquer aux terrains et rizières de la Mission catholique ;

Considérant que l'expert DE VILLEROY a consigné dans son rapport qu'appelé en tant que président de la Chambre mixte du Nord-Annam à déposer devant la commission d'enquête relative à la révolte communiste du Nord-Annam, qui a siégé à Vinh en 1931, il fit remarquer que l'un des principaux sujets de mécontentement des populations du Nghệ-an et du Hà-tĩnh était l'impôt foncier qu'elles jugeaient exagéré, et que, d'après ses constatations personnelles, l'ensemble des rizières était classé à des catégories trop élevées, ne correspondant pas à leur productivité ;

Considérant que les sieurs FEREY et DE VILLEROY ont constaté que la Mission catholique faisait sur ses terres les cultures qui peuvent normalement y être faites, et que l'estimation faite par elle doit être accueillie favorablement ;

Considérant qu'en l'absence de tout cadastre les experts se sont basés sur les surfaces indiquées par la Mission catholique, ces dernières paraissant plus exactes que celles indiquées par l'Administration ;

Considérant que celle-ci, par la voie du Résident de France à Vinh, n'a pas nié qu'il y avait surclassement, et a constaté que cette mesure touchait l'ensemble de la population européenne comme annamite et qu'il n'y avait pas lieu de créer un régime de faveur au bénéfice de tel propriétaire plutôt que de tel autre ;

Considérant qu'il appartient cependant au Conseil d'apprécier si les tarifs établis par nature de culture et par classe par l'arrêté du 3 juillet 1929, ont été régulièrement appliqués lors de la confection des rôles de l'impôt foncier européen de la province du Nghệ-an (Annam) pour 1930 ;

Considérant que l'expertise a prouvé que, tout au moins en ce qui concerne le Vicariat apostolique de Vinh, cet arrêté a été mal appliqué pour trente-quatre parcelles immobilières ;

Considérant que le montant des impôts qu'accepte de payer au total le Vicariat apostolique pour ces parcelles, soit 1.311$79, paraît conforme aux tarifs établis ;

Considérant qu'il y a donc lieu de donner satisfaction au Vicariat apostolique de Vinh en ce qui concerne les trente-quatre parcelles soumises à l'expertise, et dans la mesure sollicitée par lui ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de statuer en ce qui a trait aux immeubles pour lesquels la déclaration du demandeur en 1930 et la taxation administrative en 1930 sont concordantes, et en particulier pour la parcelle inscrite sous la cote 48 village de Bot-da, phủ de Anh-sơn et pour celle inscrite sous le nº 49 village de Phúc-đong, phủ de Anh-sơn, comprises par erreur dans l'expertise ;

Par ces motifs :

Déide :

Article 1er. — Les dégrèvements suivants sont accordés au Vicariat apostolique de Vinh (province de Nghệ-an — Annam), au titre de l'impôt foncier européen, exercice 1930, rôle primitif, Résidence de Vinh :

Nº du rôle du village		Huyện ou phủ	Dégrèvements accordés
2	Yên-lạc	Huyện de Nghi-lộc	10$39
3	Cao-xá	»	69.78
4	Thịnh-mỹ	»	9.65
6	Vạn-thịnh	»	54.53
9	Túy-anh	»	5.28
11	Xuân-mỹ	»	0.68
13	Tam-đa	»	40.55
35	Đông-khê et Tây-khê	Phu de Diễn-châu	0.43
36	Cẩm-bào	»	23.80
39	Đồng-xuân	»	9.39
42	Mạc-diễn	Phủ de Anh-sơn	22.88
44	Hội-lâm	»	18.05
46	Thanh-lãng	»	10.00
55	Nhân-trạch	Huyện de Yên-thành	14.05
56	Phúc-trạch	»	138.25
58	Phượng kỳ	»	356.20
60	Đa-lạc	Huyện de Nam-đàn	3.50
61	Kim-liên	»	1.16
62	Ngụ-phúc	»	16.5

63	Đặng-xá	»	3.33
64	Phú-thọ	»	0.06
65	Bùi không	Phủ de Hưng-nguyên	49.00
66	Thạch-tiền	»	147.93
67	Sơn-lãng	»	21.70
68	Bùi-ngõa	»	52.36
69	Hưng thịnh	»	131 63
70	Anh-tuấn	»	8.55
71	Phúc-long	»	3.89
72	Thượng-khê	»	1.50
73	Thiên-xa	»	1.38
74	Lô-diền	»	18.35
75	Khoa-đà	»	4.17
77	Nguyệt-tỉnh	»	32.22
81	Thanh-yên	Huyện de Tương-dương	45.50
		Total :	1311.79

(Mille trois cent onze piastres et soixante-dix neuf cents).

ART. 2. — Le Protectorat de l'Annam est condamné aux dépens, y compris les frais d'expertise.

COUR D'APPEL DE HANOI (1ère Chambre)

Audience du 19 avril 1932

M. MORCHÉ, Premier Président,
MM. ROZÉ et VERRON, Conseillers,
M. JOYEUX, Avocat général.

Descente de nuit de la police dans les établissements de jeux clandestins

I. *Aux termes du décret du 20 octobre 1924* (J. O., *1924, p. 2298*), « *les* « *officiers de police judiciaire peuvent pénétrer en tout temps,* même « pendant la nuit, *dans les lieux publics, tels que cafés, cabarets, bouti-* « *ques, etc., tant que, en fait, ces établissements sont ouverts au public,* « *soit pour prendre connaissance des désordres et contraventions aux* « *règlements administratifs, soit pour constater des crimes et délits fla-* « *grants. Ils ne peuvent, toutefois, sans délégation du magistrat instruc-* « *teur, s'y livrer à des perquisitions ou à des saisies, sauf le cas de* « *flagrant délit et à condition que le fait soit passible de peines afflictives* « *et infamantes.*

« *Ils peuvent aussi entrer,* en tout temps, *dans les immeubles, les navires, embarcations ou locaux quelconques apparemment fermés au*

public, où est installée une exploitation de jeux de hasard, mais seulement lorsque l'existence de celle-ci leur aura été signalée par les rapports de deux fonctionnaires français de la police ou par la dénonciation émanant d'un citoyen, d'un sujet ou d'un protégé français dont l'identité sera certaine, et déclarant avoir été dépouillé dans ledit lieu ou être parent d'un joueur dépouillé....; l'officier de police judiciaire mentionnera dans son procès-verbal, à peine d'annulation de la perquisition, l'accomplissement des formalités prescrites au paragraphe précédent... »

II. *En l'espèce, l'identité des trois dénonciateurs n'était pas certaine et l'autre dénonciation était anonyme.*

Le procès-verbal de police est donc nul, alors même que certains des prévenus avaient avoué devant le commissaire aux délégations judiciaires, auteur du procès-verbal, s'être livrés au jeu.

M. P. contre Nguyễn-bích-L. et consorts

La Cour,

Attendu que Nguyễn-bích-L., secrétaire du Gouvernement général, détaché à l'Inspection de l'Agriculture, Nguyễn-chi-L., Nguyễn-thị-N., Vũ-an-T. dit N., secrétaire à l'Inspection de l'Agriculture, Đỗ-đức-T., secrétaire à l'Inspection de l'Agriculture, Trần-nhu-T., mécanicien, Trần-văn-K., secrétaire à l'Inspection de l'Agriculture, Trần-văn-L., secrétaire à l'Instruction publique, et Lưu-văn-T., secrétaire à l'Inspection de l'Agriculture, ont été poursuivis devant le Tribunal correctionnel de Hanoi sous la prévention : *a*) le 1er, d'avoir à Hanoi dans le courant de septembre 1931 tenu une maison de jeu de hasard dit « X », où le public était admis soit librement, soit sur la présentation des intéressés; *b*) Phạm-thị-T. et autres, d'avoir dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, participé audit jeu de hasard dit « X » ;

Attendu que devant le tribunal, les inculpés ont soutenu que la perquisition faite par la police de sûreté était illégale comme contraire aux dispositions impératives du décret du 20 octobre 1924 et qu'elle devait être déclarée nulle ainsi que toute la procédure ultérieure ;

Attendu que, par jugement du 14 janvier 1932, le tribunal a annulé la perquisition opérée le 30 septembre 1931 au domicile de Nguyễn-bích-L., a acquitté tous les prévenus et les a renvoyés des fins de la poursuite sans amende ni dépens;

Attendu que le Procureur de la République a interjeté appel de ce jugement dans les formes et délais légaux ;

Attendu que dans le courant du mois de septembre 1931, la police de sûreté à Hanoi recevait plusieurs dénonciations lui signalant Nguyễn-bích-L. comme tenancier d'un tripot où l'on jouait à divers jeux de hasard, qu'une perquisition opérée chez lui le 30 septembre 1931 vers 23 heures amenait l'arrestation des prévenus ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 2, parag. 2, du décret du 20 octobre 1924, réglementant les visites domiciliaires en Indochine, promulgué le 29 novembre 1924, « .... les officiers de police judiciaire peuvent aussi entrer en tout temps, dans les immeubles, ies navires, embarcations ou locaux quelconques apparemment fermés au public, où est installée une exploitation de jeu de hasard, mais seulement lorsque l'existence de celle-ci leur aura été signalée par les rapports de deux fonctionnaires français de la police ou par la dénonciation émanant d'un citoyen, d'un sujet ou d'un protégé français dont l'identité sera certaine et déclarant avoir été dépouillé dans ledit lieu, ou être parent d'un joueur dépouillé »; que le parag. 3 ajoute : « l'officier de police judiciaire mentionnera dans son procès-verbal, à peine d'annulation de la perquisition, l'accomplissement des formalités prescrites au parag. précédent »;

Attendu que le procès-verbal nº 872, dressé par le commissaire aux délégations judiciaires AR., ne mentionne pas que la maison de jeu qui aurait été tenue par Nguyễn-bích-L. ait été signalée par les rapports de deux fonctionnaires français de la police; que d'autre part les nommés Nguyễn-van-C., Trần-bá-T. et Lê-văn-B., signataires de la dénonciation écrite du 25 septembre 1931, ont été cités devant le tribunal correctionnel et n'ont pas comparu; que leur identité n'est nullement certaine et que rien ne prouve qu'il s'agisse de personnes réelles; que l'autre dénonciation datée du même jour est anonyme; que les cormalités prescrites par l'art. 2, parag. 2, du 20 octobre 1924, n'ont donc pas été fremplies et que par suite il y a lieu d'annuler ledit procès-verbal;

Attendu que la perquisition opérée contrairement aux règles susvisées est également nulle et que les résultats doivent en être écartés des débats; que de plus l'officier de police judiciaire et ceux qui l'ont assisté dans cette opération illégale ne peuvent être admis à déposer sur les faits dont ils n'ont acquis la connaissance qu'au cours de cette visite domiciliaire, qu'en effet le vice radical qui entache le procès-verbal affecte au même degré leur témoignage;

Attendu, il est vrai, qu'en dehors du procès-verbal et du témoignage de l'officier de police judiciaire, des inspecteurs et des agents qui ont effectué la perquisition, il existe les aveux de certains des prévenus, mais qu'il ne peut être tenu compte des aveux faits devant le commissaire aux délégations judiciaires AR. et qui se trouvent consignés dans le procès-verbal dressé par ce dernier, ledit procès-verbal étant nul;

Attendu que devant le tribunal les prévenus Nguyễn-bích-L., Nguyễn-chi-L., Đỗ-đức-T, Trần-văn-K. et Trần-văn-L. ont reconnu avoir joué dans la maison de Nguyễn-bích-L., mais ont ajouté que le jeu avait été organisé entre amis qui avaient voulu se distraire;

Attendu que, si le principe de l'indivisibilité de l'aveu n'est pas applicable en matière criminelle, l'aveu n'en est pas moins indivisible, en l'absence de toute autre preuve et de tous indices, et si les différentes parties de l'aveu sont également probables;

Attendu que de l'information et des débats il ne résulte ni preuves ni indices de la culpabilité des prévenus; que le fait que tous sont secrétaires de l'Administration et que la plupart appartiennent au même service permet de penser,

à défaut de la preuve contraire, que le public n'était pas librement admis dans la maison de Nguyễn-bich-L. et donne un caractère de probabilité aux déclarations des prévenus, suivant lesquelles le jeu n'avait été organisé qu'entre amis, que par conséquent les éléments constitutifs des délits prévus et punis par l'article 410 du Code pénal modifié faisant défaut, c'est à bon droit que le tribunal a prononcé leur acquittement ;

Par ces motifs :

Déclare recevable en la forme l'appel interjeté par le Procureur de la République de Hanoi contre le jugement du Tribunal correctionnel de Hanoi du 14 janvier 1932 ;

Confirme ledit jugement ;

Laisse les frais de 1ère instance et d'appel à la charge de la caisse coloniale ;

Ordonne la restitution des pièces à conviction à leur légitime propriétaire.

LÉGISLATION

ARRÊTÉ du 14 décembre 1931 approuvant la délibération du Grand Conseil des Intérêts économiques et financiers en date du 4 décembre 1931 relative à la réglementation des magasins et dépôts destinés à recevoir des liquides inflammables importés en Indochine (*J. O.*, 27 juillet 1932, p. 2292).

DÉCRET du 2 juin 1932 réprimant le délit d' « emport d'avances ».

DÉCRET du 11 juillet 1932 (promulgué le 29 septembre 1932) portant application en Indochine de lois et décrets relatifs à la répression des fraudes (*J.O.*, 5 octobre 1932, p. 3234).

ARRÊTÉ du 22 juillet 1932 interdisant sur tout le territoire du Tonkin la fabrication, le colportage et la vente des deux qualités de ferment dites « men nấu rượu » et « men làm rượu-nếp » (*J. O.*, 3 août 1932, p. 2421).

DÉCRET du 29 juillet 1932 (promulgué le 15 septembre 1932) modifiant celui du 16 février 1921 et portant création d'une Cour criminelle à Vientiane (*J. O.*, 21 septembre 1932, p. 3 08).

DÉCRET du 29 juillet 1932 (promulgué le 19 septembre 1932) autorisant certains agents à percevoir les amendes encourues par les auteurs des infractions qu'ils auront constatées en matière de police des ports et rades et de police fluviale (*J. O.*, 24 septembre 1932, p. 3058).

ARRÊTÉ du 6 août 1932 fixant les détails d'application du décret du 26 mai 1932 portant organisation du Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine (*J. O.*, 24 août 1932, p. 2685).

DÉCRET du 16 août 1932 (promulgué le 19 septembre 1932) relatif à la désignation des médecins experts devant les tribunaux d'Indochine (*J. O.*, 24 septembre 1932, p. 3060).

ARRÊTÉ du Résident supérieur au Cambodge du 19 août 1932 (approuvé par le Gouverneur général) rapportant purement et simplement celui du 4 février 1930 sur la durée de la gestion des fonctionnaires chargés d'exercer les attributions de greffiers-notaires et de commissaires-priseurs près les tribunaux résidentiels de Battambang et de Kampot (*J. O.*, 24 septembre 1932, p. 3098).

DÉCRET du 21 août 1932 (promulgué le 26 septembre 1932) complétant ainsi qu'il suit l'article 1er du décret du 26 mai 1913 relatif à l'accession à la qualité de citoyen français : « 10° les indigènes de l'Indochine, sujets ou protégés fran-

çais, nés d'un indigène, lorsque ce dernier a été lui-même admis à la jouissance des droits de citoyen français, ou lorsqu'ils ont été adoptés par un Français» (*J.O.*, 1er octobre 1932, p. 3212).

CIRCULAIRE du Gouverneur général de l'Indochine du 22 août 1932 relative à l'application du décret du 31 mai 1932 portant amnistie en ce qui concerne les fonctionnaires (*J. O.*, 3 septembre 1932, p. 2823).

DÉCRET du 23 août 1932 (promulgué le 30 septembre 1932) fixant le tarif des honoraires des notaires en Indochine à l'occasion de l'établissement par eux des actes de toute sorte afférents aux prêts fonciers à moyen et long terme consentis aux propriétaires de rizières en exécution des articles 7 et 8 de la loi du 28 avril 1932 (*J.O.*, 5 octobre 1932, p. 3242).

DÉCRET du 6 septembre 1932 (promulgué le 24 octobre 1932) abrogeant celui du 31 mai 1932 et portant modification des décrets du 16 février 1921 et du 24 août 1931, en ce qu concerne les prélèvements sur les honoraires des notaires en Indochine et les droits de mutation à l'occasion des cessions d'office (*J.O.*, 29 octobre 1932, p. 3514).

DÉCRET du 13 septembre 1932 (promulgué le 14 octobre 1932) complétant celui du 6 janvier 1903 sur le régime de l'indigénat en Cochinchine (*J.O.*, 19 octobre 1932, p. 3366).

ARRÊTÉ du 14 septembre 1932 déterminant les avantages matériels et prestations attachés aux différents emplois du Conseil du Conten ieux administratif de l'Indochine (*J. O.*, 21 septembre 1932, p 3019).

ARRÊTÉ du 14 septembre 1932 fixant, pour une période de trois ans, la composition du Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine (*J. O.*, 21 septembre 1932, p. 3019).

PARTIE PRATIQUE

QUESTIONS DE DROIT USUEL

QUESTION. — *Je tiens une maison de commerce à l'enseigne* Văn-Thụy. *Or, il se trouve que l'usage de ce dernier caractère a été interdit par la Cour de Huế. Comme ma maison est connue depuis de nombreuses années, j'ai tout lieu de craindre qu'une modification, ne fût-ce que dans l'intonation du nom, ne me cause un grave préjudice. Ai-je le droit de passer outre à l'interdiction ? De quelle peine l'emploi d'un caractère labou est-il passible ?*

RÉPONSE. – Une ordonnance royale parue après l'intronisation de S. M. Bảo-đại déclare « interdits » les carac ères *Điển* et *Thụy*. En voici les principales dispositions :

« Le 28e jour du 12e mois de la 10e année Khải-định (10 février 1926)... le nom que porte Sa Majesté étan' *Điển* et *Thụy*, nous (Ministre des Rites) proposons de prescrire que la prononciation de ces mots soit modifiée, que dans les compositions littéraires, ces caractères soient remplacés par d'autres caractères, et qu'il soit interdit d'employer ces caractères pour nommer une personne ou une locali'é. — En ce qui concerne les caractères qui ont la même prononciation que le caractère *Điển* et qui sont formés par le radical *Điển*, il faut modifier leur prononciation dans la conversation ou dans la lecture et modifier leur forme dans les compositions littéraires. L'emploi de ces caractères est prohibé pour les noms d'homme ou de localité. Il y a en tout 14 caractère *Điển*... Quant aux caractères homonymes du carac ère *Thụy*, mais ayant une forme différente, ils doivent être modifiés dans la prononciation. On peut tolérer l'usage de ces caractères dans les compositions littéraires ; mais il est interdit de les employer pour l'appellation d'une personne ou d'une localité. Deux caractères *Thụy* rentrent dans cette catégorie. Les noms des titres des fonctionnaires dans divers bureaux et dans divers Ministères qui contiennent le caractère *Điển* (comme *điển-tịch*, *điển-bạ*, *điển-sử*, etc...) doivent être changés pour montrer notre respect. Lorsque ces caractères se trouvent inscrits sur des pagodes roj ales, sur

les brevets de génie, sur des plaques indiquant le nom des génies, sur des palais royaux, sur des pagodes dédiées aux génies, sur des *hoành-phi* (panneaux), sur des stèles ou sur des moules servant à la fabrication des monnaies, nous proposons de ne pas prescrire le changement de ces caractères...»

« Le Ministère des Rites, ajoute l'ordonnance, a l honneur d'adresser une copie du présent rapport à la Résidence supérieure au Tonkin en la priant de la communiquer aux diverses provinces pour exécution. »

Il résulte de ce dernier paragraphe que l'ordonnance est applicable au Tonkin, à l'exception des villes de Hanoi et de Haiphong Mais les infractions ne sont passibles d'aucune peine. Le Code pénal tonkinois n'en fait pas mention, et le Code Gia-long ne punit que l'emploi simultané des deux caractères qui forment le nom du roi, c'est-à-dire, en l'espèce *Vĩnh-Thụy*. Il semble donc que, même en Annam, l'infraction à l'ordonnance ne constitue pas une contravention relevant des tribunaux.

Voici le texte de l'article 62 du Code Gia-long relatif à la question :

« Quiconque, dans une pièce écrite ou, en adressant une communication au souverain, aura employé par erreur, le mot qui est le nom personnel du souverain ou le nom d'un ancêtre décédé du souverain, sera puni de 80 coups de *trượng* ; si la même erreur irrévérencieuse est commise dans toute autre pièce écrite, la peine sera de 40 coups de rotin. Celui qui aura commis la même offense en employant ce caractère comme nom personnel, sera puni de 100 coups de *trượng*. Celui qui aura employé des caractères différents, mais dont le son est semblable au son du caractère qui exprime le nom du souverain ou le nom d un ancêtre décédé du souverain, ou bien celui qui n'aura employé qu'un des deux caractères qui forment ces noms ne sera jamais passible de ces peines. »

Question. — *Mon père, qui vit encore, a procédé il y a plusieurs années au partage de ses biens entre ses quatre enfants dans un acte dûment certifié par les notables et le* lý-trưởng *du village. Cet acte de partage n'est pas encore enregistré, et ni mes frères ni moi n'avons pris possession de la part qui nous est dévolue. Nos créanciers ont-ils le droit de la saisir? Avons-nous le droit de la vendre à réméré?*

Réponse. — Le partage peut être immédiatement exécuté du vivant de l'ascendant (art. 388 du Code civil tonkinois). Toutefois, tant que l'envoi en possession n'est pas effectif, l'acte de partage peut toujours être révoqué par son auteur (art. 391 du C. C. tonkinois). Il résulte de ces dispositions que vos créanciers n'ont pas le droit de saisir les biens qui vous reviennent dans le partage, et que vous n'avez pas encore le droit d'en disposer.

Question. — *Un terrain vague situé dans le village de N.-l. avait été vendu à un Européen pour une somme de 150$00. Celui-ci a quitté l'Indochine depuis une vingtaine d'années. A sa mort, le terrain, devenu sans maître, a été confié par le Résident de la province au village de N.-l. pour être mis en culture. Puis-je acquérir ce terrain par un acte signé de tous les habitants du village ?*

Réponse. — Le propriétaire du terrain étant un Français, c'est le Code civil français qui s'applique. Les article 767 et 768 de ce Code sont ainsi rédigés :

« Lorsque le défunt ne laisse ni parents du degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit... *A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.* » On dit dans ce cas que la succession est en déshérence.

En droit annamite, la solution serait la même. Le décret II annexé à l'article 83 du Code Gia-long, encore applicable en Annam, est ainsi conçu : « Lorsqu'une famille est éteinte, et qu'il n'y a réellemen aucune personne de la même so che apte à continuer la postérité, les propres filles du défunt pourront recevoir la succession ; s'il n'y a pas de filles, le fonctionnaire local devra rendre compte à l'autorité supérieure et propose *l'emploi des biens à un objet d'intérêt public* ».

Au Tonkin, la solution serait également identique. « Lorsque le défunt, dit le Code civil tonkinois, ne laisse aucun parent au degré successible, l'épouse non divorcée qui lui survit a la pleine et entière disposition de tous les biens de sa succession (art 342). A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise au domaine privé de l'Etat (art. 343).

L'article 31 de l'arrêté du Gouverneur général en date du 15 janvier 1903 est, au surplus, ainsi rédigé : « Dans chacun des pays de l'Union indochinoise le domaine local comprend... 2° les terrains vacants et sans maître »

Vous pouvez, en vertu de ces textes, demander la concession du terrain en question au Résident supér eur au Tonkin. Le village n'en ayant que la garde et non la propriété, vous n'avez pas d'acte à signer avec lui à ce sujet.

VARIÉTÉS

La justice indigène en Annam

(suite)

Tribunal provincial. — Le tribunal provincial est constitué par la collaboration des mandarins provinciaux. Ceux-ci comprennent : 1° Dans les grandes provinces : le tổng-đốc, le quan-bố et le quan-án ; 2° dans les provinces moins importantes : le tuần-phủ et le quan-án ; 3° dans les provinces moyennes : le quan-bố et le quan-án ; 4° dans les petites provinces : le quản đạo seul.

Les mandarins ne se réunissent pas pour examiner ensemble les jugements rendus par les phủ et huyện. C'est le quan-bố pour les affaires civiles et le quan-án pour les affaires pénales qui sont chargés de ce soin. Ce sont eux qui revisent le jugement ou l'approuvent tel qu'il a été rendu. Mais cette révision ou cette approbation rédigées en minute doivent être soumises à la ratification des autres mandarins provinciaux. En résumé, le tribunal provincial n'est pas constitué par la réunion effective de ces mandarins mais par leur collaboration. S'il y a désaccord entre eux, l'avis du tổng-đốc est prépondérant, mais le jugement doit mentionner l'avis des autres mandarins.

Le quan-án et le quan-bố avisent le tổng đốc des affaires dont ils sont saisis.

1° *Quan-án.* — Le quan-án est chargé d'examiner les affaires pénales qui lui sont transmises par les phủ et huyện. Il peut se saisir directement dans les cas graves : brigandage, piraterie, etc., ou lorsqu'il s'agit d'affaires que les phủ et huyện n'ont pu régler pour un des motifs énumérés plus haut. En principe, les plaignants n'ont pas le droit de s'adresser directement au quan-án sans être passé d'abord par le phủ ou le huyện. L'article 301 du Code annamite prescrit en effet, que les plaintes doivent être adressées à l'autorité inférieure dont on relève « en suivant l'ordre hiérarchique et de bas en haut ». Toute violation de cette règle constitue un délit punissable. Il arrive parfois qu'un phủ ou huyện fasse traîner en longueur une affaire dont il a été saisi. Sur la plainte des intéressés, le quan-án peut alors dessaisir le premier juge et évoquer l'affaire devant son tribunal après en avoir avisé le tổng-đốc. Pour les affaires dont il s'est saisi directement, le quan-án fait comparaître par devant lui les prévenus et les témoins. L'enquête se fait comme devant le phủ ou huyện par interrogatoires ou dépositions orales ou écrites. Les premières sont prises en note par

les kinh-lịch, bát-phẩm et cửu-phẩm. Les dépositions écrites sont rédigées par les intéressés, Les prévenus et les témoins signent leurs interrogatoires et dépositions après lecture. Dans les affaires très graves, ces formalités ont lieu devant le tổng-đốc, mais toujours par les soins du quan-án. Lorsqu'il s'agit d'affaires déjà jugées en premier ressort par les phủ et huyện, le quan-án ne refait pas en général l'instruction, à moins qu'il n'y ait eu réclamation.

La minute du jugement est rédigée par les kinh-lịch, bát-phẩm et cửu-phẩm qui sont responsables des erreurs commises dans les écritures. Une fois prête, cette minute est soumise au visa du quan-án, du quan-bố et du tổng-đốc ou tuần-phủ, après avoir été signée par les secrétaires qui l'ont rédigée.

Il peut arriver que les mandarins provinciaux ne soient pas d'accord au sujet d'un jugement : dans ce cas, l'avis du tổng-đốc est prédominant et doit l'emporter, mais le quan-án et le quan-bố peuvent alors refuser de signer la minute modifiée selon les instructions du tổng-đốc. C'est au nom du tổng-đốc d'ailleurs que le jugement est rédigé, mais la grande part de responsabilité en revient au quan-án. Ceci s'explique par le fait que toutes les correspondances officielles envoyées à la Cour par la proviace sont faites au nom du tổng-đốc. Aussi sur la copie au net du jugement ne figure que le cachet du tổng-đốc et les signatures des rédacteurs. Si le quan-án ou le quan-bố n'approuvent pas un jugement, modifié contre leur avis par le tổng-đốc, ils ont toujours le droit de mettre leurs observations en marge sur le jugement et en outre d'envoyer directement un rapport à la Cour.

Dans les provinces où il n'y a pas de tổng-đốc ou tuần-phủ, le quan-án et le quan-bố apposent leur cachet sur la copie du jugement. Si le quan-bố se refuse à le faire pour cause de désaccord avec son collègue, ce dernier expédie quand même le jugement à la Cour, et le quan-bố peut, s'il le juge convenable, le faire accompagner d'un rapport.

Il arrive très fréquemment que le quan-án approuve tel quel le jugement rendu par un phủ ou huyện. S'il veut y faire apporter des modifications peu importantes, il peut le renvoyer au premier juge, lequel a le droit, bien entendu, de refuser de faire les modifications demandées, auquel cas le quan-án y procède lui-même, mais en transmettant toujours au ministère compétent le texte intégral du premier juge.

Les délais accordés au quan-án pour l'examen d'une affaire sont les mêmes que ceux impartis aux phủ et huyện. S'il a besoin d'un délai supplémentaire, la Cour seule peut le lui accorder après avoir reçu de lui les explications nécessaires.

2° *Quan-bố*. — Le quan-bố s'occupe des affaires concernant les finances, les terrains, le recrutement des linh, les travaux publics, le personnel administratif, etc. Il procède exactement comme le quan-án. Ses jugements sont soumis au visa de ce mandarin comme à celui du tổng đốc ou tuần-phủ. Ils sont rédigés au nom du chef de la province, comme les jugements prononcés par le quan-án.

3° *Tổng-đốc ou tuần-phủ*. — Le tổng-đốc ou tuần-phủ est le représentant du pouvoir royal dans la provinde qu'il administre. Il est chef de tous les services provinciaux et a sous ses ordres tout le personnel de ces services. Il correspond seul avec la Cour, aucun autre mandarin n'ayant le droit d'envoyer une lettre à la Cour sans qu'il la vise préalablement.

Dans l'espèce de conseil que forment les mandarinss provinciaux, le tổng đốc ou tuần-phủ a donc la prépondérance. Il peut user de cette prépondérance pour essayer d'amener le quan-án et le quan-bố à partager sa manière de voir, mais il ne peut mettre aucun de ces mandarins en dehors d'une affaire de justice. Il a le droit de faire lui-même l'enquête et de procéder aux interrogatoires, mais toujours avec le concours du quan-án. Les employés qui l'assistent alors sont ceux du quan-án. Si le quan-án a des intérêts dans une affaire, il doit décliner lui-même de la juger. Elle est alors soumise au tổng-đốc qui la juge avec le concours du quan-bố. Cette situation est spécifiée dans le jugement. Si c'est le quan-bố qui est en cause, les choses se passent de la même façon, et c'est le tổng-đốc qui juge et prend l'avis du quan-án. Dans tous les cas, le tổng-đốc peut exclure d'un jugement soit le quan-án, soit le quan-bố, s'il a des suspicions contre eux. Mais il lui faut, pour agir ainsi, une autorisation spéciale de la Cour.

Le tổng-đốc ou tuần-phủ peut, lui aussi, être intéressé dans une affaire. Il décline alors de s'en occuper et le jugement qui explique la situation porte les cachets du quan-án et du quan-bố. C'est la même façon de procéder qui est suivie lorsqu'un des mandarins provinciaux est absent.

Le rôle du tổng-đốc ou tuần-phủ consiste donc à examiner les jugements qui lui sont remis par le quan-án ou le quan-bố. S'il n'approuve pas les conclusions de ces jugements, il peut demander à ces mandarins de les modifier. Ces derniers ont le droit de refuser. Si l'accord ne se fait pas, le tổng-đốc transmet le jugement à la Cour, en y ajoutant son avis. Le tổng-đốc n'a pas le droit de dessaisir le quan-án ou le quan bố pour juger lui-même une affaire. Il doit attendre d'abord que l'un de ces mandarins ait rendu son jugement, après quoi il est libre de faire une enquête supplémentaire et d'ajouter au jugement sa manière de voir. En d'autres termes, si le tổng-đốc a la direction de tous les services, et si rien ne peut se faire en dehors de lui, il ne peut rien faire lui-même qui intéresse le quan-án ou le quan-bố sans que ceux-ci soient mis au courant.

Le jugement, une fois examiné par les mandarins provinciaux, est envoyé directement par leurs soins au ministère compétent. Ils adressent en même temps une copie au résident chef de province. Celui-ci n'a pas à s'immiscer dans le fonctionnement de la justice indigène. Il ne doit en aucun cas influencer les juges et encore moins leur demander de modifier un jugement prononcé par eux. Mais tout en laissant à ceux-ci l'entière responsabilité de leurs actes vis-à-vis de la Cour dont ils dépendent, les résidents, grâce aux moyens dont ils disposent, peuvent contrôler efficacement la bonne marche de la justice indigène et la stricte application des lois et règlements, et leur devoir est de signaler au Résident supérieur les abus et les erreurs commis par les juges annamites.

Les jugements ne comportant que des condamnations à des peines dites « de rotin », c'est-à-dire de 3 à 15 piastres d'amende ou de un à cinq mois de prison, deviennent définitifs et sont rendus exécutoires lorsque le résident y a donné son avis conforme. Mais cette règle ne s'applique pas :

1° En cas de divergence de vues entre le résident et les mandarins provinciaux ;

2° Lorsqu'il s'agit de jugements dans lesquels sont impliqués un ou plusieurs mândarins ou agents du Gouvernement annamite ;

3° Lorsqu'il s'agit de condamnations à des peines de rotin contre des personnes qui ont été impliquées dans un fait grave faisant l'objet d'un autre jugement comportant des condamnations supérieures à celles du rotin.

Dans ces trois cas, de même que lorsqu'il s'agit de peines autres que celles du rotin, la procédure ordinaire suit son cours. Le Résident fait traduire le jugement. Il l'étudie, il y joint une fiche portant ses remarques et observations et il envoie le tout à la Résidence supérieure (délégation de la justice). Les observations des résidents n'ont donc pas d'autre but que de permettre au Résident supérieur d'avoir en main tous les éléments nécessaires pour s'éclairer avant de donner son approbation à la décision prononcée par la Cour.

En résumé, l'intervention des résidents se borne:

1° à contrôler le bon fonctionnement de la justice indigène;

2° à signaler au Résident supérieur ce qui leur paraît contraire à l'équité ou à la loi.

Ministère. — Les jugements rendus par les mandarins provinciaux sont envoyés directement par leurs soins au ministère compétent, c'est-à-dire:

au ministère de la Justice pour les affaires criminelles;

au ministère des Finances pour les affaires de finances, terrains, rizières, immeubles, etc.;

au ministère de l'Intérieur pour les jugements concernant les fonctionnaires ayant commis des fautes dans l'exercice de leurs fonctions;

au ministère de la Guerre pour les affaires militaires et celles concernant les linh et les tram;

au ministère des Rites pour les affaires de rites, étiquette, préséance, titres, etc.;

au ministère des Travaux publics pour les affaires de travaux, entreprises, entrepreneurs, etc.

Chaque ministère comprend, en dehors du ministre, trois mandarins supérieurs qui lui sont adjoints, savoir: le tham-tri, le thị- ang et le á-lý. Ces mandarins ont le droit de donner leur avis et de prendre part aux décisions. Les affaires sont réparties entre deux bureaux:

le bureau de gauche, pour les affaires des provinces du Sud, dirigé par un lang-trung (chef de bureau) et un chủ-sự (sous-chef de bureau);

le bureau de droite, pour les affaires des provinces du Nord, dirigé par un viên-ngoại (chef de bureau) et un tư-vụ (sous-chef de bureau).

Ces bureaux comportent un certain nombre de rédacteurs (bát-phẩm et cửu-phẩm) et de secrétaires (thừa-phái).

Quand un jugement arrive au ministère, il est, après enregistrement, remis au bureau compétent. Ce bureau l'examine et rédige la minute de la lettre du ministère relative au jugement en question avec toutes les modifications qu'il croit devoir y apporter. Cette minute est signée par le lang-trung ou le viên-ngoại, puis elle est présentée aux mandarins supérieurs du ministère. Chacun d'eux y appose sa signature en ajoutant, le cas échéant, les observations qu'il croit utile de présenter. Le projet de jugement ainsi signé est présenté au ministre qui, s'il l'approuve, y appose son visa. S'il ne l'approuve pas, il y apporte les modifications qui lui paraissent nécessaires Le jugement est alors mis au net et envoyé à la Résidence supérieure.

ALBERT BONHOMME

(*La Justice en Indochine*, chap. II, *L'Annam*, p. 159-164)

CHRONIQUE

L'esclavage et la S. D. N. (1)

Au mois de mai 1932 s'est réuni, convoqué par le Conseil de la Société des Nations, un Comité d'experts internationaux pour examiner le problème de l'esclavage. Cette réunion, tenue au siège de la S. D. N., à Genève, a été provoquée par les discussions qui se sont élevées au sein de la 6e Commission de l'Assemblée au cours du mois de septembre 1931. On y avait affirmé que l'esclavage subsistait encore de par le monde et qu'il était nécessaire de renforcer les moyens de lutte contre ce fléau, notamment par une modification de la convention internationale signée en 1926. Certains ont même précisé qu'il existe pour l'heure près de cinq millions d'esclaves, d'autres ont laissé entendre que les grandes puissances coloniales n'ont pas pris toutes les mesures voulues pour assurer la disparition de l'esclavage.

A vrai dire, le problème est des plus complexes; il soulève de multiples questions et touche à bien des points délicats. Tout d'abord, le terme « esclavage » englobe toute une série d' « états » corrélatifs à des situations sociales particulières, nées de la coutume ou de la législation indigène. Ensuite, on englobe, et c'est le cas de la convention de 1926, dans l'esclavage toutes les formes de travail servile. Là encore, une discrimination s'impose, mais celle-ci n'est guère facile à effectuer d'une façon rationnelle. On comprend donc la nécessité de faire appel à des « techniciens », comme vient de le faire la S. D. N.

Il est certain que le fait de voir l'institution genevoise se pencher sur l'esclavage ne laisse pas de troubler l'esprit. On a peine à s'imaginer qu'après 1848, qu'après les lois draconiennes sur la traite, qu'après la guerre de sécession, qu'au lendemain de l'occupation effective de tout le Continent noir, qu'au moment de la modernisation de l'Asie, la plaie de l'esclavage soit encore ouverte. Et pourtant cela est; il y a des centaines d'esclaves en Afrique, et, il n'y a pas longtemps, en mars 1932, une razzia de traitants s'abattait sur d'humbles villages du Soudan anglo-égyptien, razzia qui fut réprimée rapidement, il est vrai. Il existe des marchés d'esclaves en Arabie et la vente « non déguisée » des enfants,

---

(1) D'après la *Revue des sciences politiques*, juillet-septembre 1932, p. 439-449 : Maurice Besson, *Le problème de l'esclavage devant l'opinion et devant la Société des Nations*.

le *tao-sai*, a lieu en Chine, malgré les édits et en raison même de l'anarchie qui règne dans l'ex-empire du Milieu. Nous connaissons dans les colonies françaises des survivances de l'institution en question, l'esclavage de case entre autres; d'autres formes de « travail servile » demeurent encore et le législateur n'est pas, peut-être, suffisamment pourvu de moyens répressifs.

En ce qui concerne l'Indochine, la suppression du « statut légal » de l'esclave est maintenant réalisé ; on sait qu'au Cambodge, il existait des « esclaves du roi » ; le nouveau Code civil cambodgien a aboli cette institution. Il en est de même au Laos, où les récents codes laotiens, publiés en 1928, réglementent très étroitement cette question. Il y a lieu de signaler l'absence d'esclavage en Cochinchine et en Annam et, à ce sujet, il est intéressant d'indiquer qu'anciennement, n'étaient esclaves que les prisonniers de guerre et les parents des criminels.

Mais dans quelle mesure se maintiennent les formes larvées de l'esclavage? Et, tout d'abord, quelles sont-elles? Au cours des travaux de la Commission temporaire de l'esclavage, qui avait préparé, à Genève, les éléments de la Convention internationale de 1926, on avait été amené à distinguer, comme subsistant encore, l'esclavage domestique et la captivité de case, les captifs de chefs, les ventes déguisées de femmes et d'enfants, les mises en gage pour dette.

Le mécanisme de cette dernière institution a été résumé ainsi dans le rapport de la Commission temporaire de l'esclavage : « La coutume générale des Noirs avant l'arrivée des Européens était qu'un débiteur pouvait mettre en gage entre les mains de son créancier, soit un de ses esclaves, soit un serf ou un membre de sa famille avec l'agrément du chef de celle-ci. Cette pratique peut paraître inhumaine, mais souvent le créancier ne devenait aucunement propriétaire de son gage. Il ne pouvait ni le vendre ni le mettre en gage à son tour sans contrevenir à la coutume ayant force de loi. Par ailleurs, il devait le nourrir, le loger et le vêtir durant le temps qu'il le conservait par devers lui. Il avait, en échange, le droit de l'employer comme bon lui semblait, le travail fourni par le gage au créancier venant ou ne venant pas en déduction de la dette, selon les usages locaux. » Pratiquée en Afrique, la mise en gage pour dette se retrouve dans plusieurs pays d'Extrême-Orient. Ainsi, dans les tribus Moï d'Indochine, un indigène qui n'a pas les moyens d'acheter un buffle, se mettra « en gage » pour un temps représentant la valeur d'achat. Nous sommes en présence d'une sorte de contrat très primitif.

Enfin, sur ce que l'on pourrait appeler les « confins de l'esclavage », errent encore certaines formes de servitudes contractuelles relatives à l'emploi de la main-d'œuvre industrielle et agricole dans les pays à populations indigènes, comme certaines contraintes par voie de contrats d'engagement léonins ou par voie de pratiques répréhensibles, comme l'obligation de s'endetter au profit de l'employeur ; rentrent dans ces catégories le péonage en Amérique du Sud, le maintien légal du recrutement obligatoire pour des entreprises privées. On pourrait aussi se demander dans quelle mesure le travail forcé organisé par les Soviets est ou non une forme de l'esclavage.

L'élection d'un Annamite au Conseil de l'Ordre des avocats et le Comité de l'Asie française.

Les avocats du ressort de la Cour d'Appel de Saigon avaient récemment à élire leur bâtonnier et cinq autres membres du Conseil de l'ordre. Ils tinrent à réserver une place à un confrère annamite, M. TRẦN-VĂN-CHƯƠNG. « Le nouveau membre du Conseil de l'ordre, dit *L'Asie française* dans son numéro de mai 1932 (p. 179), n'est pas inscrit depuis longtemps au barreau : c'est seulement il y a deux ans (on se le rappelle) que, sur les instances du gouverneur général, l'accès du barreau a été ouvert aux indigènes. Cette réforme, longtemps réclamée par l'élite annamite, eût pu se heurter à la mauvaise humeur des avocats défenseurs français dont elle supprimait le fructueux monopole. Comme on le voit, les membres français du barreau ont fait preuve d'une grande largeur d'esprit et explicitement approuvé le nouvel état de choses.»

Nominations, mutations, congés, etc.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 18 juillet 1932 : M. PHAN CAO-ĐOÁN (Joseph-André), greffier du tribunal de Long-xuyên, est appelé à remplir p. i. les fonctions de greffier-notaire du tribunal de 1ère instance de Tourane, en remplacement de M. AFFONÇO, hospitalisé. La durée de cet intérim est fixée pour un minimum de six mois.

Par arrêté du Ministre des Colonies du 23 juillet 1932, M. COLLET (Marcel), avocat général près la Cour d'appel de Saigon, est mis à la disposition du Résident supérieur Annam pour remplir les fonctions de conseiller-juriste auprès du Gouvernement de Huế, et placé en service détaché pour une période de deux années.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 4 août 1932, M. DE NAS DE TOURRIS (Charles-Simon-Théodore), greffier de la Justice de paix à compétence étendue de Vinh, est appelé à remplir p. i. les fonctions de greffier-notaire du tribunal de Bắc-liêu (Cochinchine) en remplacement de M. CASIMIR (Léonce), greffier titulaire, appelé à d'autres fonctions. La durée de cet intérim est fixée pour un minimum de six mois.

Par décret du 4 août 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice :

M GIORDANI, procureur de la République près le tribunal de première instance de Vĩnh-long est nommé, sur sa demande, substitut du procureur général près la Cour d'appel de l'Afrique équatoriale française, en remplacement de M. LÉOPOLD LÉGER.

M. LÉOPOLD LÉGER, substitut du procureur général près la Cour d'appel de l'Afrique équatoriale française, est nommé, sur sa demande, procureur de la République près le tribunal de première instance de Vĩnh-long en remplacement de M. GIORDANI.

Par décret du 13 août 1932, rendu sur la propositon du Ministre des Colonies et du Garde des Seaux, Ministre de la Justice, M. LE BONHEUR, docteur en

droit, élève breveté de l'Ecole coloniale est, sur sa demande, faute de vacances dans l'emploi de juge d'instruction de 2e classe ou dans un emploi équivalent, nommé juge suppléant dans le ressort des cours d'appel de l'Indochine.

Par décret du 13 août 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont nommés :

Avocat général près la Cour d'appel de Saigon, M. GAYE, président du tribunal de Hanoi, en remplacement de M. COLLET, placé en service détaché;

Président du tribunal de Hanoi, M. GARRIGUES, conseiller à la Cour d'appel de Saigon, en remplacement de M. GAYE ;

Conseiller à la Cour d'appel de Saigon, M. SICÉ, président du tribunal de Mỹ-tho, en remplacement de M. GARRIGUES ;

Président du tribunal de Mỹ-tho, M. FAURIE, ancien avocat-défenseur en Indochine, en remplacement de M. CICÉ.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 2 septembre 1932 :

Me NGUYỄN-THOI-TU, huissier près le tribunal de 1ère instance de Vĩnh-long, est destitué des fonctions dont il est titulaire.

M. NGUYỄN-TÀN-LOI, ancien clerc d'huissier, est nommé huissier près le tribunal de 1ère instance de Vĩnh-long, en remplacement de M. NGUYỄN THOI-TU.

Nécrologie

Nous apprenons avec regret le décès de M. AFFONÇO (Gabriel-Marie-Stanislas-Ludovic), greffier-notaire près le Tribunal de première instance de Tourane.

Ce fonctionnaire, né le 12 avril 1878 à Pondichéry, débuta dans l'Administration en qualité de commis-greffier auxiliaire le 12 mars 1900 et fut successivement nommé commis-greffier de 3e classe le 5 avril 1902, de 2e classe le 22 octobre 1907, de 1ère classe le 11 août 1910, commis-greffier principal le 14 juillet 1914, greffier de la Justice de Paix de Biên-hòa le 7 avril 1918, greffier du tribunal de 3e classe de Rạch-giá le 19 février 1922, greffier du Tribunal de 3e classe de Long-xuyên le 11 décembre 1922, greffier du Tribunal de 2e classe de Tourane le 24 novembre 1923.

M. AFFONÇO est décédé à l'hôpital de Huế le 2 août 1932 (*J. O.* 20 août 1932, p. 2668).

BIBLIOGRAPHIE

Ernest HOEFFEL, docteur en droit, administrateur-adjoint des Services civils de l'Indochine. — *De la condition juridique des étrangers au Cambodge.* — Strasbourg, Imprimerie centrale Charles Hiller, 1932, in-8°, 136 p.

L'ouvrage solidement établi que M. E. HOEFFEL a consacré à la condition juridique des étrangers au Cambodge, comptera parmi les meilleurs que l'on possède sur la question. Il est divisé en trois parties : 1° De la condition juridique des étrangers dans l'ancien Cambodge ; 2° De l'évolution de la condition juridique des étrangers sous l'influence du protectorat français ; 3° De la détermination de la condition juridique actuelle des étrangers au Cambodge.

On ne devra certes pas demander à cet ouvrage des proportions exactes, des doctrines générales fermes ; mais on y admirera en revanche l'extrême abondance de faits précis, puisés dans les textes, une grande connaissance du sujet et une appréciation judicieuse des données légales. Qui voudra s'initier à la question et en prendre une idée d'ensemble continuera de se servir de l'étude de M. M[aurice] H[ABERT], conseiller-juriste auprès du Gouvernement cambodgien (*Evolution de la condition juridique des étrangers au Cambodge*), publiée en mars 1925 dans *Extrême-Asie*, p. 168-170, étude que M. E. HOEFFEL a omise dans sa « Bibliographie » ; mais, si l'on veut pousser les recherches plus avant, il sera indispensable d'y joindre la thèse de ce dernier. Elle n'offre à vrai dire rien de très neuf ni dans ses résultats, ni même dans la façon dont sont présentés les faits ; mais elle a le mérite d'avoir groupé des textes et des renseignements qui étaient un peu épars, elle les rassemble, les met sous les yeux, et par là provoque à la réflexion. Je m'étonne seulement qu'à propos de l'article 7 de la convention du 11 août 1863 il ait écrit (p. 50) : « L'entrave apportée à la souveraineté de la loi locale par l'article 7 de la convention du 11 août 1863, en soustrayant, en partie, les sujets cochinchinois aux autorités judiciaires cambodgiennes, avait entamé l'intégrité du pouvoir juridictionnel royal. » — « Mais, dit avec plus de raison M. M[aurice] H[ABERT] (*loc. cit.*, p. 168), d'après le contexte de la partie de l'article relative à cette matière, il paraît évident qu'il ne s'agit en l'occurrence que des crimes commis au Cambodge par des sujets français, au préjudice de Français ou Européens ; l'aide et l'assistance imposées aux autorités cambodgiennes pour la recherche, l'arrestation et la délivrance des coupables aux autorités françaises, manifestent suffisamment l'intention exacte sur ce point des parties contractantes. »

Ce sont, avec quelques autres erreurs (1), de très légères taches. M. E. HOEFFEL a le mérite d'avoir bien classé les faits : quelques-uns se trouvaient déjà à vrai dire dans certains manuels, mais ses chapitres sont beaucoup plus amples, écrits avec soin, et le tout sera en somme utile à consulter.

PAUL BOUDET, archiviste-paléographe, directeur des Archives et des Bibliothèques de l'Indochine, et REMI BOURGEOIS, archiviste-paléographe, conservateur des Archives et des Bibliothèques de l'Indochine. — *Bibliographie de l'Indochine française, 1927-1929.* — Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1932, grand in-8°, VII-240 p. (Ecole française d'Extrême-Orient).

Je n'ignorais pas que la littérature relative à l'Indochine était énorme, mais j'étais loin de penser qu'elle formât, pour les années 1927-1929, un amas aussi prodigieux que celui que nous révèle le labeur bibliographique de MM. BOUDET et BOURGEOIS (2). Il n'est pas d'érudit, quelque universel qu'il soit, qui puisse songer à connaître et, à plus forte raison, à contrôler un pareil ensemble de données. Pour ma part, je me suis contenté d'étudier les rubriques du droit annamite, — qui sont loin d'être complètes ; je relève le fait non pas pour en faire un reproche aux auteurs de ce travail aussi fastidieux que méritoire, mais uniquement pour montrer que le plus consciencieux labeur ne peut jamais aboutir à un répertoire *complet*, hantise et désespoir de tous les faiseurs de bibliographies. C'est comme une modeste contribution aux *Addenda* de leur catalogue que je note, à l'usage de MM. BOUDET et BOURGEOIS, les articles suivants : André DURETESTE, *Le taux judiciaire du change en Indochine et les sociétés par actions* (Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales... D. PENANT, 1927, 2e partie, p. 1-6) ; — Ch. LÉONARDI, *L'usure en Cochinchine* (*ibid.*, p. 21-35), article publié d'abord, sauf les deux dernières pages, en mai-juin 1926, dans *Extrême-Asie*, p. 226-231, 281-285 ; — E. MAGUET, *Le nouveau régime des concessions domaniales de l'Indochine* (*décret du 4 novembre 1928*). Considérations générales. La détermination des compétences (Recueil... D. PENANT, 1928, 2e p., p. 21-26) ; — X, *De la propriété des trophées de chasse en Cochinchine.* Observations critiques sur l'application de l'art. 20 de l'arrêté du 11 mars 1926 et de l'art. 16 du décret du 18 janvier 1925 (*ibid.*, 1927, 2e p., p. 17-20).

---

(1) Telles que Chenla (p. 11) pour Tchen-la, etc.

(2) Une bibliothèque d'imprimés, fût-elle riche comme celle de l'Ecole française d'Extrême-Orient, sera toujours pauvre par rapport au débordement incessant de la production humaine. Que de trésors entassés sur les rayons d'après la *Bibliotheca Indosinica*, *Dictionnaire bibliographique des ouvrages relatifs à la Péninsule indochinoise*, qu'Henri CORDIER a publiée avec tant de compétence, de 1912 à 1915 ! Que de lacunes cependant, dont les suppléments de MM. BOUDET et BOURGEOIS nous apprendront qu'elles sont comblées au moins en partie !
Certains bibliothécaires regrettent amèrement l'interdiction qui empêche les dépôts publics de jeter du lest et qui les condamne à garder nombre d'imprimés, à l'égard desquels un autodafé dévorant serait une mesure bienfaisante et que l'encombrement rendra nécessaire. Qui de nous vivra assez longtemps pour assister à une de ces exécutions ? De tels incendies volontaires, préparés à la suite d'un triage prudent, me sembleront des feux de joie.

En général, on peut dire que ce qui fait défaut, c'est la totalité des notes et observations doctrinales publiées sous les décisions de jurisprudence dans le *Recueil* PENANT et dans le *Journal judiciaire de l'Indochine*. Assurément, c'était une tâche énervante et, dans une certaine mesure, inutile d'en faire le relevé minutieux; mais je fais remarquer qu'il y a des articles de journaux, moins intéressants encore, qui encombrent les colonnes de la *Bibliographie* de MM. BOUDET et BOURGEOIS. D'autre part, les volumes collectifs, tels que *L'Indochine* de M. G. MASPERO et la *Mythologie asiatique* de M. P.-L. COUCHOUD, n'ont pas été dépouillés afin d'attribuer *suum cuique*.

Mais je m'arrête dans ce travail ingrat d'épluchage pour ne pas avoir l'air, malgré moi, de trouver plus de défauts que de mérites à un travail éminemment utile et que, plus tard, des recherches analogues, poursuivies en cinquante endroits divers, et réunies par les auteurs eux-mêmes en un supplément général, pourront amener tout près de la perfection, pour autant qu'elle est accessible à une œuvre humaine.

Recueil général de la législation et de la réglementation de l'Indochine. Supplément de 1930. 1ère partie: Lois, décrets, arrêtés et circulaires ministériels; 2e partie: Décisions et circulaires du Gouverneur général et des Chefs d'administration locale; et 3e partie: Ordonnances des Souverains de l'Annam, du Cambodge et de Luang-Prabang. Publié par le Service de Législation et d'Administration du Gouvernement général. — Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1932, grand in-8°, 1591 p.

Un répertoire des lois, décrets, arrêtés, décisions et circulaires en vigueur en Indochine, publiés d'après les textes officiels et classés dans l'ordre chronologique, avec une table analytique, est toujours utile quand il est fait avec soin et méthode. On y trouve plus facilement que dans le *Journal officiel* et dans les *Bulletins administratifs* le texte dont on a besoin; on gagne du temps et évite des recherches parfois embarrassantes, étant rapidement informé par la table méthodique qui termine le volume. Celle du *Recueil* du Service de législation répond-elle à ce qu'on attend d'un index de ce genre? J'ai le regret de dire que non. Tout d'abord, je signalerai l'inconvénient de rubriques trop compréhensives sous lesquelles sont entassées des matières que que peu hétérogènes. Bien que les renvois, très rares d'ailleurs, mis à leurs places corrigent ce défaut, je ne vois pas quel avantage l'auteur a cru recueillir pour ses lecteurs en leur présentant tour à tour, sous le titre général de « Contributions directes» (p. 1521-1525), la « détermination des zones de divers centres en vue de l'établissement de la taxe foncière urbaine », la « classification (*sic*) du kapokier en (*sic*) 2e catégorie des cultures diverses », la création d'une 5e catégorie de cultures..., la fixation du tarif des frais de poursuite, l'impôt des barques, etc., le tout confondu parmi les contributions directes proprement dites.

En revanche, plusieurs rubriques ne sont accompagnées d'aucun renvoi. Au mot « Justice indigène », par exemple, on lit le sommaire des textes relatifs

à l'organisation judiciaire. Doit-on conclure qu'il n'a été pris en 1930 aucun arrêté sur la législation indigène, et qu'on ne rencontre dans le présent supplément aucune disposition sur la matière? Beaucoup y sont pourtant; seulement elles figurent, non munies des renvois indispensables, sous le mot « Codes indigènes ». C'est, dira-t-on, un oubli involontaire. Soit; mais que penser de la rubrique « Protection de la santé publique »? Pour être logique, il aurait fallu classer « Monuments historiques » à « Protection », « Conservation », « Classement » et « Déclassement ».

Je ne suis pas de ceux qui critiqueront l'emploi du premier mot du titre; j'aurais voulu seulement qu'il y eût des renvois de « Protection de la santé publique» à « Santé publique », à « Police sanitaire » et à « Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes ».

Sous quelle rubrique trouver l'arrêté sur la fourniture de l'eau potable dans la ville de Cần-thơ (24 septembre 1930, p. 1185-1193), l'arrêté sur la distribution de l'essence au moyen d'appareils fixes ou mobiles (2 novembre 1930, p. 1297-1299), etc.?

J'arrête ici ces remarques, auxquelles j'en pourrais ajouter bien d'autres. Toutes les tables du *Recueil général* appellent des observations de cette nature, et l'on trouve toujours à reprendre même dans les meilleures; telle qu'elle est, celle-ci est un progrès.

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes. Paraissant mensuellement sous le patronage du Ministère des Colonies et des Gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de Madagascar et de l'Indochine, avec le concours de MM. Carde, Olivier et Pasquier, gouverneurs généraux. Directeur: D. Penant, ancien notaire, ancien délégué élu des Colonies françaises, membre du Conseil supérieur des colonies. Paris, 33, Chaussée-d'Antin. 42e année, nos 448-453, janvier-juillet 1932.

Il est inutile de recommander une revue qui, dès son apparition, en juin 1891, s'est imposée, comme celle-ci, à l'estime des spécialistes. Le nom des collaborateurs actuels (MM.: A. Boudillon, directeur honoraire de l'Enregistrement et des Domaines; A. Dureteste, avocat à la Cour de Paris, ancien avocat-défenseur au Tonkin; P. Lampué, professeur à la Faculté de droit de Caen; R. Olivier, avocat général *p. i.* près la Cour d'Appel de Hanoi; R. Pommier, avocat à la Cour de Paris; H. Solus, professeur à la Faculté de droit de Paris, etc.) suffit à garantir l'excellence des observations doctrinales publiées sous les principales décisions de jurisprudence. Les auteurs ont su incorporer à leurs notes, sans rien leur faire perdre de leur clarté, les résultats des travaux consacrés, durant ces dernières années, au droit indigène. On admirera particulièrement, dans les articles relatifs à l'Indochine, le parti qu'ils en ont tiré et le tact critique avec lequel ils les ont mis en œuvre. D'un bout à l'autre des six derniers numéros se révèle la compétence des maîtres connaissant à fond toutes les questions dont

ils traitent, ayant lu tous les travaux et toutes les décisions qu'ils citent et s'étant fait sur chacun d'eux une opinion personnelle. Les annotateurs, dans ces numéros comme dans les précédents, ont écarté toute polémique : ils se contentent de signaler, avec la conscience légitime de l'autorité qui s'attache à leurs jugements, les conclusions qu'ils rejettent. « Il n'est pas à notre connaissance, dit l'un d'eux (p. 7), que la question résolue par l'arrêt de la Cour d'Appel de Hanoi en date du 23 septembre 1931 [« la demande en justice présentée par une femme annamite au tribunal, tendant à se voir autorisée à s'établir à part de son mari, c'est-à dire séparément de celui-ci, et à ce qu'elle se vît attribuer, en conséquence, une partie des rizières lui appartenant, est une sorte de séparation de corps qui n'existe pas en droit indigène »] ait été déjà soumise aux tribunaux, mais on peut se demander quelle serait la solution si elle se présentait entre Annamites sujets français, tant au Tonkin, dans les concessions françaises, où le *Précis de législation annamite* du 3 octobre 1883 n'a pas été promulgué, qu'en Cochinchine. Il n'est pas logique, semble-t-il, de penser que la prétention de la femme d'avoir le droit de vivre hors du domicile conjugal ne serait pas admise, étant donné que la faculté laissée aux époux de demander le divorce par consentement mutuel est reconnue par l'une comme par l'autre des deux législations. »

« S'appuyant écrit M. H. Solus (p. 193), sur la coutume en vigueur au Tonkin et relatée dans le *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite* (question nº 182), la Cour d'Appel de Hanoi décide (le 25 mars 1931) que le divorce par consentement mutuel est permis entre indigènes. » Relevons ici une légère erreur. Le divorce par consentement mutuel est admis non seulement par la coutume, mais aussi par le Code Gia-long, qui s'exprime en ces termes dans son article 108 : « Si l'époux et l'épouse ne sont pas d'accord ensemble et que tous deux désirent se séparer, ils ne seront pas incriminés (du moment où ils sont désunis de sentiments, il est impossible de les maintenir unis par la force). » (*Le Code annamite*, trad. Philastre, 2e éd., t. I, p. 536-537.)

Mais en général, ces commentaires, où les auteurs ont mis tant de conscience, ne méritent que des éloges ; par leur valeur, ils ne dépareront point le *Recueil*, car nul n'a poussé plus loin que nos auteurs le souci de l'exactitude scrupuleuse et la curiosité du détail qui distinguent les travaux juridiques modernes. L'observation suivante (p. 205) en est une preuve : « Par le traité du 6 juin 1884, l'Empereur d'Annam avait cédé en toute propriété à la France les villes de Haiphong et Hanoi au Tonkin, de Tourane en Annam, et cette cession avait été considérée, jusqu'en 1931, comme une cession de souveraineté. Notamment un arrêt de la Cour d'Appel de Hanoi, en date du 17 novembre 1897, s'était prononcé formellement en ce sens : les Annamites de Hanoi, Haiphong et Tourane, étant nés en territoire considéré comme français sont sujets français, alors que les Annamites nés au Tonkin ou en Annam, en dehors de ces trois villes, ne sont que protégés français. Et, puisque les originaires de Hanoi, Haiphong et Tourane sont sujets français, les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître de leurs différends... Il convient d'ajouter qu'en 1931, l'interprétation donnée au traité de 1884 et à l'ordonnance de l'Empereur d'Annam du 3

octobre 1888, qui complète ce traité, a été complètement modifiée. Depuis 1931, le Gouvernement général a estimé que la cession en propriété de Hanoi, Haiphong et Tourane ne correspondait nullement à une cession de souveraineté. En conséquence, il a envisagé, l'an dernier, d'instituer dans ces trois centres des tribunaux indigènes. La commission de réorganisation judiciaire, qui fonctionne auprès du Ministère des Colonies, n'a pas partagé cette opinion, et l'institution des juridictions annamites dans nos concessions a été ajournée. D'autre part, le Département a saisi le Comité consultatif du contentieux des colonies de l'interprétation à donner au traité du 6 juin 1884 et à l'ordonnance du 3 octobre 1888. A ce jour, le Comité consultatif du contentieux des colonies ne s'est pas encore prononcé. »

NGUYỄN-VĂN-TỐ.

Erratum

P. 23, l. 13. *Au lieu de* traumastime, *lire* traumatismes.
P. 23, l. 17. *Au lieu de* main, *lire* mains.
P. 25, l. 15. *Après* fournit, *ajouter* -il.
P. 25, l. 23. *Au lieu de* la moule, *lire* le moule.
P. 29, avant-dernière l. *Au lieu de* ieux, *lire* lieux.
P. 34 l. 20. *Au lieu de* Déide, *lire* Décide.
P. 54, l. 33. *Au lieu de* que que, *lire* quelque.

PHÁP-VIÊN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

BIBLIOTHÈQUE ÉCOLE FRANÇAISE D'EXTRÊME-ORIENT

PHẦN QUỐC-VĂN

PHẦN LÝ-LUẬN

CÁI QUYỀN SỞ-HỮU ĐẤT CÁT Ở AI-LAO

Cứ như ông AUBRY và ông RAU, thì quyền sở-hữu là quyền làm cho một vật thuộc về sự hành-động và chí-ý của một người, một cách tuyệt-đối và hoàn-toàn. Quyền ấy là quyền đích-thực, vì cái vật ấy có vào tay ai giữ thì người có quyền sở-hữu cũng đòi được, dù người chiếm giữ là do lòng ngay thực và không có đính ước riêng gì với mình cũng vậy. Quyền ấy là quyền tuyệt-đối, vì cái quyền tối-thượng của quốc-gia chỉ có thể bắt cái quyền sở-hữu phải chịu những sự hạn-chế do công ích mà thôi.

Theo như các điều 711 và 712 trong Dân-luật Pháp, thì quyền sở-hữu có thể chiếm bằng những cách sau này: di-sản, tặng-dữ, kết ước, thiêm-phụ, tiêu-diệt. Ngoài những cách ấy, lại nên thêm những cách sau này: chiếm-hữu, phát-giao, thu-nhận một cách ngay thẳng, vì chiều luật-pháp mà được. Chiếm-hữu là chiếm quyền sở-hữu một vật không thuộc về của ai, mà không có ai chiếm-cứ trước mình định để thu lấy quyền sở-hữu.

Cái quyền sở-hữu, có thể mất đi bởi tự ý mình muốn. Tự ý mình muốn, như khi bán đi, hay bỏ đi; không tự ý mình, như là bị chiếm để dùng vào việc công, hay bị sai-áp mà mất, vân vân.

Theo như luật của Pháp, cái quyền sở-hữu, không thể vì người chủ không dùng đến mà có thể mất được. Hễ chưa có người chiếm-đoạt mất vật ấy, và viện lệ tiêu-duyệt thời-hiệu mà nhận lấy, thì quyền sở-hữu của người chủ vẫn còn. Dù cái quyền sở-hữu có đã lâu năm đến đâu, hễ người chủ tỏ ý muốn giữ, thì vẫn được quyền sở-hữu.

Trong luật An-nam, dù ở Nam-kỳ, Trung-kỳ hay Bắc-kỳ, cũng có nhiều khoản minh-bạch về quyền sở-hữu ruộng đất. Trong bài khảo-

cứu của ông A. Boudillon nói về thể-lệ ruộng đất ở Đông-dương, có nói : « Trong các luật-lệ cũ của quốc-dân An-nam, không có mấy khoản nói về quyền sở-hữu bất-động-sản. Chính trong luật cũng chỉ có sáu điều nói qua về bất-động-sản mà thôi. Các điều luật ấy không đủ, đến lúc thi-hành mới biết, cho nên luật mới tuyên-bố xong, lại phải hạ dụ mà bổ-khuyết. Tuy vậy, theo như luật-lệ, tục-lệ và điển-lễ, thì các thể-lệ về bất-động-sản có một cái ý-nghĩa thuộc về sự thờ tự.

Cứ như ý ông A. Boudillon thì ở Cao-mên không có luật-lệ nào công nhận cho quốc-vương được hưởng cái quyền tối-thượng về bất-động-sản. Xem các điều trong luật, nói về bất-động-sản, thì rõ là ở Cao-mên, các tư-gia và cá-nhân có quyền sở-hữu về bất-động-sản.

Ấy chánh-phủ Đông-dương cũng theo cái lý-thuyết ấy mãi cho đến cuối năm 1913, nhất là trong thời quan Toàn-quyền Doumer. Những từ án đặt ra trong thời-kỳ ấy, nhất là bản nghị-định ngày 15 juin 1903, đều có ý không để cho chánh-phủ Cao-mên can-thiệp vào các việc bất-động-sản. Mãi đến khi thi-hành bản nghị-định ngày 27 décembre 1913 của quan Toàn-quyền thì cái vấn-đề ấy mới lại giải-quyết theo một ý-nghĩa hợp các bản giao-ước của chánh-phủ Cao-mên với nước Pháp. Chứng như ngày 1er décembre 1916 lại có chỉ-dụ của quốc-vương Cao-mên ưng-chuẩn các nghị-định cũ của chánh-phủ Pháp từ năm 1899 đến năm 1916 để đặt ra cái quyền sở-hữu bất-động-sản của tư-gia.

Kỳ thực, cứ theo như cổ-tục ở Cao-mên thì một mình quốc-vương có quyền sở-hữu tất cả đất cát, bởi vậy đất ấy không thể đem bán đi được. Còn như nhân-dân thì chỉ được hưởng cái lợi-tức về các khu đất của mình chiếm-cứ. Hễ bỏ ít lâu không nhìn nhận nữa, thì người khác có thể đến chiếm-cứ được mà không phải trả tiền nong gì cả.

Cái quyền sở-hữu ruộng đất chỉ được hưởng một cách tạm-thời như thế, không phải chỉ riêng ở Cao-mên mà thôi, cả ở Ai-lao cũng vậy. Ở Ai-lao việc ruộng đất lại thường theo hai thứ tục lệ, ở bắc-bộ thì theo tục-lệ Luang-Prabang, ở trung-bộ và hạ-bộ Ai-lao thì theo tục-lệ Vientiane ; các tục-lệ ấy nguyên là ở Ấn-độ, rồi sau mới lan sang xứ Lào cùng một thời với các kinh Phật ở Ấn-độ đem sang Lào, vào khoảng năm 638. Hộ-luật của Lao cũng mới có từ khi kinh nhà Phật ở Ấn-độ đem sang.

Các tục-lệ ở Vientiane thì chép làm năm quyển, quyển thứ nhì thì nói về việc sát-nhân, thương-tích ẩu-đả, vân vân. Nhân nói về việc

ầu-đả, trong luật mới nói về quyền sở-hữu ruộng đất và súc-vật. Cái thể-lệ về quyền sở-hữu ruộng đất có nói phân-minh. Đất là của riêng của nhà vua, chỉ vua mới có quyền sở-hữu mà thôi, vì vua là đại-biểu và là chủ-trương cả nước.

Đó là cái chủ-nghĩa xã-hội thực-hành về ruộng đất. Nhân-dân chỉ có cái quyền hưởng lợi, mỗi khi vì việc công ích, người hưởng lợi có thể bị tước quyền mà chỉ được bồi-thường về các cây cối đã trồng trọt, hoặc những nhà cửa xây dựng ở trên đất ấy thôi. Như vậy chánh-phủ lúc nào cũng có quyền sở--hữu về tất cả đất cát trong nước. Đất cát bỏ không, không trồng-trọt trong ba năm thì lại hoàn làm công-sản, ai đến trồng-trọt lại được hưởng lợi.

Những đất phá rừng đốt rừng để trồng-trọt trong khoảng một năm một, thì chỉ bỏ trong một năm không trồng-trọt là mất quyền-lợi.

Theo tục dân Lu ở Ai-lao thì người tù-trưởng chẳng những có quyền sở-hữu ruộng đất trong địa-hạt mình, lại còn được quyền sở-hữu về cả nhân-dân trú-ngụ ở chỗ ruộng đất ấy nữa. Theo tục một vài châu dân *Kha* thì ruộng đất một làng là của chung nhân-dân trong xứ ấy.

Theo những việc kể trên này, thì chánh-phủ bây giờ kế vào cái vị vua chúa ngày xưa ở Ai-lao, cũng có quyền sở-hữu tất cả đất cát trong nước. Nhân-dân chỉ được hưởng lợi, đến khi phải đuổi đi chỗ khác thì chỉ được bồi-thường một số tiền, trị-giá bằng cây cối của mình đã trồng-trọt hay là nhà cửa đã xây dựng ở đó mà thôi. Cái quyền sở-hữu thành ra một cái quyền được hưởng lợi tức. Song không phải rằng ở Ai-lao không có cái quyền sở-hữu ruộng đất đâu.

Trong bộ Dân-luật tuyên-bố năm 1908 và soạn theo các tục-lệ ở Ai-lao nhất là tục-lệ ở Luang-Prabang, về điều 65 có nói như sau này:

Các tài-sản phân làm hai hạng:

1° Các tài-sản có sinh-mệnh như giống thú, giống cầm nuôi ở nhà, các thứ cá, các thứ chim, và nói rộng là tất cả các giống có sinh-mệnh;

2° Các tài-sản không có sinh-mệnh như nhà, ruộng, đất, đồ nữ-trang, bảo thạch, vàng bạc, thóc gạo, quần áo, và nói rộng là các thứ không có sinh-mệnh.

Ở Ai-lao đã có nhiều từ án đặt ra cái quyền sở-hữu động-sản, nhưng trong các từ án ấy không có nói đến sự mua tạu quyền sở-hữu ruộng đất cùng việc ghi nhận, việc bảo-hộ, việc duy-trì cái quyền sở-hữu ấy bằng các văn-tự, văn-khế được một cách rộng rãi hoàn-toàn.

Trong nghị-định nói về thể-lệ các đồn-điền về điều thứ nhất có nói như sau này:

Những ruộng đất không có ai chiếm-cứ mà là của nhà-nước, thì người Pháp có ai xin để mở đồn-điền, hoặc chăn-nuôi súc-vật, chính-phủ có thể cho được.

Trong điều thứ 7 ở nghị-định ấy lại nói :

Ai đã trồng-trọt chưa được hai năm một miếng đất nào thuộc về địa-hạt một khu đất cho làm đồn-điền, thì dù người ấy chẳng có giấy má gì, mà có giấy quan chủ tỉnh xin cho, thì cũng được một số bồi-thường do quan Khâm-sứ định.

Cái điều luật ấy có thể giảng-nghĩa như sau này: không cần có chứng-chỉ mới tỏ được là mình có quyền sở-hữu, ai trồng-trọt miếng đất được hai năm, thì là có quyền sở-hữu về miếng đất ấy.

Nghị-định quan Toàn-quyền ngày 2 octobre 1906 nói về việc nhượng bán đất công-sản ở Ai-lao cũng công-nhận cái quyền chiếm-hữu, về điều thứ 3 có nói rằng :

Điều 3. — Những đất nói trên này, sau khi được quan Khâm-sứ ưng-chuẩn, thì có thể bán hẳn quyền sở-hữu theo như các điều-kiện sau này :
1°... — 2° Hai bên tùy ý điều-đình với nhau, nhưng phải lấp chỗ đất nhượng lại, xây nhà cửa trên đất ấy và chứng rằng mình đã chiếm-hữu đất ấy ít ra đã được 5 năm. — 3°....

Ngày 6 juillet 1908, quan Toàn-quyền sửa đổi lại điều thứ nhất nghị-định ngày 16 août 1906 về việc nhượng đất chưa có người chiếm-hữu ở Ai-lao mà mở rộng cái quyền sở-hữu như say này :

Ruộng đất ở Ai-lao chưa có người chiếm-hữu, nếu có người dân Pháp, dân An-nam nguyên quán ở Nam-kỳ, dân bảo-hộ Pháp ở Trung-kỳ, ở Cao-mên ở Bắc-kỳ cùng là dân Ai-lao có đơn xin, để khai-khẩu đồn-điền và để chăn-nuôi súc-vật thì có thể cấp cho được.

Cái nghị-định cấp nhượng hẳn, tờ biên-bản đấu-giá một lô đất tức là những chứng-chỉ thứ nhất về quyền sở-hữu ruộng đất ở Ai-lao. Nhưng điều thứ 10 về nghị-định quan Toàn-quền ngày 27 décembre 1913 nói về việc cấp đất ở Đông-dương, lại nói :

Người nào đấu-giá được, sẽ cấp cho một tờ biên-bản đấu giá nhưng chỉ được quyền hưởng-dụng thu lợi thôi. Khi nào quan Khâm-sứ ưng-chuẩn biên-bản, thì văn-tự mới là nhất-định.

Nghị-định ngày 15 octobre 1914 về việc cấp đất công ở Ai-lao có nói :

Người quốc-tịch Pháp, dân thuộc-địa, hoặc dân bảo-hộ Pháp có giấy xin cấp ruộng đất, để khai-khẩu đồn-điền hoặc làm các công việc kỹ-nghệ, hoặc chăn-nuôi súc-vật thì có thể cấp cho những khu ruộng đất từ 300 *hectares* trở xuống.

Như vậy người Lào có thể xin chính-phủ cấp ruộng đất cho và được một bản chứng chỉ công-nhận cái quyền sở-hữu về ruộng đất. Nhưng ít người được chứng-chỉ như thế. Thực ra thì người Lào chiếm-cứ lấy ruộng đất, mà trồng trọt để sinh-lợi cứ chiếm được là tất có sinh ra quyền sở-hữu. Ruộng đất ở Lào cũng như ở Xiêm, ai trồng trọt là của người ấy.

Điều 317 trong bộ luật Ai-lao có nói về đất cát phá hoang như sau này:

Những người đóng cọc trên một khu đất để phá hoang thì hạn trong một năm phải trồng trọt. Quá thời-hạn ấy, mà chưa làm gì, không được chiếm phần nữa.

Xưa kia ruộng đất ở Ai-lao không có chứng-chỉ gì cả. Ở nước Nam thì đã mấy thế-kỷ nay, ruộng đất bao giờ cũng đủ giấy má khế-ước có lý-dịch chứng-nhận. Lại có cả địa-bạ ghi chép ruộng đất, ở Ai-lao thì đến thuế điền-thổ cũng không có, phải đặt các thứ thuế khác như thuế về sản-vật để thế vào.

Vậy ở Ai-lao, cái quyền sở-hữu về ruộng đất không có chứng-chỉ gì và cũng không có biên-lại thuế để chứng nhận. Còn những việc đợ bán chia của nhượng quyền, vân vân, phần nhiều viện chứng làm bằng.

Nhưng về sau các tòa-án Ai-lao tổ-chức xong, thì dần dần mới có cái án-lệ rõ ràng về sự tiêu-diệt thời-hiệu.

Cái lệ tiêu-diệt thời-hiệu là một cách định hạn một thời-kỳ bao nhiêu thì chiếm được quyền sở-hữu, hoặc giải trừ được, không phải trả nợ nữa.

Nếu ta muốn khảo-cứu về cái quyền chiếm-hữu bất-động-sản ở Ai-lao, theo như tục-lệ đã định thành luật, thì ta phải xét ở chương Tiêu-diệt thời-hiệu.

Quyền sở-hữu cũng có thể chiếm bằng cách mua tạu. Nhưng tài-sản đem làm của đảm-bảo cho một người chủ nợ, nếu quá hạn người mắc nợ không trả được, thì tài-sản ấy thuộc quyền sở-hữu của người chủ nợ. Nếu khi vay không định hạn bao lâu phải trả, thì cứ quá hạn ba năm không trả nợ, thì người chủ nợ được quyền chiếm cứ vật đảm-bảo ấy. Song nếu vật đảm-bảo giá-trị to hơn vốn với lãi cái số tiền vay, thì người chủ nợ có thể bán cái vật cầm đi mà trừ lấy nợ, còn thừa bao nhiêu thì trả cho người chủ. Nếu đi vay chưa đến hạn phải trả, hay là chưa hết cái hạn ba năm như nói trên kia, mà người có của mệnh-một đi, con cháu người ấy nếu đã đến tuổi thành-nhân rồi thì cũng được một cái hạn ba năm kể từ ngày người chủ mệnh-một, để trả lại nợ, nếu con cháu chưa đến tuổi thành niên, thì cái hạn ba năm ấy kể bắt đầu từ ngày họ đến tuổi thành-niên.

Tiền lãi cho vay theo như luật là 8% một năm. Về việc hộ, thì tiền lãi là 12% một năm, về việc buôn bán, thì tiền lãi được tự-do không định hạn.

Về việc di-sản trong gia-tộc thì đã có nhiều luật-lệ ấn-định. Nhưng tài-sản của vợ chồng đã có từ khi chưa cưới, thì của riêng của người nào, người ấy vẫn được quyền sở-hữu và được hưởng lợi-tức, nhưng hai bên cũng phải theo cái trị-giá tài-sản của mình, mà chịu một phần phí tổn trong nhà. Tài-sản kiếm được hoặc thu-nhận được trong khi lấy nhau thì là của chung của cả hai vợ chồng.

Trong hai vợ chồng, một người mệnh-một, thì số của chung của vợ chồng đem chia cho người còn sống với những kẻ thừa-kế của người chết; nếu cả hai vợ chồng cùng mệnh-một, thì của di-sản chia cho những kẻ thừa-kế của hai vợ chồng.

Nếu cả hai vợ chồng cùng có của thì của cải ấy chia đôi, nếu chỉ có một người có của thì của chia ba, hai phần về những người thừa-kế của người có của và một phần về người thừa-kế của người không có của.

Nếu hai người cùng có tài-sản chung đụng mà tài-sản của một người tính ra kém tài-sản của người kia những chín phần mười, thì tài-sản của người có ít cũng coi như không.

Nếu vì người vợ có ngoại tình mà sẩy ra việc ly-hôn thì người vợ được lấy lại của riêng, nhưng không được quyền gì về của chung. Nếu người vợ lười biếng và chỉ ăn bám vào chồng, thì số của chung chia làm ba phần, người chồng được hưởng hai phần, người vợ được hưởng một phần, nếu chồng lười biếng và huy-hoắc, thì của cũng chia làm ba phần, người chồng được hưởng một phần và người vợ được hưởng hai phần.

Khi bố hay mẹ chết đi thì con cái được kế sản hết cả tài-sản, nhưng người bố hay người mẹ còn sống được quản-trị di-sản cho đến khi các con đến tuổi thành-niên.

Những việc tặng-dữ của cải thì có thể tặng-dữ bằng miệng cho đến số 100$. Trên số 100$ thì phải làm giấy má có ba người và lý-dịch làm chứng. Cứ như lệ ngày xưa thì số của to bao nhiêu, cũng có thể viện-chứng làm bằng được, dù có giấy má của các lý-dịch làm hộ hoặc chứng-nhận, hay không cũng được.

Song hiện nay ở Ai-lao nhờ về các án của tòa Thượng-thẩm ở Vientiane, thì dần dần đã có một cái án-lệ phân-minh.

Về việc bất động-sản đã có nhiều án làm cho rõ rệt luật-lệ ở Ai-lao.

Của-cải của nhiều người để chung nhau không chia, là một sự đặc-biệt. Sự ấy phải có giấy má, hoặc viện chứng, chứ không thể phỏng-đoán được.

Cái tình-thế ấy là tình-thế đặc-biệt, vì người thừa kế có thể đòi bãi đi lúc nào cũng được, dù có lệ cấm hay có đính ước khác cũng vậy.

Cái quyền khiếu-nại về bất-động-sản bây giờ định hạn hết sáu năm thì tiêu-diệt, nhưng cứ theo như luật-lệ cũ thì cái thời-kỳ ấy dài hơn.

Song nếu ruộng đất đã điều-đình và phân phát với nhau rồi và có lý-dịch làm chứng, và mọi người đã nhận phần của mình quá hạn một năm, thì trong những người thừa-kế có ai làm giấy khiếu nại, tòa án cũng không thể thụ-lý được nữa.

Đó là nói tóm qua cái luật-lệ về bất-động-sản ở Ai-lao. Ở Ai-lao nhân-dân thưa thớt, diện-tích thì rộng, ruộng tốt đất tốt thì ít. Vậy cứ theo như lý-thuyết của Không-tử, trị dân là phải lo cho dân đủ ăn thì ruộng đất của ai trồng trọt là của người ấy có quyền sở-hữu.

Cứ như mọi lẽ ấy, thì hiện nay đã nên tổ-chức quyền sở-hữu bất-động-sản của cá-nhân một cách nhất-định chưa ?

Cứ như ý ta thì trừ những việc cấp đồn-điền và đất-cát ở thành-phố ra, ngoại giả tưởng chưa nên tổ chức vội.

PIERRE GROSSIN
Hành-chính quan

Mấy cái vấn-đề về tục-lệ nước Nam

(bài nối)

XII

Nói về người ăn hương-hỏa

Điều 394 ở bộ luật-mới giải nghĩa hai chữ hương-hỏa « là phần *động-sản* hay *bất-động-sản* dùng để thờ cúng một người và vợ hay chồng cùng là gia-tiên bên nội người ấy ». Giải nghĩa như thế thì còn thiếu, vì hương-hỏa cũng dùng để tu-bổ những phần mộ nữa. Lại sai cả với tục-lệ, vì xưa nay hương-hỏa chỉ là phần *bất-động-sản*, như điền-địa, nhà cửa, v.v..; chứ không phải là những vật có thể chuyển-dịch đi được.

Xét ra còn nhiều điều không theo đúng với tục-lệ. Về mục « người ăn hương-hỏa » có những điều sau này :

1· « Người thừa-tự trong một ngành có thể vừa phụng-tự cho ngành ấy mà lại vừa phụng-tự cho một ngành hay nhiều ngành khác không có con trai ; khi ấy thì được kiêm cả các hương-hỏa của các ngành » (điều 416). Nhưng khi người ấy mất đi, mà lại có nhiều con trai, thì mỗi người con có được phụng-tự riêng cho từng ngành một không, và chia những hương-hỏa ra không ?

2· « Nếu người mệnh-một không có con cháu trai thì người vợ góa có thể xin phép cha mẹ ông bà nội nhà chồng lập người thừa-tự cho chồng mà lấy một phần của thừa-kế để lập hương-hỏa. Người vợ góa cũng có thể xin phép cha mẹ ông bà nội nhà chồng bãi người lập thừa-tự đi được. Nếu người thừa-tự đã do chồng mình lập ra thì không được bãi đi » (điều 413, đoạn thứ hai). Nhưng cũng có người làm chúc-thư, tự lập lấy người thừa-tự cho con hay cho cháu mình, thì người vợ góa có quyền bãi người thừa-tự ấy đi không ? Mà trong tờ của người vợ góa lập người thừa-tự cho chồng, có cần phải lấy chữ ký của cha mẹ ông bà nhà chồng không ? Những người đồng tộc

đồng-tôn có thể lấy cái lẽ rằng thiếu chữ ký của cha mẹ ông bà nội mà xin bãi người thừa-tự của người vợ góa lập cho chồng không ?

3· Người vợ góa thủ-tiết có quyền hoãn việc lập người thừa-tự cho chồng không ? Những người trong họ có quyền bắt người vợ góa ấy phải lập người thừa-tự trong một cái thời-hạn là bao nhiêu không ?

4· Trong việc chọn người thừa-kế về việc phụng-tự, bộ dân-luật Bắc-kỳ đã qui-định cái thứ-tự chiêu-mục như sau này : *a*) đích-tử hay đích-tôn ; *b*) nếu vợ chính không có con trai hoặc cháu trai, thì người ăn hương-hỏa là con trai nhiều tuổi nhất trong các hàng con vợ thứ ; *c*) nếu ngành trưởng không có con trai và cháu trai, thì người ăn hương-hỏa cho cả chi là con trưởng người em thứ nhì của người mệnh-một (ngành thứ nhì) ; hoặc không có con thì cháu trưởng, không có cháu thì chắt trưởng người ấy ; *d*) nếu ngành thứ nhì không có con trai cháu trai thì người ăn hương-hỏa là con trưởng về ngành thứ ba, hoặc không có con thì cháu trưởng ; cứ thứ-tự như thế mãi. Nhưng nếu đặt trái với cái thứ-tự ấy mà trong hạn vài năm không thấy ai phản-kháng gì cả, thì có bị tiêu-diệt thời-hiệu không ?

Bấy nhiêu vấn-đề không thấy trong bộ Dân-luật Bắc-kỳ nói đến. Còn như việc lập con gái trưởng để đứng ăn hương-hỏa, thì đã bàn ngay từ khi chưa đem thi-hành bộ luật-mới. Phàm những việc quan-trọng như việc kế-thừa phụng-tự mà không theo đúng như tục-lệ, thì e rằng « dao-động cả đến gia-đình và gây ra những sự rối-loạn hại cho trật-tự xã-hội ».

(Còn nữa)

NGUYỄN-VĂN-TỐ

Chết ngạt

Thắt cổ
(tiếp theo)

2° Chết về lúc nào và thắt cổ đã được bao lâu? — Quan dự-thẩm phải tựa vào những cớ sau này mà trả-lời câu hỏi ấy:

1° Nhiệt-độ cái tử-thi; 2° Cứng được bao lâu; 3° Tử-thi bắt đầu ôi; 4° Hình-dạng cái vết hằn.

a) *Nhiệt-độ tử-thi.* — Thường lúc hấp-hối thì mạch xuống.

Chết độ 2, 3 giờ thì mặt, chân và tay lạnh hẳn, còn các chỗ thân-thể khác hãy còn hơi ấm; rồi lạnh dần đến ngực, xương-sống, mỏ-ác, bụng-dưới. Chết từ 8 đến 15 giờ thì nhiệt-độ người chết cũng như nhiệt-độ khí-hậu ở quanh mình. Nhưng cũng nên biết rằng người béo thì giữ được nóng lâu hơn người gầy, trời ẩm-thấp thì chóng ôi hơn là nắng mùa hạ.

b) *Cứng được bao lâu.* — Những người thắt cổ, phần nhiều thây chậm cứng, chết độ 10 đến 12 giờ thì thây mới cứng và chỉ cứng độ trong 36 đến 48 giờ.

c) *Bắt đầu ôi.* — Khi nào thấy ở bụng có vết xanh là thây bắt đầu ôi. Về mùa hạ, đến ngày thứ ba đã thấy vết ấy và mùa đông thì đến ngày thứ tư, thứ năm mới thấy.

d) *Hình-dạng cái vết hằn.* — Cái hằn ấy càng sâu bao nhiêu, màu da càng tím bao nhiêu, thì thắt cổ đã được lâu bấy nhiêu. Nói tóm lại, xem các vết xanh ở bụng thì biết rằng đã chết được từ 3 đến 5 ngày. Thấy thây cứng thì biết rằng mới chết được độ mười giờ. Nếu thấy người còn nóng thì người ta có thể đoán là mới chết (*độ 3 đến 5 giờ*).

3° Thắt cổ bởi tự-tử, bởi rủi-ro hay bị hại? — Người ta xem dấu-vết thì biết rằng thắt cổ khi hãy còn sống; như thế thì một là

tự-tử, hai là bị hại. Giết người bằng cách thắt cổ thì ít lắm. Phần nhiều kẻ phạm đánh chết, rồi đem treo cổ lên để cho người ta tưởng là tự-tử. Đôi khi khám thấy những sự ngờ như sau này :

1° Quan dự-thẩm thấy ở tử-thi có những thương-tích không giống những thương-tích vì người thắt cổ dẫy-dụa mà sinh ra. Tuy thấy thế, nhưng cũng không lấy gì làm chắc. Ông A. LACASSAGNE và ông E. MARTIN có kể vợ một người bán thịt ở Montmerle tự đâm cổ như người ta chọc tiết con bê, rồi treo cổ lên.

2° Quan dự-thẩm thấy chân người thắt cổ xa mặt đất chừng 15, 20 phân tây mà ở gần đấy không thấy có một cái ghế hay cái gì có thể đứng lên được. Xét lẽ ấy cũng chưa đủ, vì một kẻ ác phạm, nhân hiểu cách thức, có thể lấy một cái ghế để gần chỗ thắt cổ, cho người ta tưởng là người ấy đứng lên ghế mà treo cổ.

3° Quan dự-thẩm thấy sắc mặt và cái nút thắt ở cổ không hợp. Cái thuyết thắt cổ tự-tử có thể tựa vào những cớ sau này: như là thấy buồng cửa khóa mặt trong; trong buồng không thấy gì thay đổi cả; những lời người làm chứng khai về cái trí-lự của người ấy trước khi thắt cổ.

Vì rủi-ro mà bị thắt cổ thì ít khi có. Tuy vậy ông BROUARDEL có kể chuyện một người con gái thấy anh tập võ, muốn bắt chước anh, nhưng lúc ấy người con gái có cái dây quàng ở cổ, thành ra dây thắt lại.

Giảo-sát, bóp-cổ

Giảo-sát nghĩa là lấy dây buộc vào cổ, bóp cổ là lấy tay bóp thật mạnh.

A) *Giảo-sát.* — Chết bởi sự giảo-sát cũng tựa như là thắt cổ, chỉ có khác một ít, là thắt cổ thì cái dây thắt chặt lại do cái sức nặng của thân-thể người tự tử, còn giảo-sát thì cái dây thắt chặt lại bởi cái sức của người ngoài.

Quan dự-thẩm thấy ở thi-thể có những vết sau này thì có thể ngờ là giảo-sát :

1° Ở cổ bao giờ cũng có một cái vết hằn; vết hằn ấy có những tính-chất này : vết hằn ấy chỗ nào cũng đều, thường thì ngang và nhiều hằn.

2° Sắc mặt khác : mặt tím bầm, môi và tai xanh nhợt, lốm-đốm đen ở trán, ở mi mắt, ở má, cổ mà da tím. Ở trong mắt thì những cái lấm-tấm ấy đỏ-sẫm. Người ta có khi thấy máu chảy ra đằng tai ; ở mồm và mũi thì có bọt hung-hung đỏ phun ra là bởi ngạt. Lưỡi vì dính chặt vào răng thành ra có hằn hàm răng.

3° Thấy ở thi-thể có thương-tích khác, vì đứa ác-phạm thường phải gia sức để giữ lấy người nó định hại để cho không cựa-cậy được. Có khi người ta thấy ở khỉu-tay, ở bả-vai, ở đầu người bị hại có những vết tím vì ngã; người ta lại thấy sát da, máu đọng ở tay là vì đứa sát-nhân định khóa chặt tay lại cho không thể chống-cự được, thấy vết móng-tay ở gần miệng, vì đứa sát nhân định lấy tay bịt miệng cho người bị hại không kêu được. Có khi người ta thấy cả vết tím ở ngực.

Quan dự-thẩm nên biên lấy những dấu-vết ấy. Khi nào hồ-nghi thì nên cho mổ khám tử-thi.

Thầy-thuốc khám-nghiệm có thể xét thấy :

1° những thương-tích bởi sự bạo-động sinh ra ; 2° những thương-tích bởi sự giảo-sát ; 3° những thương-tích vì sự ngạt sinh ra, là :

a) Bạo-động ở ngoài (xem ở trên) ;

b) Thương-tích nặng ở cổ. Thớ-thịt ở cổ thì bao giờ cũng có máu đọng và rách. Thương-tích các mạch-máu to ở cổ (như máu thấm ra ngoài) và đọng lại, đó chính là dấu-tích bị giảo-sát ;

c) *Thương-tích vì ngạt.* — Người ta thường thấy hai lá-phổi sưng lên vì gân liệt, óc sưng, màng óc chảy máu.

Cũng như máu người chết vì bị sự bạo-động khác, máu người bị giảo-sát bao giờ cũng loãng.

B. *Bóp cổ.* — Bất thình-lình lấy tay bóp cổ, cũng có thể làm chết ngay được ; nhưng bóp cổ một người lớn thì không phải là dễ, vì người lớn còn có sức chống-cự lại được.

Những dấu-tích bóp cổ là :

1° Mặt xám nhợt, có lốm-đốm máu (nhất là ở mắt) ;

2° Bóp bằng tay thì sầy da ở cổ ; thường lại thấy lốt móng-tay. Ít khi thấy hằn ngón-tay. Nếu đứa sát nhân đi bi-tất-tay hay là bọc kín tay thì người ta không thấy sây da ở cổ ;

3° Thương-tích ở bên trong cổ lúc mổ tử-thi : *a*) Đầy máu ở hai bên khí-quản, theo dọc mạch-máu to ở cổ ; *b*) Máu chảy ở đàng sau ; máu ấy bao giờ cũng có, vì khi bóp cổ thật mạnh, thì các xương và sụn ở cổ bị ép vào xương-sống mà làm rách các mạch-máu ; *c*) Vỡ sụn ở đầu khí-quản ; *d*) Thương-tích vì ngạt (bọt máu ở mồm, ở mũi, phổi, óc sưng, vân vân) ;

I. Có phải bởi bóp cổ mà chết không ? Người ta đáp câu-hỏi ấy bằng hai cớ này :

1° Tìm thấy cái thương-tích kể ở trên có thể ngờ là tại bóp cổ. 2° Tìm thấy những duyên-cớ khác làm ra các thương-tích đã xét thấy. Những hình-tích bóp cổ có thể tóm lại như sau này :

a) Thương-tích làm cho ta biết rằng người ấy chết ngạt : máu đọng ở màng-phổi, phổi sưng, bọt máu ở mồm, ở mũi ; mặt tím bầm lại có lấm-tấm máu.

b) Thương-tích bởi bóp cổ mà ngạt : Máu đầy cả cổ, giảo-sát thì có cái hằn, mà bóp cổ thì có lốt móng-tay.

Cứ xét các thương-tích ấy thì chắc là giảo-sát hoặc bóp cổ. Nhưng các vết thương ấy không mấy lúc có đủ cả, vì thường khi những người tự nhiên chết, hay là mắc bệnh chết, cũng có thương-tích kể ở trên ấy. Như bệnh chết mau vì chảy máu óc (apoplexie), người ta thấy có hằn ở chung-quanh cổ : cái hằn ấy là bởi đầu gập xuống cổ, nên nó thẳng, nhỏ, và khi nào xoay đầu đi chỗ khác thì cái hằn lại mất đi. Người chết về bệnh động-kinh, lắm khi thấy có lấm-tấm máu ở mặt, ở mắt, như ở cổ thì lại không thấy có vết gì cả.

Người thắt cổ cũng như người bị bóp cổ, thấy phổi sưng, lấm-tấm máu ở mặt, hằn ở cổ. Thắt cổ với bóp cổ khác nhau như sau này : mặt người bị bóp cổ thì sưng lên mà mặt người thắt cổ thì xanh ngắt ; người bị bóp cổ thì bao giờ cũng thấy máu ở đằng sau cổ-họng mà người buộc cổ bằng dây thấy có cái hằn ngang.

II. Bị bóp cổ bằng cách nào ?

Dù bóp cổ bằng cách nào thì cũng có thương-tích bởi ngạt sinh ra ; nhưng có một cách làm cho người ta phân-biệt được, là bóp cổ thì ở cổ sây da, gãy xương-sụn (*larynx*) và bao giờ cũng có máu chảy ở đằng sau cổ-họng, mà buộc cổ bằng dây thì có hằn ở cổ.

III. Xét đứa bị nghi là sát-nhân, đôi khi Tìm thấy cớ để buộc tội. — Phần nhiều hai người phải vật lộn với nhau đã, rồi đứa sát-nhân mới có thể bóp cổ được. Bởi thế thường thấy có lốt cắn và vết sây-sát ở mình đứa sát-nhân. Ông Brouardel có kể một chuyện kỳ : em một người đàn-bà góa tên là Crémieux bị một chàng con-trai bóp cổ, chàng này đến nhà ông Brouardel buộc vết thương ở tay mà người đàn-bà ấy cắn phải. Ông Brouardel lấy khuôn hàm-răng người đàn-bà bị hại thấy thiếu mấy cái răng. Người ta bắt ngay chàng ấy, đoán chắc nó là thủ-phạm, vì đem cái khuôn hàm-răng người đàn-bà khớp vào vết thương ở tay nó thì thấy đúng như hệt.

Hễ tay kẻ sát-nhân có rây phẩm thì quan dự-thẩm, có khi thấy hằn tay nó ở cổ, hay ở quần áo người bị hại.

(Còn nữa)

Henri MARCEL
Được giải thưởng của Y-học Hàn-lâm viện Paris
Nguyên giáo-sư khoa Pháp-y trường Sĩ-hoạn Hà-nội

Bắc-kỳ Dân-luật giải-nghĩa

(tiếp theo)

Nói về sự vô-tư-cách của đàn-bà có chồng

Sự vô-tư-cách ở đây là do cái nghĩa-vụ phục-tòng của vợ đối với chồng mà ra. Đàn-bà đã đi lấy chồng thì mất cái tư-cách làm mọi việc can-thiệp đến hộ-luật, hễ chồng không cho phép thì không được tự ý đứng làm. Vậy sự vô-tư-cách của đàn-bà có chồng khác hẳn sự vô-tư-cách của người vị-thành-niên chưa được thoát-quyền và của người bị-cấm-quyền. Phàm những việc gì thuộc về dân-sự thì những người vị-thành-niên và những người bị-cấm-quyền không được làm lấy. Những người ấy phải có giám-hộ làm thay; còn như người đàn-bà có chồng thì được làm lấy, nhưng phải do chồng cho phép mới được. Đàn-bà cũng được hưởng mọi quyền về hộ-luật như đàn-ông, nhưng hễ lấy chồng thì bao nhiêu quyền ấy mất hết. Song cái nguyên-nhân sự vô-tư-cách của đàn-bà có chồng là ở đâu mà ra? Như trên kia đã nói, là ở cái nghĩa phục-tòng chồng mà ra. Theo như điều 92 trong Dân-luật mới, thì vợ-chính cùng vợ-thứ phải phục-tòng với chồng. Trong xã-hội nào cũng vậy, phải có một người làm chúa-tể cai-quản lấy những quyền-lợi chung. Cái quyền cai-quản ấy, luật giao cho người chồng mà điều 95 trong luật đã gọi là « người chủ-trương đoàn-thể vợ chồng ». Vì lẽ ấy mà vợ muốn làm việc gì có can-thiệp đến hộ-luật, đều phải xin phép chồng hết.

Theo như điều 97, phàm các việc của vợ-chính cùng vợ-thứ đều do người chồng đứng thay mặt cả, trừ khi vợ-chính cùng vợ-thứ bị truy-tố về hình-sự thì không kể. Nhưng chồng có thể cho quyền vợ-chính cùng vợ-thứ đứng hành-vi mọi việc. Sự cho phép ấy có thể *công-nhiên*, hoặc là *mặc-nhiên*.

Công-nhiên là do người chồng có tuyên-bố rõ-ràng hiển-nhiên là ưng-thuận, còn *mặc-nhiên* thì do người chồng có giúp sức vào việc hành-vi của người vợ; người chồng tuy không nói là cho

phép, song xét việc hành-vi của chồng thì rõ là chồng có cho phép. Thí-dụ như vợ bị kiện về một việc gì, giấy tống-đạt gửi đến nhà chồng, thì tất là chồng có rõ cái việc kiện ấy rồi. Lại thí-dụ như vợ cầm cái-họ ở nhà chồng, hay là hai vợ chồng cùng đứng tên tạu nhà trong văn-tự. Cái việc chồng biết rằng vợ cầm cái-họ, việc cùng đứng tên với vợ trong văn-tự tạu nhà, tức là có *mặc-nhiên* cho phép. Những trường-hợp này rất thông-thường trong sự giao-dịch của người An-nam ta. Bởi thế cho nên trước khi bộ luật-mới tuyên-bố, án-lệ vẫn cho là người chồng có thể mặc-nhiên cho phép được.

Theo như điều 98, thì vợ-chính cùng vợ-thứ phải có chồng cho phép mới được thưa kiện cùng giao-ước. Phàm vợ-chính cùng vợ-thứ làm giấy tờ gì không có phép chồng, thì do người chồng hoặc người thừa-kế của chồng có thể xin tiêu giấy tờ ấy đi được. Như vậy thì dù muốn đứng kiện hay đối kiện, cùng là làm giao-ước gì thì vợ-chính với vợ-thứ đều phải có chồng cho phép cả.

Điều 102 định rằng: « Phàm người vợ-chính muốn tặng cho, chuyển-dịch, cầm-thế, thu-nhận vật gì, có mất tiền hay không mất tiền, tất phải do người chồng cùng ký trong văn-khế, hoặc phải có giấy của người chồng cho phép mới được. Khi nào vợ-thứ đứng thay mặt cho gia-đình hay chủ sự lợi-ích cho gia-đình mà lập khế-ước với ai cũng phải thế. »

Nhưng ở trên kia đã nói rằng về việc hình thì người chồng không thể thay mặt cho vợ-chính hay vợ-thứ được. Nguyên-do việc cấm ấy là về việc hình thì người bị-cáo cần phải có mặt tại tòa án trong khi tranh-luận; vả trong việc hình, cái tố-quyền công thuộc về quyền tư-pháp, sau nữa vì cái tố-quyền ấy mà người vợ phạm lỗi có thể bị phạt được. Vậy thì người vợ được hành-vi, không phải xin phép chồng cũng được. Là nhà làm luật cho nghĩa rằng về việc hình, cái người bị truy-tố không thể nào ngăn-giữ tòa-án đừng truy-tố, không thể nào điều-đình với tòa-án được, vậy phải cho người vợ chống-cãi để gỡ lấy tội, hoặc giảm bớt tội đi. Phép đã không cho không được thì còn bắt xin làm gì, chẳng thà miễn trước đi là hơn. Còn như việc hộ, thì người bị kiện, nhiều khi nên điều-đình có lợi hơn là theo kiện, vừa khỏi mất thì-giờ, vừa khỏi tốn tiền. Bởi vậy mà chồng có quyền cho phép vợ trong việc hộ, mà không có quyền cho phép trong việc hình.

Sự cho phép kiện là cái quyền của người chồng, nhưng có khi cũng là cái nghĩa-vụ nữa. Nhà làm luật sợ rằng người chồng không làm

hết cái nghĩa-vụ ấy, cho nên có định rằng vợ muốn kiện chồng hay là vợ cả vợ lẽ muốn kiện nhau thì phải xin phép tòa án.

Bởi vậy điều 99 có định rằng: « Khi vợ-chính hay vợ-thứ muốn kiện chồng, hoặc vợ-chính muốn kiện vợ-thứ, hay vợ-thứ muốn kiện vợ-chính thì người vợ ấy phải xin phép quan chánh án đệ-nhị-cấp. Khi nào đã chứng-nghiệm rằng người chồng không có tư-cách thay mặt được vợ nữa thì cũng phải xin phép quan chánh án như đã nói ở trên. Về việc hình thì không phải xin phép quan chánh án.

Cái lệ xin phép tòa án, nguyên ở trong sắc-lệnh ngày 3 octobre 1883 đã nói đến rồi, nhưng chỉ thi-hành tại các tòa Tây-án mà thôi.

Muốn ấn-định rõ một điều mà xưa nay phong-tục vẫn công-nhận thì điều 100 có định rằng về mọi việc nhu-yếu trong gia-đình, vợ-chính cũng như chồng, đứng thay mặt cho đoàn-thể vợ-chồng cũng được, và hễ người vợ lạm-dụng cái quyền thay mặt đoàn-thể vợ chồng, hoặc không thể hành-sử quyền ấy được nữa thì người chồng có thể thu-hồi tất cả hoặc một phần quyền ấy được.

Theo như điều 103 thì vợ-chính, vợ-thứ có chồng cho phép đều có thể đứng ra làm việc thương-mại được. Nếu chỉ đứng bán hàng lẻ của chồng thì không cho là công-nhiên thương-mại. Khi vợ-chính vợ-thứ đã được chồng cho phép đứng ra làm một nghề thương-mại riêng thì đều có tư-cách làm hợp-đồng khế-ước cần-dùng cho sự buôn-bán và bắt buộc người chồng phải chịu trách-nhiệm về các việc buôn-bán ấy.

(Còn nữa)

PHẠM-HUY-LỤC

ÁN - LỆ

Tòa phúc-thẩm Hà nội (Ban thứ nhất)

Phiên tòa ngày 19 avril 1932

Chủ-tịch : Quan Chánh án Morché
Bồi-thẩm : các quan Tham-nghị Verron và Verron,
Chưởng-lý cục : quan phó Chưởng-lý Joyeux.

Bắt bạc ban đêm

I. *Theo như sắc-lệnh ngày 20 octobre 1924* (Quan-báo *trang 2298*), « *các viên-chức tư-pháp cảnh-sát, bất kỳ lúc nào*, dù ban đêm, *cũng* « *được vào những nơi công-chúng như hàng cà-phê, hàng rượu, cửa-* « *hàng, vân vân, trong những khi các nơi ấy còn mở cửa cho công-* « *chúng vào, hoặc là để xét những việc hỗn-độn trật-tự, những việc vi-* « *cảnh, hoặc để khám-biên những khinh-tội, trọng-tội đương-trường.* « *Song, trừ những tội đương-trường, mà là tội có thể phạt bằng những* « *hình-phạt thi-thể và gia-nhục không kể, phải có giấy ủy-quyền* « *riêng của quan dự-thẩm mới được phép khám-xét và tịch-biên.*

« *Bất kỳ lúc nào cũng có thể vào nhà-cửa, tàu-thuyền, hoặc các nơi* « *khác, bề ngoài là đóng cửa không cho công-chúng vào*, mà ở trong « có đặt cuộc đánh bạc may rủi, nhưng phải có giấy báo của hai viên- « chức Pháp về ngạch cảnh-sát, hoặc có giấy báo của một người dân- « tịch Pháp, dân thuộc-địa hoặc dân bảo-hộ Pháp, có căn-cước đích- « xác, mà khai rằng chính mình hay là có người họ hàng bị bóc lột, « thì mới được vào khám xét. Trong biên-bản khám-xét phải biên rõ « sự khám xét đúng lệ như nói trong đoạn trên này, không có thì « việc khám-xét bị bỏ đi mà kể là vô-hiệu... »

II. *Về việc bắt bạc này, căn-cước của ba người khai-báo không được đích-thực, còn cái giấy tố-cáo nữa lại nặc-danh.*

Vậy những người bị-cáo dù có thú-nhận đánh bạc trước với viên cảnh-sát có ủy-quyền của tòa án đứng thảo ra tờ biên-bản, thì giấy biên-bản ấy cũng là vô-hiệu.

Việc Chương-lý-cục kiện lũ Nguyễn-bích-L.

THẨM-ĐỊNH :

Tòa Phúc-thẩm,

Chiểu chi Nguyễn bích-L., thư-ký ngạch phủ Toàn-quyền tòng sự tại sở Canh nông, Nguyễn-chu-L., Nguyễn-thị-N., Vũ-an-T. tức N., thư-ký sở Canh-nông, Trần-như-T., thợ-máy, Trần-văn-K., thư-ký sở Canh-nông, Trần-văn-L., thư-ký sở Học-chính, Lưu-văn-Y. thư-ký sở Canh-nông, bị truy-tố tại tòa án trừng-trị Hà-nội về những tội sau này : *a*) người thứ nhất, trong tháng septembre 1931, có mở một sòng đánh bài *ích-xì* ở Hà-nội, công-chúng được vào đánh, hoặc tự-do vào, hoặc do người giới-thiệu ; *b*) Phạm-thị-T. và các người kia thì can tội dự cuộc đánh bài *ích-xì*, cũng theo như các trường-hợp trên ấy ;

Chiểu chi ở trước tòa, những người bị-cáo khai rằng việc sở mật-thám đến khám-xét là trái-phép, vì trái với những điều khoản cốt-yếu nói trong sắc-lệnh ngày 20 octobre 1924, và việc khám-xét ấy cùng mọi việc làm sau đều phải cho là vô-hiệu, không có giá-trị ;

Chiểu chi theo như bản án ngày 14 janvier 1932, tòa án đã cho việc khám-xét ngày 30 septembre 1931 ở nhà Nguyễn-bích-L. là vô-hiệu, và tha cho những người bị-cáo được trắng án và không phải chịu án-phí gì cả ;

Chiểu chi quan Biện-lý đã chống án ấy, phương-thức và thời-hạn thống-án điều theo đứng lệ ;

Chiểu chi trong tháng septembre 1931, sở mật-thám có nhận được nhiều giấy tố cáo rằng Nguyễn-bích-L. có chứa một sòng bạc đánh các thứ cờ bạc ăn thua về may rủi ; chiểu chi ngày 30 septembre 1931, hồi 23 giờ đến khám thì bắt được các bị cáo-nhân ;

Chiểu chi theo như điều thứ 2, đoạn 2, về sắc-lệnh ngày 20 octobre 1926 ấn-định thể-lệ vào khám xét các nhà ở địa-hạt Đông-dương, công-bố ngày 29 novembre 1926 .., « thì các viên-chức tư-pháp cảnh-sát bất kỳ lúc nào cũng có thể vào các nhà, các tàu thuyền, cùng các nơi khác, bề ngoài là không cho công-chúng vào, mà trong có mở cuộc đánh bạc may rủi, nhưng chỉ khi nào có tờ trình của hai viên-chức cảnh-sát người Pháp, hoặc có một người công-dân Pháp, dân thuộc-địa, hoặc dân bảo-hộ, mà có căn-cước đích-xác khai báo, mà nói rằng chính mình hay có họ hàng bị sòng bạc ấy bóc lột, thì mới được vào khám-xét ; chiểu chi chương thứ 3 lại thêm rằng viên-chức cảnh-sát đến khám-xét phải biên vào trong biên-bản rằng việc khám xét đúng lệ nói ở đoạn trên kia, không « thì việc khám-xét bị bỏ đi vô hiệu » ;

Chiểu chi trong tờ biên-bản số 872 của ủy-viên cảnh sát không biên rằng sòng bạc của Nguyễn-bích-L. đã có hai viên-chức cảnh-sát Pháp trình báo ;

chiếu chi lũ tên Nguyễn-văn-C., Trần-bá-T. và Trần-văn-B. ký giấy tố-cáo, ngày 25 septembre 1931, có giấy của tòa án trừng-trị triệu, không thấy đến; chiếu chi căn-cước của những người ấy không có gì là đích-xác; chiếu chi không có gì chứng rằng các người ấy là có thực; chiếu chi giấy tố-cáo khác cũng đề ngày ấy mà lại nặc-danh; chiếu chi các thể-lệ nói trong đoạn thứ 2 về sắc-lệnh ngày 20 octobre 1924 không theo đúng lệ, và chiếu chi biên-bản ấy phải bỏ đi cho là vô-hiệu;

Chiếu chi việc khám-xét làm trái lệ nói trên kia là vô-hiệu, và sự kết-quả về việc khám xét ấy không nên đem vào tranh-luận tại tòa; chiếu chi viên tư-pháp cảnh-sát cùng những người dự việc khám-xét trái luật ấy, không được làm chứng về những việc đã biết trong buổi khám-xét ấy; chiếu chi biên-bản đã vô-hiệu thì việc làm chứng cũng vô hiệu:

Chiếu chi ngoại tờ biên-bản và lời chứng của viên tư-pháp cảnh-sát, cùng các viên mật-thám Tây Nam đến khám xét, kể ra lại còn lời thú-nhận của những bị-cáo, nhưng các lời thú nhận với viên cảnh-sát AR. có ủy-quyền của tòa án, và có ghi trong biên-bản của viên ấy làm, không thể lấy làm bằng-cứ được, vì biên-bản ấy là vô-hiệu;

Chiếu chi tại trước tòa án, những người bị-cáo Nguyễn-bích-L., Nguyễn-chi-L., Đỗ-đức-T., Trần-văn-K. và Trần-văn-L. đều nhận có đánh bạc ở nhà Nguyễn-bích-L., nhưng có khai là mấy anh em đánh chơi cho tiêu-khiển thôi;

Chiếu chi về việc hình, tuy không thi-hành cái tôn-chỉ nói rằng lời thú-nhận không thể phân-tích được; song nếu chiếu chi về việc hình tuy không thể thi-hành cái tôn-chỉ nói rằng lời thú-nhận không phân-tích được, nhưng vì không có chứng-cớ gì khác và nếu mọi phần của sự thú-nhận đều lấy làm bằng chắc được thì sự thú-nhận vẫn không phải là không phân-tích được;

Chiếu chi theo như mọi việc tra-xét và tranh-biện tại tòa, không có chứng-cớ và dấu vết gì là người bị-cáo tội; chiếu chi xét như các người bị-cáo đều là thư-ký các công-sở, và phần nhiều lại cùng làm một sở, nếu không có chứng-cớ gì khác thì có thể cho rằng công-chúng không được tự-do vào nhà Nguyễn-bích-L. và lời khai rằng cuộc đánh cờ-bạc ấy chỉ đặt ra cho các anh em tiêu-khiển với nhau là một lời thực; chiếu chi như vậy không đủ lẽ để khép vào các khinh-tội nói ở điều 410 trong Hình-luật, vậy tòa án sơ-thẩm đã tuyên án cho các người bị-cáo nhân được trắng án là phải lẽ;

Vì những lẽ ấy:

Phán rằng về phương-thức giấy kháng-cáo của quan Biện lý Hà-nội về cái án của tòa án trừng-trị Hà-nội ngày 14 janvier 1932 có thể thụ lý được;

Vậy y cái án trước;

Phán rằng án-phí về sơ-cấp và phúc-thẩm công quỹ phải chịu;

Phán hoàn lại các vật bị bắt làm tang-vật.

DÂN LUẬT

thi-hành tại các tòa Nam án Bắc-kỳ

(tiếp theo)

THIÊN THỨ XI

Nói về việc thừa-kế

CHƯƠNG THỨ I

Các điều-khoản chung

Điều 310. — Của thừa-kế truyền lại cho ai là do ý muốn của người mệnh-một, hoặc do pháp-luật định.

Sự thừa-kế thì bắt đầu tự lúc người để lại của thừa-kế mới chết.

Điều 311. — Sự thừa-kế khai-phát tại nơi trú-quán cuối cùng của người mệnh-một theo như điều 49 luật này đã định và kể bắt đầu từ ngày chết.

Điều 312. — Nếu trong mấy người có người nọ được ăn thừa-kế của người kia mà cùng chết trong một sự tai-biến gì, không biết là ai chết trước thì cứ theo tình-trạng sự thực mà đoán về người chết sau; nếu không có tình-trạng gì thì cứ theo sức-vóc vì nhiều tuổi ít tuổi hay là đàn ông đàn bà mà suy.

Điều 313. — Chỉ có những người còn sống mà không bị tuyên-cáo không xứng-đáng thì mới được thừa-kế mà thôi.

Muốn được ăn thừa-kế thì khi khai-phát việc thừa-kế, tất đã phải có người rồi.

Những kẻ sau này không có tư-cách ăn thừa-kế:

1° Kẻ chưa thành-thai;

2° Kẻ sinh ra lại chết ngay;

3° Kẻ đã mất quyền thừa-kế hiện có chứng-thư làm trước *nô-te* hoặc có viên-chức thị-thực.

Điều 314. — Những kẻ sau này là không xứng-đáng ăn thừa-kế và bị truất mất quyền thừa-kế:

1° Kẻ nào đã do người mệnh-một có chúc-thư để lại nói rõ là kẻ ấy không xứng-đáng ăn thừa-kế;

2° Kẻ đã xâm-phạm đến tính-mệnh người mệnh-một, dù là chánh-phạm, đồng-phạm hay tùy-phạm mặc lòng;

3º Kẻ đã cố-ý đả thương người mệnh-một, hoặc ông bà cha mẹ người ấy;

4º Kẻ thừa-kế đã thành-niên, hiện biết sự cố-sát người mệnh-một mà lại không tố-giác với tòa án.

Nhưng đối với những người sau này thì không thể viện duyên-cớ không tố-giác ấy được: ông bà cha mẹ cùng con cháu của người phạm-tội cố-sát, thích thuộc đồng-hàng với người ấy, chồng, hoặc vợ chính, vợ thứ người ấy, các anh em chị em ruột người ấy, chú bác, cậu cô thím dì, cháu trai, cháu gái thuộc về hàng con bá-thúc người ấy;

5º Kẻ đã vu-cáo người mệnh-một, hoặc ông bà cha mẹ người ấy, mà sự vu-cáo ấy đã bị phạt về trọng-tội hoặc phạt giam về tội trừng-trị.

Điều 315. — Người không xứng-đáng, hoặc người bị truất thì cho là không được ăn thừa-kế bao giờ. Những di-sản đáng lẽ là thuộc về hai hạng người ấy thì trao sang cho con cái những người ấy; những con-cái ấy được tự lấy tư-cách mình mà dự vào việc thừa-kế và không bị loại ra vì lỗi người cha, trừ khi nào chính những con-cái ấy cũng bị tuyên-cáo là không xứng-đáng, hoặc bị truất quyền thừa-kế thì không kể.

Người thừa-kế đã bị tuyên-cáo là không xứng-đáng thì phải hoàn lại tất cả hoa-lợi, lợi-tức mà người ấy đã được hưởng-thụ kể từ khi việc thừa-kế mới khai-phát.

Điều 316. — Trừ ra những con cháu người mệnh-một hoặc vợ hay chồng người ấy thì không kể, còn ngoại ra thì không ai bắt-buộc phải nhận thừa-kế người nào.

Điều 317. — Sự từ-chối thừa-kế không thể phỏng-đoán được; người từ-chối phải đến khai tại phòng lục-sự tòa án đệ nhị-cấp chỗ phát-sinh ra việc thừa-kế.

Điều 318. — Người thừa-kế đã từ-chối thì cho là không thừa-kế bao giờ.

Điều 319. — Kể từ khi người thừa-kế đã biết việc thừa-kế mà trong hạn một năm không từ-chối thì sau không được từ-chối nữa.

CHƯƠNG THỨ II

Nói về của thừa-kế có chúc-thư

Điều 320. — Người cha được lập ra chúc-thư để xử-trí tài-sản của mình tùy theo ý mình, nhưng phải giữ quyền-lợi cho người vợ, và nếu chính mình là thừa-tự thì lại phải trao của hương-hỏa để lưu-truyền việc phụng-tự tổ-tiên cho người thừa-tự theo luật định.

Điều 321. — Người nào đã thành-niên, hoặc đã thoát-quyền mà có đủ trí-khôn thì đều có tư-cách được di-chúc và lập ra chúc-thư để xử-trí về tất cả tài-sản của mình.

Vợ chính, vợ thứ trong khi đương giá-thú phải do chồng thuận hứa mới được lập chúc-thư để xử-trí về tài-sản riêng của mình.

Điều 322. — Người lập chúc-thư có thể truất quyền thừa-kế của một người hoặc nhiều người trong các người được dự vào quyền ấy.

Sự truất ấy phải công nhiên làm thành chứng-thư trước *nô-te* hoặc do viên-chức thị-thực.

Điều 323. — Chúc-thư phải làm thành tờ chữ hoặc lập trước *nô-te* hoặc làm thành chứng-thư có hay không có viên-chức thị-thực.

Điều 324. — Chúc-thư làm thành chứng-thư có viên-chức thị-thực thì phải do chính mình người lập chúc-thư viết ra hoặc đọc cho người khác viết hộ tại trước mặt lý-trưởng nơi trú-quán mình và ít ra phải có hai người chứng đã thành-niên.

Các người chứng ấy phải chọn ngoài những người được nhận của tặng-dữ hoặc ăn thừa-kế.

Điều 325. — Chúc-thư phải đề ngày, tháng, năm. Phải biên cả tên, họ, tuổi trú-quán các người chứng.

Chúc-thư đã làm xong rồi phải do lý-trưởng đọc to tiếng cho mọi người nghe và phải do lý-trưởng, người lập chúc-thư, người tá-tả và các người chứng cùng ký tên.

Nếu người lập chúc-thư và các người chứng không biết chữ, thì do lý-trưởng phải biên-chú vào trong chúc-thư.

Điều 326. — Chúc-thư không có viên-chức thị-thực thì phải do chính mình người lập chúc-thư viết lấy tất cả và ký tên. Nếu do người khác tá-tả thì phải có ít là hai người chứng; người lập chúc-thư, người tá-tả, người chứng phải ký tên.

Phàm người không biết chữ, lập chúc-thư không có viên-chức thị-thực thì phải làm tại trước mặt ít ra là hai người chứng biết viết, biết đọc. Các người chứng ấy phải cùng với người tá-tả ký tên vào trong chúc-thư.

Điều 327. — Người nhận của tặng-dữ không cần phải có mặt, chúc-thứ mới có giá-trị.

Điều 328. — Chúc-thư có hoặc không có viên-chức thị-thực, đều phải chiếu có bao nhiêu người thừa-kế hoặc người nhận của tặng-dữ thì làm ra bấy nhiêu bản chính.

Điều 329. — Phàm muốn bãi một phần hoặc tất cả bản chúc-thư đã lập từ trước, thì phải có một bản chúc-thư sau làm theo cách thức đã nói ở các điều trên, hoặc phải có một bản chứng-thư công-nhiên tuyên-cáo sự bãi đó, khai rõ sự thay đổi ý muốn của người lập chứng-thư.

Bản chúc-thư làm sau mà không nói rõ-ràng là bãi cả bản chúc-thư trước thì đối với bản chúc-thư trước chỉ được bãi những khoản nào không hợp hoặc trái với các khoản trong chúc-thư sau mà thôi.

Điều 330. — Phàm người lập chúc-thư đã tặng-dữ tài-sản cho ai, đến sau lại đoạn-mại hoặc đánh-đổi tất cả hay một phần tài-sản ấy thì tức là bãi, không tặng dữ cái phần tài-sản đã đoạn-mại hoặc đã đánh đổi về sau ấy nữa, dù sự đoạn-mại hoặc đánh đổi về sau ấy là vô-hiệu và tài-sản lại được hoàn-nguyên về gia-tài người lập chúc-thư mặc lòng.

Nếu chỉ đem cầm cố, điền-mại mà thôi, thì người được tặng-dữ có thể ứng tiền ra để trả nợ hoặc chuộc lại mà nhận lấy của tặng ấy.

Điều 331. — Phàm chúc-thư đã do người chồng mệnh-một và người vợ góa cùng làm ra, thì người vợ góa không được tự bãi đi. Còn như chúc-thư do người vợ góa làm ra sau khi chồng chết thì người vợ góa ấy có thể bãi đi được.

Điều 332. — Người nào đã được chúc-thư hưởng thừa-kế, lại chết trước người lập chúc-thư, thì khoản chúc-thư thuộc về người ấy thành ra vô-hiệu.

Điều 333. — Khi nào người được tặng-dữ lại bị tuyên-cáo là không xứng-đáng, hoặc bị truất-quyền, thì các khoản tặng-dữ trong chúc-thư thuộc về người ấy sẽ bị bãi đi.

Điều 334. — Người được tặng-dữ mà không thi-hành những điều-kiện của người lập chúc-thư đã bắt-buộc mình thì sẽ bị bãi mất của tặng-dữ ấy.

Điều 335. — Người lập chúc-thư có thể giao quyền cho một người do mình chọn riêng để thi-hành các điều-khoản trong chúc-thư.

Điều 336. — Người lập chúc-thư chết rồi thì chúc-thư mới sinh hiệu-lực.

CHƯƠNG THỨ III

Của thừa-kế không có chúc-thư

Điều 337. — Những di-sản không có chúc-thư thì truyền sang cho con người mệnh-một, con trai con gái đều được chia của bằng nhau.

Trong các người con được thừa-kế, nếu có người nào chết rồi mà khi khai-phát việc thừa-kế hiện còn con cháu thì những con cháu ấy được thay mặt người thừa-kế đã quá-vãng để nhận lấy phần của người ấy mà chia nhau.

Điều 338. — Nếu không có con cháu thì của di-sản lại hoàn-lại cho cha mẹ người mệnh-một, miễn là phải giữ quyền-lợi cho người vợ hay người chồng còn sống. Nếu cha mẹ người mệnh-một ấy ở riêng thì của di-sản ấy chia đôi cho người cha một nửa và người mẹ một nửa.

Nếu cha hoặc mẹ người ấy chết rồi thì người cha hoặc người mẹ còn sống được toàn-hưởng.

Điều 339. — Nếu người mệnh-một không có con cháu cha mẹ gì cả, thì của di-sản lại hoàn lại cho ông bà cụ-kỵ bên nội gần nhất, miễn là phải chia cả vợ chồng theo thể-cách đã định ở điều trên.

Điều 340. — Nếu người mệnh-một không còn con cháu cùng cha mẹ ông bà về bên nội thì di-sản truyền cho anh em chị em ruột người ấy được chia phần đều nhau.

Trong các người anh em chị em được thừa-hưởng, nếu có người nào chết rồi mà đến khi khai-phát ra việc thừa-kế, hiện còn con cháu thì những con cháu ấy được thay mặt cha mẹ mình đã quá-vãng để cùng dự chia với chú bác mình mà nhận lấy phần của người thừa-hưởng quá-vãng để chia lẫn với nhau.

Điều 341. — Nếu không có anh em chị em ruột hay là anh em chị em ruột ấy không có con cháu thì của di-sản lưu-truyền cho anh em đồng-chi bên nội gần nhất và cho con cháu trực-tiếp các hàng đồng-chi ấy.

Những anh em đồng-chi bày vai với nhau thì cứ chiếu nhân-suất mà thừa-hưởng.

Nếu không có thân-thuộc bên nội thì di-sản truyền sang bên ngoại.

Điều 342. — Khi người mệnh-một không còn thân-thuộc nào khả-dĩ thừa-hưởng được thì người vợ góa không ly-hôn được toàn-hưởng những di-sản của người chồng để lại.

Điều 343. — Nếu không còn vợ góa thì của di-sản sung vào tư-sản của nhà-nước.

(Còn nữa)

NHỮNG ĐIỀU NHẬT DỤNG

Lời hỏi. — *Có một khu ruộng hoang thuộc làng N.-l. đã bán cho một người Tây giá tiền là 170 đồng. Người ấy về Tây đã hai-mươi năm nay, rồi chết. Từ bấy đến giờ cũng không nộp thuế cho Nhà-nước. Năm mới rồi, quan Sứ tỉnh có sức cho dân N.-l. khẩn khu ruộng ấy.*

Vậy xin hỏi dân làm giấy nhượng cho tôi có được không ?

Lời đáp. — Người chủ khu ruộng ấy là người Tây thì việc này giải-đáp phải theo Dân-luật Tây, có điều 767 và 768 như sau này :

« Nếu người mệnh-một không còn thân-thuộc nào khả dĩ thừa-hưởng được, hoặc không có con-hoang nào, thì di-sản sẽ thuộc về kỷ-vật của người phối-ngẫu còn sống không ly-hôn, được toàn hưởng... *Nếu không có người phối-ngẫu còn sống thì di-sản thuộc về Nhà-nước.* »

Luật gọi những di-sản như thế là di-sản không có người thừa-kế.

Ví thử có giải-đáp theo luật cũ ta thì cũng thế Hoàng-Việt luật-lệ, dưới điều 83 có điều-lệ thứ II như sau này :

« Hễ nhà nào tuyệt-tự không có người trong ngành có thể làm thừa-tự được, thì gia-tài về phần con gái hưởng cả, nếu con gái cũng không có thì quan sở-tại phải trình quan trên đem cái gia-tài ấy mà châm-trước xếp đặt hậu-sự cho người vô-tự ấy, *rồi còn thì sung công.* »

Đó là giải theo luật cũ hiện hãy còn thi-hành ở Trung-kỳ. Còn ở Bắc-kỳ thì cũng tương tự như thế. Điều 342 và 343 bộ Dân-luật mới có định như sau này :

« *Điều 342.* — Khi người mệnh-một không còn thân-thuộc nào khả-dĩ thừa-hưởng được thì người vợ góa không ly-hôn được toàn hưởng những di-sản của người chồng để lại.

« *Điều 343.* — Nếu không còn vợ góa thì của di-sản sung vào tư-sản của Nhà-nước. »

Sau nữa điều 31 nghị-định quan Toàn-quyền ngày 15 janvier 1903 về công-sản có nói rằng : « Công-sản của mỗi xứ trong Đông-dương có....2·) những đất bỏ hoang và vô chủ. »

Vậy thì đất ấy, ông có thể làm giấy gửi đến quan Khâm-sứ Trung-kỳ hay quan Thống-sứ Bắc-kỳ mà xin khẩn, vì làng đó chỉ phải canh giữ, chứ không có quyền sở-hữu. Ông không phải hỏi gì đến làng cả, làng không có quyền bán được.

Lời hỏi. — *Hiệu buôn của tôi vốn xưa nay vẫn đặt là* Văn-Thụy. *Nhưng phải chữ dưới là chữ húy, Triều-đình cấm không cho dùng. Tôi cũng muốn đổi, nhưng vì buôn bán đã lâu năm, ai cũng quen gọi cửa hàng như thế rồi, sợ đổi đi có điều thiệt-hại cho sự buôn của tôi.*

Vậy xin hỏi không đổi có được không và không đổi thì phải phạt như thế nào?

Lời đáp. — Sau khi đức Bảo-đại lên ngôi, đã có một đạo Thượng-dụ cấm dùng hai chữ *Thụy và Điển*. Thượng-dụ ấy như sau này:

« Ngày 22 tháng 12 niên-hiệu Khải-định thứ 10, bộ Lễ-tâu:

« Xét theo điển-lệ vẫn thi-hành từ xưa đến nay, hễ gặp Tôn-húy, thì phải tránh đi. Nay xét hai chữ tên Hoàng-thượng, một chữ, bên tả chữ nhật 日, bên hữu chữ điển 典, một chữ bên tả chữ ngọc 王, bên hữu chữ chuyên 耑, nay xin tránh hai chữ ấy, khi đọc phải đọc chạnh đi, khi viết phải đổi dùng chữ khác, tên người và tên đất đều không được dùng. Còn những chữ đọc cùng tiếng và những chữ giống một bên, khi đọc phải đọc chạnh tiếng, khi viết phải bỏ một nét, tên người và tên đất không được dùng, cả thảy là 14 chữ, là: 典 腆 琠 䩄 淟 倎 錪 㙉 賟 唺 𠅡 捵 𧍒 琠. Còn những chữ cùng đọc một tiếng mà cách viết lại khác, khi đọc phải đọc chạnh, khi viết thì không phải đổi, tên người và tên đất thì không được dùng, chỉ có hai chữ, là: 諡, 陲. Còn như các bộ, các nha cùng các quan hàm có đúng những chữ ấy, như chữ 典簿 điển-bạ, 典籍 điển-tịch, 典事 điển-sự và 典祭 điển-thảng, vân vân, xin sức cho các nha ấy đổi dùng chữ khác để tỏ ý kính-trọng.

Còn đến miếu hiệu của các đế vương đời trước, thần sắc, thần bài, các biển ngạch, bi ký và khuôn đúc tiền, có gặp những chữ ấy, xin đừng thay đổi cho khỏi phiền.

Việc này đã trình quan Phụ-chính thân-thần duyệt-y, xin tâu và đợi chỉ để thi-hành.

Bộ Lễ cung lục, và tư cho phủ Thống-sứ Bắc-kỳ xin nhờ chuyển tư cho các quan tỉnh. »

Cứ như đoạn cuối cùng trên ấy thì đạo Thượng-dụ này có thi-hành cả ở Bắc-kỳ nữa, chỉ trừ hai thành-phố Hanoi và Haiphong thôi. Nhưng trái lệ ấy cũng không phải phạt, vì bộ Hình-luật Bắc-kỳ không có chỗ nào nói đến. Sau nữa, bộ Hoàng-Việt luật-lệ chỉ phạt những khi dùng hai chữ húy liền nhau mà thôi. Vậy thì ở Trung-kỳ, hình như cũng không có phạt. Điều 62 trong bộ Hoàng-Việt luật-lệ như sau này:

« Phàm dâng thư và tâu việc, lỡ phạm ngự-danh và miếu-húy, phải trượng 80, trong văn-thư mà lỡ phạm, phải phạt xuy 40. Như chữ tên mà xúc-phạm (không phải lầm trong một lúc, và đã để người ta gọi) thì trượng một trăm. Còn như lỡ phạm ngự-danh miếu-húy, thanh-âm giống nhau mà tự dạng đều khác, và có hai chữ chỉ phạm một chữ đều không phải tội. ».

Lời hỏi. — *Cha tôi hiện còn đương sinh-thời, mấy năm trước có làm giấy chia của cho bốn người con, giấy ấy có ký-dịch ký nhận và lý-trưởng áp triện thị-thực, nhưng chưa đem trước-bạ. Mấy anh em tôi hiện vẫn chưa ai lấy phần của mình cả.*

Như vậy những người chủ nợ của chúng tôi có phép tịch-biên phần của chúng tôi không? Và chúng tôi có quyền đem những phần ấy đi cầm đi lấy tiền không?

Lời đáp. — Theo như điều 388 bộ Dân-luật mới thì tài-sản có thể do người cha phân giao cho con cháu ngay trong khi còn đương sinh-thời. Nhưng theo như điều 391 luật ấy thì hễ tài-sản chưa thực giao nhận hẳn, người đứng chia vẫn có thể bãi bỏ giấy chia của ấy đi được.

Vậy thì các chủ nợ không có quyền được tịch-biên những phần tài-sản của những người sắp được thừa-hưởng.

Cũng vì lẽ ấy mà những người con không có phép đem cầm bán được vì đã có quyền sở-hữu đâu mà cầm bán?

Tạp – lục

Nền Nam-án ở Trung-kỳ

(tiếp theo)

Nói về tòa-án tỉnh

Tòa án tỉnh do các quan tỉnh ngồi xét-xử. Các tỉnh lớn thì có : quan tổng-đốc, quan bố-chánh và quan án-sát ; các tỉnh nhỡ thì có quan tuần-phủ và quan án-sát ; các tỉnh nhỏ thì có quan bố-chánh và quan án-sát ; các tỉnh xép thì chỉ có một quan quản-đạo.

Các quan tỉnh không phải hội-nghị để cùng nhau xét án do các quan phủ huyện đã xử, vì xét việc hộ thì đã có quan bố và việc hình thì có quan án. Các án ấy xét rồi thì quan bố và quan án đổi lại, hoặc là để y nguyên như cũ. Nhưng bản thảo án ấy phải đệ-trình tất cả các quan tỉnh duyệt-y. Nói tóm lại thì tòa-án tỉnh không phải do tất cả các quan tỉnh cùng ngồi thẩm chung, nhưng mọi việc đều phải do các quan cùng tỏ ý-kiến. Nếu các quan không đồng-ý, thì quan tổng-đốc có quyền quyết-nghị, nhưng ý-kiến các quan khác nhau thế nào phải biên vào trong bản án.

Quan án và quan bố xét việc gì đều phải trình quan tổng-đốc rõ.

1° *Chức án-sát*. — Quan án-sát phải xét những việc hình do các quan phủ huyện đệ lên. Gặp những việc quan-trọng như là giặc, cướp, vân vân, thì quan án-sát có thể tự xét trước, hay là gặp khi có những việc phủ huyện không xét được. Lý ưng thì những người đi kiện không được phép đệ đơn thẳng đến quan án mà không qua phủ huyện. Theo như điều 301 *Hoàng-Việt luật-lệ* thì đơn kiện phải đệ đến quan mà mình tùy thuộc ngay. Nếu trái lệ ấy thì phải phạt. Cũng có khi quan phủ huyện để dằng dai không xử ngay, nếu người đương-sự khiếu-nại thì quan án có thể trình quan tổng-đốc rồi đem việc ấy ra xét lấy mà không giao cho phủ huyện cũng được. Những việc nào mà quan án xét lấy thì cho đòi những người bị cáo và những người làm chứng đến.

Việc điều-tra cũng làm như là ở các phủ huyện, lấy cung và khai miệng hoặc là viết tờ khai. Cung miệng thì do kinh-lịch, hoặc bát cửu phẩm lấy, còn tờ khai thì do những người đương-sự viết lấy. Các tờ cung và tờ khai khi đọc xong rồi, các người bị cáo và người làm chứng đều phải ký cả. Trong những việc hệ-trọng, thì sự lấy cung và làm tờ khai đều phải làm tại trước quan tổng-đốc, nhưng vẫn do quan án-sát đứng trông coi. Nếu việc đã do phủ huyện sơ-thẩm rồi thì quan án hhông phải thẩm-cứu lại nữa, trừ ra có người khiếu-nại thì không kể.

Án phải do kinh-lịch và bát cửu phẩm thảo, nếu sai chữ gì thì các viên này phải trách-nhiệm. Án thảo xong và các viên khởi thảo đã ký rồi thì phải lấy chữ quan án, quan bố và quan tổng-đốc hay quan tuần-phủ.

Cũng có khi các quan không đồng-ý về một cái án, gặp khi ấy thì quan tổng-đốc có quyền quyết-nghị, nhưng quan bố và quan án được phép không ký vào bản thảo mà quan tổng-đốc đã bắt chữa lại. Vả án bao giờ cũng đứng tên quan tổng-đốc, nhưng mà trách-nhiệm lớn là ở quan án-sát. Bao nhiêu công-văn hàng tỉnh đệ về Bộ đều đứng tên quan tổng-đốc cả. Bởi vậy mà trong bản án chỉ có ấn quan tổng-đốc với tên ký của những viên thảo án mà thôi. Nếu quan tổng-đốc đổi lại một bản án mà quan bố với quan án không đồng-ý thì các quan này có quyền dị-nghị vào bên dia bản án ấy và được làm tờ đệ thẳng vào Bộ.

Tỉnh nào không có quan tổng-đốc hay tuần-phủ thì quan bố và quan án được đóng ấn vào bản án. Nếu vì không đồng-ý với quan án, mà quan bố không chịu đóng ấn vào bản án thì quan án cũng được đệ án vào Bộ, nhưng quan bố được phép đệ tờ trình về Bộ.

Án của các phủ huyện làm, phần nhiều thì quan án y cả. Nếu quan án muốn sửa đổi lại một vài điều không hệ-trọng lắm thì có thể giao trả phủ huyện sửa lại, nhưng quan phủ huyện được phép không theo. Gặp khi ấy thì quan án được sửa đổi lấy, nhưng bản án của phủ huyện xử trước thế nào cũng phải đệ y nguyên như thế vào Bộ.

Thời-hạn quan án được xử một việc gì trong bao lâu, cũng y như thời-hạn của các phủ huyện. Nếu quan án muốn gia thêm hạn thì chỉ có Bộ cho được mà thôi.

2° *Chức bố-chánh.* — Quan bố coi các việc thuộc về tiền bạc, ruộng đất, tuyển binh-linh, các việc công-chính, quan-lại, vân vân. Cách-thức làm cũng y như quan án. Án của quan bố làm cũng phải lấy chữ của quan án như là đối với quan tổng-đốc hay tuần-phủ. Án quan bố làm cũng phải đứng tên quan tổng-đốc hay tuần-phủ như là do quan án làm vậy.

3° *Chức tổng-đốc hay tuần-phủ.* — Quan tổng-đốc hay tuần-phủ là khâm mạng của Triều-đình ở trong một tỉnh, đứng đầu mọi công sở hàng tỉnh. Chỉ quan tổng-đốc hay tuần-phủ mới có quyền được trực-tiếp với Triều-đình, ngoại giả không có quan nào được làm tờ đệ thẳng vào Triều mà lại không phải trình quan tổng-đốc xem trước.

Vậy thì trong hội-đồng các quan tỉnh, quan tổng-đốc hay tuần-phủ bao giờ cũng có quyền quyết-nghị, nhưng chỉ được thi quyền ấy để khiến cho quan bố với quan án theo mình thôi, chứ không thể không hỏi ý-kiến quan bố và quan án được.

Quan tổng-đốc hay tuần-phủ có quyền được điều-tra và lấy cung lấy, nhưng bao giờ cũng phải có quan án giúp và phải dùng những người thừa-hành của ty quan án. Nếu việc gì quan-thiệp đến quan án thì quan án phải cáo-tị, mà do quan tổng-đốc xử cùng với quan bố. Như vậy trong án cũng phải biên cả. Nếu việc quan-thiệp đến quan bố thì cũng do quan tổng-đốc xử như đã nói ở trên.

Nếu quan tổng-đốc ngờ cho quan bố hay quan án thì có thể không cho các quan ấy dự vào việc làm án cũng được, song phải xin phép Bộ mới được.

Nếu việc quan-thiệp đến quan tổng-đốc hay tuần-phủ thì cũng phải cáo-tị mà trong án cũng phải biên rõ như thế và chỉ đóng ấn của quan bố với quan án mà thôi. Khi nào một quan tỉnh đi vắng cũng vậy.

Vậy chức-trách của quan tổng-đốc hay tuần-phủ là xét các án-văn của quan án với quan bố đệ trình. Nếu không y thì giao cho các quan ấy đổi lại. Nhưng quan bố và quan án bất tất phải tuân theo. Nếu không đồng ý thì quan tổng-đốc đệ án thẳng vào Bộ mà bầy thêm ý-kiến của mình vào trong án. Nhưng phải đợi cho quan bố hay quan án thảo án xong đã, rồi sau có điều-tra thêm thì mới. làm, bấy giờ quan tổng-đốc muốn tỏ ý-kiến riêng của mình vào án thì tùy ý

Nói tóm lại, quan tổng-đốc có quyền quản-đốc mọi công sở và phàm việc gì trong tỉnh cũng phải đệ bẩm quan tổng-đốc cả, song hễ việc gì thuộc về quan bố hay quan án thì tất phải cho các quan ấy biết rồi mới được tự làm lấy.

Khi quan tỉnh đã xét án rồi thì đệ thẳng vào Bộ, và đồng-thời phải gửi một bản sao đến tòa sứ. Quan công-sứ không có dự gì đến việc Nam-án, không bao giờ được cảm hóa các quan An-nam và được sửa đổi gì vào trong án, quan công-sứ phải để cho các quan tỉnh hoàn-toàn chịu trách-nhiệm về những việc các quan ấy đối với Triều-đình. Quan công-sứ chỉ có việc kiểm-soát xem luật-lệ thi-hành có đúng hay không, hễ xét thấy quan An-nam có nhũng-lạm hay lầm-hoặc thì phải trình quan Khâm-sứ biết.

Những án phạt suy, nghĩa là thục từ 3 đến 15 đồng, hay là phạt giam từ một đến năm tháng, hễ quan công-sứ hiệp-ý thì là án nhất-định và thi-hành ngay. Nhưng đối với những trường-hợp sau này thì lệ ấy lại không thi-hành là :

1° Khi nào quan công-sứ với quan tỉnh không đồng-ý ;

2° Khi nào án có can-thiệp đến một quan chức hay là một thuộc-viên Chính-phủ Nam-triều ;

3° Khi nào phạt suy những người đã phạm một tội nặng phải án quá bực suy.

Quan công-sứ cho dịch án, xét rồi có dị-nghị gì thì phê vào một phiếu-chỉ đính kèm vào bản án mà đệ về phủ Khâm-sứ (Hội-lý bộ Hình).

Vậy giấy dị-nghị của các quan công-sứ không có mục-đích gì khác là để trình quan Khâm-sứ biết mọi điều có ích để xét cho xác-đáng trước khi duyệt-y án của bộ thẩm-định.

Nói tóm lại, chức-vụ quan công-sứ đối với Nam-án chỉ có : 1° Kiểm-soát việc hành-động cho đúng lệ ; 2° Trình quan Khâm-sứ những điều gì xét ra bất công hay là trái luật.

Các bộ

Án của quan tỉnh làm xong, hễ việc thuộc về bộ nào thì đệ về bộ ấy, nghĩa là việc hình thì bộ Hình, việc tài-chính, ruộng nương, đất cát, nhà cửa thì bộ Hộ, án các quan lại lầm lỗi trong việc công thì bộ Lại ; các việc binh lính thì bộ Binh, các việc tế-tự, nghi-tiết, vân vân, thì bộ Lễ ; các việc công-tác thì bộ Công.

Mỗi bộ, ngoài quan Thượng-thư ra, lại có ba đường-quan là : tham-tri, thị-lang và tá-lý. Các quan ấy đều được tỏ ý-kiến của mình và dự vào việc thảo án. Các công việc chia cho hai ti là : tả-ti coi việc các tỉnh phía Nam, đứng đầu có một lang-trung và một chủ-sự ; hữu-ti coi việc các tỉnh phía Bắc, đứng đầu có một viên-ngoại và một tư-vụ. Mỗi ti đều có những người phụ-thuộc là bát cửu phẩm, thừa-phái.

Khi nào án về tới Bộ, thì phải vào sổ, và thuộc về ti nào thì giao cho ti ấy xét để thảo tờ về việc án ấy, có nên sửa đổi gì trong tờ ấy đều biên cả. Bản thảo ấy phải do viên lang-trung hay viên-ngoại ký, rồi đệ trình các đường-quan trong Bộ, các đường-quan đều ký tên và có chỉ-nghị điều gì thì biên vào. Bản thảo ấy phải trình quan đầu bộ y hay là đổi lại. Bấy giờ mới chép lại và đệ sang tòa Khâm-sứ.

(Còn nữa)

ALBERT BONHOMME

(La Justice en Indochine, chap. III, *L'Annam)*

Tùng - ký

Hội Vạn - quốc với vấn - đề nô - ti [1]

Tháng năm năm 1932 hội Vạn-quốc có triệu-tập một hội-đồng giám-định quốc-tế tại hội sở Genève để xét cái vấn-đề nô-ti. Sở dĩ có kỳ hội-đồng này cũng là vì cuộc tranh-luận trong ủy-ban thứ sáu của hội Vạn-quốc họp trong tháng chín năm 1931. Hồi đó, người ta quả-quyết rằng trên thế-giới vẫn còn nô-tì, vậy cần phải trừ cho thực tiệt đi, nhất là phải sửa-đổi lại bản hiệp-ước quốc-tế ký năm 1926. Mấy ông ủy-viên lại nói đích rằng hiện trên địa-cầu có tới gần 5 triệu nô-tì, có ông lại nói rằng các đại-cường-quốc có thuộc-địa thường không dùng hết phương-pháp để trừ tiệt cái tục ấy đi.

Thực ra vấn-đề nô-tì rất là phiền-phức, mà sinh ra biết bao nhiêu vấn-đề khác nữa, lại thêm có nhiều điều rất khó. Trước hết tiếng « nô-tì » này gồm chỉ bao nhiêu cái « địa-vị » riêng trong xã-hội, do phong-tục và lệ-luật trong xứ mà ra. Sau nữa, theo như hiệp-ước quốc-tế năm 1926, thì chữ nô-tì gồm tất cả các hạng người làm công việc đê hèn.

Như vậy thì cần phải phân-biệt, nhưng phân-biệt thật khó lắm, cần phải nhờ đến các tay « chuyên-môn » mới được. Bởi vậy hội Vạn-quốc đã phải triệu-tập kỳ hội-đồng các giám-định-viên ở Genève.

Thấy hội Vạn-quốc để tâm đến vấn-đề nô-tì này, người ta không khỏi để ý đến. Nào có ai lại ngờ rằng sau năm 1848, sau các luật-lệ rất nghiêm đối với việc mãi-nô, sau hồi chiến-tranh về nô-tì ở Mỹ, sau khi đã chiếm đóng được cả trên lục-địa dân-đen, cùng là lúc Á-châu đang tân-tiến, mà cái nạn nô-tì vẫn chưa tiệt! Mà vẫn còn thực: ở Phi-châu hãy còn hàng trăm nô-lệ; lại gần đây hồi tháng mars 1932, một bọn buôn người kéo đến các làng ở Soudan thuộc Anh và Ai-cập. Nhưng bọn này bị nghiêm trị ngay. Ở Arabie vẫn còn chợ bán nô-lệ, mà bên Tàu tuy có luật-lệ cấm, nhưng vì cái nội-tình mà vẫn còn tục công-nhiên bán trẻ con. Chúng tôi lại thấy ở các xứ thuộc-địa Pháp vẫn còn di-tích cái tục này, cùng là các lối lao-động đê-nhục nữa, mà người làm luật trong tay hình như không đủ cách để bài-trừ được.

Còn như ở Đông-dương thì nay thực đã thực-hành được việc bãi cái lệ nô-tì. Ai cũng biết rằng ở Cao-mên, trước kia có hạng « nô-tì của nhà vua ». Bộ luật mới ở xứ ấy nay đã bãi hẳn đi rồi. Tại Ai-lao cũng thế, các bộ luật mới, tuyên-bố năm 1928 cũng đặt thể-lệ rất nghiêm về vấn-đề ấy. Còn ở nước Nam thì không có tục bắt người ta làm nô-lệ. Ngày xưa chỉ những tù-binh và thân-nhân kẻ có tội mới phải liệt vào hạng này thôi.

---

(1) *Revue des Sciences politiques*, juillet - septembre 1932.

Nhưng tục nô-ti theo hình-trạng nào mà ngày nay còn nảy nở ra được? Trong khi ủy-ban tạm-thời xét vấn-đề nô-lệ ở Genève để kiếm tài liệu thảo bản hiệp-ước 1926, có phân-biệt rõ ràng hiện nay còn thứ nô-ti ở trong nhà, các tù binh của bọn tù-trưởng, việc bán g ấu đàn-bà con-trẻ và đem mình gán nợ.

Về tục đem mình gán nợ, trong tờ trình của ủy-ban tạm-thời xét vấn-đề nô-lệ có nói rằng: « Cái tục chung của dân đen, trước khi người Âu đến, là người mắc nợ có thể đem một người nô-lệ của mình, hoặc một người đầy-tớ, hay một người trong họ mà gán cho chủ nợ. Cái tục ấy xem ra vô-nhân-đạo, nhưng thường người chủ-nợ không được quyền sở-hữu đối với người bị gán nợ. Chủ nợ phải theo tục-lệ, không thể đem người kia bán hay cầm đi được, lại còn phải nuôi nấng, may mặc và cho người ấy ở trong hết cái hạn gán nợ. Trái lại, chủ nợ có quyền bắt người làm việc gì cũng được. Theo tục-lệ từng xứ, có khi công việc người kia trừ được nợ, cũng có khi không trừ được nợ. Tục này thấy ở Phi-châu, mà ở vài nước Viễn-đông cũng thấy có. Như ở các bộ-lạc Mọi bên Đông-dương, một người không có tiền mua trâu có thể đem gán mình trong một thời-gian, đối-chiếu với giá tiền mua con trâu được. Tục này tức là một lối hợp-đồng rất cổ vậy.

Cũng là một lối nô-lệ như những công-dịch có hợp-đồng về nhân-công kỹ-nghệ và canh-nông ở các nơi có dân bản-thổ, như bắt buộc chịu thiệt phải theo hợp-đồng, như phải chịu nợ cho chủ, cùng là lối bắt đi chăn nuôi gia-súc ở Nam-mỹ, việc bắt-buộc mộ phu cho các sở tư. Lại còn như công-việc bắt-buộc của bọn Sô-viết, chẳng hay có phải là một lối nô-lệ chăng?

Một người An-nam được cử vào hội-đồng kỷ-luật các luật-sư

Các luật-sư tòa Phúc-thẩm Saigon vừa đây đã tuyển-cử lấy một ông hội-trưởng và năm ông hội-viên hội-đồng kỷ-luật, thì có cử một ông luật-sư An-nam vào hội-đồng, là ông TRẦN-VĂN-CHƯƠNG. Về việc ấy số báo *Asie Française* tháng mai 1932 có nói rằng: « Ông hội-viên mới ấy chẳng phải đã làm luật-sư lâu năm. Tất ai cũng nhớ rõ rằng, mới cách đây hai năm, vì có lời khẩn-khoản của quan Toàn-quyền, nên người bản-xứ mới được dự làm luật-sư. Việc cải-cách ấy, các bực thượng-lưu trí-thức An-nam yêu-cầu đã lâu, nhưng các luật-sư Tây, nếu không muốn mất cái độc-quyền kiếm lợi của mình thì có thể ngăn-cản cũng được. Ta cứ xem việc ông TRẦN-VĂN-CHƯƠNG được cử vào hội-đồng kỷ-luật, thì đủ biết các ông luật-sư Tây bây giờ đã nhìn rộng lắm rồi, nên mới công-nhận cái chính-thể mới này ».

Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 19 juillet 1932:

M. TRẦN-TÍN-LƯƠNG, tri-phủ hạng nhất ngạch Thượng-du, hết hạn nghỉ, nay sung dự-thẩm tại tòa án đệ-nhị-cấp Cao-bằng.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 22 juillet 1932:

M. NGUYỄN-VĂN-LAN, tri-huyện tư-pháp hạng ba, tòng sự tại tòa-án tỉnh Hà-đông, nay đổi làm trợ-thẩm tại tòa-án sơ-cấp huyện Thạnh-oai (cùng tỉnh).

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 26 juillet 1932:

M. BÙI-ĐÌNH-TỊNH, tri-huyện tư-pháp tập-sự, trợ-thẩm tại tòa-án sơ-cấp Hoài-đức (Hà-đông), nay thực-thụ tri-huyện tư-pháp hạng nhì kể từ ngày 14 juin 1932:

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 27 juillet 1932:

M. CAO-NGUYÊN-TỐ, tri-châu hạng nhất tại Bắc-kạn, nay đổi đi châu Bình-gia (Lạng-sơn) thay M. NGUYỄN-VĂN-BÌNH đổi đi nơi khác.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 28 juillet 1932:

M. TRỊNH-XUÂN-NHAM, tri-phủ hạng nhì, lĩnh thương-tá tỉnh Phú-thọ, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy trong khi quan bồi-thẩm thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận và thay M. VŨ-ĐÌNH-MẪN, tri-phủ Lâm-thao.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 29 juillet 1932:

M. NGUYỄN-ĐÌNH-KHANH, tri-huyện tư-pháp tập-sự, tòng-sự tại tòa-án tỉnh Ninh-bình, nay đổi đi trợ-thẩm tại tòa-án sơ-cấp huyện Thanh-hà (Hải-dương).

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 1er août 1932:

M. NGUYỄN-KIM-LOAN, tri-huyện tư-pháp tập-sự, cáo nghỉ không lương, theo như đơn xin, nay được cáo nghỉ trong một thời-hạn một năm nữa, kể từ ngày 1er septembre 1932.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 9 août 1932:

M. NGUYỄN-NGỌC-THANH, tri-phủ hạng nhì tại Ninh-giang (Hải-dương), và M. VŨ-ĐẠI, tri-phủ hạng nhì tại Ứng-hòa (Hà-đông) nay đổi lẫn cho nhau.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 27 août 1932:

M. PHÓ-BÁ-THUẬN, tri-huyện hạng nhất tại Lang-tài (Bắc-ninh), nay đổi đi Đồng-hỷ (Thái-nguyên) thay M. HOÀNG-ĐỨC-TÂN đổi đi Lang-tài.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 29 août 1932:

M. VŨ-NGỌC-THÚY, tri-huyện hạng nhì, lĩnh thương-tá tỉnh Cao-bằng nay đổi đi thương-tá Sơn-tây và sẽ kiêm chức chánh án tòa sơ-cấp thành-phố Sơn-tây và chức bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy thay M. NGUYỄN-ĐÌNH-TÚC, thông-phán mệnh-một.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 2 septembre 1932:

M. NGUYỄN-VĂN-TRÁC, tri-huyện hạng nhì tại Quỳnh-côi (Thái-bình) nay đổi đi Đông-quan (cùng tỉnh) thay M. NGUYỄN-KHÁNH-TRƯỜNG.

M. NGÔ-VI-LIỄN, tri-huyện hạng nhì tại Cẩm-giàng (Hải-dương) nay đổi đi Quỳnh-côi (Thái-bình) thay M. NGUYỄN-VĂN-TRÁC.

M. LÊ-TRỌNG-THANH, tri-huyện hạng ba tại Hiệp-hòa (Bắc-giang) nay đổi đi Cẩm-giàng (Hải dương).

M. LÊ-VĂN-THANH, tri-huyện tập-sự tại Sơn-tây nay đổi đi huyện Hiệp-hòa (Bắc-giang).

M. Ngô - bộ - Doanh, tri - huyện hạng nhất tại Tiền - hải (Thái - bình) và M. Nguyễn-hữu-Tri, tri-huyện hạng nhì tại Thư-trì (cùng tỉnh) nay đổi lẫn cho nhau.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 8 septembre 1932:

M. Trịnh-như-Tiếp, tri-huyện hạng nhì, cáo-nghỉ nay phục chức cũ và đổi đi huyện Cát-hải (Quảng-yên) thay M. Hoàng-đức-Hàm, đổi đi Yên-bình (Tuyên-quang).

M. Nguyễn-văn-Thịnh, tri-phủ hạng nhì tại Đoan-hùng (Phú-thọ) nay đổi đi Phổ-yên (Thái-nguyên) thay M. Nguyễn-văn-Hoạch.

M. Nguyễn-văn-Thức, tri-phủ hạng nhì ngạch Thượng-dụ, tại Yên-lập (Phú-thọ) nay đổi đi Đoan-hùng (cùng-tỉnh) thay M. Nguyễn-văn-Thịnh.

M. Ngô-mạnh-Nghênh, tri-huyện hạng ba, nay phục chức cũ và đổi đi châu Yên-lập (Phú-thọ).

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 10 septembre 1932:

M. Hoàng-đức-Phượng, tri-châu hạng ba tại Hà-quang (Cao-bằng), nay đổi đi châu Bảo-lạc (cùng tỉnh) thay M. Nông-ích-Văn, tri-châu hạng nhì đổi đi châu Hà-quang.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 16 septembre 1932:

M. Vũ-ngọc-Lâm, tri-phủ hạng nhì, thương-tá tỉnh Hà-nam nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy, trong những khi quan thẩm-phán thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận và thay M. Lương-danh-Môn, tri-huyện tập-sự.

M. Bế-Khanh, tri-huyện hạng nhì, thương-tá tỉnh Ninh-bình, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa-án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy trong những khi quan thẩm-phán thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận và thay M. Phạm-văn-Lệ, tri-huyện Gia-khánh.

IMP. SPÉCIALE DU PHAP-VIÊN BAO

必 也 使 無 訟 乎
(孔 子)

« ..... faire qu'il n'y eût plus de procès, ne serait-ce pas préférable?»

(CONFUCIUS)

SOMMAIRE

Page

V.-P.-J.-E. DUFILHO. 61

LES POUVOIRS DES MAIRES POUR RÉPRIMER LES ATTEINTES A LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE, par A. E. Huckel. 63

QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE, par Nguyen-văn-Tố. XIII, Des biens cultuels 68

MÉDECINE LEGALE, par Henri Marcel. — Les asphyxies (suite). III. La submersion. IV. La suffocation. 74

NOTIONS DE DROIT CIVIL TONKINOIS (Voir : partie annamite).

JURISPRUDENCE. — L'Administration publique et l'autorité de la chose jugée. — Bacs. Compétence en cas d'accident 81

LÉGISLATION 89

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — Eligibilité des militaires indigènes. — Mariage pendant la période de deuil. — De la garde des enfants en cas de divorce. — Election des tổng-lý. — Tableau généalogique 90

VARIÉTÉS. — La justice indigène en Annam, par Albert Bonhomme (suite). Conseil du Cơ-mật. — Conseil de censure. — Juridictions spéciales 92

CHRONIQUE. — L'administration de la justice en Indochine 96

Nominations, mutations, congés, etc 103

BIBLIOGRAPHIE, par Nguyen-văn-Tố. — Dương-Tấn-Tài, La part de l'encens et du feu. 105

Louis Rolland et Pierre Lampué, Précis de législation coloniale . . . 106

Pierre Varet, Au pays d'Annam. Les Dieux qui meurent 107

Journal judiciaire de l'Indochine, janvier-décembre 1932 107

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes, août-décembre 1932 108

YẾU-MỤC

Số trang

CÁI QUYỀN-HẠN CỦA CÁC QUAN THỊ-TRƯỞNG VỀ VIỆC TRỪNG-TRỊ SỰ NÁO-ĐỘNG, A. E. Huckel soạn. 39

MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM, Nguyễn-văn-Tố soạn. XIII. Nói về của phụng-tự. 43

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA, Phạm-huy-Lục soạn. — Nói về ly-hôn. 45

PHÁP-Y, Henri Marcel soạn. — Chết-ngạt. — III. Chết-đuối. — IV. Ngạt. 48

ÁN-LỆ. — Đò-ngang. Cái thẩm-quyền của các tòa án trong khi xảy ra những sự tai-nạn. 54

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. — Quyền-lợi của vợ-góa hay chồng-góa. 57

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Binh-lính đối với quyền công-cử. — Nói về giá-thú trong khi có tang. — Cái quyền nuôi giữ con sau khi đã ly-hôn. — Quyền-dự bầu tổng-lý. — Giấy chứng-nhận về gia-phả. 60

TẠP-LỤC. — Nền Nam-án tại Trung-kỳ, Albert Bonhomme soạn (tiếp-theo). — Đô-sát viên. — Đặc-biệt pháp-viên. 62

TUNG-KÝ. — Quan Biện lý Dupilho tạ-thế. — Việc tư-pháp ở Đông-dương Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân. 66

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

V.-P.-J.-E. DUFILHO

Le *Pháp-viện báo* vient d'éprouver une perte qu'il lui sera difficile de réparer. Victor-Paul-Jean-Eugène DUFILHO, l'auteur de l'article sur la *Contrainte par corps en matière civile et commerciale indigène*, paru dans son numéro de septembre 1931, lui a été enlevé le 23 octobre dernier. Déjà, avant son départ en congé, sa santé causait à ses amis d'assez vives inquiétudes ; mais quand ils venaient de s'entretenir avec lui, qu'ils écoutaient sa parole restée si vivante et si jeune, ils s'obstinaient malgré tout à espérer. A son arrivée à Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées), où les médecins l'avaient envoyé pour le forcer à se reposer, une angine de poitrine l'a terrassé en quelques heures.

Nous n'avons pas besoin de rappeler ce que fut sa vie ; les journaux, à l'occasion de sa mort, l'ont racontée en détail. D'ailleurs, elle n'a rien qui la distingue des autres : c'est une vie de magistrat et de juriste, simple et unie, toute d'intérieur et d'étude. Nous ne dirons rien non plus de l'article qu'il nous a donné ni de ceux dont il nous a annoncé la préparation. Il a fait mieux que des articles, il a donné une impulsion, il s'est associé à un mouvement qui lui survivra. « Il est bon, nous disait-il un jour, à propos de l'assistance sociale en Indochine, il est bon que des esprits généreux soient préoccupés des imperfections de ce qui existe en s'attachant passionnément à l'étude des réformes durables. Il en est, certes. Mais celles de l'ordre moral sont encore plus urgentes que celles de l'ordre matériel. A quoi sert d'augmenter le salaire, si la part supplémentaire est portée dans les maisons de jeux ? A quoi sert de mettre plus d'argent entre les mains des fonctionnaires, s'ils l'emploient, non pas à mieux loger et à mieux nourrir leurs enfants, mais à fréquenter les cinémas, à fatiguer leurs poumons et leurs yeux dans des salles où la foule s'entasse, où l'air est vicié et où une débauche d'électricité aveugle les spectateurs ? Ce qu'on appelle le progrès n'est

souvent qu'une occasion donnée à l'homme d'user plus vite les trésors de force vitale qui sont en lui. Le spectacle des misères humaines est certes une source de douleur constante pour le penseur. A de certaines heures, il est si navrant qu'il pourrait faire paraître logique la conclusion de ceux qui réclament un bouleversement de l'ordre de choses établi. C'est le propre de la jeunesse que d'embrasser une cause qui se présente sous d'aussi nobles auspices que la justice et la charité. Combien de révolutionnaires sont devenus conservateurs à mesure que l'expérience élargissait leur horizon et leur montrait tous les aspects des questions, dont ils étaient d'abord portés à ne considérer qu'un seul côté ! . . . »

« L'instruction se répand, nous disait un autre jour M. Dufilho, mais elle prêche l'abolition de toute servitude : ni loi morale, ni loi civile. Les progrès de la science n'améliorent pas le peuple, mais fournissent aux criminels des armes perfectionnées. Vous en avez lu le tableau angoissant dans certains livres; malheureusement les remèdes préconisés par les auteurs ne paraissent pas très efficaces : ils font appel à l'énergie individuelle de la majorité des honnêtes gens contre la minorité des coquins ; ils demandent la réforme de la police, le rétablissement des châtiments corporels, l'interdiction à la presse de remplir ses colonnes de crimes commis et, à défaut, de romans policiers. On peut se demander si le régime démocratique ne s'opposerait pas à quelques-unes de ces mesures, toutes excellentes en elles-mêmes. Reste deux moyens chers à quelques moralistes : le développement de l'apprentissage pour préserver les jeunes gens, et enfin l'éducation morale. Mais on répète souvent que la morale sans religion n'existe que pour l'élite, et que le peuple est incapable de la comprendre et de l'appliquer. Sur quoi alors la fonder ?...»

En rappelant ces mots, nous n'avons parlé que du juriste et du sociologue, et c'est du juriste et du sociologue seul qu'il devait être question ici. Qu'il nous soit permis d'ajouter en terminant que, si grand qu'il fût, l'homme en lui valait mieux encore. Ceux qui, comme nous, ont eu l'occasion de causer longuement avec lui, ne perdront jamais le souvenir de son affabilité.

Nguyễn-văn-Tố.

PARTIE GÉNÉRALE

DROIT ADMINISTRATIF

LES POUVOIRS DES MAIRES POUR RÉPRIMER LES ATTEINTES A LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

Un des abonnés du *Phóp-viện báo* a écrit à la Direction pour signaler qu'habitant à Hanoi un immeuble contigu à une maison que son propriétaire fait garder par un chien qui aboie toute la nuit, il lui est impossible de dormir, en sorte qu'il se demande s'il peut contraindre le propriétaire de l'animal à le faire taire.

Comme beaucoup de personnes habitant les villes de Hanoi et Haiphong se sont posé la même question au cours des nuits sans sommeil passées à entendre les concerts symphoniques organisés par les meutes urbaines pour saluer l'arrivée sensationnelle des vidangeurs, il nous a paru plaisant de répondre audit lecteur par la voie de la *Revue judiciaire franco-annamite*.

A la vérité, la question n'est pas nouvelle. Sans remonter à Boileau qui ne s'est plaint que des chats et des coqs (Satire VI), elle s'est déjà posée à Paris il y a 60 ans.

A cette époque, l'illustre savant Claude Bernard nourrissait au Collège de France de nombreux chiens sur lesquels il se livrait à des expériences de physiologie. Ces animaux tenaient la nuit tout le quartier en éveil par leurs aboiements ininterrompus. Les voisins vinrent se plaindre à Claude Bernard, qui les accueillit fort aima-

blement, écouta leurs doléances, reconnut qu'ils avaient raison et leur promit qu'à l'avenir ils pourraient reposer tranquillement. La nuit suivante, en effet, silence complet... Les voisins apprirent que le savant avait coupé à ses chiens les cordes vocales, et les avaient rendus ainsi aphones.

Cette solution élégante, mais cruelle, n'a rien à voir, nous le reconnaissons, avec le point de droit que nous allons dès lors envisager.

L'article 1385 du Code civil français est ainsi rédigé : « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé » (1).

L'article 715 du Code civil tonkinois (1931) a été presque textuellement copié sur l'article précité, il n'y a qu'un mot de changé : « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son *service*, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. » (*J. O.*, 1931, p. 1409).

Cet article peut-il recevoir son application au dommage qu'un chien cause à un voisin de son propriétaire en l'empêchant de dormir par ses aboiements ?

L'affirmative résulte par *a contrario* de deux arrêts de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation (15 avril 1859, D. P. 61.5.475, et 5 avril 1867, D. P. 67.1.288, note 1-3), qui ont décidé que « la contravention de tapage nocturne ne pouvant résulter que d'un fait volontaire, le juge de police refuse avec raison de considérer comme coupable de cette contravention le propriétaire qui fait garder, la nuit, ses marchandises par un chien dont les hurlements troublent

---

(1) Au Moyen âge, l'animal auteur du dommage était parfois traduit lui-même devant le tribunal, car notre ancienne jurisprudence criminelle a connu les procès faits « aux bestes brutes et aux choses inanimées ». B. Chasseneuz a publié à Lyon, en 1588, un traité *De excommunicatione animalium insectorum* qui indique, avec détails, la manière de citer les insectes en justice et d'obtenir leur excommunication (Cp. Berriat Saint Prix, *Rapports et recherches sur les procès faits aux animaux*, 1829 ; L. Menabred, *De l'origine, de la forme et de l'esprit des jugements rendus au Moyen âge contre les animaux*, 1846 ; Dumeril, *Les animaux et les lois*, *Revue générale du droit*, 1880, p. 144 ; P. Croos, *Procès faits aux an maux*, *La France judiciaire*, 1880, p. 417 - 428).

la tranquillité des voisins (C. P. 479, nº 8) (1), sauf le droit de ceux-ci de poursuivre devant la juridiction civile la cessation et la réparation du préjudice qu'ils éprouvent (C. C., art. 1385).

« En tout cas, il appartient au maire de faire droit aux plaintes élevées à raison de tels faits, et de prendre des mesures réglementaires pour protéger efficacement le repos des familles » (2).

Ces arrêts ont donc indiqué d'office deux moyens pour les habitants d'arriver au résultat pour lequel le juge de police a dû déclarer son impuissance :

1º La voie de l'action en dommages-intérêts qui ne peut manquer de réussir, parce que l'individu qui choisit un moyen de se garder incommode pour ses voisins, est tenu de les indemniser des inconvénients qu'il leur fait éprouver tout aussi bien que dans le cas où il trouble leur repos par l'exercice d'une profession bruyante ;

2º Le recours à l'autorité municipale qui est investie de pouvoirs suffisants pour édicter en cette matière des mesures préventives, puisque la police municipale a pour but le maintien de l'ordre public, c'est-à-dire la tranquillité, la sécurité et la salubrité à la ville et aux champs (art. 91, 97 et s. de la loi du 5 avril 1884, modifiée par celle du 21 juin 1898).

Mais alors les infractions aux règlements de cette nature sont réprimées par l'article 471, § 5, du Code pénal (3), et elles peuvent

---

(1) Si cependant le propriétaire du chien ou les gens de sa maison provoquaient ses aboiements, l'art. 479, 8º, trouverait son application, puisqu'il punit d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement les *auteurs* ou *complices* de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants. Encore faudrait-il que les aboiements soient *nocturnes*, c'est-à-dire émis après le coucher et avant le lever du soleil (Dijon, 11 nov. 1846, D. P. 47. 4. 69 ; Cr. 29 août 1857. D. P. 57. I. 408).

(2) La Cour de Cassation a jugé que l'autorité municipale de Sedan avait été en droit d'interdire la présence dans la cave d'une maison de veaux dont les beuglements troublaient le jour ou la nuit le repos public et troublaient, notamment, le maire et les employés de la police pendant qu'ils travaillaient dans les bureaux de la mairie (Cr. 25 mai et 13 novembre 1849, D. P. 51. 5.22).

Le maire peut aussi exiger que les bêtes de somme, notamment les ânes et mulets, amenées en ville, soient muselées le jour comme la nuit, si cette précaution a pour objet de prévenir le trouble du repos des habitants (Cr. 28 janvier 1859, D. P. 59. 5. 26).

(3) Un individu poursuivi comme auteur ou complice d'un tapage *nocturne* et acquitté de ce chef, peut être condamné aux peines portées par l'art. 471, § 15, pour contravention à un arrêté municipal défendant de donner des *aubades* Cr. 2 janvier 1875, D. P. 76. I. 457 ; MORGAND, *La loi municipale, commentaire* (*de la nouvelle loi*, nº 885).

comprendre les bruits et tapages qui ne seraient pas injurieux et qui se produiraient pendant le jour, échappant ainsi à l'art. 479, 8°, du Code pénal (1).

Le décret du 11 juillet 1908 qui a réorganisé les municipalités de Saigon, de Hanoi et de Haiphong et s'est inspiré largement de la loi du 5 avril 1884,

1° a chargé le maire, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs (art. 73) ;

---

(1) Nous croyons devoir reproduire *in extenso* un jugement plein de sagesse et d'humour du Tribunal de simple police de Montélimar du 26 juin 1875 (D. P. 76. 3. 88) :

« Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé le..., par le commissaire de Montélimar et l'agent de police S., ainsi que de la déposition de ce dernier, que ledit jour, à quatre heures moins le quart du matin, un merle appartenant au sieur C. V. chantait à tue-tête le refrain de la *Marseillaise*, et faisait ainsi un bruit de nature à troubler le repos public ; que la cage du merle était placée dans l'intérieur de la maison V. sur une chaise, près d'une fenêtre entr'ouverte donnant dans la rue Saint-Pierre ;

« Attendu que l'article 479, par. 8, du C. P., ne punit les bruits nocturnes qu'en tant qu'ils proviennent d'un fait personnel et volontaire imputé au prévenu ;

« Attendu qu'il n'est pas établi que V. ait excité son merle à chanter ; qu'il ressort même de la déposition de l'agent qu'il n'était pas à ce moment dans la pièce où se trouvait la cage ; — que l'affirmation générale du procès-verbal, fondée sur la rumeur publique, que C. V. prenait plaisir à faire chanter son merle, n'est pas prouvée, et s'appliquait du reste à des faits antérieurs, non constatés par l'agent ;

« Attendu qu'en chantant, le merle n'a fait que suivre sa nature ; — qu'à défaut d'un règlement local prohibitif, sa seule possession ne doit pas rendre son maître complice du bruit qu'il fait, dans le sens de l'article 479 ; — qu'il n'y a pas à distinguer entre le chant naturel et le chant appris ; — que si l'air varie, le cri poussé par l'oiseau n'est ni plus aigu, ni plus prolongé ;

« Attendu que les articles 1 et 2 de l'arrêté municipal du 9 janvier 1850 ne font que rappeler les faits consécutifs de la contravention prévue au par. 8 de l'art 479 et doivent, par suite, recevoir la même interprétation ;

« Attendu, enfin, que si les chants de l'oiseau appartenant à V. troublent la tranquillité publique, les voisins peuvent provoquer l'intervention de l'autorité municipale ; — que l'art. 1382 du C. civil leur permet aussi de poursuivre la réparation de tout dommage résultant de la jouissance abusive qu'un tiers fait de sa chose ;

« Par ces motifs, dit qu'il n'y a pas de contravention dans le fait dont il s'agit, renvoie V. de la poursuite sans dépens. »

2° a conféré au maire le droit de prendre des *arrêtés* à l'effet d'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité (art. 76) (1-2) ;

3° a précisé que la police municipale comprend notamment le soin de réprimer les *atteintes à la tranquillité publique*, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants... (art. 79).

Il résulte donc de cette jurisprudence et de ce texte que les maires de Saigon, de Hanoi et de Haiphong ont le droit de prendre un règlement de police ordonnant aux propriétaires d'empêcher leurs chiens de troubler, la nuit et même le jour, le repos des habitants par leurs aboiements (3).

Le Gouverneur de la Cochinchine et le Résident supérieur au Tonkin pourraient respectivement, s'ils le jugeaient nécessaire, mettre en demeure les maires de prendre cet arrêté et même, si les maires s'y refusaient, se substituer à eux pour le prendre (art. 81).

Il importe d'ajouter pour être complet que, aux termes de l'article 3 du décret du 6 mars 1877, les faits prévus par les règlements de police émanés de l'autorité locale, sont considérés comme contraventions de simple police et punis des mêmes peines, c'est-à-dire de 1 franc à 5 francs d'amende (C. P., art. 471, 15°).

A. E. HUCKEL.

---

(1) L'arrêté du Gouverneur général du 6 août 1903 fixant les attributions du Résident-maire de Phnom Penh contient des dispositions semblables.

(2) Les arrêtés du Gouverneur général des 27 juin 1912, 17 octobre 1921 et 12 décembre 1923 organisant respectivement les communes de Chợ-lớn, Nam-định et Hải-dương, contiennent des dispositions semblables.

(3) L'Administrateur-maire de Hanoi est arrivé plus pratiquement à un résultat en imposant les chiens à une piastre par an, plus 0$10 pour une médaille-contrôle (arrêté municipal du 1er janvier 1930).

QUESTIONS
DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE

XIII

Des biens cultuels

Depuis la magistrale étude qu'en fit Lubo il y a plus de 55 ans — mais qui n'était que partielle, — les biens cultuels n'avaient pas été étudiés dans leur ensemble; on n'avait pas cherché, en s'aidant des progrès de la sociologie, à en extraire systématiquement tout ce qui peut intéresser le *hương-hỏa*, le *hậu-điền* ou le *kị-điền* (1). C'est ce

(1) Il y a, en réalité, plusieurs variétés de biens cultuels. Ce sont, outre le *hương-hỏa* (art. 394 - 436 du Code civil tonkinois), que la population des campagnes confond parfois avec le *kị-điền*: 1° le *hậu-điền* (art. 443 - 448 du C. civ. tonk.), qui est « une fondation immobilière faite par une personne soit à une pagode (*chùa*), soit à tout autre établissement religieux ou à une association religieuse quelconque, soit à un hameau, soit à un *xóm*, soit à un *giáp*, soit à un village (ajouter à l'art. 443 du Code civ. tonk., conformément au *Recueil des avis du Comité consultatif de jurisprudence annamite*, p. 179: soit même à un canton) pour la célébration du culte du fondateur ou d'un de ses parents paternels ou maternels à des dates fixées par elle; les *hậu-điền* ne peuvent pas être donnés, mais ils peuvent être vendus ou échangés avec le consentement du fondateur ou de ses descendants » ; — 2° le *kị-điền* (art. 437-442 du C. civ. tonk.), qui est « une part immobilière d'un patrimoine instituée en vue de la célébration des anniversaires funèbres soit de l'instituant lui-même, soit d'un membre de sa famille; il diffère du *hương-hỏa* en ce que sa gestion ne revient pas de droit à un seul bénéficiaire, mais est remise à tour de rôle *luân-phiên)* à tous les membres du groupement familial auquel il a été remis » ; — 3° les *thần-từ-điền* ou « biens immobiliers communaux soustraits à la règle du partage et spécialement affectés à l'entretien du culte du génie tutélaire du village »; — 4° les *phật-tự-điền* ou «biens immobiliers affectés à l'entretien du culte bouddhique célébré dans les pagodes »; — 5° les *tư-văn-điền* ou « biens immobiliers affectés au culte de Confucius et de ses disciples, célébré au printemps et en automne » ; — 6° les *thanh-minh-điền* ou « rizières communales destinées au culte des génies à l'occasion de la fête de la visite des tombeaux » ; — 7° les *võ-phả-điền* ou « rizières communales destinées

travail qu'a entrepris le Comité consultatif de jurisprudence annamite et qu'il nous donne dans le dernier chapitre de son *Recueil d'avis sur les coutumes des Annamites du Tonkin* (p. 153-182). Il l'a fait avec beaucoup de soin et de méthode, disons - le tout de suite : il ne s'est pas contenté des ouvrages publiés par P.-J. SILVESTRE et par M. R. DELOUSTAL ; il a consulté par lui-même les dossiers préparatoires, s'est entouré, pour avoir des points de comparaison, des renseignements recueillis par les plus qualifiés de ses membres; il a enfin dressé la liste des biens cultuels et déterminé les règles auxquelles ils sont soumis.

S'il est encore possible de s'entendre sur les principes généraux de la méthode à suivre dans ces sortes d'enquêtes, les divergences éclatent assez nombreuses et, semble-t-il, irréductibles, lorsqu'on arrive à formuler les conclusions. « C'est que les faits sociaux, comme l'a dit M. René WORMS (*Philosophie des sciences sociales*), sont si divers, si multiples, si changeants, qu'ils révèlent à plusieurs observateurs plusieurs mondes tout opposés. Deux hommes de science d'une égale bonne foi, mais placés à des points de vue différents, verront de la réalité sociale deux faces distinctes et traceront d'elles deux tableaux bien peu concordants. Une semblable constatation est faite pour nous inspirer la modestie.» Elle devrait l'inspirer à tous ceux qui s'occupent du droit coutumier annamite ; nous-même avons eu l'occasion de proclamer à cette place la fragilité relative actuelle de la science à laquelle nous avons consacré plusieurs années de lectures, d'observation et de réflexion. Non que cette science soit inutile ou ait été stérile. Elle a poussé ses pionniers à l'observation, aux recherches historiques, aux essais de coordination. Les LURO et les SILVESTRE ont clairement résumé ces vastes travaux, indiqué l'état d'avancement du droit annamite, et cherché à dégager en quelque sorte la moyenne des jugements des hommes compétents et modérés, sans croire que les conclusions qu'ils présentent doivent valoir indéfiniment.

---

au culte des génies militaires » ; — 8° les *giáo-điền*, ou « rizières destinées au culte catholique » ; — 9° les *môn-sinh-điền* ou « rizières appartenant aux étudiants du village et destinées au culte des maîtres d'école du village ». Il convient de noter, — ce que le Comité de jurisprudence n'a pas fait, — que la plupart de ces biens cultuels portent, avec parfois de légères nuances de sens, des noms différents dans certaines localités : ainsi les *thần-từ-điền* et les *phật-tự-điền* sont connues, dans de nombreux villages de Hà-đông et de Hải-dương, sous les noms de *ruộng đăng-cai*, *ruộng các giả*, *ruộng thường tân*, *ruộng canh chay*, etc.

Il est, par contre, des travaux, comme ceux de C. Briffaut, où ce qui devrait être une simple facilité donnée à l'étude engendre souvent une sorte de mythologie artificielle où l'unité de désir et d'action se voit morcelée en entités multiples et diverses, comme la nature unique le fut dans la variété des divinités antiques. L'infirmité de l'esprit humain à embrasser les ensembles, et la nécessité où il est d'y pénétrer par le détail et le partiel, le poussent ainsi à des vues unilatérales d'où il a ensuite bien de la peine à revenir aux notions synthétiques. Une fois qu'il a constitué des théories de la race, du milieu de la population, envisagé la vie individuelle, la vie familiale, la vie économique, l'influence de la religion, du droit, etc., il établit entre ces diverses formes de l'existence réelle des rapprochements, des oppositions, des hiérarchies, comme s'il s'agissait de créatures positives différentes et non des différentes faces d'une même évolution globale. Nous en prenons un exemple dans « l'assemblée de famille » que C. Briffaut étudie dans son livre sur le *hương-hỏa* et que le Code civil tonkinois vient d'instituer dans son article 412 sous le même nom annamite de *hội-đồng gia-tộc* que « conseil de famille » (1) (art. 233).

« Quand il y a eu aliénation des biens du *hương-hỏa*, — dont personne ne songera à contester que la nu-propriété soit indivise entre les descendants de leur fondateur, — tout membre de la famille a qualité pour la signaler aux tribunaux, si elle présente un caractère illicite (Code Gia-long, art. 87, décret I; Phil., I, 441), et il semble bien résulter de là que le consentement de tous, donné en assemblée plénière ou sous une autre forme, soit requis pour la légitimer. Il ne saurait donc être question de nier que la famille au sens étendu puisse se réunir occasionnellement, soit pour discuter des intérêts communs, soit encore pour célébrer les cérémonies du culte ancestral. Mais conclure de là, comme le fait C. Briffaut, à l'existence d'une « assemblée de famille », régulièrement constituée, permanente, et « réglant souverainement les destinées de la *gens* », il y a un abime. Il faut bien avouer que c'est la jurisprudence française, abusée peut-être par de superficielles analogies entre la famille annamite et la famille de la « Cité antique », qui a donné à la prétendue *gens* annamite une importance et une existence légale qu'elle n'avait jamais eues, et qui, par contre-coup, a créé presque de toutes pièces l'assemblée de famille.

(1) Il eût été plus clair, ce me semble, de traduire « assemblée de famille » par *hội-nghị gia-tộc*, et de réserver *hội-đồng*, qui est d'un usage plus courant, à « conseil de famille » : *hội-đồng gia-tộc*.

Le Code des Lê ne fait même pas allusion à cette institution. Luro, qui a consacré à l'organisation de la famille annamite des pages si pénétrantes, ne mentionne pas une seule fois l'assemblée de famille. C'est depuis l'époque à laquelle il a professé son *Cours* que cette fiction juridique est devenue peu à peu, en Cochinchine, une réalité. Au Tonkin au contraire, l'assemblée de famille n'existe pas, du moins sous la forme rigide qu'elle a prise en Cochinchine ; il est même curieux de constater que l'évolution individualiste de la famille y est, à beaucoup d'égards, plus avancée : c'est ainsi que le *trưởng-tộc* y est aujourd'hui à peu près inconnu...

« La vérité est qu'en dehors des cérémonies rituelles, les seules questions qui puissent provoquer une action commune des membres des différentes branches d'une même famille sont précisément celles qui concernent la gestion des biens de *hương-hỏa*. Le *hương-hỏa* présente en effet ce caractère d'être la propriété commune de tous les descendants de son fondateur ; l'institué de postérité en a seulement l'usufruit, à charge de remplir les obligations que cet usufruit lui impose : il ne pourrait aliéner le fonds confié à sa garde sans avoir obtenu au préalable le consentement de tous les copropriétaires, ou du moins de ceux qui ont qualité pour parler au nom des autres. Mais si nous admettons volontiers qu'en droit le *hương-hỏa* ne peut disparaître, — sauf dans le cas d'extinction de la famille, — que par le consentement unanime des descendants de son fondateur, — que ce consentement soit donné du reste en assemblée générale, par écrit ou de toute autre manière, — nous ne pouvons accorder à M. Briffaut ni à la jurisprudence cochinchinoise que « l'assemblée de famille soit seule capable au sein de la *gens* d'instituer un *hương-hỏa*, que le chef de la parenté soit le père, l'aïeul, leur veuve, le fils aîné ou toute autre personne » (p. 83). Nous n'invoquerons pas contre cette théorie le témoignage, pourtant décisif, de la législation des Lê, qui admettait de la façon la plus formelle le droit d'instituer un *hương-hỏa* par dispositions testamentaires. Bornons-nous au Code Gia-long, et demandons-nous si l'on peut tirer argument de son mutisme. Nous avons vu qu'il prescrit expressément la consultation des principaux de la famille lorsqu'une veuve doit choisir un institué de postérité, héritier et officiant du culte ancestral. La raison en est claire : c'est que les idées annamites — et surtout les idées chinoises — ne font pas assez confiance à la femme pour lui laisser, dans un acte aussi important pour la famille tout entière, pleine liberté de choix. Et cependant, même

dans ce cas, elle se contente de la consultation des « principaux » de la famille : est-il donc vraisemblable que le consentement de l'assemblée plénière de la *gens* soit requis, sous peine de nullité (Briffaut, *loc. cit.*, p. 77), lorsqu'un père de famille réserve dans son testament une part de ses biens pour l'ériger en fonds cultuel ? C'est ce que n'hésite pas à affirmer M. Briffaut (p. 107), sans en donner nulle part d'autre preuve que celle-ci : « La loi, *muette*, laisse à l'assemblée familiale toute autorité sur la direction des affaires intérieures de la *gens* » (p. 77). Mais, encore une fois, toute la question est de savoir quels sont les droits de cette assemblée familiale, dont on fait si grand état et que le Code Gia-long ignore : nous avons déjà dit ce qu'il faut en penser. D'ailleurs, à défaut du Code, nous pouvons interroger la coutume : aujourd'hui encore, comme au temps des Lê, c'est presque toujours par dispositions testamentaires qu'est créé le *hương-hỏa* (1), le testament reproduit par M. Briffaut lui-même, à la page 80 de son livre, est un bon exemple à l'appui de cette règle. La confusion vient sans doute de ce qu'en pays annamite, les testaments, au lieu de rester secrets jusqu'à la mort du disposant, sont presque toujours lus par lui en présence des membres de la famille et même des notables de la commune : mais la présence des parents et des notables et l'apposition de leur signature ont pour seul objet et pour seul effet de donner à l'acte les caractères de la notoriété et de l'authenticité ; ces témoins ne sont pas consultés sur les dispositions elles-mêmes et leur consentement n'est nullement requis pour qu'elles soient valables... » (Cl. E. Maitre, compte rendu de l'*Etude sur les biens cultuels familiaux* de C. Briffaut, dans le *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. VIII, 1908, p. 239-241).

Voici maintenant quelques questions de détail relatives aux biens cultuels :

1° D'après le droit coutumier annamite comme d'après le droit chinois, les biens affectés au culte des ancêtres (*hương-hỏa* ou *kị-diền*) étant la copropriété des descendants, non seulement ceux-ci ne peuvent en disposer arbitrairement, mais encore celui qui a fait l'affectation perd le pouvoir de disposition, dès l'instant qu'il met ces biens en commun, car, par cela seul, il assume la position d'un copropriétaire (cf. J. Escarra, *Recueil des sommaires...*, p. 442).

(1) « La constitution d'un bien patrimonial en part de *hương-hỏa*, dit l'article 395 du Code civil tonkinois, doit être faite par écrit. Elle peut résulter d'un acte notarié, d'un acte certifié ou non certifié. Elle peut être faite soit par testament, soit par acte de partage familial, soit par acte spécial. »

2° Les *kị-điền* affectés à la célébration des anniversaires funèbres constituent juridiquement une sorte de copropriété dont les membres du groupement familial auquel ils ont été confiés ont la jouissance. N'importe qui ne peut constituer arbitrairement un contrat de location des *kị-điền* sans le consentement de tous ceux qui en jouissent.

3° D'après l'article 433 du Code civil tonkinois, « le *hương-hỏa* s'éteint : 1°..., 2° par une désaffectation des biens de *hương-hỏa* effectuée par une décision de l'assemblée plénière de la parenté... ». Cependant, ainsi qu'on l'a vu plus haut, la tradition locale autorise les chefs des différentes branches de la famille à représenter les hommes de leurs branches respectives pour faire un acte de désaffectation ; et l'acte décidé dans ces conditions est reconnu valable, même si le consentement individuel de tous les hommes des différentes branches n'a pas été donné.

4° Les biens affectés au culte de Bouddha ou de Confucius ne peuvent être, en principe, partagés qu'avec le consentement de tous les ayants-droit. Néanmoins, dans le cas particulier où le but en vue duquel les biens ont été établis ne peut être complètement atteint, en raison de difficultés soulevées entre les instituants en ce qui concerne l'administration des biens communs, le tribunal peut, en vue de maintenir la paix entre les ayants-droit, autoriser un partage à la requête des parties (cf. J. Escarra, *Recueil*.... p. 443-445).

5° Les biens immobiliers affectés à une pagode ou à un temple, communal ou privé, deviennent la propriété de la pagode ou du temple, encore que la donation ait été faite dans un but déterminé ; il ne peut donc être question de rapports de copropritété existant, à l'égard des biens, entre le donateur et la pagode ou le temple bénéficiaire de la donation.

6° Sauf le cas où il s'agit d'un temple privé construit avec leurs propres ressources, le donateur ou ses héritiers ne peuvent, sans le consentement du conseil d'administration de la fondation religieuse, demander directement aux autorités compétentes l'autorisation de disposer des biens grevés, sous prétexte que les fonds sont nécessaires à d'autres objets d'utilité publique (cf. J. Escarra, *Recueil*.... p. 16-19).

Nguyễn-văn-Tố.

LES ASPHYXIES

(suite)

III. — La submersion

L'asphyxie peut être produite par la submersion. Elle a lieu quand un individu, ayant la tête plongée dans un liquide, ne peut plus respirer : il est, en effet, impossible à l'air atmosphérique de pénétrer par la bouche, le nez, alors que le poumon est envahi par le liquide.

La mort peut se produire dans une très petite quantité de liquide : il suffit que le nez et la bouche soient plongés dans l'eau. On cite des cas d'individus ivres trouvés morts dans des mares peu profondes.

Les femmes, en tout pays, emploient plus souvent la submersion que l'homme. Les submersions-suicides s'observent ordinairement de 15 à 25 ans. Les submersions accidentelles sont très fréquentes. Les submersions homicides sont rares ; d'une façon générale, le criminel jette dans l'eau sa victime pour faire croire à un suicide.

A. *Mécanisme de la mort par submersion.* — Les gens qui meurent dans l'eau ne meurent pas tous par le fait de l'eau. Il y a des morts par syncope, mais elles sont rares.

On a expérimenté la submersion des animaux et voici les principales constatations qu'on en a faites. L'animal immergé est d'abord surpris, il immobilise son thorax et se défend contre l'envahissement du liquide. Cette résistance dure peu, une minute environ, puis l'animal fait quelques vigoureux mouvements respiratoires pendant lesquels l'eau pénètre dans l'estomac et le poumon. L'eau dilate les alvéoles pulmonaires, lesquels se gonflent et barrent la circulation pulmonaire, puis éclatent et ouvrent les vaisseaux où pénètre le liquide. Le noyé perd connaissance et meurt.

Chez l'homme on observe le même mécanisme. Au bout de 3 à 5 minutes de submersion, un adulte succombe.

B. *Signes de la mort par submersion.* — Ces signes sont révélés par l'examen extérieur du noyé et par l'autopsie. L'examen extérieur porte sur les points suivants : *a*) Contraction des fibres musculaires sous l'influence du froid : rétraction du pénis et du scrotum chez l'homme; rétraction du mamelon chez la femme; — *b*) Face cyanosée, parfois pâle; yeux ouverts avec le globe saillant, lisse; bouche entr'ouverte avec la langue projetée en avant; — *c*) Aspect ridé et blanc des mains et des pieds, dû à ce que la peau se macère dans l'eau. Cette macération, si elle est plus marquée, détermine le soulèvement de l'épiderme, qui se sépare et s'enlève comme un gant. Les poils et les ongles tombent également.

L'autopsie révèle l'état des poumons, du foie et du système circulatoire. *a*) Si l'on appuie sur les poumons, on voit sourdre à la bouche et au nez un champignon de mousse blanc rosé. Dans le liquide qui s'accumule dans les bronches, il faut rechercher les débris d'algues, de sable, etc. Les poumons sont œdématiés; ils gardent l'empreinte du doigt. *b*) Système circulatoire. Le cœur gauche contient très peu de sang, parce que les alvéoles pulmonaires dilatés par le liquide empêche le sang des poumons de revenir au cœur gauche. Le cœur droit, au contraire, est très dilaté et contient du sang fluide. Ce sang fluide n'adhère pas aux mains. *c*) Le foie augmente de volume et de poids, parce que le sang qui stagne dans le cœur droit reflue vers le foie par l'intermédiaire d'une grosse veine qui, chez l'homme normal, va du foie au cœur.

C. *Questions médico-légales.* — 1° *S'agit-il d'un individu mort du fait de la submersion ou bien d'un individu dont le cadavre a été jeté à l'eau après la mort?* L'examen extérieur du corps ne permet pas de répondre catégoriquement à cette question. En effet, l'aspect ridé des mains et des pieds s'observe sur tous les corps immergés dans l'eau, avant comme après la mort. Il en est de même de la macération de la peau. D'autre part, la présence d'un champignon de mousse formé par la spume bronchique au devant du nez et de la bouche constitue une présomption en faveur de la mort par submersion. Trois remarques s'imposent cependant : *a*) cette mousse ne s'observe pas chez les noyés qui ont séjourné peu de temps dans l'eau et par une température fraîche ; en pareil cas, l'écume est encore dans les bronches ; ce n'est qu'au moment où la putréfaction débute

que le développement des gaz intestinaux amène le refoulement du diaphragme et l'évacuation par la bouche et les narines de cette spume. *b*) Quand le cadavre a séjourné très longtemps dans l'eau, le champignon de mousse peut être dissous. *c*) Une écume sanguinolente peut se retrouver dans les bronches des individus qui ont été asphyxiés par strangulation ou par suffocation et jetés ensuite à l'eau.

Notons que l'aspect de la face des noyés peut être identique à celui des individus morts de suffocation.

Par contre, l'examen des mains aide le juge instructeur à reconnaître la mort par submersion. Un individu qui se noie cherche instinctivement à se sauver : il fait des efforts pour s'accrocher à quelque chose. Les doigts portent des écorchures ; sous les ongles, on peut trouver du gravier, de la vase, des algues.

L'autopsie est, on l'a vu, plus concluante que l'examen extérieur du noyé. On note la présence de corps étrangers dans les bronches, analogues à ceux que l'on rencontre dans l'eau où a été retrouvé le cadavre : gravier, sable, vase, algues. Les poumons sont volumineux, lourds, œdématiés. L'estomac contient de l'eau. Orfila a démontré que l'eau ne pénètre pas dans l'estomac d'un cadavre immergé. Remarquons que cette constatation n'est pas d'une certitude absolue, car l'individu peut être noyé alors qu'il venait de prendre son repas ou une boisson quelconque.

Les lésions d'ordre asphyxique sont les ecchymoses sous la plèvre, les suffusions sanguines à la surface de l'estomac, de l'intestin, la congestion cérébrale, etc.

Le médecin légiste est seul qualifié pour dire si l'augmentation de volume du foie est due à une maladie ou à la submersion, si le cœur gauche est vide, si le cœur droit est dilaté et rempli de sang fluide.

2° *La mort est-elle le résultat d'un crime, d'un suicide ou d'un accident ?* — S'il est démontré à l'examen et à l'autopsie du cadavre que la mort a eu lieu avant l'immersion dans l'eau, on peut envisager trois cas : 1° l'individu a été assassiné ou empoisonné et jeté ensuite à l'eau ; 2° l'individu est mort de maladie. Dans ces deux cas, on peut supposer que le criminel a immergé la victime ou qu'un individu, ayant trouvé un cadavre dans sa propriété, l'a jeté à l'eau pour éviter les ennuis d'une enquête judiciaire.

Le troisième cas est celui d'un suicide ou d'un accident. Cette hypothèse paraît étrange à première vue, parce que, d'une façon

générale, un individu mort par submersion présente les lésions caractéristiques que nous avons indiquées plus haut. Il est toutefois des cas où on n'observe aucune de ces lésions. En effet, un individu qui se jette à l'eau, peut ne pas mourir de la submersion, mais des suites de la syncope. Cette syncope peut être déterminée, par exemple, par un choc violent de la tête contre le fond de l'eau, un pieu, une pierre, etc., ou un choc subit de l'abdomen contre la surface de l'eau. La syncope suspend les mouvements respiratoires, empêchant ainsi la rentrée de l'eau dans les voies respiratoires. En ce cas, la face du noyé est d'un teint blanchâtre. Nous savons que les vrais noyés ont le visage généralement cyanosé. Le noyé blanc peut être rappelé à la vie, même s'il a séjourné longtemps dans l'eau (10 minutes par exemple). Au contraire, le noyé bleu, mort réellement de la submersion, revient rarement à la vie, à supposer même qu'il ne soit resté dans l'eau que trois minutes, car l'eau a pénétré dans les poumons, altéré les alvéoles pulmonaires et rendu ces derniers impropres au rétablissement de la respiration.

Si l'on observe des lésions susceptibles d'établir que la mort est due à la submersion, il y a lieu de formuler les hypothèses suivantes : *a*) L'individu a été poussé par surprise à l'eau ; *b*) L'individu s'est suicidé ; *c*) L'individu a été victime d'un accident.

Ce sont là autant d'hypothèses que le juge instructeur ne pourrait étayer que par les dépositions des témoins dignes de foi.

3° *Pendant combien de temps le cadavre a-t-il séjourné dans l'eau ?* — Le juge instructeur s'appuie sur le degré de la putréfaction, et l'état de l'épiderme.

La putréfaction passe par plusieurs phases : pendant les premiers jours, les microbes intestinaux se développent avec une intensité d'autant plus grande qu'ils sont à l'abri de l'air. Il se produit une abondante quantité de gaz qui insuffle le corps, en augmente le volume et en diminue par conséquent la densité ; aussi du 3e au 6e jour, suivant les saisons, les noyés surnagent. La peau mise ainsi au contact de l'air verdit, et vers le 10e jour, elle brunit. Cette putréfaction est plus rapide si l'eau est stagnante ou que la température soit plus élevée.

Le tableau suivant indique approximativement la durée de séjour dans l'eau d'après l'état de la peau :

	En été	*En hiver*
L'épiderme commence à blanchir aux mains	5 à 8 heures	3 à 5 jours
L'épiderme est très blanc aux pieds et aux mains.	24 à 48 heures	4 à 12 jours
L'épiderme est ridé aux mains et aux pieds.	4 jours	15 jours
L'épiderme est soulevé et commence à se détacher.	10 jours	15 à 20 jours
Les ongles se détachent, le cuir chevelu est décollé de la calotte crânienne.	2 à 3 semaines	3 à 4 sem.

IV. — La suffocation

La suffocation est due à l'une des causes suivantes: 1° Occlusion des voies respiratoires, 2° Compression des parois de la poitrine et du ventre, 3° Enfouissement du corps vivant, 4° Séjour forcé dans un espace clos.

I. Occlusion des voies respiratoires. — On peut asphyxier un animal ou un individu en lui appliquant les doigts à l'orifice des narines et la main sur la bouche, ou encore un baillon ou un masque de poix. Une femme annamite s'est suicidée en prison en s'étouffant au moyen d'une ceinture en étoffe poussée au fond du gosier. Il paraît qu'en Angleterre la suffocation par l'enveloppement de la tête et de la face au moyen des pièces de vêtement ou de literie, est fréquente. Nombre d'enfants en bas âge meurent étouffés par des parents avec qui ils couchaient habituellement. Des épileptiques ont été étouffés pendant une attaque, le visage ayant été appliqué contre un matelas. Chez les enfants, les téterelles de biberon, des billes, des ascaris peuvent obstruer les voies respiratoires. Chez les adultes, une substance alimentaire qui pénètre subitement dans le larynx, un énorme fragment de viande qui s'arrête à l'entrée de l'œsophage et comprime l'orifice de la glotte, peuvent déterminer la suffocation.

II. Compression des parois de la poitrine et du ventre. — Cette compression se produit dans un grand nombre de cas. Les nouveau-nés trop serrés dans leurs langes peuvent mourir de suffocation. Il en est de même des enfants endormis sur lesquels a pesé par mégarde le bras d'une nourrice. On cite le cas d'un enfant au berceau, suffoqué par un chat qui était venu se coucher sur sa poitrine, ainsi que celui

des individus morts étouffés dans la foule lors des processions ou des fêtes publiques.

III. Enfouissement du corps vivant. — Rappelons ici deux observations personnelles. Dans un village de Hà-đông, quatre individus se saisirent d'un jeune homme, le frappèrent, le ligotèrent et finalement l'enterrèrent vivant dans un banc de sable. A Tuyên-quang, à la suite d'un éboulement dans une mine de charbon, six individus moururent suffoqués.

IV. Séjour forcé dans un espace clos. — Fadeuilhe cite trois observations d'individus enfermés dans des malles. Dans la catastrophe du sous-marin *Farfadat* (1905), l'équipage mourut d'étouffement. Il en fut sans doute de même de celui du *Primauguet* (1932).

Quels sont les signes de la suffocation ? — La peau de la face, du cou prend une teinte violacée uniforme au milieu de laquelle apparaît une multitude de petites ecchymoses ponctuées de couleur noirâtre. La conjonctive offre également ce ponctué caractéristique. Le sang est de couleur foncée. A l'autopsie on trouve des ecchymoses sous-pleurales, une dilatation des alvéoles pulmonaires, lesquels sont parfois congestionnés, des épanchements de sang coagulé au-dessous de la plèvre.

Le juge instructeur doit noter les conditions dans lesquelles on a trouvé le cadavre : position, situation, température, rigidité, putréfaction, attitude des membres, état des vêtements, aspect de la face, des yeux, du cou. Il doit aussi se renseigner sur le passé de la victime. Il se pose ensuite les questions suivantes :

1° *La mort est-elle due à la suffocation* ? — On trouve à l'autopsie et à l'examen du cadavre des lésions qui permettent d'affirmer que l'individu a succombé à l'asphyxie, mais la difficulté est de savoir si c'est à la suite d'une strangulation ou d'une suffocation. L'existence des signes suivants fait croire à la suffocation : 1° lésions au voisinage de la bouche, des narines, 2° absence des lésions au niveau du cou.

2° *Comment la suffocation a-t-elle eu lieu* ? — En plus des signes généraux de la suffocation, on en note de particuliers. *a*) Dans la mort par occlusion des voies respiratoires, la mort est très rapide, les poumons sont pâles et présentent de nombreuses taches, petites et noirâtres ; on voit parfois des traces de coups d'ongles sur le nez et les lèvres.

b) Dans la mort par compression des parois de la poitrine et du ventre, on observe une forte congestion pulmonaire, des ecchymoses de plèvre, un piqueté hémorragique de la conjonctive, des taches ponctuées dans le cuir chevelu, parfois des contusions aux pieds.

c) Dans la mort par enfouissement du corps vivant, on constate de grandes ecchymoses sur la plèvre, à la surface des poumons, une dilatation des alvéoles pulmonaires, une écume sanguinolente dans les voies aériennes, la tuméfaction de la face, un piqueté rouge qui s'étend de la face aux épaules, de la terre ou du sable dans la bouche, l'estomac, des ecchymoses sur le corps dues à la chute des matériaux (mottes de terre, par exemple).

d) En cas de mort par séjour forcé dans un espace confiné, on remarque les lésions suivantes : humidité du cadavre due au dépôt de la vapeur d'eau contenue dans l'air expiré, pâleur des téguments, épanchements de sang coagulé très abondants au-dessous de la plèvre, poumons non dilatés, mais congestionnés, nombreux caillots de sang dans le cœur.

Le juge instructeur doit rechercher si la suffocation a précédé ou accompagné un autre crime. Il ne doit pas oublier de demander au médecin légiste d'examiner les organes génitaux, car dans les viols, le criminel cherche instinctivement à étouffer les cris de sa victime.

3° *Est-ce un accident, un suicide, un crime?* — Le juge instructeur se base sur les circonstances qui accompagnent la mort. Elles sont multiples et variées. Citons quelques cas courants. La suffocation au milieu d'une foule est ordinairement le résultat d'un accident, de même que l'enfouissement sous un éboulement dans les mines. L'enfouissement dans une fosse, l'emprisonnement dans une malle, la suffocation par occlusion des voies aériennes à l'aide des mains sont, au contraire, des crimes. La suffocation à l'aide d'un objet introduit dans le gosier est soit un crime, soit un suicide. Un épileptique peut s'étouffer au cours d'une crise, il peut porter des traces de traumatismes sur le corps; on pourrait croire alors à une suffocation précédée de violence; dans ce cas, le passé de la victime éclairerait l'affaire. Le médecin légiste pourrait d'autre part rechercher s'il y a eu crise d'épilepsie avant la suffocation.

(A suivre)

HENRI MARCEL
Lauréat de l'Académie de Médecine
Ancien professeur de Médecine légale
à l'Ecole des Mandarins de Hanoi

JURISPRUDENCE

Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi

Audience du 6 juillet 1932

M. Léonardi, Président
M. Huckel, Conseiller Rapporteur.
M. Géhin, Commissaire du Gouvernement.

Il n'y a pas, vis-à-vis de l'Administration publique, de sanction organisée pour assurer l'autorité de la chose jugée, car le juge ne peut pas adresser d'injonction à l'Administration, ni la condamner à des obligations de faire.

Il est de principe que l'Administration exécute volontairement ses jugements.

Le Conseil du Contentieux administratif, saisi par une partie d'une requête en dommages-intérêts pour inexécution d'une de ses décisions par l'Administration, ne peut que renvoyer le requérant pour faire ce que de droit *devant le Gouverneur chargé, par la formule exécutoire de la première décision, de pourvoir à son exécution en application de l'article 74 du décret du 5 août 1881.*

Cette procédure, qui est une invite non déguisée à obéir, paraît avoir pour effet, soit d'entraîner la responsabilité administrative, soit de constituer en faute personnelle le fonctionnaire qui résisterait (M. Hauriou, Précis de droit administratif, *11e édition, p. 349*).

F. contre Gouvernement général de l'Indochine

Le Conseil du Contentieux Administratif de l'Indochine séant à Hanoi,

Vu la requête introductive d'instance et le mémoir subséquent présentés par le sieur F. Paul, Administrateur de 1ère classe des Services civils, Conseiller

au Conseil du Contentieux Administratif de l'Indochine, faisant élection de domicile en son domicile à Hanoi, 6 rue G., lesdits requête et mémoire enregistrés au Secrétariat du Conseil de céans les 16 janvier et 26 avril 1932 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil dire et juger :

1° que le Gouvernement général a commis une faute lourde de service, génératrice de dommages et intérêts, en refusant, en violation de l'article 76 du décret du 5 août 1881 et de sa propre interprétation, d'exécuter la décision du Conseil du Contentieux du premier juillet 1931, qui le condamnait à payer au requérant un rappel de solde d'échelon qu'il a payé sans difficulté à ses collègues dont les droits n'avaient pas été reconnus par les tribunaux ;

2° qu'en réparation du préjudice matériel et moral causé par ce refus d'exécution d'une décision de justice exécutoire, le Gouvernement général devra payer au requérant une indemnité de deux mille piastres avec les intérêts de droit à compter de ce jour ;

3° condamner le Gouvernement général en tous les dépens ;

Ce faire, attendu que par décision n° 611 en date du premier juillet 1931, le Conseil du Contentieux Administratif de l'Indochine séant à Hanoi avait décidé que par application combinée d'une part des règlements sur la solde et de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1926 reconnaissant au requérant un rappel d'ancienneté de onze mois pour services militaires obligatoires, et d'autre part, de l'article 7 alinéa 4 de la loi du 1er avril 1923, tel qu'il a été interprété par le Conseil d'Etat et par le Gouvernement général lui-même à ses collègues, MM. D. P. A. etc., il avait un droit acquis à percevoir dans son grade actuel l'échelon de solde après 3 ans à compter du 9 octobre 1927 et l'échelon après 6 ans à compter du 9 octobre 1930, et il a condamné le Gouvernement général à lui payer le rappel de solde d'échelon automatique à l'ancienneté correspondant ainsi que les intérêts de droit du jour de sa requête introductive ;

Que, par déclaration de recours au Conseil d'Etat, enregistrée au Secrétariat du Conseil du Contentieux sous le n° 277 le premier août 1931, le Gouvernement général a fait appel de cette décision ;

Que, par lettre n° 157 du 13 octobre 1931 et en application de l'article 76 du décret du 5 août 1881, aux termes duquel les jugements du Conseil du Contentieux sont exécutoires par provision, nonobstant l'appel au Conseil d'Etat qui n'est pas suspensif, le requérant a demandé au Gouvernement général d'exécuter la décision n° 601, sauf par lui à demander caution s'il le jugeait utile ;

Que, par lettre n° 4.108-P du 5 novembre 1931, le Gouvernement général lui a fait connaître qu'il refusait d'exécuter ce jugement pour la raison que l'acte attaqué étant un décret métropolitain, c'est au Ministre des Colonies qu'il appartient de décider si la décision du Conseil du Contentieux Administratif, tendant à la modification dudit décret, peut être exécutée par provision ;

Vu le mémoire en défense déposé par le Représentant de l'Administration, enregistré comme ci-dessus le 15 avril 1932 et concluant au rejet de la requête par le motif que la décision du Conseil du Contentieux Administratif de Hanoi

nº 601 du 1er juillet 1931 étant entachée d'incompétence, le Gouvernement général est fondé à refuser de l'exécuter ;

Vu la décision nº 601 du 1er juillet 1931 du Conseil du Contentieux Administratif de l'Indochine siégeant à Hanoi condamnant le Gouvernement général de l'Indochine à payer au sieur F. un rappel de solde d'échelon automatique à l'ancienneté ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu les décrets des 5 août, 7 septembre 1881, 6 septembre 1921 et 20 mai 1928 ;

Vu les arrêtés du 7 février 1922 ;

Ouï M. l'Administrateur HUCKEL, Conseiller Rapporteur en son rapport ;

Ouï Me LAMBERT, avocat du Gouvernement général ;

Ouï M. l'administrateur GÉHIN, Commissaire du Gouvernement en ses conclusions ;

Le demandeur régulièrement convoqué ne s'est pas présenté ni fait représenter ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant publiquement et contradictoirement ;

Considérant que la décision nº 601 du Conseil en date du 1er juillet 1931 est en effet redigée au profit du sieur F. ainsi qu'il suit :

« ARTICLE PREMIER. — Le Conseil du Contentieux de l'Indochine séant à Hanoi « se déclare compétent pour connaître de la requête susvisée du sieur F., administrateur de 1ère classe des Services civils, tendant au paiement d'un rappel « d'échelon de solde automatique à l'ancienneté.

« ARTICLE 2. — Le Gouverneur général de l'Indo hine, ordonnateur du « budget général, est condamné ès-qualité, à payer au sieur F., administrateur de « 1ère classe des Services Civils, les rappels de solde d'échelon qui lui sont dus « *automat quement* à compter des 9 octobre 1927 et 9 octobre 1930, avec les « intérêts de droit du jour de sa requête introductive d'instance, par application des lois réglementant les bonifications d'ancienneté militaire et de la « jurisprudence définitive du Conseil d'Etat qui en ont fait *des droits acquis* sous-« traits à toute appréciation administra ive.

« ARTICLE 3. — En ce qui concerne la formalité purement matérielle de la « rectification de son ancienneté décomptée contrairement aux règles *fixées* « *impérat vement par la loi*, le sieur F. est renvoyé, pour faire ce que de droit, « devant le Gouverneur général, seul compétent aux termes du décret organique « du 1er décembre 1920, pour établir et soumettre au Ministre les propositions « nécessaires.

« ARTICLE 4. — Le Gouverneur général de l'Indochine est condamné aux « dépens ».

Considérant que cette décision revêtue de la formule exécutoire a été, par lettre nº 2324 du 18 juillet 1931, du Secrétaire du Conseil, notifiée au fonctionnaire représentant de l'Administration qui en a donné reçu le même jour ;

Considérant que, par déclaration faite en date du 1er août au Secrétariat du Conseil du Contentieux, le fonctionnaire représentant de l'Administration a déclaré, conformément à l'article 86 du décret du 5 août 1881, se pourvoir devant le Conseil d'Etat contre ladite décision du premier juillet 1931 ;

Considérant que, par lettre nº 157 du 13 octobre 1931, le sieur F. demanda au Gouverneur général d'exécuter ladite décision nº 601 en application de l'article 76 du décret du 5 août 1881, ainsi rédigé :

« Les décisions du Conseil du Contentieux sont exécutoires par elles-mêmes « et *emportent hypothèque*. Le pourvoi au Conseil d'Etat n'est pas suspensif ; toute- « fois le Conseil du Contentieux peut, sur la demande de la partie intéressée et « en présence de la partie adverse, ou elle dûment appelée, ordonner suivant « les circonstances que sa décision ne sera exécutée qu'à la charge de *donner* « *caution* ou de *fournir un cautionnement* » ;

Considérant que, par lettre nº 4108-P du 5 novembre 1931, adressée au Directeur de l'Administration de la Justice, le Gouverneur général fit savoir au sieur F. « qu'il ne croyait pas pouvoir prendre sur lui d'ordonner l'exécution de ladite « décision, que l'acte attaqué étant un décret métropolitain, c'est au Ministre « des Colonies qu'il appartenait de décider si la décision du Conseil du Conten- « tieux administratif tendant à la modification dudit décret, peut être exé- « cutée par provision. »

Considérant que le Gouverneur général a déclaré aussi qu'il transmettait la requête du sieur F. au Département en demandant des instructions sur la suite qu'il convenait de lui réserver ;

Considérant que le sieur F. n'a jamais eu connaissance de la réponse ministérielle ;

Considérant que le Gouverneur général, appelant, n'a jamais demandé au Conseil de subordonner l'exécution de la décision susvisée à la présentation d'une caution ou au versement d'un cautionnement préalable par le demandeur ;

Considérant que le Gouverneur général n'était pas en droit de différer l'exécution de la décision susvisée du Conseil de céans du 1er juillet 1931 jusqu'à la réception des instructions ministérielles sollicitées ;

Considérant que l'article 74 du décret du 5 août 1881, en effet, est ainsi rédigé :

« Les décisions du Conseil portent en tête la mention suivante : « Au nom du Peuple Français,

« Le Conseil du Contentieux Administratif de.....»

« Les expéditions des décisions, délivrées par le secrétaire du Conseil, portent la formule exécutoire suivante :

« La République mande et ordonne au Gouverneur de. .., en ce qui le con- « cerne, et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit « commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente « décision » ;

Considérant que le Gouverneur général a confondu en l'occurrence sa qualité de défendeur et le mandat qu'il tient de la République de pourvoir à l'exécution des décisions du Conseil du Contentieux ;

Considérant cependant que l'invocation du Gouverneur général au Ministre ne constitue pas une faute personnelle, car cet atermoiement est impersonnel et révèle un adminis'rateur, un mandataire de l'Etat, plus ou moins sujet à l'erreur et non l'homme avec ses faiblesses, ses passions, ses imprudences (C. E. 5 mai 1877, LAUMONIER-CARRIOL);

Considérant que le Gouverneur général a cru accomplir en l'espèce sa fonction en commettant sa faute, et ne s'est pas servi de sa fonction pour accomplir sa faute (BARTHÉLEMY, *Traité élémentaire de droit administratif*, 9e édition, p. 75; HAURIOU, *Précis de droit administratif et de droit public*, 10e édition, p. 374; APPLETON, note sous Civ. 5 janvier 1921. D. P. 1921. I. 173);

Considérant que son invocation au Ministre et le retard qui s'en est suivi constituent donc en l'espèce une fausse application des règlements effectuée de bonne foi, une faute de service (Trib. Confl. 9 décembre 1899. Préfet du Lot-et-Garonne, D. P. 1900. 3. 91);

Considérant cependant que même, quand le juge condamne l'Administration, il ne se reconnaît pas le droit de lui adresser des injonctions ni des astreintes, ni de la condamner à des obligations de faire;

Considérant qu'il n'existe non plus aucun moyen de contrainte pour obliger l'Administration à obéir à la chose jugée et qu'il est de principe que l'Administration exécute volontairement ses jugements et mette son point d'honneur à s'exécuter spontanément pour confirmer le respect dû à la chose jugée (M. HAURIOU, *Précis de Droit administratif et de droit public*, p. 348 - 349; H. BARTHÉLEMY, *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 554, note, et p. 1066; C. E. 30 novembre 1900, Viaud. S. 1903. 3. 33 et la note; 27 septembre 1901, PÉCARD; S. 1902. 3. 33 et la note; 6 juin 1902, Commune de Bar-le-Duc, 3. 1903. 3. 65 et la note; 8 juillet 1904, BOTTA, LEBON, p. 566, 19 juin 1903, LEDOCHOWSKI; 20 janvier 1905, d'Uston de Villeréglan; 30 novembre 1906, DENIS et RAGE ROBLOT, S. et p. 1907. 3. 17 et la note de M. HAURIOU; 1er février 1907, NOUZILLE; 26 juin 1903, DARAUX, S, et p. 1909. 3. 129, Pand. pér. 1909. 3. 129 et la note; 23 juillet 1909 et 22 juillet 1910, FABRÈGUES, S, 1911. 3. 121 et la note; 3 février 1911, de HILLERIN, S. 12. 3. 27 et la note);

Par ces motifs,

Décide :

ARTICLE PREMIER. — Le sieur F. Paul, Administrateur de première classe des Services Civils de l'Indochine, est renvoyé devant le Gouverneur général de l'Indochine pour faire ce que de droit en ce qui concerne l'exécution de la décision no 601 en date du 1er juillet 1931 du Conseil du contentieux administratif de l'Indochine séant à Hanoi.

ART. 2. — Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

ART. 3. — Le Gouvernement général de l'Indochine est condamné aux dépens.

COUR D'APPEL DE HANOI (1ère Chambre)

Audience du 3 février 1933

M. MORCHÉ, Premier Président,
MM. FALK et LANGUELLIER, Conseillers,
M. MENEAULT, Avocat général.

Bacs. — Compétence en cas d'accident.

I. *Lorsque l'Etat (ou une colonie) assure* gratuitement *en régie directe le service d'un bac en l'absence de toute exploitation particulière, il assure un* service public *de grande voirie, c'est donc aux* tribunaux administratifs *de connaître des conséquences dommageables d'un accident y survenu.*

II. *Lorsque l'Etat (ou une colonie) assure ledit service* moyennant rémunération, *il exploite alors le service public dans les mêmes conditions qu'un industriel ordinaire ; il n'appartient alors qu'à* l'autorité judiciaire *de connaître des conséquences dommageables de l'accident susvisé (Tribunal des conflits, 22 janvier 1921, Société commerciale de l'Ouest africain).*

III. *Lorsque l'Etat français, qui a* le monopole *des bacs dans la Métropole (loi du 6 frimaire an VII), concède à un particulier l'exploitation d'un bac, la convention est un contrat administratif de concession* de service public, *parce qu'il y a monopole légal (C. E. 26 janvier 1923,* LAFRÉGEYRE, conclusions du Commissaire du Gouvernement).

Au contraire, lorsqu'une colonie qui n'a pas le monopole des bacs, concède à un particulier l'exploitation d'un bac, le contrat d'affermage est un contrat de droit privé, puisqu'il s'agit d'un service privé *des administrations publiques.*

Dans les deux cas d'ailleurs, les tribunaux judiciaires *sont compétents en cas d'accident (C. E. 2 juillet 1920, dame* LENOIR).

Protectorat du Tonkin contre N. d. C., H. et S.

ARRÊT :

La Cour,

Attendu que, par arrêt du 30 septembre 1932, la Cour de céans, dans le but de déterminer si elle était compétente pour statuer sur les appels interjetés par le Protectorat du Tonkin et par S. contre le jugement du Tribunal de Haiphong du 26 novembre 1930, a ordonné la production aux débats des pièces

administratives concernant le régime auquel était soumis le bac de Va-chay au jour où s'est produit l'accident dont N.-đ.-C. et le Protectorat du Tonkin poursuivent la réparation des conséquences dommageables, le premier pour sa voiture automobile, le second pour le bac ;

Attendu qu'il résulte de la lettre nº 5472 de l'Ingénieur en chef de la Circonscription territoriale du Tonkin en date du 3 décembre 1932 qu'à la date du 7 octobre 1928, jour de l'accident, le bac de Va-chay était exploité en régie directe par l'Administration ; que d'autre part, il appert de la lettre adressée le 20 décembre 1932 par le Directeur des Bureaux de la Résidence supérieure du Tonkin à Mᵉ MANDRETTE, avocat du Protectorat, qu'à cette même date du 7 octobre 1928 le passage du bac de Va-chay était gratuit aussi bien pour les automobiles que pour les piétons ;

Attendu que, si les contestations que soulève l'exploitation d'un bac ressortissent de la juridiction du droit commun lorsque le bac est exploité par l'Etat ou l'un de ses démembrements dans les mêmes conditions juridiques que toute entreprise individuelle, c'est-à-dire moyennant rémunération, il n'en est pas de même lorsque le service du bac est gratuit, que dans ce cas l'Etat, en assurant le service du bac gratuitement en l'absence de toute exploitation particulière, accomplit non seulement un acte d'une incontestable utilité pour l'intérêt général, mais aussi un acte dérivant d'une fonction nécessaire de l'Etat qui est d'assurer les communications publiques lorsqu'aucun particulier ne s'en charge; que le contentieux de cette exploitation est alors de la compétence des tribunaux administratifs ;

Attendu que, l'accident survenu le 7 octobre 1928 au bac de Va-chay ayant une relation directe non pas avec un service de nature privée, mais avec un rouage de l'Administration publique, relève en principe de la juridiction administrative;

Attendu qu'il n'est ni prouvé ni même allégué qu'en ce qui concerne le fonctionnement du bac, les rameurs, préposés de l'Administration aient commis une faute personnelle, détachable de la fonction, et qui auraient causé l'accident ; que les négligences ou imprudences qu'ils auraient pu commettre dans la manœuvre ou dans la conduite du bac, constituant des fautes de service, l'autorité judiciaire est incompétente pour connaître de ce chef des conséquences dommageables dudit accident ;

Attendu que N.-đ.-C., propriétaire de la voiture automobile endommagée, a prétendu que le naufrage du bac était dû à un vice de construction, la partie avant et la partie arrière du bac étant trop près de la ligne de flottaison, et que le danger qui résultait de ce vice de construction avait été accru du fait qu'un canot automobile appartenant au service du Pilotage de Hongay l'avait remorqué trop rapidement ;

Attendu que le bac de Va-chay, faisant partie à l'époque de l'accident, du domaine du Protectorat du Tonkin, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître suivant les règles du droit commun des actions en respon-sabilité pour les conséquences dommageables d'un accident provenant d'un vice de construction du bac ;

Attendu qu'il ne résulte pas des documents de la cause que le naufrage du bac de Va-chay et la submersion de l'automobile qu'il transportait, aient eu pour

cause un vice de construction ; que ce bac avait déjà effectué de nombreuses traversées sans aucun accident ; que sans doute le témoin B. qui avait pris passage sur le bac, a déclaré à la gendarmerie de Hongay « qu'il lui avait semblé qu'il y avait une planche peu épaisse dans le bac devant le roues dans la direction de Va-chay », mais rien ne permet d'affirmer que l'accident soit dû à la minceur de la planche ; que l'expertise à laquelle il a été procédé par le sieur N. est d'autant moins probante que ce dernier n'a pas eu sous les yeux le bac qui est resté au fond de l'eau ; que sans doute cet expert a déclaré que le bac englouti avait l'avant et l'arrière trop rapprochés de la ligne de flottaison et que cette imperfection dans la construction du bac avait été l'une des causes du naufrage, mais il a contredit lui-même cette assertion puisqu'il a reconnu que sur un bac d'un type pareil à celui du bac coulé, il avait pu faire normalement la traversée de Va-chay à Hongay avec l'aide du canot du pilote qui l'avait pris en remorque et qu'il n'avait couru des risques de naufrage que lorsque le canot remorqueur avait accéléré sa vitesse ; qu'il semble donc bien résulter non seulement de l'expertise qui n'a d'ailleurs pas été contradictoire, mais encore des renseignements et témoignages recueillis par le chef de subdivision des Travaux publics de Quảng-yên, par la gendarmerie et par le fonctionnaire huissier de Hongay que l'accident n'a pas eu pour cause un vice de construction du bac ; qu'il n'est pas davantage établi qu'il ait été causé par un défaut d'entretien de ce dernier ;

Attendu qu'avant d'examiner si la responsabilité de cet accident incombe, comme le prétend le Protectorat du Tonkin, au capitaine de port H. qui, par geste, aurait ordonné au personnel du canot automobile de remorquer plus vite le bac, et à S., copropriétaire de ce canot dont le personnel était placé sous ses ordres, il y a lieu de laisser à la juridiction administrative le soin d'apprécies si les rameurs du bac affecté à un service public ont, dans le fonctionnement de celui-ci, commis une faute génératrice de l'accident, ou s'ils ont dans cet accident, une part quelconque de responsabilité, qu'il échet en conséquence, de surseoir à statuer sur la responsabilité de H. et de S. jusqu'à ce que la juridiction administrative se soit prononcée sur celle du Protectorat du Tonkin ;

Par ces motifs,

Dit et juge que la juridiction de droit commun était incompétente pour statuer sur l'action de Ng.-đ.-C. contre le Protectorat du Tonkin en ce qui concerne les fautes de service que le personnel du bac de Va-chay aurait pu commettre dans le fonctionnement du service public auxquels ils étaient préposés et qui auraient causé l'accident survenu à ce bac et à la voiture automobile appartenant à N.-đ-C. ;

Infirme de ce chef le jugement entrepris ;

Dit et juge que ledit accident n'est pas imputable à un vice de construction du bac ni à un défaut d'entretien ;

Surseoit à statuer en ce qui concerne la responsabilité de H. et de S. jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par la juridiction administrative sur la responsabilité du Protectorat du Tonkin dans cet accident ;

Réserve les dépens.

LÉGISLATION

DÉCRET du 26 octobre 1932 (promulgué le 19 décembre 1932) rendant applicable aux colonies régies par l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 et aux territoires sous mandat français du Togo et du Cameroun la loi du 17 mars 1931 complétant le 3e alinéa de l'article 244 du Code civil (*J. O.*, 24 décembre 1932, p. 4068).

ARRÊTÉ du 31 octobre 1932 complétant l'article 26 de l'arrêté du 12 décembre 1913 réglementant l'immigration des Chinois au Tonkin (*J. O.*, 16 novembre 1932, p. 3697).

ARRÊTÉ du 17 novembre 1932 relatif aux enseignements des deux années de certificat d'études juridiques indochinoises (*J. O.*, 23 novembre 1932, p. 3760).

ARRÊTÉ du 17 novombre 1932 modifiant l'organisation et le fonctionnement de l'Ecole pratique de Droit et d'Administration laotienne (*J. O.*, 23 novembre 1932, p. 3760).

ARRÊTÉ du 18 novembre 1932 fixant le minimum du tirage dont doivent justifier les journaux quotidiens ou hebdomadaires publiés dans le ressort de chacune des cours d'appel de Saigon ou de Hanoi qui demanderont à être portés sur les listes des publications destinées à recevoir les insertions des annonces judiciaires et légales (*J. O.*, 26 novembre 1932, p. 3816).

DÉCRET du 19 novembre 1932 (promulgué le 26 décembre 1932) modifiant l'article 7 du décret du 11 décembre 1928, portant règlement sur la protection de la santé publique en Indochine (*J. O.*, 31 décembre 1932, p. 4175).

ARRÊTÉ du 29 novembre 1932 relatif à l'administration des successions et biens vacants : 1° des indigènes sujets français et asiatiques assimilés dans les divers pays de l'Union indochinoise; 2° des indigènes protégés français en Cochinchine et dans les concessions françaises de Hanoi, Haiphong et Tourane (*J. O.*, 3 décembre 1932, p. 3870).

ARRÊTÉ du 10 décembre 1932 fixant les émoluments forfaitaires annuels tenant lieu d'honoraires alloués à l'avocat du Gouvernement général près la Cour d'appel de Saigon et les tribunaux de Cochinchine et du Cambodge (*J. O.*, 17 décembre 1932, p. 3974).

ARRÊTÉ du 19 décembre 1932 portant énumération des services considérés comme « services privés d'utilité publique » prévus par l'art. 30 du décret du 2 avril 1932 organisant en Indochine la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs du travail (*J. O.*, 28 décembre 1932, p. 4138).

ARRÊTÉ du 29 décembre 1932 complétant l'article 255 de l'arrêté du 16 mars 1910 déterminant les formes de la procédure à suivre devant les tribunaux français statuant en matière indigène (*J. O.*, 4 janvier 1933, p. 6).

PARTIE PRATIQUE

QUESTIONS DE DROIT USUEL

QUESTION. — *Tirailleur en congé libérable de six mois, ai-je le droit de poser ma candidature aux fonctions de lý-trưởng ?*

RÉPONSE. — La question peut, semble-t-il, être résolue par l'affirmative, en vertu de ce principe que ce qui n'est pas défendu est permis. Aucun texte n'interdit aux militaires indigènes en service de poser leur candidature aux emplois de lý-trưởng, phó-lý, chef et sous-chef de canton.

Les conditions que vous devez réunir sont celles qui ont été prévues à l'arrêté du Résident supérieur au Tonkin en date du 3 juillet 1930, à savoir : 1° être âgé de 25 ans au moins et de 50 ans au plus ; 2° jouir d'une bonne réputation et avoir eu en toutes circonstances une attitude irréprochable vis-à-vis de l'Administration du Protectorat ; 3° posséder des biens immeubles d'une certaine importance dans le village, y être inscrit et y habiter ; 4° faire préalablement preuve de la connaissance du quốc-ngữ.

QUESTION. — *Puis-je contracter mariage pendant la période de deuil de la femme de mon oncle paternel ?*

RÉPONSE. — Au Tonkin, le deuil de l'oncle paternel ou de sa femme n'est pas une cause de nullité du mariage. L'article 84 du C. civ. tonkinois ne prohibe le mariage que pendant la période de deuil du père ou de la mère de l'un des époux.

En Annam, les règles de deuil sont fixées par le Code Gia-long qui y est encore applicable. L'article 88 dudit Code interdit le mariage pendant le deuil du père, de la mère, du grand-père, de la grand'mère, de l'époux, *de l'oncle et de la tante paternels*, du frère aîné, de la sœur aînée.

QUESTION. — *En droit annamite, y a-t-il des cas où la loi autorise une femme divorcée à garder les enfants qui n'ont plus besoin des soins maternels ?*

RÉPONSE. — Au Tonkin, la question est résolue par l'art. 146 du C. civ. tonkinois ainsi conçu : « La garde des enfants est confiée au père, à moins que le tribunal n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou

quelques-uns seront confiés aux soins de la mère, soit d'une tierce personne. Lorsque les enfants sont parvenus à l'âge de quinze ans, si aucun motif ne s'y oppose, ils peuvent être confiés à celui de leurs parents chez lequel ils préfèrent habiter. » Les tribunaux sont donc libres de décider suivant les circonstances et, en particulier, suivant l'aptitude respective du père ou de la mère à bien élever les enfants. Le Code Gia-long est muet sur ce point.

QUESTION. — *Licenc é de mes fonctions de lý-trưởng après deux ans de service, ai-je le droit de participer aux élections de lý-trưởng, phó-lý, chef et sous-chef de canton ?*

RÉPONSE. — Vous êtes inéligible aux fonctions de lý-trưởng, phó-lý, chef et sous-chef de canton, e vous êtes privé du droit de vote aux élections de lý-trưởng et de phó-lý. L'article 69 de l'arrêté du Résident supérieur au Tonkin en date du 3 juillet 1930 dit en effet : « Sont inéligibles.. les fonctionnaires et agents de l'Administration indigène et des divers services indochinois, les agents cantonaux et communaux révoqués de leurs fonctions ou licenciés par mesure disciplinaire ainsi que les individus cassés de leur grade de mandarinat... »

L'article 70 du même arrêté ajoute : « Sont privés du droit de vote... les fonctionnaires et agents de l'Administration indigène et des divers services indochinois et les agents cantonaux et communaux révoqués de leurs fonctions par mesure disciplinaire... »

Mais, direz-vous, j'ai été licencié et non révoqué. Il faut remarquer que l'arrêté du 3 juillet 1930 n'admet au vote, pour les élections des chefs et sous-chefs de canton, que les lý-trưởng en fonctions, et, pour les élections de lý-trưởng et phó-lý, que les lý-trưởng démissionnaires.

QUESTION. — *Je suis en procès avec un de mes cousins au sujet de l'héritage d'un petit-neveu décédé ab intestat et sans postérité. Comment puis-je prouver que je suis le grand-oncle du défunt ?*

RÉPONSE. — Par un tableau généalogique que vous établirez sur papier timbré et que vous ferez certifier par trois témoins domiciliés dans votre village ainsi que par le lý-trưởng.

VARIÉTÉS

La justice indigène en Annam

(suite)

Conseil du Cơ-mật. — Le Conseil du Cơ-mật ou Conseil des Ministres a des attributions spéciales au point de vue judiciaire. Il examine les jugements dans lesquels sont impliqués des mandarins supérieurs, les affaires de rébellions, les jugements comportant condamnation à mort et, d'une manière générale, tous les jugements rendus dans les affaires particulièrement graves. Lorsqu'un jugement provenant d'un ministère arrive au Cơ-mật, il est, après enregistrement, soumis aux différents ministres. Si ceux-ci n'y font pas d'observations, le viên-ngoại, chef de bureau, fait recopier la lettre du ministère en y ajoutant que le Conseil n'a aucune observation à faire à son sujet. Cette minute est signée par le secrétaire qui l'a rédigée, puis par les différents ministres. Après quoi, elle est recopiée, et l'employé chargé du sceau appose sur la copie le cachet du Cơ-mật, l'enregistre et l'expédie à la Résidence supérieure. Si tous les ministres sont d'accord sur une modification à apporter au jugement reçu du ministère, cette modification est faite dans la minute de la lettre du Conseil. S'ils ne sont pas d'accord, chacun y ajoute ses observations. Le Président du Cơ-mật fait alors expédier la lettre qui doit porter les observations des autres ministres.

Le Résident supérieur se trouve ainsi saisi de la même affaire, d'une part par le ministère (ou le Cơ-mật), d'autre part par le résident. Il la fait alors examiner par les soins de l'administrateur délégué auprès du Ministère de la Justice. A cette délégation, les deux copies du même jugement (envoyées par le ministère et le résident), sont réunies en un seul dossier qui contient les avis de tous les degrés de juridiction : phủ ou huyện, mandarins provinciaux, ministère (ou Cơ mật), résident. A ce moment, le débat pour la confirmation ou la modification du jugement est institué entre le ministère et le délégué, lesquels, tous deux saisis de l'affaire, la discutent, mettent le jugement au point et font en commun des propositions au Résident supérieur à qui sa qualité de haut Protecteur du pays vaut d'être l'arbitre suprême en matière de justice.

Après l'approbation du jugement par le Résident supérieur, l'affaire est renvoyée à la délégation de la Justice qui : 1· transmet au Ministère l'approbation du Résident supérieur que ledit ministère notifie aux mandarins provinciaux ; 2· envoie copie de l'approbation du Résident supérieur au résident chef de province, afin que celui-ci puisse surveiller l'exécution du jugement, exécution dont la responsabilité incombe aux mandarins provinciaux.

Conseil de censure. — Les jugements contenant des condamnations à la peine capitale doivent être soumis à l'examen du Conseil de Censure. Ce Conseil se compose d'un Kiểm-quan đô-ngự-sử, d'un Chưởng-ấn et de trois Ngự-sử. Ces mandarins se réunissent pour examiner l'affaire de très près et voir s'il n'existe aucun détail, aucune obscurité, aucune erreur qui puisse militer en faveur du condamné à mort. Quand les censeurs approuvent le jugement, ils le renvoient au Ministère de la Justice pour exécution. Dans le cas contraire, ils signalent les points qui leur ont paru douteux et font un rapport en demandant que ces points soient soumis à un nouvel examen. Cet examen a lieu par les soins des autorités provinciales et si les erreurs découvertes par les censeurs sont reconnues fondées, c'est-à-dire s'il est démontré que la condamnation à mort du coupable n'est pas justifiée, des peines sévères sont infligées à tous les mandarins ou employés qui se sont successivement occupés de l'affaire, y compris ceux du ministère et le ministre lui-même. S'il n'y a pas eu réellement d'erreur commise, mais seulement des fautes de rédaction, la responsabilité des secrétaires coupables devient principale, et celle des mandarins n'est plus que légère. Bien entendu, le renvoi d'un jugement à une province à la suite de l'examen du bureau des censeurs est toujours porté à la connaissance du Résident supérieur.

Enfin, un délégué du conseil de censure fait généralement partie des commissions d'enquête qui sont instituées lorsqu'il s'agit d'examiner des affaires particulièrement graves ou délicates.

Juridictions spéciales. — Il existe deux juridictions spéciales : le Tôn-nhơn et le Hộ-thành.

1· Conseil du Tôn-Nhơn. — Les affaires civiles ou pénales qui concernent les membres de la famille royale sont jugées à Huế par le Conseil de cette famille, ou Conseil du Tôn-nhơn, qui constitue un tribunal d'exception. Lorsqu'un procès a lieu entre un membre de la famille royale et un particulier ordinaire, un tribunal mixte composé d'un représentant du Tôn-nhơn et des mandarins civils est formé pour en connaître. Lorsque des procès de ce genre surviennent en province, les mandarins provinciaux du lieu sont compétents pour les juger ; mais leur décision doit être revêtue de l'avis du Tôn-nhơn avant d'être soumise à l'examen du ministère compétent.

2· Hộ-thành. — Le tribunal du Hộ-thành est chargé de juger les délits commis dans l'intérieur de la citadelle de Huế ainsi que les contestations civiles survenues entre habitants de cette citadelle. Il est composé du đề-đốc chargé de la police de la citadelle et d'un mandarin délégué par le Ministère de la Guerre. Les jugements rendus par ce tribunal sont soumis à l'examen du ministère compétent.

Comme on l'a vu, au début de cette note, l'organisation de la justice indigène en Annam n'a guère varié dans ses grandes lignes depuis l'établissement du Protectorat, et les principes généraux qui la régissent ont été maintenus, car ils sont inséparables de l'organisation politique et sociale du pays. De nombreuses critiques ont cependant été élevées contre les juridictions indigènes. On les a notamment accusées de manquer d'indépendance, et l'on est parfois allé jusqu'à réclamer la création d'un corps spécial de magistrats annamites

indépendants des résidents et des mandarins provinciaux. Or l'exposé du fonctionnement de cette justice prouve, au contraire, que les garanties accordées aux justiciables indigènes sont des plus sérieuses et supérieures à celles de notre droit français, puisque tout jugement passe obligatoirement par les trois degrés de juridictions et les deux contrôles du résident et du résident supérieur. Cette procédure a fait ses preuves. Pratiquée tous les jours depuis des années, elle fonctionne avec toute la souplesse nécessaire pour laisser le peuple annamite assurer sa justice lui-même tout en préservant des erreurs que l'équité commande d'éviter. Et notre contrôle qui laisse aux fonctionnaires indigènes la liberté et la responsabilité de leurs actes n'en est pas moins sûr et efficace.

En réalité, la réforme préconisée était dictée par le souci de faire bénéficier nos protégés du principe de la séparation des pouvoirs et d'en finir avec la pénétration réciproque des deux autorités administrative et judiciaire. Les auteurs de cette proposition prouvaient ainsi leur ignorance foncière des bases de la constitution annamite. La séparation des autorités administrative et judiciaire ne se rencontre à aucun degré de la vie sociale ou politique du pays. La confusion de ces deux autorités s'explique par l'étude même de la constitution non écrite de l'Annam où le mandarin exerce son autorité en vertu d'une sorte de délégation permanente du souverain, lequel réunit en lui tous les attributs de la puissance. Le principe de la séparation des pouvoirs n'est point d'ailleurs de droit naturel, mais de droit politique, dominé par conséquent, comme tout ce qui est de cette espèce, par la question d'opportunité. En France, soixante ans se sont écoulés entre l'époque où il a été posé avec l'autorité désirable (MONTESQIEU, *Esprit des lois*, livre XI, chap. IV) et l'époque (1789) où il a été proclamé par l'Assemblée Constituante. Et ce n'est même qu'en 1848 qu'il a été formulé pratiquement. Jusqu'à cette dernière date il ne s'appliquait guère qu'à la séparation du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif; et la séparation des pouvoirs administratifs et des pouvoirs judiciaires, admise en théorie, n'était point, dans la pratique, réalisée entièrement. En Annam, la confusion des deux autorités administrative et judiciaire est encore nécessaire, le pays n'ayant pas suffisamment évolué pour qu'on puisse y introduire une réforme qui amènerait un trouble profond dans l'Administration indigène. Toute l'organisation annamite reposant sur l'unité d'autorité, il s'ensuit que toucher aux fondements même de l'organisation judiciaire serait, du même coup, détruire l'ensemble de l'édifice social du pays. « L'histoire, dit M. ESMEIN, démontre que les modifications dans les institutions ne sont utiles et durables qu'autant que les transitions sont suffisamment ménagées et que la forme nouvelle se trouve déjà en germe dans la forme antérieure. »

Il ne saurait échapper à un esprit éclairé que la réunion de toutes les attributions d'ordre judiciaire aux mains d'un seul mandarin complètement indépendant des autres constituerait, en sa faveur, une dérogation flagrante aux règles fondamentales de la hiérarchie, qu'elle porterait une atteinte inquiétante au prestige séculaire et à l'autorité morale nécessaire des chefs de province, qu'elle entraînerait également un trouble fâcheux dans l'accomplissement journalier de la besogne administrative, enfin qu'elle pourrait conduire à une pratique de la justice d'autant moins équitable que l'exercice de la fonction serait plus indépendant et son contrôle plus lointain.

Lorsqu'on envisage le jeu traditionnel de l'organisme mandarinal, on a peine à se figurer qu'un mandarin de titre, de grade et de classe inférieure puisse échapper dans une province aux directions du tổng-đốc auquel il n'aura aucun compte à rendre. On se représente avec la même difficulté l'état d'esprit de la population déroutée par ces nouvelles mœurs et dans l'impossibilité de comprendre comment le plus haut mandarin de la province, celui qui tient son pouvoir du souverain, celui qui est le chef, parce que son titre même implique sa suprématie, n'a plus d'action sur un collaborateur de rang moins élevé, travaillant auprès de lui sans être son subordonné. Le jour où on enlèvera aux mandarins leur droit de sanction pour le donner à un magistrat, leur autorité devenue illusoire restera inefficace. Il n'y aura bientôt qu'anarchie et désordre, l'Annamite étant dans l'impossibilité de comprendre que le droit de commander puisse être distinct de celui de punir. D'un autre côté, l'action des résidents ne pourra plus s'exercer, car la surveillance politique qui est primordiale se réduira à une surveillance administrative sans effet, le juge, indépendant du résident, ne lui apportant pas le concours indispensable dans un pays où les fauteurs de désordre sont encore nombreux et frémissants.

Nous ne saurions, du reste, avoir la prétention, à l'encontre des données fournies par la science psychologique et physiologique, de modifier profondément l'âme et les sentiments de toute une race qui n'a que des rapports généraux avec nous et qui se différencie de nous tant au point de vue moral qu'au point de vue physiologique. Nous n'avons point affaire, d'ailleurs, à un peuple barbare, dépourvu de morale et privé de droit écrit. L'Annamite a l'un et l'autre, ne ressemblant pas toujours, peut-être, aux préceptes occidentaux, mais fondés néanmoins sur les principes de la philosophie universelle et sur le tempérament des justiciables. Gardons-nous donc soigneusement, sous prétexte de plus de justice et de plus d'équité, de faire trop bon marché de la tradition, des coutumes et des mœurs de nos protégés.

Le moment ne paraît donc pas favorable en Annam à une transformation organique aussi radicale, et une pareille réforme, en portant atteinte à la forme du Gouvernement annamite, serait à la fois inopportune, impopulaire et dangereuse. Mais du fait qu'une grande prudence s'impose dans les réformes à opérer dans l'organisation judiciaire et qu'il convient de se garantir contre les périls qui naîtraient de responsabilités incertaines, il ne s'ensuit pas qu'une immobilité complète doive être observée. Il ne saurait être question de préconiser une sorte de cristallisation dans les moules anciens. Notre présence ici ne se justifierait pas si nous ne devions pas faire, à l'évolution du peuple annamite vers un idéal d'individualisme et de liberté, la part à laquelle il peut légitimement prétendre. Mais on peut améliorer sans détruire, et l'examen des mesures adoptées depuis l'établissement du Protectorat montre que les deux Gouvernements, français et annamite, se sont inspirés du devoir qui leur incombe de moderniser certains rouages par trop surannés, d'accorder aux justiciables plus de garanties, d'atténuer pour eux certaines rigueurs excessives du Code, en un mot d'apporter dans l'organisation judiciaire les modifications dictées par notre idéal d'humanité et de justice.

(*A suivre*)

ALBERT BONHOMME

(*La Justice en Indochine*, chap. II, *L'Annam*, p. 164-169)

CHRONIQUE

L'administration de la justice en Indochine (1)

La nécessité d'apporter des modifications au régime judiciaire avait été mise en relief par la situation politique de la colonie. Certaines sont entrées dans le domaine des réalisations. Le directeur de l'Administration judiciaire ne se trouvait investi que d'attributions administratives, et, pendant un certain temps, sa qualité de magistrat même pouvait être contestée Ainsi est apparue la nécessité de lui donner les pouvoirs indispensables pour coordonner l'action gouvernementale et celle de la justice. Les attributions du procureur général, directeur des services judiciaires, ont été modifiées en ce sens par le décret du 30 août 1931.

Il a désormais non seulement les attributions administratives d'un chef de service, mais son action s'exerce effectivement sur les cours et tribunaux. Il donne des instructions aux procureurs généraux et à tous les officiers du ministère public sur la suite à donner aux affaires. Le droit qu'il possède concurremment avec les procureurs généraux des cours d'appel de prendre personnellement des réquisitions et de porter lui-même la parole à l'audience en fait le grand maître de l'action publique dans toute l'Indochine.

Le décret du 15 septembre 1896 qui avait institué une commission criminelle pour juger au Tonkin les Annamites et assimilés inculpés de crimes et délits contre la sécurité du Protectorat et la colonisation n'avait déterminé que d'une façon sommaire les formes à observer devant cette juridiction. Un décret du 4 août 1931 a tracé des règles plus précises pour éviter les hésitations et les difficultés auxquelles des lacunes et des imprécisions du décret de 1896 avaient donné lieu dans la pratique. La présidence en est confiée à nn conseiller à la cour d'appel, et un ensemble de mesures nouvelles constituent des garanties supplémentaires pour l'inculpé. Cette commission criminelle n'a pas encore fonctionné, toutes les affaires politiques ayant pu être déférées aux juridictions de droit commun depuis sa réorganisation.

Un décret du 16 juin 1910 avait enlevé aux assemblées consultatives de la Cochinchine et du Tonkin leurs attributions contentieuses et avait créé à Saigon et à Hanoi deux tribunaux administratifs spéciaux ayant chacun compétence

---

(1) D'après les rapports au Conseil de Gouvernement et aux Conseils des intérêts économiques et financiers, session ordinaire de 1932.

sur une partie du territoire indochinois. L'institution de deux conseils du contentieux administratif, l'un à Saigon, l'autre à Hanoi, présentait cet avantage de placer le juge près du justiciable, mais cette organisation avait le grave inconvénient d'être onéreuse et d'immobiliser un nombre relativement considérable d'administrateurs. La situation budgétaire de la colonie a nécessité la suppression d'une des deux juridictions et le conseil du contentieux siégeant à Hanoi aura compétence pour toute l'Indochine. Le décret du 25 mai 1932 a fait entrer cette réforme dans la voie des réalisations.

L'expérience ayant démontré que le statut des greffiers, tel qu'il résultait du décret organique du 21 février 1905 et de certaines dispositions réglementaires ultérieures présentait, de nombreuses lacunes, il a paru opportun de substituer à la réglementation éparse un décret unique la codifiant et fixant, de façon complète, les règles relatives au recrutement, à l'avancement, à la dévolution des intérims. Ce décret en date du 1er décembre 1931 sera promulgué dès que des modifications de détail qui ont paru nécessaires et qui ont été soumises à la sanction du Chef de l'Etat auront été approuvées.

Un décret du 24 août 1931, promulgué en Indochine le 7 novembre suivant, y a réglementé la profession de notaire. Tout en s'inspirant de la réglementation métropolitaine ce texte a adapté le statut de ces officiers ministériels aux besoins de notre possession d'Indochine. A cet effet, il envisage la création d'études nouvelles, fixe leur ressort, réglemente leur fonctionnement et les conditions de nomination de leurs titulaires.

Après une longue série de démarches des intéressés, le statut des avocats-défenseurs, fixé par un décret du 30 avril 1911, fut modifié dans un sens très libéral par un premier décret du 25 mai 1930 qui institue deux barreaux: l'un auprès de la cour d'appel de Saigon, l'autre auprès de la cour d'appel de Hanoi. Ce texte législatif qui avait fait l'objet d'un examen approfondi de la commission chargée de l'étude des réformes a apporté au statut de la magistrature coloniale et des auxiliaires de la justice, réglemente l'institution du tableau, l'organisation et l'administration de l'ordre ainsi que le stage et la discipline. Des modifications de détail ayant paru s'imposer, la promulgation en fut retardée jusqu'au 12 septembre 1931, date à laquelle fut en même temps promulgué le décret du 24 juillet 1931 qui met au point le décret du 25 mai 1930 dotant les barreaux indochinois de leur statut définitif.

Aux termes de l'article 37 de ce décret du 25 mai 1930, chaque barreau devait dans les six mois de la publication du décret, non compris les vacances judiciaires, arrêter les dispositions de son règlement intérieur dont copie devait être adressée au Directeur des services judiciaires et aux chefs de Cour. Cette prescription n'a pas encore été observée. Il serait cependant utile que cette réglementation ne soit pas davantage différée.

La simple énumération de ces diverses réglementations touchant au statut organique même de la justice, démontre l'activité du service chargé de l'élaboration de ces textes délicats qui intéressent l'ordre public et touche aussi à des intérêts particuliers dignes d'égards. Mais la tâche est loin d'être accomplie. La vie coloniale même suppose une adaptation incessante à des besoins nou-

veaux. Les difficultés budgétaires nous imposant des limitations inéluctables, nous ne nous préoccuperons que des mesures qui peuvent être envisagées sans que le budget en soit grevé.

Tout d'abord la séparation des fonctions de greffier de celles de notaire qui est des plus souhaitables, plusieurs fois déjà signalée comme devant amener une sensible amélioration dans la marche du service, fera l'objet d'une étude approfondie qui sera soumise à l'examen du Gouvernement. Il est également désirable de voir fonctionner des justices de paix dans chacune des villes de Hanoi et de Haiphong. Le président du tribunal se trouverait ainsi déchargé de la masse des petites affaires qui absorbe son temps au détriment des causes importantes. Cette réforme est souhaitée unanimement par la population, tant européenne qu'annamite. C'est que les justiciables n'auront plus à exposer pour des affaires minimes des frais hors de proportion avec l'intérêt du litige. Tous les conflits du travail pourraient être déférés à cette juridiction avec des frais réduits par une procédure simplifiée. Cette réforme peut entrer facilement dans le domaine des réalités sans grever le budget. Il suffira d'appliquer les articles 63 et 64 du décret du 16 février 1921 en confiant les fonctions de juge de paix à un des juges de Hanoi et de Haiphong.

A maintes reprises a été signalé le vice du système qui réunit entre les mêmes mains les attributions administratives et judiciaires ; la solution la plus simple et la plus économique consisterait à rattacher certaines provinces au ressort judiciaire le plus accessible. C'est ainsi qu'il y a quelques années, la province de Thanh-hóa a été rattachée au ressort de la justice de paix à compétence étendue de Vinh et que le décret du 16 février 1931 a étendu le ressort du tribunal de Tourane aux provinces de Quảng-trị, Thừa-thiên et Quảng-nam. La question se pose aujourd'hui même pour la province de Quảng-ngãi. A l'heure actuelle, les distances n'apparaissent plus insurmontables ; la rapidité des communications et leur facilité, le goût qu'ont les indigènes pour les transports en commun, permettront de mettre cette question à l'étude.

Tonkin. — L'année qui vient de s'écouler a vu se poursuivre la réforme issue de l'arrêté du 20 septembre 1929, suivant la même méthode que précédemment. Lorsque la nécessité s'en fait sentir et que les moyens matériels le permettent, des juges suppléants spécialisés sont adjoints aux mandarins chefs de circonscriptions pour siéger dans les tribunaux du 1er degré. C'est ainsi que deux juges suppléants du 1er degré ont été installés depuis le 1er juiltet 1931, le premier au tribunal de Haiduong-ville et le deuxième au tribunal de Vĩnh-bảo (même province). Reste un troisième qui sera incessamment affecté au tribunal de Thanh-hà (Haiduong).

De même, les tribunaux du 2e degré de Phuc-yên et de Bac-giang ont été pourvus d'un mandarin faisant fonctions de président suppléant, déchargeant le chef de province et son adjoint de la majeure partie de leur tâche juridictionnelle pour les rendre à leur tâche administrative. Il existe à l'heure actuelle dans le delta tonkinois sept tribunaux du 2e degré présidés par un mandarin. Il n'a pas été possible d'aller plus vite dans cette voie par suite de la pénurie de mandarins judiciaires d'un grade suffisamment élevé pour présider les tribu-

naux du 2e degré, et aussi de l'insuffisance des budgets provinciaux qui ne possèdent pas toujours les disponibilités nécessaires pour supporter la solde et pourvoir au logement des magistrats indigènes. Ces difficultés iront en s'atténuant au fur et à mesure que les tri-phu et tri-huyên tư-pháp avanceront en grade et que la situation budgétaire permettra aux provinces d'assumer de nouvelles charges.

Enfin, diverses circulaires ont rappelé aux autorités provinciales et aux mandarins judiciaires les règles qui doivent présider à leurs rapports hiérarchiques et de service.

Annam. — Pendant la période comprise entre les mois de juin 1931 et juin 1932, le nombre des affaires judiciaires a très sensiblement augmenté par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Cette progression est due, en grande partie, au volume d'affaires pénales, criminelles et correctionnelles qu'ont eu à instruire les tribunaux mandarinaux, à la suite du mouvement d'agitation politique mené par le parti communiste indochinois dans tout l'Annam. Conformément aux règles du droit annamite, le règlement définitif de ces affaires fut déféré à l'examen du Conseil du Co-mât par les juges provinciaux.

Cette situation politique eut également pour effet de faire naître une réglementation nouvelle destinée à adapter certains textes aux circonstances.

1° Réglementation nouvelle. — Elle s'applique surtout aux matières du droit pénal. L'agitation politique marqua, en effet, une recrudescence de la criminalité en même temps que l'abaissement de l'âge moyen des inculpés aux environs de 25 ans et demi. Le nombre des condamnations à mort prononcées et exécutées contre des individus ayant commis des meurtres relevant du droit commun s'éleva au chiffre de 21. Par mesure d'humanité et d'opportunité, les deux Gouvernements décidèrent de substituer la fusillade par un peloton d'exécution à l'antique décapitation par le sabre en continuant à observer le rituel traditionnel. Cette réforme fut consacrée par l'arrêté du 26 août 1931, rendu exécutoire par l'arrêté du 15 septembre 1931 du Gouverneur général.

L'augmentation du nombre des condamnés aux travaux forcés amena la création des pénitenciers de Banméthuôt et de Kontum, destinés à suppléer à l'insuffisance de celui de Lao-bao. Des dispositions conformes à celles du régime général des prisons de l'Indochine du 27 mai 1916 fixèrent le régime intérieur de ces pénitenciers.

D'autre part, la déportation dans ces pénitenciers devint une peine accessoire dont l'application fut, en principe, réservée aux condamnés pour menées révolutionnaires et surbordonnée à une décision du Conseil du Co-mât. Les condamnés astreints à subir cette peine doivent, en outre, remplir obligatoirement les trois conditions suivantes : *a*) être âgés de 21 à 50 ans ; *b*) être jugés aptes par le médecin-chef de la province à supporter le climat et le travail de la haute région ; *c*) avoir à purger une durée de peine fixée à trois ans au minimum.

Une autre peine accessoire fut l'objet d'une réglementation précise : la confiscation et la vente au profit du Trésor des biens des condamnés pour motifs d'ordre politique. Cette mesure devint applicable aux seuls condamnés pour

complots de trahison ou de rebellion à des peines de travaux forcés, perpétuelles ou à temps. Le Conseil du Co-mât décide, en dernier ressort, s'il y a lieu, de faire procéder à la vente des biens saisis.

Dans le courant du 1er trimestre 1931 et du 1er trimestre 1932 la propagande communiste s'exerca de façon active à l'intérieur des locaux disciplinaires. Elle s'adressait aux détenus et au personnel de garde. Pour arrêter ce mouvement, les résidents et mandarins des provinces furent invités à renforcer la surveillance, particulièrement aux dates anniversaires inscrites au calendrier révolutionnaire. Des instructions leur furent adressées pour isoler en cellule les éléments dangereux et contrôler fréquemment le régime alimentaire de façon à enlever aux prisonniers tout prétexte plausible à des réclamations collectives.

Une circulaire du Conseil du Co-mât prescrivit aux mandarins juges d'adopter une procédure d'urgence pour l'instruction de toutes les infractions dont se rendraient coupables les détenus incarcérés. Ces agissements sont désormais sanctionnés par de nouvelles peines qui s'ajoutent aux condamnations primitives sans se confondre avec celles-ci.

Dans le même ordre d'idées, un plan général d'amélioration et d'extension des prisons et pénitenciers actuels fut dressé avec devis à l'appui. Les travaux sont prévus par ordre d'urgence. La réalisation d'un tel programme dépend étroitement des disponibilités du budget local et éventuellement du budget général.

En août 1931, la procédure dite «de libération conditionnelle» fut instituée en faveur des détenus condamnés à des peines d'emprisonnement (jusqu'à 3 ans) et jugés susceptibles de s'amender moralement. Cette procédure fonctionne sous la garantie et la responsabilité du chef de famille, du maire et des notables du village d'origine du condamné. Celui-ci déclare, par écrit, et sous une forme solennelle, se soumettre aux institutions de son pays et à l'autorité de sa famille qu'il avait reniées lors de son affiliation au parti communiste. A leur tour, les notables désignés contresignent cet acte de soumission et prennent l'engagement de recevoir dans leur commune l'intéressé qui est alors libéré.

La responsabilité des signataires de ces contrats est solidaire et joue en cas d'inobservation des clauses. Dans ce cas, les notables sont passibles des sanctions prévues par le Code Gia-long et le condamné libéré est immédiatement réincarcéré. Il peut être dirigé, par décision du Co-mât, sur un pénitencier où il achève de purger sa peine.

Cette procédure joue normalement depuis un an et a permis de réduire l'effectif des prisons en libérant 3974 détenus. D'une grande portée morale et politique, ces libérations conditionnelles n'ont donné lieu à aucun incident notable et font l'objet d'examens minutieux et de rapports périodiques de la part des autorités provinciales, chargées d'en assurer la bonne exécution.

En matière répressive, une circulaire du Ministère de la Justice a édicté des peines correctionnelles et de simple police à l'encontre des maires et notables

des villages où ont été constatés des délits de contrebande d'alcool. Cette mesure a été rendue nécessaire pour pallier à la mévente des alcools de la Régie, arrêter une contrebande qui avait cessé de revêtir le caractère familial pour devenir une industrie, spécialement dans la province de Thanh-hóa et parer au déficit qui en résulte pour le budget général. Elle consacre l'abandon du principe discuté des sanctions collectives infligées aux villages et leur remplacement par des peines individuellement justifiées et par le défaut de surveillance des notables de la commune.

Une circulaire du 9 mai 1932 sur la répression des incendies de forêts et rẫy a rappelé aux autorités provinciales et communales chargées de la conservation du patrimoine domanial que ces délits devaient être rigoureusement sanctionnés par les lois en vigueur de façon à diminuer les dommages importants causés à l'économie des provinces par ces pratiques répréhensibles.

2° Classification des jugements. — Le Conseil du Co-mât et les divers M nistères ont réglé 2276 affaires judiciaires pendant la période du 31 mai 1931 au 1er juin 1932, contre 2084 pour la même période de l'année 1930-1931. Dans ce nombre, 545 affaires ont été traitées par le Conseil du Co-mât contre 450 l'année précédente, et 1583 par le Ministère de la Justice contre 1475 l'an passé.

Les décisions rendues en matière civile par le Ministère des Finances accusent une augmentation à peine sensible : 138 affaires au lieu de 123. Il reste à reviser 135 jugements qui sont en instance à la délégation de la Justice contre 220 à la même époque de 1930-1931. Le nombre de jugements dits définitifs rendus par les mandarins provinciaux et exécutoires par suite de la simple approbation des Résidents des provinces (c'est-à-dire ceux relat fs à des infractions punies de 5 mois de prison au maximum convertis en amendes ou non) est passé de 986 à 1161, soit une augmentation de 175 unités. Les jugements pour vols furtifs, ce qui constitue l'infraction la plus commune, sont en augmentation sensible, 318 au lieu de 25. Les affaires judiciaires relatives à des assassinats, meurtres ou coups mortels, ont augmenté de 47 unités (124 affaires au lieu de 77). Bien que théoriquement la législation annamite n'établisse pas de différence entre les délits de droit commun et les délits politiques, les jugements rendus en cette dernière matière et comprenant les affaires relatives à l'agitation communiste, aux actes de rebellion contre l'autorité, ont augmenté de 131 unités sur l'année précédente, passant de 108 à 239 affaires. Par rapport à la période 1929-1930, l'accroissement atteint le chiffre de 217 unités : 22 affaires en 1929-1930 contre 339 en 1931-1932. Les provinces de Vinh, Hatinh et Quangngai entrent pour la plus large part dans ces chiffres.

A signaler des augmentations pour les affaires relatives aux pillages, vols à force ouverte, pirateries (de 23 unités à 37) et pour les escroqueries et extorsions (de 32 à 42).

Des condamnations à la peine capitale ont été prononcées en dernier ressort par le Conseil du Co-mât, d'accord avec le Résident supérieur en Annam et après examen des cas de ces condamnés par Son Altesse Royale le Régent, dépositaire du droit de grâce de Sa Majesté Bao-Dai durant son absence. Ces sanctions ont été infligées à des criminels reconnus coupables d'avoir perpétré

des meurtres relevant du droit commun. Vingt-et-une condamnations capitales, au lieu de sept l'année dernière, ont ainsi été retenues et exécutées par fusillade selon des arrêtés récents. Dix exécutions ont eu lieu à Ha-tinh, neuf à Vinh, une à Quang-ngai, une à Qui-nhon.

3° Effectifs des prisons et pénitenciers. — Ils ont augmenté de façon considérable. Au 1er juin 1932, les pénitenciers de Lao-bao, Banméthuôt, Kontum et Poulo-Condore comptent au total 1117 condamnés aux peines de travaux forcés, perpétuelles ou à temps, contre 479 au 1er juin 1931. La répartition s'effectue ainsi : 191 condamnés à Lao-bao ; 631 à Banméthuôt ; 300 à Kontum ; 5 à Poulo-Condore.

Par contre, l'effectif des prisons des seize provinces de l'Annam a diminué de 1985 unités : il comprend 4732 détenus contre 6717 l'année dernière.

Fait à retenir, montrant l'effort fourni par les différentes juridictions au cours de cette année, la proportion des prévenus par rapport aux condamnés a très fortement diminué : en juin 1931, il y avait 4218 prévenus contre 2499 condamnés. En juin 1932, cette proportion est renversée et on compte dans les prisons 168 prévenus pour 3050 condamnés.

La situation des pénitenciers et prisons donne lieu à des rapports mensuels adressés par les autorités provinciales. L'examen de ces documents montre que l'état sanitaire fut relativement satisfaisant et que la mortalité a atteint seulement une proportion de 2 1/2 °/o des détenus.

4° Mesures de clémence. — A l'occasion des fêtes de l'empereur Gia-long (17 juin 1931), du 14 juillet 1931 et du Tết 1932, 178 condamnés à des peines diverses ont été graciés, 55 ont été autorisés à racheter leurs peines selon les tarifs en vigueur, 457 ont bénéficié de réductions de peines diverses de 6 mois à 3 ans) et 31 condamnés ont obtenu la commutation de leurs peines de travaux forcés à perpétuité en travaux forcés à temps (en général 13 ans de travaux forcés).

De plus, à l'occasion de la mission en Indochine de M. le Ministre des Colonies Paul Raynaud, 652 détenus justiciables des tribunaux mandarinaux, ont bénéficié, en novembre 1931, de la procédure de libération conditionnelle.

Au 1er juin 1932, le nombre des prisonniers libérés dans ces conditions s'est élevé à 3974.

Au total, durant l'année 1931-1932, 4695 détenus ont été l'objet de mesures de clémence contre 486, l'année précédente. La gravité de la situation politique n'avait pas alors permis d'instaurer la procédure de libération conditionnelle qui fonctionne seulement depuis juillet 1931.

5° Examen des requêtes. — Au cours de la période 1931-1932, les services de la Résidence supérieure et les différents Ministères ont reçu un nombre très important de requêtes. A cet effet, la délégation de la Justice a été chargée d'étudier et d'instruire toutes les requêtes relatives à des affaires présentant un caractère pénal et de leur donner la suite qu'il convenait. Trois cent quatre-vingts requêtes ont ainsi été adressées à la délégation de la Justice. Le Conseil du Co-mât et le Ministère de la Justice ont donné une suite quelconque à 190 d'entre elles. Cette proportion démontre l'efficacité d'une procédure qui consiste

à prescrire des enquêtes supplémentaires ou à réclamer des rapports motivés sur les questions reconnues douteuses à propos desquelles les plaignants font appel aux autorités supérieures.

6° Réforme de la législation. — Le principe en a été arrêté en séance du Conseil du Co-mât de même que pour les réformes du mandarinat et de l'enseignement primaire franco indigène qui sont actuellement à l'étude.

L'arrêté du 16 février 1932 du Résident supérieur en Annam, rendu exécutoire par l'arrêté du 19 mars 1932 du Gouverneur général, a créé le poste de conseiller-juriste auprès du Gouvernement local et désigné M. l'avocat général COLLET pour l'occuper. En cette qualité, ce haut magistrat est chargé de la codificationdes législatifs ou réglementaires qui doivent être pris par le Gouvernement annamite, extest d'accord avec le Résident supérieur, pour être rendus applicables en Annam. Il dirige particulièrement les travaux de revision des codes et coutumes selon le cadre et la méthode adoptés pour l'ébaboration des Codes tonkinois. Le conseiller-juriste sera, en outre, chargé de cours et de conférences à l'Ecole de formation des mandarins de l'Annam quand celle-ci fonctionnera. A ce titre, il sera appelé à distribuer un enseignement juridique aux élèves de la section judiciaire de cette école.

Dans un avenir proche, l'Annam sera ainsi doté d'une législation moderne, conforme à ses aspirations et aussi à ses traditions, et d'un cadre de mandarins de l'ordre judiciaire.

Nominations, mutations, congés, etc.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 8 octobre 1932, une prolongation de congé d'un an pour en jouir à Pondichéry (Inde française) est accordée à Me SAINT NARCISSE (Mariadassou), huissier à Long-xuyên (Cochinchine), à compter du 8 octobre 1932, date de l'expiration du congé dont il jouit actuellement.

Par décret du 16 octobre 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. HABERT (Alfred), procureur général, directeur des Services judiciaires de l'Indochine, admis à faire valoir ses droits à la retraite, à titre d'ancienté de service, a été nommé premier président de Cour d'appel honoraire.

Par décret du 13 décembre 1932, rendu sur la proposition du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont nommés pour le premier semestre de l'année 1933 :

Président du tribunal militaire permanent de Saigon, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus, M. PIERRE, conseiller à la Cour d'appel de Saigon ;

Présidents suppléants du tribunal militaire permanent de Saigon, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus, MM. STALTER et FILATRIAU, conseillers à la Cour d'appel de Saigon ;

Président du tribunal militaire permanent de Hanoi, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus, M. LANGUELLIER, conseiller à la Cour d'appel de Hanoi ;

Présidents suppléants du tribunal militaire permanent de Hanoi, pour les militaires jusqu'au grade de commandant ou assimilés inclus, MM. ROZÉ et EYCHENNE, conseillers à la Cour d'appel de Hanoi ;

Président du tribunal militaire permanent de Saigon pour les officiers du grade de lieutenant-colonel et de colonel, M. CROSNIER DE BRIANT, conseiller doyen, président de chambre de Cour d'appel intérimaire de Saigon ;

Président du tribunal militaire permanent de H noi, pour les officiers du grade de lieu'enant-colonel et de colonel, M. LÉONARDI, président de chambre à la Cour d'appel de Hanoi.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 16 décembre 1932, M. MENEAULT, substitut général au parquet général près la Cour d'appel de H noi, est désigné pour remplir p. i. l'emploi d'avocat général près la même Cour, en remplacement de M. LE BEL, avocat général titulaire, actuellement en en congé.

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indochine du 21 décembre 1932, M. ESTÈVE (Georges-Emile-Fernand), juge au tribunal de 1ère instance de Sốc-trang), actuellement juge de paix à compétence étendue p. i. à Sốc-trang, est désigné pour exercer par intérim l'emploi de substitut du procureur de la République près le tribunal de 1ère instance de Saigon, en remplacement de M. BRUNI, substitut titulaire, actuellement en congé. La durée de cet intérim sera d'un minimun de six mois.

BIBLIOGRAPHIE

Dương-tấn-Tài, ancien élève de l'Ecole de Droit et d'Administration (Université indochinoise). — *La part de l'encens et du feu, avec une Introduction sur le Culte des ancêtres et un Aperçu général sur les Biens de culte.* — Saigon, Imprimerie de l'Union Nguyễn-văn-Của, 1932, in-8° de VII-378 p.

Le titre est un peu long, mais il indique et circonscrit nettement le sujet du livre. L'auteur a voulu faire un manuel, un précis ; mais cette intention n'ôte rien à la valeur de l'ouvrage : elle lui a simplement donné son cadre et sa forme extérieure. Son travail est d'une information abondante sans confusion, d'une documentation précise et nette. Il a profité, sans en être trop alourdi, de toutes les recherches de détail de la science française et s'est borné à en présenter les résultats sous une forme brève, en caractérisant le plus possible les biens cultuels par des définitions claires ou des citations heureusement choisies.

Ce qui manque le plus au chapitre « des principaux biens de culte » (p. 84 et suiv.), ce n'est pas l'ingéniosité des remarques de détail ; c'est plutôt l'équilibre et la juste ordonnance des parties, et l'on pourrait s'étonner qu'une si longue familiarité avec les questions du *hương-hỏa* n'ait point aidé un esprit distingué à dominer davantage un sujet aussi intéressant. P. 85, note 2, ajouter au *bút điền*, les *quan-điền, binh-điền, học-điền, kì tại-điền*, etc.

Un autre défaut du livre, c'est l'esprit dans lequel il est conçu. Sans doute il ne faut pas qu'un ouvrage de droit soit un dithyrambe enthousiaste, et rien n'est fatigant comme la louange continue. Mais l'excès contraire est peut-être plus maladroit, plus injuste à coup sûr. Si l'on n'entre pas en sympathie avec les gens dont on parle, on s'expose à ne pas les comprendre et à mal interpréter leurs intentions. Or, M. Dương-tấn-Tài prend à l'égard de ses compatriotes une attitude non pas seulement raide et désabusée, mais parfois chagrine et agressive.

Malgré ces observations et toutes celles que l'on pourrait y ajouter, son livre se lira d'abord à cause du sujet qu'il traite, ensuite parce que l'auteur (on le sent) s'est intéressé à ce qu'il a écrit. Il est donc d'autant plus regrettable

qu'il n'ait pas cherché à renouveler quelque partie essentielle de son sujet en procédant à une enquête sur les coutumes des Cochinchinois en matière de succession et de biens cultuels. Il nous eût ainsi donné une œuvre d'un intérêt durable et non de simple curiosité.

Louis ROLLAND, professeur à la Faculté de Droit de Paris, député de Maine-et-Loire, et Pierre LAMPUÉ, professeur à la Faculté de Droit de Caen. — *Précis de législation coloniale (Colonies, Algérie, Protectorats, Pays sous mandat).* — Paris, Librairie Dalloz, 1931, in-8° de 457 p. (Petits Précis Dalloz).

MM. ROLLAND et LAMPUÉ n'ont pas entendu rédiger un simple manuel, qui fût un résumé, sec et précis, de la législation coloniale; ils veulent montrer ce qu'est le droit colonial français et quel en est le système. Il fallait, pour réussir dans cette tâche, posséder une connaissance approfondie du sujet et savoir choisir les points essentiels, deux conditions que réunissent les auteurs et qui assurent la valeur de l'ouvrage.

Ecrit dans une langue claire et facile, leur *Précis* se lit aisément, sans qu'ils prétendent à être complets, ni qu'ils cherchent dans l'étude de certains problèmes une originalité de mauvais aloi : leurs jugements sont toujours indépendants et précis, et, s'il ont dû sacrifier maint détail, il ne semble pas qu'ils en aient négligé d'essentiels. Ils ont pris le bon parti d'étudier les organismes coloniaux, non pas seulement dans leur lettre, ni même dans leur esprit, mais dans leur fonctionnement concret. Certes, ils n'ont pas eu l'intention de faire œuvre nouvelle et de nous donner le résultat d'une étude de première main, mais seulement de réunir en un recueil commode les principales indications relatives à l'organisation politique, administrative et judiciaire des colonies françaises. Il ne faut donc demander à l'ouvrage que les qualités d'un bon manuel, et il les a toutes, à une exception près, que je préfère signaler tout de suite : il n'y a pas de bibliographie spéciale pour chacun des pays étudiés. Un bon travail du genre de celui-ci doit mettre le lecteur à même de s'informer davantage s'il en a le besoin ou seulement la curiosité ; une partie de l'effort des auteurs est perdue s'ils ne nous font profiter de leurs recherches en signalant le titre des principaux ouvrages à consulter ; autrement dit, tout manuel bien fait requiert une bibliographie succincte, mais systématique et critique. Elle manque ici, et c'est regrettable, car MM. ROLLAND et LAMPUÉ auraient certainement pu la faire, sinon excellente — il n'y en a guère de telles, — du moins aussi bonne que possible. Cette réserve faite, je ne vois presque rien qui ne soit à louer dans ce travail. Voici, quelques remarques de détail : P. 20, le traité PHILASTRE est du 15, et non du 14 mars 1874. — P. 23, « le chef-lieu de l'Union indochinoise » est à Hanoi et non à Saigon. — P. 46 et passim, des répétitions du genre de celle-ci : « Les colonies... constituent des collectivités publiques, des personnes morales du droit public soumises à un statut juridique spécial », et 13 lignes plus loin : « Les colonies sont des collectivités publiques soumises

à un statut juridique spécial de droit public interne ». — P. 391, « Juridiction d'appel pour les décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du second degré, elle [la seconde chambre de la Cour d'appel de Hanoi] est aussi juridiction d'annulation pour les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux inférieurs ». Ajouter : « et de revision pour les mêmes jugements ou pour ses propres arrêts en matière indigène, devenus définitifs ». — Ces erreurs, omissions et répétitions laissent subsister la valeur de ce *Précis* qui se lit avec plaisir et fruit.

Pierre VARET. — *Au pays d'Annam. Les Dieux qui meurent*. Préface de Maurice GRAFFEUIL. — Paris, Editions Eugène Figuière, 1932, in-8° de 286 p.

Ouvrage de haute vulgarisation, conçu sur un plan très net, aux arêtes vives, bien informé et agréablement écrit. Trois chapitres sont consacrés à la famille, au culte des ancêtres et à la justice. Ils contiennent certainement plus d'idées, et d'idées originales, que maint gros in-octavo, dont l'ampleur extérieurement en impose, sans qu'en fin de compte nous en puissions tirer rien de très caractéristique, ni de bien neuf. C'est que M. P. VARET les a édifiés sur des assises véritablement scientifiques. Initié aux mystères de la pensée religieuse des Grecs et des Romains, il lui a été plus facile qu'à aucun autre de soulever les voiles derrière lesquels se dérobent les secrets des cultes annamites.

Je ne le suivrai pas sur le terrain de l'histoire et de la politique où quelque incertitude se mêle à des constatations positives. Je lui ferai seulement remarquer que le P. Alexandre de RHODES n'a pas créé, comme il le dit p. 251, « mais régularisé, selon le mot du R. P. L. CADIÈRE (*Alexandre de Rhodes*, in *Extrême-Asie*, septembre-octobre 1927, p. 113), codifié, vulgarisé le système de transcription de la langue annamite en caractères européens, le *quốc-ngữ*, et a permis par là même à la race annamite d'entrer en contact avec la civilisation occidentale ».

Selon toute apparence, M. VARET a peu de goût pour les problèmes un peu minutieux de la critique, pour les exigences un peu méticuleuses de l'érudition trop exacte. Quand un témoignage lui semble pittoresque, il ne résiste pas au plaisir de le citer, sans se demander toujours assez quelle est la valeur de ce témoignage, quand il vient par exemple de P.-J. SILVESTRE ou de C. BRIFFAUT. Entre des récits multiples, et parfois contradictoires, d'un même fait historique ou religieux, il ne se préoccupe pas toujours de comparer ni de choisir. Mais il y aurait mauvaise grâce vraiment à insister sur ces petites choses. M. VARET, lui aussi, estime que l'histoire est une résurrection : ce qui importe donc, c'est de savoir si vraiment son livre fait revivre l'ancienne société annamite qu'il a voulu peindre. Et à cela, sans hésiter, on répondra affirmativement.

Journal judiciaire de l'Indochine, recueil mensuel publié sous la surveillance de M. le Procureur général, Directeur des Services judiciaires de l'Indochine, janvier - décembre 1932. — Hanoi, Imprimerie

d'Extrême-Orient, 1932; 1ère partie, *Législation*, p. 1-220; 2e partie, *Jurisprudence et circulaires*, p. 217-341, 249-312 (pagination erronée); *Nominations, mutations du personnel européen*, p. 1-8; *Table des matières*, p. 1-25.

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes. Directeur: D. PENANT. — Paris, août - décembre 1932.

NGUYỄN-VĂN-TỐ.

La partie consacrée dans ces deux recueils à la jurisprudence indochinoise est, comme chacun sait, le fruit de patientes recherches; les matériaux qui ont servi à l'élaborer ont été choisis avec soin, contrôlés avec sagacité, mis en œuvre avec un sens juridique très averti. Ils s'ajoutent à une œuvre déjà longue et utile. On appréciera dans le *Recueil Penant* les qualités ordinaires des commentateurs, la précision des renseignements et une étendue d'information d'autant plus louable que les textes sont plus dispersés.

Nous rendrons compte dans notre prochain numéro des ouvrages suivants: A. TOUZET, *Théorie du régime législatif indochinois*, Paris, M. GIRARD, 1932; L. MOSSY, *Principes d'administration générale de l'Indochine*, 6e éd., Saigon, Impr. de l'Union, 1933; P. DARESTE, *Traité de droit colonial*, Paris, 1932; L. BOURAYNE et G. LAFRIQUE, *Manuel des Justices de paix à compétence étendue*, Saigon, Impr. de l'Union, 1932; LÊ-VĂN-HỒ, *La mère de famille annamite*, Paris, Domat-Mont-chrestien, 1932; A. DURETESTE, *Le louage des services en Indochine*, Paris, Revue du Pacifique, 1932; R. POMMIER, *Les contrats coloniaux de louages de services*, Paris, Rousseau, 1932; LÊ-VĂN-THĂNG, *L'œuvre de l'organisation internationale du travail en Asie*, Aix-en-Provence, E. Fourcine, 1932.

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PHAN QUỐC-VĂN

LUẬT CAI-TRỊ

CÁI QUYỀN-HẠN CỦA CÁC QUAN THỊ-TRƯỞNG VỀ VIỆC TRỪNG-TRỊ SỰ NÁO-ĐỘNG

Một ông đọc *Pháp-viện báo* có viết thư hỏi bản-chí rằng một người láng-diềng để chó sủa cả đêm, không ngủ được, vậy có phép nào bắt người láng-diềng ấy ngăn-giữ chó không được sủa không.

Nhân-dân thành-phố Hanoi và Haiphong, biết bao nhiêu người đã bị cái nỗi đêm đêm không ngủ được vì những dọng âm-hưởng của đàn chó các nhà thi nhau cất tiếng chào mừng bọn đối thùng, tất ai cũng phải tự hỏi cái câu ở trên ấy. Bởi vậy bản-chí thiết nghĩ chi bằng giải-đáp ngay vào trong *Pháp-viện báo* này để đọc-giả cùng xem.

Thực ra thì cái câu hỏi trên ấy cũng chẳng mới lạ gì. Đừng nói đâu xa như thời-đại Boileau, bấy giờ tiên-sinh đã từng phàn-nàn vì tiếng mèo kêu với gà gáy, hãy nói ngay trong khoảng sáu-mươi năm nay, ở thành Paris đã phát-xuất câu hỏi ấy rồi. Trong khoảng bấy giờ, nhà bác-học Claude Bernard có nuôi tại học-đường Collège de France từng đàn chó để thí-nghiệm về sinh-lý học. Vì những tiếng sủa không rứt của đàn chó ấy mà khắp phố không tài nào ngủ yên. Láng-diềng phải đến phàn-nàn với tiên-sinh thì tiên-sinh tiếp rất tử-tế, chịu là láng-diềng trách phải lắm, bèn cam-đoan từ rầy ai nấy có thể cứ yên dấc-điệp. Quả-nhiên đêm sau, trong phố yên lặng như tờ... Thì ra tiên-sinh đem chó cắt hết cả các huyền-âm, thành ra đàn chó thất thanh hết.

Giải-quyết như thế thanh-nhã thật, nhưng có điều khí ác, song dù thanh-nhã hay độc-ác thế nào cũng không can chi đến cái phương-diện pháp-luật mà bản-chí giãi-bầy sau đây.

Điều 1385 trong Dân-luật Tây như sau này:

« Người chủ một con vật hay là người dùng nó, trong khi đương « dùng nó mà nó làm tổn-hại sự gì thì phải chịu trách-nhiệm, dù « khi ấy mình có giữ nó hay là nó lạc sổng đi mặc lòng » (1).

Điều 715 bộ Dân-luật Bắc-kỳ cũng y hệt như thế, duy có một chữ thay đổi khác, nhưng ý nghĩa vẫn y như nhau.

Vậy để chó sủa khiến cho láng-diềng không ngủ được thì điều luật trên ấy có thể thi-hành được không?

Xem hai bản án của ban Hình-sự Đại-thẩm-viện (15 avril 1859 và 5 avril 1867) thì rõ rằng có. Các án ấy có định rằng: « hễ cố chí làm huyên-náo ban đêm thì mới có thể phạt vi-cảnh vì sự huyên-náo được, bởi vậy người chủ nhà nuôi chó giữ hàng ban đêm để chó sủa làm trở-ngại sự yên-ổn của láng-diềng (Hình-luật, điều 479, § 8) (2), mà quan thẩm-phán hòa-giải không phạt người chủ-nhà đó vào tội huyên-náo là chí phải, trừ ra láng-diềng có muốn kiện trước tòa hộ-luật để lấy bồi-thường về sự thiệt-hại thì không kể.

« Dù thế nào mặc lòng, bổn-phận các thị-trưởng là phải xét những đơn khiếu-nại như thế và ra lệnh thế nào để bảo-hộ cho mọi nhà được nghỉ yên » (3).

Vậy các bản án ấy đã chỉ cho nhân-dân hai cách đạt tới cái mục-đích của mình mà tòa-án vi-cảnh phải chịu là không làm nổi.

---

(1) Ở về Trung-cổ thời-đại, con vật làm tổn-hại gì, có khi cũng phải giải đến tòa án, vì theo án-lệ cổ của nước Pháp, tòa án vẫn thường xử kiện giống vật và giống không biết cử-động.

(2) Nhưng nếu người chủ hiệu, hay người nhà chêu ghẹo để chó sủa thì điều 478 đoạn 8 trong luật Hình có thể thi-hành được, vì điều luật ấy có phạt những người *chánh-phạm hoặc tòng phạm* về tội làm huyên-náo hay là mạ-lỵ *ban đêm*, làm ngại sự yên-ổn của nhân-dân. Nhưng chó có sủa vào *ban đêm*, nghĩa là từ sau khi mặt-trời lặn đến trước lúc mặt-trời mọc thì mới phạt được.

(3) Đại-thẩm-viện có xử rằng thị-trưởng Sedan có quyền cấm nhốt bò-con vào dưới hầm một nhà kia, vì tiếng kêu của nó làm trở-ngại sự yên-ổn của công-chúng và nhất là trở-ngại viên thị-trưởng cùng những viên cảnh-sát trong khi đang làm việc tại thị-sảnh (Án ngày 25 mai và 13 novembre 1849).

Viên thị-trưởng cũng có thể bắt những giống-vật như lừa, la, đem đến thành-phố, đêm ngày phải giàng mõm lại để nó khỏi làm trở-ngại đến sự yên nghỉ của nhân-dân (Án ngày 28 janvier 1859).

Một là kiện đòi bồi-thường, bởi vì người nào đã chọn một cách giữ nhà bất tiện cho láng-diềng, thì phải đền-bồi về những sự bất tiện đã làm cho người ta, cũng như là khi làm một nghề gì rầm-rĩ, trở-ngại đến sự yên nghỉ của người ta vậy ;

Hai là kêu cầu đến chính-phủ thị-xã có đủ quyền ra lệnh ngăn-giữ được, vì tuần-cảnh của thị-xã, mục-đích là để giữ trật-tự cho công-chúng, nghĩa là giữ cho thành-phố cùng là ngoài đồng được yên-ổn, tốt-lành (luật ngày 5 avril 1884 do luật ngày 21 juin 1898 sửa-đổi lại).

Nhưng mà những tội vi-cảnh ấy đã có điều 471 § 5 trong Hình-luật (1) trừng-trị và có thể bao gồm cả những tiếng huyên-náo không phải là mạ-lỵ và sẩy ra ban ngày, không có phạm vào điều 479, § 8 trong Hình-luật (2).

---

(1) Một người bị truy-tố là chính-phạm hay tòng-phạm về tội làm huyên-náo *ban đêm* mà được tha cũng có thể kết-nghĩ vào những tội đã định ở điều 741 § 15, vì bất tuân một đạo nghị-định của thị-xã đã cấm đánh đàn ở ngoài cửa.

(2) Bản-chí tưởng nên đăng nguyên-văn một bản án của tòa-án vi-cảnh Montélimar ngày 26 juin 1875 vừa hợp lẽ phải, lại vừa có vẻ hoạt-kê như sau này :

« Chiếu chi theo như biên-bản ngày.... của viên cầm hạt Montélimar và viên cảnh-sát S. và chiếu theo lời cung của viên này, thì quả sáng sớm ngày hôm ấy vào lúc 4 giờ kém một khắc, con sáo của C. V. hết sức hót bài *Marseillaise* làm ngăn-trở sự nghỉ yên của công-chúng, và cái lồng nhốt sáo để ở trong nhà V. trên một cái ghế gần một cái cửa sổ khép, trông ra phố Saint-Pierre ;

« Chiếu chi theo như điều 479 § 8 trong Hình-luật, chỉ khi nào tiếng rầm-rĩ ban đêm do một việc của người ta làm ra và do chí ý của người ta thì mới phạt được ;

« Chiếu chi không có chứng-cớ rằng V. bắt con sáo của mình hót ; và theo như lời cung của viên cảnh-sát thì lúc ấy V. cũng không có ở trong chỗ để cái lồng sáo ; — chiếu chi lời quả-quyết trong tờ biên-bản, tựa theo lời đồn của công-chúng rằng C.V. hay thích bắt con sáo hót luôn là lời không lấy gì làm bằng-chứng, và chẳng qua là nói về những việc đã quá-khứ, không có do viên cảnh-sát chứng-nhận ;

« Chiếu chi con sáo có hót là nó theo cái tính tự-nhiên của nó : không có lệ nào cấm thì cái việc nuôi sáo trong nhà không thể cho là tòng-phạm về cái tội nó làm huyên-náo theo như nghĩa ở điều 479 được ; — chiếu chi không nên phân-biệt cái tiếng hót tự-nhiên với tiếng của người dạy ;

« Chiếu chi cái tiếng hót con chim của V. có làm trở-ngại sự yên nghỉ của công-chúng nữa thì láng-diềng có thể xin chính-phủ thị-xã can-thiệp đến được ; — chiếu chi đã có điều 1382 trong bộ Dân-luật cho phép láng-diềng được kiện để đòi bồi-thường về sự tổn-hại do vật của người đệ-tam sinh ra ;

« Vì những cớ ấy, phán rằng việc này không có phạm vào tội vi-cảnh, vậy chuẩn cho C. được miễn-nghị, không phải nộp lệ-phí gì. »

Đạo sắc-lệnh ngày 11 juillet 1908 tổ-chức lại các thị-xã Saigon, Hanoi và Haiphong và tựa theo vào điều luật ngày 5 avril 1884 có định như sau này:

1° giao cho quan thị-trưởng (tức là quan đốc-lý) việc tuần-cảnh thành-phố cùng là việc thi-hành các điều-lệ của quan trên về việc tuần-cảnh mà do quan trên kiểm-soát (điều 73);

2° chao cho quan thị-trưởng cái quyền làm nghị-định để ra mệnh-lệnh đối với những việc mà pháp-luật đã giao cho viên ấy trông nom (điều 76);

3° định rõ rằng luật tuần-cảnh thành-phố chú ý nhất về những việc sau này: trừng-trị những điều *xúc-phạm đến sự yên-ổn của công-chúng* như là đánh nhau và cãi-nhau, kéo người đến đông ở trong phố, làm huyên-náo ở trong các nơi hội-họp công, tụ-họp đông người, làm rầm-rĩ và tụ-họp ban đêm trở-ngại cho sự yên nghỉ của nhân-dân...(điều 79).

Vậy theo như án-lệ và sắc-lệnh trên kia thì các quan thị-trưởng (đốc-lý) Saigon, Hanoi và Haiphong có quyền đặt ra điều-lệ tuần-cảnh bắt các chủ nhà ngăn-giữ chó không được sủa đêm và cả ngày nữa để cho nhân-dân được nghỉ yên.

Nếu xét ra có cần thì quan Thống-đốc Nam-kỳ và quan Thống-sứ Bắc-kỳ có thể bách các quan thị-trưởng ký nghị-định như thế, hoặc giả các quan thị-trưởng không chịu làm thì quan Thống-đốc và quan Thống-sứ có thể đứng thay cho các quan thị-trưởng mà ra nghị-định ấy được.

Bài này muốn bàn cho được đủ thì nên thêm rằng theo như điều thứ 3 sắc-lệnh ngày 6 mars 1877, những tội-phạm liệt kê ở trong lệ tuần-cảnh do quan-chức sở tại định ra, đều coi là tội vi-cảnh và phạt cũng như tội vi-cảnh, nghĩa là từ 1 đến 5 francs (Hình-luật, điều 471 § 15).

A. E. HUCKEL.

Mấy cái vấn-đề về tục-lệ nước Nam

(bài nối)

XIII

Nói về của phụng-tự

Hội-đồng tư-vấn pháp-luật chia những tài-sản phụng-tự ra như sau này : 1· hương-hỏa ; 2· kị-điền ; 3· hậu-điền ; 4· thần-từ-điền ; 5· phật-tự-điền ; 6· tư-văn-điền ; 7· thanh-minh-điền ; 8· võ-phả-điền ; 9· giáo-điền ; 10· môn-sinh-điền.

Trừ những tên thông-thường không kể, như « hương-hỏa », « kị-điền », « hậu-điền », còn những tên kia mà Hội-đồng pháp-luật cũng dùng đến tên chữ, thì vừa khó phân-biệt với những tên nôm, như « ruộng đăng cai, ruộng các già, ruộng thường tân, ruộng canh chay », v. v., vừa khó qui-định cái quyền quản-trị cùng cách sử-dụng cho phân-minh, cho đúng với tục-lệ. Có lẽ vì thế mà luật Bắc-kỳ không thấy nói đến ; thiết-tưởng cũng là một điều khuyết-điểm nên bổ-cứu để tránh những sự tệ-lạm cùng những sự tranh-dành trong dân-gian.

Nay lược-kể mấy điều tục-lệ thuộc về vấn-đề tài-sản phụng-tự :

1· Phàm của-cải đã để riêng ra để thờ cúng gia-tiên, thì là của chung của con cháu ; người đứng thiết-lập bỏ hẳn quyền hoàn-toàn sử-dụng, chỉ còn có quyền đồng-sở-hữu mà thôi.

2· Kị-điền cũng là một thứ đồng-sở-hữu, quản-lý cứ luân-phiên giao cho tất cả mọi người trong họ, hoặc giao cho một người đại-biểu của mỗi ngành ; nhưng không ai được tự ý cầm cố hoặc cho thuê. Điều 439 ở bộ Dân-luật Bắc-kỳ có nói rằng : « Quyền-lợi và nghĩa-vụ của người ăn kị-điền trong khi đương hưởng-thụ thì cũng giống như quyền-lợi nghĩa-vụ của *người hưởng lợi thường* » ; nhưng « người hưởng lợi thường » là người nào ? Bản chữ Pháp nói rõ là « người

ứng-dụng thu-lợi » *(usufruitier)* tức là người có quyền được hưởng-dụng tất cả các hoa-lợi, hoặc thiên-nhiên, hoặc thuộc về hộ-luật, do vật mình được quyền ứng-dụng sinh ra. Vậy bản quốc-văn nên chữa lại cho đúng.

3· Cứ theo điều 433 (2·) ở bộ luật Bắc-kỳ, thì khi cải-dụng những tài-sản về hương-hỏa, phải có « đại-hội-đồng gia-tộc » quyết-định mới được. *Hội-đồng gia-tộc* ở đây là dịch chữ « assemblée de la famille ». Điều 412 nói rằng : « Hội-đồng gia-tộc (*assemblée de la famille*) sẽ gồm tất cả các người trong hàng thân-thuộc có quan-hệ đến việc thừa-tự. » Điều 233-236 nói về quyền giám-hộ cũng dịch « conseil de famille » là *hội-đồng gia-tộc* ; nhưng hội-đồng này do chánh-hương-hội, lý-trưởng, hoặc quan chánh tòa án làm chủ-tọa, mà tất phải có ít là bốn người thân-thuộc về bên nội, chọn trong những người họ gần và ở không xa nơi lập quyền giám-hộ. Vậy muốn cho khỏi lầm-lẫn, thì nên dịch « assemblée de la famille » là *hội-nghị gia-tộc*, và « conseil de famille » là *hội-đồng gia-tộc*. — Còn một điều nữa nên bàn lại, là cứ theo tục-lệ thì không cần phải « đại-hội-đồng gia-tộc » mới cải-dụng được những tài-sản về hương-hỏa : mỗi ngành một người đại-biểu là đủ.

4· Những thứ ruộng ta gọi nôm là « ruộng đăng cai, ruộng thường tân », mà muốn cải-dụng hoặc muốn phân-phối, thì cần phải có các chủ-quyền ưng-thuận mới được. Nếu không chia được ổn-thỏa, thì tòa án có quyền đứng lên chia. Trong luật có định rằng : khi nào vì duyên-cớ đích-đáng và đã do hội-đồng gia-tộc quyết-định, thì kị-điền có thể đem phát-mại hoặc đổi được » (điều 440) ; còn « hậu-điền không thể đem cho đi được ; nếu người lập hậu-điền hoặc con cháu người ấy bằng lòng thì được đem bán hoặc đánh đổi » (điều 447). Thiết tưởng nên thêm một câu rằng : « kị-điền cũng không thể đem cho đi được ».

5· Những của-cải đã cúng vào chùa, vào đền hay vào một hội-sở tế-tự nào, thì không thuộc về quyền đồng-sở-hữu nữa ; người nào đã cúng vào thì mất hẳn cái quyền-lợi trách-nhiệm sở-hữu.

6· Trừ những khi cúng vào điện tư không kể, còn những của-cải đã cúng như thế, không thể lấy lẽ công-ích mà đòi về để làm việc khác được.

(Còn nữa) NGUYỄN-VĂN-TỐ.

Nói về ly-hôn

Theo như luật mới, người chồng không được tự-do rẫy vợ như lối xưa, mà cái luật thất xuất cũng không còn. Điều 116 định rằng: « Việc ly-hôn chỉ tòa án mới có quyền được chiểu duyên-cớ luật đã định mà xử. »

Trái với tục-lệ cũ, luật cho hai vợ chồng đều được phép, bên nọ xin ly-hôn với bên kia.

Điều 120 có ấn-định những duyên-cớ cho hai bên vợ chồng có thể xin ly-hôn nhau được. Các duyên-cớ ấy là :

1· Vì bên nọ quá-khắc, hành-hạ thậm tệ, làm đê-nhục chửi-rủa thậm tệ đối với bên kia, hoặc với ông cha bên kia ;

2· Vì một bên can án trọng-tội ;

3· Vì một bên vô-hạnh làm nhơ-nhuốc đến nỗi bên nguyên-đơn không thể ở chung được nữa ;

4· Vì điên-cuồng công-nhiên, hoặc vì phải câu-lưu suốt đời trong một bệnh-viện.

1· *Quá-khắc* nghĩa trong luật là những việc mãnh-liệt của bên nọ đối với bên kia, khiến cho có thể nguy đến cái sức-lực hay là cái tính-mệnh của bên kia. Còn *hành-hạ* thì nhẹ hơn *quá-khắc*, như là ăn ở tàn tệ, đánh đập, nhưng không đến nỗi nguy đến sức-lực hay là tính-mệnh được, chỉ làm cho sự vợ chồng ở chung với nhau thành ra khó chịu thôi. Nhưng sự hành-hạ đây phải có cái tính là thậm-tệ mới có thể viện làm cớ xin ly-hôn được.

Còn chữ *đê-nhục và chửi rủa* thì nghĩa rộng lắm, nó có thể bao gồm cả những lời nói, tờ bồi, cử-chỉ tỏ cái ý làm nhơ-nhuốc cho bên kia. Câu chửi rủa, việc làm nhục phải có cái tính-cách thậm tệ mới khả dĩ viện cớ xin ly-hôn được. Thí-dụ một câu rủa xoàng, thường xảy ra trong các gia-đình thì không thể viện làm cớ ly-hôn

được. Điều ấy luật để cho quan thẩm-phán đoán định lấy xem có phải là thậm-tệ hay không; vậy quan thẩm-phán phải tùy cái địa-vị của đôi bên vợ chồng ở trong xã-hội thế nào, phải tùy cái hoàn-cảnh, cái cáu chửi rủa thế nào, cùng là biết bao nhiêu trường-hợp khác nữa. Thí-dụ như hai vợ chồng, có một bên nào không chịu chung chăn với nhau, hay là bên nọ cố chí đổ bệnh giang-mai cho bên kia, hay là chồng nhất định không chịu tiếp vợ, thì trong án-lệ nước Pháp đều coi là những sự làm đê-nhục thậm tệ-khả dĩ viện cớ để xin ly-hôn được.

Theo như luật mới thì sự can án trọng-tội cũng là một cớ khả dĩ xin ly-hôn được. Là nhà làm luật không muốn để cho một bên phải chịu nhơ-nhuốc, đành phải làm bạn trăm năm với một người mà xã-hội đã trừ bỏ ra ngoài. Luật không bắt buộc phải dời nhau ra, nhưng hai bên, một bên nào coi sự bên kia phải tội như thế làm đê-nhục đến mình thì luật cho phép viện cớ ấy mà xin ly-hôn. Luật nói « trọng-tội », nghĩa là những tội phạt từ tội-đồ hay khổ-sai trở lên, chứ những khinh-tội hay tội vi-cảnh thì không thể viện dẫn làm cớ ly-hôn được.

Hai đoạn thứ nhất ở điều 120 nói trên kia là tựa theo điều 231 và 232 trong bộ Dân-luật Tây, nhưng nhà làm luật mới có thêm hai duyên-cớ nữa cho việc ly-hôn là đoạn thứ 3 và thứ 4 là: Vì một bên vô-hạnh làm nhơ-nhuốc đến nỗi bên nguyên-đơn không thể ở chung được nữa; vì điên-cuồng công-nhiên, hoặc vì phải câu-lưu suốt đời trong một bệnh-viện.

Ngoại bốn duyên-cớ kể trên ấy là duyên-cớ chung của hai bên vợ chồng đều có thể viện để ly-hôn, nhà làm luật có định ở điều 118 mấy duyên-cớ riêng cho người chồng viện dẫn thôi, là:

1· Vì vợ phạm gian;

2· Vì vợ bỏ nhà chồng mà đi, tuy đã bách phải về mà không về;

3· Vì vợ thứ đánh, chửi, bạo hành với vợ chính.

Điều 119 lại có định riêng cho người vợ những duyên-cớ sau này để mà viện dẫn được xin ly-hôn với chồng là:

1· Vì chồng không làm nghĩa-vụ đã cam-đoan khi kết-hôn, là phải tùy theo kế sinh-nhai mà nuôi nấng vợ con;

2· Chồng bỏ nhà mà đi quá hai năm, không có cớ gì chính-đáng và không có lo-liệu về việc nuôi-nấng vợ con;

3· Vì không có cớ gì chính-đáng mà chồng đuổi vợ ra khỏi nhà mình;

4· Vì làm trái trật-tự trong thê-đẳng.

Cứ như ý ký-giả, thì đoạn thứ 3 và thứ 4 này trùng-điệp với chữ « đê-nhục thậm tệ » ở đoạn thứ nhất điều 120, vì rằng còn có gì đê-nhục thậm tệ cho vợ hơn là cái sự chồng đuổi vợ ra khỏi nhà mình và tự làm trái trật-tự trong thê-đẳng không? Cho nên ký-giả tưởng bất tất phải định thêm hai trường-hợp dưới ấy cũng đủ.

Sau nữa theo như sắc-lệnh năm 1883 là lệ thi-hành tại Nam-kỳ, nhà làm bộ luật mới có định ở điều 121 rằng: « Sau hai năm giá-thú, hai vợ chồng có thể cùng nhau xin thuận tình ly-hôn ». Cái lối cùng nhau xin thuận-tình ly-hôn ấy, trong luật cũ của ta cũng đã có định rồi. Luật cũ cho rằng tình đã tuyệt thì không nên cưỡng ép lấy nhau làm gì nữa, mà nên cho ly-hôn. Cái hạn hai năm, luật đã định ấy là hạn ít nhất, vì nhà làm luật không thể chiều cái tính ngông-cuồng hay giận hờn trong chốc lát của đôi vợ chồng lấy nhau chửa được bao lâu đã vội bỏ nhau, cho nên bắt buộc rằng lấy nhau ít ra cũng phải hai năm rồi. Như thế mới tỏ được cái ý quả-quyết là định chia rẽ nhau hẳn.

Tòa án nào có thẩm-quyền xét việc ly-hôn? Điều 122 đáp rằng: « Đơn xin ly-hôn phải đệ trình tại trước tòa án đệ nhị-cấp nơi trú-quán bên bị. »

Trái với luật cũ, điều 123 luật mới cho phép người vợ có thể kiện xin ly-hôn mà không cần phải chồng cho phép.

(*Còn nữa*) PHẠM-HUY-LỤC.

Chết ngạt

(tiếp theo)

III. — Chết đuối

Chết đuối là khi đầu dúng vào nước, khiến cho không-khí không thể vào mồm và mũi được mà phổi lại có nước.

Có khi chỉ một ít nước cũng làm chết đuối được, chỉ mũi và mồm ngập xuống nước là đủ chết đuối. Người ta đã từng thấy người say rượu chết ở ao thật nông.

Xứ nào cũng thế, đàn-bà hay dùng cách trầm mình hơn đàn-ông. Trầm mình thường vào chạc độ 15 đến 25 tuổi. Chết đuối, thường vì rủi-ro mà sẩy ra.

Dìm xuống nước cho chết thì hiếm có; phần nhiều kẻ sát nhân vứt người bị hại xuống nước để cho người ta tưởng là trầm mình.

A. *Chết đuối thế nào?* — Những người chết đuối, không cứ tại nước mà chết. Có người chết vì ngất đi, nhưng hiếm lắm.

Người ta đã thí-nghiệm rằng dìm súc-vật xuống nước thì thấy như sau này: Con vật bị dìm xuống nước thì trước hết ngạc-nhiên, sau nó nín thở để khỏi uống phải nước, được độ một phút rồi phải thở mạnh vài cái, bấy giờ nước vào dạ-dầy và phổi. Phổi có nước vào thì chương lên, làm cho mạch-máu chảy chậm lại rồi nứt ra. Mạch-máu vỡ ra và nước chảy vào các mạch-máu ấy. Con vật thiếp đi rồi chết.

Người lúc chết đuối cũng dống như thế. Người lớn mà dìm xuống nước từ 3 đến 5 phút thì chết.

B. *Dấu-hiệu chết đuối.* — Trong khi xét ngoài tử-thi và mổ ra thì thấy những dấu-hiệu này:

Xét bề ngoài thi nghiệm thấy : *a)* Vì lạnh mà các bắp-thịt co lại (đàn-ông thì ngọc-hành và hạ-nang săn, đàn-bà thì vú ; *b*) Mặt tim bầm, có khi xanh, mắt mở, lồi ra và nhẫn, mồm há, lưỡi thè ra ngoài ; *c*) Chân tay dăn lại và trắng nhợt là bởi da ngâm nước lâu bợt ra. Nếu bợt nhiều thì da phồng lên, rồi tuột hẳn ra như bí-tất tay ; lông và móng dụng đi.

Mổ xét thì thấy phổi to, nặng và sũng. *a*) Nếu người ta ấn xuống phổi thì thấy bọt hồng-bạch sủi ra đầng mồm và mũi. Nên tìm trong nước đọng lại ở cuống phổi, xem có dêu, có cát... không. Phổi thì sũng và ấn tay xuống có hằn. *b*) Tim bên trái có ít máu vì nước làm cho các lỗ phổi nở ra, nên máu ở phổi không chạy về tim bên trái được. Trái lại, tim bên phải thì thật nở và có máu loãng. Máu ấy không dính vào tay. *c*) Gan to và nặng vì máu đọng lại ở tim bên phải tràn xuống gan bởi một cái mạch máu to, khi sống thì chảy ở gan lên tim.

C. *Những câu hỏi về pháp-y.* — 1° *Có phải vì chết đuối, hay chết rồi mới vứt xác xuống nước?* Xét bên ngoài tử-thi thì không có thể trả-lời cả-quyết câu ấy được. Vì chân tay răn thì người nào ngâm nước cũng có, dù chết rồi mới ngâm, hay ngâm rồi mới chết cũng vậy. Da cũng bợt ra như thế. Thấy có bọt ở phổi ứ lên mũi và mồm thì có thể nghi được là chết đuối, nhưng phải xét ba điều sau này : *a*) Những người chết đuối ngâm dưới nước chưa lâu, và vào những khi mát-trời thì không thấy có bọt ấy ; như thế bọt hãy còn ở trong cuống-phổi, chỉ đến lúc thây sắp dữa thì hơi ở trong ruột đưa lên làm cho bọt ở phổi phải chảy ra đàng mồm và mũi. *b*) Khi xác ngâm lâu ở dưới nước thì bọt ấy có thể tan đi được. *c*) Có khi người ta thấy bọt máu ở trong cuống-phổi những người chết ngạt, vì giảo-sát hay chẹn ngạt rồi mới vứt xuống nước.

Giạng mặt những người chết đuối có khi giống những người chết ngạt.

Xét tay có khi làm cho quan dự-thẩm biết được là chết đuối. Người chết đuối tự-nhiên bao giờ cũng tìm cách để thoát thân, cào ở đáy nước, cố hết sức để bám vào cái gì. Những ngón-tay thấy xây-xát và ở móng-tay thấy có sỏi, bùn, rêu.

Mổ để khám lại thì rõ hơn là xét thi-thể bên ngoài. Người ta thấy vật lạ trong cuống phổi y như các vật ở dưới nước chỗ người chết như là : sỏi, cát, bùn, rêu. Phổi to, nặng, sũng. Trong dạ-dầy có

nước. Orphila đã nghiệm rằng nước không vào được dạ-dầy xác người chết vứt xuống nước. Nhưng điều ấy không lấy gì làm chắc hẳn, vì có khi người ta vừa ăn hay uống xong thì bị chết đuối.

Các dấu-tích về ngạt là : bầm tim dưới màng-phổi, có máu khắp mặt dạ-dầy, ruột con, óc sưng, vân vân...

Thầy-thuốc khám mới có thể rõ rằng gan to lên vì bệnh hay vì chết đuối, tim bên trái có gì không, tim bên phải có máu loãng và có nở ra hay không.

2· *Chết vì bị hại, vì tự-tử hay bởi tai-nạn ?* Nếu xét bên ngoài và mổ khám mà biết rằng chết trước khi vứt xác xuống nước, thì người ta có thể ngờ ba cớ sau này :

1° Bị chết hay đầu-độc rồi vứt xuống nước ; 2° chết vì bệnh.

Cứ hai cách ấy thì thủ-phạm đem vứt xác xuống nước hay có người thấy xác chết ở trong đất của mình, đem vứt xuống nước để cho khỏi phải khai báo lôi thôi.

3· Tự-tử hay bị nạn. Thuyết này thoạt tiên xem ra khi lạ, vì phần nhiều người chết đuối thì có những dấu-tích khác hẳn như đã nói ở trên. Nhưng cũng có đôi khi về việc như thế mà người ta không thấy một dấu-tích nào cả, có người deo mình xuống nước mà không chết vì ngâm nước, lại chết vì ngất đi (syncope). Ngất đi như thế có khi tại đầu đập mạnh xuống đáy nước, vào cọc, vào đá, vân vân, hay là bụng đập mạnh xuống mặt nước. Hễ ngất đi thì phải nín thở, vì thế mà nước không vào được phổi. Chết như thế thì mặt trắng, mà những người thật chết vì nước thì mặt xám. Chết đuối trắng có thể cứu sống được, dù ở dưới nước lâu cũng vậy, 10 phút chẳng hạn. Trái lại, người chết xám là thật chết vì nước, thì ít khi cứu sống lại được, dù mới ngâm nước độ vài phút cũng vậy, tại nước đã vào phổi, không thở được nữa.

Nếu xét các thương-tích mà biết được là chết đuối, thì nên nghĩ đến 3 điều sau này : a) Bất thình-linh bị đẩy xuống nước ; b) Tự-tử ; c) Bị nạn.

Đó là những câu mà quan dự-thẩm phần nhiều phải nhờ những người làm chứng đáng tin khai ra mới có thể xét được.

3· *Xác ngâm nước đã được bao lâu?* — Quan dự-thẩm phải xem xác đã ôi nhiều hay ít và màu da thế nào mới có thể biết được.

Thây ôi phải qua mấy thời-kỳ sau này: Mấy ngày đầu, các vi-trùng trong ruột, hễ không có không-khí, lại càng sinh-sản ra nhiều, nên có nhiều hơi làm cho cái xác phồng lên, to lên; cho nên từ ngày thứ ba đến ngày thứ sáu, tùy theo mùa lạnh hay nóng mà xác nổi lên mặt nước. Màu da vì có khí-trời cho nên thành xanh đi và đến ngày thứ mười thì xám lại. Ở chỗ nước tù hay khí-trời nóng, xác lại càng chóng ôi.

Xem cái biểu sau này và xét theo màu da có thể biết phác rằng cái xác đã ngâm nước được bao lâu :

	Mùa hạ	*Mùa đông*
Da mới trắng ở tay	5 đến 8 giờ	3 đến 5 ngày
Da chân và tay thật trắng	21 đến 48 giờ	4 đến 12 ngày
Da dăn ở tay và chân	4 ngày	15 ngày
Da phồng lên và bợt ra	10 ngày	15 đến 20 ngày
Móng tay dời ra và da đầu thì tuột ra	2 đến 3 tuần-lễ	3 đến 4 tuần-lễ

IV. — Ngạt

Ngạt bởi những cớ sau này: 1· Tắc đường thở; 2· Ngực và bụng bị ép; 3· Chôn sống; 4· Nhốt vào chỗ kín hơi.

I. Tắc đường thở. — Lấy ngón tay bịt lỗ mũi và lấy bàn tay, lấy giẻ hay mặt-nạ mà bịt mồm lại thì người hay súc-vật có thể chết ngạt được. Người ta đã thấy một người đàn-bà An-nam tự tử trong nhà-pha bằng một cái thắt-lưng nhét chặt vào cổ-họng để cho chết ngạt. Nghe đâu ở bên nước Anh, chết ngạt vì chăn, áo chùm kín lên đầu mặt là thường. Có nhiều đứa trẻ mới đẻ, vì nằm sát vào bố mẹ mà bị chết ngạt. Cũng có người động-kinh, lúc lên cơn bị chết ngạt là vì sấp mặt xuống nệm. Đầu vú, hòn bi, hay là dun có thể làm tắc đường-thở của trẻ-con. Người lớn thì miếng đồ ăn bất thình-lình lọt vào trong khí-quản, một miếng thịt to vào đến thực-quản không xuống được và ép lỗ thực-quản cũng có thể làm cho chết ngạt được.

II. Ngực và bụng bị ép. — Có nhiều cớ làm cho bị ép như thế được. Như đứa trẻ mới sinh ra, bó chặt quá có thể chết ngạt được, cũng như những đứa trẻ đang ngủ mà người vú lỡ để tay lên mình nó. Người ta có thấy một đứa trẻ-con nằm trong cái chóng bị chết ngạt vì

một con mèo nằm lên ngực, và lắm người đi xem hội, xem rước mà chết ngạt.

III. Chôn sống. — Hãy kể hai việc mà chính ký-giả đã được mục-kích. Ở một làng về tỉnh Hà-đông, bốn người túm lấy một người mà đánh trói, rồi đem chôn sống trong một bãi cát. Ở Tuyên-quang, vì đất mỏ than sụt mà sáu người cu-li bị chết ngạt.

IV. Nhốt trong chỗ kín hơi. — Fadeuilhe đã ba lần chứng nghiệm việc người chết ngạt vì bị nhốt ở trong hòm.

Khi tàu-ngầm *Farfadat* đắm năm 1905, thủy-thủ chết là bị ngạt; có lẽ thủy-thủ tàu *Primauguet* năm 1932 cũng chết ngạt như thế.

Xét thế nào biết là chết ngạt? — Da mặt, da cổ thì tim đều, mà ở giữa thì có nhiều lấm-tấm máu tụ đen, ở mắt cũng có lấm-tấm như thế. Máu thì màu sẫm. Mổ khám thì người ta thấy máu tụ ở dưới màng-phổi, các lỗ phổi nở có khi xưng, có máu đông ở dưới màng-phổi.

Quan dự-thẩm nên biên cả cái chỗ tử-thi nằm thế nào, cách nằm, chỗ nằm, hàn nhiệt độ, xác cứng, xác ôi, chân tay để thế nào, quần áo, sắc mặt, mắt, cổ. Cũng nên hỏi cho biết lúc bình sinh, người chết ấy làm gì, rồi mới tự hỏi những câu sau này:

1° Có phải bởi ngạt mà chết không? — Xét tử-thi và mổ khám thì thấy những dấu-tích có thể biết chắc là chết ngạt; nhưng có một điều khó là sao phân-biệt được là chết vì giảo sát hay vì bị ngạt hơi. Nhờ có những dấu-tích sau này người ta có thể đoán là chết ngạt: 1· thương-tích ở chung-quanh mồm, mũi, 2· ở cổ không có thương-tích.

2° Chết thế nào? — Ngoại những các dấu-hiệu chung về ngạt, người ta còn thấy một vài dấu riêng nữa. *a*) Như vì tắc đường thở thì chết chóng lắm; phổi xám và có nhiều lấm-tấm nhỏ và đen; có khi lại thấy hằn móng tay ở mũi và ở môi.

b) Như chết vì ngực và bụng bị ép, thì người ta thấy phổi thật sưng, máu tụ ở màng phổi, lấm-tấm máu ở mắt, có vết nhỏ ở da đầu, có khi thấy thương-tích ở chân.

c) Như chết vì chôn sống thì thấy tụ nhiều máu ở màng-phổi, ở mặt phổi, lỗ phổi nở, bọt máu ở mồm, mũi, mặt phù, lấm-tấm máu từ mặt đến vai, có đất cát ở trong miệng, dạ-dầy, vết thương-tím ở mình vì đất dơi phải.

d) Như chết vì bị nhốt ở chỗ kín hơi, thì thấy có dấu-tích sau này: Xác ướt vì hơi-nước ở không-khí thở ra bám vào, da xám, nhiều máu đông ở dưới màng-phổi, phổi không nở nhưng sưng, nhiều máu cục ở trong tim.

Quan dự-thẩm phải xét xem người chết ngạt có bị hại vì cách nào nữa không; phải nhớ mượn thầy-thuốc khám cả bộ sinh-dục nữa, vì những khi hiếp dâm thì kẻ ác-phạm tự-nhiên tìm cách bịt mồm người bị hiếp để không kêu được.

3° Vì bị nạn vì tự-tử hay bị hại? — Quan dự-thẩm phải xét về những tình-trạng chết thế nào, vì có nhiều tình-trạng khác nhau. Đây hãy kể một vài việc thường như sau này: Chết ngạt ở trong đám đông người là thường bởi sự rủi-ro; bị chôn sống vì đất sụt ở mỏ cũng là sự rủi-ro. Còn như chôn sống ở hố, nhốt kín ở trong hòm, lấy tay làm cho tắc đường thở, đều là chết vì kẻ ác-phạm. Lấy vật gì nhét vào họng cho chết ngạt, có khi là do ác-phạm, có khi là tự-tử. Người động-kinh lúc lên cơn, có thể bị ngạt được, ở mình có khi thấy thương-tích; như thế người ta có thể tưởng là bị đánh đập rồi mới chết ngạt; trong việc này, phải biết rõ căn-cước và bệnh-tật người chết, thì mới xét ra được. Về phần thầy-thuốc thì phải xét xem trước khi chết ngạt có lên cơn động kinh hay không.

(Còn nữa)

HENRI MARCEL
Được giải thưởng của Y-học Hàn-lâm viện Paris
Nguyên giáo-sư khoa Pháp-y trường Sĩ-hoạn Hà-nội

ÁN - LỆ

Tòa phúc-thẩm Hà-nội (Ban thứ nhất)

Phiên tòa ngày 3 février 1933

Chủ-tịch : Quan Chánh án Morché
Bồi-thẩm : Các quan Tham-nghị Falk và Languellier
Chưởng-lý cục : quan phó Chưởng-lý Meneault

Đò ngang. — Cái thẩm-quyền của các tòa án trong khi xẩy ra những sự tai-nạn

I. *Nhà-nước (hay một thuộc-địa), tự quản-lý lấy một cái đò ngang, vì không có sở tư trưng việc vận-tải, mà không lấy tiền thuê trong khi chở người qua lại, thì là Nhà-nước làm một việc công cộng về đạo lộ, vậy mỗi khi xảy ra tai-nạn phải xử về sự tổn-hại thì cái quyền thẩm-phán thuộc về các tòa-án cai-trị.*

II. *Nhà-nước (hay thuộc-địa) quản-lý một cái đò ngang để lấy tiền thuê chở những khách qua lại, thì là làm một việc công-cộng, cũng giống như một nhà kỹ-nghệ tư, mỗi khi xảy ra tai-nạn thì cái quyền thẩm-phán thuộc về các tòa án thường.*

III. *Khi Nhà-nước giữ độc quyền về việc quản-lý các đò ngang, như ở bên Mẫu-quốc, mà nhượng quyền cho một tư-gia quản-lý một cái đò ngang, thì bản hợp-đồng về việc ấy là một bản hợp-đồng của Nhà-nước nhượng quyền quản-lý một việc công cộng, vì Nhà-nước có độc-quyền quản-lý.*

Một thuộc-địa không giữ độc-quyền quản-lý các đò ngang, mà nhượng cho một tư-gia quản-lý một cái đò ngang, thì bản hợp-đồng nhượng quyền quản-lý ấy là một bản hợp-đồng thuộc về luật thường, vì đó là một việc riêng của Chánh-phủ.

Trong hai trường-hợp ấy, mỗi khi có xảy ra sự rủi-ro gì thì các tòa án thường luật đều có quyền thẩm-phán.

Chánh-phủ bảo-hộ Bắc-kỳ kháng N-.D-.C., H. và S.

THẨM-ĐỊNH :

Tòa Phúc-thẩm,

Chiếu chi theo như bản án ngày 30 septembre 1932, tòa Phúc-thẩm muốn xét xem có thẩm-quyền về đơn kháng cáo của Chánh-phủ bảo-hộ Bắc-kỳ và của S. đối với bản án của tòa án Hải-phòng ngày 26 novembre 1930 hay không, nên đã ra lệnh đem trình các giấy má nói về thể-lệ của đò ngang Vạ-cháy, trong bữa xảy ra sự rủi-ro, mà N.-đ-.C. với Chính-phủ bảo-hộ Bắc-kỳ, yêu-cầu bồi-thường về sự tổn-hại, N-.đ-.C. thì yêu-cầu bồi-thường cái xe ô-tô của mình, còn Chính-phủ thì yêu-cầu bồi-thường về cái đò ngang ;

Chiếu chi theo như bức thư số 5472 của quan Chánh kỹ-sư Bắc-kỳ ngày 3 décembre 1932, thì ngày 7 octobre 1928, là ngày xảy ra sự rủi-ro ấy, cái đò ngang Vạ-cháy do Nhà-nước tự quản-lý lấy, chiếu chi theo như bức thư của quan Đồng-lý phủ Thống-sứ Bắc-kỳ gửi cho luật-sư Mandrette, là luật-sư của Chính-phủ, nói rằng ngày 7 octobre ấy, qua đò Vạ-cháy, cả xe ô-tô lẫn khách bộ-hành không mất tiền cước ; chiếu chi khi một cái đò ngang do Nhà-nước, hoặc một bộ-phận của Nhà-nước quản-lý giống như một công cuộc tư, nghĩa là lấy tiền thuê, thì các việc phân-tranh do việc quản-lý sinh ra, thuộc về quyền các tòa án thường xét xử, nhưng đò ngang chở không lấy tiền, thì lại không thế, vì tư-gia không có ai chở đò, mà Nhà-nước đặt ra đò ngang chở khách không lấy tiền là Nhà-nước chẳng những làm một công-cuộc có ích-lợi cho công-chúng, mà lại làm một công-cuộc khẩn-thiết của Nhà-nước phải làm cho đường sá được giao-thông, trong khi tư-gia không có ai đứng lên làm việc ấy ; chiếu chi trong trường-hợp ấy thì việc phân-tranh là về quyền thẩm-phán của các tòa án cai-trị ;

Chiếu chi sự rủi-ro xảy ra ngày 7 octobre 1928, ở đò ngang Vạ-cháy có liên-can với một sở của Nhà-nước, chứ không liên-can với một sở tư, thì phải thuộc về quyền thẩm-phán của tòa-án cai-trị ;

Chiếu chi không có gì chứng rằng, và không có ai khai rằng những người chở phà do Nhà-nước thuê, có làm điều gì lầm-lỗi, mà gây nên sự rủi-ro ấy ; rằng những người chở phà làm những điều lầm-lỗi trong khi bơi phà có thể gọi là sự lầm-lỗi về chức-vụ, vậy tòa án thường không có quyền thẩm-phán những sự tổn-thiệt do sự rủi-ro gây ra ;

Chiếu chi N.-đ.-C., chủ cái xe ô-tô bị hư-hỏng, nói rằng phà bị đắm, là vì đóng không hợp cách, hai mũi đò thấp quá, nhân sự đóng không hợp cách, vì một cái *cà-nốt* của sở Pilotage ở Hongay kéo đò đi nhanh quá mà đò bị đắm ;

Chiếu chi cái đò Vạ-cháy, trong khi xảy ra sự rủi-ro, là thuộc về công-sản của Chính-phủ bảo-hộ Bắc-kỳ, thì các tòa án có quyền thẩm-phán theo như luật thường, về những việc yêu-cầu bồi-thường tổn-hại về sự rủi-ro bởi cái đò làm thất cách mà sinh ra ;

Chiều chi cứ xét các giấy má không có gì chứng nhận rằng đò ngang Vạ-cháy bị ụp và ô-tô bị đắm là lỗi tại cái đò đóng thất cách ; chiều chi đò ấy đã chở nhiều lần không xảy ra tai vạ gì cả ; chiều chi người làm chứng là B. đi đò ấy, có khai với sở sen-đầm Hongay rằng xem ra hình như trên đò có một tấm ván ở chỗ trước hai bánh xe đằng trước, không được giầy lắm, nhưng không có gì chứng rằng vì tấm ván ấy không được giầy mà xảy ra sự rủi-ro ;

Chiều chi việc ông N. làm giám-định mà kết luận cũng không lấy gì làm chắc, vì cái đò lúc bấy giờ ở dưới đáy nước, mắt ông N. không trông thấy ; chiều chi viên giám-định có khai rằng cái đò bị đắm, xét ra đàng trước và đàng sau thấp quá, và đò đóng thất-cách như thế tức là một cái duyên-cớ bị đắm, nhưng chính viên giám-định lại tự phản lời nói của mình, vì có nhận rằng chính mình đã đi một cái đò giống như thế, mà nhờ có cái *cà-nốt* trục đi, thì đi được từ Vạ-cháy đến Hongay như thường, chỉ có đến khi tàu *cà-nốt* chạy nhanh quá, mới có cái nguy-hiểm đắm đò mà thôi ; chiều chi chẳng những xét ngay lời của viên giám-định kết-luận (mà việc giám-định ấy lại không phải là một việc giám-định lưỡng biên), nhưng lại xét như mọi việc của quan chánh lục-lộ Quảng-yên, sở xen-đầm và viên thừa-phát-lại Hongay đã tầm-cứu được, thì sự rủi-ro xảy ra không phải gốc ở cái đò đóng thất-cách ; chiều chi cũng không có gì chứng rằng sự rủi-ro là bởi đò không trông nom được cẩn-thận mà sinh ra ;

Chiều chi trước khi xét xem sự rủi-ro có phải như lời của Chính-phủ Bảo-hộ Bắc-kỳ, là lỗi ở viên quan coi bến tàu, có ra hiệu hạ lệnh cho những người chở *cà-nốt* trục cho đò chạy nhanh hơn, và là lỗi ở S. là một người chủ tàu *cà-nốt*, mà quản-đốc những người làm việc tàu *cà-nốt*, trước khi xét việc ấy nên giao cho tòa án cai-trị xét xem những người chở đò dùng về một việc công-cộng, trong khi chở đò, có làm sự gì lầm lỗi, mà đò đến nỗi đắm hay không, hay là những người ấy chỉ đáng trách-cứ một vài phần mà thôi ; chiều chi nên hoãn để đợi tòa án cai-trị xét xem có nên trách-cứ gì về Chính-phủ Bảo-hộ Bắc-kỳ hay không, rồi mới xét xem có gì nên trách cứ ở H. và S. hay không ;

Vì những lẽ đó,

Phán rằng tòa-án thường không có quyền thẩm-định về việc N.-đ.-C. kiện Chính-phủ Bảo-hộ Bắc-kỳ về cái lỗi của người chở đò Vạ-cháy trong khi làm việc thuộc về phận-sự mình, vì đó mà cái đò và cái xe ô-tô của N.-đ.-C. bị rủi-ro ;

Bác cái án đã xử về việc ấy ;

Phán rằng sự rủi-ro xảy ra, không phải lỗi ở đò đóng thất cách, hay là đò ấy trông nom không được cẩn-thận ;

Phán hoãn không xét đến trách-nhiệm của H. và S., cho đến khi nào tòa án cai-trị quyết-định xong trách-nhiệm của Chính-phủ bảo-hộ Bắc-kỳ rồi mới xét đến việc ấy ;

Phán rằng việc án-phí chưa quyết định vội.

DÂN LUẬT

thi-hành tại các tòa Nam án Bắc-kỳ

(tiếp theo)

CHƯƠNG THỨ IV

Quyền-lợi của vợ góa hay chồng góa

TIẾT THỨ I

Vợ-góa

Điều 344. — Khi người chồng chết thì người vợ góa thay quyền chồng mà quản-trị trong nhà. Nếu người chồng là gia-trưởng thì người vợ góa vẫn được giữ quyền gia-trưởng của chồng.

Điều 345. — Người vợ góa được tất cả các quyền gia-trưởng của người chồng đối với con đẻ của mình vị-thành-niên và các con vợ thứ.

Người vợ góa phải lấy của riêng người chồng, của chung cả hai vợ chồng thuộc về mình quản-lý và của riêng của mình để mà lo-liệu việc cấp-dưỡng giáo-dục các con mình và các con vợ thứ cùng là cấp-dưỡng cho các vợ thứ.

Điều 346. — Người vợ góa suốt đời được hưởng-dụng tài-sản riêng của chồng, tài-sản chung của hai vợ chồng cùng tài-sản riêng của mình. Đối với tất cả những tài-sản ấy, người vợ góa được quyền quản-lý như chồng khi trước. Đến khi con cả đã đến tuổi thành-niên thì có thể chia quyền đó với con cả.

Điều 347. — Người vợ góa có quyền được tự mình xử-dụng tất của động-sản để trang-trải công-nợ cho chồng, cấp-dưỡng giáo-dục cho con cái, cấp-dưỡng cho cha mẹ, ông bà bên nội nhà chồng, cấp-dưỡng cho các vợ thứ của chồng cùng là chi-tiêu các việc cần-dùng cho mình và trong nhà. Lại có thể tự mình được xử-dụng những bất-động-sản riêng của mình để chi-tiêu về mọi việc đã nói ở trên.

Còn bất-động-sản riêng của chồng và bất-động-sản chung của hai vợ chồng thì khi người vợ góa muốn chuyển-dịch tất phải hiệp cùng với các con chồng đã thành-niên, nếu tất cả các con chưa thành-niên thì phải hiệp cùng với người giám-hộ của chúng nó mới được. Nếu chỉ có con gái đã thành-niên thì khi người vợ góa phát-mại bất-động-sản ấy phải hiệp cùng với cha mẹ chồng, nếu không có cha mẹ chồng, phải hiệp cùng với anh cả chồng, nếu không

có anh cả chồng, phải hiệp cùng với người thân-thuộc đàn ông bên họ nội gần nhất và nhiều tuổi nhất mới được. Các vợ thứ thì thay mặt cho con cái vị-thành-niên của mình.

Điều 348. — Khi nào người mẹ góa phát-mại một cái bất-động-sản trong của thừa-kế, hiện đã hiệp cùng với người con cả thành-niên, nhưng không hiệp cùng với các con khác của mình hoặc các người thay mặt chúng nó, thì các người con khác ấy không được xin thủ-tiêu việc phát-mại ấy.

Lại cả các con vợ thứ cũng không được quyền xin thủ-tiêu, trừ ra có bằng-chứng rằng người vợ góa phát-mại bất-động-sản là chủ-ý để truất chúng nó mà làm lợi riêng cho con đẻ mình thì không kể.

Nếu trong các con người chồng mệnh-một có nhiều người thành-niên mà khi phát-mại bất-động-sản, người vợ góa chỉ hiệp cùng với người con cả thành-niên thôi thì có thể do một người thân-thuộc gần nhất của người chồng, hoặc người thân-thuộc đàn ông trong họ nội gần nhất và nhiều tuổi nhất đứng lên đầu đơn xin thủ-tiêu việc phát-mại ấy đi được.

Điều 349. — Phàm các khoản do người vợ góa đứng vay để chi-tiêu mọi việc đã nói rõ ở điều thứ 347 thì tuy không hiệp cùng với các người thừa-kế của chồng, nhưng cũng bắt-buộc tất cả mọi người thừa-kế ấy phải đảm-nhiệm. Nếu không phải là để chi-tiêu về việc đã nói ở điều luật ấy thì do người vợ góa phải lấy của riêng của mình mà đảm-nhiệm các nợ ấy.

Điều 350. — Trong lúc còn sinh-thời người vợ góa được quyền ngăn-cấm việc chia của thừa-kế.

Nếu còn sinh-thời người vợ góa mà người ấy không bằng lòng thì cấm các con-cái không được đem chia những của thừa-kế ấy.

Điều 351. — Người vợ góa được đem chia của gia-tài và được giữ lấy một phần để dưỡng-lão.

Điều 352. — Khi nào người chồng mệnh-một chính là người thừa-tự mà lúc lâm-chung không có con trai thì người vợ góa phải hợp-ý với hội-đồng gia-tộc lập người ăn thừa-tự để giao cho giữ của hương-hỏa. Nếu người vợ góa không lập thừa-tự thì hội-đồng gia-tộc phải lập lấy.

Điều 353. — Người vợ góa không được hưởng-dụng về của hương-hỏa mà người chồng đã đứng ăn thừa-tự khi trước, trừ khi nào người vợ chỉ đứng quản-lý của hương-hỏa ấy cho con cả đã thành-niên thì không kể.

Điều 354. — Người vợ góa phải trang-trải tất cả các khoản nợ thừa-kế dù nợ nhiều hơn của cũng vậy. Nếu là nợ riêng của người chồng thì trước hết lấy tài-sản riêng của chồng, sau lấy tài-sản chung của hai vợ chồng, sau nữa lấy đến tài-sản riêng của vợ mà trang-trải.

Nếu là nợ chung của hai vợ chồng thì trước hết lấy tài-sản chung của cả hai người mà trang-trải.

Điều 355. — Nếu người chồng không có con thì người vợ góa được xử-dụng những động-sản và bất-động-sản riêng của mình không cần phải có ai bằng lòng mới được.

Điều 356. — Người con dâu cả góa chồng, gặp khi cần-thiết, thì phải cung-cấp cha mẹ chồng và ông bà chồng.

Điều 357. — Nếu người vợ góa bị tuyên-cáo là không xứng-đáng thì mất quyền-lợi về tài-sản riêng của chồng và tài-sản chung của hai vợ chồng. Những quyền-lợi về tài-sản ấy lại thiên-chuyển sang các người thừa-kế.

Những khi như sau này thì bị tuyên-cáo không xứng-đáng :

Người vợ góa vô-hạnh một cách thái-tệ và công-nhiên ; có trách-nhiệm phải cấp-dưỡng cha mẹ và ông bà chồng mà bỏ liều, đại bất kính đối với cha mẹ và ông bà chồng; bỏ liều con chồng; tiêu-tán những của thừa-kế; bị án phạt về tội xâm-phạm tính-mệnh hoặc thân-thể người thân-thuộc người chồng; không để tang chồng trong hai-mươi-bảy tháng.

Điều 358. — Những người sau này được đầu đơn xin truất quyền của người vợ góa :

Ông bà cha mẹ người chồng mệnh-một, anh em chị em ruột đã thành-niên của người chồng ấy, người tôn-thuộc gần nhất và nhiều tuổi nhất về bên nội, hội-đồng gia-tộc.

Điều 359. — Nếu bị tuyên-cáo là mất quyền thì người vợ góa chỉ được lấy lại tài-sản riêng của mình thôi.

Nếu người vợ góa không có tài sải riêng, hay là có tài-sản riêng mà không đủ dùng để chi-tiêu được, thì được trích một số tiền trong tài-sản chung làm tiền cấp-dưỡng.

Điều 360. — Người vợ góa đi tái-giá tức là bỏ nhà chồng trước và mất hết cả quyền-lợi về tài-sản riêng của chồng trước. Còn tài-sản riêng của mình thì vẫn được nguyên quyền sở-hữu. Nếu chồng trước không có con, thì được một nửa tài-sản chung.

Điều 361. — Nếu trong khi ở góa lại tậu hưởng riêng được động-sản, bất-động-sản, hoặc mất tiền, hoặc không mất tiền thì đối với tài-sản ấy, người vợ góa được toàn sở-hữu quyền, và được tự ý xử-dụng. Nếu đi tái-giá thì được đem tài-sản ấy về gia-đình mới.

Điều 362. — Vợ góa kế-thất được cùng quyền-lợi và chịu cùng nghĩa-vụ như vợ góa chính-thất.

Điều 363. — Người vợ góa được từ-chối quyền quản-trị, hưởng-dụng và xử-dụng về các tài-sản thừa-kế.

Sự từ-chối ấy phải khai tại trước mặt hai người thừa-kế đã thành-niên và lý-trưởng, mà phải do tòa án đệ-nhị-cấp chuẩn-y.

(Còn nữa)

NHỮNG ĐIỀU NHẬT DỤNG

Lời hỏi. — *Tôi đi lính khố-đỏ, hiện đang nghỉ, còn sáu tháng nữa sẽ được mãn vậy tôi có thể ứng-cử làm lý-trưởng được không?*

Lời đáp. — Cứ như ý bản-chí thì câu hỏi trên ấy có thể giải-quyết là có được, vì theo cái lý sau này, là phàm cái gì không cấm thì được phép làm. Bản-chí xét không thấy có lệ nào cấm binh-sĩ An-nam được ra ứng-cử làm lý-trưởng, phó-lý, chánh phó-tổng cả. Muốn ứng-cử chỉ phải hợp các lệ sau này thôi: theo như nghị-định quan Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 3 juillet 1930, phải: 1· từ 25 đến 50 tuổi; 2· có danh-tiếng tốt và trung-thành với Chánh-phủ bảo-hộ; 3· có bất-động-sản ở trong làng, lấy thuế thân ở làng và ở tại làng; 4o biết chữ quốc-ngữ.

Lời hỏi. — *Trong khi đang có tang thím thì có được giá-thú không?*

Lời đáp. — Theo như luật mới ở Bắc-kỳ, thì tang chú bác hay là tang thím và bác dâu, không có ngăn-trở gì cho việc giá-thú cả, vì điều 84 chỉ cấm giá-thú trong khi để tang cha mẹ hay là tang vợ chồng mà thôi.

Còn như ở Trung-kỳ thì lệ giá-thú vẫn phải theo Hoàng-Việt luật-lệ, hiện còn thi-hành. Điều 88 cấm không được giá-thú trong khi có tang cha mẹ, ông bà, tang chồng, tang chú bác, thím và bác dâu, tang anh, chị ruột.

Như vậy thì chỉ ở Trung-kỳ mới còn cấm giá-thú trong khi có tang thím mà thôi.

Lời hỏi. — *Theo luật An-nam, người đàn-bà đã li-hôn rồi có được nuôi giữ những đứa con đã quá cái thời cần phải do người mẹ trông-nom không?*

Lời đáp. — Tại Bắc-kỳ luật mới ở điều 146 có định như sau này: « Sự trông coi con cái thì giao cho người cha, trừ khi nào vì sự ích-lợi cho những đứa trẻ ấy mà tòa án ra lệnh giao tất cả chúng nó hoặc một vài đứa cho người mẹ, hoặc cho người đệ-tam đứng trông coi thì không kể. Khi nào những đứa trẻ ấy đã tới mười-lăm tuổi, nếu không có cớ gì ngăn-trở, thì tùy ý chúng nó muốn ở với cha hay ở với mẹ sẽ giao cho người ấy trông coi. » Xem như vậy thì tòa án được quyền tùy trường-hợp, tùy tư-cách của người cha, hay người mẹ đứa bé thế nào mà định xem giao cho người nào. Còn như *Hoàng-Việt luật-lệ* thì điều ấy không thấy nói gì đến.

Lời hỏi. — *Tôi là lý-trưởng cựu, làm được hai năm thì bị bãi dịch. Vậy tôi có được đi bầu cử lý-trưởng, phó-lý, chánh phó tổng không ?*

Lời đáp. — Lý-trưởng đã phải bãi dịch thì không được ứng cử lý-trưởng, phó-lý, chánh phó-tổng, mà cũng không được bầu-cử lý-trưởng hay phó-lý. Điều 69 nghị-định quan Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 3 juillet 1930, có định rằng: «Những người vào hạng sau này thì không được bầu: . . . là các viên-chức ngạch quan-lại An-nam và các công-sở Đông-dương, các chức-dịch hàng tổng hàng xã, vì trừng-phạt mà bị cách-dịch hoặc bãi dịch cùng là những người bị tước mất phẩm hàm. . . .»

Điều 70 lại thêm rằng: «Những người sau này mất quyền bầu-cử. . . . Các viên-chức trong ngạch quan-lại An-nam và các công-sở Đông-dương cùng các chức-dịch hàng tổng, hàng xã bị cách-dịch vì trừng-phạt. . . .»

Vì ông chỉ phải bãi-dịch, chứ không phải cách-dịch, cho nên ông tưởng rằng hãy còn được hưởng cái quyền đi bầu. Nhưng mà điều thứ 9 trong nghị-định ngày 3 juillet 1930 trên ấy chỉ cho các lý-trưởng đương-thứ mới được bầu chánh phó tổng thôi và lý-trưởng từ-dịch mới được bầu lý-trưởng và phó-lý thôi.

Lời hỏi. — *Tôi đang có việc kiện với một người anh em họ về một cái gia-tài của một người cháu gọi tôi là ông chú, mất đi không có con và cũng không có để chúc-thư gì lại. Vậy muốn hưởng cái gia-tài ấy, tôi phải làm thế nào để mà tỏ được rằng tôi là ông chú người cháu ấy ?*

Lời đáp. — Phải làm một cái giấy bằng tín-chỉ khai rõ gia-phả và phải lấy chữ ký ba người trong làng có quen biết những người trong họ ông đã kể trong gia-phả và chứng-thực cho lời khai của ông là đúng, rồi ông đem giấy xin triện lý-trưởng nhận-thực.

Việc Hình-án tại Trung-kỳ

(tiếp theo)

Viện Cơ-mật tức là hội-đồng các quan Thượng-thư, về đường tư-pháp có những chức-trách riêng. Phàm các bản án can-thiệp đến các đường-quan, đến các việc rối-loạn, các án xử-tử, và nói chung là tất cả những bản án quan-trọng đều phải đệ lên Cơ-mật-viện thẩm lại. Mỗi khi có bản án thuộc bộ nào đệ lên viện Cơ-mật thì sau khi vào sổ sẽ chuyển đến các quan các bộ. Nếu các quan Thượng-thư xét rồi, không dị-nghị gì thì viên viên-ngoại giao lại bản án và biên thêm rằng viện Cơ-mật không dị-nghị gì cả. Bản đó do viên nào soạn ra thì phải có chữ ký của viên ấy, cùng là chữ ký của các quan thượng-thư. Rồi lại sao một bản giao cho viên đóng kiểm của viện Cơ-mật đóng vào và chuyển sang tòa Khâm-sứ. Nếu tất cả các quan thượng-thư đồng-ý sửa đổi lại bản án thì phải sửa vào bản thảo của viện. Nếu các quan thượng-thư không đồng ý thì mỗi vị phê ý kiến riêng vào đó. Bấy giờ quan Viện-trưởng mới chuyển đệ bức thư có lời phê-chuẩn của các quan thượng-thư.

Như vậy, việc ấy đến tay quan Khâm-sứ, một đàng là do viện Cơ-mật, một đàng là do quan công-sứ; quan Khâm-sứ giao bản án cho quan hội-lý bộ Hình xét. Lúc giao sang đó thì bản của viện Cơ-mật và của quan công-sứ đều hợp lại thành một tập hồ-sơ, trong đó ghi hết ý-kiến của tất cả các quan từ dưới trở lên, là: phủ, huyện, tỉnh, các bộ, quan công-sứ. Bấy giờ bên bộ và quan hội-lý mới nghị-luận xem có nên sửa đổi bản án hay cứ để nguyên như cũ, thỏa thuận rồi mới đem ý-kiến trình quan Khâm-sứ là vị giữ chức thủ-hiến xứ Bảo-hộ, có cái địa-vị trọng-tài tối-cao trong việc hình-án.

Quan Khâm-sứ chuẩn y bản án rồi giao trả tòa hội-lý bộ Hình.

Quan hội-lý bộ Hình liền chuyển đệ sang bên Bộ để lục-tống cho các quan tỉnh và gửi một bản sao cho quan công-sứ để trông nom việc thi-hành mà trách-nhiệm thì thuộc về các quan tỉnh.

Đô-sát viện

Phàm các bản án xử-tử đều phải đệ lên Đô-sát viện. Viện này có một quan kiểm-quan đô ngự-sử, một quan chưởng-ấn và ba quan ngự-sử. Các quan họp hội-đồng thẩm lại rất kỹ, xem bản án có chỗ nào khuất-khúc, không được rõ-

ràng, hoặc có điều gì lầm-lẫn có thể gỡ cho tội-nhân được không. Các quan chuẩn y bản án xong thì giao trả bộ Hình để thi-hành. Nếu đô-sát viện không chuẩn y thì làm một tờ trình tường-tận, kể những điều xét ra khả nghi xin thẩm lại. Các quan tỉnh phải xét lại những điều đó. Nếu xét ra quả có những điều lầm-lẫn thì từ các quan lớn đến các viên-chức nhỏ xét về việc này đều bị nghiêm phạt, cả đến bộ và quan thượng-thư cũng bị cữu. Nếu xét lại không thấy điều gì lầm-lẫn, duy có việc thảo bản án không được chu-đáo thì lỗi ở các viên soạn bản án, mà các quan trên chỉ phải lỗi nhẹ thôi. Viện đô-sát giao trả bản án cho các quan tỉnh để xét lại như thế tất phải trình quan Khâm-sứ rõ. Trong những việc quan-trọng thường có một quan đại-biểu Đô-sát viện dự vào Hội-đồng điều-tra.

Đặc-biệt Pháp-viện

Có hai đặc-biệt pháp-viện là Tôn-nhân-phủ và Hộ-thành-nha:

1° *Tôn-nhân-phủ.* — Các việc hộ hay việc hình mà có liên-can đến các người hoàng-tộc ở Huế thì do một tòa án đặc-biệt của hoàng-phái là Tôn-nhân-phủ xử. Nếu một người hoàng-phái có việc kiện với một người thường-dân thì việc giao cho một tòa án gồm có một đại-biểu Tôn-nhân-phủ và các quan văn xử. Nếu việc xảy tại các tỉnh thì quan tỉnh có quyền xử, nhưng bản án phải có chữ phê chuẩn của Tôn-nhân-phủ rồi mới đệ vào bộ được.

Hộ-thành-nha. — Hộ-thành-nha chuyên xử những tội xảy ra trong thành Huế cũng là xét việc kiện cáo về việc hộ của dân trong thành. Hộ-thành-nha có một quan đề đốc giữ việc tuần-phòng trong thành và một quan đại-biểu của bộ Binh. Các bản án của nha này đều phải chuyển đệ lên Bộ thẩm lại.

Việc tư-pháp An-nam ở Trung-kỳ từ khi có cuộc bảo-hộ đến giờ, vẫn không thay đổi gì cả. Những điều đại-cương vẫn giữ nguyên, vì có mật-thiết quan-hệ đến nền chính-trị và xã-hội trong nước. Cách tổ-chức các tòa Nam-án lâu nay có nhiều người chỉ-nghị lắm. Người ta cho là thiếu quyền tự-do, có người lại thỉnh-cầu đặt một ngạch thẩm-phán An-nam không thuộc quyền các quan công-sứ và các quan tỉnh nữa. Nhưng cứ như cách bầy-tỏ trong bài này, thì để nguyên như thế, nhân-dân lại được nhiều điều bảo-đảm chắc-chắn hơn là theo lệ-luật Pháp, là vì việc gì cũng phải qua đủ ba cấp, lại có quan công-sứ và quan Khâm-sứ kiểm-soát. Pháp-luật ấy thi-hành đã lâu, đến nay đã thành thuộc rồi, vì dân An-nam vừa được tự xử lấy, vừa tránh được những điều lầm-lẫn trái với công-lý. Các quan chức An-nam tuy là do các quan Pháp kiểm-đốc, nhưng vẫn được quyền tự-do xử án và phải chịu lấy trách-nhiệm, mà việc kiểm-soát cũng có công-hiệu và chắc-chắn lắm. Thực ra những người muốn cải-cách chẳng qua có lòng muốn cho dân bảo-hộ được hưởng cái thuyết phân quyền hành-chính và quyền tư-pháp, và làm cho hai quyền ấy không lẫn nhau nữa.

Song những nhà xướng ra việc cải-cách ấy thực tỏ ra là chưa hiểu thấu cái cỗi-rễ hiến-pháp của nước Nam. Tại xứ này, bất cứ về phương-diện xã-

hội hay chính-trị không đâu hề thấy việc phân quyền như thế cả. Hai quyền ấy sở dĩ hỗn-hợp làm một, cũng là vì theo cái chính-thể trong nước, quan tức là người vĩnh-viễn thay mặt vua, mà trong tay vua thi giữ tất cả các quyền. Vả cái thuyết phân quyền kia chẳng phải là do lệ-luật tự-nhiên, mà chính là do lệ-luật chính-trị sao cho hợp thời. Ngay ở nước Pháp, từ ngày khởi xướng lên việc phân quyền (MONTESQUIEU, *Vạn pháp tinh-lý*), cho đến ngày Nghị-viện tuyên-bố chuẩn y, cũng phải mất 60 năm. Mà cũng phải đến tận năm 1848 mới đem thực-hành được. Mãi cho đến lúc thực-hành ấy chí thấy phân-quyền lập-pháp và hành-chinh thôi, còn việc phân quyền hành-chính và tư-pháp, tuy theo lý-thuyết vẫn có, nhưng nào có thực-hành được trọn vẹn đâu?

Ở nước Nam, quyền hành-chính với quyền tư-pháp vẫn cần phải hợp nhất, vì trong nước chưa lấy gì làm tiến-hóa lắm mà thực-hành được một việc cải-cách có thể gây nên sự rối-quẫn trong việc hành-chinh. Hiến-pháp An-nam gốc ở cái quyền-chính duy-nhất, nếu nay đụng đến cái gốc việc tư-pháp thì tất làm đổ hẳn cả hiến-pháp.

Ông ESMEIN có nói: «Xem sử-ký thì biết rõ ràng phàm hoán-cải các chế-độ mà có làm được tuần-tự, và trong cái tình-thế cũ, có thấy mọc mầm ra tình-thế mới, thì hoán-cai mới được lâu bền.»

Người có tri sáng-suốt tất hiểu rằng nếu quyền tư-pháp giao cả về tay một ông quan, không thuộc quyền một ông quan nào khác nữa, thì tức là cho ông quan ấy được quyền quá to và làm trái hẳn các lệ cốt-yếu về trật-tự và có hại đến cái thanh-danh, cái uy-quyền của các quan đầu tỉnh, mà công việc hành-chinh hàng ngày tất không được chạy, sau nữa việc hình-án sẽ chẳng được công-bằng lắm, vì quan tư-pháp sẽ được tự-ý muốn làm thế nào thì làm, mà việc kiểm-soát lại ở tận đâu đâu.

Cứ xét về chế-độ quan-lại An-nam tất không ai chịu để một ông quan hàm kém, chức kém, cùng ở một tỉnh mà lại không phải thuộc quyền quan tổng-đốc, không phải trình bầy công việc mình ra làm sao. Dân-chúng chắc sẽ lấy những tục-lệ mới ấy làm ngạc-nhiên và không hiểu sao một vị chúa-tể nhất thống trong tỉnh, thay vua trị dân, lại không có quyền-hành gì đối với một ông quan hàm kém cùng làm một nơi mà lại không phải ở dưới quyền vị chúa tể ấy. Ngày nào mà cái quyền trừng-phạt của các quan An-nam thu lại để giao cho một quan tư-pháp thì cái oai-quyền của các quan ấy sẽ bị giảm đi mà không có công-hiệu gì nữa, rồi trong nước tất sinh ra rối-loạn, vì dân An-nam chưa sao hiểu được rằng cái quyền sai-khiến lại có thể lìa cái quyền trừng-phạt ra được. Mà các quan công-sứ cũng không hành-động gì được nữa vì việc kiểm-soát về đường chính-trị là việc tối yếu sẽ không còn, mà chẳng qua chỉ là một việc kiểm-soát vô-hiệu về đường hành-chinh thôi. Quan thẩm-phán mà không ở dưới quyền quan công-sứ thì không còn giúp sức vào việc trị-an nữa, mà những bọn phiến-động xứ này thì vẫn còn nhiều.

Chúng ta không có cái ảo-mộng sửa đổi được tính-cách của cả một dân-tộc khác hẳn chúng ta về cả đường luân-lý lẫn mặt tâm-lý, mà đối với chúng ta thì chỉ giống những điều đại-cương mà thôi. Vả dân-tộc ấy không phải là một giống giã-man, không có luân-lý và luật-pháp. Dân An-nam là dân có luân-lý

và pháp-luật tuy không giống hết các thuyết của người phương Tây, nhưng cũng cùng một nguồn-gốc triết-lý, lại cũng theo tính-cách dân-chúng mà ra. Vậy thì ta chớ có viện cái lẽ cho thêm chút công-bằng mà coi thường những tục-lệ, phong-hóa của dân bảo-hộ đi.

Hiện nay ở Trung-kỳ, cải-cách hẳn như thế là chưa hợp thời vì có phạm đến chính-thể trong nước, dân tình chẳng phục mà lại có điều nguy-hiểm nữa. Nhưng chớ thấy việc cải-cách tư-pháp cần phải cẩn-thận lắm mà bảo rằng ta cứ để yên như cũ cũng được. Ta không nên cứ đóng chặt theo cái khuôn mẫu cũ. Nếu ta không lo cho dân Trung-kỳ tiến-hóa lên cái tuyệt-đích về cá-nhân và tự-do thì cái việc chúng ta sang xứ này sẽ thành ra vô-nghĩa. Nhưng ta có thể chỉnh-đốn lại mà không phải phá-hủy. Cứ xét cái phương-pháp thi-hành từ ngày lập bảo-hộ đến nay, thì đủ rõ cả hai chính phủ vẫn lo đủ phận sự mình mà cải tân những việc quá cũ để về đường pháp-luật, nhân-dân được hưởng nhiều điều chắc-chắn, nhân-dân đỡ phải chịu những điều pháp-luật quá khắc, tóm lại là theo một cái tuyệt-đích có nhân-loại, có công-lý mà cải lại nền tư-pháp.

(Còn nữa)

ALBERT BONHOMME

(La Justice en Indochine, chap. III, *L'Annam)*

Tùng-ký

Quan Biện-lý Dufilho tạ-thế

Quan Biện-lý DUFILHO, soạn-giả bài *Luật cấu-thúc thân-thể đối với người bản-xứ về dân-sự và thương-sự*, đăng trong *Pháp-Viện báo* số tháng septembre 1931 vừa từ-trần ngày 23 octobre mới rồi. Thật là một sự thiệt-hại to cho bản-chí. Khi ngài mới từ-biệt xứ ta trở về Pháp-quốc, thấy cái sức ngài kém đi, các người quen biết đã lấy làm lo ngại, nhưng ai được tiếp chuyện ngài, nghe những lời nói mạnh-mẽ, hăng-hái kia thì ngờ đâu ngài đã vội bỏ cõi trần. Ngài tới Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées) để dưỡng sức theo như lời dặn của các danh-y, thì bị một cơn đau ngực, có trong mấy giờ đồng-hồ là lìa cõi trần.

Sự-nghiệp của ngài thế nào, bản-chí tưởng bất-tất phải thuật rõ nữa, các báo hằng ngày đã tường thuật cả rồi. Ngài là một vị quan tòa tinh-thông pháp-luật mà lại có tính rất giản-dị.

Ở đây bản-chí cũng bất-tất phải nhắc lại bài ngài đã viết giúp cho, cùng là những bài ngài đã báo tin sẽ gửi đến đăng tiếp. Một bữa, nhân bàn về vấn-đề phổ-tế tại Đông-dương, ngài có nói rằng: « Phải có những người sẵn lòng quảng-đại, lưu tâm đến những điều khiếm-khuyết mà chỉnh-bị lại thế nào cho được vĩnh-viễn. Về đường tinh-thần xét ra lại cần chỉnh-bị kíp hơn là về đường vật-chất. Nếu tiền công tăng lên, mà số tăng ấy lại đem đổ vào các sòng bạc thì tăng làm gì cho uổng? Nếu các viên-chức Nhà-nước chẳng dùng số lương tăng để cho con cái được nhà ở tốt-lành hơn, được ăn uống bổ dưỡng hơn, lại dùng vào những cuộc chớp-bóng bộn-rộn, cho hư phổi, cho nhọc mắt, thì tăng làm gì cho thừa? Cái gì mà người ta gọi là tiến-bộ có khi chỉ là một dịp khiến cho loài người làm mau hư mất những cái sức qui ở trong mình đó thôi. Những cảnh-vật khổ não của nhân-loại thật là cái kho sầu vô-tận cho người tư-lự. Cũng có lúc cái cảnh-vật ấy áo-não đến nỗi làm cho ý tưởng của những kẻ muốn sự điên-đảo trật-tự, hình như là hợp lẽ phải vậy. Thiếu-niên mà gánh-vác lấy một cái chủ-nghĩa có công-lý, có nhân-từ thì vẫn là hợp lẽ lắm. Biết bao nhiêu người có cái tư-tưởng cách-mệnh đã quay về phái bảo-thủ vì sự lịch-duyệt mỗi ngày mỗi mở rộng cái tầm con-mắt ra, xét thấy cả mọi phương-diện, mà trước kia mới trông thấy có một!.....»

Đó là chúng tôi muốn thuật lại mấy câu của một nhà pháp-luật học và xã-hội học đã sẵn lòng tán-trợ cho bản-chí. Chắc những người đã được giao-thiệp với ngài cũng một lòng như chúng tôi mà tiếc ngài không bao giờ khuây.

NGUYỄN-VĂN-TỐ.

Vấn-đề tư-pháp ở Đông-dương

Vì tình-thế chính-trị mà cái chế-độ tư-pháp ở Đông-dương cũng cần phải sửa-đổi cho thích-hợp. Hiện đã có mấy điều sửa-đổi rồi. Như trước kia quyền quan Giám-đốc Tư-pháp chỉ bao gồm những việc hành-chính mà thôi, còn quyền tư-pháp thì hình như không có. Bởi vậy sắc-lệnh ngày 30 août 1931 có đổi lại chức-vụ của quan Giám-đốc tư-pháp, từ nay chẳng những có quyền hành-chính đứng đầu sở tư-pháp, mà lại có quyền hành-động đối với tất cả các tòa thượng-thẩm và sơ-thẩm nữa.

Hội-đồng đề-hình do sắc-lệnh ngày 15 septembre 1896 đặt ra trước nhất để xử những người An-nam ở Bắc-kỳ can-phạm những tội trở-ngại đến cuộc trị-an của Bảo-hộ, cái thể-thức ở trong sắc-lệnh ấy còn có điều khuyết-điểm, cho nên ngày 4 août 1931 có sắc-lệnh định lại thể-lệ rõ hơn. Từ rầy chức chánh Hội-đồng đề-hình không giao cho một quan cai-trị nữa, mà giao cho một quan cai-trị nữa mà giao cho một quan tham-nghị tòa Thượng-thẩm. Nhưng từ khi Hội-đồng đổi mới lại đến giờ, thì chưa phải họp lần nào cả, vì những tội quốc-sự phạm ở các tỉnh đã giao cho các tòa án thường luật xử cả.

Tòa án cai-trị trước kia ở Saigon và Hanoi, mỗi thành-phố có một tòa, nhưng vì phải cất cử đến nhiều quan cai-trị sung vào chức thẩm-phán và tiền chi phí nhiều lắm, cho nên ngày nay, nhân hồi kinh-tế quẫn-bách, Chính-phủ đã rút bớt đi một tòa ở Saigon, vậy thẩm-quyền của tòa án cai-trị Hanoi từ nay sẽ lan rộng khắp địa-hạt Đông-dương. Ngày 25 mai 1932 đã có sắc-lệnh thực-hành điều ấy rồi.

Thể-lệ của ngạch lục-sự các tòa án Tây đã do sắc-lệnh ngày 1er décembre 1931 chỉnh-đốn lại và nghề quản-lý văn-khế (notaire) cũng do sắc-lệnh ngày 24 août 1931 qui-định lại, đại để theo như lệ ở bên Pháp và trù-tính việc mở thêm các phòng quản-lý mới, ấn-định quản-hạt của các phòng quản-lý văn-khế cùng là cách-thức hành-động cách-thức tuyển-bổ các viên quản-lý văn-khế thế nào.

Nghề luật-sư cũng do hai đạo sắc lệnh ngày 25 mai 1930 và 24 juillet 1931 sửa đổi lại, chia luật-sư ở Đông-dương làm hai đoàn, một đoàn thuộc tòa Thượng-thẩm Saigon và một đoàn thuộc tòa Thượng-thẩm Hanoi.

Chính-phủ lại có ý muốn đặt tại thành-phố Hanoi và Haiphong mỗi nơi một tòa án hòa-giải để đỡ bớt việc cho quan chánh tòa sơ-thẩm và đỡ tiền lệ-phí cho những người kiện cáo về những việc tạp tụng. Muốn thực-hành việc ấy cũng không khó gì, chỉ việc giao chức thẩm-phán hòa-giải cho một quan thẩm-phán ở tòa sơ-thẩm hai thành-phố ấy là đủ.

Về việc Tây án, quyền hành-chính với quyền tư-pháp xưa nay ở nhiều hạt vẫn giao cho quan cai-trị đương cả hai chức, như thế không khỏi sinh ra lắm điều chỉ-nghị; thiết tưởng có một cách giản-tiện mà đỡ tốn là sáp-nhập mấy tỉnh thuộc chung về thẩm-quyền một tòa-án tỉnh nào tiện đường giao-thông hơn cả. Như đã mấy năm nay, tỉnh Thanh-hóa thuộc về thẩm-quyền tòa án Vinh, và các tỉnh Quảng-trị, Thừa-thiên, Quảng-nam thuộc về thẩm-quyền tòa án Tourane, có lẽ Quảng-ngãi nay mai cũng sáp-nhập vào Tourane nốt. Ngày nay, cách giao-thông không trở-ngại như trước nữa thì việc sáp-nhập tỉnh nọ vào tỉnh kia có thể thực-hành được.

Bắc-kỳ. — Việc Nam-án ở Bắc-kỳ hiện vẫn theo như nghị-định ngày 20 septembre 1929. Hễ khi nào xét ra là cần, và nơi nào sắp-đặt được nhà cửa, thì quan trên vẫn bổ những quan thẩm-phán dự-khuyết để phụ với các quan đầu địa-phương trong các tòa-án sơ-cấp. Bởi vậy từ ngày 1er juillet 1931 đến giờ đã bổ thêm hai quan thẩm-phán dự-khuyết, một viên tại tòa án sơ-cấp thành-phố Hải-dương và một viên tại tòa án sơ-cấp huyện Vĩnh bảo (cùng tỉnh). Nay mai sẽ bổ một viên nữa vào tòa án sơ-cấp Thanh-hà (Hải-dương).

Các tòa án đệ-nhị-cấp tỉnh Phúc-yên và Bắc-giang cũng đã bổ mỗi tòa một quan chánh-án dự-khuyết. Miền Trung-châu Bắc-kỳ hiện đã được bảy tòa đệ-nhị-cấp do quan An-nam làm chánh-án. Hiện chỉ bổ được đến bấy nhiêu là cùng, vì chưa có đủ quan tư-pháp có chức cao khả dĩ chủ-tịch một tòa Nam-án được, vả lại nhiều tỉnh ngân-sách không đủ tiền chịu nổi lương và tiền nhà cho quan chánh án. Đợi cho đến ngày các quan tri-huyện và tri-phủ tư-pháp bây giờ được thăng chức cao, và ngân-sách hàng tỉnh được rồi-rào hơn, thì các tỉnh dần dần sẽ đặt chức chánh án An-nam được hết.

Trung-kỳ. — Trong khoảng từ tháng sáu 1931 đến tháng sáu 1932, việc hình án xét ra nhiều hơn năm trước, là tại ở Trung-kỳ có cuộc biến-động do Đông-dương cộng-sản đảng gây ra. Cũng vì cái tình-hình chính-trị ấy mà lệ-luật có nhiều điều phải sửa đổi lại cho thích-hợp với thời-thế.

Lệ luật-mới. — Lệ-luật mới cốt nhất là đối với việc hình. Số người bị tử-hình vì can phạm tội giết người cộng là 21. Hai Chính-phủ đều muốn theo cái chủ-nghĩa nhân-loại, cho nên đã bãi tội trảm-quyết mà dùng súng bắn thế vào. Lệ ấy đã do nghị-định quan Toàn-quyền ngày 15 septembre 1931 cho thi-hành.

Tại Ban-mé-thuột và Kontum có lập thêm ngục-thất để chứa những người bị án khổ-sai, vì số này tăng nhiều lắm vả ở Lao-bảo thì không đủ chỗ giam.

Chỉ những người can án quốc sự và do viện Cơ-mật định, thì mới phải đầy đến ba nơi đó. Vả việc đầy đến các nơi đó là tội phụ, chứ không phải tội chính. Sau nữa những người quốc-sự-phạm có thuộc vào những trường-hợp sau này mới phải đầy, là : *a*) từ 21 đến 50 tuổi, *b*) quan chánh thầy-thuốc trong tỉnh xét ra là sức-lực chịu nổi được thủy-thổ và công việc làm ở miền thượng-du : *c*) can án từ ba năm trở lên.

Ngoại cái tội phụ ấy, lại có tội phụ khác, là tịch-biên và phát-mại tài-sản của những người quốc-sự phạm để sung công.

Ngày tháng tám năm 1931, tại Trung-kỳ có đặt ra cái lệ « tạm-tha » cho những người quốc-sự-phạm can án từ 3 năm tù trở xuống, mà xét ra có thể sửa mình được, nhưng phải có gia-trưởng, có lý-trưởng và kỳ-hào trong làng cam-đoan chịu trách-nhiệm. Người can án phải công-nhiên làm tờ cam-đoan tuân theo lệ-luật trong xứ và mệnh-lệnh của gia-đình mà từ lúc nhập đảng cộng-sản, họ đã từ bỏ ; lý-trưởng và kỳ-hào cũng phải ký vào giấy qui-thuận ấy và xin lĩnh người can án về làng trông nom. Bấy giờ người can-phạm mới được tha về. Nếu không tuân theo lời cam-đoan ấy, thì bao nhiêu người ký giấy đều phải liên-đới chịu trách-nhiệm, các kỳ-hào thì phải tội theo như trong Hoàng-Việt luật-lệ, còn người can-án đã được tạm tha lại phải tống giam ngay.

Nhờ có lệ mới ấy mà một năm nay, số người giam tại các đề-lao giảm đi được tới 3974 người.

Lệ tạm tha có ảnh-hưởng sâu xa về đường tinh-thần và chính-trị lắm, xét ra không có điều gì trở-ngại cả.

Bộ hình mới có một đạo thông-tư nghị-phạt về trừng-trị và vi-cảnh đối với lý-trưởng và kỳ-hào các làng nào bắt được nấu rượu lậu, là vì lâu nay rượu ti bán không chạy, và rượu lậu cất nhiều lắm, nhất là ở tỉnh Thanh-hóa.

Các án đã xử. — Viện Cơ-mật và các bộ đã xử xong 2276 bản án trong khoảng từ 31 mai 1931 đến 1er juin 1932, mà trong khoảng 12 tháng từ 1930 đến 1931 thì xử được có 2084 việc.

Những án tử-hình đều do viện Cơ-mật chung-thẩm, sau khi đã thỏa-hiệp với quan Khâm-sứ Trung-kỳ và sau khi đệ trình quan Phụ-chính thân-thần duyệt lại trong khi Hoàng-thượng đi vắng. Những án tử-hình ấy đều thuộc về những việc thường-phạm can tội giết người cả. Trong năm vừa qua, có hai-mươi-mốt cái án tử-hình, mà trong năm trước thì chỉ có bảy án tử-hình thôi. Những người bị tội tử-hình, theo lệ mới đều đem bắn cả, là: 10 người tại Hà tịnh, 9 người tại Vịnh, một người tại Quảng-ngãi và một người tại Qui-nhơn.

Số người giam tại các đề-lao. — Số tội-nhân giam tại các đề-lao tăng lên nhiều lắm. Tính đến ngày 1er juin 1932, các ngục-thất Lao-bảo, Ban-mé-thuột, Kontum và Côn-lôn cộng được 1117 người khổ-sai, vừa chung-thân, vừa có kỳ-hạn mà năm 1931 thì cộng có 479 người. Số người giam tại các ngục-thất ấy chia ra như sau này: 191 người tại Lao-bảo; 631 người tại Ban-mé-thuột; 300 người tại Kon-tum; 5 người tại Côn-lôn.

Còn số tội-nhân giam tại đề-lao các tỉnh Trung-kỳ thì bớt đi được 1985 người: là năm vừa qua có 4732 người mà năm trước thì những 6717 người.

Một điều đáng chú ý, là số người bị-cáo đối với số thành án bớt được nhiều lắm. Tháng sáu năm 1931 có 4218 người bị cáo và 2499 người thành án. Tháng sáu năm 1932 thì hai số ấy lại ngược khác nhau, là số người bị cáo có 168 mà số người thành án những 3050.

Ân-xá. — Về dịp Hưng-quốc khánh-niệm tiết năm 1931, về dịp hội 14 juillet 1931 và tết nguyên-đán 1932, có 178 người can án được ân-xá, 55 người được thục-tội, 457 người được giảm tội và 31 người được cải khổ-sai chung-thân làm khổ-sai có kỳ-hạn.

Sau nữa, về dịp quan Tổng-trưởng thuộc-địa Paul Reynaud qua Đông-dương, có 652 người can-phạm do các tòa Nam án kết nghĩ, được hưởng lệ tạm tha. Ngày 1er juin 1932, số tội-nhân được tạm tha là 3974 người.

Xét các đơn khiếu. — Trong năm 1931-1932, tòa Khâm và các Bộ có nhận được nhiều đơn khiếu lắm. Phàm các đơn thuộc về việc hình, thì giao cho tòa Hội-lý bộ hình xét cả, cộng 380 lá. Viện Cơ-mật và bộ hình có thẩm lại 190 việc, xem cái số ấy thì rõ là cái lệ bắt điều-tra thêm hay là bắt làm tờ bẩm giãi bày duyên-cớ minh-bạch về những vấn-đề còn hồ-nghi, có công-hiệu là dường nào.

Cải-lương pháp-luật. — Nghị-định quan Khâm-sứ Trung-kỳ ngày 16 février 1932 do nghị-định quan Toàn quyền ngày 19 mars 1932 cho thi-hành, có đặ ra

một chức tham-nghị pháp-luật và cử quan phó chưởng-lý COLLET sung chức ấy. Chức-trách của vị đại-hiến ấy là dọn những bộ luật cho Chính-phủ Nam-triều thi-hành tại địa-hạt Trung-kỳ, và khi nào trường Sĩ-hoạn lập thành, thì sẽ chuyên dạy khoa luật tại trường ấy nữa.

Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 12 octobre 1932 :

M. NGUYỄN-KHÁNH ĐẮC, tri-phủ hạng nhì lĩnh thương-tá tỉnh Thái-bình, nay sung bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy trong khi quan thẩm-phán thực-thụ nghỉ vắng hoặc mắc bận, và thay đổi M. NGUYỄN-VĂN-ĐỒNG đi nơi khác.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc kỳ ngày 13 octobre 1932 :

M. TRẦN-VĂN-LAN, tri-huyện hạng nhì lĩnh thương-tá tỉnh Kiến-an, nay đổi đi thương-tá Hưng-yên và kiêm chức bồi-thẩm dự-khuyết tại tòa án đệ-nhị-cấp tỉnh ấy thay M. ĐOÀN-ĐÌNH-CHI tri-phủ hạng nhất lĩnh thương-tá Vĩnh-yên đổi đến Kiến-an.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 16 novembre 1932 :

M. VŨ-ĐÌNH KHÔI, tri-phủ hạng nhì tại Yên-thế (Bắc-giang) nay đổi đi Đa-phúc (Phúc-yên) thay M. PHAN-THIỆN-NIỆM.

M. LÊ-ĐÌNH-ĐÔN, tri-phủ hạng nhì tại Lục-yên trước có tin đổi đi Điện-biên (Lai-châu) mà chưa đi thì nay đổi đi Yên-thế.

Nghị-định quan quyền Thống-sứ Bắc-kỳ ngày 12 décembre 1932 :

M. NGUYỄN-ĐỨC-ĐAN, tri-huyện hạng ba tại Chí-linh (Hải-dương) và M. TRỊNH-VĂN-KHIÊM, tri-huyện hạng ba tại Đại-từ (Thái-nguyên) nay đổi lẫn cho nhau.

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

TOME III, Nos 1-6
juillet-décembre 1932

Directeur : PHẠM HUY-LỤC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

TABLE DES MATIÈRES

Nos 1 - 3, juillet - septembre 1932

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN DROIT LAOTIEN, par Pierre Grossin, p. 3.

QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE, par Nguyễn-văn-Tố. XII, De l'héritier cultuel, p. 16.

MÉDECINE LÉGALE, par Henri Marcel. Les asphyxies. La pendaison (suite). La strangulation, p. 21.

JURISPRUDENCE. — Domicile du fonctionnaire colonial, p. 27.

Expertise et dégrèvement en matière de contributions directes, p. 29.

Descente de nuit dans les établissements de jeux clandestins, p. 35.

LÉGISLATION, p. 39.

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — Emploi des carractères tabous, p. 41.

Partage des biens du vivant de l'ascendant. Révocation de l'acte de partage avant l'envoi en possession, p. 42.

Succession en déshérence, p. 43.

VARIÉTÉS. — La justice indigène en Annam, par Albert Bonhomme (suite). Tribunal provincial. Ministère, p. 44.

CHRONIQUE. — L'esclavage et la Société des Nations, p. 48.

L'élection d'un Annamite au Conseil de l'Ordre des avocats et le Comité de l'Asie française, p. 50.

Nominations, mutations, congés, etc., p. 50.

Nécrologie, p. 51.

BIBLIOGRAPHIE, par Nguyễn-văn-Tố. — Ernest Hœffel, De la condition juridique des étrangers au Cambodge, p. 52.

Paul Boudet et Remi Bourgeois, Bibliographie de l'Indochine française, 1927 - 1929, p. 53.

Recueil général de la législation et de la réglementation de l'Indochine, 1930, p. 54.

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes, janvier-juillet 1932, p. 55.

Nos 4 6, octobre - décembre 1932

V.-P.-J.-E. DUFILHO, p. 61.

LES POUVOIRS DES MAIRES POUR RÉPRIMER LES ATTEINTES A LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE, par A. E. Huckel, p. 63.

QUESTIONS DE DROIT COUTUMIER ANNAMITE, par Nguyễn-văn-Tố. XIII, Des biens cultuels, p. 68.

MÉDECINE LÉGALE, par Henri Marcel. — Les asphyxies (suite). III. La submersion, p. 74. IV. La suffocation, p. 78.

JURISPRUDENCE. — L'administration publique et l'autorité de la chose jugée, p. 81. — Bacs. Compétence en cas d'accident, p. 86.

LÉGISLATION, p. 89.

QUESTIONS DE DROIT USUEL. — Éligibilité des militaires indigènes. — Mariage pendant la période de deuil. — De la garde des enfants en cas de divorce. — Élection des tổng-lý. — Tableau généalogique, p. 90.

VARIÉTÉS. — La justice indigène en Annam, par Albert Bonhomme (suite). Conseil du Cơ-mật. — Conseil de censure. — Juridictions spéciales, p. 92.

CHRONIQUE. — L'administration de la justice en Indochine, p. 96.

Nominations, mutations, congés, etc., p. 103.

BIBLIOGRAPHIE, par Nguyễn-văn-Tố. — Dương-tấn-Tài, La part de l'encens et du feu, p. 105.

Louis Rolland et Pierre Lampué, Précis de législation coloniale, p. 106.

Pierre Varet, Au pays d'Annam. Les Dieux qui meurent, p. 107.

Journal judiciaire de l'Indochine, janvier - décembre 1932. p. 107.

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes, août - décembre 1932, p. 108.

YẾU-MỤC

Số 1-3, juillet-septembre 1932

CÁI QUYỀN SỞ-HỮU ĐẤT-CÁT Ở AI-LAO, PIERRE GROSSIN soạn, trang 3.

MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM, NGUYỄN-VĂN-TỐ soạn, XII. — Nói về người ăn hương-hỏa, trang 10.

PHÁP-Y, HENRI MERCEL soạn. — Chết-ngạt. Thắt-cổ (tiếp theo). 2. Chết về lúc nào và thắt-cổ đã được bao lâu? 2. Thắt cổ bởi tự-tử, bởi rủi-ro hay bị hại? — Giảo-sát, bóp cổ. Những vết ngờ là giảo-sát. Có phải vì bóp cổ mà chết không? Bị bóp cổ bằng cách nào? Xét đứa bị nghi là sát-nhân đôi khi tìm thấy cớ để buộc-tội, trang 12.

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI NGHĨA, PHẠM-HUY-LỤC soạn. — Nói về sự vô tư-cách của đàn-bà có chồng, trang 16.

ÁN-LỆ. — Nói về bắt bạc ban đêm, trang 19.

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam-án Bắc-kỳ. — Nói về việc thừa-kế, — Các điều-khoản chung. — Nói về của thừa-kế có chúc-thư, trang 22.

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Nói về những tài-sản không có người thừa-kế. — Nói về những chữ phạm húy. — Nói về sự chia của trong khi cha mẹ, ông bà hãy còn, trang 26.

TẠP-LỤC. — Nền Nam-án ở Trung-kỳ (tiếp theo). — Nói về tòa án tỉnh, các bộ, trang 29.

TÙNG-KÝ. — Hội vạn-quốc với vấn-đề nô-tì. Một người An-nam được cử vào hội-đồng kỷ-luật các luật-sư. Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân, trang 32.

Số 4-6, octobre-décembre 1932

CÁI QUYỀN-HẠN CỦA CÁC QUAN THỊ-TRƯỞNG VỀ VIỆC TRỪNG-TRỊ SỰ NÁO-ĐỘNG, A. E. HUCKEL soạn, trang 39.

MẤY CÁI VẤN-ĐỀ VỀ TỤC-LỆ NƯỚC NAM, NGUYỄN-VĂN-TỐ soạn. XIII. Nói về của phụng-tự, trang 43.

BẮC-KỲ DÂN-LUẬT GIẢI-NGHĨA. PHẠM-HUY-LỤC soạn. — Nói về ly-hôn, trang 45.

PHÁP-Y, Henri Marcel soạn. — Chết - ngạt. III, Chết - đuối. IV. Ngạt, trang 48.

ÁN-LỆ. — Đò-ngang. Cái thẩm-quyền của tòa án trong khi xảy ra những sự tai-nạn, trang 54.

PHÁP-LUẬT. — Dân-luật thi-hành tại các tòa Nam án Bắc-kỳ. — Quyền-lợi của vợ góa hay chồng-góa, trang 57.

PHÁP-LUẬT THƯỜNG-THỨC. — Binh-lính đối với quyền công-cử. — Nói về giá-thú trong khi cõ tang. — Cái quyền nuôi giữ con sau khi đã ly - hôn. — Quyền-dự bầu tổng-lý. — Giấy chứng-nhận về gia-phả, trang 60.

TẠP-LỤC. — Nền Nam-án ở Trung-kỳ, Albert Bonhomme soạn (tiếp-theo). — Đô-sát viện. — Đặc-biệt pháp-viện, trang 62.

TÙNG-KÝ. — Quan Biện-lý Dufilho tạ-thế. Việc tư-pháp ở Đông-dương. Các công-văn về thuyên-bổ, hoán-chuyển, vân vân, trang 66.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

IMP. SPÉCIALE DU PHAP-VIÊN BAO

Tome II — N°s 2 & 3 Février & Mars 1932

PHAP-VIEN BAO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

DÉPOT LÉGAL
RÉSIDENCE SUPÉRIEURE
TONKIN

A. 26 f

Directeur : PHAM HUY-LUC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. H. TISSOT, Résident Supérieur honoraire ;

H. M. J. COLLET, Conseiller Juriste à Huế ;

L. L. E. E. Tôn Thất-ĐÀN, Ministre de la Justice à Huế ;

Thái Văn-TOÀN, Ministre des Finances à Huế ;

Hồ Đắc-KHẢI, Tham-tri au Ministère des Finances ;

MM. Hồ Đắc-HÀM, Tế-tửu du Collège Quốc-tử giám ;

Nguyễn Khắc-NIÊM, Hoàng-giáp, Thị-lang au Ministère de la Justice ;

Nguyễn Cao-TIÊU, Tiến-sĩ, Thị-lang au Ministère des Finances.

ABONNEMENTS

	Edition bilingue	Edition en quốc-ngữ
Un an	15$00	6$00
Six mois	8.00	3.50
Le numéro . . .	1.35	0.60

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste de l'Indochine.

Les manuscrits ne sont pas rendus

Les articles insérés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans le PHAP-VIÊN BAO sont interdites, sauf autorisation expresse du propriétaire-gérant.

LE PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : PHAM HUY-LUC

HỘI-ĐỒNG BẢO-TRỢ

Quan H. TISSOT, nguyên Khâm-sứ ;
Quan H. M. J. COLLET, Pháp-luật Tham-nghị tại Huế ;
Quan TÔN THẤT-ĐÀN, Hình-bộ Thượng-thư, sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan THÁI VĂN-TOẢN, Hộ-bộ Thượng-thư sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan HỒ ĐẮC-KHẢI, Hộ-bộ Tham-tri ;
Quan HỒ ĐẮC-HÀM, Quốc-tử-giám Tế-tửu ;
Quan NGUYỄN KHẮC-NIỆM, Hoàng-giáp, Hình-bộ Thị-lang ;
Quan NGUYỄN CAO-TIỀU, Tiến-sĩ, Hộ-bộ Thị-lang.

GIÁ BÁN

PHÁP-VĂN VÀ QUỐC-VĂN

Một năm	15$00
Nửa năm	8.00
Mỗi số	1.35

Các quan-chức hành-chính và tư-pháp mua *cả hai phần*, đặc-biệt trừ 20 %.

RIÊNG PHẦN QUỐC-VĂN

Một năm	6$00
Nửa năm	3.50
Mỗi số	0.60

Mua báo đồng-niên có thể hỏi tại các sở Bưu-điện Đông-dương, không phải trả tiền phí-tổn ngoại.

Bản-chí không có lệ trả lại bản-thảo. Các bài đăng báo, soạn-giả ký tên chịu trách-nhiệm.

Cấm không được in lại hoặc phiên-dịch những bài của bản-chí, trừ khi nào bản-chí chũ-nhiệm cho phép riêng thì không kể.

Tome II — N° 4

Avril 1932

DÉPOT-LÉGAL
RÉSIDENCE SUPÉRIEURE
TONKIN

PHAP-VIEN BAO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

DÉPOT LÉGAL
INDOCHINE
N° A.388

Directeur : PHAM HUY-LUC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. H. TISSOT, Résident Supérieur honoraire ;
H. M. J. COLLET, Conseiller Juriste à Hué ;
A. E. HUCKEL, Conseiller au Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine ;
L. L. E. E. TÔN THẤT-ĐÀN, Ministre de la Justice à Hué ;
THÁI VĂN-TOẢN, Ministre des Finances à Hué ;
HỒ ĐẮC-KHẢI, Tham-trí au Ministère des Finances
MM. HỒ ĐẮC-HÀM, Tế-tửu du Collège Quốc-tử giám ;
NGUYỄN KHẮC-NIỆM, Hoàng-giáp, Thị-lang au Ministère de la Justice ;
NGUYỄN CAO-TIỀU, Tiến-sĩ, Thị-lang au Ministère des Finances.

ABONNEMENTS

	Edition bilingue	Edition en quốc-ngữ
Un an.	15$00	6$00
Six mois. . . .	8.00	3.50
Le numéro. . .	1.35	0.60

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste de l'Indochine.

■ Les manuscrits ne sont pas rendus ■

Les articles insérés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans le PHÁP-VIỆN-BÁO sont interdites, sauf autorisation expresse du propriétaire-gérant.

LE PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : PHAM HUY-LUC.

HỘI-ĐỒNG BẢO-TRỢ

Quan H. TISSOT nguyên Khâm-sứ ;
Quan H. M. J. COLLET, Pháp-luật Tham-nghị tại Huế ;
Quan A. E. HUCKEL, Tham-nghị Tòa-án cai-trị Đông-dương ;
Quan Tôn Thất-ĐÀN, Hình-bộ Thượng-thư, sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Thái Văn-TOẢN, Hộ-bộ Thượng-thư sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Hồ Đắc-KHẢI, Hộ-bộ Tham-tri ;
Quan Hồ Đắc-HÀM, Quốc-tử-giám Tế-tửu ;
Quan Nguyễn Khắc-NIỆM, Hoàng-giáp, Hình-bộ Thị-lang ;
Quan Nguyễn Cao-TIỀU, Tiến-sĩ Hộ-bộ Thị-lang.

GIÁ BÁN

PHÁP-VĂN VÀ QUỐC-VĂN

Một năm	15$00
Nửa năm	8.00
Mỗi số	1.35

Các quan-chức hành-chính và tư-pháp mua *cả hai phần*, đặc-biệt trừ 20 %

RIÊNG PHẦN QUỐC-VĂN

Một năm	6$00
Nửa năm	3.50
Mỗi số	0.60

Mua báo đồng-niên có thể hỏi tại các sở Bưu-điện Đông-dương không phải trả tiền phi-tổn ngoại.

Bản chí không có lệ trả lại bản-thảo. Các bài đăng báo, soạn-giả ký tên chịu trách-nhiệm.

Cấm không được in lại hoặc phiên-dịch những bài của bản-chí, trừ khi nào bản-chí chủ-nhiệm cho phép riêng thì không kể.

Tome II — N°s 5 & 6 Mai & Juin 1932

DEPOT LEGAL INDOCHINE
N° A-712

PHAP-VIỆN BAO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

DEPOT LEGAL

Directeur : PHAM HUY-LUC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. H. TISSOT, Résident Supérieur honoraire ;
H. M. J. COLLET, Conseiller Juriste à Huế ;
A. E. HUCKEL, Conseiller au Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine ;
L. L. E. E. Tôn Thất-ĐÀN, Ministre de la Justice à Huế ;
Thái Văn-TOẢN, Ministre des Finances à Huế ;
Hồ Đắc-KHẢI, Tham-tri au Ministère des Finances
MM. Hồ Đắc-HÀM, Tế-tửu du Collège Quốc-tử giám ;
Nguyễn Khắc-NIỆM, Hoàng-giáp, Thị-lang au Ministère de la Justice ;
Nguyễn Cao-TIỀU, Tiến-sĩ, Thị-lang au Ministère des Finances.

ABONNEMENTS

	Edition bilingue	Edition en quốc-ngữ
Un an.	15$00	6$00
Six mois. . . .	8.00	3.50
Le numéro . . .	1.35	0.60

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste de l'Indochine.

■ Les manuscrits ne sont pas rendus ■

Les articles insérés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans le PHÁP-VIỆN-BÁO sont interdites, sauf autorisation expresse du propriétaire-gérant.

LE PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : PHAM HUY LUC

HỘI-ĐỒNG BẢO-TRỢ

Quan H. TISSOT nguyên Khâm-sứ ;
Quan H. M. J. COLLET, Pháp-luật Tham-nghị tại Huế ;
Quan A. E. HUCKEL, Tham-nghị Tòa-án cai-trị Đông-dương ;
Quan Tôn Thất-ĐÀN, Hình-bộ Thượng-thư, sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Thái Văn-TOẢN, Hộ-bộ Thượng-thư sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Hồ Đắc-KHẢI, Hộ-bộ Tham-tri ;
Quan Hồ Đắc-HÀM, Quốc-tử-giám Tế-tửu ;
Quan Nguyễn Khắc-NIỆM, Hoàng-giáp, Hình-bộ Thị-lang ;
Quan Nguyễn Cao-TIỀU, Tiến-sĩ Hộ-bộ Thị-lang.

GIÁ BÁN

PHÁP-VĂN VÀ QUỐC-VĂN

Một năm	15$00
Nửa năm	8.00
Mỗi số	1.35

Các quan-chức hành-chính và tư-pháp mua *cả hai phần*, đặc-biệt trừ 20 %

RIÊNG PHẦN QUỐC-VĂN

Một năm	6$00
Nửa năm	3.50
Mỗi số	0.60

Mua báo đồng-niên có thể hỏi tại các sở Bưu-điện Đông-dương không phải trả tiền phi-tổn ngoại.

Bản chỉ không có lệ trả lại bản-thảo. Các bài đăng báo, soạn-giả ký tên chịu trách-nhiệm.

Cấm không được in lại hoặc phiên-dịch những bài của bản-chí, trừ khi nào bản-chí chủ-nhiệm cho phép riêng thì không kể.

Tome III — N°s 1-3 Juillet-Septembre 1932

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

DEPOT LEGAL
INDOCHINE
N° A. 1398

Directeur : PHAM HUY-LUC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. H. TISSOT, Résident Supérieur honoraire ;
H. M. J. COLLET, Conseiller Juriste à Hué ;
A. E. HUCKEL, Conseiller au Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine ;
L. L. E. E. TÔN THẤT-ĐÀN, Ministre de la Justice à Huế ;
THÁI VĂN-TOẢN, Ministre des Finances à Huế ;
HỒ ĐẮC-KHẢI, Tham-tri au Ministère des Finances
MM. HỒ ĐẮC-HÀM, Tế-tửu du Collège Quốc-tử giám ;
NGUYỄN KHẮC-NIỆM, Hoàng-giáp, Thị-lang au Ministère de la Justice ;
NGUYỄN CAO-TIỀU, Tiến-sĩ, Thị-lang au Ministère des Finances.

ABONNEMENTS

	Edition bilingue	Edition en quốc-ngữ
Un an.	15$00	6$00
Six mois. . . .	8.00	3.50
Le numéro . . .	1.35	0.60

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste de l'Indochine.

■ Les manuscrits ne sont pas rendus ■

Les articles insérés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans le PHÁP-VIỆN-BÁO sont interdites, sauf autorisation expresse du propriétaire-gérant.

LE PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : PHAM HUY-LUC

HỘI-ĐỒNG BẢO-TRỢ

Quan H. TISSOT nguyên Khâm-sứ ;
Quan H. M. J. COLLET, Pháp-luật Tham-nghị tại Huế ;
Quan A. E. HUCKEL, Tham-nghị Tòa-án cai-trị Đông-dương ;
Quan Tôn Thất-ĐÀN, Hình-bộ Thượng-thư, sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Thái Văn-TOẢN, Hộ-bộ Thượng-thư sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Hồ Đắc-KHẢI, Hộ-bộ Tham-tri ;
Quan Hồ Đắc-HÀM, Quốc-tử-giám Tế-tửu ;
Quan Nguyễn Khắc-NIỆM, Hoàng-giáp, Hình-bộ Thị-lang ;
Quan Nguyễn Cao-TIỀU, Tiến-sĩ Hộ-bộ Thị-lang.

GIÁ BÁN

PHÁP-VĂN VÀ QUỐC-VĂN

Một năm	15$00
Nửa năm	8.00
Mỗi số	1.35

Các quan-chức hành-chính và tư-pháp mua *cả hai phần*, đặc-biệt trừ 20 %

RIÊNG PHẦN QUỐC-VĂN

Một năm	6$00
Nửa năm	3.50
Mỗi số	0.60

Mua báo đồng-niên có thể hỏi tại các sở Bưu-điện Đông-dương không phải trả tiền phí-tổn ngoại.

Bản-chí không có lệ trả lại bản-thảo. Các bài đăng báo, soạn-giả ký tên chịu trách-nhiệm.

Cấm không được in lại hoặc phiên-dịch những bài của bản-chí, trừ khi nào bản-chí chủ-nhiệm cho phép riêng thì không kể.

La publication du Pháp-Viện Báo
est interrompue pour une période indéterminée

Tome III — Nos 4-5-6 Oct.-Nov.-Déc. 1932

DEPOT LEGAL
INDOCHINE
N°A.2060

PHÁP-VIỆN BÁO

REVUE JUDICIAIRE FRANCO-ANNAMITE

PARAISSANT TOUS LES MOIS

Directeur : PHAM HUY-LUC

RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
3, RUE DU CHANVRE — HANOI

COMITÉ DE PATRONAGE

MM. H. TISSOT, Résident Supérieur honoraire ;
H. M. J. COLLET, Conseiller Juriste à Hué ;
A. E. HUCKEL, Conseiller au Conseil du Contentieux administratif de l'Indochine ;
L. L. E. E. Tôn Thất-ĐÀN, Ministre de la Justice à Hué ;
Thái Văn-TOẢN, Ministre des Finances à Hué ;
Hồ Đắc-KHẢI, Tham-tri au Ministère des Finances
MM. Hồ Đắc-HÀM, Tế-tửu du Collège Quốc-tử giám.
Nguyễn Khắc-NIỆM, Hoàng-giáp, Thị-lang au Ministère de la Justice ;
Nguyễn Cao-TIỀU, Tiến-sĩ, Thị-lang au Ministère des Finances.

ABONNEMENTS

	Edition bilingue	Edition en quốc-ngữ
Un an.	15$00	6$00
Six mois. . . .	8.00	3.50
Le numéro . . .	1.35	0.60

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste de l'Indochine.

■ Les manuscrits ne sont pas rendus ■

Les articles insérés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans le PHÁP-VIỆN-BÁO sont interdites, sauf autorisation expresse du propriétaire-gérant.

LE PROPRIÉTAIRE-GÉRANT : PHAM HUY-LUC

HỘI-ĐỒNG BẢO-TRỢ

Quan H. TISSOT nguyên Khâm-sứ ;
Quan H. M. J. COLLET, Pháp-luật Tham-nghị tại Huế ;
Quan A. E. HUCKEL, Tham-nghị Tòa-án cai-trị Đông-dương ;
Quan Tôn Thất-ĐÀN, Hình-bộ Thượng-thư, sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Thái Văn-TOẢN, Hộ-bộ Thượng-thư sung Cơ-mật viện Đại-thần ;
Quan Hồ Đắc-KHẢI, Hộ-bộ Tham-tri ;
Quan Hồ Đắc-HÀM, Quốc-tử-giám Tế-tửu ;
Quan Nguyễn Khắc-NIÊM, Hoàng-giáp, Hình-bộ Thị-lang ;
Quan Nguyễn Cao-TIỀU, Tiến-sĩ Hộ-bộ Thị-lang.

GIÁ BÁN

PHÁP-VĂN VÀ QUỐC-VĂN

Một năm	15$00
Nửa năm	8.00
Mỗi số	1.35

Các quan-chức hành-chính và tư-pháp mua *cả hai phần*, đặc-biệt trừ 20 %

RIÊNG PHẦN QUỐC-VĂN

Một năm	6$00
Nửa năm	3.50
Mỗi số	0.60

Mua báo đồng-niên có thể hỏi tại các sở Bưu-điện Đông-dương không phải trả tiền phí-tổn ngoại.

Bản-chí không có lệ trả lại bản-thảo. Các bài đăng báo, soạn-giả ký tên chịu trách-nhiệm.
Cấm không được in lại hoặc phiên-dịch những bài của bản-chí, trừ khi nào bản-chí chủ-nhiệm cho phép riêng thì không kể.

Từ kho sách xưa của Quán Ven Đường

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 01032313 9